-Sommaire-

Remerciements

Dédicaces

Résumé

Introduction générale 2

Première partie théorique : **Accumulation, croissance et crises dans les économies capitalistes** 9

Introduction de la partie théorique 10

Section 1 : **les liens entre les théories de la valeur et de la croissance économique** 15

Introduction 16

1-Les analyses néo-classiques 16

1-1 Historique 17

1-2 Brefs rappels sur le système d'équilibre macroéconomique néoclassique 22

1-3 L'analyse néoclassique 27

A)- Les principes de l'économie néo-classique 30

B)- Intérêt personnel et intérêt général 30

C)- Economie néo-classique, micro- économique et libéralisme 30

D)- La concurrence pure et parfaite 31

E)- Les agents et leurs opérations 31

F)- Equilibre partiel et équilibre général 31

1-4 Les mathématiques comme nouvelle approche de l'économie 34

1-L'utilité marginale 35

2- La concurrence pure et parfaite 36

1-5 L'équilibre néo-classique 37

1. Contexte et dénominations 38

2. Le cadre général du raisonnement 39

3. Le processus de tâtonnement 44

1-6 La pensée néo-classique aujourd'hui 46

1-7 Dans quelle mesure les néo-classiques sont les héritiers des classiques? 46

I- L'héritage classique est perceptible dans les théories néoclassiques 47
A) - Des lois économiques communes 47
B) - Les néo-classiques approfondissent des théories classiques dans une certaine continuité 48
II- Cependant, les néo-classiques ont su se distinguer de l'approche classique sur de nombreux points 49
A) - Des conceptions opposées persistent entre ces deux approches 49
B) - Certaines théories ou outils économiques sont propres aux néo-classiques, ce qui les distingue de leurs prédécesseurs 50
1-7 Les critiques 52
2-Les oppositions entre les théories néo-classiques, classiques et marxistes (lien entre taux de profit et accumulation) 55
2-1 La théorie classique 55
A)- Historique 55
B)- La démarche des économistes classiques 75
C)- L'analyse classique 78
D)- Propriétés de l'équilibre classique 79
E)- Les critiques 80
2-2 La théorie marxiste 91
A)- Historique 91
B)- La philosophie marxiste 94
C)- Doctrine marxiste de l'histoire 95
D)- Les racines de marxisme 96
E)- La critique marxiste 96
3- Apport de la théorie générale de Keynes 133
3-1)-Historique 133
3-2)- La politique keynésienne 137
3-3)- Apports de la théorie keynésienne 138
Section 2 : Le renouveau de la théorie économique de la crise face à la mondialisation 141
Introduction 142
1-Les théories contemporaines du cycle économiques, et des crises : financiarisation de l'économie et déconnection par rapport à la sphère réelle 146
1-1 Les théories économiques du cycle..... 154
A)- Le cycle Juglar et cycle kitchin 158

B)- De l'observation de Kondratieff aux travaux De J. Schumpeter 161
2-Les apports à la théorie des crises : La synthèse des théories postkeynésiennes et de la théorie marxiste : les théories de la régulation 163
2-1 La théorie de la régulation est proche de l'économie institutionnaliste 171
2-2 La théorie de la régulation porte une critique sévère de l'école néo-classique 172
A)- Les concepts fondamentaux 172
B)- La théorie des crises 174
3-La théorie de Joseph Schumpeter et le renouveau de la théorie institutionnaliste comme apport à la théorie de la crise 175
1) L'analyse Schumpetérienne de la croissance 177
1-1) La théorie des cycles 177
1-2) La dynamique du capitalisme selon Schumpeter: La destruction créatrice 179
1-3) Le problème de la discontinuité des innovations 180
2) L'analyse Schumpetérienne de l'innovation 181
3) Prolongements contemporains 183
4) Schumpeter et les cycles 184
Conclusion de la partie théorique 193
Deuxième partie pratique: La crise d'octobre 2008 dans le cas des pays développés 214
Introduction 215
Section 1 : Rappel de la crise de 1929 216
1-Le déclenchement de la crise 217
1-1 Historique 218
1-2 Signes précurseurs de la crise de 1929 220
1-3 Les évènements de la crise en dates 222
1-4 Explication de la crise de 1929 en graphiques 226
2-Les causes de la crise 228
2-1Explication par la spéculation 228
2-2 Explication monétaire 229
2-3 Explication par la sous-consommation 230
2-4 Explication par le cycle économique 230
2-5 Explications morales et sociologiques 231
2-6 L'absence d'une puissance capable d'imposer un jeu coopératif 231

2-7 La transformation de la récession américaine en dépression mondiale … 232
3-Les effets (Les conséquences) de la crise 234
3-1 Effets économique et sociaux (La crise alimente la crise) 234
3-2 Effets politiques(Les démocraties sont fragilisées) 236
4- Les politiques appliquées pour mettre fin à la crise économique 236
4-1 Le « New Deal » 1933 236
4-2 Glass-Steagall Act 237
4-3 L'économie de guerre, explication de la sortie de crise 237
5- Les leçons tirées de cette crise 238
5-1 Il faut une politique monétaire active 239
5-2 Il faut une politique budgétaire active 239
5-3 Il faut éviter la guerre monétaire 239
5-4 Il faut éviter le protectionnisme 240
Section 2 : Rappel de la crise d'octobre 2008 243
Introduction 244
1-Le dégonflement de la bulle immobilière 244
1-1 Chronologie de la crise des subprimes 244
1-2 Pourquoi la crise a éclaté..... 246
1-3 Explication Schématiques 250
1-4 Origine de la crise 252
2- Les causes de la crise 256
2-1 Les causes théoriques 256
2-2 La théorie de dominos, la théorie de jeux et le jeu des casinos 258
2-3 Les causes militaro-financières 260
3- Les conséquences de la crise au niveau mondiale 261
3-1 L'effet contagion et l'altération des systèmes financiers 262
3-2 Perturbations économiques 264
4- Les politiques contre la crise 266
4-1 Injection de liquidités et baisse de taux d'intérêt pour relancer l'activité de crédit 267
4-2 De grands plans de sauvetage étatiques 267
4-3 Recapitalisation, rachats, nationalisations de banques et établissements financières 267

4-4 La problématique de régulation en débat 268
5- Les ressemblances entre la crise 1929 et la crise d'octobre 2008 269
5-1 Les similitudes entre les krachs de 1929 et de 2009 269
5-2La différence majeure entre les krachs de 1929 et de 2009 270
5-3)1929-2009 : un contexte semblable 271
5-4) 1929-2008 : des paniques boursières et bancaires similaires 272
5-5) 1929-2008 : des solutions politiques différentes 272
5-6) 1929-2008 : des leçons à tirer similaires 273
Section 3 : Les effets de la crise d'octobre 2008 : La crise de l'endettement 275
Introduction 276
1-La crise d'endettement dans le cas des Etats-Unis 277
1-1 Quelle est la situation actuelle de l'endettement des Etats-Unis ? 279
1-2 Ya-t-il une éventuelle cessation de paiement tant européenne qu'américaine ? 279
1-3 Peut-on continuer dans cette voie ? 280
1-4 Face à cette situation ne risque-t-il pas d'avoir une dépréciation des bons de trésor ? 282
1-5 Quelles incidences cet endettement sur l'économie algérienne ? 283
1-6 Les réserves de change algérien peuvent-ils avoir un meilleur rendement ? 284
1-7 Quelles perspectives pour le développement de l'Algérie ? 285
2- La crise d'endettement dans le cas des pays d'Europe 286
2-1 Quelle est le fond du problème de la crise d'endettement en zone euro ? 287
2-2 La Grèce : un cas limité, et un test 288
2-3 L'Irlande 294
2-4 LE Portugal 294
2-5 L'Espagne 295
2-6 L'Italie 295
3- Les solutions contre la crise d'endettement 296
3-1 Solutions européennes 300
3-2 Solutions française 302
Section 4 : L'Algérie face à la crise mondiale 311
Introduction 312

1-L'Algérie une économie rentière 315
1-1 Une énorme rente gazière 317
1-2 Une politique de carburant réaliste 318
1-3 Une grave crise interne de gaz guette l'Algérie à partir de 2014 319
1-4 Quelle est la situation actuelle des réserves de gaz en Algérie ? 320
1-5 L'Algérie pourrait devenir importatrice en 2020 320
1-6 Les perspectives de production du gaz 322
1-7 La rente pétrolière 323
2- Les réserves de change de l'Algérie 325
2-1 Quelle sont les réserves d'or en Algérie ? 325
2-2 Quelle sont les réserves de change actuel ? 325
2-3 La gestion des réserves de changes 327
2-4 Les réserves dépendent de l'inflation et des taux d'intérêts 327
3-Problématique de taux d'intérêt et l'inflation mondiale 328
3-1 L'inflation 328
3-2 Taux d'intérêt 329
3-3 L'origine d'inflation 330
3-4 La progression de l'inflation mondiale 330
3-5 L'inflation est –elle la solution pour éponger la dette publique 331
3-6 La problématique de l'inflation et du pouvoir d'achat en Algérie 333
Conclusion de la partie pratique 342
Conclusion générale 356
Les annexes 369
Liste des vocabulaires (acronymes et abréviations) 370
Définitions utiles 372
Bibliographie 375

Résumé:

La crise financière qui s'est déclenchée en août 2007 est exceptionnelle par son ampleur et déjà par ses répercussions économiques et sociales. Début 2009, elle est loin d'être terminée, et personne ne peut raisonnablement prédire le calendrier de sortie. C'est la crise la plus grave depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le but de ce travail et de faire comprendre cette crise ainsi que ça gravité sur le monde entier. Et pour cela on a partagé notre travail en deux grandes parties, la première partie théorique on la consacrer aux théories économiques des crises là où on a analysé les théories (néo-classiques, classiques, marxistes, Keynésiennes, Les théories contemporaines du cycle économique et des crises, les théories de la régulation, La théorie de Joseph Schumpeter et la théorie institutionnaliste). Dans la deuxième partie pratique on a fait un rappel sur la crise économique de 1929 ainsi que celle de 2008. On a parlé de la crise d'endettement actuelle et finalement on a parlé de l'Algérie face à cette crise économique de 2008 mais d'une façon léger car ce sera le travail de notre future recherche de thèse de doctorat. Et pour conclure ce modeste travail on a indiqué si les théories économiques des crises sont appliquées dans la réalité, et on a tiré quelque leçon de cette crise.

Mots-clés : Crise économique, Crise financière, crise d'endettement, Subprime, Crédits hypothécaires, Titrisation. Défaut de paiement, crise de confiance, agence de notation, plan de sauvetage.

clicours.com

ملخص:

تعتبر الأزمة المالية التي اندلعت في أوت 2007 استثنائية في نطاقها بفعل تداعياتها الاقتصادية والاجتماعية التي امتد ت الى أوائل عام 2009 و لم تنته بعد ولا أحد يستطيع أن يتنبأ بشكل معقول لتوقيت الخروج منها. فهي أخطر و أ صعب أزمة منذ نهاية الحرب العالمية الثانية. ونهدف من خلال عملنا هذا الى توضيح وفهم هذه الأزمة ومدى خطورتها على العالم. ولهذا قسمنا عملنا إلى جزئيين . يخصص الجزء الأول (النظري) للنظريات الاقتصادية المتعلقة بالأزمات العالمية حيث قمنا بتحليل النظريات (النيوكلاسيكية , الكلاسيكية , الماركسية , الكينزية , والنظريات المعاصرة المتعلقة بالدورة الاقتصادية للأزمات ونظريات التنظيم ونظرية جوزيف شومبيتر والنظرية المؤسساتية). اما الجزء الثاني (العملي او التطبيقي) فقد كان تذكيرا للأزمة الاقتصادية لعام 1929 وكدالك ازمة اكتوبر 2008.كما تحدثنا فيه عن أزمة الديون الحالية وتكلمنا في الاخير عن الجزائر ومواجهتها للأزمة الاقتصادية العالمية لكن بصفة مختصرة لان هذا سوف يكون بحث أطروحة الدكتوراه في المستقبل ان شاء الله. وختاما لهذا العمل المتواضع تناولنا امكانية تطبيق النظريات الاقتصادية للازمات في الواقع , و حاولنا استخراج بعض الدروس و العبر من هذه الأزمة بغرض الاحتياط من الوقوع في ازمات اخرى مشابهة لسابقاتها.

كلمات البحث : الأزمة الاقتصادية,الأزمة المالية ,أزمة الديون الحالية , القروض العقارية , والرهن العقاري , التو ريق.
خلل في الدفع ,أزمة الثقة , وكالة التصنيف , خطط الا نقاذ.

Abstract:

The financial crisis which started in August 2007 is exceptional by its width and already by its economic and social repercussions. At the beginning of 2009, it is far from being finished, and nobody can reasonably predict the calendar of exit. It is the most serious crisis since the end of the Second World War. The objectif of this work is to understand this crisis and also revolve against the whole world. And for this reason we shared our work in two great parts, the first theoretical part one to devote it to the economic theories of the crises it or one has to analyze the theories (neo-classic, traditional, Marxist, Keynésiennes, contemporary theories of the business cycle and the crisis, theories of the regulation, the theory of Joseph Schumpeter and the theory institutionalize). In the second practical part we made a recall on the economic crisis of 1929 like that of 2008. We spoke about the current crisis of debt and finally we spoke about Algeria face to this economic crisis of 2008 but in a light way because it will be the work of our future search for thesis of doctorate. And to conclude this modest work one indicated if the theories economic of the crises are to apply in reality, and one learned some lessons from this crisis.

Key words: Economic crisis, financial crisis, crisis of debt, Subprime, Mortgage credits, Securitization, Non-payment, crisis of confidence, credit rating agency, rescue plan.

Clicours.COM

Introduction générale

Introduction générale:

Chaque crise financière constitue l'un de ces moments de l'histoire qui peuvent se révéler une leçon utile pour l'humanité, pour peu qu'on prenne le temps d'analyser avec objectivité ce qui se passe réellement. On ne manquera pas de nous donner une analyse technique des événements, l'exposé lisse d'un scénario attribuant à chacun un rôle soluble dans un système intouchable.

L'argumentation doit être suffisamment digeste pour sauver l'essentiel, le bateau sur lequel on vogue à vue, tout en désignant un bouc émissaire, choisi arbitrairement par ses pairs, non pas parce qu'il est plus coupable que ses anciens «associés», mais tout simplement parce qu'il représente pleinement ce que l'on attend d'un sacrifice cathartique. En somme, il faut noyer l'un d'entre nous pour éviter le naufrage, et arrivés à terre, dans le film « Basic ».

L'important est donc de « bien raconter l'histoire ». L'analyse technique, la recherche des responsabilités, les éventuelles sanctions, les explications théoriques, les mesures correctives, enfin le « noyage du poisson » dans un bocal encore plus grand que le précédent, constituent les recettes de l'art de la dissimulation financière.

La bonne histoire vous racontera que la crise actuelle est réelle, qu'elle «toucha» d'abord le marché des hypothèques immobilières aux Etats-Unis. On vous dira ensuite que les marchés étant interconnectés, les agents financiers doivent simultanément faire face à des problèmes similaires sur plusieurs marchés. Compte tenu de la conjoncture, un terme commode et autorisé, les agents ont des difficultés à faire face à ces échéances mais le système est solide et seules les brebis malades seront exclues du troupeau. Voyez là une adaptation de l'évolutionnisme darwinien…une belle histoire.

Maintenant, sachez qu'il y a d'autres causes à une crise dont l'ampleur est telle que même les banques, ces prestidigitateurs parmi les plus doués de la place, ne peuvent plus dissimuler. Nous avons déjà évoqué quelques-unes des causes à l'origine de la crise actuelle. Nous les rappelons brièvement :

- inanité du système de Breton Woods, qui fait peser le risque systémique sur les contribuables des pays membres du FMI, et sentiment d'intouchabilité des gros acteurs financiers (Goldman-Sachs, City Bank) grâce à la règle du « too big to fail ».

- faillite du système dollar suite à l'endettement massif du Trésor américain.

- hyperinflation d'origine monétaire causée par la création monétaire incontrôlée de la part de la FED.

- irresponsabilité des acteurs financiers, en particulier les banques et les fonds spéculatifs qu'elles contrôlent, quant à leur politique de crédit.

- non-respect des règles prudentielles par les banques, par exemple en omettant d'enregistrer certains prêts hypothécaires par les banques, faisant craindre une utilisation multiple d'un même capital prêté.

- exigence de rentabilité définie par la sphère financière à l'attention du système productif d'où une séparation du monde de l'analyse économique d'avec le monde économique réel.

- émergence d'une « ploutocratie » dans les grands pays œuvrant à concrétiser le programme réglementaire et économique élaboré par l'oligarchie financière pour promouvoir ses intérêts sur le long terme : la principale victime du programme est le « welfare state ». En France, on vise le programme du Conseil National de la Résistance (1944).

- financiarisation et désindustrialisation volontaire des grandes économies appuyées sur l'existence du système dollar et d'un centre financier corollaire dont la survie dépend de l'instauration d'un ordre international assuré par la domination militaire américaine.

- dérégulation progressive des sociétés au profit des capitaux financiers pour profiter au maximum de la rente d'une main d'œuvre bon marché.

- exploitation de la misère pour bénéficier du « dumping social » existant dans les grands réservoirs de main d'œuvre bon marché que sont les pays asiatiques ou africains.

- connivence entre les acteurs « fautifs » (banques, fonds spéculatifs) et les acteurs de contrôles (autorités monétaires et financières) ou des leaders d'opinion censés être indépendants (agence de notation, professeurs d'université).

- maintien d'une rareté volontaire des capitaux et des biens en ce qui concerne l'accès par les projets innovateurs et productifs à ces capitaux.

- arbitrages spéculatifs et artificiels entre tous les marchés, dont les marchés de première nécessité ou les marchés de matières premières indispensables à la production industrielle et à la prospérité des nations.

Pour utiliser une métaphore chère au spéculateur G.Soros, le système financier mondial est une «pompe aspirante» qui concentre tous les capitaux vers le centre, c'est à dire New-York et la city de Londres. Néanmoins, il existe une alliance objective entre

les systèmes politiques des pays occidentaux et les milieux financiers pour faire avancer le programme de financiarisation, qui est aussi in extremis un programme d'américanisation de la planète.

Le problème posé par ce phénomène est qu'il s'agit d'un système cannibale, dans le sens où il tend à détruire les sociétés dans lesquelles il évolue. Au lieu de faire partager les potentialités énormes permises par les nouvelles technologies de production, par l'agriculture, par les méthodes de management des ressources, par la production de l'énergie nucléaire (avant d'en trouver une encore meilleure!) avec l'ensemble de l'humanité (sans forcément exclure le mécanisme du marché et la concurrence), on s'efforce avec ce système de créer une rareté qui n'existe que dans les ordinateurs de Wall Street.

L'humanité est aujourd'hui plus à même de réunir les conditions nécessaires à la prospérité qu'elle ne l'a jamais été. Pourtant, on constate que les indicateurs de pauvreté sont moins bons qu'avant et que les disparités de revenus se creusent. Le point le plus critique du système actuel est qu'il exonère complètement les dirigeants de toute responsabilité.

Nous vivons dans un monde «orwellien», qui chante des slogans de liberté individuelle et de réussite personnelle, mais qui dès qu'il s'agit d'en venir aux responsabilités attachées à ces notions, se rabat avec un empressement décontenançant vers la solidarité collective et le « nécessaire » besoin de sacrifice social.

Ne voit-on pas qu'un petit nombre de financiers a véritablement « pris en otage » les populations du globe, pour reprendre une expression de F.Lordon, à des fins d'enrichissement personnel, et tente désormais d'imposer une solution collective au problème qu'il a lui-même créé à l'insu des autres.

En somme, les profits produits par des opérations frauduleuses leur appartiennent, mais quand il s'agit de régler les impayés et de solutionner les difficultés qu'ils ont créées, ces gens s'en remettent à l'Etat et à la solidarité collective.

Ce discours simpliste, empreint de sophisme éhonté, ne persuadera pas les citoyens honnêtes d'oublier les coupables. Il faut éclairer au plus vite les responsabilités, désigner les coupables afin qu'ils soient punis ! C'est là la logique la plus élémentaire pour revenir à une situation de rationalité…

Tous ces efforts seraient vains s'ils n'étaient pas suivis d'étapes concrètes pour éviter que ces difficultés ne se reproduisent. C'est pourquoi il convient de proposer des réformes nécessaires à apporter au système :

- ✓ brisons la connivence corruptrice entre le monde de la finance et le monde politique en lui substituant une relation saine avec une primauté du politique sur la finance et non l'inverse.

- ✓ enterrons le système dollar et les accords qui l'instaurent.

- ✓ instaurons un système monétaire international équitable reposant sur des critères d'évaluation monétaire et financière justes et réels.

- ✓ régulons les activités financières, par des accords internationaux, dans un sens favorable aux populations plutôt qu'aux banques et aux fonds spéculatifs.

- ✓ reconnaissons à l'investissement productif les vertus dont est dépourvue la spéculation financière.

- ✓ définissons enfin le rôle néfaste joué par le taux d'intérêt au niveau systémique et contribuons à l'élaboration de systèmes alternatifs favorisant le partage du risque et reconnaissant équitablement le rôle économique de l'ensemble des facteurs de production.

Le présent travail voudrait bien révéler en quoi et comment la crise financière mondiale peut infecter l'économie algérienne. Pour ce faire, nous pouvons exprimer notre démarche en trois grandes questions :

Question 1 **:** Quelles leçons doit-on tirer de la crise financière éclatée en 2007**?**

Question 2 **:** Quels éléments le "nouveau consensus monétaire" offrait-il pour présager l'extraordinaire crise financière qui s'est abattue, à partir du mois d'août 2007, sur le logement et le secteur bancaire américains et qui continue à préoccuper les banques centrales du monde entier**?**

Question 3 **:** cette crise mondiale est-elle seulement le fruit empoisonné des innovations et de la dérèglementation des systèmes financiers de ces vingt dernières années **?** Peut- elle conduire à une dépression aussi sévère que celle des années trente **?** Une meilleure réglementation-surveillance des activités bancaires peut-elle suffire à restaurer la solidité et l'efficacité du système financier mondial au service d'une croissance retrouvée après les plans de relance gouvernementaux de l'activité économique **?** Ou, plus fondamentalement, inaugure-t-elle une rupture brutale de la globalisation financière annonciatrice d'une montée des protectionnismes et des replis nationaux

Ces interrogations nous conduisent à dégager les hypothèses suivantes :

Hypothèse I.

Il y a des effets de cette crise mondiale sur la société algérienne.

Hypothèse II.

La seule façon de reconfigurer l'économie mondiale consiste à renforcer la coopération internationale. Pour ce faire, nous devons disposer d'organisations internationales plus fortes, plus intégratrices et plus réactives.

Problématique :

La crise du secteur immobilier aux Etats-Unis d'Amérique qui s'est transformée en crise financière mondiale et dont l'impact s'est étendu à l'économie réelle est annonciatrice d'une récession économique mondiale sans précédent pouvant perdurer de nombreuses années. Selon les experts cette crise reste la plus grave depuis celle de 1929. Ceci a fait dire à de nombreux analystes que ces deux crises sont similaires de par les causes et les conséquences.

Il est certain que les raisons directes de la crise pourraient être un objet d'accord entre les analystes, cependant, les approches théoriques dans leur interprétation restent profondément divergentes. Cette crise financière a suscité moult critiques d'économistes qui l'ont attribué au système financier mondial, d'une part; et au fonctionnement de l'économie des Etats Unis, d'autre part.

Dans ce contexte des initiatives ont été avancées dans le but de revoir les fondements du système financier mondial en vue de le doter d'une meilleure transparence, d'une stabilité, et d'une bonne gouvernance pour plus de responsabilisation.

Les pertes financières considérables enregistrées au niveau des marchés financiers mondiaux ont fait réfléchir certains pays au rôle que doivent jouer les fonds souverains sachant bien que certains de ces fonds sont possédés par des pays du MENA (**des pays de la région du Moyen-Orient et du Nord de l'Afrique**) dans l'injection de liquidités dans l'économie mondiale. Ces pays parient également sur les économies émergentes en vue de compenser le recul de la croissance économique dans les grands pays industrialisés.

Si par le passé récent, ont été mises en place les conceptions et les solutions aux difficultés de l'économie mondiale ainsi que les règles de fonctionnement des institutions et des organisations internationales, la crise financière actuelle a mis en évidence la nécessité de faire participer d'autres parties influentes sur l'économie mondiale, à l'image des grands pays émergents, en vue de connaître leurs préoccupations, leurs ambitions et leurs propositions.

La région du Moyen Orient et d'Afrique du Nord (MENA) reste sujette aux effets des crises économiques mondiales, eu égard à son rôle de pourvoyeur principal en matière de sources énergétiques fossiles. La région est également connue pour sa possession d'un certain nombre de fonds souverains opérationnels au niveau des marchés financiers des pays développés.

Le MENA constitue, en outre, un énorme importateur et un marché de consommation considérable. Enfin, certains pays de la région souffrent d'un niveau de chômage très élevé et d'un déficit en matière de ressources hydrauliques, outre leur dépendance des investissements directs étrangers (IDE) en matière de croissance économique.

Ceci nous amène à tenter d'identifier les différents canaux de transmission de la crise actuelle et ses répercussions sur les pays de la région. C'est à travers tout ce qui précède que se dessinent les contours de la problématique du mémoire et que nous formulons comme suit:

Quels sont les défis économiques mondiaux à relever face à la crise financière actuelle et son extension sur l'économie d'Algérienne **?**

Méthodologie :

Notre étude combine plusieurs approches et méthodes de recherches. Elle s'inscrit principalement dans une approche hypothético-déductive. Nous avons eu aussi recours à un assemblage d'approches, analytiques, historique et une analyse positive et normative combinée à la fois…etc. L'approche positive nous permet de porter une évaluation de la croissance économique en Algérie, quant à l'approche normative elle s'efforce d'examiner et d'étudier les interrogations relatives à la recherche de solutions et propositions aux différents problèmes rencontrés et causer par la crise actuelle.

Premier axe: La crise financière actuelle: les approches théoriques et les tentatives d'explication.

Deuxième axe: Les canaux de transmission de la crise financière actuelle aux pays d'Algérie.

Troisième axe: Les conséquences de la crise financière actuelle sur les variables économiques (investissement, emploi, stabilité, consommation, équilibre…etc.) d'Algérie.

Quatrième axe: La contribution d'Algérie à l'ébauche de solutions à la crise financière actuelle.

Structure du mémoire :

La présentation de notre étude est organisée en deux parties principales dont chacune regroupe deux chapitres (deux sections) :

Dans la première partie « la partie théorique », nous discutons d'abords dans la première section des liens entre les théories de la valeur et de la croissance économique. Cette section contienne trois paragraphes : le premier « les analyses néoclassiques » ou on définit clairement la théorie néoclassique, ces principes et ces critiques .le deuxième « les oppositions entre les théories néoclassiques, classiques et marxiste (lien entre taux de profit et accumulation) là on donne d'abord une définition pour chaque théorie(classique et marxiste) puis on distingue les oppositions entre les trois théories et tous cela a pour but de sortir les liens entre taux de profit et accumulation. Le troisième et dernier paragraphe « apport de la théorie générale de Keynes »la aussi on commence par définir la théorie keynésienne et on basse sur l'apport de cette théorie.

Dans la deuxième section qui est nommé « le renouveau de la théorie économique de la crise face à la mondialisation »qui contienne aussi comme la première section trois paragraphes on retire d'abord les apports des théories néo-keynésiennes puis l'apport de joseph Schumpeter, finalement on discute des théories contemporaines du cycle économique, et des crises : financiarisation de l'économie et déconnection par rapport à la sphère réelle.

Dans la deuxième partie « la partie pratique » ;il y a quatre sections, dans la première on fait un rappel sur la crise économique de 1929.dans la deuxième on parle de la crise actuelle « crise d'octobre 2008 ».dans la troisième section on parle de la crise d'endettement « de 2010 à ce jours » qui est une conséquence de la crise d'octobre 2008.En fin on a consacrer la dernière section pour parler de l'Algérie face à cette crise actuelle mais d'une manière légère car ce sera notre travail de notre futur projet de doctorat.

Première partie théorique :

« Accumulation, croissance et crises dans les économies capitalistes »

SECTION 1: les liens entre les théories de la valeur et de la croissance économique.

SECTION 2: le renouveau de la théorie économique de la crise face à la mondialisation.

Introduction *:*

Depuis le 18eme siècle, les économistes ont cherché à comprendre les crises, pour mieux prévenir leur réédition. Par-delà l'originalité des théories qui s'efforcèrent d'expliquer le bouleversement induit par le choc pétrolier de 1973, force est, une fois encore, de revenir à l'histoire pour saisir l'importance des substrats qui nourrirent la réflexion des économistes et des historiens confrontés à un phénomène dont les conséquences se font, aujourd'hui encore, ressentir .

N'attend souvent des économistes, que tel un bon médecin, ils soient capables de fournir les remèdes prêts à guérir ces maladies socioéconomiques que le 20eme siècle a dénoncées sous le nom de **« crises »**. La réalité est moins simple et de façon générale, c'est souvent après l'échec des remèdes jusqu'alors efficaces, que lentement s'élabore une typologie d'interventions, parfois contradictoires, mais peu à peu expérimentées jusqu'à ce que des résultats soient jugés suffisants. L'arsenal anticrise n'est pourtant jamais dépourvu d'armes. Les grandes théories explicatives existent parfois depuis plus d'un siècle, offrant des conseils conjoncturels qu'elles justifient.

Depuis le 19eme siècle, la récurrence des crises économiques a suscité des réflexions contradictoires. Dès le milieu du siècle elles ne paraissent plus liées à la seule pénurie des subsistances, aux conséquences des mauvaises récoltes de céréales. Elles naissent désormais dans le secteur des échanges et de leurs outils : monnaie, crédit, bourse. Répétées et quasiment périodiques, ces crises commerciales, parce qu'elles marquent essentiellement la sphère de la circulation, intéressent et inquiètent particulièrement les économistes libéraux, fervents partisans de la liberté des échanges.

Dans un premier temps en effet, la crise est niée, qu'elle soit réduite à l'état d'accident ou considérée comme le produit de la conjonction de divers facteurs accidentels exogènes. Ces interprétations de Robert Marjolin et de Raymond Barre sont rappelées par Jean Bouvier dans le chapitre écrit en 1981 sur « une crise économique insolite ».

Pour le premier, la crise n'est « ni une fin du régime capitaliste, ni même une Grande Dépression, mais un choc sérieux… provenant d'une conjonction tout à fait extraordinaire de circonstances et d'erreurs, conjonction que l'on peut légitimement considérer comme unique, et non susceptible de se reproduire dans un avenir prévisible, même si certaines des conséquences de ce traumatisme doivent être durables ». Cette interprétation de « l'accident » date de 1977.

Clicours.com

Pour R. Barre en 1978, la crise résulte de quatre facteurs : dérèglement du système monétaire depuis 1968, vague inflationniste de 1971-1974 suivie de son indispensable « assainissement », hausse pétrolière et son effet déflationniste sur les

pays industriels et enfin émergence des pays en voie de développement sur la scène internationale, en clair le changement des rapports de force avec le « Tiers Monde ».

Pour R. Marjolin, la crise s'est étendue à cause des politiques de stabilisation des gouvernements (réduction de l'inflation). Pour R. Barre, c'est la conjonction de ces quatre facteurs « extérieurs » qui rend la sortie de crise si difficile.

La crise s'explique par la « baisse tendancielle du taux de profit » liée à la suraccumulation du capital par rapport à ses capacités de rentabilité. Elle s'explique concrètement par le remplacement du travail vivant par des machines, du capital technique qui lui ne produit pas de plus-value. La sortie de crise pourrait intervenir non par la seule révolution, mais aussi par la recherche de nouvelles techniques utilisant moins de capital. Signalons que l'État est perçu comme le représentant, sans contradiction, du monde du « grand capital ». Le marxisme est un outil théorique pour mettre à distance l'importance croissante des théories néo classiques.

Comme Ricardo, cette école estime que les taux de profit tendent à s'égaliser, mais, comme Marx, qu'il existe aussi une loi de la baisse tendancielle du taux de profit. À chaque phase historique, ces deux lois se combinent différemment et se cristallisent dans des formes institutionnelles spécifiques qui assurent l'accumulation du capital, en le régulant.

La crise se produit quand la loi d'égalisation des taux de profits ne joue plus. Les profits baissent de façon différenciée, provoquant des déplacements de capitaux rapides, d'une branche à l'autre, d'un pays à l'autre, sources de crises graves avant qu'une nouvelle régulation institutionnelle ne soit trouvée. La crise naît donc toujours dans la sphère de l'accumulation du capital.

Parmi les facteurs auquel il est fait recours comme explication de la crise c'est la division impérialiste du travail qui a permis une longue période d'accumulation du capital dans les pays du « centre » (prolongée par l'inflation et la spéculation) sur la base d'une dégradation des termes de l'échange des pays « sous-développés ».

Au niveau de capitalisme saisi son développement historique, on doit constater que la croissance et crise apparaissent comme phénomènes intimement liés, constituant la forme même du développement des forces productions dans le mode de production capitaliste.

Et le temps de **« la crise »** définie comme moment décisif dans le processus d'évolution d'un système complexe renvoie finalement toujours, aujourd'hui comme hier, à deux causes fondamentales, elle-même liées aux deux rapports qui structurent le mode de production :

- Le rapport entre classes sociales qui fonde le capitalisme sur une contradiction fondamentale d'intérêt et appuie son développement sur l'exploitation des travailleurs par le capital, par la production de plus- value, d'où une pensée permanente sur la demande effective, particulièrement forte aujourd'hui ;

- Le rapport de concurrence inter-capitaliste qui rend nécessaire l'accumulation, une accumulation qui se déroule en l'absence de toute coordination a priori des décisions d'investissement (sauf période exceptionnelle).

Dans tel contexte, toute période d'expansion, reposant sur l'espérance d'importants profits liés au développement d'une ou plusieurs industries motrices, tend nécessairement à terme vers la suraccumulation de capital et la surproduction par rapport à la demande effective, lesquelles vont entrainer une chute du taux de profit et, partant, **« crise»**, retournement de la conjoncture et dépression. C'est donc de crise des conditions même de production et de réalisation de la plus- value (rupture entre production et circulation) qu'il s'agit.

Comme tout système complexe, le mode de production capitaliste est doté de processus de régulation qui assurent sa reproduction .le taux de profit joue ce rôle de régulateur de premier rang, intentionnel et imparfait, en guidant le capital d'une branche à l'autre. C'est cependant son insuffisance même (liée à l'incomplète mobil du capital) qui conduit à la crise.

La « tendance à la baisse du taux de profit » est un des éléments les plus controversés du legs intellectuel de Karl Marx. Il la considérait comme une de ses contributions les plus importantes à l'analyse du système capitaliste, l'appelant, dans ses premiers cahiers pour le Capital (maintenant publiés sous le nom de Grundrisse), « de tous points la loi la plus importante de l'économie politique moderne ».

La crise, cependant, n'est pas la fin du système. Paradoxalement elle peut lui ouvrir de nouvelles perspectives. En chassant certains capitalistes des affaires elle peut permettre un rétablissement des profits pour d'autres. Les moyens de production peuvent être achetés à des prix très avantageux, les prix des matières premières reculent et le chômage force les salariés à accepter des salaires bas. La production devient de nouveau rentable et l'accumulation peut reprendre. Il y a longtemps eu une discussion parmi les économistes qui acceptent la loi de Marx sur ses implications. Certains ont soutenu que le taux de profit aura tendance à baisser sur le long terme, décennie après décennie. Il y aura non seulement des hauts et des bas à chaque cycle d'expansion-récession, mais il y aura aussi une tendance à la baisse sur le long terme, rendant chaque boom plus court que celui d'avant et chaque récession plus profonde.

D'autres marxistes, en revanche, ont soutenu que la restructuration peut rétablir le taux de profit à son niveau précédent jusqu'à ce que l'augmentation de l'investissement

le fasse baisser de nouveau. Selon ce point de vue, il y a un mouvement cyclique du taux de profit, ponctué par des crises intenses de restructuration, mais pas un inévitable déclin à long terme. Ainsi la loi de Marx devrait être appelée « la loi de la tendance à la baisse du taux de profit et ses facteurs antagonistes ».

Il y a eu des périodes dans l'histoire du système au cours desquelles les crises se sont débarrassées du capital non rentable à une échelle suffisante pour arrêter un déclin à long terme des taux de profit. Il y avait, par exemple, un déclin des taux de profit vers le début de la révolution industrielle, allant de très hauts taux pour les pionniers de l'industrie du coton dans les années 1770 et 1780 à des taux beaucoup plus bas dans la première décennie du 19eme siècle.

Cela amena Adam Smith et David Ricardo à concevoir la baisse des taux de profit comme étant inévitable (Smith les imputant à la concurrence et Ricardo aux rendements décroissants de la production physique dans l'agriculture). Mais les taux de profit semblent s'être restaurés substantiellement par la suite. Robert C Allen écrit qu'ils étaient deux fois plus hauts en 1840 qu'en 1800. Ses chiffres (s'ils sont corrects) sont compatibles avec la théorie de la « restructuration restaurant le taux de profit », puisqu'il y a eu trois crises économiques entre 1810 et 1840, 3 300 sociétés faisant faillite au cours de la seule année 1826.

Si les crises neutralisent toujours ainsi la chute du taux de profit, Marx a eu tort de penser que sa loi sonnait le glas du capitalisme, puisque le système a survécu aux crises récurrentes au cours des 180 dernières années. Mais ceux qui utilisent cet argument supposent que la restructuration peut toujours avoir lieu d'une telle façon qu'elle nuise à quelques capitaux, mais pas à d'autres. Michael Kidron a mis en question cette affirmation dans les années 1970 d'une manière très importante. Il se basait sur la compréhension que le développement du capitalisme n'est pas simplement cyclique, mais implique aussi une transformation à travers le temps il vieillit.

Le processus par lequel certains capitaux croissent aux dépens des autres ce que Marx appelle la « concentration et centralisation » du capital mène en fin de compte à ce que certains très grands capitaux jouant un rôle prédominant dans des parties particulières du système. Leurs opérations deviennent entremêlées avec celles des autres capitaux, grands et petits, autour d'eux.

Si les très grands capitaux font faillite, ils perturbent le fonctionnement des autres détruisant leurs marchés, et interrompant leurs sources de matières premières et de composants. Cela peut entraîner des sociétés auparavant rentables dans la faillite avec des entreprises non rentables dans un écroulement cumulatif qui peut créer un « trou noir » économique au cœur du système.

C'est ce qui a commencé à arriver au cours de la grande crise de l'entre-deux-guerres. Au lieu que les faillites de quelques sociétés permettent la fin de la crise au bout

de deux ou trois ans, elles ont approfondi son impact. En conséquence, partout les capitaux se sont tournés vers les Etats pour les protéger. Malgré leurs différences politiques, c'était ce qui était commun au New Deal aux Etats-Unis, à la période nazie en Allemagne, aux régimes populistes naissants en Amérique latine ou à l'acceptation finale que l'économie orthodoxe passait par une intervention keynésienne de l'Etat en Grande-Bretagne pendant la guerre. Une telle interdépendance des Etats et des grands capitaux était la norme dans tout le système au cours des trois premières décennies après la Deuxième Guerre mondiale, un arrangement qui a été appelée « capitalisme d'état ».

L'intervention de l'état a toujours eu une double répercussion. Elle a empêché les premiers symptômes de crise de se développer jusqu'à un effondrement complet. Mais elle a aussi entravé la capacité de certains capitaux de rétablir leurs taux de profit aux dépens des autres. Ceci n'était pas un grand problème au cours des premières décennies qui suivirent 1945, car l'impact combiné de la récession de l'entre-deux-guerres et de la deuxième guerre mondiale avait déjà causé une destruction massive de capital ancien (selon certaines estimations un tiers du total).

L'accumulation a pu reprendre avec des taux de profit plus hauts que dans la période d'avant-guerre et ces taux ont à peine décliné, ou l'ont fait lentement. Le capitalisme pouvait connaître ce qui est maintenant souvent appelé son « âge d'or ». Mais quand les taux de profit ont vraiment commencé à baisser dans les années 1960 et suivantes le système s'est trouvé pris entre le danger de « trous noirs » et celui de ne pas restructurer suffisamment pour rétablir ces taux.

Le système ne pouvait pas se permettre de risquer une restructuration en laissant les crises le déchirer. Les états sont intervenus pour parer la menace de grandes faillites. Mais en faisant cela ils ont empêché une restructuration suffisante du système pour surmonter les pressions qui avaient causé le risque de faillite.

Pour résumer tous ce qu'a été dit avant, une crise économique est caractérisée par un profond bouleversement de la situation économique d'un pays, d'un territoire comme l'ensemble de territoire en indépendance, elle début souvent par un krach, phase brutale provoqué par l'effondrement du système qui régit l'économie du territoire visé. Cependant comme un séisme, la crise économique provoque des ondes de choc qui se répartissent dans tous les domaines de l'économie et gangrène les différents secteurs du pays.

La définition d'une crise économique se caractérise par ses répercussion qui peuvent être très larges et se traduisent souvent par une montée du chômage, la faillite d'entreprises et souvent par des baisses de salaire et de pouvoir d'achat.

Elle se définit aussi par un effondrement de la monnaie et un bouleversement de la logique créant ainsi une nouvelle donné, elle s'accompagne ainsi d'une baisse importante de la croissance du pays puis récession plus au moins longue le temps de stabiliser de

nouveau l'économie. Une crise économique c'est : **«** la baisse du taux de profit et la relier au processus d'accumulation **»**.

SECTION 1:

« Les liens entre les théories de la valeur et de la croissance économique».

paragraphe1: Les analyses néo-classiques.

paragraphe2 : Les oppositions entre les théories néo-classiques, classiques et marxistes (liens entre taux de profit et accumulation).

paragraphe3: Apport de la théorie générale de Keynes.

Introduction :

Au cours des dernières années, la théorie économique néoclassique n'a pas connu de bouleversement majeur. Seuls la mode ou les thèmes d'intérêt ont pu changer, en fonction des problèmes rencontrés par les économies des pays dans lesquels nous vivons. On peut ainsi noter depuis peu une réaction, au sein même du courant néoclassique, contre ce que certains appellent le « monétarisme » (Ou le « néolibéralisme »).

L'engagement actif et critique notamment à travers des livres destinés au grand public d'un néoclassique de premier plan comme Joseph Stiglitz (prix Nobel 2001), mais aussi d'autres également très en vue comme James Tobin (prix Nobel, 1981), Robert Solow (prix Nobel, 1987) ou Paul Krugman, est de ce point de vue très significatif. Même l'attribution du prix Nobel 2002 à Daniel Kahneman pour ses travaux d'économie expérimentale est symptomatique puisque l'essentiel de ses expériences avec des personnes en chair et en os montre qu'elles ne se comportent pas comme le postule la microéconomie ce qui met en cause la pertinence même de celle-ci, du moins sous sa forme actuelle.

Tout ceci rappelle ce qui avait déjà était souligné: les théoriciens néoclassiques ne forment pas un bloc homogène. Ils sont en fait profondément divisés, surtout en ce qui concerne le fonctionnement effectif des économies de marché et sur les mesures à prendre, si nécessaire, pour l'améliorer l'enjeu étant donc ce que doit faire l'État. La violente polémique qui a opposé deux hommes

Dans cette première section de la partie théorique qu'on a donné ce nom « les liens entre les théories de la valeur et de la croissance économique » qui contienne trois paragraphes : le premier « les analyses néoclassiques » ou on définit clairement la théorie néoclassique, ces principes et ces critiques .le deuxième « les oppositions entre les théories néoclassiques, classiques et marxiste (lien entre taux de profit et accumulation) là on donne d'abord une définition pour chaque théorie(classique et marxiste) puis on distingue les oppositions entre les trois théories et tous cela a pour but de sortir les liens entre taux de profit et accumulation. Le troisième et dernier paragraphe « apport de la théorie générale de Keynes »la aussi on commence par définir la théorie keynésienne et on basse sur l'apport de cette théorie.

1) Les analyses néo-classiques :

L'école néoclassique est un terme générique utilisé pour désigner plusieurs courants économiques qui étudient la formation des prix, de la production et de la distribution des revenus à travers le mécanisme d'offre et de demande sur un marché. L'hypothèse de

maximisation de l'utilité qui sous-tend ses calculs économiques la rattachent au courant marginaliste né à la fin du 18eme siècle. Des trois fondateurs du marginalisme à savoir Léon Walras, Carl Menger et William Stanley Jevons, le premier nommé est celui qui a la plus forte influence sur l'école néoclassique actuelle**(1).**

Le mot néoclassique a été introduit à l'origine par Throstein Veblen en 1900 pour désigner des auteurs qui intègrent la révolution marginaliste initiée par Stanley Jevons et l'école autrichienne (il n'évoque pas Léon Walras). Il classe sous ce vocable notamment Alfred Marshall et les autrichiens. A partir des années trente suite aux travaux de John Hicks le courant walrasien va prendre une place croissance et incorporer une partie de l'apport keynésien à travers la synthèse néoclassique. Cette évolution va conduire les économistes dits "autrichiens" à se considérer de plus en plus comme hors de l'école néoclassique et à approfondir ce qui les différencie des autres courants marginalistes**(1).**

A la question « qui n'est pas néoclassique **?** », il est possible de répondre: l'économie marxiste, le post-keynésianisme, l'école autrichienne et certains courants de la nouvelle économie institutionnelle ou de l'institutionnalisme. Pour E. Roy Weintraub, si l'école néoclassique représente l'orthodoxie et est enseignée dans les grandes universités, elle le doit à sa capacité à "mathématiser" et à "scientifiser" l'économie ainsi qu'à fournir des indications susceptibles de nous éclairer sur les conduites à suivre**(2).**

1-1) Historique :

L'École néoclassique naît de la « révolution marginaliste » dans les années 1870. Si elle connait avec Alfred Marshall et Arthur Cecil Pigou une forte influence, dans sa forme actuelle elle deviendra la principale école de pensée au début des années cinquante. Dans la troisième édition de son livre « Economics » qui a été un des manuels de référence alors, Paul Samuelson écrit en 1955, ces dernières années, 90% des économistes américains ont cessé d'être des "économistes keynésiens" ou "anti keynésiens" **(3).**

Ils ont plutôt travaillé à une synthèse de ce qui était valable aussi bien dans l'ancienne économie que dans les théories modernes de détermination du revenu. Le résultat peut être appelé l'économie néo-classique et est accepté dans ses grandes lignes par tous excepté par 5% d'auteurs à l'extrême gauche et à l'extrême droite » Malgré tout le courant néoclassique reste traversé par une tension entre ceux qui sont davantage keynésiens ou proches du social-libéralisme et ceux qui sont plus proches du libéralisme classique dont l'influence grandira dans les années soixante-dix avec notamment : les néo-walrasiens (Kenneth Arrow, Gérard Debreu), l'École des choix publics (James M. Buchanan, Gordon Tullock), les Nouveaux classiques (Robert Lucas Jr, Finn E. Kydland et Edward C. Prescott), l'École de Chicago, George Stigler, Gary Becker) ou encore les monétaristes (Milton Friedman). Les néoclassiques sont parfois appelés « néolibéraux »**(3).**

Les œuvres fondatrices du courant néoclassique sont :

- ✓ Carl Menger, Principes d'économie (Grundsätze der Volkswirthschaftslehre, Vienne, 1871)
- ✓ William Stanley Jevons, Theories de l'économie politique (The Theory of Political Economy, Manchester, 1871)
- ✓ Léon Walras, Éléments d'économie politique pure (Lausanne, 1874).

Apparemment, ces trois fondateurs du mouvement ne se sont jamais rencontrés et n'ont échangé aucun élément de leurs recherches respectives avant la publication de ces trois ouvrages. Ils ont donné naissance à trois écoles distinctes : l'École de Lausanne, avec Léon Walras et Vilfredo Pareto, l'École de Vienne, avec Carl Menger et l'École de Cambridge, avec William Jevons**(2)**.

Il existe néanmoins des différences importantes entre ces trois approches. Carl Menger s'est notamment opposé vigoureusement à Léon Walras quant à la conception même de la discipline économique et en particulier l'usage des mathématiques, à tel point qu'il est quelque peu abusif d'inclure la tradition autrichienne dans l'école néoclassique.

Le contexte est celui du tournant de la révolution industrielle (on parle parfois de deuxième révolution industrielle) mais aussi du triomphe du scientisme. La théorie est donc compréhensible dans le cadre des crises récurrentes au 19eme. La perspective historique est de construire l'économie politique sur de nouvelles bases**(3).**

La pensée néo-classique cherche à donner une légitimité scientifique à l'économie. Ses partisans préfèrent souvent parler à son propos de **la** théorie économique, comme on dit « **la** » physique ou « **la** » biologie, car pour eux la théorie néoclassique est la seule à avoir un statut scientifique en économie (notamment en raison de l'usage intensif qu'elle fait des mathématiques). Ce formalisme mathématique soulève l'enjeu scientifique et politique des mathématiques en économie**(1).**

Tout d'abord, il s'agit de s'adapter à la réalité économique (Jevons utilise le calcul marginal pour étudier la tarification des chemins de fer). La théorie néoclassique part donc d'une analyse microéconomique et agrège les comportements individuels, à la différence des classiques et de Marx.

La théorie néoclassique va chercher à renforcer les conclusions libérales des penseurs classiques contestées par d'autres penseurs comme Karl Marx, en remettant en cause ou en reformulant les hypothèses de base de l'analyse économique. Cette nouvelle approche passe par la définition d'une nouvelle théorie de la valeur fondée sur l'utilité.

« Le travail, une fois qu'il a été dépensé, n'a pas d'influence sur la valeur future d'un objet : il a disparu et est perdu pour toujours **»** (Jevons) **(2).**

Les classiques anglais avaient fondé leurs analyses sur la théorie de la « valeur travail » ouvrant par la même la voie aux analyses marxistes. Leur analyse reposait sur des constats simples: l'eau par exemple est infiniment utile mais ne vaut rien. C'est pourquoi les néoclassiques introduisent la notion d'utilité marginale: la valeur dépend de l'utilité qu'apporte la dernière unité consommée, utilité qui est elle-même décroissante. Si on reprend l'exemple de l'eau, le premier verre a une valeur supérieure au dixième. Ainsi c'est toute l'analyse néoclassique qui dérive d'une étude à la marge des phénomènes économiques.

Il y a une remise en cause des théories de la répartition des économies classiques fondées sur l'existence de classes sociales et la position de ces classes les unes par rapport aux autres. Léon Walras veut construire une science capable de distinguer dans l'activité humaine ce qui est le résultat des activités proprement économiques (concurrence) et ce qui relève de la morale. La science économique (considérée comme différente de l'économie politique) ne doit s'occuper que de ce qui permet de comprendre l'activité humaine pour construire une « économie pure » dont l'essence est que la valeur d'échange prend le caractère d'un fait naturel. Elle évacue ainsi les problèmes de justice sociale (objet d'un autre combat) **(4)**.

La théorie néoclassique n'a eu de cesse, depuis la fin du 19eme siècle, de monter en puissance. Jusqu'à s'affirmer comme la nouvelle orthodoxie économique. Histoire d'une ascension. L'économiste américain Thorstein Veblen a été le premier à utiliser le terme "néoclassique", en 1900. Il qualifiait ainsi les défenseurs d'une nouvelle conception de la valeur proposée dans les années 1870 par Stanley Jevons en Angleterre, Carl Menger en Autriche et Léon Walras en Suisse.

Depuis lors, la théorie néoclassique n'a cessé de gagner de l'influence dans les milieux universitaires et représente l'approche économique dominante aujourd'hui. La théorie néoclassique est la théorie dominante en économie. Ce nom lui a été donné par un de ses ennemis avérés, Thorstein Veblen, qui voulait en la désignant ainsi, la tourner en dérision. On parle aussi à son propos de «marginalisme», ou d'«approche marginaliste», vu le rôle que jouent dans cette théorie les calculs à la marge auxquels se livrent les individus à la recherche du maximum de satisfaction ou de profit. Les individus, et leurs choix, sont en effet le point de départ de la théorie néoclassique, dont la démarche relève de l'individualisme méthodologique, démarche consistant à chercher à expliquer la société et les relations en son sein par les choix des individus qui la composent**(4).**

Elle est à l'origine d'innombrables publications, qui utilisent abondamment les mathématiques, ce qui rend souvent difficile sa compréhension et, surtout, l'évaluation de sa portée. Bien qu'elle mette l'accent sur les choix individuels, ses modèles se

distinguent les uns des autres essentiellement par les formes d'organisation des échanges qu'ils supposent. Une attention toute particulière est donc portée à ces formes d'organisation, qui sont un préalable indispensable aux développements mathématiques. La théorie peut être comprise sans elles, et c'est là l'essentiel. Certaines formules mathématiques et démonstrations sont cependant données, dans le corps du texte ou en annexe, pour faciliter la réflexion de ceux qui sont amenés à s'en servir.

La théorie néoclassique relève pour l'essentiel de ce que l'on a coutume d'appeler la microéconomie. Elle entretient toutefois certains liens avec la macroéconomie et la théorie des jeux, liens dont ce livre rend compte. Certains développements récents ayant trait à des questions telles que l'asymétrie d'information, les coûts de transaction, les relations en réseau, l'efficience des marchés financiers, sont également présentés, bien qu'ils puissent être considérés comme étant à la frontière de la théorie néoclassique[(4)].

Alors qu'est-ce que la théorie néoclassique ?

La réponse à cette question est relativement simple même si on la trouve rarement dans les manuels ou les traités d'économie. La théorie néoclassique est définie par une démarche, l'individualisme méthodologique : toute explication des phénomènes économiques (et sociaux) doit pouvoir être ramenée aux comportements des individus qui forment la société. Personne ne conteste, évidemment, le fait que ces comportements sont d'une grande complexité il suffit pour s'en convaincre d'observer un peu ce qui se passe autour de soi (ou de s'observer soi-même).

C'est pourquoi les économistes ne retiennent qu'un seul trait de la psychologie individuelle : celui qui consiste à « préférer plus que moins » et qui conduit donc à chercher à obtenir le maximum de satisfaction (ou de profit) pour des ressources données (ou à dépenser le moins possible pour atteindre un objectif donné). L'homme réduit à cette seule dimension est parfois appelé Homo économicus. Raisonner sur celui-ci, plutôt que sur l'Homo sapiens, est sans doute peu satis faisant, mais toute théorie nécessite des simplifications l'Homo économicus dans le cas des théories économiques.

La théorie néoclassique se distingue toutefois des autres théories en économie par le fait qu'elle commence par considérer des individus isolés (« le consommateur », « le producteur ») : l'utilisation fréquente, aussi bien en microéconomie qu'en macroéconomie, de l'image de Robinson Crusoe est très symptomatique de ce point de vue. Il n'est cependant pas possible d'en rester là : les échanges et les prix sont au cœur de la réflexion économique et, évidemment, ils supposent plus d'un individu. Or, en dehors du marchandage bilatéral (au résultat indéterminé), il n'existe pas d'échange qui ne suppose pas des règles, ou des conventions, dont le théoricien néoclassique et, tout particulièrement, le micro économiste doit tenir compte[(5)].

Clicours.COM

Les ouvrages de microéconomie sont pourtant très discrets à ce propos : autant ils insistent sur les « caractéristiques » des consommateurs et des producteurs (forme de la

relation de préférence et de l'ensemble de production), autant ils passent vite sur le cadre institutionnel dans lequel ils prennent leurs décisions. On comprend pourquoi : ce cadre, n'étant pas le résultat de décisions individuelles, pose problème du point de vue de l'individualisme méthodologique. C'est sans doute là que se trouve le principal point faible de la théorie néoclassique et non dans l'hypothèse sur l'Homo économicus (qui n'est pas propre à cette théorie).

Homo économicus, rationalité et institutions :

L'Homo économicus est supposé être rationnel, ce qui veut dire, en économie, que ses critères de choix sont cohérents, et qu'ils sont guidés par un calcul comparaison des coûts et des avantages. Mais cohérence et capacité de calcul ne suffisent généralement pas à déterminer des choix clairs et précis.

En effet, hormis le cas de Robinson Crusoe, le résultat du choix d'un individu dépend de celui des autres qu'il ne contrôle pas, a priori et du cadre institutionnel dans lequel il a lieu. D'où l'importance des interactions possibles des décisions, de la connaissance que peut en avoir chacun des participants (donc, de l'information dont ils disposent) et de leurs croyances concernant les choix et les réactions des autres.

Autrement dit, le fait de n'envisager que des Homo économicus « rationnels » n'assure pas qu'on peut répondre aux questions posées par les modèles. Informations, croyances et modalités des interactions entre individus sont donc des éléments tout aussi importants des modèles que l'hypothèse de rationalité. Celle-ci n'a en fait de sens que si on tient compte de tous ces éléments[(5)].

Un vrai manuel de microéconomie *:*

La microéconomie est au cœur de la théorie néoclassique elle en est le «noyau dur». Comment est-il possible de présenter cette théorie qui a donné lieu à des dizaines (des centaines ?) de milliers de publications dans un petit ouvrage d'à peine une centaine de pages ? Tout simplement parce que ses modèles se réduisent, en fait, à quelques hypothèses simples, notamment en ce qui concerne le cadre institutionnel : si on trouve ces hypothèses pertinentes, alors il est normal de chercher à développer ces modèles, à les approfondir, etc., en utilisant notamment des mathématiques de plus en plus compliquées (le micro économistes sont, après les physiciens, ceux qui utilisent le plus les mathématiques). Si, en revanche, on trouve que les hypothèses de base d'un modèle ne sont pas pertinentes notamment en ce qui concerne la forme d'organisation sociale envisagée, alors il n'y a aucune raison de s'attarder sur les innombrables développements mathématiques auxquels il peut donner lieu (ce sont de purs jeux de l'esprit).

Ce dernier point de vue s'impose, en fait, à toute personne qui scrute les ouvrages de microéconomie, sans se laisser obnubiler (ou impressionner) par les développements

mathématiques. Il est alors possible de présenter l'essentiel de la microéconomie dans un nombre limité de page[6].

1-2) Brefs rappels sur le système d'équilibre macroéconomique néoclassique :

Le schéma néo-classique d'équilibre global repose sur deux piliers fondamentaux, à savoir la loi des débouchés de JBSay, et la théorie quantitative de la monnaie[6] :

A La loi de Say postule que l'offre crée sa propre demande **:** ainsi dans un système non monétaire, les prix (supposés parfaitement flexibles)sont les variables d'ajustements par lesquelles les excès de demande sur les différent marchés se réduisent et s'annulent.

Ceci implique que chaque individu puisse effectivement échanger tout ce qu'il désire échanger (au prix d'équilibre) et que le numéraire qui sert de moyen de transactions ne soit jamais retenue dans les encaisses oisives, c'est-à-dire entre deux périodes d'échanges**.** (En fait par définition**,** il nous faut remarquer qu'il ne peut l'être...) Lorsque l'on passe à l'analyse d'une économie monétaire, la loi de Say implique. Obligatoirement que la **«** monnaie » elle-même ne peut être retenue, c'est-à-dire thésaurisée : La détention, plus ou moins prolongée, de monnaie en tant que. Telle est impossible : il y a toujours avantage à la transformer, c'est à dire soit à s'en servir pour acheter des biens soit â la prêter, c'est à dire à l'échanger contre des titres à si court terme qu'ils soient: ceci est partie intégrante de la théorie de la rationalité des comportements dans l'optique néo-classique.

Ainsi la monnaie, selon ce point de vue, est avant tout un moyen, instrument ou intermédiaire des échanges :c'est sa propre fonction. Accessoirement cette monnaie possède deux qualités nécessaires pour remplir correctement cette fonction : elle doit d'abord être une unité de compte permettant de ramener les offres et les demandes à une commune mesure lorsqu'il y a multi latéralité des échanges (et non plus bilatéralité stricte comme dans un système de troc), ensuite être une réserve de valeur c'est à 'dire que si l'on ne s'en sert pas immédiatement, elle ne doit pas se gaspiller (comme dans le cas d'un bien de consommation).

Ces deux qualités d'unité de compte et de réserve de valeur permettent alors à la monnaie d'assumer sa fonction principale qui est d'être avant tout un intermédiaire des échanges. L'unité de compte permet la dissociation des achats et des ventes dans l'espace, la réserve de valeur permet cette dissociation dans le temps. Ainsi la monnaie possède deux dimensions, une dimension spatiale et une dimension temporelle. Dans ces conditions, la détention de monnaie, détention plus ou moins longue, n'existe que parce que celle-ci est un intermédiaire inter temporel des échanges. De même que ceci Permet la déconnection entre la vente d'un bien et

l'achat d'un autre bien, ceci permet de biens de consommation pour les salariés consommateurs, entre la vente du produit et l'achat d'imputs et notamment de capital pour les entrepreneurs.

En fait dans ce schéma la thésaurisation n'existe pas en tant que telle, c'est-à-dire que l'on ne peut rationnellement désirer la monnaie pour elle-même. Cette idée à laquelle Keynes s'opposera violemment, en mettant l'accent sur la « fonction de réserve de valeur » (c'est à dire la notion de préférence pour la liquidité), nous semble malgré tout très intéressante : il semble que si en courte période, c'est à dire dans l'optique keynésienne, la thésaurisation peut apparaître comme significative (elle est capable de bloquer une partie des échanges possibles de plein emploi), le même concept trouve une application beaucoup plus difficile en longue période, tout au moins au niveau de son rôle dans le fonctionnement des systèmes économiques.

A vrai dire, il semble qu'il n'y ait pas de pure thésaurisation dans ce cadre d'analyse, c'est à dire qu'une fois de plus la rationalité des individus, invoquée par les auteurs néo-classique, les pousses à transformer, d'une façon ou d'une autre la monnaie liquide qu'ils détiennent. Il suffit pour cela de penser aux développements actuels des différentes sortes de quasi-monnaies. De plus, puisque dans le système de pensée néo-classique, la répartition du produit global en consommation et investissement peut varier dans les limites très larges, tout ce qui n'est pas consommé sera investi d'une façon ou d'une autre: ceci revient à dire que dans une structure à deux pôles (entrepreneurs-consommateurs), les variations du taux d'intérêt détermineront un partage du revenu total en consommation et investissement, ceci sans qu'aucun résidu n'apparaisse.

Dans une structure à trois pôles où il existe un relai financier entre les deux catégories fondamentales, le système correspondant à l'économie de pur crédit de Wicksell, tout ce qui n'est pas consommé est automatiquement déposé en banque, c'est à dire relancé dans le circuit, vers une autre affectation peut-être, mais relancé malgré tout. Dans ces conditions, soit la transmission intégrale sans multiplication des sommes est la condition de l'équilibre de plein emploi (et on ne voit pas pourquoi les banques n'agiraient pas aussi), soit la relance avec multiplication sous forme du crédit à la production ou à la consommation permet de rejeter le concept de thésaurisation au plan macroéconomique, ceci ayant pour contrepartie de dangereuses tensions pouvant déterminer tôt ou tard des hausses de prix par excès de demande : l'essentiel étant alors, soit que la production suivie par l'intermédiaire d'une accumulation nette, soit que le progrès technique permette cette augmentation du produit par f intermédiaire des hausses de productivité.

Enfin il existera toujours, selon les néo-classiques, un taux d'intérêt positif qui permettra d'égaler l'offre d'épargne (c'est à dire l'offre d'un bien particulier le bien « épargne ») et la demande d'investissement (c'est à dire la demande d'un bien particulier le bien « investissement »). Ainsi le marché de l'épargne et de l'investissement apparaît-il comme semblable aux autres marchés : sa variable prix d'ajustement étant le

taux d'intérêt supposé parfaitement flexible. L'ensemble de ces considérations fondées sur l'interprétation extensive de la loi de Say, permet d'assurer que l'économie évoluera toujours et de façon permanente au plein emploi (pour le taux de salaire réel d'équilibre sur le marché du travail).

L'égalité des offres et des demandes, remarquons-le, est respectée de façon ex-ante aussi bien qu'ex post, à la différence de Keynes qui envisage la possibilité de déséquilibres ex-ante. En fait, si l'on retient l'égalité ex-ante aussi bien qu'ex-post, celle-ci se transforme en une identité, alors que pour Keynes, les désajustements ex-ante sont possibles et sont même une source de fluctuations (en termes de revenus pour ce dernier qui raisonne en sous-emploi, en termes de prix pour des post Keynésiens tels Kaldor qui raisonnent en plein emploi) alors que l'égalité ex-post prend le sens d'une condition d'équilibre à la fin de la période choisie.

La conséquence de l'approche néo-classique est que le raisonnement en termes de périodes est non significatif puisque les enchaînements équilibrés au plein emploi sont automatiques. On sait que l'analyse explicite en termes de périodes date principalement de l'analyse de la « théorie générale » qui donnera lieu à toute une littérature produisant des modèles dits « de séquences » (Lundberg, Robertson...). L'analyse en termes de la tire ainsi sa source essentiellement de la prise en compte des désajustements ex-ante qui ne résolvent que partiellement par adaptation des quantités (ou plutôt inadaptation...) alors que dans la structure néo-classique ces mêmes désajustements se résolvent intégralement par les prix.

B La théorie quantitative de la monnaie sous sa formulation simple, énonce que le stock de monnaie est proportionnel, selon une constance multiplicative appelée « vitesse de circulation », au produit en valeur.

Soit MV=PQ

Où

M : représente le stock total de monnaie

V:la vitesse de circulation de cette monnaie (c'est à dire le nombre de circuits qu'elle effectue pour financer intégralement le produit nominal d'une période)

P: niveau général des prix

Q : produit physique ou réel.

***)** Exprimée de la sorte, la théorie quantitative peut revêtir deux significations :

1) Soit on la comprend comme une identité ex-post, c'est à dire: MV=PQ ce qui est toujours vrai dans une économie monétaire, c'est à dire ou la monnaie est seule

susceptible d'assurer les transactions, à condition que M représente la monnaie active, c'est à dire l'ensemble de la monnaie dans la structure néoclassique et que V représente sa vitesse de circulation.

2) Soit ou l'interprète comme une équation d'offre de monnaie indiquant, pour une vitesse de circulation donnée, quel sera I' impact d'une variation de la quantité de monnaie sur le niveau général des prix et donc sur le produit en valeur. Ainsi l'équation quantitative peut être réinterprétée comme implication :

Soit: M V→P Q

***)** Une autre version de la théorie quantitative se présente sous la forme de ce que l'on appelle « l'équation de Cambridge »: sous cette forme l'équation devient une équation de demande de monnaie:

Soit: M = KPQ

Où : K = 1 / V = c^{et} représente l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie c'est à dire le nombre de transactions effectuées par période ou le délai moyen de rétention de l'encaisse liquide.

Ainsi pour k donné, la masse monétaire demandée est proportionnelle au produit en valeur. Ceci implique bien entendu, que la monnaie ne soit pas demandée pour elle-même, c'est à dire qu'elle serve intégralement à financer le produit en valeur à son niveau donné.

La loi de Say détermine donc, étant donné l'état de la technique, le volume du produit et la théorie quantitative suffit alors à déterminer le niveau général des prix associés à ce produit. Contrairement au schéma keynésien, le niveau des prix est supposé être indépendant des coûts monétaires de production puis qu'il dépend uniquement du stock de monnaie.

Notons qu'on peut faire deux remarques importantes en ce qui concerne la fameuse dichotomie du système néo-classique : rappelons que cette dichotomie entraînerait, selon Patinkin, l'incohérence ou l'inconsistance du système : en effet, selon ce dernier, il y aurait deux types de variables différentes déterminant la demande de monnaie: dans ce qu'il appelle le secteur des valeurs ou secteur réel, la demande de monnaie apparaîtrait comme fonction des prix relatifs à travers les équations d'offre et de demande des différents biens, équations homogènes de degré zéro. En effet, si la demande et l'offre de chaque bien est fonction des prix relatifs, l'excès de demande positif ou négatif correspondant est également fonction de ces mêmes prix relatifs[7].

Or ces excès de demande des biens correspondent à des excès de demande, de sens opposé, de monnaie. Donc au niveau global, la demande de monnaie dépendrait

elle-même des prix relatifs. Par ailleurs, en ce qui concerne la théorie quantitative (secteur monétaire ou des prix absolus) sous sa formulation cambridgienne, la quantité de monnaie demandée dépend uniquement, pour un niveau donné du produit et de la vitesse de circulation de la monnaie, du niveau général des prix.

Ainsi, selon Patinkin, il y aurait incompatibilité entre les deux types de détermination et la théorie néo-classique resterait indéterminée : cette argumentation ne peut être retenu, car s'il est vrai que le système des prix relatifs reste indéterminé au niveau du secteur réel, c'est à dire que plusieurs dimensions de la structure du secteur des prix relatifs sont possibles (à la limite une infinité appartenant à l'intervalle [o,+∞[ ), il est néanmoins nécessaire de disposer d'une quantité minimale de monnaie pour permettre le financement intégral des échanges nominaux correspondant à chacune de ces dimensions : ainsi, à chaque dimension des prix relatifs est associée une masse monétaire minimale.

De plus, étant donné que la monnaie doit servir intégralement à financer les échanges, à chaque dimension des prix relatifs est associé un stock de monnaie maximum correspondant au plein-emploi de la monnaie dans sa fonction d'intermédiaire des échanges: ainsi le stock minimum et le stock maximum coïncident à l'équilibre et l'on en conclut qu'à chaque dimension du secteur de la structure de prix relatifs est associée une masse monétaire et une seule. Par conséquent l'objection de Patinkin ne peut être retenue. Les deux niveaux de détermination de la quantité de monnaie, soi-disant incompatibles, sont en fait complémentaires et nécessaires autant l'un que l'autre à la pleine détermination du schéma néoclassique[7].

Par ailleurs, en ce qui concerne les liaisons entre le volume du produit et le marché du travail, le processus est simple ; l'offre de travail de la part des travailleurs est une fonction (élastique) croissante du taux de salaire réel, alors que la demande de travail de la part des entrepreneurs en est une fonction décroissante (en fonction de la productivité marginale décroissante du travail, d'où le label de « demande dérivée »).

Dans ces conditions, la variable d'ajustement sur ce marché étant le taux de salaire réel supposé flexible, le plein- emploi des individus désirant travailler au taux de salaire réel d'équilibre est automatiquement assuré : ce marché jouera ainsi un rôle de marché directeur, par définition en équilibre de plein-emploi. (On en retrouve l'ampleur dans le modèle de Patinkin).

A ce niveau de plein-emploi du travail, correspond, étant donné la fonction de production, c'est à dire étant données les relations techniques de production, un output physique maximum de plein-emploi (la fonction de production devant être interprétée comme la frontière maximale efficiente du domaine de production), le stock de capital étant donné en courte période. Puisque le flux de monnaie totale (=monnaie active c'est à dire le stock de monnaie multiplié par la vitesse de

circulation de cette monnaie est donné, le flux de transactions correspondant au produit en valeur P Q est également donné).

Autrement dit, en utilisant la loi de Say, la théorie quantitative des prix et des salaires est parfaitement flexibles, les économistes néo-classique prouvent qu'une position de plein-emploi sera toujours atteinte à l'équilibre. Contrairement au-schéma keynésien qui autorise la multiplicité des positions « d'équilibre » de l'emploi correspondant à un même taux de salaire nominal, le schéma néo-classique démontre, en raisonnant à partir du salaire réel qu'il existe toujours une position d'équilibre de plein-emploi (condition d'existence d'une solution), que cette position est unique (condition d'unicité de la solution) et que cette position est stable (condition de stabilité de la solution) au sens strict (stabilité locale) de même qu'au sens large (stabilité globale)[(6)].

Quant au niveau de la consommation, il est, comme celui de l'investissement, déterminé par le taux de l'intérêt : ce taux, déterminé lui-même sur le marché de l'épargne et de l'investissement, détermine l'offre effective d'épargne et donc en conséquence le niveau de la consommation pour un revenu donné.

Contrairement au schéma keynésien où la consommation joue un rôle prépondérant à travers l'effet de multiplication et la génération du revenu, la consommation dans le schéma néo-classique joue un rôle passif, elle n'est qu'un résidu.

1-3) L'analyse néoclassique :

Les néoclassiques puisent leur source dans la pensée classique. Idée centrale : Si un équilibre stable et durable s'établit spontanément et de façon indépendante sur chaque marché (travail, biens et services, titres, monnaie), un équilibre général sera atteint pour l'ensemble de l'économie. (= équilibre général de Walras)[(8)]

Arguments/ Hypothèses :

- ✓ Distinction avec les classiques = la valeur - utilité : la valeur des marchandises trouve son origine dans la satisfaction qu'elles procurent aux consommateurs.
- ✓ Loi des débouchés.
- ✓ Raisonnement à la marge : cf. valeur - utilité et il existe une juste rémunération des facteurs de production (travail et capital).
- ✓ La flexibilité des prix permet l'autorégulation.
- ✓ La non-intervention de l'Etat qui introduit des rigidités perturbant le fonctionnement autorégulateur du marché.

- ✓ Seul le chômage volontaire existe si les salaires sont flexibles (pas de salaire minimum).
- ✓ Neutralité de la monnaie.

Dans l'acception la plus courante du terme, l'économie néoclassique se fonde sur quatre postulats[6] :

1. les phénomènes économiques peuvent et doivent être étudiés à l'aide des mêmes méthodes que les phénomènes physiques.
2. les agents sont rationnels, leurs préférences peuvent être identifiées et quantifiées.
3. les agents cherchent à maximiser leur utilité, tandis que les entreprises cherchent à maximiser leur profit.
4. les agents agissent chacun indépendamment, à partir d'une information complète et pertinente. (Ce postulat est récusé par l'école autrichienne, qui est fidèle au dualisme méthodologique et utilise une conception plus faible de la rationalité, et par certains autres courants qui peuvent parfois quand cette hypothèse seule est relâchée être considérés comme néo-classiques (voir par exemple Théorie de l'agence).

Le marginalisme redéfinit la valeur d'un bien et modifie l'évaluation de son utilité. Prenons le célèbre exemple du diamant et du verre d'eau. La valeur d'un diamant est bien supérieure à la valeur d'un verre d'eau, bien que son utilité soit discutable. Cependant, si l'on raisonne en termes de valeur marginale, on se rend compte que le dernier diamant vaudra à coup sûr beaucoup moins que le dernier verre d'eau disponible sur Terre. On voit ainsi que le marginalisme permet de mieux appréhender la valeur des biens et services.

Cette innovation méthodologique, selon J. Schumpeter, ne caractérise pas l'essentiel de la démarche néoclassique. Il écrit à propos: **«** On n'en vient bientôt à considérer que le marginalisme était le trait distinctif d'une école particulière : mieux encore on lui prétend une connotation politique…En bonne logique, il n'y a rien qui justifie cette interprétation. Le principe marginal est, en soi, un outil d'analyse ; on ne peut éviter de l'utiliser dès lors qu'advient l'époque de l'utiliser. Marx aurait eu recours sans la moindre hésitation s'il était né cinquante ans plus tard. Il ne peut pas plus servir à caractériser une école d'économistes que l'usage du calcul ne permet de caractériser une école ou un groupe des savants en mathématiques ou en physique **»**.

L'idée de « valeur utilité » (la valeur de la marchandise provient de l'utilité subjective propre à chaque individu) est une rupture avec la « valeur travail », inaugurée par les classiques anglais puis reprise par Marx. C'est l'utilité qui détermine la valeur[8].

A partir de ces postulats, les économistes néoclassiques construisent une théorie de l'allocation des ressources rares à des fins alternatives, ce qu'ils considèrent généralement comme la définition de la discipline économique. Les prix, les quantités

produites et la distribution des revenus résultent du fonctionnement du marché selon l'offre et la demande.

À titre d'exemple[8]**:**

Selon la théorie néoclassique du producteur, les entreprises embauchent tant que la productivité marginale du travail (c'est-à-dire la production du dernier salarié embauché) est supérieure au salaire. Ils ont une attitude similaire face à l'investissement en capital dont les rendements sont d'abord croissants (voir économie d'échelle) puis décroissants.

Selon la théorie du consommateur, l'individu adopte une attitude rationnelle visant à maximiser son utilité. À chaque dépense il compare l'utilité marginale des biens afin de hiérarchiser ses préférences et s'oriente vers le plus utile. Cette étude de l'individu, comme producteur ou consommateur rationnel et autonome rejoint le principe de l'individualisme méthodologique.

Sur un marché de concurrence pure et parfaite, chaque facteur de production reçoit l'égal de ce qu'il apporte, d'où une juste rémunération des facteurs de production. Cette démonstration cherche donc à infirmer la théorie de la plus-value des marxistes. Dans de telles conditions, le profit tend à s'annuler.

L'économie néoclassique met l'accent sur les situations d'équilibre, considérées comme les solutions aux problèmes de maximisation des agents. Les phénomènes généraux sont déterminés par l'agrégation des comportements individuels des agents, une position appelée individualisme méthodologique. Les institutions, dont on peut penser a priori qu'elles conditionnent les comportements individuels, ne reçoivent que peu d'attention[5].

L'analyse néoclassique démontre aussi (à partir des postulats fondateurs) que les mécanismes du marché jouent un rôle régulateur qui conduit à un équilibre optimal du système économique. Pour les néoclassiques, les crises économiques sont liées à des événements extérieurs qui perturbent le bon fonctionnement du marché (interventions publiques, chocs pétroliers...), ces crises se résolvant d'elles-mêmes en situation de concurrence pure et parfaite. La croissance semble acquise, mais il y a une montée de l'insatiabilité d'où la notion d'équilibre. On n'est plus dans un cadre dynamique comme chez les classiques[6].

Le rôle de la monnaie est controversé : Les premiers auteurs néoclassiques (à l'exception de Carl Menger) adoptent l'idée de la neutralité de la monnaie (la monnaie n'affecte pas la production, le revenu réel, l' [investissement], l'épargne ou les prix relatifs). Fisher reconnaît qu'il ne fait « qu'apporter une restauration et une amplification de la vieille théorie quantitative de la monnaie » avec son équation (1911) : MV = PT (M

= masse monétaire, V = vitesse de circulation de la monnaie, P = niveau général des prix, T = volume des transactions).

L'école néoclassique est fréquemment considérée comme essentiellement libérale. Toutefois, son libéralisme est tempéré par une volonté d'encadrer la concurrence pour imposer les conditions de la concurrence dite « pure et parfaite ». Certains auteurs comme Oskar Lange ont même utilisé les thèses néoclassiques pour prôner un contrôle étatique de l'économie, où le jeu du marché serait remplacé par la planification centralisée reposant sur un calcul d'optimisation[(6)].

A) Les principes de l'économie néo-classique **:**

- ✓ Le premier principe consiste à rechercher l'explication des phénomènes observés dans l'action des seuls individus. Cette méthode s'oppose à une approche globale de la société qui prend pour point de départ de l'analyse la société dans son ensemble.

- ✓ Le second principe affirme que l'individu est un être rationnel. Ainsi, la consommation est l'occasion de calculs puisque le consommateur cherche à obtenir la satisfaction la plus élevée possible en achetant le maximum de biens correspondant à ses préférences. Dans le langage de l'économie néo-classique, on dit que le consommateur maximise ses préférences sous la contrainte de revenu dont il dispose.

- ✓ Le troisième principe précise que chaque individu poursuit son seul intérêt particulier. La rationalité du comportement de l'individu et la poursuite de son seul intérêt définissent alors l'homo economicus.

B) Intérêt personnel et intérêt général :

La recherche de l'intérêt personnel ne constitue pas un obstacle au bien-être de la société. Au contraire, c'est la poursuite par chacun de son intérêt personnel qui permet de réaliser l'intérêt général. On retrouve là « la *main invisible »* d'A. Smith qui démontre l'existence d'un ordre économique naturel spontané fondé sur l'intérêt personnel des individus. Dès lors que l'harmonie des intérêts est naturelle, nul besoin d'une intervention de l'Etat dans la sphère économique[(9)].

C) Economie néo-classique, micro-économique et libéralisme

Le refus de l'intervention de l'Etat et la confiance absolue dans l'efficacité des mécanismes de marché constituent le socle commun de nombreuses théories économiques. Les économistes néo-classiques ont cherché à démontrer *« scientifiquement »* cette conviction de la supériorité d'une organisation économique fondée sur le libre fonctionnement des marchés et la rationalité des comportements individuels. L'analyse néo-classique repose sur une formalisation mathématique mais on

dicours.com

peut décrire de manière simple ses principaux éléments. Le libéralisme économique partage avec l'économie néoclassique la volonté de maintenir l'Etat hors de la vie économique. Il existe cependant d'importantes différences comme le montre l'hostilité manifestée par l'économiste libéral Friedrich Hayek à l'égard de la théorie néo-classique[9].

D) La concurrence pure et parfaite :

Dans ce modèle, les prix sont donnés pour les agents économiques. Aucun n'est assez important pour peser sur la fixation des prix. Il existe un ensemble de marchés qui permettent de déterminer les prix de tous les biens. La théorie néo-classique décrit ainsi quatre grands types de marché[10] :

- Le marché des biens où se déterminent les prix et les quantités produites des différents biens.
- le marché du travail où se déterminent le salaire et le niveau de l'emploi.
- le marché des capitaux où se rencontrent l'offre des capitaux proposés par les épargnants et la demande des entrepreneurs. C'est le taux d'intérêt qui est le prix d'équilibre de ce marché.
- Le marché monétaire avec une offre déterminée par les autorités monétaires.

E) Les agents et leurs opérations :

L'analyse néo-classique distingue deux grandes catégories d'agents, les ménages qui consomment des biens et des services et les entreprises qui produisent. Les ménages sont caractérisés par leurs goûts et par leurs ressources. Ils cherchent à maximiser leur utilité c'est-à-dire le degré de satisfaction que leur procurent leurs achats compte tenu de leurs ressources et des prix fixés sur le marché.

Ils interviennent sur le marché du travail en offrant leur travail. Les ménages répartissent leur temps disponible entre le loisir et une activité rémunérée : celle-ci permettant l'achat de biens de consommation.

Les entreprises sont caractérisées par une fonction de production qui relie les différents éléments entrant dans la production à la quantité maximale de produit que l'on peut obtenir compte tenu de techniques en vigueur. L'objectif des entreprises est de maximiser leur profit. Elles augmentent donc leur production et donc l'achat d'inputs aussi longtemps que cela est rentable[9].

F) Equilibre partiel et équilibre général :

L'analyse néo-classique *"montre"* que la confrontation des offres et des demandes des agents économiques conduit à un équilibre stable. On peut alors considérer des marchés isolés ou tous les marchés simultanément. L'analyse des termes d'équilibre partiel permet de confronter l'offre et la demande d'un bien.

Le salaire d'équilibre est déterminé par la rencontre de l'offre et de la demande de travail. Lorsque les salaires augmentent, l'offre de travail faite par les individus s'accroît. Lorsque les salaires diminuent, le coût du facteur travail baisse pour les entreprises ce qui les incite à augmenter leur demande pour ce facteur**(9)**.

L'analyse du terme d'équilibre permet simplement ce qui se passe sur un marché. Imaginons le cas d'un salaire supérieur au salaire d'équilibre. Ce peut être, dans l'esprit de l'analyse néo-classique le cas d'un salaire minimum légal par exemple.

Pour le niveau du salaire minimum, l'offre O' excède la demande D', c'est-à-dire que de nombreux salariés cherchent à travailler pour ce salaire minimum alors que les entreprises refusent d'embaucher une main d'œuvre dont le coût leur paraît excessif**(9)**.

Elles embauchent donc une quantité A de main d'œuvre inférieure au niveau du plein emploi ce qui provoque du chômage. Le point A correspond à la demande de travail souhaitée par les entreprises pour un tel niveau de salaire. Mais c'est un chômage *« volontaire »* car si les individus acceptaient un salaire moins élevé, les entreprises embaucheraient tous ceux qui souhaitent travailler à ce niveau de salaire.

La conclusion est limpide : **pour les néo-classiques l'existence d'un salaire minimum fausse le libre jeu du marché.**

L'approche en termes d'équilibre général est censée prendre en compte toutes les offres et toutes les demandes sur tous les marchés. Cette situation est difficile à représenter mais montre l'interdépendance de tous les marchés : ainsi les salaires fixés sur le marché du travail déterminent le niveau des consommations sur le marché des biens**(10)**.

L'équilibre général, imaginé par Léon Walras et démontré par des économistes contemporains comme Kenneth Arrow et/ou Gerard Debreu correspond alors à une égalité des offres et des demandes sur tous les marchés.

Il existerait donc un système de prix faisant coïncider l'offre et la demande sur tous les marchés. Vilfredo Pareto a par ailleurs démontré que cet équilibre général constituait un optimum économique c'est-à-dire une situation dans laquelle il n'est pas possible d'améliorer la satisfaction d'un individu sans détériorer celle d'au moins un autre. A l'équilibre, tous les échangistes sont satisfaits et il n'y a plus de possibilité d'échange. Le marché a permis de réaliser l'allocation optimale des ressources.

Le marginalisme redéfinit la valeur d'un bien et modifie l'évaluation de son utilité. Prenons le célèbre exemple du diamant et du verre d'eau. La valeur d'un diamant est bien supérieure à la valeur d'un verre d'eau, bien que son utilité soit discutable. Cependant, si l'on raisonne en termes de valeur marginale, on se rend compte que le dernier diamant vaudra à coup sûr beaucoup moins que le dernier verre d'eau disponible sur Terre. On voit ainsi que le marginalisme permet de mieux appréhender la valeur des biens et services5**(10)**.

Cette innovation méthodologique, selon J. Schumpeter, ne caractérise pas l'essentiel de la démarche néoclassique. Il écrit à propos: « On n'en vient bientôt à considérer que le marginalisme était le trait distinctif d'une école particulière : mieux encore on lui prétend une connotation politique…En bonne logique, il n'y a rien qui justifie cette interprétation. Le principe marginal est, en soi, un outil d'analyse ; on ne peut éviter de l'utiliser dès lors qu'advient l'époque de l'utiliser. Marx aurait eu recours sans la moindre hésitation s'il était né cinquante ans plus tard. Il ne peut pas plus servir à caractériser une école d'économistes que l'usage du calcul ne permet de caractériser une école ou un groupe des savants en mathématiques ou en physique ».

L'idée de « valeur utilité » (la valeur de la marchandise provient de l'utilité subjective propre à chaque individu) est une rupture avec la « valeur travail », inaugurée par les classiques anglais puis reprise par Marx. C'est l'utilité qui détermine la valeur.

A partir de ces postulats, les économistes néoclassiques construisent une théorie de l'allocation des ressources rares à des fins alternatives, ce qu'ils considèrent généralement comme la définition de la discipline économique. Les prix, les quantités produites et la distribution des revenus résultent du fonctionnement du marché selon l'offre et la demande**(10)**.

À titre d'exemple: Selon la théorie néoclassique du producteur, les entreprises embauchent tant que la productivité marginale du travail (c'est-à-dire la production du dernier salarié embauché) est supérieure au salaire. Ils ont une attitude similaire face à l'investissement en capital dont les rendements sont d'abord croissants (voir économie d'échelle) puis décroissants.

Selon la théorie du consommateur, l'individu adopte une attitude rationnelle visant à maximiser son utilité. À chaque dépense il compare l'utilité marginale des biens afin de hiérarchiser ses préférences et s'oriente vers le plus utile. Cette étude de l'individu, comme producteur ou consommateur rationnel et autonome rejoint le principe de l'individualisme méthodologique.

Sur un marché de concurrence pure et parfaite, chaque facteur de production reçoit l'égal de ce qu'il apporte, d'où une juste rémunération des facteurs de production. Cette démonstration cherche donc à infirmer la théorie de la plus-value des marxistes. Dans de telles conditions, le profit tend à s'annuler**(11)**.

L'économie néoclassique met l'accent sur les situations d'équilibre, considérées comme les solutions aux problèmes de maximisation des agents. Les phénomènes généraux sont déterminés par l'agrégation des comportements individuels des agents, une position appelée individualisme méthodologique. Les institutions, dont on peut penser a priori qu'elles conditionnent les comportements individuels, ne reçoivent que peu d'attention[(11)].

L'analyse néoclassique démontre aussi (à partir des postulats fondateurs) que les mécanismes du marché jouent un rôle régulateur qui conduit à un équilibre optimal du système économique. Pour les néoclassiques, les crises économiques sont liées à des événements extérieurs qui perturbent le bon fonctionnement du marché (interventions publiques, chocs pétroliers...), ces crises se résolvant d'elles-mêmes en situation de concurrence pure et parfaite. La croissance semble acquise, mais il y a une montée de l'insatiabilité d'où la notion d'équilibre. On n'est plus dans un cadre dynamique comme chez les classiques[(11)].

Le rôle de la monnaie est controversé : Les premiers auteurs néoclassiques (à l'exception de Carl Menger) adoptent l'idée de la neutralité de la monnaie (la monnaie n'affecte pas la production, le revenu réel, [l'investissement], l'épargne ou les prix relatifs). Fisher reconnaît qu'il ne fait « qu'apporter une restauration et une amplification de la vieille théorie quantitative de la monnaie » avec son équation de (1911) : MV = PT (M = masse monétaire, V = vitesse de circulation de la monnaie, P = niveau général des prix, T = volume des transactions).

L'école néoclassique est fréquemment considérée comme essentiellement libérale. Toutefois, son libéralisme est tempéré par une volonté d'encadrer la concurrence pour imposer les conditions de la concurrence dite « pure et parfaite ». Certains auteurs comme Oskar Lange ont même utilisé les thèses néoclassiques pour prôner un contrôle étatique de l'économie, où le jeu du marché serait remplacé par la planification centralisée reposant sur un calcul d'optimisation[(12)].

1-4) Les mathématiques comme nouvelle approche de l'économie :

Les économistes de l'école néoclassique développent une formalisation mathématique de l'économie. Leurs analyses mathématiques (la microéconomie) reprises par la plupart des économistes depuis cette époque, débouchent dans leur forme la plus aboutie sur la notion d'équilibre économique : une formalisation mathématique abstraite présentant des modèles d'économies idéales et optimales mais reposant sur des hypothèses théoriques imparfaitement vérifiées dans la réalité.

À cette époque, la pensée économique tente de s'écarter des sciences humaines pour s'apparenter, par les méthodes de formalisations mathématiques qu'elle utilise, aux sciences exactes. Il s'agit généralement d'une incompréhension. On doit par exemple la notion d'équilibre général (certainement le concept le plus abstrait de la science

économique) à l'économiste Léon Walras dans son ouvrage Traité d'économie politique pure (1874).

L'auteur, comme il l'indique dans le titre, s'attache à développer une formalisation d'une économie idéale dont il sait qu'elle ne peut pas exister (d'où l'usage du mot « pure »). Considérant les différentes imperfections de l'économie réelle par rapport au modèle idéal, il définit un rôle à l'État[(12)].

De ces considérations découlent une « politique économique appliquée » et une « économie sociale » qui divergent de l'économie pure. Pour Léon Walras, il n'y a aucune supériorité du concept d'équilibre général sur les deux autres dimensions de l'économie. Il explique que « leurs critères respectifs sont le vrai pour l'économie pure, l'utile ou l'intérêt pour l'économie appliquée, le bien ou la justice pour l'économie sociale ».

Les néoclassiques vont introduire dans leurs théories un usage massif de dérivées (utilité marginale, productivité marginale...). Cet usage est fortement critiqué par Carl Menger et les autrichiens, pour qui l'économie ne peut être que qualitative. Au moment où cette démarche rencontre des critiques, Léon Walras écrit dans l'une de ses correspondances : « l'introduction de la mathématique dans l'économie politique est une révolution scientifique… »[(12)]

Modèles

1-L'utilité marginale :

La théorie néoclassique fonde sa théorie de la valeur sur l'utilité, contrairement aux classiques anglais qui avaient fondé leurs analyses sur la théorie de la valeur-travail, ouvrant par la même la voie aux analyses marxistes. Leur analyse reposait sur des constats simples : l'eau par exemple est infiniment utile mais ne vaut rien. C'est pourquoi les néoclassiques introduisent la notion d'utilité marginale : la valeur dépend de l'utilité qu'apporte la dernière unité consommée, utilité qui est elle-même décroissante. Si on reprend l'exemple de l'eau, le premier verre à une valeur supérieure au dixième. Ainsi c'est toute l'analyse néoclassique qui dérive d'une étude à la marge des phénomènes économiques. A titre d'exemple[(12)] :

- Selon la théorie du producteur, les entreprises embauchent tant que la productivité marginale du travail (c'est à dire la production du dernier salarié embauché) est supérieure au salaire. Ils ont une attitude similaire face à l'investissement en capital dont les rendements sont d'abord croissant (voir économie d'échelle) puis décroissants.
- Selon la théorie du consommateur, l'individu adopte une attitude rationnelle visant à « maximiser son utilité ». A chaque dépense il compare, l'utilité marginale des biens afin de hiérarchiser ses préférences et s'oriente vers le plus utile. Cette

étude de l'individu, comme producteur ou consommateur rationnel et autonome rejoint la démarche de l'individualisme méthodologique.

- Sur un marché de concurrence pure et parfaite, chaque facteur de production reçoit l'égal de ce qu'il apporte, d'où une juste rémunération des facteurs de production. Cette démonstration cherche donc à infirmer la théorie de la plus-value des marxistes. Dans de telles conditions, le profit tend à s'annuler.

Au-delà de ces analyses communes, chaque école développe des idées originales. Léon Walras se veut un socialiste resté libéral. Carl Menger distingue les « biens économiques », susceptibles d'être achetés et vendus par les particuliers, des « biens libres » qui ne peuvent faire l'objet d'une appropriation privée : l'eau, l'air … Eugen Von Böhm Bawerk propose une théorie du capital (*Capital et intérêt*, 1884) où il décrit l'investissement comme un « détour productif » : creuser un seau dans un tronc d'arbre retarde la consommation d'eau, mais permet une consommation accrue dans le futur[(10)].

Grâce à cette maîtrise accrue de l'eau, le campagnard gagnera un temps précieux qui lui permettra alors de creuser une canalisation et ainsi de suite … A Lausanne, Léon Walras puis Vilfredo Pareto développe un modèle mathématique où par l'ajustement des prix s'établit spontanément un équilibre général de l'économie.

2-La concurrence pure et parfaite :

-Les conditions :

La concurrence parfaite est un modèle décrivant une structure de marché hypothétique dans laquelle aucun producteur ni consommateur ne dispose d'un pouvoir discrétionnaire sur la fixation des prix ou sur les décisions des autres acteurs, et que tous les acteurs ont accès à la même information, ce qui suppose une égalité des positions à l'origine de la relation marchande. Le prix est alors fixé par l'affrontement et la négociation de tous avec tous, ne générant pas de rente de monopole[(8)].

La concurrence pure et parfaite représente un des deux cas extrêmes de structures de marché étudiés par les économistes néoclassiques, le second étant le cas de monopole. La concurrence parfaite est censée permettre l'équilibre sur tous les marchés sous des conditions très particulières. Chaque marché doit remplir les trois conditions suivantes[(10)] :

1. **L'atomicité du marché** : le nombre d'acheteurs et de vendeurs est très grand donc l'offre ou la demande de chaque agent est négligeable par rapport à l'offre totale.
2. **L'homogénéité des produits** : les biens échangés sont semblables en qualité et en caractéristiques ; un produit de meilleure qualité constitue donc un autre marché. Dans la réalité, les biens les plus homogènes sont les matières premières, les denrées agricoles.

3. **La transparence de l'information** : l'information parfaite de tous les agents sur tous les autres et sur le bien échangé suppose qu'elle est gratuite et immédiate ; la présence d'un « commissaire-priseur », qui centralise les offres et les demandes afin de calculer le prix d'équilibre est une façon de réaliser cette transparence et suppose l'absence d'échange de gré à gré avant l'obtention du prix d'équilibre.

Les conséquences de ces trois hypothèses sont que d'une part le prix est la seule motivation pour échanger ou renoncer à échanger sur le marché (et non la qualité par exemple) et d'autre part, le prix est fixé par le marché et s'impose à tous les protagonistes, il n'existe alors qu'un seul prix pour un seul bien quelque soit le lieu d'achat.

Il faut ajouter deux hypothèses qui lient les marchés entre eux :

1. **La libre entrée sur le marché** : il ne doit y avoir aucune entrave tarifaire (protectionnisme), administrative (numerus clausus), technique à l'entrée d'un offreur ou d'un demandeur supplémentaire.
2. **la libre circulation des facteurs de production** (le capital et le travail) : la main d'œuvre et les capitaux se dirigent spontanément vers les marchés où la demande est forte (par rapport à l'offre). Il n'y a pas de délai ni de coût dans leur reconversion.

Ces deux dernières hypothèses permettent une convergence sur le long terme des taux de salaire et de profit entre les différents secteurs économiques et les différents pays. Il s'agit donc d'un cadre très contraignant, correspondant à une économie totalement centralisée. Son avantage est que les équilibres de concurrence pure et parfaite sont des optima mathématiques (donc faciles à calculer) vérifiant certaines propriétés d'efficacité allocative (efficacité selon Pareto) **(10)**.

-Le principe de la tarification au coût marginal :

A partir des propriétés de la concurrence, il est possible de démontrer dans un cadre théorique néo-classique que le prix en concurrence pure et parfaite est égal au coût marginal et qu'à long terme, le profit est nul. On introduit pour cela l'hypothèse supplémentaire que chaque entreprise a pour objectif de maximiser son profit. Seulement, si à court terme, il y a un secteur économique bénéficiaire, des entreprises vont entrer sur ce secteur, ainsi l'offre va augmenter, les prix vont baisser et les profits vont diminuer jusqu'à s'annuler**(9)**.

1-5) L'équilibre néoclassique :

Il est bien évident qu'on ne saurait présenter l'ensemble du courant néoclassique en quelques paragraphes, et que le texte qui suit n'a pas cette ambition. J'ai simplement voulu souligner quelques points qui me paraissent essentiels pour caractériser la

démarche et les conclusions de cette filiation théorique. Il faut donc considérer ces points comme une introduction à l'étude des raisonnements néoclassiques, et non comme ces raisonnements eux-mêmes [(11)].

1. Contexte et dénominations :

Chose étonnante, le courant néoclassique est né des travaux menés indépendamment et quasiment simultanément par Stanley Jevons (1871), Carl Menger (1871) et Léon Walras (1873). Une telle concordance, et un tel succès par la suite (le paradigme néoclassique deviendra très rapidement dominant) s'explique en premier lieu par le contexte idéologique et politique.

Les années 1860 sont celles d'un essor du mouvement ouvrier politique inspiré notamment par les idées de Marx. Ce mouvement ouvrier conteste dans les faits, et pas seulement dans l'idéologie, l'ordre capitaliste. Or la vieille théorie de la valeur travail élaborée par Smith et par Ricardo constituait une bien mauvaise ligne de défense pour les partisans de l'ordre établi, dans la mesure où elle conduisait à affirmer la réalité de l'exploitation des travailleurs et où elle fournissait une base théorique à la lutte des classes[(7)].

Par bien des aspects, le réquisitoire de Marx s'inscrivait dans les prolongements théoriques de Ricardo. Aussi, pour contrer le premier, fallait-il également rejeter le second. Le courant néoclassique va ainsi s'attacher à démontrer tout à la fois la capacité du marché et de l'économie capitaliste à obtenir des résultats optimum, et le caractère non exploiteur, équitable, de cette économie. S'il se situe dans la continuité des classiques sur les thèmes du libéralisme et du laisser-faire, il constitue donc en revanche en rupture complète (tout au moins vis à vis de Smith ou Ricardo) sur la question de la valeur.

Il serait exagéré de présenter la théorie néoclassique de la valeur comme une innovation complète. Dès le début du siècle, et face aux thèses de la valeur travail, bien des économistes avaient proposé une théorie alternative, fondée sur les notions d'utilité et de services productifs (citons notamment J.B.Say et F.Bastiat). La nouveauté va être que les néoclassiques, tout en repartant de cette base, vont apporter une formalisation beaucoup plus poussée, cherchant à donner à leurs raisonnements une rigueur toute mathématique.

La théorie néoclassique est également souvent qualifiée de « marginaliste », du fait qu'elle généralise une méthode de raisonnement dite « à la marge ». Bien sûr, cette dénomination est consacrée par l'usage, et ce n'est pas ici qu'on va la remettre en cause.

Elle s'appuie sur un fait indéniable, les néoclassiques étant extrêmement friands de ce type de raisonnements. Cependant, il faut bien comprendre que cette caractérisation s'attache à la forme bien plus qu'au fond. Le raisonnement « à la marge » n'est pas, par lui-même, néoclassique, ricardien ou marxiste. Ricardo, sur la rente foncière, raisonne de manière purement marginaliste, sans que ses idées ne rejoignent du tout celles des néoclassiques. Si les néoclassiques peuvent employer le raisonnement marginaliste dans la plupart des situations, c'est en raison de leurs hypothèses et de leur problématique. Et ces hypothèses, et cette problématique, les caractérisent bien davantage que la forme du raisonnement qu'ils emploient le plus volontiers[(10)].

On a également coutume de dire que le courant néoclassique se caractérise par la place qu'il accorde à la micro-économie. Là aussi, il y a du vrai, mais seulement dans une certaine mesure. En réalité, toutes les théories économiques, sans exception, se fondent à un degré ou à un autre sur des hypothèses portant sur le comportement des agents quels que soient les agents que ces théories reconnaissent comme pertinents[(11)].

Même des analyses particulièrement orientées vers la macroéconomie, comme celles de Marx ou de Keynes, vont en réalité de pair avec des hypothèses microéconomiques. De ce point de vue, la théorie néoclassique n'est donc pas particulièrement originale. En revanche, là où le courant néoclassique se distingue, c'est sans doute sur la place et l'importance qu'il accorde aux raisonnements microéconomiques. Lui seul en effet ambitionne de fonder l'ensemble de son édifice théorique sur des postulats concernant des individus isolés (c'est ce qu'on appelle l'individualisme méthodologique). Et lui seul, sur cet aspect microéconomique, a poussé le formalisme aussi loin [(12)].

Néoclassique, marginaliste, microéconomique : toutes ces caractérisations s'appliquent donc à ce courant, dans certaines limites qu'il convient toutefois de ne pas perdre de vue.

Il faut néanmoins souligner que l'ensemble néoclassique est, par bien des aspects, beaucoup plus homogène que celui des classiques, dont nous avons vu qu'il recouvrait des disparités parfois radicales sur des thèmes pourtant fondamentaux.

Les néoclassiques, eux, s'accordent tous sur la théorie de la valeur, sur l'individualisme méthodologique, sur le rôle privilégié attribué aux situations d'équilibre, etc. Une certaine diversité est certes apparue après la deuxième guerre mondiale, certains néoclassiques tentant d'intégrer les propositions de Keynes pour élaborer une synthèse, d'autres, au contraire, rejetant celles-ci. Toutefois, pour ce qui est de ses fondements, qui furent posés pour la quasi-totalité d'entre eux à la fin du XIXe siècle, il reste parfaitement légitime d'étudier ce courant en tant que tel[(11)].

2. Le cadre général du raisonnement :

Le courant néoclassique se distingue par son point de départ : il s'agit de l'homo économicus, l'homme économique, une fiction désignant un individu abstrait, doté d'un certain nombre de biens, jouissant d'une pleine liberté de décision et poursuivant rationnellement certains buts sous certaines contraintes[10].

L'univers des néoclassiques est un univers d'individus, dans lequel les institutions, l'Histoire ou les classes sociales se sont évanouis. Tout au plus peut-on dire que le cadre institutionnel n'est là que pour se faire oublier : les institutions doivent permettre le bon fonctionnement du marché, et c'est là leur seul rôle.

L'univers des néoclassiques est également un univers d'échanges, et d'échanges marchands. Les individus arrivent sur le marché munis de dotations initiales, sur l'origine desquelles l'économie n'a pas à s'interroger. Ils procèdent aux échanges qui leur procureront la plus grande satisfaction possible, et c'est là l'objet d'étude de la science économique. Quant à la production, elle se ramène, avec quelques variantes supplémentaires, à cette question de l'échange marchand[11].

- ***Le consommateur et la demande :***

L'homo économicus par excellence est le consommateur, dont le but est de maximiser (rationnellement) son utilité, c'est à dire la satisfaction que lui procurera la détention de certains biens plutôt que d'autres. Sa contrainte est évidemment son budget : les produits ont un prix, et tout le problème du consommateur est de parvenir à la plus grande satisfaction avec l'argent dont il dispose.

Soucieuse de formaliser ce point de départ et de pouvoir le traiter avec des outils mathématiques, la théorie néoclassique décrit les préférences des consommateurs par une fonction d'utilité. L'existence de cette fonction signifie que le consommateur est capable d'assigner un degré de préférence à chaque ensemble de biens (on parle alors de paniers de biens) [12].

La théorie néo-classique, qui au départ postulait que les consommateurs étaient capables d'attribuer une valeur absolue à ces préférences (on parle alors, en termes techniques, de cardinalité) en est venue à se limiter à un classement relatif des préférences (on parle alors d'ordinalité). Cela veut dire que la théorie néoclassique peut parvenir à des résultats en supposant simplement que le consommateur est capable d'ordonner, de classer, les paniers de biens selon ses préférences, sans forcément être capable de mesurer cette utilité[10].

La fonction qui formalise l'utilité de chaque consommateur est très souvent représentée par une courbe en deux dimensions (c'est à dire impliquant un panier de seulement deux biens). Il faut bien comprendre qu'il s'agit là d'une facilité de représentation, afin d'obtenir un résultat graphiquement lisible.

Clicours.COM

Mais dans la théorie, il n'y a aucune limite au nombre de biens, donc de dimensions (ce qui en soi, ne pose aucune difficulté particulière au traitement mathématique)! Rappelons-nous également que consommateur est supposé effectuer ce classement des utilités avant de connaître les différents prix des biens, et indépendamment de ceux-ci : les prix ne seront fixés (et donc connus) que plus tard.

A partir de là, on se donne un certain nombre de termes techniques permettant de discuter des propriétés de cette fonction d'utilité. Parmi ceux-ci, deux méritent d'être plus particulièrement définis[13] :

- une courbe d'indifférence est une courbe qui relie les paniers de biens procurant la même utilité au consommateur. L'ensemble des préférences du consommateur peut ainsi être représenté comme une série de courbes d'indifférence représentant un niveau croissant d'utilité (en réalité, comme pour les courbes de niveau sur une carte, il y a une infinité de courbes d'indifférence infiniment proches les unes des autres)
- le taux marginal de substitution (TMS) : c'est la quantité infinitésimale de bien 2 qu'il faut ajouter pour conserver la même utilité, si l'on retire une quantité infinitésimale de bien 1 dans un certain panier. Graphiquement, il s'agit de la pente de la courbe d'indifférence en un point donné.

Une fois la fonction d'indifférence établie, la contrainte budgétaire apparaît sous la forme d'une droite (dans le cas de deux biens) dont la pente est fonction du prix relatif des deux biens, et dont la distance à l'origine dépend du budget disponible. Sous réserve d'un certain nombre d'hypothèses, sur lesquelles je reviendrai dans un instant, à un budget et à un état des prix donnés, correspond un panier de biens et un seul qui maximise la demande du consommateur. C'est donc ce panier de bien qui sera désiré (tant qu'il n'y aura eu aucun changement de prix).

Une propriété remarquable du panier de biens qui maximise l'utilité du consommateur pour un budget donné (et qui se trouve donc correspondre à la situation d'équilibre du consommateur) est que le rapport entre les différents prix des biens est égal au rapport entre les différents taux marginaux de substitution entre les biens.

Tout ce cheminement repose sur un certain nombre d'hypothèses, dont il faut souligner que certaines sont plus contraignantes qu'elles n'y paraissent[11].

- la capacité des consommateurs à classer leurs utilités indépendamment des prix n'est pas si évidente, par exemple dans le cas de biens ostentatoires, dont le principal intérêt est précisément d'être chers.
- surtout, le fait qu'un budget et une structure de prix donnés aboutissent à un panier de biens et à un seul dépend beaucoup de la forme des courbes d'indifférence. Par défaut, on représente toujours celles-ci comme des hyperboles, c'est à dire des fonctions continues, dérivables et asymptotes aux axes. D'un point

de vue économique, cela implique en réalité une série de suppositions là aussi assez contraignantes sur les préférences des consommateurs. On ne rentrera pas ici dans la discussion sur ces suppositions, ni sur les conséquences que leur invalidité peut avoir sur le résultat final, mais il faut savoir que cette discussion entre économistes existe depuis fort longtemps, et qu'elle a été fort nourrie.

- il est un bien pour lequel la polémique a été particulièrement abondante, en raison de son statut particulier : c'est le travail, qui est donc demandé par les consommateurs, dans un arbitrage avec le temps libre.
- Cette parenthèse une fois refermée, passer de la demande d'un consommateur isolé à l'ensemble de la demande des consommateurs sur un marché donné est dès lors un jeu d'enfants : il suffit d'agréger, c'est à dire d'additionner, l'ensemble des demandes individuelles, pour obtenir la fonction de demande globale.

➢ *Le producteur et l'offre :*

D'un point de vue formel, la manière dont la théorie néoclassique traite l'offre ressemble de très près à son traitement de la demande. Là aussi, il s'agit d'agents libres (les entrepreneurs) qui vont utiliser différents biens (des machines, de la terre, du travail, etc.) afin de réaliser une production, avec comme objectif de maximiser le profit.

Disons-le d'emblée, le statut de cet entrepreneur et de ce profit pose quelques problèmes à la théorie néoclassique. Bien souvent, on lit que l'entrepreneur n'est rémunéré ni par un salaire (ce n'est pas un employé) ni par la rémunération des capitaux (puisque par définition, les capitaux ne sont pas à lui et qu'il les demande sur le marché) **(8)**.

Par conséquent, on a bien du mal à voir dans cet entrepreneur n'ayant ni statut social ni rémunération autre chose qu'un personnage purement fictif. Chose remarquable, dans cette hypothèse, le profit d'entreprise en tant que tel n'existe pas ! Tout le revenu se dissout en ses composantes (intérêt, rente, rémunération pour les machines louées) sans que l'entrepreneur puisse disposer du moindre sou pour la période suivante de production.

Cette conséquence fâcheuse des hypothèses de départ a conduit certains néoclassiques à intégrer un service productif supplémentaire, celui du travail de l'entrepreneur. Dans ce cas, une rémunération apparaît, que l'on peut qualifier de profit.

Mais la question de savoir quelle forme prend cette rémunération dans la réalité (puisque cette rémunération n'est ni un salaire, ni un dividende) reste entière. Surtout, elle suppose que le profit est proportionnel au travail de direction effectué par les entrepreneurs, ce qui semble bien hardi. Là encore, on ne fait que signaler l'existence d'un débat : il faudrait bien davantage que ces quelques lignes pour en rendre compte**(9)**.

Revenons-en à la démarche néo-classique. Tout comme on pouvait associer aux consommateurs une fonction de consommation, on peut associer aux producteurs une fonction de production. Celle-ci associe une quantité produite avec un certain panier de biens employé pour la production.

Et de même qu'on parlait pour le consommateur de courbes d'indifférence, on peut parler d'isoquants, c'est à dire de courbes reliant tous les paniers de biens (les inputs) qui aboutissent à une même quantité de production. Les prix des différents biens une fois connus, l'entrepreneur peut maximiser sa recette, en cherchant à obtenir la plus grande production possible.

Tout comme dans le cas du consommateur, on montre que la situation d'équilibre sera celle où le rapport entre le taux marginal de substitution des biens de production sera égal au rapport entre leur prix.

Dans la même veine et c'est un aspect essentiel pour la répartition des revenus on montre que le prix des biens de production s'établit à l'équilibre proportionnellement à leur productivité marginale. Pour parler communément, chaque facteur de production reçoit donc l'équivalent ce qu'il a apporté**(11)**.

A proprement parler, la question de la répartition (telle que se la posaient les classiques, puis Marx) ne se pose pas : il n'y a plus de classes sociales, mais uniquement des individus ; il n'y a plus de transferts de valeur, les uns captant une partie de la valeur créée par les autres : il n'y a plus que des détenteurs de services productifs (terre, biens de production, travail) qui recevront (dans l'hypothèse d'un marché fonctionnant correctement) très exactement l'équivalent de ce que ces services auront apporté à la société.

Une objection traditionnelle à la théorie néoclassique consiste à l'accuser de commettre à cet égard un raisonnement circulaire : les prix des biens de production sont censés s'établir en fonction de leur productivité marginale... or celle-ci ne peut être calculée qu'à partir des prix. Une fois de plus (mais vous commencez à en avoir l'habitude), je me contente de signaler ce débat sans entrer dans les détails**(10)**.

- ***Le marché et l'équilibre :***

Toujours est-il que la construction néoclassique aboutit ainsi à la confrontation sur le marché entre une courbe d'offre, croissante avec le prix, et une courbe de demande, quant à elle décroissante avec le prix. L'équilibre sera donc atteint (via un processus qui n'est pas si évident qu'il en a l'air) par le prix, qui égalisera l'offre et la demande. Quels qu'en soient les détails, le bon fonctionnement de ce mécanisme exige que le marché obéisse à certaines conditions : en l'occurrence, que la concurrence puisse y être qualifiée de pure et parfaite.

Cela recouvre quatre points[9] :

- homogénéité du produit : les différentes unités échangées sont réputées être équivalentes entre elles, tant pour les différents consommateurs que pour les producteurs.
- libre entrée : aucune barrière légale ou autre n'empêche un nouveau vendeur, ou un nouvel acheteur, de se présenter sur le marché.
- transparence : tous les intervenants doivent être à tout moment parfaitement informés de la situation du marché.
- atomicité : les vendeurs et les acheteurs doivent être suffisamment émiettés pour ne pas pouvoir, par leur force individuelle ou par leur action concertée, exercer une influence sur les prix. Par exemple, sur le marché du travail, une association d'employeurs... ou un syndicat ouvrier, constituent des entraves à l'atomicité du marché, et sont, à ce titre, nuisibles à son bon fonctionnement.

C'est cette dernière hypothèse qui est généralement levée lorsque les néoclassiques étudient les marchés de concurrence dite imparfaite (monopoles ou monopsones, oligopoles ou oligopsones, etc.)

Les néoclassiques montrent que la concurrence pure et parfaite est nécessaire (et suffisante) pour que le marché parvienne à un optimum (cet optimum étant différemment défini selon les auteurs). Walras, Pareto (1896) puis plus tard Arrow et Debreu (1956) pousseront leur démonstration jusqu'à l'équilibre dit général, montrant que les mécanismes concurrentiels permettent d'aboutir à l'équilibre optimal non seulement sur un marché particulier, mais simultanément sur l'ensemble des marchés (dont, par exemple, celui du travail).

Au final, dans la théorie néoclassique, le capitalisme présente le visage d'une organisation économique juste et efficiente. Juste, parce qu'elle assure à tous une rémunération équivalente à son apport à la société. L'exploitation, la captation de richesse créée par d'autres, n'existent qu'à titre d'accident ou d'imperfection. Efficiente, parce que les mécanismes du marché amènent obligatoirement l'économie à son meilleur résultat ; dans ces conditions, toute intervention extérieure, en particulier celle de l'Etat, ne peut qu'être nuisible[13].

3. Le processus de tâtonnement :

Lorsqu'on examine de plus près comment l'offre peut être confrontée à la demande sur un marché donné, on s'aperçoit que le respect des résultats annoncés par les néoclassiques n'a rien d'évident. Il est essentiel en effet qu'aucune transaction n'ait lieu à un prix de déséquilibre, c'est à dire à un prix qui n'égalise pas l'offre et la demande. Mais comment les agents (acheteurs et vendeurs) peuvent-ils parvenir à fixer ce prix sans procéder à aucune transaction ?

Sur ce point, ce sont les travaux de Walras qui servent aujourd'hui encore de référence. Walras imagine un personnage (fictif ?), le commissaire-priseur, chargé de fixer le prix. En début de cycle, les vendeurs et les acheteurs se présentent sur le marché. Le commissaire annonce alors un prix, et recueille toutes les intentions de demande et d'offre. Si celles-ci ne coïncident pas, il fixe un nouveau prix, et l'annonce[(11)].

Les agents modifient alors leurs intentions, que le commissaire-priseur collecte à nouveau, etc. Le processus se répète jusqu'à ce que le commissaire-priseur ait trouvé un prix où l'offre et la demande coïncident. Il annonce alors ce dernier prix, et permet à ce moment-là aux agents de procéder aux transactions.

Ce processus est connu sous le nom de tâtonnement walrasien. Les hypothèses en sont lourdes : on trouvera bien peu de marchés qui les satisfont, en particulier où aucune transaction n'est effectuée à un prix différent du prix d'équilibre. Or, il faut rappeler que ces hypothèses sont indispensables pour que les conclusions annoncées par les néoclassiques soient vérifiées ; en particulier, toutes les propriétés de l'équilibre n'ont de portée que si les transactions s'effectuent exclusivement à cet équilibre[(10)].

On pourrait être tenté de faire une analogie entre ce tâtonnement walrasien et la gravitation ricardien. Après tout, dans les deux cas, on a un processus qui tente d'approcher une cible par corrections successives. Pourtant, cette analogie serait une grave erreur, tant les deux processus et les deux raisonnements sont éloignés l'un de l'autre. Afin de fixer les idées sur ce point important, on peut dresser un rapide comparatif sous forme de tableau[(13)] :

	Tâtonnement walrasien	**Gravitation ricardien**
Le processus se déroule sur le...	très court terme (une session d'achats/ventes sur un marché	moyen terme (plusieurs mois, voire années)
Les transactions s'effectuent...	A l'équilibre exclusivement	Généralement en déséquilibre
Les agents sont informés de l'état du marché...	Par le commissaire-priseur	Par les déséquilibres constatés (stocks, demande non satisfaite, différentiel des taux de profit, etc.)
La variable d'ajustement est...	le prix exclusivement	le prix sur le court terme, les quantités via les capacités de production et les taux de profit sur le moyen terme
Le processus équilibre...	Des achats/ventes d'agents se présentant avec des dotations initiales	les capacités de production des différents secteurs, via les prix et les taux de profit

***1-6) La pensée néo-classique aujourd'hui* :**

Après la fin de la seconde guerre mondiale, la pensée keynésienne a inspiré les politiques économiques de tous les pays occidentaux. A la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, il a été de *« bon ton »* d'ignorer Keynes et de faire retour à l'orthodoxie de la pensée néo-classique avec les applications concrètes non seulement dans les politiques de libre-échange et de concurrence, mais aussi dans les politiques monétaristes de lutte contre l'inflation[(12)].

Certains pensent et écrivent qu'on assiste désormais à la faillite de ce modèle.

1-7) Dans quelle mesure les néoclassiques sont-ils les héritiers des classiques ?

Les classiques anglais avaient fondé leurs analyses sur la théorie de la « valeur travail » ouvrant par la même la voie aux analyses marxistes. Leur analyse reposait sur des constats simples: l'eau par exemple est infiniment utile mais ne vaut rien. C'est pourquoi les néoclassiques introduisent la notion d'utilité marginale: la valeur dépend de l'utilité qu'apporte la dernière unité consommée, utilité qui est-elle même décroissante. Si on reprend l'exemple de l'eau, le premier verre a une valeur supérieure au dixième. Ainsi c'est toute l'analyse néoclassique qui dérive d'une étude à la marge des phénomènes économiques[(11)].

Il y a une remise en cause des théories de la répartition des économies classiques fondées sur l'existence de classes sociales et la position de ces classes les unes par rapport aux autres. Léon Walras veut construire une science capable de distinguer dans l'activité humaine ce qui est le résultat des activités proprement économiques (concurrence) et ce qui relève de la morale. La science économique (considérée comme différente de l'économie politique) ne doit s'occuper que de ce qui permet de comprendre l'activité humaine pour construire une « économie pure » dont l'essence est que la valeur d'échange prend le caractère d'un fait naturel. Elle évacue ainsi les problèmes de justice sociale (objet d'un autre combat) [(10)].

Aujourd'hui encore, les idées néoclassiques occupent une place dominante dans l'économie théorique. Terme utilisé pour la première fois par Thorstein Veblen en 1900, le mouvement néoclassique regroupe un ensemble d'économistes très hétérogène, séparés en différentes écoles européennes. Egalement qualifiés de marginalistes, ils sont apparus simultanément et de manière indépendante vers la fin du 18eme siècle.

Le courant néoclassique est composé de trois écoles principales : l'école anglaise de W. Jevons, l'école autrichienne de K. Menger et l'école de Lausanne de L. Walras. Cet ensemble d'auteurs succèdent aux théoriciens classiques Smith, Ricardo et Say pour les principaux autant dans le temps que par leur proposition d'une nouvelle lecture de l'économie politique[(11)].

En effet, la révolution marginaliste semble avoir marqué la fin de la prédominance de la théorie dite classique, même si, comme beaucoup l'affirment, les théories économiques ne se succèdent pas mais coexistent.

Dès lors, dans cette optique, jusqu'à quel point peut-on considérer les classiques comme les précurseurs des néoclassiques **?**

En ce sens, nous verrons que si les néoclassiques peuvent s'inscrire dans la continuité de l'économie politique classique, il n'en demeure pas moins que ces deux visions se différencient sur certains points.

I- L'héritage classique est perceptible dans les théories néoclassiques :

Les néoclassiques s'inscrivent ainsi dans la lignée des classiques. En effet, on montrera d'abord que des lois économiques sont communes aux deux courants de pensée avant de mettre en exergue les approfondissements que les marginalistes ont pu y apporter[(10)].

A) Des lois économiques communes :

D'abord, les néoclassiques comme les classiques s'accordent sur les bienfaits du commerce extérieur et de l'échange marchand entre les nations. Ils s'opposent donc aux mercantilistes qui pensent que les termes de l'échange sont nécessairement source de désavantages pour l'une au moins des parties en présence. David Ricardo a démontré que tous les pays, même les moins compétitifs, trouvent un intérêt à entrer dans le jeu du commerce international.

Ensuite, les deux courants considèrent que l'offre créé sa propre demande. Il s'agit de « la loi des débouchés » de JB Say considéré comme un membre de l'école classique –reprise chez les néoclassiques, et en particulier par Walras.

Cette loi constitue l'une des composantes principales de chacune de ces approches, connue sous le nom de théorie de l'offre. Cette thèse est décriée par Marx et Keynes, et vaut d'ailleurs à Say le qualificatif d'économiste « vulgaire ». En effet, cette théorie de l'offre s'oppose en tous points à celle de la demande prônée par Keynes[(12)].

De plus, la propriété privée ainsi que l'intervention limitée de l'Etat apparaissent, pour les deux mouvements, comme des conditions nécessaires au bon fonctionnement du marché. Les deux modèles s'inspirent du système physiocratique ; le « laisser faire, laisser passer » de Gournay est prôné par les néoclassiques et classiques plus ou moins fortement.

Les néoclassiques en font l'apologie, lorsque les classiques, et en particulier Smith, y adhèrent plus modérément. Dans Recherche sur la nature et les causes de la richesse

des nations, il examine également longuement les fonctions que l'Etats doit assumer dans les économies[12].

En ce sens, la métaphore de la main invisible de Smith se retrouve dans les théories néoclassiques. Pour autant, il n'est pas le maître à penser du néolibéralisme, bien que certains s'en réclament. Cette métaphore repose sur l'idée selon laquelle la recherche de l'intérêt personnel concoure à l'intérêt général.

C'est la supériorité de l'individualisme sur l'holisme. On en revient au principe de concurrence et de libre marché. Pour illustrer les convergences entre classiques et néoclassiques, il suffit de se référer à Keynes qui ne fait aucune distinction entre ces deux courants

B) Les néoclassiques approfondissent des théories classiques dans une certaine continuité :

Les préoccupations des classiques et néoclassiques portent, avant tout, sur les mêmes problèmes. Ainsi, les néoclassiques reprennent le questionnement sur la valeur inauguré par les classiques et ayant débouché sur la « valeur travail ».

Cependant les classiques, et Smith en particulier, font face au paradoxe de l'eau et du diamant, qui met à mal sa théorie. Les néoclassiques se penchent dès lors sur la question et pensent la résoudre avec la théorie de la valeur utilité. En reprenant ce paradoxe et en pensant le solutionner, les néoclassiques posent l'un des bases de leur thèse, que l'on développera par la suite. Ils se détachent en ce point de la théorie classique tout en s'appuyant sur celles-ci[10].

Par ailleurs, l'accord des néoclassiques et des classiques sur les bénéfices à tirer du recours au commerce extérieur est indéniable (voir supra I-A). Cependant, les néoclassiques modulent la pensée classique. En effet, chez les néoclassiques, le commerce extérieur n'entraîne, certes, pas nécessairement de désavantage pour l'une des nations, cependant, contrairement aux classiques, ils admettent que des déconvenues sont possibles.

En outre, la théorie de la main invisible d'A. Smith débouche sur le concept d'autorégulation formalisée au 18ème. Les néoclassiques approfondissent les thèses de A. Smith en matière de marché : instauration de la concurrence « pure et parfaite » qui permet au marché de se réguler de lui-même[12].

C'est principalement Walras qui reprend cette idée avec sa théorie de l'équilibre générale. En fait, la confrontation des offres et demandes d'un bien chez Walras conduit à l'équilibre des prix.

L'homo economicus constitue, par ailleurs, une caractéristique majeure de la pensée néoclassique, inspiré de la main invisible de Smith mais formalisé à la lumière du scientisme.

En effet, les néoclassiques étudient, à travers l'homo economicus, un individu souverain effectuant des choix dans le souci de tirer le meilleur parti des ressources dont il dispose. La recherche de rigueur scientifique, à l'époque de la deuxième révolution industrielle pour les néoclassiques, conduit à l'utilisation d'outils formalisés, stéréotypés[(12)].

Il s'oppose, en ce sens, à l'analyse des classiques et de Smith dans la Théorie des sentiments et dans Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations qui met l'accent sur le comportement de chaque individu, déterminé par le comportement des autres.

Ainsi, les néoclassiques, dans leur grande diversité se présentent donc dans la lignée des classiques en raison de bases théoriques mais également d'axes d'études communs. Certains vont même jusqu'à considérer que les auteurs classiques ne sont que des précurseurs un peu naïfs de la théorie néoclassique. Cette vision laisse cependant sous-entendre des distinctions plus fortes qui ne se limitent pas à un simple approfondissement[(11)].

II- Cependant, les néoclassiques ont su se distinguer de l'approche classique sur de nombreux points :

D'abord, d'un point de vue historique, rappelons que c'est la révolution marginaliste qui s'avère à l'origine du courant néoclassique. Or, le seul mot « révolution » suffirait à traduire cette idée de rupture -entre ces deux mouvements- que nous allons développer tout au long de cette partie.

Alors, nous verrons d'abord que néoclassiques et classiques se distinguent clairement sur divers points, avant de montrer que certaines théories néoclassiques vont au-delà du travail d'économie politique constaté jusqu'alors chez les classiques; en traitant de sujets et en usant d'outils jamais utilisés chez leurs prédécesseurs[(8)].

A) Des conceptions opposées persistent entre ces deux approches :

D'une part, l'approche classique diffère de celle des néoclassiques car la première présente une vision de la société en terme de classe dont l'opposition créerait une certaine harmonie. Alors que la seconde place au centre de sa théorie une vision microéconomique.

Il suffit d'ailleurs de considérer l'école autrichienne de K. Menger, adepte rigoureuse de l'individualisme méthodologique et qui conduira Hayek à rejeter toutes formes de

macroéconomie. A l'inverse, le seul fait de considérer la société comme divisée en classe amènera même certains à rattacher Marx à l'école classique. Ce qui est donc symbole d'une rupture importante.

D'autre part, les néoclassiques, s'opposant à Smith et Ricardo reprennent les théories subjectives de la valeur des physiocrates tels que Condillac ou Turgot. En effet, Smith refusait de lier valeur d'échange et valeur d'utilité, alors que les néoclassiques présentaient ces deux notions comme concomitantes. Reprenons ici le paradoxe de l'eau et du diamant précédemment énoncé. Pour Smith « Il n'y a rien de plus utile que l'eau, mais elle ne peut presque rien acheter; à peine y a-t-il moyen de rien avoir en échange. Un diamant, au contraire, n'a presque aucune valeur quant à l'usage, mais on trouvera fréquemment à l'échanger contre une très grande quantité d'autres marchandises.*»*

William Jevons et les néoclassiques résolvent donc ce paradoxe en introduisant la notion d'utilité marginale : si, chez les classiques, la valeur relative d'un bien résulte de la quantité de travail nécessaire pour le produire, chez les néoclassiques la valeur d'un bien est déterminée par son utilité marginale. L'utilité marginale correspond en fait à l'utilité qu'un agent économique tirera de la consommation d'une unité supplémentaire du bien ou du service. Cette utilité marginale décroît avec la quantité de biens déjà consommé : un homme assoiffé payera une somme très importante pour un verre d'eau mais une fois le premier, le second et le troisième verre d'eau consommés, l'utilité marginale, très importante au premier verre, décroît nettement si bien que le dernier verre n'a presque plus de valeur**(12)**.

De plus, classiques et néoclassiques semblent donner une définition opposée de la science économique. En effet, si la vision des néoclassiques de l'économie peut être reliée à la définition que L. Robbins en donne dans son Essai sur la nature et la signification de la science économique de 1947 en tant que « science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usages alternatifs », les classiques se limitent à définir la science économique comme l'économie politique enseigne comment se forment, se dis science des richesses. C'est ainsi que Say dans son Traité d'économie revendique que «*tri buent, se* transforment les richesses qui satisfont aux besoins des sociétés. *»*

B) Certaines théories ou outils économiques sont propres aux néoclassiques, ce qui les distingue de leurs prédécesseurs :

La principale innovation des néoclassiques par rapport aux classiques est le recours à la formalisation mathématique. On l'a vu, les néoclassiques se situent dans une période de triomphe du scientisme. En ce sens, l'outil mathématique est primordial pour construire une économie politique sur des bases solides, scientifiques.

Clicours.COM

Si l'école autrichienne, et K. Menger en tête, est à distinguer des autres écoles néoclassiques de ce point de vue, Léon Walras, fondateur de l'économie néoclassique,

réalise son œuvre la plus importante en formalisant l'équilibre général. Il en déduit que seule la libre concurrence constitue *« la* résolution pratique des équations *».* Beaucoup s'accordent cependant sur le fait qu'elle doit être utilisée à bon escient, comme les économistes de XXe siècle Maurice Allais ou Edmond Malinvaud qui affirme *«* la fonction véritable de l'économie mathématique est d'apporter de la rigueur là où elle en a besoin. Elle n'est pas de produire des modèles abstraits pour des économies imaginaires »**(12)***.*

Enfin, la valeur utilité est une innovation par rapport à la valeur travail des classiques. La valeur n'est plus déterminée par le travail qui nécessite la production, mais par l'utilité marginale. C'est une théorie qui leur est propre.

En somme, les néoclassiques se sont bel et bien distingués des classiques en de nombreux points et ne se sont donc pas limités à critiquer ou à perpétuer les théories économiques de leurs prédécesseurs qu'ils auraient simplement modifiées.

Aussi, il ne faut pas oublier de prendre en compte que le contexte est prédominant dans la rédaction de théories économiques. La situation des néoclassiques dans un siècle de révolution industrielle et de mutation économique peut expliquer bon nombre des divergences constatées**(11)**.

Ces conceptions de la société s'étalent effectivement sur plus d'un siècle. Les problèmes sont donc différents et les solutions se doivent de s'adapter. L'histoire des idées n'est pas indépendante de celle des faits.

Pour conclure, on ne peut pas contester que les néoclassiques s'inscrivent dans la lignée des classiques en raison d'un héritage clairement présent. Cependant, affirmer que cette nouvelle approche se limiterait à un simple prolongement serait une erreur importante. Certes, il y a des points communs aux deux écoles, en particulier une large adhésion aux principes du libéralisme économique ou encore à la loi des débouchés, mais les fondateurs de la théorie néoclassique insistent pour certains sur leur divergence face aux thèses classiques**(13)**.

On va jusqu'à parler d'une domination de la théorie néoclassique. Pour reprendre les mots de Philippe Légé journaliste pour Alternatives Economiques « la théorie néoclassique s'est imposée car elle permettait d'éliminer les aspects les plus subversifs de la théorie classique *»*.

Cependant, cela n'empêche pas des oppositions marquées de la part d'autres économistes de cette époque comme Keynes qui ne manquent pas d'arguments pour critiquer cette approche peut-être trop modélisatrice. D'ailleurs, tout le monde s'accorde à dire que la théorie néoclassique est dominante au niveau théorique, mais peut-on considérer qu'elle l'est également dans les faits ?

1-7) Les Critiques :

La théorie néoclassique se développe autour de plusieurs hypothèses comme celle de rationalité forte des agents ou encore sur celle que le but premier du producteur est de maximiser son profit. Cependant, à partir des années 1970, l'entreprise néoclassique apparaît de plus en plus éloignée de la réalité. On assiste en effet à la création de firmes de grande taille, parfois multinationales ; on voit se développer les entreprises prestataires de services, dont la façon de procéder lors du processus de production diffère de celle qui est présentée par l'analyse néoclassique. L'analyse néoclassique va alors être de plus en plus critiquée.

L'hypothèse selon laquelle les humains agissent de façon rationnelle ignore des aspects importants du comportement humain. «L'homme économique » (homo economicus) peut être considéré comme notablement différent des hommes réels dans le monde réel. Même l'hypothèse des anticipations rationnelles introduite dans des modèles néoclassiques plus récents peut être considérée comme non réaliste. De plus, quelle que soit sa définition exacte, «l'homme économique » est-il une première approximation vers un modèle plus réaliste, un modèle dont la validité est limitée à certaines sphères de l'activité humaine, ou un principe méthodologique général applicable à l'économie ? Les premiers économistes néoclassiques penchaient vers les deux premières réponses, mais c'est la troisième qui semble être devenue dominante**(14)**.

La théorie néoclassique de la production est critiquée pour ses hypothèses erronées quant aux motivations des producteurs. Elle suppose que les coûts de production croissants sont la raison pour laquelle les producteurs ne dépassent pas un certain niveau de production. Or des arguments empiriques montrent que les producteurs ne font pas reposer leurs décisions de production sur l'hypothèse de coûts croissants. Par exemple, ils peuvent souvent disposer de capacités inutilisées qui pourraient être mobilisées s'il devenait désirable de produire plus.

Il en va de même du schéma idéal néoclassique de maximisation du profit, que les entrepreneurs ne jugent pas systématiquement désirable si elle nuit à la résolution de questions sociales plus larges.

La théorie néoclassique est également critiquée pour son biais normatif, alors que, selon ces critiques, elle ne cherche pas à expliquer le monde réel, mais à décrire une utopie peuplée de zombies ou s'appliquerait le critère irréel de Pareto-optimalité**(14)**.

On reproche à l'économie néoclassique de reposer trop lourdement sur des modèles mathématiques complexes comme ceux qu'utilise la théorie de l'équilibre général, sans se demander si ces modèles décrivent bien l'économie réelle.

Nombreux sont ceux qui pensent que toute tentative de représenter un système aussi complexe que l'économie moderne par un modèle mathématique est irréaliste et

vouée à l'échec. Une réponse à cette critique a été proposée par Milton Friedman, pour qui les théories doivent être jugées d'après leur capacité à prédire les évènements plutôt que par le réalisme de leurs hypothèses. Bien entendu, les critiques rétorquent que l'économie néoclassique (comme d'autres branches de l'économie), n'a pas fait la preuve d'une grande réussite dans ses prédictions.

Le modèle de l'équilibre général est impuissant par construction à décrire une économie qui évolue dans le temps et où le capital joue un rôle essentiel. Ce fut l'objet dans les années 1960 d'un débat entre des économistes du MIT (Cambridge (Massachusetts)) et de l'Université de Cambridge (Angleterre) connu comme « la guerre des deux Cambridge », où Piero Sraffa et Joan Robinson remettaient en cause les thèses néoclassiques. D'autres économistes ont étudié la stabilité et l'unicité de l'équilibre général. Le Théorème de Sonnenschein-Mantel-Debreu énonce que l'équilibre ne peut être stable qu'au prix d'hypothèses trop restrictives, ce qui tend à montrer que l'équilibre général est une construction inutilisable[(14)].

Sous l'apparence d'une présentation simplifiée de cette immense construction théorique, se cache en réalité un travail méthodique de déconstruction (et de destruction) de la théorie néoclassique. La critique insiste en particulier sur trois points[(13)] :

- cette théorie ne produit aucun mécanisme explicatif de la formation des prix. Implicitement ou explicitement, les prix sont déterminés par le commissaire-priseur dans tous les modèles néoclassiques. La portée de cette insuffisance est évidemment considérable, puisque le commissaire-priseur n'est pas une métaphore mais une pure fiction, sans aucun équivalent dans la réalité ;
- le raisonnement porte sur un agent (que l'on suppose « représentatif ») et souvent sur un bien, uniques. Sortent ainsi de l'analyse les interactions entre agents, qui sont pourtant à la base même de l'idée de science sociale. La sophistication mathématique dissimule mal la pauvreté des maquettes qui résultent de telles hypothèses ;
- la théorie néoclassique est donc plongée dans un paradoxe étonnant : théorie par excellence de l'économie de marché, décentralisée, équilibrée par le jeu des prix et les réactions des agents à leurs variations, l'économie néoclassique décrit un monde :

  1) totalement centralisé, où la décision essentielle (l'établissement d'un vecteur de prix) est laissée au commissaire-priseur ; et, dans le cas des modèles « macroéconomiques »

  2) sans marchés, puisqu'il n'y a qu'une seule entreprise (ou des entreprises identiques, ce qui revient au même), qui est généralement en même temps l'unique consommateur

3) sans prix, puisqu'il n'existe qu'un seul bien

4) et, naturellement, sans monnaie ni incertitude.

Au passage, Bernard Guerrien souligne quelques erreurs communes, telle l'habitude de présenter atomicité, homogénéité, mobilité et transparence comme étant les conditions de la concurrence parfaite, alors que la réalisation de ces quatre conditions floues ne figure pas chez Arrow-Debreu et ne garantit en aucune façon que la concurrence parfaite soit réalisée.

L'entreprise est extrêmement salutaire et convaincante, à tel point qu'on imagine mal un économiste néoclassique s'essayant à prendre la plume pour tenter d'y répondre point par point. Il arrive cependant que l'auteur, emporté par sa fougue, aille un peu vite. Par exemple, il ne suffit pas, pour disqualifier un argument, de demander « que penser d'un modèle où les variations du salaire n'ont aucune incidence sur le revenu global ? ». Après tout, les variations du profit peuvent compenser exactement les variations du salaire, ne modifiant en rien le revenu global**(13)**.

La théorie néoclassique constitue une rupture dans la pensée économique car elle est construite sur le modèle de la physique mécanique et elle a une prétention à la neutralité et à l'universalisme. Cette théorie se veut a-historique et apolitique. Le paradigme central (rationalité - maximisation - équilibre), qui constitue la base unificatrice et intégratrice de la théorie néoclassique, est considéré comme inaliénable.

Ainsi, le modèle d'équilibre général développé par Léon Walras, pierre angulaire de cette théorie, est largement utilisé aujourd'hui comme un instrument d'analyse à des fins de politique économique, alors même que les hypothèses qui le sous-tendent sont largement contredites par la réalité**(14)**.

Même lorsqu'il est reconnu que la rationalité des agents économiques est imparfaite, et que l'avenir est incertain, ce qui remet en cause les résultats fondamentaux de ces modèles, les économistes continuent de les utiliser, le plus souvent sans recul critique.

De même, la théorie de l'efficience des marchés financiers, fondée sur les postulats néoclassiques, reste la référence alors qu'il a été démontré par les théoriciens keynésiens et un grand nombre de travaux empiriques que celle-ci est largement irréaliste.

Cette posture des économistes orthodoxes résulte des postulats méthodologiques qui sous-tendent la théorie néoclassique. La cohérence externe (le réalisme des hypothèses) est considérée comme seconde par rapport à la cohérence interne (logique), comme l'illustre ce jugement de Milton Friedman : «C'est une idée fausse que de vouloir tester les postulats (ou hypothèses de base). Non seulement, il n'est pas nécessaire que

les hypothèses de base soient réalistes, mais il est avantageux qu'elles ne le soient pas »[(11)].

2-Les oppositions entre les théories néoclassiques, classique et Marxistes (lien entre taux de profit et accumulation) :

2-1) la théorie classique :

A| Historique :

L'école classique en économie regroupe des économistes du 18eme siècle et du 19eme siècle. Ses membres les plus importants sont, en Grande-Bretagne, Adam Smith (1723-1790), David Ricardo (1772-1823), Thomas Malthus (1766-1834), John Stuart Mill (1806-1873), et en France, Jean-Baptiste Say (1767-1832) et Frédéric Bastiat (1801-1850). Le terme a été employé pour la première fois par Marx dans Le Capital[(17)].

Il est impossible de fixer à cette école de pensée des contours précis, que ce soit en termes de dates, d'auteurs ou de thèses. Les auteurs postérieurs en ont donné des définitions différentes, incluant ou excluant certains auteurs et privilégiant certaines thèses, selon qu'ils souhaitaient présenter leurs propres positions comme en rupture avec les positions présumées « classiques » ou au contraire cohérentes avec elles.

Par exemple, Marx définit l'école classique par l'adhésion au concept de la valeur-travail. Il en exclut donc Say qu'il critique sévèrement. En se réclamant de Smith et surtout de Ricardo, Karl Marx est considéré par certains historiens de la pensée économique comme le dernier des classiques. Carl Menger caractérise lui aussi l'école classique par la notion de valeur-travail, mais c'est pour s'en séparer et proposer une théorie subjective de la valeur qui est justement celle des classiques français qu'il semble ignorer. Keynes définit l'école classique par l'adhésion à la « loi des débouchés » ou loi de Say dans la version popularisée par James Mill. Joseph Schumpeter, en la définissant comme la période 1790-1870, en exclut Turgot et Smith mais y inclut Marx.

En réalité, on ne peut pas caractériser l'école classique par un ensemble cohérent de thèses partagées par tous les auteurs de cette période. Plutôt que d'une école de pensée à proprement parler, il s'agit plutôt d'une période d'intense réflexion économique qui a donné lieu à une diversité de positions, et à des controverses sur certaines.

Contemporains de la Révolution industrielle, les économistes classiques tels que Smith, Say, Malthus, Ricardo ou Stuart Mill ont eu l'ambition de constituer une véritable science de l'économie. Fondateurs de la pensée économique libérale à la fin du 18eme siècle et au début du 19eme siècle, ils se sont d'abord intéressés au problème de la valeur des marchandises, notamment en référence à la quantité de travail nécessaire à leur production[(17)].

Mais l'objectif recherché est l'analyse de la répartition des revenus entre les différents groupes sociaux afin de mettre à jour des " lois naturelles " qui, à l'image des sciences de la nature en pleine expansion, permettraient d'éclairer le fonctionnement de l'économie et son évolution sur le long terme. Jean Boncoeur relève ici le défi de présenter clairement les principaux éléments de la pensée classique en précisant pour chacun les nuances, les différences et les débats entre les grands auteurs.

L'école classique marque vraiment l'avènement de l'économie moderne. La période classique commence avec le traité d'Adam Smith sur la *Richesse des Nations* en 1776 et se termine avec la publication en 1848 des Principes de John Stuart Mill. Cette pensée est historiquement développée en France et en Grande-Bretagne.

C'est Karl Marx qui inventera le terme classique en opposant les économistes classiques aux économistes vulgaires. Les classiques étant ceux qui ont cherché à déterminer l'origine de la valeur. Keynes adopte une vision plus large lorsqu'il fait référence aux Classiques car il étend cette école jusqu'aux travaux de Pigou (1930). Pour lui, l'ensemble des économistes qui adhèrent à la loi de Say font partie de l'école Classique[(16)].

Trois générations d'auteurs vont se succéder:

- Adam Smith (1723 - 1790, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776)), Anne Robert Jacques Turgot (1727-1781 Réflexions sur la formation et la distribution des richesses (1766))
- David Ricardo (1772 - 1823 Des principes de l'économie politique et de l'impôt (1817)), Thomas Malthus (1776 - 1834 Essai sur le principe de population (1798)), Jean-Baptiste Say (1767 - 1832 Traité d'économie politique (1803)),
- et John Stuart Mill (1806 - 1873 Principes d'économie politique (1848)).

Les classiques s'intéressent principalement aux questions de production, de fixation des prix de répartition, et de consommation. Il existe entre ces auteurs une grande communauté de pensée. Libéraux, contemporains de la révolution industrielle en Grande-Bretagne, ils assistent à la naissance du capitalisme industriel et en sont les fervents défenseurs. Plusieurs principes et postulats sont au centre de la pensée de cette école.

Tout d'abord, il existe un ordre relativement naturel dont les lois conduisent à une relative harmonie des intérêts particulier. Mais cet ordre est constamment menacé et il revient à la puissance publique de le protéger. Ainsi pour Jean-Baptiste Say, l'État se doit absolument de protéger la propriété privée qui ne va pas de soi[(19)].

Pour Adam Smith, il doit empêcher les conspirations des entrepreneurs qui tentent par des ententes de faire monter les prix, ou encore prendre en charge l'éducation des ouvriers que la division du travail abrutit. Les libéraux ont repris à un physiocrate, Vincent de Gournay, la sentence « Laissez faire les hommes, laissez passer les

marchandises ». Le marché concurrentiel remplace donc l'État comme régulateur de l'économie, mais l'État garde son pouvoir comme garant de l'existence du marché. Il doit limiter ses autres interventions à ses fonctions régaliennes, ainsi qu'à la fourniture de biens collectifs que l'initiative privée ne saurait fournir (routes, ponts, éducation …)

Enfin, le moteur de l'activité économique est l'intérêt individuel : en ce sens, le libéralisme économique est un individualisme. Pour Adam Smith ou Turgot, l'intérêt de la collectivité est réalisé par la confrontation des intérêts individuels. « Ainsi, les motifs égoïstes de l'homme mènent le jeu de leur interaction au plus inattendu des résultats : l'harmonie sociale » (phénomène que Smith désigne sous le terme de « main invisible ») **(19)**.

La différence essentielle entre les classiques anglais et les classiques français est dans leur conception de la valeur. Pour l'école anglaise, le travail est la seule source de la valeur (théorie de la valeur travail). Pour l'école française, la valeur est l'expression du désir que les hommes éprouvent pour les choses (théorie de la valeur utilité chez Say).

On trouve un autre clivage important dans l'école classique entre « le monde merveilleux d'Adam Smith » et les « funestes pressentiments du pasteur Malthus et de David Ricardo ». Ainsi une partie des classiques décrivent un monde autorégulé par la « main invisible » où les crises durables sont impossibles (selon la loi dite « de Say ») tandis que d'autres craignent de voir la surnatalité provoquer la famine, dû à la croissance économique qui entraine un enrichissement de la population et donc un taux de mortalité décroissant (chez Malthus, Smith et Ricardo), ou que l'évolution logique de la répartition des richesses en faveur des rentiers entraîne l'économie vers la stagnation (chez Ricardo)**(20)**.

Prémices du socialisme

Les classiques et leurs analyses ont été rapidement critiqués. En 1818, Jean de Sismondi publie ses Nouveaux principes d'économie politique où il critique les conséquences sociales de l'industrialisation visibles dans l'Angleterre de son époque : chômage, inégalité, paupérisation … dénonçant un libéralisme qui ne se fait qu'à sens unique, procurant des droits aux entrepreneurs et imposant des obligations aux ouvriers**(18)**.

Il cherche aussi à développer une théorie économique montrant la possibilité de déséquilibres globaux dans l'économie, notamment des crises majeures de surproduction. Pour ce faire, il introduit la notion de délai entre la production et la consommation (un an dans le cas de l'agriculture par exemple) pour réfuter la loi de Say selon laquelle « les produits s'échangent contre des produits ». À titre d'exemple l'introduction du progrès technique n'accroît pas simultanément l'offre et la demande, car son premier effet est de permettre le licenciement des ouvriers qui ne seront

réembauchés qu'à moyen terme, à condition que d'ici là les déséquilibres de court terme ne provoquent une crise de surproduction.

Cette époque est aussi celle de l'émergence de la pensée socialiste. Certains socialistes utopiques comme Charles Fourier dénoncent l'anarchie industrielle. Ce dernier rêve de mettre en place des phalanstères, communauté de 1620 personnes sélectionnées pour leurs caractères et leurs aptitudes complémentaires afin que la communauté soit au mieux organisée et puisse prospérer[(18)].

De nombreux phalanstères furent par exemple créés aux États-Unis. Certains industriels philanthropes comme Robert Owen théorisent et mettent en pratique des usines modèles ou se développent les cours du soir, la hausse de la productivité par la réduction du temps de travail, où les familles sont prises en charges et jouissent de nombreux agréments : écoles, jardins d'enfants, etc. À l'image de Fourier, il rêve de mettre en place des « villages de coopération ».

En France, Claude Henri de Saint-Simon développe le progressisme industriel et souhaite mettre en place une intervention technocratique de l'État basée sur la planification industrielle et dont l'objectif serait l'amélioration des conditions de la classe laborieuse. Autour de lui se forme une véritable « secte économique », le saint-simonisme. Enfin, en Grande-Bretagne, le dernier des classiques anglais, John Stuart Mill prône que le libéralisme est la meilleure façon de produire des richesses mais indique qu'il n'est pas pour autant la meilleure façon de les répartir…

Alors qu'est-ce que la théorie classique ?

Le terme « classique » désigne une école d'économistes fondateurs du courant libéral dont les principaux auteurs sont Adam Smith (La Richesse Des Nations, 1766), Jean-Baptiste Say (Traité d'Economie Politique, 1803) et David Ricardo (Principes de l'Economie Politique, 1815). Certains disent même de Karl Marx qu'il est le dernier des classiques, en ce sens qu'il reprend l'analyse de Ricardo pour en déduire une théorie du Capital, dont la première partie fut publiée en 1867[(19)].

Le courant classique peut être caractérisé par deux idées essentielles (auxquelles s'opposera la révolution keynésienne), la «loi des débouchés» de Say et la «théorie quantitative de la monnaie»[(21)].

-La première énonce que «toute offre créé sa propre demande». Ce résultat provient de l'hypothèse de flexibilité des prix qui permet de toujours ajuster la demande à l'offre. Ainsi, tout excédent d'offre par rapport à la demande entraînera une baisse des prix, jusqu'à ce que les offreurs et les demandeurs s'entendent. Par conséquent, dans le modèle qui sera développé dans cette partie, la flexibilité des prix est parfaite et assure l'équilibre permanent des marchés.

-La seconde idée énonce que les quantités échangées ne sont pas influencées par la monnaie, qui affecte seulement les prix. La « sphère réelle » est indépendante de la « sphère monétaire ». C'est l'échange en termes réels qui compte, la variable monétaire vient ensuite. Fondamentalement, la vraie valeur d'un bien est déterminée par le coût des facteurs de production et notamment du travail nécessaires à la production dudit bien.

-Une école introuvable

Il n'est pas facile de dire ce qu'est l'économie classique : objet de définitions surabondantes, elle ne laisse pas apparaître clairement ce qui la distingue d'une économie qui serait " non classique "**(19)**.

-Des définitions multiples

Pour de nombreux économistes, le vocable " classique " désigne une époque de l'histoire de leur discipline, plus ou moins étroitement associée à la révolution industrielle et à l'affirmation des bases doctrinales du libéralisme. Selon une tradition bien établie, l'âge de l'économie classique est borné symboliquement par la publication de la Richesse des nations de Smith en 1776 et par celle des Principes d'économie politique de Stuart Mill en 1848. Schumpeter adopte une chronologie un peu différente, en qualifiant «d'âge classique » la période qui s'étend des années 1790 aux années 1870 (ce qui exclut Smith, mais inclut Marx) **(17)**.

Deux auteurs au moins se sont attachés à donner un contenu analytique plus précis à la notion d'économie classique : pour Marx comme pour Keynes, celle-ci se définit à partir de l'adhésion à certaines conceptions théoriques, et non à partir d'un découpage chronologique. Mais ils ne s'accordent pas sur le critère constituant la pierre de touche de l'économie classique : chez Marx il s'agit de la théorie de la valeur-travail, alors que Keynes attribue ce rôle à la loi des débouchés**(16)**.

-Des frontières incertaines

Une telle diversité de définitions ne contribue pas à clarifier la question des contours de l'économie classique, ni celle de la place qu'elle occupe dans l'histoire de la pensée économique. Quelques exemples permettent d'illustrer le premier problème : figure emblématique de l'école classique au sens de Keynes pour son rôle de découvreur de la loi des débouchés, Say est rejeté par Marx dans les ténèbres de «L'économie vulgaire» pour son adhésion à la théorie de la valeur-utilité ;

pourfendeur de la loi des débouchés aussi bien que de la théorie de la valeur-travail, Malthus n'est quant à lui considéré comme classique ni par Marx ni par Keynes mais, selon Schumpeter, son Essai sur le principe de population (1798) inaugure l'âge classique ; en plein 20eme siècle, Pigou est promu par Keynes au rang de principal

représentant de l'école classique pour sa Théorie du chômage (1933), alors qu'aux yeux de Schumpeter cet auteur appartient à un autre âge, marqué notamment par la " révolution marginaliste " des années 1870.

Au-delà des incertitudes inévitables sur le tracé exact des frontières, les avis divergent sur la place occupée par l'économie classique dans l'histoire de la discipline. Pour certains, tels Marshall ou Keynes, elle constitue le socle sur lequel pourra s'édifier à partir de la fin du 19eme siècle la théorie néoclassique, une fois incorporé le raisonnement marginaliste. Pour d'autres, au contraire, il existe une rupture radicale entre les deux écoles de pensée, et ce point de vue est partagé aussi bien par les maîtres de l'école de Lausanne (Walras, Pareto) que par des hétérodoxes comme Robinson ou Sraffa**(19)**.

-<u>Une unité problématique</u>

Outre le problème posé par la pluralité des critères de définition, on peut considérer que la notion même d'école classique est sujette à caution. Elle pousse en effet à surestimer la cohérence doctrinale de l'ensemble que l'on désigne sous ce terme, et symétriquement à sous-estimer les interactions entre les éléments de cet ensemble et ceux que l'on a choisi de laisser au-dehors**(20)**.

Le premier phénomène peut être illustré par les difficultés qu'il y a à structurer effectivement l'économie classique autour du concept de valeur-travail: nonobstant l'exemple célèbre du castor échangé contre deux daims, il faut opérer une lecture très particulière de la Richesse des nations pour voir dans Smith un adepte de la théorie de la valeur-travail, alors que celui-ci prend soin de préciser que son champ d'application ne va pas au-delà de «ce premier état informe de la société, qui précède l'accumulation des capitaux et l'appropriation du sol »Après avoir sévèrement critiqué Smith sur ce point au tout début de ses Principes de l'économie politique et de l'impôt (1817), Ricardo finit par aboutir à une conclusion peu différente quelques pages plus loin, même s'il en minimise la portée pour retenir in fine la théorie de la valeur-travail comme approximation utile**(20)**.

Le second phénomène peut quant à lui être illustré par les relations entre la pensée de Malthus et celle de Ricardo. Alors que Malthus est placé à l'extérieur du champ de l'économie classique aussi bien par Marx que par Keynes, Ricardo est considéré à peu près unanimement comme l'économiste classique par excellence. Et il est vrai que les sujets de désaccord entre les deux auteurs ne manquent pas, tant sur le plan théorique que sur celui des applications pratiques (sur la question des corn-laws notamment).

Cependant, ces désaccords ne sauraient masquer les emprunts majeurs que Ricardo fait aux analyses de Malthus, en particulier sur la question de la démographie et sur celle de la rente foncière. Au-delà de ces emprunts, il est clair que les deux auteurs partagent une vision commune de ce que sont les problèmes fondamentaux de l'économie politique et de la façon dont il convient de les aborder**(20)**.

Clicours.COM

-Une définition pragmatique

Peut-être est on là au plus près de la vérité : si économie classique il y a, elle se caractérise probablement plus par les questions qu'elle pose que par les réponses qu'elle leur apporte. C'est en tout cas le point de vue qui sera retenu ici, et qui amènera à structurer cette présentation autour de trois grands thèmes : le libéralisme, la théorie de la valeur et de la répartition, la question de la croissance et des débouchés. Sans chercher à adopter une définition analytique précise de l'économie classique, on se limitera à un petit nombre d'auteurs habituellement considérés comme classiques au sens historique du terme, et entre lesquels existent des liens importants et nombreux. A la " liste de base " habituelle constituée par Smith, Say, Malthus, Ricardo et Stuart Mill, on adjoindra Turgot, dont l'apport théorique original est, comme le souligne Schumpeter, parfois sous-estimé du fait du caractère inachevé de son œuvre (il avait d'autres occupations) et de sa sympathie affichée pour les physiocrates. Cette présentation s'attachera plus aux aspects analytiques de la pensée des auteurs qu'aux liens de celle-ci avec le contexte matériel et intellectuel dans lequel elle se développe ce qui ne signifie évidemment pas que ce contexte n'ait exercé aucune influence[(21)].

-Libéralisme

Si l'économie classique est généralement associée au thème smithien de la "main invisible", on ne saurait lui attribuer la paternité du libéralisme économique. L'antériorité sur ce point doit au moins être reconnue aux physiocrates, eux-mêmes influencés par Boisguillebert (Le détail de la France, 1697). Avec Adam Smith cependant, l'affirmation des bienfaits du libéralisme économique change sensiblement de terrain (en dépit de l'impression de continuité produite par le discours naturaliste qui l'entoure et que critiquera Marx) [(17)].

Le libéralisme de Quesnay se résumait, pour l'essentiel, à l'affirmation incantatoire de la conformité du " laissez faire, laissez passer " aux principes de l'ordre naturel, doublée de la thèse plus prosaïque selon laquelle tout ce qui permet d'assurer le " bon prix " du grain est également bon pour l'économie et la société en général.

Prenant de la distance par rapport aux obsessions agricoles des physiocrates, Smith place le débat sur un terrain qui, longtemps encombré par les thèses utilitaristes de Bentham, ne sera sérieusement balisé que bien plus tard (sous l'impulsion de Pareto) : celui de l'efficacité[(17)].

-Du " laissez-faire " à la " main invisible "

La figure de la célèbre " main invisible " résume bien l'originalité de la construction smithienne. Figure métaphorique, mythique même, qui n'a cessé de hanter l'économie politique tant sa prégnance est grande.

Smith et la " main invisible " :

Pourtant, A. Smith reste bien mystérieux sur le sujet : si l'expression est évoquée ici et là, jamais la moindre analyse n'est faite D'autre part on ne peut guère considérer qu'il y aurait simple transposition d'une analyse faite par ailleurs, et qui serait admise pour vraie, bien qu'on puisse trouver, entre autres, des éléments chez Montesquieu qui affirme que, dans une monarchie, la recherche de l'honneur fait se " mouvoir toutes les parties du corps politique ″de telle sorte ″que chacun va au bien commun, croyant aller à ses intérêts particuliers ″.

La main invisible apparaît dans l'Histoire de l'astronomie comme la main de Dieu, reléguée à l'explication des phénomènes qui ne relèvent pas de la science : la nature suit ses propres lois, et en particulier celle de la gravitation car ″l'invisible main de Jupiter n'a jamais été employée à produire de tels effets ″écrit A. Smith, avant de se livrer à une critique de cette conception de la religion qui fait de Dieu la cause des phénomènes que l'homme ne peut comprendre[(22)].

Avec la Théorie des sentiments moraux l'expression prend le sens de réalisation inconsciente d'une organisation sociale harmonieuse à partir du chaos des décisions individuelles, sens qu'elle conservera ensuite dans la Richesse des nations. Évoquant une société dans laquelle règne l'inégalité des revenus, A. Smith écrit au sujet des riches «qu'Une main invisible semble les forcer à concourir à la même distribution des choses nécessaires à la vie qui aurait lieu si la terre eût été donnée en égale portion à chacun de ses habitants ; et ainsi, sans en avoir l'intention, sans même le savoir, le riche suit l'intérêt social et la multiplication de l'espèce humaine»

C'est la même idée de réalisation non intentionnelle d'une fin sociale à travers la poursuite individuelle de l'intérêt que l'on retrouve au livre quatre de la Richesse des nations quand, dans un développement consacré au commerce international, l'auteur déclare que chaque homme " a seulement en vue son propre avantage, et en cette matière comme dans beaucoup d'autres, est conduit par une main invisible à promouvoir une fin qui n'entrait pas dans ses intentions[(22)].

En poursuivant son propre intérêt, il réalise souvent celui de la société mieux que s'il cherchait directement à le promouvoir "·

-<u>Le " laissez-faire " des physiocrates et le libéralisme</u>

Textuellement, " l'analyse " smithienne de la main invisible se limite aux courtes citations que nous venons de lire. Sa force et son succès proviennent en partie de là ; elle rassemble d'autant plus qu'elle est brève, elle est un slogan plus qu'une démonstration. Mais surtout, cette analyse fonde le libéralisme sur une vision individualiste de la société et non sur une approche holiste comme celle des physiocrates[(19)].

En effet, pour les physiocrates, l'homme n'existe pas ; il n'y a rien chez eux qui ressemble à cette richesse de désirs et de passions, de labeur et d'invention qu'exaltera la modernité. Certes, les physiocrates conçoivent bien une liberté de l'homme, mais sur un mode pascalien : l'homme est libre d'adhérer ou non à un monde qui lui est proposé de l'extérieur, non de le construire[19].

La raison économique de l'opposition entre le laisser-faire physiocratique et le libéralisme smithien réside dans la question du marché. Pour les premiers, le marché n'est qu'un espace local d'un ensemble social qui reste fondé de manière politique. Le marché se limite au lieu de détermination d'un prix stable des grains, il s'agit d'un appendice de la circulation des richesses entre classes sociales organisée selon la figure du tableau, lui-même conforme à la compréhension de la nature et de la société en termes d'ordre. K. Polanyi [1944] avait parfaitement saisi que le libéralisme devait attendre les classiques anglais et qu'il ne devait rien à la physiocratie : " Antidater la politique du laissez-faire, comme cela est souvent fait, à la période à laquelle ce slogan fut utilisé pour la première fois en France au milieu du 18eme serait entièrement antihistorique ; il peut être affirmé tranquillement que ce n'est pas avant deux générations que le libéralisme devint quelque chose de plus qu'une tendance spasmodique[20].

Ce n'est que dans les années 1820 qu'il reposa sur ses trois bases classiques selon lesquelles : le prix du travail se détermine sur le marché, la création de monnaie est sujette à un mécanisme automatique ; les biens sont libres de circuler de pays à pays sans obstruction ni préférence ; en bref, un marché du travail, le gold standard et la libre circulation. Créditer François Quesnay du mérite de l'imagination d'un tel état des choses serait un petit condensé d'absurdités.

Tout ce que les physiocrates exigeaient dans un monde mercantiliste était la liberté d'exportation des grains afin d'assurer un meilleur revenu aux fermiers, tenanciers et propriétaires fonciers. Pour le reste leur ordre naturel n'était rien d'autre qu'un principe directeur pour la réglementation de l'industrie et de l'agriculture pour un gouvernement supposé tout puissant et omniscient[20].

Les Maximes de Quesnay avaient pour objet d'offrir à un tel gouvernement les arguments nécessaires à la traduction en politique concrète des principes du Tableau sur la base de données statistiques qu'il s'offrait à fournir périodiquement. L'idée d'un système de marchés autorégulés n'a jamais effleuré son esprit "· Avec A. Smith, le marché n'est plus seulement un lieu limité et localisé de détermination des prix : l'économie politique smithienne est le projet d'une société organisée par et à travers le marché. Le marché devient le fondement de la société[20].

-Efficacité de la concurrence

Contrairement à une légende tenace, Smith n'est pas exactement le peintre d'un " monde enchanté " : véritable morceau d'anthologie, le chapitre de la *Richesse des nations* consacré aux salaires propose une vision des rapports entre maîtres et ouvriers qui, plus que toute autre chose, préfigure directement le Manifeste du parti communiste de Marx (on est loin des " harmonies économiques " de Bastiat). Dans la même veine, Smith retient le travail comme unité de mesure de la valeur d'échange parce qu'il représente à ses yeux le sacrifice " de sa liberté, de son repos, de son bonheur " que supporte le travailleur lorsqu'il participe par son activité au développement de la richesse sociale[(21)].

Tout cela ne peut être concilié avec l'adhésion sans faille de Smith au libéralisme économique que si l'on prend en compte la thèse selon laquelle la libre concurrence est supérieure à tout autre mode d'organisation économique sur le plan de l'efficacité : la main invisible conduit les entreprises à produire les marchandises que recherchent les consommateurs, et à les produire au meilleur prix.

Dans une certaine mesure, cette thèse peut être considérée comme une préfiguration rustique des théorèmes modernes sur l'équivalence entre équilibre walrasien et optimum de Pareto. Toutefois, ces théorèmes sont assortis de conditions restrictives que n'avait sans doute pas imaginées Smith (quoiqu'il ait vu le problème des biens collectifs, qui doivent selon lui être pris en charge par l'État), et en outre ils ne démontrent pas que d'autres modes d'organisation économique sont incapables de faire aussi bien (" l'économie pure ne nous donne pas de critérium vraiment décisif pour choisir entre une organisation de la société basée sur la propriété privée et une organisation socialiste ", écrira à ce sujet Pareto)[(21)].

Par ailleurs, la théorie smithienne de la main invisible a une dimension dynamique (la concurrence favorise le progrès technique), qui échappe à l'analyse en termes d'équilibre général et que retiendront Marx et Schumpeter.

-Pour quels bénéficiaires ?

Quelle qu'en soit la portée exacte, la thèse smithienne de l'efficacité de la concurrence est totalement étrangère aux considérations d'équité. A la différence de Say, apologiste sans états d'âme de l'ordre en place, Smith ne se risque pas à caractériser comme juste la répartition des revenus qu'il observe, et tout laisse penser qu'il a quelques réserves morales sur la façon dont elle s'opère : le contrat de travail tel qu'il le décrit ressemble fort à un contrat léonin. A quoi bon, dès lors, un système efficace s'il ne profite pas au plus grand nombre ? Outre un certain fatalisme que souligne H. Denis, on trouve chez Smith l'idée que, malgré tout, les salariés bénéficient de l'efficacité du système, et en particulier de son aptitude remarquable à produire de la croissance[(22)].

Cette thèse est à première vue peu compatible avec la théorie du salaire naturel, qui semble limiter, sur le long terme, la consommation des ouvriers au panier de subsistance. Deux arguments sont utilisés par les classiques pour surmonter cette contradiction.

Le premier est relatif à la dynamique de l'offre et de la demande de travail : la croissance, pense Smith, entraîne une augmentation de l'embauche qui tire le salaire de marché vers le haut, et cette hausse peut prendre un caractère durable si la croissance est suffisamment soutenue, car l'offre de travail ne réagit qu'avec retard. Ricardo reprend cet argument mais, dans la dernière édition de ses Principes, il lui apporte une restriction de taille en reconnaissant que la croissance ne signifie pas nécessairement augmentation de l'embauche, et peut même générer du chômage sous l'effet de la substitution capital-travail[(21)].

Le second argument consiste à affirmer le caractère socialement déterminé du salaire dit " naturel " : loin d'être une trouvaille de Marx, cette thèse est très clairement énoncée par des auteurs comme Ricardo ou Say, et leur permet de soutenir que le panier de subsistance définissant le salaire naturel s'enrichit avec le progrès général de la société. Cette idée apparemment ingénieuse a en réalité toute la faiblesse d'un argument ad hoc, dans la mesure où elle obscurcit la distinction entre salaire naturel et salaire effectif[(22)].

Le naturalisme de la théorie classique de la répartition est abandonné par Stuart Mill, qui voit dans les lois de la répartition des richesses " une institution purement humaine ", alors que celles qui gouvernent leur production " partagent le caractère de vérités physiques. Ce changement d'attitude ouvre la voie à une tentative de conciliation des objectifs d'efficacité et d'équité, dans laquelle le fonctionnement de l'économie de marché est corrigé par un dispositif de redistribution des revenus. Avec Stuart Mill, la transition du modèle manchestérien des origines vers celui de l'État-Providence est déjà bien amorcée[(22)].

-<u>Le libre-échange, un jeu à somme positive</u>

La théorie smithienne de la main invisible trouve une extension directe au domaine des échanges internationaux, où elle donne naissance à un plaidoyer en faveur du libre-échange. A la conception mercantiliste faisant du commerce entre les nations un jeu à somme nulle dans lequel les gains des unes sont la contrepartie des pertes des autres (la " guerre d'argent " de Colbert), les classiques substituent la vision d'un jeu à somme positive dans lesquels tous les participants peuvent gagner, grâce au surcroît d'efficacité résultant de la division internationale du travail, elle-même suscitée par la concurrence entre les nations[(22)].

Si Smith se contente de poser que tout pays a intérêt à se spécialiser dans les productions pour lesquelles il possède " quelque avantage " (naturel ou acquis), Ricardo

précise l'analyse en montrant que le critère de l'échange est l'avantage relatif et non l'avantage absolu, et Stuart Mill complète le raisonnement de Ricardo en montrant qu'à l'intérieur de la fourchette des coûts relatifs internes, les termes de l'échange de deux marchandises entre deux pays se déterminent sur la base des demandes relatives internes[(21)].

-Valeur et répartition

La vieille interrogation d'Aristote, qui se demandait pourquoi une maison s'échange contre une quantité déterminée de paires de chaussures, revient en force dans la littérature économique à partir de la seconde moitié du XVIIIe siècle. Négligée par les physiocrates, elle est au cœur de l'économie classique. Toutefois, quelle que soit la façon dont on définit cette dernière, il est difficile de soutenir que cette interrogation débouche sur ce qu'on pourrait appeler une théorie classique de la valeur[(22)].

-Valeur d'usage et valeur d'échange

Quel rapport entre utilité et prix ?

A la charnière des 18eme et 19eme siècles, plusieurs auteurs, notamment Condillac et Say, cherchent à expliquer la valeur d'échange des marchandises à partir de leur utilité. Le concept d'utilité marginale n'ayant pas encore fait son apparition, ces tentatives achoppent sur un problème que résume Smith à travers son paradoxe de l'eau et du diamant : l'eau ne vaut pas cher en comparaison du diamant, bien que son utilité soit généralement considérée comme beaucoup plus grande.

Ce constat l'amène à s'engager dans une autre voie, où le suivront Ricardo et Marx. Ayant distingué la valeur d'échange et la valeur d'usage (ou utilité), il affirme que la première est indépendante de la seconde. La compréhension de cette thèse fait appel à deux autres distinctions[(20)].

L'une concerne deux types de prix, que Smith appelle " prix de marché " et " prix naturel ": déterminé par le rapport entre l'offre et la demande, le premier est censé " graviter " autour du second, qui assure une rémunération uniforme aux capitaux investis dans les différentes branches de la production, et constitue pour Smith et ses successeurs le prix fondamental dont la théorie économique doit rendre compte.

La seconde distinction, qui ne sera introduite de façon explicite que par Ricardo, porte sur les biens non reproductibles (ou reproductibles en quantité limitée), et les biens " dont la quantité peut s'accroître par l'industrie de l'homme, dont la production est encouragée par la concurrence et n'est contrariée par aucune entrave " : Ricardo précise que la théorie de la valeur qu'il s'efforce de construire ne concerne que le second type de biens[(20)].

-<u>Comment se détermine la valeur d'échange</u> ?

Mais la coupure radicale opérée entre valeur d'usage et valeur d'échange ne suffit pas à expliquer comment se détermine cette dernière, et l'on ne peut considérer que le vide laissé par l'exclusion de l'utilité est automatiquement occupé par le travail. Une fois évacués les malentendus évidents autour d'un pseudo " théorie de la valeur travail-commandé " que Smith n'a manifestement pas cherché à tirer d'un néant dont elle ne saurait sortir, il n'est pas douteux que cet auteur rejette l'idée d'une explication des prix relatifs à partir du travail seul, dès lors qu'existent des profits (et des rentes) **(21)**.

En effet, note Smith, ces éléments, à la différence des salaires, ne sont généralement pas proportionnels au travail consommé dans la production des marchandises. Il choisit alors d'expliquer les prix naturels à partir de l'addition de leurs éléments constitutifs, qui sont selon lui les salaires, profits et rentes payés à leurs taux naturels respectifs (la prise en compte des rentes dans la détermination des prix naturels est contestée par Ricardo). Cette démarche suppose évidemment qu'on explique comment se déterminent les " taux naturels " des trois types de revenus - ou au moins des deux premiers si, comme Ricardo, on exclut les rentes du modèle de détermination des prix naturels**(21)**.

-<u>Salaire naturel, profit naturel</u>

Salaire naturel, salaire de subsistance

En ce qui concerne les salaires, la réponse de Smith est que le salaire naturel est celui qui permet au travailleur de subsister ou, plus précisément, de " reproduire sa force de travail " selon la formule de Marx (ce qui implique, notamment, la subsistance des enfants n'ayant pas encore l'âge de travailler). Cette thèse, très répandue à l'époque de Smith (on la trouve notamment chez Turgot), soulève deux questions : quel est le niveau du salaire de subsistance, et comment se réalise la " gravitation " du salaire de marché autour de ce dernier ?

Faisant référence aux travaux de Cantillon, Smith note qu'il est difficile de mesurer précisément le " panier de subsistance " servant de base de détermination au salaire naturel. Cette difficulté prendra de l'ampleur lorsqu'on insistera, comme Ricardo (puis Marx), sur la dimension sociale, et pas seulement physiologique, du panier de subsistance : le risque est ici de ramener purement et simplement le salaire naturel au salaire effectif, c'est-à-dire de vider la notion de tout contenu**(21).**

A supposer qu'on ait réussi à déterminer le salaire naturel, il reste à expliquer le mécanisme de " gravitation " du salaire de marché autour de celui-ci. La réponse classique à cette question est cohérente, mais historiquement datée car elle repose sur le modèle démographique traditionnel, caractérisé par une natalité et une mortalité élevées : le salaire de marché ne peut rester durablement en-dessous du salaire naturel,

car un tel écart entraîne surmortalité et émigration, ce qui réduit l'offre de travail et tend donc à faire remonter le salaire vers son niveau naturel ; un écart symétrique permet quant à lui une amélioration des conditions de vie des salariés, et la diminution de mortalité (essentiellement infantile) qui en résulte entraîne une hausse de l'offre de travail qui tend, elle aussi, à ramener le salaire de marché vers le salaire naturel[21].

Clairement exposée par Smith et plusieurs contemporains, cette thèse prend un tour plus apte à frapper les esprits avec l'Essai sur le principe de population de Malthus (1798) : à partir de ses deux lois de croissance (géométrique pour la population, arithmétique pour les subsistances), celui-ci explique qu'il n'y a pas d'autre alternative à la famine que la réduction volontaire de la fécondité.

D'une certaine façon, le message sera entendu : à l'époque où paraît l'Essai, l'Europe occidentale est en effet au seuil de la transition démographique la conduisant vers le régime de basse natalité et basse mortalité que nous connaissons aujourd'hui (cette transition a déjà commencé en France). Une des conséquences sera de rendre caduc le mécanisme sur lequel les classiques fondaient leur théorie du salaire naturel[22].

-<u>La question du taux naturel des profits</u>

Contrairement au salaire, on ne trouve pas chez Smith d'explication spécifique concernant le taux naturel des profits. Certes, dans le chapitre de la *Richesse des nations* qu'il consacre au salaire, il présente le profit comme une " déduction sur le produit du travail ", ou une " part de la valeur que ce travail ajoute à la matière à laquelle il est appliqué " prise par le maître en rémunération des avances qu'il effectue[21].

Mais cette théorie des déductions, qui concerne aussi les rentes et fait plus qu'ébaucher ce qui deviendra la théorie marxiste de l'exploitation capitaliste, renvoi à une théorie de la valeur-travail difficile à concilier avec ce que Smith écrit par ailleurs sur la question. Blaug en conclut que " Smith n'avait aucune espèce de théorie de la valeur " dans la mesure où son système de prix relatifs reste indéterminé.

Cette conclusion est toutefois contredite par les enseignements qu'on peut tirer des travaux contemporains sur les systèmes de prix " néo-ricardiens " : on sait en effet aujourd'hui qu'un système de prix naturels avec salaire de subsistance est parfaitement déterminé (au choix du numéraire près) par les équations représentant les techniques de production et le panier de subsistance, sans qu'il soit besoin d'introduire une équation particulière expliquant le niveau du taux de profit naturel. On ne peut donc guère reprocher à Smith de ne pas avoir fourni une explication qui, dans la logique de son système, n'a pas de raison d'être[22].

-La valeur-travail comme approximation

Ricardo et la théorie de la valeur-travail

Ricardo cherche à étendre la validité de la théorie de la valeur-travail au-delà de " l'état primitif " où l'avait cantonnée Smith. Cependant, il est rapidement conduit à constater deux phénomènes difficiles à concilier avec cette théorie : le rapport des prix naturels de deux marchandises n'est pas toujours égal au rapport des temps de travail qu'a nécessité leur production, et ce rapport de prix peut varier sous l'effet d'un changement du taux de profit (phénomène appelé par la suite "effet-Ricardo ").

Ricardo minimise toute fois la portée de ces résultats, et soutient que la théorie de la valeur-travail reste une bonne approximation pour l'analyse économique. Cette attitude n'est pas facile à tenir, car la validité de l'approximation n'est pas démontrée : modifiant les données numériques de l'exemple de Ricardo, Malthus n'a pas de mal à montrer que l'effet-Ricardo n'est dans certains cas nullement négligeable. Il en conclut qu'il faut abandonner la théorie de la valeur-travail[(22)].

Pourquoi Ricardo n'adopte-t-il pas la même conclusion ? Cette question ne se pose pas dans les mêmes termes pour lui que pour Marx, chez qui la valeur-travail représente un enjeu politique évident (elle conditionne sa théorie de l'exploitation capitaliste). L'intérêt essentiel de la valeur-travail aux yeux de Ricardo est sa commodité d'utilisation dans le cadre de l'étude de la répartition des revenus, qui constitue selon lui l'objet central de l'économie politique.

La théorie de la valeur-travail permet en effet d'exprimer les prix, et partant la masse des revenus à répartir, indépendamment de la façon dont s'opère la répartition. Ce qui trace un programme de recherche linéaire : d'abord on explique comment se forme le revenu, ensuite on examine comment il se répartit. *A contrario*, donner de l'importance à l'effet-Ricardo revient à admettre qu'on est incapable de déterminer l'ampleur de ce qui est à répartir avant de connaître la façon dont s'opère la répartition, ce qui esquisse un programme de recherche nettement plus complexe. Ricardo, on peut le penser, s'est arrêté au seuil d'une théorie de l'équilibre général[(21)].

-De la théorie de la valeur à la rente

Au demeurant, il n'est pas certain qu'il faille le regretter, car la théorie imparfaite mais simple de la valeur qu'il utilise lui permet d'étudier des questions dont, un siècle après Walras, le traitement à l'aide des instruments sans doute plus canoniques mais incomparablement plus lourds de l'équilibre général pose encore, pour le moins, quelques problèmes[(17)].

Une de ces questions est celle de la rente foncière. S'appuyant sur les travaux de Malthus et, en amont, de Turgot, à qui l'on doit la théorie des rendements décroissants

de l'effort de production appliqué à la terre, Ricardo énonce le principe de la détermination du prix du blé sur la base du coût marginal (sans développer ce point, il affirme à cette occasion la généralité du principe).

La rente foncière prend alors un caractère différentiel : un premier type de rente provient du fait que des terres de qualités différentes sont mises en culture, d'où une rente extensive sur les meilleures terres, égale à la différence entre le coût de production du blé sur ces terres et sur la terre marginale ; un second type de rente provient de la décroissance de la productivité marginale des dépenses de culture effectuées sur une terre donnée, d'où une rente intensive, égale à la différence entre le coût de production du blé obtenu avec les premières doses d'effort et celui qui est obtenu avec la dose marginale[(19)].

Dans une situation réaliste où toutes les marges extensives et intensives de développement de la culture du blé ne sont pas utilisées, le prix de celui-ci est déterminé par son coût de production sur la terre marginale à l'aide de la dose d'effort marginale, ce qui permet à Ricardo d'affirmer, contre Smith, que " la rente n'est pas un constituant du prix de la marchandise ".

Il en résulte que les rentes n'exercent aucune influence sur les prix naturels ("le blé n'est pas cher parce qu'on paie une rente, mais on paie une rente parce que le blé est cher "), et n'interviennent pas non plus dans la détermination des taux naturels de salaire et de profit[(20)].

-<u>Les revenus des services producteurs</u>

Comparé à celui de Ricardo, l'apport analytique de Say est sans doute des plus limités. En outre, son manque de rigueur, son style bavard et emphatique, sa suffisance insupportable et sa tendance permanente à l'apologie naïve de l'ordre en place ne peuvent que nuire à sa réputation. On reste pourtant confondu par la façon pour le moins cavalière dont Walras lui-même peu suspect d'excès de modestie la traite dans ses Éléments d'économie politique pure (1874). Say construit en effet la représentation de l'économie dans laquelle pourra se déployer, soixante-dix ans plus tard, la théorie walrasienne de l'équilibre général, et qui deviendra au XXe siècle le cadre familier de la théorie néoclassique[(19)].

S'affranchissant de la conception matérielle de la production à laquelle s'arrête Smith, Say affirme la nécessité de tenir compte des " produits immatériels " que l'on appelle aujourd'hui services (santé, enseignement, loisirs, etc.), et propose une interprétation de la production en termes de combinaison de " services productifs " rendus par l'usage de trois catégories de " fonds productifs ", qui sont selon lui l'industrie (travail), les capitaux et les terres. L'agent de cette combinaison est l'entrepreneur, personnage analytiquement distinct des propriétaires de fonds productifs (travailleurs, capitalistes, propriétaires fonciers), et dont l'objectif est de maximiser l'écart entre la

Cliecours.com

recette qu'il tire de la vente des produits et le coût des fonds productifs auxquels il fait appel[21].

Dans cette vision de l'économie, assez différente de celle de Smith et de Ricardo mais qui sera reprise à peu près à l'identique par Walras et quelques autres après lui, les revenus du travail, des capitaux et des terres représentent la contrepartie de l'apport productif de chacun des trois " fonds ". Préfigurant directement la façon dont Walras enchaînera ses théories de l'échange, de la production et de la capitalisation, Say écrit que " c'est la valeur des produits qui peuvent résulter des services productifs qui donne de la valeur à ces derniers ; et c'est la valeur des services productifs qui donne de la valeur au fonds productif susceptible de les rendre "·

D'un point de vue idéologique, cette approche de la répartition des revenus est sans doute moins dérangeante, pour l'ordre social, que la théorie smithienne des déductions sur le produit du travail, et il est bien possible que cela ait contribué à sa diffusion dans des milieux académiques qui, c'est un fait, n'étaient pas composés uniquement de dangereux révolutionnaires. Mais d'un point de vue scientifique, il n'y a rien à tirer de ce constat, ni dans un sens ni dans l'autre[21].

-Croissance et débouchés

L'économie classique est surtout préoccupée par le long terme : la théorie de la croissance est son terrain de prédilection et, lorsque Ricardo déclare s'intéresser en priorité à la répartition des revenus, il ne déroge pas à cette règle car son sujet d'étude est en fait l'évolution du partage du revenu national entre les classes sociales au cours du processus de croissance, et les effets que cette évolution produit en retour sur la croissance. Mais l'augmentation de la capacité productive de la société pose le problème de l'écoulement des marchandises qui sont produites, et cette question fait l'objet de prises de positions contradictoires[22].

-Accumulation du capital

La conception du processus productif que l'on trouve chez Smith et Ricardo, mais aussi chez Marx et Sraffa, est directement issue des physiocrates (le dogme de la productivité exclusive de l'agriculture en moins). Selon cette conception, le déroulement de la production au cours d'une période suppose la disposition en début de période d'un stock de marchandises antérieurement produites (subsistances, matières premières, machines...), que les physiocrates appellent " avances productives " et les classiques " capital " ; ces marchandises sont détruites, en totalité ou en partie, au cours du processus, et leur destruction donne naissance à de nouvelles marchandises, dont une partie est " reprise " en fin de période pour assurer le renouvellement des avances nécessaires au déroulement du processus à la période suivante. L'augmentation de la production d'une période à l'autre nécessite que les reprises en fin de période soient plus

importantes que les avances au début de la même période : phénomène appelé accumulation du capital par les classiques[20].

L'accumulation du capital ne peut se réaliser que si une partie de la production nette de la période n'est pas consommée : l'épargne est la condition nécessaire de la croissance et, dans l'analyse classique, cette fonction sociale est remplie par la classe capitaliste. Les profits que perçoit cette classe sont à la fois la source et la motivation de l'épargne : ce sont eux qui financent les investissements, et les investissements sont réalisés dans le but de dégager de nouveaux profits.

La dynamique économique qui en résulte est également une dynamique sociale. En effet, dans la conception classique, l'accumulation du capital commande la croissance démographique, à travers le mécanisme salarial décrit précédemment. Cette endogénéisation de la démographie distingue nettement la théorie classique du modèle néoclassique de Solow, dans lequel le taux de croissance équilibrée de la production se cale sur celui du facteur travail, lui-même considéré comme exogène[20].

-<u>Baisse du taux de profit</u>

L'état stationnaire

Chez les classiques comme chez les physiocrates, la croissance est un processus limité dans le temps : l'accumulation du capital conduit inéluctablement à l'état stationnaire et Ricardo, après Smith, fonde ce pronostic sur l'idée que le taux de profit est voué à décliner sous l'effet même de l'accumulation du capital. Une fois ce taux tombé à un niveau suffisamment bas, la source du financement de l'accumulation et sa motivation se trouvent taries, et les seuls investissements qui sont réalisés sont ceux qui permettent de maintenir en état les capacités de production existantes[21].

La population cesse d'augmenter avec la production puisqu'elle tend, selon la théorie classique du salaire naturel, à se proportionner au volume des subsistances disponibles. Si ses prédécesseurs n'ont pas dépeint la perspective de l'état stationnaire sous un jour aussi catastrophique que l'affirme Stuart Mill, cet auteur la considère quant à lui comme franchement positive, au vu des ravages moraux qu'il attribue à la croissance économique.

Partageant avec Smith l'idée que l'accumulation du capital tend à faire baisser le taux naturel des profits, Ricardo se démarque de son prédécesseur sur l'origine du phénomène. Il est vrai que l'explication smithienne est plutôt rapide, se bornant à affirmer que l'abondance croissante des capitaux ne peut manquer de faire baisser leur rémunération unitaire. Étayée par une simple analogie entre le fonctionnement d'ensemble de l'économie et celui d'une branche particulière de la production, cette thèse ne résiste guère à l'examen car elle confond prix de marché et prix naturel[22].

-Ricardo et l'explication de l'état stationnaire

A défaut d'être parfaitement convaincante, l'analyse de Ricardo est nettement plus élaborée. Elle repose sur l'enchaînement suivant : l'accumulation du capital induit la croissance de la population ; celle-ci entraîne à son tour une hausse de la demande de blé, qui est satisfaite par la mise en culture de nouvelles terres et l'intensification de l'effort de production sur les terres déjà cultivées ; dans les deux cas, il en résulte une hausse du coût marginal du blé, donc de son prix naturel ; le blé étant un constituant essentiel du panier de subsistance, cette hausse se répercute sur le salaire naturel, et la hausse du salaire naturel fait à son tour baisser le taux de profit naturel (dans le même temps, les rentes différentielles extensives et intensives augmentent, mais ce phénomène n'exerce aucun rôle causal dans la baisse du taux de profit)**(21)**.

Ricardo admet que divers facteurs peuvent contrarier le processus : il mentionne le progrès technique et l'instauration du libre-échange, qui l'un et l'autre peuvent faire baisser le prix du blé. Mais il considère que cette baisse ne peut être que temporaire, de sorte que la hausse du prix naturel du blé doit l'emporter sur le long terme, avec son corollaire, la baisse du taux naturel des profits. Imparable en ce qui concerne le libre-échange (on ne peut pas l'instaurer plusieurs fois de suite), l'argument est évidemment moins convaincant en ce qui concerne le progrès technique ; mais le lecteur de la fin du 20eme siècle ne doit pas oublier qu'il a affaire à un auteur du début du 19eme siècle, et qu'à l'époque où Ricardo écrivait ses Principes, Jules Verne lui-même n'était pas né.

Au surplus, la faiblesse essentielle de la thèse ricardienne est peut-être ailleurs : comme l'écrit l'historien Le Roy Ladurie, " Malthus viendra trop tard "et, deux décennies après la publication de son Essai sur le principe de population, Ricardo lui emprunte un modèle en passe de devenir obsolète sous l'effet de la transition démographique dans laquelle s'engagent les sociétés européennes**(21)**.

-Débouchés

Le rôle de l'épargne

Condition nécessaire de la croissance, l'épargne est aussi, pour Smith, une condition suffisante. L'auteur de la Richesse des nations prend ici le contre-pied de la position développée par Mandeville dans sa Fable des abeilles (1714), qui soulignait les dangers de l'épargne du point de vue de la demande de produits (si les abeilles, devenues " vertueuses ", renoncent à leur prodigalité d'antan, la ruche dépérit par manque de débouchés).

La décision d'épargner ne crée aucun problème de cet ordre, soutient Smith, car «ce qui est épargné est aussi régulièrement consommé que ce qui est annuellement dépensé, et il l'est aussi presque dans le même temps, mais il est consommé par une autre classe de gens "**(17)**.

Smith se place dans le cas où l'épargne se traduit par une augmentation du fonds de salaires (investissement en capital circulant), et fait référence aux dépenses de consommation des salariés supplémentaires que cette augmentation permet d'embaucher. Même dans ce cas, l'argument n'est guère convaincant : par définition même, l'épargne d'une période, c'est-à-dire la partie du revenu non affectée à la consommation immédiate, ne peut donner lieu à une consommation au cours de cette même période (difficulté que Smith tente de surmonter à l'aide de son " presque dans le même temps ".

-<u>La loi des débouchés</u>

La thèse de l'innocuité de l'épargne prend une force nouvelle avec la " loi des débouchés " de Jean-Baptiste Say. S'appuyant sur l'analyse de Smith faisant de la monnaie une commodité inventée par les hommes pour surmonter les inconvénients du troc, l'auteur du Traité d'économie politique affirme qu'en réalité les produits s'échangent contre d'autres produits. Dans cette optique la monnaie, simple intermédiaire des échanges, n'est pas recherchée pour elle-même mais uniquement pour les marchandises qu'elle permet d'acquérir[(20)].

Cela implique qu'au-delà des encaisses nécessaires au déroulement régulier des transactions, il n'existe aucune tendance à la thésaurisation : " Lorsque le dernier producteur a terminé un produit, écrit Say, son plus grand désir est de le vendre, pour que la valeur de ce produit ne chôme pas entre ses mains. ***Mais il n'est pas moins empressé de se défaire de l'argent que lui procure sa vente***, pour que la valeur de l'argent ne chôme pas non plus ". Il en conclut qu'" un produit créé offre, dès cet instant, un débouché *à* d'autres produits pour tout le montant de sa valeur ", dans la mesure où " on ne peut se défaire de son argent qu'en demandant à acheter un produit quelconque ".

La négation radicale du problème des débouchés à laquelle on aboutit ainsi n'a de signification qu'au niveau macroéconomique : Say ne prétend évidemment pas que la production d'une marchandise crée un débouché pour cette marchandise, mais que la demande globale de produits se proportionne nécessairement à l'offre globale. Cette thèse exclut la possibilité d'une insuffisance généralisée de débouchés, mais pas celle d'un désajustement entre la structure de l'offre et celle de la demande (trop de canons, pas assez de beurre ou l'inverse) [(21)].

Inévitables dans une économie décentralisée, de tels désajustements sont, pour Say, la cause des crises lorsque ils atteignent une certaine ampleur. Ils se résolvent selon lui par le mouvement des prix relatifs qui entraîne une réallocation des facteurs entre les branches de la production : dans cette vision du monde, les crises ne peuvent durer que si des rigidités (dues notamment à l'intervention de l'État) entravent le jeu de la concurrence.

-La loi des débouchés remise en cause

Si la loi des débouchés est jugée parfaitement convaincante par Ricardo, elle n'emporte pas l'adhésion de Malthus qui ressuscite la question des dangers de l'épargne. Sans doute celle-ci permet-elle de financer des investissements, qui constituent par eux-mêmes une demande de produits s'ajoutant à la demande de consommation de la période. Mais, dans la mesure où les épargnants et les investisseurs sont souvent des personnes distinctes, il n'existe *a priori* aucune garantie que la volonté d'épargner des uns corresponde à la volonté d'investir des autres[(22)].

Dès lors on peut se trouver dans une situation où un excès de la première par rapport à la seconde entraîne mécaniquement une insuffisance de la demande globale de produits par rapport à l'offre globale. La prise de position de Malthus en faveur du maintien des corn-laws témoigne de son souci de protéger le débouché important que constitue à ses yeux la demande de consommation des propriétaires fonciers.

Comme le souligne Keynes, l'objection de Malthus ne fera guère d'émules dans l'immédiat, car " faute d'expliquer *(*si ce n'est par les faits d'observation courante) comment et pourquoi la demande effective pouvait être insuffisante, Malthus n'est pas parvenu à fournir une thèse capable de remplacer celle qu'il attaquait ". L'économie classique développera en effet une parade à l'argument de l'excès de l'épargne[(22)].

Cette parade est la théorie de l'intérêt conçu comme rémunération de l'épargne, et censé par là-même équilibrer la volonté d'épargner des uns et la volonté d'investir des autres. Il convient de souligner qu'un siècle et demi avant Irving Fisher, cette théorie et son articulation avec la théorie quantitative de la monnaie avaient été exposées avec une remarquable clarté par Turgot dans ses Réflexions sur la formation et la distribution des richesses (1767). Reprendre l'objection de Malthus à la loi des débouchés supposera de la part de Keynes l'élaboration d'une autre théorie de l'intérêt, fondée sur la notion de préférence pour la liquidité[(21)].

B| La démarche des économistes classiques :

La pensée économique classique se développe en même temps que naissent la société industrielle et le capitalisme moderne. Ces penseurs sont principalement des philosophes (Condillac, Smith) ou des praticiens (Cantillon, Say, Turgot, Ricardo). Ils cherchent avant tout à expliquer les phénomènes de croissance, de développement et de répartition des richesses entre les différentes classes sociales.

Les économistes classiques voient tous les phénomènes économiques comme interdépendants et veulent proposer une théorie générale intégrant tous les phénomènes économiques. À la suite des Physiocrates, ils croient à l'existence de lois valables à toutes les époques et dans toutes les régions du monde et cherchent à les identifier. Leur analyse est dynamique. Ils s'intéressent aux processus de production, d'échange, de

formation des prix, de formation des revenus, et non à d'hypothétiques états d'équilibre. Ils utilisent pour cela l'observation et le raisonnement logique, et ne recourent que très exceptionnellement aux mathématiques[22].

Cette conception de la discipline économique est commune à tous les classiques et les distingue de la plupart des écoles de pensée apparues à partir de la fin du 19eme siècle, notamment des néoclassiques qui constituent aujourd'hui la tendance dominante.

Les économistes classiques estimaient que le plein-emploi constituait un état normal vers lequel l'économie tendait naturellement. L'évolution des goûts ou de la technologie, l'ouverture des marchés nationaux ou internationaux pouvaient certes conduire à la suppression d'emplois dans certaines industries, mais également à la création de nouveaux postes dans d'autres secteurs.

Le chômage, lorsqu'il apparaissait, était, selon ces auteurs, temporaire dans la mesure où le jeu des forces du marché, et plus particulièrement la flexibilité des salaires, contribuait à l'éliminer rapidement. Une période de chômage prolongée ne pouvait alors s'expliquer que par la demande de salaires excessivement élevés. S'ils exigeaient des salaires plus modiques, les chômeurs de longue durée trouveraient alors immanquablement un emploi. Dans cette perspective, le chômage était considéré comme « volontaire »[21].

Les deux conceptions de la valeur

Les premiers économistes classiques cherchent à donner un fondement objectif à la valeur des choses, qu'ils placent d'abord dans la terre (Cantillon, Quesnay et les Physiocrates), puis dans le travail (Smith, Ricardo et plus tard Marx). Pour ces derniers, la valeur des marchandises doit être la valeur d'échange (faculté d'une marchandise à être échangée contre une autre marchandise), dont la mesure va être le coût du travail (plus le coût du travail sera important, plus la valeur d'échange augmentera)[17].

Après Condillac et Turgot, les classiques français se séparent sur ce point des classiques anglais en adoptant une conception subjective de la valeur, qui repose sur l'utilité espérée des biens (« le degré d'estime que l'homme attache aux différents objets de ses désirs » (Turgot)). Ils renoncent ainsi à la notion de « prix naturel » ou « juste prix » et annoncent la position des économistes marginalistes de la fin du 19eme siècle.

La monnaie

Pour les Classiques, la monnaie est fondamentalement un instrument d'échange. Ses autres fonctions d'expression de la valeur et de réserve de valeur sont des aspects particuliers de sa fonction primaire. In fine les produits s'échangent toujours contre des produits (définition de Jean Baptiste Say, loi des débouchés).

La quantité de monnaie en circulation n'a pas d'importance : les prix s'ajustent à la quantité de monnaie disponible. Créer de la monnaie n'augmente pas la masse des richesses réelles disponibles. En ce sens, la monnaie n'est qu'un «voile ».

Il est néanmoins inexact de dire que les classiques considèrent que la monnaie est neutre. L'économie peut fonctionner avec une quantité quelconque de monnaie, mais les variations de cette quantité, ou celles de la valeur de la monnaie, ne sont pas neutres. En effet, la monnaie nouvellement créée se répand dans la société à partir de points précis et de façon progressive, ce qui entraîne des effets différenciés sur les prix et donc sur les comportements des agents économiques. C'est ce qu'on appelle l'effet Cantillon[(22)].

Le rôle central de l'offre

La problématique des classiques est principalement celle de la formation des richesses. Leur analyse est donc centrée sur la production et l'offre. De plus, puisque leur époque est encore dominée par la pénurie, ils postulent implicitement que tout produit répond à un besoin.

Jean Baptiste Say pose en principe que tout produit terminé crée des débouchés pour d'autres produits. En d'autre termes, chaque fois qu'un producteur augmente son activité il crée en même temps de nouveaux débouchés pour ses fournisseurs, il crée de nouveaux salaires pour ses employés, il crée un surcroît d'activité pour ses distributeurs[(21)].

Cette "loi de Say" ne veut toutefois pas dire que tout produit trouve nécessairement une demande, ou comme l'a interprété Keynes que "l'offre crée sa propre demande". Il peut y avoir à chaque instant une surproduction de tel ou tel bien, mais il ne peut pas y avoir de crises de surproduction générales et durables. Si un produit ne trouve pas preneur, ses producteurs cesseront de le produire et s'orienteront vers d'autres productions.

Il ne peut y avoir que des engorgements sectoriels et momentanés, résultant d'une mauvaise prévision du marché par les entrepreneurs. Dans cette vision de l'économie, les crises ne peuvent être endogènes au système économique, mais sont le fruit de chocs exogènes comme les guerres ou les sécheresses. Cette opinion émise par Say a été soutenue par Ricardo et Mill, mais contestée par Malthus et Sismondi[(21)].

La place de l'épargne

Un objectif important des économistes classiques est d'expliquer les mécanismes du progrès. Celui-ci ne peut résulter que de progrès dans la division du travail et l'utilisation d'outils de plus en plus perfectionnés. Ils confèrent donc un rôle essentiel à l'investissement (augmentation du stock de capital), qui nécessite l'épargne. Pour Adam

Smith, « l'industrie de la société ne peut augmenter qu'autant que son capital augmente et ce capital ne peut augmenter qu'a proportion de ce qui peut être épargné ».En d'autres termes, l'épargne, comprise à la fois comme l'épargne des ménages et comme l'épargne des entreprises, est un préalable nécessaire à l'investissement et au progrès[22].

Le rôle de l'État

Les économistes classiques sont généralement libéraux. D'après eux, les actions et interactions économiques aboutissent à la formation d'un ordre spontané, que Smith illustre par la métaphore de la « main invisible », et l'intervention de l'État dans le fonctionnement de l'économie doit être minimale sinon nulle. Cet ordre spontané se caractérise par la division du travail, ou spécialisation. Chaque individu, au lieu de fabriquer un objet entièrement, se spécialise dans une tâche particulière de sa fabrication, ce qui permet une augmentation de la production[21].

C| L'analyse classique :

****L'objet de l'analyse***

La pensée économique classique se développe en même temps que naissent la société industrielle et le capitalisme moderne. Ces penseurs (principalement Smith, Say, Turgot, Ricardo) cherchent avant tout à expliquer les phénomènes de croissance, de développement et de répartition des richesses entre les différentes classes sociales.

Les économistes classiques voient tous les phénomènes économiques comme interdépendants et veulent proposer une théorie générale intégrant tous les phénomènes économiques. A la suite des Physiocrates, ils croient à l'existence de lois valables à toutes les époques et dans toutes les régions du monde et cherchent à les identifier[22].

****Le cadre temporel***

L'analyse des classiques est dynamique. Elle s'intéresse aux processus de production, d'échange, de formation des prix, de formation des revenus, et non à d'hypothétiques états d'équilibre. Les économistes classiques utilisent pour cela l'observation et le raisonnement logique, et ne recourent que très exceptionnelle aux mathématiques.

Cette conception de la discipline économique, commune à tous les classiques, les distingue de la plupart des écoles de pensée apparues à partir de la fin du 19emesiècle, notamment des néoclassiques[22].

D| Propriétés de l'équilibre classique :

Le modèle classique se résout de manière récursive[19]:

1. L'équilibre sur le marché du travail permet de déterminer simultanément le salaire réel et le niveau d'emploi.

2. Le niveau de l'emploi permet alors de déterminer le niveau de production, via la fonction de production.

3. L'équilibre sur le marché de la monnaie permet de déterminer les prix. On en déduit donc le salaire nominal.

4. L'équilibre sur le marché des titres permet détermine le taux d'intérêt réel ainsi que le niveau de la demande d'investissement des entreprises et l'achat de titres par les ménages.

5. Le budget de consommation des ménages est le reliquat de leur revenu disponible après constitution de leur épargne en titres ou en monnaie.

6. L'équilibre des marchés des biens résulte de la loi de Walras.

Ainsi, pour les classiques[21]:

- La demande est toujours égale à l'offre, ou encore «l'offre crée sa propre demande» (loi de Say).Il ne peut y avoir surproduction ou insuffisance des débouchés.

- La monnaie est neutre sur la sphère "réelle": les variables Q, N, C, I, G, r et w/p sont indépendantes de la masse monétaire. (Ou : **Q** est le volume (agrégé) des biens et services produits par les entreprises pendant l'année ; **N** est le facteur travail: nombre total d'heures effectuées par l'ensemble des salariés pendant l'année ; **C**'est le volume de la consommation de biens et services des manages pendant l'année ; **I** est le volume des investissements des entreprises pendant l'année ; **G** est le volume des commandes publiques en biens et services des pouvoirs publics pendant l'année ; **r** est taux d'intérêt réel (si j'emprunte 1kg de blé aujourd'hui, je devrai rendre dans un an 1+r kg de blé) ; **w** est le salaire horaire nominal pendant l'année ; **p** est le prix (indice agrégé) des biens et services échangés sur le marché pendant l'année ; **w/p** est salaire horaire réel (pouvoir d'achat))

- C'est la concurrence sur le marché du travail qui permet d'atteindre le plein emploi. Aucun salaire réel ne peut durablement s'élever au-dessus de sa valeur assurant l'équilibre. Toute entrave à la concurrence doit donc être condamnée.

Le modèle classique critique implicitement les clauses d'indexation salariale ou l'existence des organisations de travailleurs. A sa naissance, il remettait en cause

les corporatismes. Ceux-ci étaient particulièrement forts en France. Turgot, ministre de Louis XVI et disciple de cette école, prêcha pour la suppression des péages et autres taxes entravant la libre circulation des biens ; il se heurta aux privilèges locaux et perdit son poste. De nos jours, ce modèle inspire la pensée libérale qui voit dans les « rigidités » salariales (ou plus généralement sociales) la cause principale, si ce n'est unique, du chômage de masse persistant[19].

E| Les Critiques :

Le modèle classique tire sa simplicité de l'efficacité supposée de la régulation par le marché. L'hypothèse sous-jacente est que les prix des biens et services (mais aussi les salaires nominaux et le taux d'intérêt nominal) sont suffisamment flexibles pour s'ajuster dans des délais si brefs que les différents marchés puissent s'équilibrer dès la courte période. Or si l'on peut concevoir que les mécanismes de rappel ramène l'économie vers un état d'équilibre à long terme, l'existence d'un équilibre à court terme soulève la question de la vitesse d'ajustement des prix par rapport à celle des quantités et conduit à s'interroger plus généralement sur les phénomènes qui déterminent la conjoncture[17].

La « grande dépression » des années 30 (déclenchée par le krach boursier du 24 octobre 1929 à la Bourse de New-York) est venue contredire dans les faits les conclusions des classiques. Compte tenu de l'ampleur des déséquilibres, les pouvoirs publics pouvaient-ils attendre un ajustement à long terme sans réagir ? Le Président Hoover restait confiant en l'avenir, pronostiquant que « la prospérité se trouve au coin de la rue ».

Mais le niveau très élevé du taux de chômage (25% aux Etats-Unis en 1932, 17% au Royaume Uni en 1934 et presque autant dans les autres pays européens) a fini par convaincre l'Etat d'intervenir, comme le réclamait depuis quelques temps déjà John Maynard Keynes, qui publia en 1936 « La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie ». Cet ouvrage majeur modifia profondément le regard porté sur le fonctionnement du système économique, au point que l'on a pu parler de « révolution keynésienne » (par analogie avec la « révolution copernicienne »).

La critique keynésienne remet en question l'efficacité autorégulatrice du marché et analyse les causes susceptibles d'expliquer l'apparition et la stabilité de situations caractérisées par un sous-emploi des ressources disponibles. Ce sous-emploi est double et se traduit simultanément par du chômage, c'est à dire par une insuffisance de la demande de travail par les entreprises, et par une surproduction, c'est à dire par une insuffisance de la demande de biens et de services. Il existe ainsi simultanément un déséquilibre sur le marché du travail et un déséquilibre sur le marché des biens et services. Dans une telle configuration, une intervention de l'Etat est nécessaire et une politique budgétaire et/ou monétaire peut être efficace[19].

Cicours.com

Parmi les idées essentielles mises en avant par Keynes, signalons notamment les suivantes [(22)]:

-Rigidités nominales : sur le court terme, les salaires et les prix nominaux des biens et services sont rigides (sauf dans une certaine mesure par le taux d'intérêt) ; l'hypothèse de flexibilité propre au modèle classique est donc remise en cause. Il en résulte que tout ajustement à court terme se fait par les quantités.

-Comportements des agents économiques : Keynes estime indispensable de vérifier que le comportement économique des agents, plutôt que d'être rationnellement déduit de la théorie micro-économique, est compatible avec les faits observés (ce qui conduira ultérieurement au développement considérable de l'économétrie. Il tire notamment de ses propres observations la conviction que les entrepreneurs déterminent le volume de leurs investissements pas seulement (ou même pas principalement) en fonction du taux d'intérêt, mais aussi (et même de façon prépondérante) en fonction de leurs prévisions de débouchés ; et que les ménages consacrent à la consommation une fraction de leur revenu, peut-être décroissante avec le revenu lui-même, mais en tout cas peu sensible au taux d'intérêt. Plus généralement, Keynes souligne l'importance considérable des anticipations (ce qui conduira ultérieurement au développement des réflexions sur la formation des anticipations, adaptatives, rationnelles, etc.).

-Non-neutralité de la monnaie : pour Keynes, la quantité de monnaie que les ménages désirent détenir (c'est à dire la part de leur épargne qu'ils préfèrent détenir sous forme liquide plutôt que de la placer en titres) ne répond pas seulement à des motifs de transaction, mais aussi à des motifs de précaution ainsi que de spéculation. Elle est de ce fait sensible au taux d'intérêt. Il en résulte que la politique monétaire de l'Etat (ou de la Banque centrale) ne joue pas seulement sur le niveau des prix: elle a des conséquences sur les grandeurs réelles (production, emploi). Ce qui invalide la loi quantitative de la monnaie.

-Principe de la demande effective : il résulte alors de ce qui précède que l'offre ne crée pas nécessairement sa demande : bien au contraire, c'est la demande qui crée l'offre. Ce qui invalide la loi de Say.

Les économistes classiques estimaient que le plein-emploi constituait un état normal vers lequel l'économie tendait naturellement. L'évolution des goûts ou de la technologie, l'ouverture des marchés nationaux ou internationaux pouvaient certes conduire à la suppression d'emplois dans certaines industries, mais également à la création de nouveaux postes dans d'autres secteurs[(20)].

Le chômage, lorsqu'il apparaissait, était, selon ces auteurs, temporaire dans la mesure où le jeu des forces du marché, et plus particulièrement la flexibilité des salaires, contribuait à l'éliminer rapidement. Une période de chômage prolongée ne pouvait alors

s'expliquer que par la demande de salaires excessivement élevés. S'ils exigeaient des salaires plus modiques, les chômeurs de longue durée trouveraient alors immanquablement un emploi. Dans cette perspective, le chômage était considéré comme « volontaire ».

Le chômage involontaire est possible

- Deux types de chômage chez les classiques : le chômage frictionnel et le chômage volontaire

- Le chômage pour Keynes résulte d'une insuffisance de la demande globale. L'inflation n'apparaît qu'en période de plein emploi lorsqu'il y a plein utilisation des facteurs de production et qu'en conséquence l'offre est inélastique.

L'offre ne crée pas sa propre demande.

Le principe de la demande effective :

La demande effective composée de la consommation et de l'investissement, est le moteur de l'économie:« Ce sont la propension à consommer et le montant de l'investissement nouveau qui déterminent conjointement le volume de l'emploi et c'est le volume de l'emploi qui détermine de façon unique le niveau des salaires réels»**(17)**.

Cette analyse explique le paradoxe de la pauvreté dans l'abondance : Plus une communauté est riche plus sa propension marginale à consommer est faible. Dans les sociétés pauvres, en revanche, le plein emploi est plus facile à obtenir ; un faible montant d'investissement suffit à l'assurer.

L'épargne et l'investissement sont nécessairement égaux.

Les déterminants de la consommation et de la propension à consommer :

Le principal facteur objectif de la propension à consommer est le revenu. Ce postulat est connu sous le nom de "loi psychologique fondamentale".

Les facteurs subjectifs sont les facteurs qui agissent sur les dépenses une fois le revenu fixé. Huit facteurs subjectifs : « précaution, prévoyance, calcul, ambition, indépendance, initiative, orgueil et avarice ».

Tout cela ne signifie pas que les taux d'intérêt n'aient aucun effet sur les montants consommés ou épargnés. Pour Keynes, la hausse des taux d'intérêt n'influencent que marginalement la consommation et l'épargne. En revanche, une hausse des taux d'intérêt défavorise considérablement l'investissement, ce qui est préjudiciable à la production, au revenu, à la consommation, donc à l'emploi. Il faut gouverner les taux d'intérêt afin qu'il détermine le niveau d'investissement le plus favorable à l'emploi : « Si

le taux d'intérêt était gouverné de telle sorte que le plein emploi fût toujours maintenu, la Vertu reprendrait ses droits »[17].

Keynes commence par une critique en règle des principes que partagent les économistes classiques et néoclassiques :

Si le marché du travail est un marché de concurrence parfaite, comme l'affirment les classiques, il n'y a pas de chômage, sauf volontaire. En effet, même si la production diminue, et avec elle la demande de travail des entreprises, il y a, selon eux, toujours un niveau de salaire pour lequel l'offre trouve une demande. Pour Keynes, au contraire, l'entreprise n'étant nullement assurée de pouvoir vendre tout ce qu'elle produit, l'emploi dépend des perspectives de vente, donc de l'équilibre du marché des biens. L'entreprise n'embauche de salarié supplémentaire que si elle est raisonnablement sûre de vendre la production supplémentaire permise par cette embauche.

Par ailleurs, Keynes réfute l'idée que la diminution des salaires nominaux soit une solution au problème du chômage. Selon lui, les salariés sont très attentifs aux salaires relatifs, et des baisses de salaire ne peuvent ″intervenir qu'après des luttes vaines et désastreuses″. Par conséquent, les salaires nominaux sont généralement rigides et Keynes estime sage de ne rien y changer. Il conteste donc l'idée que le marché du travail s'équilibre forcément par le mouvement du salaire, qui élimine tout chômage involontaire. Son argument est que l'embauche ne dépend pas du salaire, mais du jugement des entrepreneurs sur les perspectives de vente[20].

Contrairement à de nombreux keynésiens apparus après lui, Keynes ne fonde pas son analyse sur la rigidité des salaires: "Que le salaire nominal et les autres coûts des facteurs soient ou non sujets à variation, cela ne change rien à la substance du raisonnement." Le problème keynésien est l'incertitude sur le marché des biens, pas la rigidité des prix et des salaires.

Pour les néoclassiques, la production permet toujours le plein-emploi. C'est la loi de Say, selon laquelle toute offre crée sa propre demande, car la production engendre des revenus, qui sont consommés où épargnés, donc investis. Pour Keynes, c'est l'épargne qui s'adapte à l'investissement et non l'inverse[21].

Le mécanisme est le suivant: si les perspectives de demande sont mauvaises, l'investissement est faible. La production l'est donc aussi, et les revenus par voie de conséquence. Puisque les revenus sont faibles, l'épargne le sera également. Même si les agents avaient au départ prévu d'épargner beaucoup, la faiblesse de leur revenu les contraint à reconsidérer cette décision. Le paradoxe est évidemment que cette faiblesse du revenu est la conséquence de la volonté d'épargner, laquelle déprime les perspectives de vente des entreprises et le conduit à peu investir.

Autre divergence avec les néoclassiques: si la monnaie est un "voile" qui recouvre l'économie réelle, selon l'expression des classiques, il est inutile d'essayer de modifier la quantité de monnaie en circulation pour agir sur la production; dans le cas contraire, c'est un instrument de politique économique possible[(22)].

Les néoclassiques partent de la théorie quantitative de la monnaie, selon laquelle la monnaie est neutre, au moins à long terme, ce qui veut dire que ses variations n'affectent que le niveau général des prix. Agir sur l'offre de monnaie, comme peuvent le faire les banques centrales, n'est donc efficace que pour modifier le niveau général des prix. D'où la critique fondamentale de Keynes: "Le long terme est un horizon peu intéressant. A long terme, nous serons tous morts. Les économistes n'apportent rien si, en pleine tempête, tout ce qu'ils trouvent à dire est qu'une fois l'orage passé la mer sera calme" (phrase célèbre qui vient des Essais sur la monnaie et l'économie) **[(21)].**

La théorie keynésienne est la première théorie qui a critiqué la théorie classique nous présenterons d'abord la théorie classique. Nous évoquerons ensuite l'approche de Keynes en tant que critique de la théorie classique.

La théorie classique est essentiellement l'idée du "laisser-faire", conviction qu'on retrouve dans le capitalisme pur. Dans cette vision, les cycles économiques sont des processus économiques naturels qui ne requièrent aucune action de la part de l'État.

Dans l'explication de la main invisible par Adam Smith, le processus qui amène les entreprises à produire ce que les consommateurs veulent ne nécessite pas la présence de l'État : l'économie résout elle-même ses propres problèmes.

La loi de Say :

La loi de Say affirme que l'offre crée sa propre demande. Ceci signifie que les revenus qui proviennent de la production de certaines marchandises permettent aux consommateurs d'acheter les marchandises produites par d'autres. Puisque tout le monde a besoin d'acheter des marchandises, chacun cherche à produire des marchandises pour en retirer des revenus et peut ainsi acheter les marchandises produites. Grâce à ce mécanisme, marchandises et revenus créent nécessairement un équilibre perpétuel[(22)].

Les travailleurs qui perçoivent des revenus les gagnent pour acheter les diverses marchandises qu'ils désirent. En produisant des marchandises, ces travailleurs créent des revenus avec lesquels ces marchandises peuvent être achetées.

Marché monétaire classique :

S'il s'avère que certains revenus ne soient pas immédiatement utilisés pour la consommation, les excédents qui en résultent sont placés sur le marché monétaire sous

forme d'épargne. Dès qu'elle est empruntée, cette épargne est réinjectée dans l'économie sous forme d'investissement (gonflement du capital). L'intérêt payé par les emprunteurs aux épargnants permet de garantir qu'aucune épargne ne soit retirée du marché monétaire. Le marché monétaire s'équilibre par une modulation du taux d'intérêt.

L'intérêt versé aux épargnants quand ils prêtent leur épargne est un encouragement au prêt. Quand le taux d'intérêt est élevé, les gens veulent épargner et prêter plus. De l'autre côté du marché, les emprunteurs ne sont pas encouragés à trop emprunter à cause du taux d'intérêt élevé. Grâce à ce mécanisme, le marché tend au rééquilibrage sous l'influence du taux d'intérêt[(21)].

Flexibilité des prix et des salaires :

La théorie classique avance que le rééquilibrage des marchés se produit grâce à la souplesse des modulations des prix et des salaires. Par exemple, en cas d'excès de main-d'œuvre (ou de produits), le salaire (ou le prix) s'ajuste de manière à absorber l'excès.

Si les prix et les salaires sont fluctuants, les marchés se rééquilibrent automatiquement. Si, par exemple, beaucoup de gens sont sans emploi, les entreprises peuvent employer des travailleurs à des salaires inférieurs. Le fait qu'elles emploient alors plus de travailleurs réduit précisément le chômage[(20)].

Le chômage involontaire :

Dans la théorie classique, le chômage involontaire n'existe pas. En effet, une modulation du salaire horaire assure le réemploi des chômeurs. En outre, le besoin des travailleurs d'acheter des marchandises les encourage à accepter des emplois même à salaire horaire inférieur.

Si les salaires sont souples comme les économistes classiques le profèrent, une diminution des salaires permet aux entreprises d'employer plus de travailleurs. Les seuls à rester chômeurs sont ceux qui ne sont pas disposés à travailler pour des salaires réduits[(22)].

Polémique entre Keynes et les classiques :

La théorie de l'emploi de Keynes est construite sur la base d'une critique de la théorie classique. Dans cette critique, Keynes argue que les épargnants et les investisseurs ont des stratégies incompatibles qui ne peuvent pas assurer un équilibre sur le marché monétaire, que les prix et les salaires tendent à être rigides d'où l'impossibilité d'un équilibre sur les marchés des produits et du travail, et que des périodes de chômage grave se sont produites (ce que la théorie classique dénigre).

La théorie de Keynes a été développée à la suite de la grande dépression. On pouvait difficilement affirmer que seul le chômage volontaire ne peut exister alors que des millions de travailleurs étaient sans emploi[23].

Processus keynésien d'épargne investissement :

Keynes a prouvé que les épargnants et les investisseurs sont les groupes séparés, qui n'agissent pas nécessairement les uns sur les autres : des intermédiaires financiers (les banques en particulier) s'interposent entre eux. Quand il y a récession, l'investissement peut ne pas être égal à l'épargne parce que, même avec un taux d'intérêt très bas, 1) les emprunteurs n'anticipent pas de bonnes ventes, 2) les banques ont peur de prêter aux vues de faillites potentielles, et 3) les épargnants veulent attendre de plus grands profits. Cela crée un piège de liquidité dans lequel une certaine partie de l'épargne est inutilisée[23].

Les banques ont tendance à être très prudentes dans leurs prêts aux entreprises quand les conditions économiques ne semblent pas prometteuses. Mais, leur l'hésitation pour faire des prêts elle-même aggrave le ralentissement économique.

Rigidité keynésienne des prix et salaires :

Keynes avance que les prix et les salaires ne sont pas fluctuants comme la théorie classique l'affirme. Les salaires tendent à être rigides à la baisse parce que les travailleurs n'acceptent pas des salaires qui ne leur permettent pas de vivre convenablement; cette situation est renforcée par les actions des syndicats. Si les salaires sont trop bas, il y a chômage. Quant aux prix, les entreprises qui produisent des marchandises à prix élevé préfèrent diminuer la production et congédier des travailleurs que de réduire les prix. Leur position de monopole leur permet souvent d'agir de cette façon

Depuis les années 80, on recense plusieurs cas où les employés ont accepté des réductions de salaire (aux Etats-Unis ainsi que dans d'autres pays) par exemple, dans les lignes aériennes et l'industrie sidérurgique. Hormis ces exceptions, les diminutions de salaire sont extrêmement rares. Le modèle général est celui d'une revalorisation continue, au moins pour amortir les hausses du coût de la vie[23].

La demande globale:

Une demande globale représente graphiquement le montant total que les ménages sont disposés et en mesure d'acheter à différents niveaux de prix.

Une demande globale peut être considérée comme la combinaison de tous les produits que toutes les personnes d'un pays peuvent vouloir acheter.

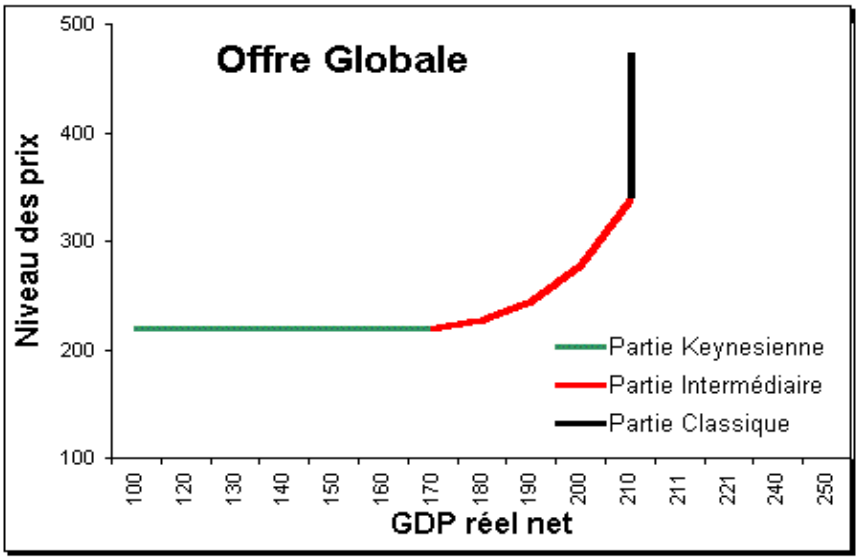
Effet des soldes réelles :

Une courbe de demande globale est descendante en raison de l'effet des soldes réels. Lorsque les prix sont élevés, le pouvoir d'achat des actifs monétaires diminue (les soldes des comptes bancaires ont un pouvoir d'achat moindre), les individus tendent à se sentir plus pauvres, et, ils achètent moins. Lorsque les prix sont bas, le pouvoir d'achat des actifs monétaires augmente, les individus tendent à se sentir plus riches, et, ils achètent plus.

Il y a un rapport mathématique inverse entre le taux d'intérêt et les actifs financiers. Les marchés des valeurs, tels que la bourse des valeurs de New York, sont très sensibles à l'inflation qui est la source principale de croissance du taux d'intérêt. Cette sensibilité a été constatée dans le krach de la bourse de New York le 19 octobre 1987, ainsi que dans les réactions de la bourse américaine aux abaissements du taux d'intérêt par la banque fédérale de réserves en 2000 et 2001[(23)].

L'Offre globale :

La courbe de l'offre globale est faite de trois segments : la partie classique est verticale, l'extrémité de Keynes est horizontale, et, la partie intermédiaire est ascendante.



Graphique G-MAC7.1

L'offre globale peut être considérée comme la combinaison de toutes les marchandises que les entreprises produisent : c'est le PNB si on ignore l'État[(24)].

La partie classique de l'offre globale :

La partie classique de l'offre globale est verticale parce que la théorie classique affirme que les prix varient de sorte que la production soit toujours au plein emploi. Dans cette partie, accroître la demande globale accélère l'inflation, tandis que la contracter réduit l'inflation.

Il y a beaucoup de secteurs de l'économie où tous les réglages se font par des changements de prix. On peut le constater dans toutes les marchandises liées la mode : si une robe génère une forte demande, elle aura un prix élevé; mais si la robe n'est plus à la mode, le prix sera très bas, et, par la suite, elle ne sera plus produite du tout.

La partie keynésienne de l'offre globale :

La partie Keynésienne de l'offre globale peut se traduire par la proposition suivante : quand les prix sont très bas, les entreprises préfèrent diminuer la production plutôt que de baisser davantage leurs prix et subir des pertes. Dans cette partie, tout changement de la demande globale produit un changement de la production. C'est pourquoi, dans le cas d'une récession la bonne politique gouvernementale consiste à augmenter la demande globale.

De nombreux secteurs de l'économie subissent très peu de variations de prix mais des changements importants du volume de la production et du nombre d'employés. Par exemple, les rabais qu'offrent les fabricants de voiture ne s'élèvent guerre à plus de 10% de la valeur d'une voiture. Comparé aux variations de prix de l'ordre de 50% voire plus pour les vêtements par exemple, les rabais sur les voitures sont très faibles. Cela s'explique par l'importance des coûts fixes des usines de voiture. Les fermetures d'usines de voitures ne sont pas rares en période de récession. Par exemple les fermetures d'usines Ford aux Etats-Unis en 2002[(24)].

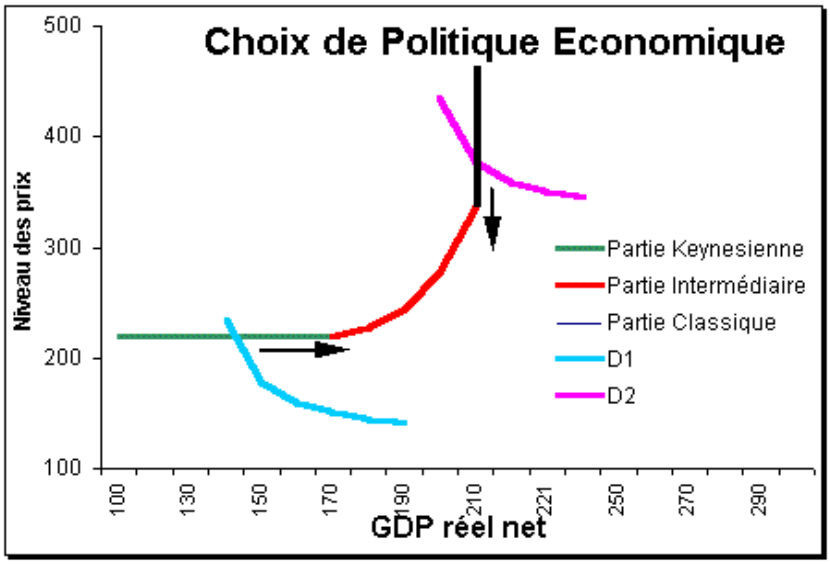
La partie intermédiaire de l'offre globale :

Cette partie intermédiaire de l'offre globale représente le cas d'une inflation préliminaire (ou inflation sectorielle) : quand la demande et la production augmentent, quelques secteurs de l'économie peuvent souffrir de goulots d'étranglement et exiger que les prix augmentent parce que le rendement ne le peut pas.

Quelques secteurs de l'économie s'exposent parfois des changements de prix et de quantité en même temps. Ceci semble être vrai pour tous les secteurs de biens de consommation tels que les radios et télévisions ou les équipements de sport, par exemple[(24)].

La Politique de la demande globale :

Quand l'intersection de la demande globale et de l'offre globale se produit dans la partie horizontale Keynésienne, il y a récession et chômage excessif : la politique gouvernementale recommandée consiste à stimuler la demande globale. Quand l'intersection est dans la partie verticale classique, il y a inflation : la politique gouvernementale recommandée consiste à contracter la demande globale



Graphique G-MAC7.2

Tout au long des années 60 et 70, l'administration américaine a mis l'accent sur la stimulation de la demande globale pour contrôler le chômage. Le contrôle de l'inflation a été permis par des changements fiscaux, ou par des contrôles des prix et des salaires[(24)].

La politique des ressources :

La validité des politiques gouvernementales des ressources peuvent être démontrées en étudiant les périodes de stagflation (prix élevés et niveau de production bas) qui a produit un mouvement de l'offre globale vers le haut. La politique recommandée alors n'est pas d'accroître une demande globale qui s'ajouterait à l'inflation, mais d'orienter l'offre globale vers le bas par une réduction des coûts de production.

Dans les années 1980, l'administration américaine a essayé de contrôler l'économie en prêtant plus d'attention à la partie "offre" de l'économie. Plus particulièrement, les coûts de production ont été affectés par de nombreuses réglementations, restrictions et subventions décrétées par différents organismes gouvernementaux dont l'administration américaine s'est efforcée de réduire l'action[(24)].

Critique de la représentation classique du taux d'intérêt :

Pour ceux que Keynes appelle les économistes classiques le taux d'intérêt est le prix d'équilibre sur le marché des fonds prêtables :

> «De nombreux économistes ont soutenu que le montant de l'épargne courante déterminait l'offre de capital frais, que le montant de l'investissement courant en gouvernait la demande et que le taux de l'intérêt était le facteur d'équilibre ou le "prix" déterminé par le point d'intersection de la courbe de l'offre d'épargnes et de la courbe de la demande d'investissement»[(23)].

Pour Keynes, cette théorie ne tient pas : "l'épargne globale est nécessairement et en toute circonstance juste égale à l'investissement global" ; en toute circonstance et donc, quel que soit le taux d'intérêt. Il va ainsi critiquer l'existence d'un marché des capitaux où offre et demande s'équilibrent. D'abord en constatant que les décisions d'épargne et d'investissement dépendent de facteurs totalement différents, puis en expliquant que, du fait des incertitudes "radicales", les individus sont poussés à thésauriser. Cette thésaurisation provoquera certes un investissement (la production invendue deviendra un stock, comptabilisé comme un investissement) mais forcé. A la période suivante, le manque de débouchés devrait amener les entrepreneurs à diminuer la production et donc l'emploi.

Finalement, c'est la loi de Say (que Keynes résume à l'idée que "l'offre crée sa propre demande") qu'il critique, puisque sa théorie nous amène à conclure qu'il existe des rationnements, une sous consommation, du fait de la mauvaise coordination des agents[(24)].

Incertitude et demande de monnaie :

L'incertitude sur le marché financier est une nouvelle donnée centrale. Keynes reprend cette thèse d'une incertitude centrale pour rendre compte de la demande de monnaie, et donc de la détermination du taux d'intérêt. La demande de monnaie, chez Keynes, répond à trois motifs de détention de monnaie[(24)] :

- motif de transaction.
- motif de précaution.
- motif de spéculation.

Par cette représentation, il s'oppose à l'idée classique selon laquelle "toute encaisse"

Clicours.COM

2-2) la théorie marxiste :

A| Historique :

Il n'y a pas qu'un seul marxisme **:** il y a « le marxisme de Marx » (et encore, on peut en distinguer plusieurs selon les périodes ; notamment un avant et un après 1847-1849), mais il y a aussi le marxisme de Bakounine, celui de Lénine, puis de Staline, de Trotski, le marxisme des sociaux-démocrates…

Pour résumer, on pourrait dire qu'il y a au moins autant de marxismes que d'internationales ouvrières (en tout 4 + 1, qui est l'internationale anarchiste issue de la fameuse « fédération jurassienne » de l'AIT). On connaît la fameuse formule de Marx s'adressant à des opposants au sein de l'AIT : **«**si c'est cela être marxiste, alors moi, Karl Marx, je ne le suis pas !**»**…

Le marxisme du Marx économiste accompli celui du« Capital» et des « Critiques de l'économie politique », d'après 1849. Pourquoi ? C'est le Marx de la mâturité, le Marx économiste et c'est l'œuvre achevée…

Marxisme, communisme, critique du capitalisme, bourgeoisie, prolétariat Science des lois du développement de la nature et de la société, science de la révolution des masses opprimées et exploitées, science de la victoire du socialisme dans tous les pays et de l'édification de la société communiste**(25)**.

On appelle «marxisme» un ensemble de connaissances articulées, cohérentes c'est-à-dire logiques et pertinentes, élaborées au 19^{e} siècle, visant à décrire et expliquer le fonctionnement des sociétés européennes du début 19^{e} siècle. Le discours marxiste postule qu'une société est une totalité dynamique, en mouvement.

La pensée marxiste s'articule autour du postulat selon lequel l'on ne peut décrire et expliquer une société qu'en partant des pratiques réelles des hommes et des femmes de cette société.

La pensée marxiste du 19eme siècle offrait une explication mécaniciste de la société, une explication linéaire où l'économique constituait le facteur explicatif le plus important en dernière analyse. L'on pensait ainsi que l'économique constituait l'infrastructure de la société et suffisait à lui seul pour expliquer tout ce qui se passait dans la superstructure de la société, c'est à dire dans la vie culturelle et politique**(25)**.

Le marxisme est dû à une grande révolution dans l'histoire du développement de la pensée sociale. La doctrine marxiste a répondu aux questions que l'humanité avancée avait déjà soulevées, mais qu'elle n'a pu résoudre. Ses sources théoriques sont la philosophie allemande de la fin du 18^{e} siècle et du commencement du 19^{e} siècle,

l'économie politique anglaise et le socialisme français. Elle est l'expression des intérêts vitaux du prolétariat, classe la plus révolutionnaire de la société capitaliste. Ses principales parties constitutives sont : la philosophie marxiste, l'économie politique marxiste et la théorie du communisme scientifique[(25)].

Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique sont la base théorique du marxisme. La différence radicale entre la philosophie marxiste et tous les systèmes philosophiques qui l'ont précédée, est formulée par Marx dans ses «Thèses sur Feuerbach». « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter différemment le monde, mais il s'agit de le transformer. » Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique sont une puissante arme théorique dans la lutte pour la transformation révolutionnaire de la société. Empruntant à l'ancienne philosophie tout ce qu'elle avait de valable et de progressiste, Marx et Engels ont été les auteurs de la seule conception scientifique du monde. L'âme du marxisme, c'est la dialectique matérialiste[(26)].

Grâce à cette méthode, les fondateurs du marxisme ont transformé le matérialisme philosophique, surmonté l'étroitesse de l'ancien matérialisme métaphysique et mécaniste et créé le matérialisme dialectique, forme supérieure du matérialisme. Approfondissant et développant le matérialisme philosophique,

Marx et Engels l'ont fait aboutir à son terme logique, ils ont étendu ses principes à la connaissance de la société humaine et ont créé le matérialisme historique Contrairement aux théories idéalistes, d'après lesquelles les idées, la raison sont à la base du développement social, Marx et Engels ont montré que c'est le régime économique qui est la base réelle sur laquelle s'érige la superstructure politique et idéologique, que la force motrice du développement dans les sociétés divisées en classes antagonistes est la lutte des classes[(25)].

En appliquant le matérialisme dialectique et le matérialisme historique à la science économique. Marx a accompli une révolution dans les conceptions de la vie économique de la société et créé la seule économie politique vraiment scientifique.

Alors qu'est-ce que la théorie marxiste?

Les marxiens sont des militants, théoriciens, penseurs, qui se revendiquent des apports de Karl Marx tout en se démarquant du marxisme « traditionnel » (auquel Marx reprochait de dévier de sa pensée : "Moi, je ne suis pas marxiste.").

Se disent « marxiens » ceux qui n'adhèrent pas aux marxismes, mais qui se réclament de la méthode de Marx, une méthode qui permet de comprendre ce qui est au cœur du capitalisme. Une autre définition d'une approche « marxienne » regroupe les personnes qui délaissent le côté militant et politique du marxisme pour se concentrer sur sa méthode scientifique d'analyse[(26)].

Le marxisme est un courant politique se réclamant des idées de Karl Marx (et dans une moindre mesure de Friedrich Engels). Politiquement, le marxisme repose sur l'analyse de l'histoire et la participation au mouvement réel de la lutte des classes, pour l'abolition du capitalisme. Karl Marx considérait en effet que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes»[(25)].

Le marxisme est une pensée critique, mais pas un "système" : "je n'ai jamais *établi de "*système socialiste*"*" écrivait Karl Marx dans ses Notes critiques sur Adolphe *Wagner* (1880). Le marxisme est une analyse en évolution du monde tel qu'il est, une méthode qui doit lier intimement pratique et théorie.

Le marxisme est un mouvement théorique et politique qui se base notamment sur l'expérience des luttes populaires, sur une analyse économique du capitalisme, et sur une conception matérialiste de l'Histoire. Il s'appuie sur les écrits de Karl Marx (1818-1883), et dans une moindre mesure de Friedrich Engels (1820-1895). Le marxisme se situe dans le courant politique du communisme (et du socialisme), qui est une conception de société sans classe, une organisation sociale sans État, fondée sur la possession commune des moyens de production. Il part de l'adage « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins »[(26)].

Le marxisme est une analyse en évolution du monde tel qu'il est, une méthode qui doit lier intimement pratique et théorie. Le marxisme est un courant politique de gauche inspiré par Karl Marx. Le marxisme contient à la fois une explication de la société capitaliste et une critique de celle-ci.

L'élément central du marxisme réside dans le constat que les moyens de production (entreprises) sont contrôlés par des minorités dominantes ("bourgeoisie" ou "classe capitaliste" dans le cas du capitalisme, "aristocratie" dans le cas du féodalisme...). Les classes sociales dominantes contrôlent le pouvoir politique et l'utilisent pour perpétuer leur position dans la société. La domination politique trouve donc sa cause première dans la domination économique d'une classe sociale sur les autres[(25)].

Le deuxième élément important de la pensée du marxisme est qu'il existe une alternative à la société divisée en classes : la propriété collective des moyens de production, c'est-à-dire une société sans classe sociale. Pour passer du capitalisme au socialisme ou communisme (une société sans État et sans classe sociale), les marxistes estiment que des luttes menées par les classes populaires sont nécessaires.

Le but est de supprimer les causes des inégalités et de l'exploitation notamment le système du salariat, "esclavage moderne" selon Marx. L'objectif est d'arriver à "une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous". Les principaux marxistes ont été Karl Marx, Friedrich Engels, Rosa Luxemburg...

Le marxisme économique désigne les travaux de Karl Marx sur l'économie politique, et par extension les théories qui s'en sont inspirées. À proprement parler, au sein du marxisme économique, il faut faire la distinction entre l'économie marxienne dont les représentants se revendiquent directement de la pensée de Marx, l'économie marxiste, qui appuie sa réflexion sur le marxisme, et enfin les écrits économiques de Marx[(26)].

B) La philosophie marxiste :

Avec Karl Marx, on assiste à l'essor définitif d'une pensée philosophique très profonde est très structurée.

Allemand, Karl Marx est né en 1818 est mort en 1883. Il prend d'abord part aux luttes libérales et s'exile en 1849 pour se fixer à Londres. Il est alors déçu par la bourgeoisie incapable de faire la révolution. Il a d'ailleurs rompu, des 1843, avec le philosophe Bruno Bauer (qui prônait la libération de la conscience pour transformer la société). Mais, dès cette époque, il a subi l'influence des matérialistes de Feuerbach. Il connaît aussi très bien la philosophie de Hegel.

Après 1849, il crée avec Engels la « ligue des communistes », qui fut dissoute en 1852. En 1864, il fonde la première internationale[(26)].

L'œuvre de Karl Marx est très vaste :

- ✓ Thèse sur Feuerbach.
- ✓ La Sainte-Famille.
- ✓ Idéologies allemandes.
- ✓ La misère de la philosophie.
- ✓ Le manifeste du parti communiste.

Ensuite, il rédige son ouvrage le plus important : le capital, dont le tome 1 paraît en 1867, et les autres tomes après sa mort.

Karl Marx est avant tout un philosophe qui observe de près les expériences sociales et politiques de son temps, en se mêlant à la politique et à l'action. La pensée de Karl Marx est issue d'une profonde réflexion sur la société de son temps et propose des solutions qui peuvent être projetées sur l'avenir et qui seront réalisées. La société que Marx observe est la société industrielle du 19ème siècle et les modes d'organisation du travail en vigueur à cette époque.

Marx, comme tous les grands génies, n'a pas tout inventé tout seul ! Il a été marqué par de nombreuses influences à partir desquelles il a élaboré son système de pensée[(26)] :

- ✓ La pensée de Hegel, bien sûr : la méthode dialectique pour penser une véritable philosophie de l'Histoire ! Et l'idée fondamentale que l'histoire a un sens (au double sens du terme).
- ✓ La critique formulée par des matérialistes comme Feuerbach : ne penser le monde qu'à travers la réalité matérielle qui influe sur tout le reste la matière est première, les idées sont déterminées par les conditions matérielles. C'est ce qui amènera Marx à s'intéresser aux modes de production et au capitalisme à devenir économiste. Car pour lui, les superstructures sont déterminées par les infrastructures.
- ✓ La pensée des socialistes (et leurs critiques du capitalisme) qui l'ont précédé, dont Proudhon ! Il lui empruntera notamment :

  • La notion de socialisme ;

  • La notion de capitalisme ;

  • La notion de force collective concernant la réalisation du travail dans les entreprises modernes,

  • L'idée que le progrès doit conduire à une société sans Etat, sans pouvoir, où la politique se résumera à l'administration économique et sociale de la production et de la répartition des biens (donc une société à la fois collective et anarchiste) ;

  • Et même la notion de propriété collective (inventée par Proudhon et non pas Marx) !

C) Doctrine marxiste de l'Histoire :

Cette doctrine repose sur les principes suivants[25] :

- Le moteur de l'Histoire est l'évolution des forces productives matérielles, c'est à dire des instruments, ou techniques, de production (c'est la "structure économique" de la société).
- A chaque situation des forces productives correspond une certaine situation des rapports de production, c'est à dire de mode de propriété, ou de répartition de la propriété, des instruments de production (terre, matières premières, machines, moyens de transport et de communication, etc.). Soit l'existence d'une classe de propriétaires/exploitants et d'une classe d'exploités.

- A chaque situation des rapports de production correspond une "superstructure juridique et économique" à laquelle correspondent "des formes de conscience sociale déterminées" (religion, art, philosophies, théories

politiques). Ces dernières sont mises en place par la classe dominante afin de légitimer leur domination.

- Tandis que les forces productives matérielles évoluent en permanence sous l'effet du progrès technique, les rapports de production ainsi que la superstructure (institutions et théories dominante) ont une tendance à la conservation. Le maintien de ces rapports devient une "entrave" à la marche naturelle de l'Histoire.

- La contradiction entre l'évolution des forces productives et le maintien de rapports de production et d'une superstructure inchangés ne peut se résoudre que par la lutte des classes et plus précisément l'action consciente de la classe qui devrait bénéficier du nouveau rapport de production. Cette action volontariste comporte une part de violence, la Révolution.

- La Révolution permet d'adapter les rapports de production (modes de propriété) et les superstructures de la société à l'état des forces productives matérielles.

D) Les racines du marxisme :

Marx hérite de plusieurs courants philosophiques et sociaux **(26)**:

***** la pensée matérialiste (posant la matière comme réalité première), développée dans l'Antiquité par Démocrite et Epicure, mais aussi au 18^{e} siècle par les philosophes français, Diderot, Helvétius, la metterie, etc. ;

***** la philosophie allemande, celle de Hegel, tout particulièrement, dont Marx reprend la démarche dialectique, procédant par thèse, antithèse, synthèse (en la remettant toutefois «sur ses pieds», c'est à dire en partant non point de l'Idée, mais de la production matérielle des hommes).

Il faut mentionner aussi Ludwig Feuerbach et sa critique de la religion :

***** le socialisme français, avec Saint-Simon, Fourier et Proudhon,

***** l'économie politique anglaise, avec Ricardo essentiellement, qui orienta l'analyse de Marx vers les phénomènes de production.

***E) La critique marxiste* :**

Pour bien comprendre le marxisme, il est nécessaire de le situer d'abord au milieu des courants ambiants, d'autant plus qu'il les critique tous. C'est le meilleur moyen de saisir l'originalité de la pensée marxiste.

La critique la plus sévère concerne Hegel, dont Karl Marx garde cependant l'explication dialectique de l'histoire. Mais il réfute violemment la philosophie hégélienne de l'état. Pour lui, Hegel est dans l'erreur quand il parle de la famille, du groupe, etc.... Hegel distingue en effet dans l'individu d'une part l'homme privé et d'autre part le citoyen. Pour Karl Marx cette distinction est artificielle, car, en fait, il n'y a que l'individu. Il faut donc admettre contre Hegel, que l'état n'a pas de fondement en soi, car il ne repose pas sur une réalité naturelle. Pour Karl Marx l'état n'est qu'un moyen d'exercer le pouvoir[(27)].

De cette critique de Hegel, Marx tire la critique de toute idée de réforme intérieure de l'état. Il ne nie pas les progrès réalisés par le libéralisme et la bourgeoisie. Mais il constate que toute révolution politique ne conduit à rien, car elle est faite par une classe qui projette dans le nouvel état sa situation particulière en lui donnant faussement pour mission d'affranchir la société tout entière. Cela ne serait possible que si toute la société se trouvait dans la situation même de cette classe, c'est à dire si elle pouvait acquérir, à son gré, puissance, argent, culture, ce qui est impossible par le seul moyen de la réforme politique. Il faut donc d'abord une révolution qui transforme radicalement les structures économiques et sociales.

Pour la même raison, Karl Marx rejette le socialisme d'état car, à ses yeux, ce n'est pas par des subventions de l'état que l'on peut réduire les problèmes et qu'on édifie une société nouvelle. Les travailleurs ne sont pas maîtres de l'appareil étatique tant que des réformes de structures ne leur auront pas permis d'accéder pleinement et véritablement au pouvoir[(27)].

Marx rejette aussi l'anarchisme, parce que celui-ci demande, en fait, l'abdication de l'état du jour au lendemain et de tout mettre en commun, ce qui aurait pour conséquence de réduire la véritable possession et la pleine liberté de l'individu. Marx est finalement très attaché à la propriété privée des biens de consommation contrairement aux clichés courants en la matière.

Enfin, Karl Marx critique le nationalisme. Pour lui, il s'agit d'une idéologie faussée, d'une coupure à l'envers du vrai courant historique, parce que non sociale et ne tenant aucun compte des structures. L'idéologie marxiste est par nature même internationaliste[(27)].

Le matérialisme dialectique:

La base de la philosophie marxiste est constituée par ce que l'on appelle le matérialisme dialectique.

Pour Karl Marx, l'homme est un produit de la nature (matérialisme), mais il est surgi de la nature avec l'intention de s'universaliser, de rompre sa particularité, de briser la séparation qu'il l'oppose à la nature ainsi que briser le cloisonnement avec les autres

hommes. Ainsi, il y a une lutte, une dialectique qui tient à l'origine matérialiste de l'homme lui-même. Autrement dit, la nature produit l'homme pour s'humaniser[27].

L'homme, de son côté, éprouve des besoins qui se satisfont d'abord par la nature. Pour obtenir ces satisfactions, c'est à dire pour prendre contact avec la nature et la dominer, l'homme dispos de ce que Karl Marx appelle des médiations. La principale médiation, et même la seule véritable est constituée par le travail (cueillette, puis fabrication de l'instrument, machine, etc....). De même, par le travail contre et avec la nature, la société humaine se forme et se constitue (solidarité). Ainsi, Marx affirme que le travail et l'instrument de travail appartiennent naturellement à la société et à l'homme. On retrouve ici les thèses classiques du droit naturel[27].

Le matérialisme historique :

De cette philosophie générale, Karl Marx tire en effet une philosophie de l'histoire. Pour lui, l'histoire est la relation fondamentale homme - nature - homme. Elle naît et se développe à partir de la première médiation qui met en rapport l'homme avec la nature et l'homme avec les autres hommes : Le travail. L'homme, pour le marxisme, n'est libre que s'il est maître de ses moyens de production. C'est la définition marxiste de la liberté.

L'histoire montre, ce que laissait prévoir d'ailleurs la dialectique, qu'il y a eu des aliénations, c'est à dire des appropriations des instruments de travail aux dépens des travailleurs[26].

De formidables bonds en avant dans le domaine technique ont fait qu'un groupe a disposé seul, à un certain moment des moyens de production. De ce fait, le travail, au lieu d'être une médiation, est devenue une simple marchandise, c'est à dire une tâche que le propriétaire des moyens de production achète au travailleur.

Celui-ci vend sur le marché sa force de travail ; le produit ne lui appartient plus; il prend une existence indépendante de lui. Il s'ensuit que la relation fondamentale et nécessaire homme - nature -homme est rompue[27].

Le travailleur prend conscience de sa valeur propre et de la valeur de son travail ; il perd conscience de sa vie réelle et se tourne vers des illusions (religion, idée morale). Il en résulte un régime anti- naturel d'exploitation.

Cependant, l'histoire procède aussi par bonds dialectiques. En effet, le groupe opprimé prend peu à peu conscience de sa situation. Il lui apparaît qu'il constitue une classe. Et cette classe entreprend de lutter contre la classe qui détient les moyens de production. L'histoire est donc essentiellement, dans ses phénomènes superficiels et profonds, une lutte de classes et non pas, comme le disait Hegel, une dialectique intellectuelle[27].

Parmi ces groupes qui, au 19^{éme} siècle, ont accaparé les moyens de production, Karl Marx voit d'abord à juste titre la bourgeoisie. Celle-ci, à ses yeux, a réalisé une première révolution (1789), mais cette révolution est une fausse révolution, en ce qu'elle a abouti à aliéner les moyens de production au profit de la seule bourgeoisie, et non pas du prolétariat et de tous[(27)].

La révolution :

Ainsi, on va inévitablement vers une révolution, grâce à la prise de conscience des prolétaires et par suite de l'augmentation en nombre de la masse prolétarienne et de l'aggravation de la misère, donc de l'aggravation des conséquences de l'aliénation.

La révolution devra, pour Karl Marx, être totale. Il sera nécessaire qu'elle change totalement les structures économiques de la société afin de redonner au travailleur ses moyens de production. Cela exigera donc la mise en commun des moyens de production. Si la révolution n'aboutit pas à cette mise en commun, une nouvelle aliénation sera toujours possible[(28)].

De plus, la révolution devra redonner au travailleur et à l'homme conscience de sa vie réelle. Elle exige donc la définition et l'élaboration d'une culture et d'une éducation particulière, en d'autres termes d'une culture et d'une éducation communiste.

Enfin, Marx estime que la révolution doit être permanente, aussi longtemps que le capitalisme subsistera dans le monde. Sa pensée est toutefois moins nette sur ce point que sur les autres[(28)].

Pour réaliser pour cela, il faut que les travailleurs, qui ont seuls véritablement droit à la propriété des moyens de production, prennent en main l'état grâce à l'action d'un parti issu d'eux-mêmes et établissent, dans la phase révolutionnaire, la dictature du prolétariat[(28)].

La société communiste *:*

La révolution doit aboutir à l'établissement d'une société communiste. Cependant, Marx note qu'elle conduira d'abord à une société socialiste, c'est à dire à une organisation en voie de transformation grâce à la dictature du prolétariat et à l'action du parti. Bien plus, dans certaines sociétés, Marx pense que la première révolution à accomplir devra consister à mettre au pouvoir la bourgeoisie, phase nécessaire à l'élaboration d'une révolution socialiste[(29)].

Dans cette première phase post révolutionnaire, la société socialiste, ainsi édifiée, réalisera un système économique et politique par lequel chacun recevra selon son travail.

Mais, dans cette seconde phase, lorsque l'action révolutionnaire et la dictature du prolétariat auront véritablement apporté la constitution d'une seule classe (donc la fin de la lutte des classes), avec une seule mentalité (grâce à l'éducation), et à plus forte raison si la révolution réussit à l'échelle mondiale, à leur on en arrivera directement à la fin du processus, c'est à dire à la société communiste[(28)].

Cette société sera organisée de façon telle que chacun reçoive selon ses besoins, ceci tenant compte de l'inégalité naturelle des hommes. Ceci revient à affirmer que, lorsque la société communiste sera constituée, l'histoire sera terminée. Marx, sur ce point, n'est pas très précis. Il pense parfois sur le plan idéal qu'il en sera ainsi. Mais, le matérialisme dialectique lui-même l'incite à d'autres moments à redouter que des aliénations restent possibles[(29)].

Les positionnements critiques possibles du marxisme :

- La critique marxiste est foncièrement moderne. Elle ne peut être que moderne H. Arendt considère même que c'est Marx qui enterre définitivement la tradition philosophique et politique issue de l'Antiquité et qui nous fait entrer de plain-pied dans la modernité…

Un marxisme anti moderne serait en effet un contre sens, car Marx, au fond, n'est même pas totalement contre le système capitaliste en tant que tel, puisqu'il pense que c'est une étape nécessaire au progrès de l'histoire mais pas l'étape finale,

Contrairement à ce que pensent les libéraux « orthodoxes » et les économistes classiques. Marx pense donc que le capitalisme procède par essence du progrès, mais que la révolution bourgeoise n'en est pas l'aboutissement ultime : il faut donc selon lui aller plus loin encore dans la modernité (et pas moins) [(29)].

C'est au nom de la liberté, de la raison scientifique et du progrès (trois valeurs essentielles de la modernité), ainsi qu'au nom de la libération du travail (autre aspect central de la modernité) et non de sa remise en cause, que Marx construit la thèse du « socialisme révolutionnaire et scientifique » qu'est le communisme moderne.

C'est la raison pour laquelle à l'époque de la guerre froide les 2 systèmes se sont combattus sur les méthodes mais pas sur leurs finalités : le progrès de l'Humanité ! Et ce progrès, dans les 2 blocs, passait essentiellement par le développement économique et le travail des hommes…

- Dans la critique marxiste, la critique sociale est prédominante, même si la critique artiste n'est évidemment pas absente.
- La critique marxiste, comme celle des anarchistes, peut se positionner comme une critique réformiste ou une critique radicale : l'anarchisme comme le marxisme

Cliccours.com

peuvent en effet s'accommoder de compromis avec le capitalisme, mais ce n'est pas nécessaire. Exemples :

- positions différentes entre les ≠ internationales ouvrières (débats au sein de la 1ère au 19ème siècle ; conflits entre la 2ème et la 3ème au 20ème siècle…),

- débat entre Jean Jaurès et Jules Guesdes, sur la révolution et la participation des socialistes au jeu électoral démocratique de la 3ème république,

- oppositions au sein de la SFIO au moment du congrès de Tours…

On va maintenant entrer un peu dans le détail de la critique marxiste du capitalisme, en 3 temps :

1. La philosophie de Marx comme porteuse d'une critique artiste

2. L'économie politique de Marx et la critique sociale

3. Les raisons de la domination de la critique sociale sur la critique artiste

1– La philosophie de Marx, porteuse d'une critique artiste…

• Glorification du travail : le travail libérateur, source de réalisation de soi, condition de l'homme par excellence (en oubliant et en assimilant œuvre et action… en entretenant la confusion entre travail, œuvre et action, comme le dira H. Arendt) : parler de la conception du travail selon Hegel… reprise en substance par Marx. Pour illustrer la manière dont Marx voit le travail comme le fondement de la nature humaine (l'homme, animal laborans), citer la métaphore de l'abeille et de l'architecte (Le Capital) **(29)**.

• Critique de l'aliénation du travail dans le système capitaliste : la faute au mode de production capitaliste qui transforme le travail libérateur en travail aliénant… par le biais du salariat (rapport social de production spécifique au mode de production capitaliste).Faire brièvement un rappel sur la distinction entre forces productives, modes de production, rapports sociaux de production.

• Le rapport salarial est aliénant, parce que **(30)**:

- ✓ Le salarié est dépossédé de sa force de travail, qui le définit pourtant comme humain créateur et inventeur…il est donc ainsi dépossédé de son humanité ! Expliquer la distinction entre travail et force de travail… fondamentale !

- ✓ Le salarié est dépossédé de ce qu'il produit, au sens où il ne maîtrise pas le processus de production auquel il participe, qui devient donc absurde et source de perte de sens pour lui. En exerçant son travail, il devient un simple rouage

d'un mécanisme, il perd sa liberté, son autonomie et son humanité : au cœur de la critique artiste !

- ✓ Le salarié est dépossédé de ce qu'il produit, au sens marchand du terme : dans le rapport salarial, ce qu'il produit ne lui appartient pas (Marx a vu juste : confirmation par Droit du travail contemporain).

• Détails sur la théorie de la force de travail et de la plus-value pour expliquer les sources de la théorie de l'exploitation de la force de travail selon Marx…

• Marx se déclare alors en faveur de l'abolition (à terme…) du salariat pour libérer le travail et les travailleurs ! Il faut alors comprendre la démarche d'analyse historique scientifique et dialectique du « Marx-économiste » pour comprendre comment le salarat est voué à disparaître nécessairement, ce qui permettra à la vie de chaque individu de recouvrer liberté, autonomie, authenticité, sens, créativité…

2 – *L'économie politique de Marx et la critique sociale*

• Approche par les contradictions du capitalisme : le matérialisme dialectique et les principaux stades de développement des forces productives).

• Les principales contradictions internes du capitalisme[(30)] :

- ✓ Le capitalisme valorise la propriété individuelle mais il produit une collectivisation de la production et de la consommation (et partant, de la société). Il contribue ainsi à faire tomber les frontières nationales en soudant le sort des hommes du monde entier !

- ✓ Le capitalisme produit de plus en plus MAIS il crée de la pauvreté ouvrière.

- ✓ Le capitalisme a besoin de concurrence pour se développer mais il tend à créer des concentrations économiques qui tuent cette concurrence !

- ✓ Le capitalisme a besoin de… capitalistes mais il a tendance à en réduire le nombre et à reléguer la population entière dans le prolétariat.

- ✓ Le capitalisme a besoin de profits mais il a tendance à faire baisser les taux de profits !

• Réflexions avec quelques détails sur l'un de ces principales contradictions : la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

• Ces contradictions doivent se résoudre dans une synthèse finale qui prendra la forme d'une révolution prolétarienne…

3– En guise de conclusion *:* les raisons de la domination de la critique sociale dans l'œuvre de Marx et ses successeurs

On s'aperçoit que dans sa démonstration, Marx doit devenir économiste pour aller au bout de son raisonnement sur les évolutions nécessaires de l'histoire (c'est notamment le matérialisme qui veut ça).

Dans cette analyse, il est donc contraint à adopter des démarches très globales dans lesquelles les signes matériels du basculement nécessaire de l'histoire vont se trouver au niveau de l'ensemble de l'économie et de la société **(30)**:

- Degré d'inégalités sociales
- Niveau de la composition organique du capital
- Dégradation de la répartition de la VA au profit des capitalistes
- Etc…

En donnant une telle valeur à ces indicateurs macroéconomiques et sociaux, Marx va donc contribuer à privilégier la critique sociale par rapport à la critique artiste**(30)**.

Le marxisme sera donc avant tout une critique des inégalités sociales et de la dissolution du lien social qui sont générés par le capitalisme : une critique sociale avant tout. En outre, comme Marx fait de la lutte des classes le moteur de la progression de l'histoire, cela incitera plus les marxistes à analyser les problèmes posés par le capitalisme au niveau collectif (donc critique sociale) en se désintéressant de ceux qu'il pose au niveau individuel (critique artiste)**(31)**.

En tout cas, cette critique est très pertinente et assez fascinante, mais elle a déjà fait son œuvre et a contribué, à son corps défendant, à changer l'esprit du capitalisme au 20ème siècle ! La critique marxiste va donc devenir d'autant moins efficace que le capitalisme de 2ème génération (le fordisme) saura intégrer des éléments de protection et de solidarité sociale qui répondent au moins partiellement à cette critique sociale…

Mais vous direz peut-être que le capitalisme de 3ème génération (actuel) est à nouveau de plus en plus condamnable sur le plan social ! Certes, mais deux choses essentielles (au moins) ont changé entretemps**(31)**:

1. Le marxisme a été (à tort ou à raison) décrédibilisé par la chute des régimes communistes à la fin du 20ème siècle : la critique a donc du mal à prendre auprès d'une population qui voit où cela a pu conduire les Russes ou les chinois !

2. Le capitalisme a appris, entre-temps, à fonctionner très bien avec la misère (et même à en faire une source de business)… Autrement dit, la sous-consommation ne guette plus spécialement le capitalisme…

Eléments d'analyse marxiste du capital :

A- Le point de départ : La loi de la valeur

La loi de la valeur est une loi économique de la production marchande en vertu de laquelle l'échange des marchandises s'opère en fonction de la quantité de travail socialement nécessaire à leur production. Sous l'effet de cette loi, les prix des marchandises ont tendance à se rapprocher de leur valeur.

Dans la production marchande, chaque producteur travaille isolément pour le marché sans connaître d'avance l'importance de la demande. Etant donné l'anarchie de la production, l'équilibre de l'offre et de la demande ne peut s'établir que par hasard, à la suite de fluctuations constantes. Aussi les prix des marchandises s'écartent elles sans cesse de la valeur de celles-ci, soit vers le haut, soit vers le bas. Si l'offre dépasse la demande, les prix baissent au-dessous de la valeur, si; au contraire la demande dépasse l'offre, les marchandises se vendent à des prix supérieurs à leur valeur[(32)].

Mais les prix des marchandises ont invariablement tendance à se rapprocher de la valeur. Lorsque le prix d'une marchandise est supérieur à sa valeur, il y a accroissement de la production donc augmentation de l'offre, ce qui aboutit inévitablement à l'abaissement du prix jusqu'au niveau de la valeur. Si les prix baissent au-dessous de la valeur, il y aura réduction de la production, pénurie de la marchandise, et, en fin de compte, le prix remontera au niveau de la valeur.

Ainsi les écarts entre les prix et la valeur s'équilibrent en définitive. A un moment donné, le prix de telle ou telle marchandise peut, pour des raisons particulières, s'écarter de la valeur, mais, les prix moyens pour des périodes assez longues correspondent approximativement à la valeur[(32)].

Dans la société fondée sur la propriété privée des moyens de production, la loi de la valeur règle par le mécanisme de la concurrence, les proportions dans lesquelles le travail et les moyens de production sont répartis entre les différents secteurs. Sous l'influence de la variation constante des prix, une partie des producteurs se retirent des branches où l'offre dépasse la demande et où les prix des marchandises baissent au-dessous de leur valeur. L'effet de cette baisse diffère selon les groupes de producteurs de marchandises. Seules les entreprises les plus compétitives consolident leurs positions alors que les plus faibles disparaissent[(32)].

L'enrichissement d'un petit nombre, au détriment de la masse des producteurs, tel est le résultat de la fluctuation constante des prix et des écarts entre les prix et la valeur.

Mais ce n'est pas pour cette seule raison que la masse des petits producteurs peut être écrasée par la concurrence car même la vente des marchandises à leur valeur ne leur permet pas forcément de survivre. En effet, la loi de la valeur est celle du

développement spontané des forces productives. Les producteurs qui disposent d'un équipement plus perfectionné sont avantagés car leurs frais de production sont inférieurs aux dépenses socialement nécessaires. Or un grand nombre de producteurs dépensent, par unité de production, plus de travail qu'il n'est socialement nécessaire et ne peuvent soutenir de ce fait la concurrence avec leurs rivaux plus forts[(32)].

Il en résulte que les moyens de production se concentrent de plus en plus (fusions, absorptions) car seule la réalisation d'importantes économies d'échelle permet un abaissement significatif des coûts de production. La production capitaliste conduit donc inévitablement à la concentration des richesses entre les mains de quelques-uns. Par ailleurs, même les grandes entreprises ne sont pas réellement à l'abri dans la mesure où la baisse de la rentabilité marginale du capital aboutit à une baisse globale des taux de profit donc à des difficultés inévitables[(32)].

En résumé, la loi de la valeur, agissant par le mécanisme de la concurrence, remplit trois fonctions importantes dans l'économie marchande :

- Elle joue le rôle de régulateur dans la répartition de la main d'œuvre et des moyens de production entre les différentes branches.
- Elle stimule le progrès technique.
- Elle soumet le système productif aux aléas du marché.

La théorie de la plus-value : pierre angulaire de la théorie marxiste :

Les classiques de l'économie politique, Adam Smith et David Ricardo donc fondé la théorie de la valeur de la marchandise selon le travail.

La loi de la valeur fait donc partie des classiques de l'économie politique. Marx utilise la loi de la valeur pour établir que les propriétés de la marchandise, c'est à dire la valeur proprement dite de la marchandise est déterminée par la quantité de travail incorporé dans cette marchandise. Marx dépasse la loi de la valeur de la manière suivante[(31)] :

En échangeant les marchandises produites par eux, les hommes établissent une équivalence entre les espèces de travail les plus variées. Derrière les rapports d'échanges, il y a la division sociale du travail. Les rapports d'échange sur le marché expriment les rapports entre les producteurs de marchandises dans la production sociale. C'est pourquoi la valeur, le rapport de la valeur représente non pas les rapports entre les choses, mais les rapports entre les hommes, entre les producteurs de marchandises. Sous son enveloppe matérielle, la valeur est un rapport social, un rapport de production, et se manifeste dans les rapports entre les choses.

Dans la circulation marchande simple, le propriétaire d'une marchandise la vend pour en acquérir une autre dont il a besoin. La formule de cette circulation est :

marchandise - argent - marchandise. Il en est autrement lorsque la marchandise est achetée non pas pour satisfaire directement tel ou tel besoin, mais pour la vente[32].

La formule de ce nouveau processus est : argent - marchandise - argent. Celui qui achète pour revendre le fait pour revendre plus cher. Le processus de la production capitaliste commence par l'achat de moyens de production et de force de travail, c'est à dire par la transformation du capital sous sa forme monétaire en capital productif. Ensuite, le capitaliste vend sur le marché les marchandises produites. Par la même il transforme le capital - marchandise en capital – argent[32].

Mais le capitaliste obtient plus d'argent qu'il n'en avait dépensé avant de commencer à produire. Mais, les marchandises s'échangent à leur valeur. Dès lors, une question se pose : Comment le capitaliste, en achetant et en vendant les marchandises à leur valeur, arrive-t-il quand même à retirer de la circulation des marchandises une plus grande valeur ?

L'économie politique classique ne répond pas. Marx quant à lui y répond à sa manière.

Pour Marx, cette situation est possible que parce que le possesseur de l'argent « le capitaliste » trouve sur le marché une marchandise particulière, dont la consommation est source de nouvelle valeur. Cette marchandise, c'est le travail. En d'autres termes, le travail est toujours systématiquement payé en dessous de sa valeur par les producteurs capitalistes. En simplifiant, pour Marx la plus-value capitaliste est injustifiée et correspond à la différence entre le prix de vente des marchandises (à leur valeur) et le prix d'achat de la force de travail nécessaire à la réaliser. Plus-Value = Prix de vente - Prix d'achat de la force de travail[32].

L'exploitation du prolétariat est donc, pour Marx, la condition de survie du capitalisme. Seule une révolution pourra mettre fin à la lutte des classes.

Les principaux fondamentaux du marxisme **:**

***** L'opposition à un système économique inégalitaire, basé sur l'aliénation, l'exploitation du plus grand nombre (par le système du salariat), et dirigé vers la réalisation de profit pour quelques-uns, et non vers la satisfaction des besoins de tous. Il s'agit du capitalisme, mais on peut évidemment imaginer d'autres systèmes présentant les mêmes caractéristiques essentielles, auxquels les marxistes s'poseraient également. Pour la transformation de la société, le marxisme estime nécessaire un processus révolutionnaire permettant d'arriver à une société basée sur la coopération et la gratuité[33].

***** L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes" principe inhérent au véritable marxisme, qui implique la démocratie et l'auto

émancipation, ainsi que la démocratie comme élément fondateur indispensable pour une nouvelle société (que l'on appelle socialisme ou communisme), société à construire, débarrassée des différentes formes de domination.

* L'internationalisme, qui est à la fois le constat de l'intérêt commun des travailleurs du monde entier et de la nécessité de la lutte au niveau mondial, et l'objectif du dépassement des nations dans une communauté humaine mondiale.

* La connaissance et l'analyse de l'Histoire (conception matérialiste de l'histoire).

* Le constat de l'existence de classes sociales qui divisent les hommes et les femmes en différents segments de population ; le constat des profondes inégalités et injustices entre ces classes ; et le constat que tant que la division de la société en classes existera, il y a aura des luttes entre ces classes (lutte des classes). En conséquence, tout en participant actuellement à la lutte de classe des travailleurs, les marxistes militent pour une réorganisation de la société visant à la fin des classes sociales.

* Le libre exercice de l'esprit critique. Doute de tout " disait Marx, le but étant de connaître la réalité telle qu'elle est, pour mieux la comprendre et ainsi la transformer.

Ces principes, ou certains d'entre eux, peuvent parfaitement être partagés par d'autres théories politiques et sociales : si c'est le cas, évidemment tant mieux ! Le marxisme ne cherche pas à s'isoler, tout au contraire : le but est de contribuer à la constitution d'un mouvement d'ensemble de la société pour créer " une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous " (Karl Marx, Manifeste Communiste) **(33)**.

Les apports conceptuels :

Marx affirme la nécessité d'un dépassement de la philosophie théorique : la réflexion philosophique doit devenir fondamentalement pratique ; elle est inséparable d'une transformation radicale de la société, transformation destinée à dépasser la sphère de l'aliénation humaine, c'est à dire celle de l'existence historique où l'homme (au travail) est dépouillé de lui-même et de ses œuvres. Au-delà de cette inhumanité profonde de l'histoire, Marx nous laisse espérer un saut dans le règne de la liberté.

Les concepts fondamentaux de la philosophie de Marx sont les suivants **(34)**:

a - **Concepts philosophiques :**

* la dialectique, comprise comme mouvement allant de la thèse à l'antithèse et à la synthèse, mouvement s'effectuant par un dépassement permanent des contradictions. La

dialectique n'est plus, chez Marx, celle de l'Idée (comme chez Hegel) mais d'abord celle de la matière ;

* l'aliénation, entendue comme situation où l'être humain [au travail] est dépouillé de son essence et confronté à son produit qui devient Autre que lui et le domine ;

* la praxis, conçue comme énergie pratique humaine et sociale, appréhendée chez Marx comme le critère essentiel du vrai.

b - Concepts socio-économiques :

* les forces de production, ensemble des moyens dont la société humaine dispose pour produire ;

* les rapports de production, relations et rapports sociaux noués dans le processus de production ;

* l'exploitation, relation économique fondamentale consistant en ce que certains hommes, ne possédant pas les moyens de production, travaillent en partie gratuitement pour d'autres hommes propriétaires de ces moyens.

Les fondateurs du marxisme :

La théorie marxiste tire son nom de son fondateur, l'historien, économiste et Philosophe allemand **Karl Marx** (1818-1883). Cette appellation ne rend pas justice à **Friedrich Engels** (1820-1895), économiste et homme politique allemand, dont l'œuvre est indissociable de celle de Marx[(33)].

Si le libéralisme est né en réaction contre le réalisme, le marxisme s'est développé sur la base d'une critique du libéralisme, en particulier celle de la philosophie dialectique idéaliste de Friedrich Hegel (1770-1831) et de l'économie politique de Smith et Ricardo. Selon Hegel, c'est le mouvement dialectique entre le développement de la conscience ou du savoir et le développement de la réalité économique, sociale et politique qui est le moteur de l'histoire. La progression des connaissances engendre une transformation de la réalité qui à son tour suscite un nouvel avancement des connaissances…jusqu'à la réalisation du Savoir absolu ou de la Raison qui engendrera la réalisation d'une société libre, égalitaire et juste **«**la Démocratie**»**.

La philosophie marxiste, le matérialisme dialectique, soutient a contrario que ce sont les transformations matérielles d'existence qui déterminent l'évolution des idées, celles-ci suscitant de nouveaux changements de la réalité…jusqu'à l'avènement d'une société égalitaire et juste le communisme[(33)].

L'analyse de l'évolution des sociétés humaines sur la base du matérialisme dialectique a donné naissance à la théorie marxiste de l'histoire, le matérialisme

historique. Selon cette théorie, développée notamment par Marx dans le premier tome du Capital (1867) et Engels dans L'Origine de la famille, de la propriété et de l'Etat (1884), depuis l'apparition de la propriété privée et de l'Etat toutes les sociétés esclavagistes, féodales, « Capitalistes » ont été divisées en classes :

Une classe dirigeante, qui contrôle les moyens de production de la richesse économique et l'Etat; une classe opprimée qui rassemble ceux qui produisent la richesse par leur travail sans exercer de contrôle sur les moyens de production et le pouvoir politique; et des classes intermédiaires qui sont constituées par ceux qui exercent un contrôle restreint sur le pouvoir économique et/ou politique, par exemple les fonctionnaires, les artisans, les intellectuels et les fermiers[(33)].

C'est la transformation des **rapports de production** économiques et **la lutte entre les classes sociales** qui en résulte qui déterminent la transition d'un type de société à un autre. Tel est le sens qu'il faut donner au célèbre aphorisme du Manifeste du parti communiste (1848) : « Toute l'histoire de la société humaine jusqu'à ce jour est l'histoire de la lutte des classes ».

Selon Marx et Engels, la lutte des classes n'est ni une fatalité, ni une caractéristique de l'essence humaine : elle n'existait pas avant la naissance de la propriété privée, à l'époque du communisme primitif, et elle disparaîtra avec le remplacement du capitalisme par le communisme.

Les raisons pour les quelles le capitalisme est inévitablement condamné à être supplanté par le communisme sont expliquées dans plusieurs ouvrages dont Travail Salarié et Capital (1849), Contribution à la critique de l'économie politique (1859) et le premier tome du Capital. Smith et Ricardo avaient soutenu que, dans le cadre du capitalisme, c'est la valeur produite par le travail qui est la source de la richesse[(33)].

Marx et Engels se démarquent de cette théorie en affirmant que seul le travail de l'ouvrier est producteur de valeur et que le profit du capitaliste provient de la **plus-value**, qui est la partie du travail de l'ouvrier qui ne lui est pas payée en salaire. Contrairement à Smith et Ricardo qui considéraient que la concurrence garantissait le libre accès à la propriété privée pour tous, ils affirment que les lois naturelles du capitalisme la **«recherche du profit maximal»** et la **«baisse tendancielle du taux de profit»** engendrent inévitablement la concentration du capital et des moyens de production, ce qui provoque des crises de surproduction, une augmentation du chômage et un appauvrissement des classes opprimées[(34)].

Selon Smith et Ricardo, la survie du capitalisme dépend de l'élargissement de son marché et de ses débouchés, donc de son expansion à l'échelle mondiale. Marx et Engels reconnaissent la validité de cette assertion, mais loin de voir cette expansion comme la source première de l'enrichissement des nations, il la considère comme la cause de

l'internationalisation de la concentration du capital et des maux associés à cette dernière[34].

En se développant le capitalisme crée donc, selon eux, des conditions objectives favorables à la **révolution socialiste mondiale**. Cette révolution ne peut être victorieuse que si elle est dirigée par le **prolétariat**, d'une part parce que c'est cette classe qui est la productrice du profit; d'autre part, parce que le prolétariat n'a rien à perdre et tout à gagner dans cette révolution puisque, contrairement aux autres classes, incluant la paysannerie, il est dépossédé de toute propriété. De là le célèbre appel du Manifeste du parti communiste :

« Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! ». Dans La Guerre civile en France (1871), autopsie de l'échec de la Commune de Paris qui fut la première tentative de révolution socialiste de l'histoire, Marx affirme toutefois que cette révolution ne peut être victorieuse que si le prolétariat dispose d'une organisation politique capable de s'emparer de l'Etat qui est l'instrument essentiel de défense des intérêts de la bourgeoisie[33].

Au-delà de ces réflexions, la théorie de Marx et Engels contient fort peu d'enseignements sur la manière de faire la révolution et sur les caractéristiques du régime communiste qui succédera à cette dernière. Seuls quelques écrits, dont La guerre civile en France, apportent certaines précisions sur ces questions. Suite à la révolution prolétarienne, la construction de la société nouvelle s'effectue en deux Phases : la **phase socialiste**, durant laquelle l'Etat de dictature du prolétariat socialise progressivement tous les moyens de production, élimine les classes sociales et répartit les biens selon le principe « à chacun selon son travail »; et la phase ultérieure **du communisme**, caractérisée par la disparition définitive des classes et de l'Etat[34].

Les successeurs du marxisme :

De toutes les théories, celle de Marx et Engels est sans doute celle qui a donné lieu au plus grand nombre d'interprétations divergentes. Ceci est dû en grande partie au fait que les théoriciens les plus influents du marxisme après Marx ont été les dirigeants des partis et des Etats communistes et que ces derniers, faute d'enseignements précis des fondateurs sur l'organisation de la révolution et la construction du socialisme, ont élaboré des compléments à la doctrine qui correspondaient à leurs visions, à leurs intérêts, à leurs expériences particulières et aux conditions spécifiques de leur époque[35].

Les trois aspects de la doctrine marxiste :

En général ce qui est traité dans tous les textes du mouvement marxiste, ne peut pas être compris si l'on ne sait pas de façon opportune distinguer trois aspects de la doctrine originale de la révolution prolétarienne qui peuvent difficilement subsister séparément.

Clic-Cours.com

Un premier aspect est la description de la société capitaliste supposée à l'état de « modèle ».Dans ce modèle il y a trois classes : les prolétaires, les entrepreneurs, les propriétaires fonciers et il n'y a pas de résidus d'autres classes. Dans un tel modèle on ne peut attendre qu'une « révolution pure », c'est à dire que les prolétaires abattent les deux autres classes. L'élimination sociale elle-même des propriétaires fonciers par les entrepreneurs est une mesure bourgeoise possible, mais ce n'est pas une révolution. Si nous avons volontiers déclaré qu'il n'y a pas d'exemple de ce modèle pur dans l'histoire concrète, nous avons admis aussi qu'il n'y aura pas d'exemple d'une révolution ouvrière anticapitaliste « exempte de toute impureté »[(35)].

Dans ce premier aspect du modèle économique l'antithèse théorie qu'avec le monde bourgeois, qui dérive pour nous du contraste des intérêts et des forces de classes opposées, est déjà évidente. L'économie bourgeoise classique admit la méthode des modèles et soutint qu'au fur et à mesure que les sociétés impures réelles se rapprochaient du modèle pur de la société d'entreprise et de marché, on établissait un équilibre stable dans le sens où les différentes quantités progressaient de façon continue, la figure du modèle restant inchangée, au plus (Ricardo) en en éliminant la rente foncière. L'économie vulgaire et moderne nie la validité scientifique des modèles[(34)].

L'économie marxiste comme théorie de la production capitaliste assume le modèle et en élabore les lois, pour conclure que l'évolution inévitable ne présente pas de continuité constante, mais des sauts contradictoires et une impossibilité d'équilibre final qui définit la fin du modèle qualitatif. Donc, même en excluant les effets de survivance d'éléments impurs précapitalistes auxquels Ricardo attribue les seules causes de déséquilibre on conclut à l'écroulement de l'équilibre social sans que l'on doive en chercher la cause dans des luttes entre résidus pré bourgeois et forces productives capitalistes, ou élever à la hauteur de forces motrices de l'histoire les phénomènes de propagande, de volonté, d'indignation, d'agitation qui est pourtant des faits de l'histoire réelle[(35)].

Après ce premier aspect économique il y en a un deuxième, historique au sens général et, si l'on veut utiliser un mot commun à tous, philosophique. C'est la doctrine du matérialisme historique pour laquelle l'effet fondamental des intérêts économiques explique non seulement le sens du développement du capitalisme pleinement développé, mais le procès de tout autre type de société d'une époque et d'un lieu quelconques.

Les époques qui ont précédé le capitalisme et les transitions révolutionnaires qui ont précédé celles entre féodalisme et capitalisme sont expliquées avec le même mécanisme que celui qui a déjà été appliqué à la naissance du capitalisme et qui nous permet d'en prévoir la chute[(35)].

Le troisième aspect est l'aspect historique dans le sens contingent qui, dans une situation donnée et dans un complexe humain donné dont les interdépendances

pratiques et les liaisons sont évidentes, pose le problème du rôle de toutes les classes sociales différemment présentes, et de tous les contrastes, ainsi que des convergences d'objectifs qui viennent à se former dans un tel domaine, de façon à fournir une présentation cohérente des grands et fondamentaux événements et transformations de structure.

Le marxisme l'emporte car il peut appliquer aux vicissitudes de ce domaine, dans lequel la pureté et même un degré déterminé d'impureté ne se découvrent jamais, les lois valables de la théorie, c'est à dire les relations économiques propres aux modèles sociaux classiques et les dérivations de tous les phénomènes plus complexes de l'infrastructure matérielle. Or ce troisième et dernier domaine d'application de cette activité, qui n'est pas une simple description contemplative mais une participation à la vie et à la lutte, ne peut cependant être affronté sans utiliser certains regroupements géographiques de pays et d'époques historiques ayant un caractère et une dynamique communes ; et même le troisième aspect du marxisme consiste à démontrer que cela est possible en opérant une sélection dans l'immense multiplicité des faits et des événements locaux[(35)].

À chacun de ces grands regroupements géographico-historiques correspondra nécessairement une certaine praxis stable du parti : ou l'on arrive à cela ou le marxisme n'est pas valide, et il n'y a pas de parti possible au sens de force révolutionnaire.

Il ne doit pas rester des anciennes constructions doctrinales pierre sur pierre. Mais l'on retomberait dans un vain individualisme bourgeois, dans un criticisme personnel antimatérialiste, dans un nouveau bigotisme de la conscience qui se gouverne elle-même, si l'on ne comprend pas que quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent elle est donnée, par force, telle qu'elle est, de l'extérieur, si l'on croyait à l'absence totale de préjugés, si l'on permettait au parti, à ses organes ou à ses groupes, au militant, à celui qui « confesse le marxisme », d'aller à chaque fait nouveau dans de nouvelles directions[(34)].

Une fois détruite la possibilité d'établir des normes de la praxis humaine valides pour tous les lieux et tous les temps (éthique, qu'elle soit transcendante ou immanente, loi morale divine ou impératif catégorique), il s'agit donc de savoir choisir les limites de temps et d'espace à l'intérieur desquelles les règles historiques pour la lutte d'une classe qui s'est élevée au rang de parti sont en vigueur : le prolétariat qui à l'appel du Manifeste a fait le premier grand pas : sa constitution en parti politique (en assumant un credo théorique) pour par la suite se constituer en classe dominante, pour détruire à la fin même sa nature de classe, et toute domination de classe[(35)].

<u>Les idées de Marx :</u>

Marx commence par entreprendre une lecture critique des Classiques anglais. Il remet en cause la vision optimiste de la division du travail d'Adam Smith en distinguant la division technique du travail et la division sociale du travail. La division technique du

travail**,** création historique du capitalisme, est celle qui apparaît dans la manufacture. Elle se caractérise par la parcellisation des tâches et ramène les hommes à l'état d'esclaves sous la domination du capital, c'est à dire du maître de fabrique. La division sociale du travail est la résultante de la compétition entre différents producteurs et relève de l'anarchie capitaliste[(36)].

Marx conteste également la loi de population de Malthus. Il évoque l'existence d'une surpopulation relative inhérente aux évolutions historiques du capitalisme. La surpopulation, la misère et le chômage seraient liés à un aménagement des structures productives qui se traduirait par la valorisation du capital (les machines) par rapport au travail humain. Il distingue alors, au sein de la classe ouvrière, l'armée active composée des ouvriers au travail et l'armée de réserve industrielle (les chômeurs) [(36)].

Marx est à l'origine du concept de plus-value. Il reprend la vision ricardienne de la valeur travail et dénonce l'exploitation des travailleurs face aux propriétaires des moyens de production, c'est-à-dire la bourgeoisie capitaliste.

La pensée marxiste relève également de la philosophie de l'histoire et propose une théorie du conflit révolutionnaire. La lutte des classes doit mener à l'expropriation de la bourgeoisie comme classe dominante et à l'avènement du socialisme[(35)].

<u>Les concepts de Marx pour analyser le mode de production capitaliste :</u>

Trois questions sont abordées dans la première partie : la théorie de la valeur, la loi de l'accumulation et les crises, la définition des classes sociales.

-La théorie de la valeur comme critique des rapports sociaux

Marx reprend une vielle distinction établie par Aristote et adoptée plus tard par Adam Smith et David Ricardo : toute marchandise possède une valeur d'usage et une valeur d'échange.

La première signifie qu'un bien produit ne devient marchandise que s'il est utile, sans qu'il faille attacher un jugement normatif à cette utilité. La valeur d'usage est une condition nécessaire pour que la valeur d'échange puisse exister. A propos de la seconde, Marx se démarque subtilement de Smith et Ricardo : les marchandises valeurs d'usage sont des « porte valeur ». Elles s'échangent, et par là, elles confèrent au travail privé qui les a créées un caractère social validant. Cette validation est une abstraction : le travail échangé abandonne ses caractéristiques concrètes pour devenir une fraction du travail de la société, abstraction faite de ses particularités. Marx appelle ce travail « travail indistinct » ou « abstrait », reflet des rapports sociaux. Ainsi, dans l'acte d'échange, la valeur est la forme que prend ce travail abstrait ; réciproquement le travail abstrait est la substance de la valeur. L'expression « valeur d'échange » désigne alors le rapport quantitatif dans lequel deux marchandises s'échangent : deux chaises contre une table[(36)].

La principale difficulté pour analyser le fait que le produit du travail devienne une marchandise provient du caractère fantastique, mystique, enchanté, donc trompeur, sous lequel apparaît l'échange de marchandises. A travers cet échange semble s'établir un rapport entre des choses, alors que derrière cette apparence il y a un rapport social des hommes entre eux. Le fétichisme se trouve aggravé par le fait que la valeur des marchandises revêt la forme argent. En effet, quand on dit que deux chaises = une table, il n'y a pas grande difficulté à imaginer le travail humain derrière la marchandise. Si l'on dit que deux chaises = 100 euros, c'est déjà moins immédiat[(36)].

Parce que la société féodale était basée sur la dépendance personnelle entre seigneur et serf, les rapports sociaux apparaissaient directement comme des rapports entre des hommes. Ce n'est plus le cas dans la société capitaliste où la valeur revêt la forme argent. La conséquence est qu'à travers l'échange de marchandises, l'exploitation du travail devient invisible.

Le capitaliste n'achète pas le travail ni le produit du travail du prolétaire salarié mais sa force de travail. La particularité de cette marchandise particulière est de pouvoir créer une valeur supérieure à ce qu'elle coûte. En d'autres termes, le capitaliste achète une valeur d'usage qui peut créer une valeur supérieure à la sienne propre[(36)].

Mais quelle est la valeur d'échange de la force de travail ? A cette question Marx donne deux éléments de réponse : d'abord, la valeur de la force de travail est égale à celle des marchandises nécessaires à sa reproduction, quantité qui n'est pas biologique mais sociohistorique, et en cela Marx ne fait que reprendre ce que disaient Smith et Ricardo ; ensuite, cette valeur dépend aussi du rapport de forces entre capitalistes et salariés. La différence entre la valeur créée par le prolétaire et celle qu'il perçoit constitue la plus-value qui représente donc l'origine du profit que percevra le capitaliste quand il aura vendu la marchandise[(36)].

On voit ici comment Marx achève la théorie de la valeur-travail : le travail étant seul créateur de valeur nouvelle, le profit provient d'une exploitation du travail salarié : le surtravail non payé. L'objectif de Marx est atteint : dévoiler le rapport social qui se dissimule derrière l'apparence d'un échange égal, salaire contre «travail ». Alors que, en économie précapitaliste, les producteurs indépendants vendent pour acheter, M' (Marchandise)⟶A (Argent) ⟶M' (Marchandise), les capitalistes achètent pour vendre, A ⟶ M ⟶ A'.

Lors de chaque cycle de production, sous l'effet du travail productif, le capital argent grossit d'une plus-value. Le capital peut être analysé comme du travail accumulé. Pour Marx, dans l'économie capitaliste, est productif (sous-entendu de capital) le travail qui produit de la plus-value[(37)].

La valeur de la marchandise peut donc être décomposée comme suit :

C + V + P - C : valeur du capital consacré à acheter les moyens de production (capital dit constant car il ne crée pas de valeur nouvelle) ; V : valeur du capital consacré à payer les salaires (capital dit variable car la force de travail crée une valeur nouvelle) ; P : plus-value.

Le taux d'exploitation de la force de travail se mesure par le taux de plus-value qui est le rapport P/V = surtravail/travail nécessaire à l'entretien des salariés. Pour accroître le taux de plus-value, les capitalistes doivent soit accroître le numérateur, soit faire baisser le dénominateur, soit les deux à la fois[(37)].

1er cas : augmentation absolue de la plus-value (que Marx appelle la plus-value absolue) par l'augmentation de la durée du travail ou la baisse des salaires.

2e cas : augmentation relative de la plus-value (que Marx appelle la plus-value relative) par la diminution de la valeur de la force de travail en baissant le prix des biens nécessaires à son entretien sans pour autant baisser le pouvoir d'achat ; ce fut obtenu ainsi : au 19^{éme} : abolition des corn laws en Angleterre ; au 20^{éme} : mécanisation de l'agriculture et de l'industrie des biens de consommation.

La plus-value dite « extra » est celle obtenue à la suite d'une innovation qui place un capitaliste temporairement en situation de monopole.

Pour terminer ce point, disons quelques mots de trois fausses objections à propos de la loi de la valeur de Marx. En premier lieu, Marx aurait négligé ou nié l'utilité, le marché ou la rareté pour énoncer sa loi de la valeur. C'est une fable. Pour Marx, le travail privé consacré à produire telle marchandise trouve sa reconnaissance sociale par la vente sur le marché. « Enfin, aucun objet ne peut être une valeur s'il n'est une chose utile. S'il est inutile, le travail qu'il renferme est dépensé inutilement, et conséquemment ne crée pas de valeur. » D'ailleurs, la loi de la valeur est incluse dans la loi de la rareté : le travail humain suppose l'existence de la rareté, c'est à dire celle-ci est la condition nécessaire de celui-là. En second lieu, la loi de la valeur énonce que les rapports d'échange entre les marchandises reflètent la quantité de travail socialement nécessaire[(37)].

Mais un problème redoutable se pose que les économistes classiques eux-mêmes avaient soulevé et que Marx a tenté de résoudre. Les prix des marchandises sur le marché ne correspondent pas exactement à l'équivalent monétaire de leur contenu en travail. Pourquoi ? Parce que les secteurs capitalistes ne présentent pas tous la même répartition du capital entre achat des moyens de production (capital constant) et achat de la force de travail (capital variable). La « composition organique du capital » diffère selon les secteurs.

Or chaque capitaliste exige, sous peine de partir ailleurs, un taux de profit au moins égal à la moyenne. De ce fait, le prix va comprendre le coût monétaire de production augmenté d'un profit au prorata du capital engagé. Alors, par le biais de prix formés en

intégrant l'exigence moyenne de rémunération du capital, les secteurs très capitalistiques (mécanisés) jouissant souvent d'une position dominante captent au détriment des secteurs moins capitalistiques souvent en position dominée une part de l'équivalent monétaire de la valeur-travail produite ailleurs qu'en leur sein[(37)].

Enfin, troisième objection souvent soulevée : quid de la valeur-travail aujourd'hui ? Cette théorie est-elle pertinente alors que le travail semble fuir la société contemporaine, et notamment la production industrielle ? Tous les prix des biens industriels ou des services dont la vocation est d'être produits dans des conditions similaires à celles de l'industrie, ont tendance à long terme à diminuer. Il n'y a aucune exception : produits alimentaires, habillement, appareils ménagers, automobiles, électronique, ordinateurs, voyages, etc. Pourquoi cette tendance irréversible ?

Parce que la productivité du travail augmente grâce à un meilleur savoir-faire, des équipements plus performants et une organisation du travail rationalisée. Dire que la productivité du travail augmente est synonyme de la baisse de la valeur des marchandises sur le moyen et le long terme. Il ne faut donc pas se laisser tromper par les apparences. Plus la productivité du travail progresse, plus l'économie fournit de biens et services mesurés en termes physiques, c'est à dire plus elle produit de valeurs d'usage, moins celles-ci ont de valeur d'échange. La diminution des besoins en travail pour produire une même quantité de biens et services n'est en aucune manière une infirmation, mais est au contraire une confirmation de la justesse de cette théorie dite de la valeur-travail[(38)].

Ainsi, la loi de la valeur-travail comme expression des rapports sociaux capitalistes n'a rien perdu de sa pertinence puisqu'elle rend compte des deux grandes caractéristiques de la société moderne : l'exploitation du travail et la dynamique de l'accumulation du capital.

On voit alors se dessiner le projet de Marx : critiquer l'économie politique qui refuse de considérer le caractère social et historique du mode de production capitaliste. La marchandise opère une double dichotomie : les travaux privés ne sont pas immédiatement utiles socialement sans médiation de l'échange ; les travaux échangés ne sont pas des travaux distincts concrets mais du travail abstrait contre du travail abstrait. Quel intérêt présente alors l'échange ? Il est double : parce que ces travaux abstraits sont matérialisés dans des objets différents et parce que ces travaux abstraits constituent la substance d'un phénomène, la valeur, qui s'exprime monétairement dans l'échange, et dont le terme du parcours est une quantité de monnaie venant grossir le capital[(38)].

Il en résulte que la monnaie est la forme par excellence de la valeur, c'est-à-dire la forme du travail abstrait : la monnaie peut tout acheter, surtout la force de travail, cette capacité énergétique, physique et intellectuelle, à engendrer une nouvelle valeur. La monnaie est donc désirée, demandée pour elle-même, comme dira Keynes plus tard,

parce qu'elle constitue un droit d'achat permanent (présent et à venir) sur du travail social ou sur de la force de travail.

Au total, Marx permet de repérer les deux failles de l'économie politique classique qui deviendront des impasses pour la science économique moderne : L'économie politique n'a pas su penser la monnaie autrement que comme un instrument supprimant les inconvénients du troc. En ne distinguant pas la valeur en tant que phénomène et la valeur d'échange en tant que forme, elle s'interdit de comprendre les crises qui naissent de la possibilité de rupture dans le passage de la marchandise à l'argent, le fameux « saut périlleux »**(37)**.

L'économie politique ayant cru que le travail procurait naturellement, automatiquement, une valeur aux biens, et que le travail était lui-même naturellement une marchandise, elle a accrédité l'idée que le capitalisme était un système naturel, dans l'ordre des choses, accomplissant la nature humaine, éternelle, rationnelle et échangiste. Dans ces conditions, le capitalisme pouvait être, selon les libéraux, la fin de l'histoire**(38)**.

-**L'accumulation du capital et les crises :**

Chez les Classiques au sens de Marx, il y a des auteurs qui n'adhéraient pas à la loi de Say. Ainsi Malthus et Sismondi furent les premiers à souligner qu'il y avait une contradiction entre l'augmentation de la production et la possibilité d'écouler les marchandises, donc de trouver une demande suffisante. Si les salariés consomment essentiellement des produits de première nécessité (leur salaire de subsistance), et que les salaires sont poussés à diminuer, la consommation des salariés se trouve bloquée, et une partie des produits de première nécessité, dont la demande n'est pas extensive, ne trouve pas de débouchés, y compris chez les capitalistes et rentiers. Ces derniers consomment certes des produits de luxe, mais pas dans des quantités infinies, et par ailleurs ils ne vont pas consommer plus de biens de première nécessité. Les défenseurs de la loi de Say opposent en général que l'épargne (donc ce qui est non consommé) sera investi, et donc que la demande trouvera un débouché sous la forme des biens de capitaux. Cependant, comme le faisait remarquer Sismondi, si le marché est engorgé, les capitalistes ne vont pas investir!

On comprend mieux alors pourquoi Marx, qui fut un lecteur assidu de Sismondi et de Malthus notamment, était lui-aussi un héritier des Classiques et rejetait lui aussi la loi de Say (auteur pour qui il avait le plus grand mépris). Quelle est donc la théorie des crises de Marx? Il n'y a pas une théorie « unifiée » de la crise chez Marx, mais plusieurs et dont l'ébauche est inégale. A partir de ces théories, les marxistes ont par la suite tenté de construire des théories des crises plus « abouties ». Il y a autre chose à préciser, les théories des crises de Marx peuvent très bien se comprendre ou être utilisées sans adhérer à la théorie de la valeur-travail(35).

Il y a au moins 3 théories de la crise chez Marx. Pour Marx, le capital (« la valeur en tant qu'elle circule », « l'argent qui fait des petits ») circule ainsi : le capitaliste achète le capital constant (la valeur des moyens de production) et la force de travail à une valeur A, puis cherche à vendre une marchandise M à une valeur A' supérieure à A.

Une première représentation de la crise semble incriminer la demande. Marx notait à juste titre que l'existence de la monnaie, et donc ce qu'il appelait la séparation de l'achat et de la vente (M-A...A-M) était une condition nécessaire de la crise.

En effet, la thésaurisation peut interrompre le circuit du capital. La marchandise pour réaliser sa valeur, suppose de passer « le saut périlleux » de la validation sous forme monétaire. Marx distinguait plusieurs types de crises : les crises partielles (surproduction d'un marché) et les crises générales (surproduction générale). Une grande partie du Capital (dans les Livres II et III) est consacrée aux crises et aux contradictions liées à la reproduction du capital(35).

Dans le Livre II, il formalise ce qu'il appelle les schémas de la reproduction, qui est en fait un circuit dont l'inspiration peut être trouvé dans le Tableau économique de Quesnay. Dans ces schémas, il distingue les capitalistes producteurs de moyens de consommation et les capitalistes producteurs de moyens de production et les prolétaires. Cette « formalisation » donnera lieu à un premier type d'interprétation de la crise chez certains marxistes. Ces schémas sont en fait une des premières tentatives de formalisation d'un modèle de croissance à deux secteurs. Soient Ci le capital constant (valeur des moyens de production), Vi le capital variable (salaires) et Pli la plus-value sous forme monétaire (profit) produits dans le secteur i. Dans le secteur I, la valeur produite (C1+V1+Pl1) pour être écoulée suppose que les dépenses de consommation des prolétaires et des capitalistes (V1+V2+(1-s1)(Pl1+(1-s2)Pl2) soient égales, donc que : C1+V1+Pl1=V1+V2+(1-s1)Pl1+(1-s2)Pl2 (en supposant un salaire de subsistance et en appelant si le taux d'épargne/d'accumulation)(35).

De même, pour que l'ensemble de la valeur produite par le secteur II (moyens de production) soit écoulée, il faut que les achats de moyens de production par les capitalistes des deux secteurs soient égaux, donc que C2+V2+Pl2=C1+C2+s1Pl1+s2Pl2 En somme, l'équilibre suppose : V2+(1-s2) Pl2=C1+s1Pl1

Selon Marx, il n'y a aucune raison particulière pour que cette relation soit vérifiée puisque le fonctionnement du capitalisme est "anarchique". Le plus souvent, on observera un déséquilibre de suraccumulation/sous-consommation : la section 1 produira trop et la section 2 pas assez. Certains marxistes ont ainsi interprété la crise comme une conséquence de la sous-consommation ou de la suraccumulation. En réalité, ces deux déséquilibres étant les deux faces de la même pièce, insister sur une face plus que sur une autre a peu de sens. Il s'agit là d'un déséquilibre partiel, et non global (on parle parfois de « disproportion »)(35).

De ce fait, certains marxistes (comme Duménil et Lévy par exemple) considèrent que ces schémas ne visent pas à démontrer la crise. Mais Marx remarque avec ces schémas une chose : c'est le problème de la réalisation/monétisation de la plus-value.

En effet, normalement le capitaliste avance une somme A, qui sert à acheter C et V et à produire une marchandise M' d'une valeur A'>A. Or d'où vient l'argent pour acheter la différence entre A et A'? Selon Marx, cela suppose le crédit ou une création monétaire (il évoque la production d'or...à son époque, le régime monétaire était celui de l'étalon-or): le capitaliste avance la plus-value en achetant ses moyens de production et de consommation à crédit! Ce problème de la réalisation de la plus-value dans les schémas de la reproduction sera approfondi par Rosa Luxembourg. Selon elle, la réalisation de la plus-value suppose que le capital puisse exporter ses marchandises aux colonies. Telle est ici l'interprétation de l'impérialisme chez Rosa Luxembourg. Cette idée sera ensuite reprise ou plutôt « repensée » de façon intéressante par Kalecki ou la théorie du circuit(34).

Dans le Livre III, Marx évoque aussi le fait que les crises sont corrélées à l'insuffisance de la demande : "La raison ultime de toutes les crises réelles, c'est toujours la pauvreté et la consommation restreinte des masses face à la tendance de l'économie capitaliste à développer ses forces productives comme si elles n'avaient pour limite que le pouvoir de consommation absolu de la société". Cette citation semble étayer une représentation de la théorie marxienne qui ferait porter la cause fondamentale de la crise à l'insuffisance de la demande, comme dans les schémas de la reproduction... Ce serait en fait trop simpliste et réduire la pensée de Marx.

Il existe en effet une seconde théorie de la crise, mais là de la crise générale : celle qui est liée à la baisse tendancielle du taux de profit. Le taux de profit est le rapport entre le profit (ou la plus-value) global et le capital avancé : $r = Pl/(C+V)$. Ce rapport peut se réécrire aussi : $r = e/(g+1)$ où $e=Pl/V$ et $g=C/V$

e (le taux de plus-value) nous donne une approximation de la répartition salaires/profits, tandis que g (la composition organique du capital) mesure le caractère plus ou moins capitalistique, donc mécanisé, de la production. Selon Marx, la concurrence pour le profit va pousser les capitalistes à substituer des machines au travail, pour obtenir des gains de productivité et faire baisser leurs prix. Mais, collectivement, cela conduit à augmenter la composition organique du capital, ce qui toute chose égale par ailleurs, fait baisser le taux de profit(35).

Ainsi, pour Marx le progrès technique et de la productivité, principale réussite du capitalisme, s'accompagne d'un alourdissement de la structure capitalistique, une baisse du taux de profit et donc à long terme, la crise du capitalisme. Selon Marx, la baisse du taux de profit engendre le ralentissement de l'accumulation, le développement de la spéculation (pour faire des profits fictifs quand on n'arrive plus à faire des profits réels) et à la surproduction.

Cependant, Marx lui-même remarque tout un tas de « contre-tendances » à la baisse tendancielle du taux de profit. Tout d'abord, la baisse des salaires (via la baisse des prix des biens salariaux ou la baisse pure et simple du salaire réel) est susceptible d'augmenter le taux de plus-value et donc le taux de profit. Mais, cette contre-tendance ne peut être permanente, parce que cela induirait un risque d'explosion sociale et d'insuffisance de la demande! Marx note néanmoins que lors des crises périodiques, la hausse du chômage (« armée de réserve industrielle ») fait pression à la baisse sur les salaires, ce qui permet ensuite de faire remonter le taux de profit et le taux d'accumulation. Cette idée fut reprise par Goodwin (1967) dans un modèle célèbre montrant qu'on peut ainsi formaliser facilement des cycles auto-entretenus. Mais sur longue période, la part des salaires est relativement stable (je dis relativement...ce qui veut dire que cela peut néanmoins fluctuer de quelques points) pour la raison évoquée précédemment(34).

Ensuite, les gains de productivité peuvent amener à faire baisser le prix des éléments du capital constant comme d'ailleurs la part des profits dans la valeur ajoutée, ce qui, à salaire donné, fait augmenter le taux de profit. Il s'agit-là d'une limite forte au caractère de « loi » à la baisse tendancielle du taux de profit : logiquement, la tendance du taux de profit devrait être indéterminée (hausse, baisse ou stabilité), le tout dépendant de l'évolution relative des salaires, de la productivité et de la composition organique du capital. Cela a donné lieu à de multiples débats, y compris au sein du marxisme.

Marx signale encore d'autres contre-tendances comme le commerce extérieur, qui permet de faire baisser le prix des biens salariaux voire de mettre en concurrence les salariés pour faire baisser les salaires, et les sociétés par actions, qui permettent de ne rémunérer les capitalistes (actionnaires) qu'en fonction du taux d'intérêt (plus une prime de risque). Enfin, au moment de chaque crise, les capitaux improductifs sont dévalorisés et les entreprises inefficaces rachetées, amenant un mouvement de concentration-centralisation du capital, qui permet de rétablir les conditions de l'accumulation et l'efficacité productive(35).

Le fait que l'évolution du taux de profit ne soit pas a priori nécessairement à la baisse invalide-t-elle totalement cette théorie? Non, elle garde son utilité car quand le taux de profit baisse, il est indéniable que la crise n'est pas loin! Et il est également clair qu'un alourdissement de la structure capitalistique peut engendrer cet effet... Il faut seulement éviter un double dogmatisme : le premier consistant à vouloir montrer comme mordicus que le taux de profit baisse alors qu'il monte, le second consistant à vouloir jeter le bébé avec l'eau du bain. Les évolutions du taux de profit et de la productivité peuvent être connectées avec les cycles de Kondratieff et les explications schumpetériennes des cycles : quand de grandes révolutions technologiques apparaissent, cela bouleverse l'organisation capitaliste de la production et fait monter le taux de profit et le taux d'accumulation(35).

Cliccours.com

Mais lorsqu'il apparaît de plus en plus difficile d'innover et d'extraire des gains de productivité, la tendance à la baisse du taux de profit réapparaît, puis la crise et la dépression... Il existe une dernière « théorie » de la crise chez Marx, mais beaucoup moins connue, qui peut être rapprochée de la thèse de la baisse tendancielle du taux de profit mais permet finalement de faire la synthèse entre les deux approches. Nous verrons que nous pouvons trouver une explication similaire de la crise dans la théorie du circuit keynésien. Cette explication se fonde sur l'analyse du circuit du capital A-M...P...M'-A'. Marx définit ce qu'il appelle le temps de récupération du capital (t), qui est le temps minimum nécessaire pour que le capital avancé A soit reconstitué, le temps de rotation du capital (T), qui est le temps nécessaire pour que l'ensemble du capital avancé effectue sa rotation (et génère du profit), et la durée morale du capital fixe (D), qui mesure la durée de vie effective du capital fixe compte tenu de l'obsolescence technique.

Logiquement, t<T et D<T. Par contre, on ne peut dire a priori si t<D. Or, à mesure que la concurrence fait rage entre capitalistes, ceux-ci sont obligés d'innover et d'introduire de nouvelles machines et innovations. Il en résulte une obsolescence du capital fixe installé et un raccourcissement de la durée de vie morale du capital fixe : les capitalistes sont obligés de mettre au rebut de plus en plus vite leurs machines, sans qu'ils aient eu le temps de rentabiliser leur investissement. Arrive un moment, si la concurrence est trop forte, où D diminuant, on finit par avoir D<t. Dans cette situation, les capitalistes n'arrivent même pas à récupérer leur investissement de départ. C'est la crise! Les faillites se multiplient. On peut aisément montrer que si D<t, cela se traduit dans les schémas de la reproduction déjà évoqués précédemment une suraccumulation et une sous-consommation.(35)

On comprend alors le rôle du crédit et de la finance : c'est de raccourcir le temps de circulation du capital, de faire l'avance nécessaire à l'investissement capitaliste et d'orienter le processus d'accumulation vers les secteurs les plus productifs. La finance a alors pour effet de « retarder » la crise, mais certainement pas de l'annuler : la spéculation sur les marchés des titres (« le capital fictif ») peut pendant un temps masquer aux capitalistes les déséquilibres réels, mais lorsque les firmes ne parviennent plus à payer les intérêts ou dividende du fait d'une concurrence acharnée qui fait baisser les taux de profit et réduit la durée de vie du capital, c'est le krach. Si d'abord la crise se traduit par une crise financière, la crise est bien réelle et liée à l'impossibilité pour le capital de se valoriser suffisamment rapidement(35).

Le capitalisme connaît une tendance permanente à l'accumulation du capital, c'est-à dire à la réintroduction permanente de la plus-value dans le circuit de production sous forme de capital nouveau. La reproduction du système exige son élargissement, et la tendance à l'accumulation rend les crises de surproduction possibles pour deux raisons liées**(36)**.

Parce que la concurrence et le progrès technique obligent les capitalistes à mettre au rebut des équipements avant qu'ils ne soient physiquement usés: c'est le phénomène

de l'obsolescence. De ce fait, la rotation du capital, qui suit le cycle décrit par le circuit du capital, est interrompue avant que le capital ait été récupéré ; il s'ensuit un déséquilibre entre la section qui produit les moyens de production et celle qui produit les biens de consommation.

Parce que la recherche de gains de productivité du travail conduit à l'élévation de la composition organique du capital C/V. Or le taux de profit P C V P V CV + = + 1 Ce rapport diminue quand C/V augmente si P/V n'augmente pas suffisamment pour compenser[(36)].

Marx en conclut que le capitalisme doit connaître une baisse tendancielle du taux de profit : les crises périodiques ne peuvent aller qu'en s'aggravant. Cependant, la baisse du taux de profit n'est pas inéluctable et Marx énumère six facteurs pouvant inverser la tendance : - augmentation de l'exploitation du travail par l'augmentation de la durée du travail ou de l'intensité de celui-ci ; - baisse du salaire ; - baisse du prix des éléments du capital constant ; la recherche de gains de productivité concerne aussi bien la section des biens de production que celle des biens de consommation : la dévalorisation des biens d'équipement qui en résulte entraîne une baisse de la composition en valeur du capital alors que, dans le même temps, la composition technique, c'est-à-dire en volume, peut augmenter. - surpopulation relative (chômage) ; - commerce extérieur ; - accroissement du capital-actions[(37)].

Si l'on observe le capitalisme contemporain, on constate que la fin des années 1960 et le début des années 1970 furent marqués par une baisse du taux de profit dans les pays capitalistes développés, sans doute due à un ralentissement des gains de productivité. Cette baisse du taux de profit ne fut enrayée que par un renforcement de l'exploitation de la force de travail au moyen du chômage et de la précarité. La remontée du taux de profit fut indéniable au cours des décennies 1980 et 1990 mais sans qu'elle se traduisît par une véritable relance durable de l'accumulation, sauf aux Etats-Unis mais de courte durée. La raison en est que la demande sociale s'exprime de plus en plus en direction de services dans lesquels les gains potentiels de productivité - et donc les perspectives de profit - sont moindres[(37)].

Les classes sociales

Si le prolétariat se définit comme l'ensemble des individus vendant leur force de travail manuelle et intellectuelle contre salaire aux détenteurs de capital, alors le prolétariat ne peut que s'étendre avec l'extension du capitalisme lui-même qui est fondé sur le rapport social salarial. Un gigantesque contresens a toujours été commis par les négationnistes du prolétariat. Ce concept avait été défini par Marx au temps où, objectivement, les choses étaient assez simples : prolétaire, salarié et ouvrier étaient synonymes. Tous les salariés vendaient leur force de travail et pratiquement tous participaient, de façon manuelle, à la production matérielle et concouraient directement à la production de plus-value. De ce fait, l'habitude fut prise dès l'origine d'identifier le

prolétariat à la classe ouvrière, c'est-à-dire, à l'époque, aux ouvriers. Au XXe siècle, l'approfondissement de la division du travail, la diversification des niveaux de qualification et des catégories de salariés, le développement d'activités donnant lieu à une production immatérielle de services, sont venus rompre l'identification entre prolétaires salariés et ouvriers. Le contresens consiste à définir le prolétariat non plus comme il se doit avec son critère de définition - la vente de la force de travail - mais par un exemple, ce qui constitue une nouvelle faute de logique, et, qui plus est, par un exemple ne correspondant qu'à une époque déterminée et dépassée[38].

Les différenciations au sein du prolétariat ont été amenées par la succession de révolutions industrielles et de transformations du capitalisme. La première révolution industrielle impulsée par la machine à vapeur, mise en œuvre dans le textile puis dans la sidérurgie et le chemin de fer, avait produit la « classe ouvrière » au premier sens strict, c'est à- dire qui se confondait avec les ouvriers. La seconde révolution industrielle amenée par l'électricité et le moteur à explosion et développée dans les industries chimiques puis automobiles avait engendré à la fois le travail taylorien des OS (ouvriers spécialisés) et le travail des techniciens. La troisième révolution industrielle propulsée par l'automatisation et l'informatisation produit sous nos yeux la multiplication des employés, des techniciens productifs et commerciaux, en même temps que la tertiarisation de l'économie et la lente diminution absolue et relative des ouvriers[39].

Il y a, lors de chaque grande transformation technique, un double mouvement de différenciation et d'unification ou de massification. Mais quelle différence de classe y a-t-il entre un ouvrier d'usine et une caissière de supermarché ? Quelle différence de classe y a-t-il entre un opérateur sur une machine à commande numérique et une employée de banque penchée sur une machine à lecture optique des chèques ? Quelle différence de classe entre le travailleur d'usine et celui qui sera chez lui, devant son poste de télé-travail, dont la productivité et le moindre geste seront contrôlés par l'employeur et qui sera harcelé jusque dans sa sphère la plus intime par le téléphone portable ? Les études portant sur l'évolution de la population active salariée en France aujourd'hui montrent une très grande stabilité de la part des catégories populaires dans l'ensemble de la population active : près de 60% de celle- ci sont constitués d'ouvriers et d'employés dont les conditions de travail et de salaires présentent de nombreux points communs[39].

Critiques du marxisme :

Critiques par les marxistes. La séparation du marxisme en différentes branches (marxisme économique, politique et sociologique) n'est pas considérée comme pertinente par tous les marxistes. Karl Korsch la conteste par exemple vigoureusement.

Critiques externes. Le marxisme économique a fait l'objet des interrogations suivantes[39] :

- la théorie de la valeur travail garde-t-elle un sens dans l'optique marginaliste utilisée depuis la fin du 19^{éme} siècle ?
- la notion de lutte des classes garde-t-elle une pertinence ? (voir Raymond Aron) ;
- la baisse tendancielle du taux de profit dans une technologie reste t elle aussi importante avec les renouvellements incessants de technologie ?
- les "prévisions" de Marx telles que la paupérisation de la population et l'écroulement du système capitaliste ne s'étant pas réalisées, cela ne suggère-t-il pas l'oubli de facteurs dans son analyse, comme les notions de culture libre et de biens communs (voir Lawrence Lessig) ?
- Marx ne confère-t-il pas une intention collective à une classe bourgeoise moins homogène et soudée qu'il ne le prétend ? (voir cependant l'article Émergence).

Hahnel et Albert ont produit ensemble sept ouvrages. Parmi eux, Marxisme and Socialiste Theory (Le Marxisme et la Théorie Socialiste), qui est une évaluation de la théorie marxiste et du marxisme-léninisme qui en souligne ce que les auteurs estiment être de graves lacunes. Albert et Hahnel soutenaient ici que si certains aspects de la théorie marxiste comme son refus de l'institution de la propriété privée ou de l'économie de marché sont louables, d'autres sont partiellement ou totalement erronées, notamment**(39)**:

Son économisme; son recours sur le plan méthodologique à la dialectique; sa conception matérialiste de l'histoire; son concept de classe; sa théorie de la valeur-travail; sa théorie des crises; son refus généralisé de toute pensée visionnaire; ainsi que ses valeurs et tendances autoritaristes. Ces carences, estimaient les auteurs, constituaient autant d'obstacles pour les luttes populaires en faveur de la justice sociale.

Albert et Hahnel ont ensuite produit Socialism, Today and Tomorrow, (Le Socialisme : Aujourd'hui et Demain). Il s'agissait cette fois d'une analyse du socialisme pratiqué dans les pays de l'Union soviétique, en Chine et à Cuba, en plus de l'esquisse d'une alternative au socialisme.

H. Houdoy Remarque quant au style**(39)**:

Nous nous efforçons de prendre Karl Marx aux mots de son projet. Nous pensons, en effet, que sa méthode (étude des contradictions) était bien supérieure au résultat auquel il a abouti. D'ailleurs son travail, inachevé, a été publié par Engels, sans respecter le plan prévu.

Mais l'erreur fondamentale, la plus-value, avait déjà été publiée du vivant de Marx. Nous commençons donc par montrer ce qu'il aurait pu dire, dans le cadre du projet qui était le sien:

- ✓ montrer l'origine commune du profit, de l'intérêt et de la rente dans la plus -value,

- ✓ situer la source de la plus-value dans cette "propriété spécifique de la force de travail de produire plus de valeur qu'elle n'en a reçu".

Ce n'est donc qu'en fins de paragraphes que nous réintroduisons notre point de vue. A savoir[39]:

- il n'y a pas de substance valeur produite par le travail,
- la valeur économique est une fiction,
- cette fiction est épistémologiquement nécessaire,
- la plus-value n'existe pas,
- l'exploitation n'est pas prouvée,
- mais la domination est trop souvent visible,
- les formes historiques de la domination ne viennent pas d'une exploitation économique,
- la domination est une forme archaïque de la valeur ou de la reconnaissance mutuelle,
- elle vient d'une volonté de puissance des uns,
- elle suppose une servitude, parfois volontaire (La Boétie), des autres.

Pour la plupart des économistes, la théorie de la valeur n'est pas une préoccupation. Pour des raisons liées à la mode, à leurs convictions idéologiques ou à leur souci de faire carrière, ils adoptent une formulation et s'y tiennent. Cette théorie est la base de leur économie politique[39].

Pour certains, une valeur structurelle ou essentielle se cache derrière les prix conjoncturels ou apparents. En raisonnant a contrario ils démontrent que la valeur découle du travail. D'où la théorie de la valeur-travail. Pour les autres, il n'y a pas vraiment de théorie de la valeur. Grâce au sésame de l'utilité, ils escamotent le problème et relèguent classiques et marxistes au musée des antiquités. Néanmoins, quelques francs-tireurs, comme A. Emmanuel et B. Schmitt, refusent les vérités établies de la valeur. Mais si nous saluons leurs recherches, nous refusons leurs réponses[39].

Pour nous, la théorie de la valeur est une préoccupation. Laissé insatisfait par les théories académiques, nous restâmes déçus devant la théorie marxiste (que l'on avait oublié de nous enseigner). Cette position n'est pas confortable. Quand on ne croit en aucune théorie révélée de la valeur, on ne peut porter foi en aucun des énoncés du bréviaire des économies politiques[40].

Il ne reste qu'à reconstruire le concept de valeur. Notre objectif est une compréhension de la réalité sociale, en évitant la réduction qu'opère l'économie politique. Celle-ci n'est bien souvent qu'une science des prix. Formalisation savante de l'idéologie sécrétée par la pratique quotidienne de tous les manieurs d'argent. Le repérage des variations des prix des marchandises importe à ces agents économiques[40].

Pour nous, la valeur ne peut se résoudre à ce qu'en mesure le prix. Elle n'est pas une simple mise en équivalence avec la monnaie. Dans le découpage des sciences sociales, la valeur déborde l'économie politique. Ce découpage est fautif. Mais il ne suffit pas de condamner pour reconstruire. Avant d'élaborer l'objet multiforme de la science sociale, nous devons désigner les limites des disciplines actuelles. Notre propos est de montrer en quoi la valeur est économique, mais surtout que la valeur ne peut se réduire à l'économique.

Le concept de lutte des classes a été critiqué de différentes manières.

Critiques idéologiques :

Le concept de lutte des classes a été critiqué dès la fin du 19eme siècle sous plusieurs angles théoriques, tournant autour de la notion de lutte**(40)**.

*** <u>Division de la société :</u>**

Il a été reproché au concept de lutte des classes de diviser artificiellement la société en deux camps ennemis, ainsi que de prôner la haine des classes et la violence. C'est le reproche traditionnellement adressé par la droite conservatrice ou libérale. Les conservateurs prônent généralement le concept de "collaboration entre classes" qui ne serait, selon les défenseurs du concept de lutte des classes, que "l'exploitation d'une classe par une autre".

La doctrine sociale de l'église réprouve également la lutte des classes. Dans sa célèbre encyclique Rerum Novarum, Le Pape Léon 13 reconnaît l'existence de deux classes : *« La* violence des bouleversements sociaux a divisé le corps social en deux classes et a creusé entre elles un immense abîme. D'une part, une faction, toute puissante par sa richesse. Maîtresse absolue de l'industrie et du commerce, elle détourne le cours des richesses et en fait affluer vers elle toutes les sources. Elle tient d'ailleurs en sa main plus d'un ressort de l'administration publique. De l'autre, une multitude indigente et faible, l'âme ulcérée, toujours prête au désordre » Mais il refuse l'idée de "lutte" entre les deux**(40)**.

Des conciliations du concept de lutte des classes et des idéaux chrétiens ont été cependant tentées à travers notamment la théologie de la libération, développée au cours des années 1960-1970 en Amérique latine. Le pape Jean-Paul II a cependant prôné le maintien de la doctrine sociale officielle de l'Église, déclarant par exemple en 2002, au sujet de l'occupation des terres au Brésil : *«* pour atteindre la justice sociale, il faut aller bien au-delà de la simple application de schémas idéologiques découlant de la lutte des classes, comme par exemple l'occupation des terres, que j'ai déjà réprouvée lors de mon voyage pastoral de 1991 ". La doctrine sociale de l'Église oppose donc à la lutte des classes l'idée d'une "association des classes" : « travail de l'un et le capital de

l'autre doivent s'associer entre eux, puisque l'un ne peut rien sans le concours de l'autre » dit l'encyclique (Quadragesimo Anno).

L'application de cette idée peut être retrouvée dans la promotion du corporatisme chrétien ou de l'association capital-travail prônée par le gaullisme[(40)].

* ***Lutte des classes contre nation :***

Les nationalistes ajoutent que le concept de lutte des classes affaiblit celui de nation, donnant priorité à une division sociale et économique qui abolit le concept de frontière nationale. La lutte des classes selon Marx se réfère d'emblée à un cadre international, le Manifeste du parti communiste se situant dans la vague de révolutions européennes de 1848[(40)].

Le nationalisme voit donc dans la lutte des classes un adversaire complet, qui à la fois divise la nation et la dépasse en créant des solidarités internationales. L'opposition à la lutte des classes a été un thème majeur de la propagande des régimes et partis fascistes et nazis dans les années 1920 à 1940.

* **La question des autres combats politiques :**

L'affaire Dreyfus a constitué le grand cas de conscience du socialisme français dans l'articulation entre lutte politique en l'espèce la défense de la justice et des droits de l'homme et la priorité doctrinale absolue donnée à la lutte des classes. Certains socialistes ont hésité avant de s'engager en faveur du capitaine Alfred Dreyfus (officier et bourgeois), jugeant que, s'agissant d'une affaire interne à la bourgeoisie, un engagement trahirait la lutte des classes[(40)].

D'autres socialistes, tels Rosa Luxemburg ou Jean Jaurès ("Certes, nous pouvons, sans contredire nos principes et sans manquer à la lutte des classes, écouter le cri de notre pitié ; nous pouvons dans le combat révolutionnaire garder des entrailles humaines ;"), ont estimé que la défense de Dreyfus était compatible avec la lutte des classes. Dans le sillage de mai 1968, certains révolutionnaires ont reproché aux partis marxistes attachés à la lutte des classes d'avoir des difficultés à intégrer les "nouvelles luttes" : féminisme, régionalisme, antiracisme, écologie, etc.

* **La question de la participation au pouvoir et du réformisme :**

Le concept de lutte des classes est également critiqué par les socialistes réformistes désireux de mener une action de réforme sociale à la tête de l'"État bourgeois". Ce concept interdit théoriquement la collaboration de ministres socialistes à un gouvernement bourgeois. En France, il a conduit le parti socialiste SFIO à refuser la participation au gouvernement après la victoire du Cartel des gauches en 1924 et au Bloc des gauches en 1932. Pour résoudre cette difficulté doctrinale, le leader de la SFIO Léon

Blum a élaboré dès le Congrès SFIO de janvier collaboration des classes, avec le Parti radical-socialiste notamment) et "conquête du pouvoir" (issu de la lutte des classes1926 la distinction entre l'"exercice du pouvoir" (qui peut tolérer un certain degré de collaboration des classes, avec le Parti radical socialiste notamment) et "conquête du pouvoir" (issu de la lutte des classes)[41].

Critique libérale :

Les partisans du libéralisme économique contestent la conception marxiste de la lutte des classes. Ils peuvent ou bien la nier, ou en dresser une typologie différente, ou en réduire la portée à celle du nécessaire conflit de répartition du produit national (comme Raymond Aron). Par contre, Karl Popper a écrit que Marx avait raison « en soutenant que la lutte des classes et l'union des travailleurs seraient les principaux agents » de la transformation du capitalisme[41].

Pour les libéraux, les relations entre capitalistes et travailleurs doivent rester sur le terrain juridique de la négociation, en particulier autour du contrat de travail pour ce qui est des relations individuelles. Celui-ci serait librement négocié et consenti par l'employé et l'employeur, alors que pour les marxistes la liberté de contracter de l'employé n'est que formelle compte tenu de sa situation de dépendance économique et de l'inégalité de sa situation face aux employeurs.

***Critiques sociologiques* :**

Un autre grand axe de critique du concept de lutte des classes repose sur la validité de la définition des classes sociales elles-mêmes[41].

* **<u>La question de l'homogénéité des classes sociales</u> :**

Certaines critiques ont remis en question l'homogénéité des intérêts et des comportements existant au sein d'une même classe sociale. Pour ses critiques, la notion de lutte des classes est « simpliste » la division de la société entre travailleurs et capitalistes ne correspond pas à la réalité.

Dans celle-ci, les personnes ayant les mêmes fonctions sont en concurrence et ont donc dans une certaine mesure des intérêts contraires. C'est ainsi que l'on observe des tensions protectionnistes, qui visent à protéger les entreprises locales et donc des ouvriers contre d'autres ouvriers, des patrons contre d'autres patrons ; des tensions lors des grèves entre grévistes et non-grévistes ; des tensions entre ceux qui sont intégrés au système et ceux à sa marge (Théorie des insiders-outsiders) [41].

* **<u>La question des classes moyennes</u> :**

D'autres critiques reposent sur l'émergence dans la deuxième moitié du 20eme siècle d'une vaste classe moyenne ainsi que la déclin quantitatif de la classe

ouvrière en France à partir de 1970 environ a lancé un défi de nature sociologicohistorique au concept de lutte des classes.

Pour certains, ces évolutions sociologiques invalident le concept de lutte des classes, qui doit alors soit être remplacé par d'autres modes d'action politique (par exemple le réformisme sous l'action de l'État), soit d'autres cadres de lutte.

Pour d'autres, le concept de lutte des classes garde toute sa validité. L'idée de classe moyenne était prise en compte par Karl Marx qui estimait qu'elle était vouée à l'assimilation avec le prolétariat. Au 20eme siècle, l'économiste Paul Boccara pose l'existence d'une nouvelle « classe salariale »**(41)**.

La théorie substantialiste de la valeur *:*

L'apport essentiel de la réflexion marxienne sur la valeur est la mise en évidence d'une confusion de termes chez les classiques. Marx dénonce chez Ricardo l'amalgame entre valeur de la force de travail et valeur créée par la force de travail.

La plus-value se définit justement par la différence entre ces deux valeurs. Mais l'erreur principale de Marx réside dans le statut qu'il confère à la valeur et donc à la plus-value. La conception marxienne de la valeur est substantialiste. Pour Marx, dans l'acte de travail, lors de la dépense de la force de travail, une substance est produite en même temps que s'éteint "la flamme du travail vivant"**(40)**.

Il y a donc une transformation de la force de travail en valeur. Cette transformation est simultanément une aliénation puisque la valeur émigre dans le produit du travail. La valeur passe du sujet à l'objet. Réciproquement, lors de la consommation, reproduction de la force de travail, la valeur repasse de l'objet au sujet du travail. Ainsi, la valeur de la force de travail est-elle égale à la valeur des marchandises nécessaires à la reproduction de la force de travail**(40)**.

Parmi les critiques de la théorie marxiste on trouve ces points :

1- la théorie de la valeur n'est pas une théorie des rapports d'échange entre les biens (ce n'est donc pas, d'emblée, une théorie des prix).

2- cette théorie examine ce qui constitue le lien social dans une société capitaliste ; de ce fait, elle a pour objet le mécanisme de régulation et de répartition du travail social abstrait.

3- cette théorie présuppose et contient dans son domaine la solution du problème de l'homogénéisation des produits du travail, et appelle de ce fait une *théorie de la monnaie*, qui en fait donc aussi partie intégrante.

4- cette théorie est construite sur la base de l'articulation de deux concepts fondamentaux :

a- la marchandise, qu'il ne faut pas confondre avec le bien économique.

b- le travail abstrait, qu'il ne faut pas confondre avec une dépense physiologique d'énergie (à quoi correspond l'interprétation de la valeur comme "attribut technologique des produits") ou encore avec le travail salarié (à quoi correspond la confusion entre valeur et valeur d'échange).

5- ces concepts n'acquièrent de sens que globalement, à l'échelle du capital social et du travailleur collectif (on ne "calcule" pas la valeur d'objets individuels ou la "plus-value" produite par une entreprise donnée).

Si la théorie marxiste implique nécessairement des problèmes philosophiques, la théorie de Marx n'est donc pas un système philosophique. Il en résulte, d'abord, qu'elle n'est pas *achevée,* et d'autre part, que son exposé n'a pas de commencement absolu, ni dans son ensemble, ni dans telle de ses parties (par exemple, dans sa partie « économique », qu'expose Le Capital). D'où la fameuse réplique de Marx (à propos des guesdistes français) : « Ce qui est sûr, c'est que moi je ne suis pas marxiste... »

Mais cela ne signifie pas que la théorie de Marx ne soit pas systématique au sens scientifique, c'est à dire qu'elle ne définisse pas son objet d'étude de façon à en expliquer la nécessité objective. Ce qui confère à cette théorie son caractère systématique, en ce sens, c'est l'analyse des différentes formes de la lutte des classes et de leur connexion. C'est la meilleure définition qu'on puisse en donner, si tant est que le contenu d'une science puisse être enfermé dans une définition[(40)].

Deux critiques fondamentales ont été adressées à la théorie marxiste au cours du siècle dernier [(41)]:

- ✓ Elle a été accusée de manquer la prise en compte adéquate de l'État et de la politique, en raison de son attachement à une métaphore déficiente de la société représentant celle-ci comme un édifice dont la « base » économique est déterminante par rapport à sa « superstructure » politique.

- ✓ En outre, elle a été accusée de manquer la prise en compte adéquate du devenir historique, en raison de son attachement à une présupposition déficiente selon laquelle l'histoire se développe selon des lois et des procès déterministes.

Il faut reconnaître que ces critiques sont en substance demeurées sans réponse du côté de ceux qui prétendaient représenter la théorie marxiste. Althusser constitue une des rares exceptions. Vers 1977, la pensée d'Althusser prend un tour inattendu, dont rend compte la récente publication posthume de ses écrits tardifs. Dans ces textes, il assume ces critiques, accepte leur pertinence et leurs conséquences dévastatrices pour le marxisme-léninisme, et tente pourtant d'esquisser depuis les ruines une réponse

Cliscours.com

innovante qui, selon moi, mérite d'être prise en considération par quiconque se soucie de ce qui reste de la gauche aujourd'hui[(41)].

Dans lequel il reconnaît les faiblesses sus-mentionnées de la théorie marxiste-léniniste en 1977-1978, Althusser écrit « Marx dans ses limites » (publié à titre posthume en 1994), texte remarquable comme des « limites absolues » de la théorie, qui contribuèrent aux horreurs du stalinisme et aux échecs politiques de l'euro-communisme .Deux thèses interprétatives centrales déplacent la position d'Althusser au-delà de la perspective d' « Idéologie et appareils idéologiques d'État ». « Pour Marx, la critique, c'est le réel se critiquant lui-même », dit Althusser citant le fameux passage de L'idéologie allemande où le communisme est identifié au « mouvement réel qui abolit l'état de choses existant »[(40)].

Althusser comprend le « réel » comme ce qui se réfère au « primat de la lutte des classes sur les *classes* ». La distinction entre « lutte de classe » et « classes » est absolument décisive. Alors que le concept de classe dépend d'une grammaire socio-économique de la production (dans la terminologie marxiste : les forces productives, les moyens de production, la division du travail), le concept d'une lutte qui se produit entre les classes, puisqu'il les précède, ne dépend plus de cette grammaire. Au lieu de cela, Althusser l'associe à une grammaire des rapports de production[(40)].

Ces rapports, toujours déjà politiques et générateurs du fait de l'exploitation, sont essentiellement antagonistes, consistent en domination et résistance ; sans eux, il n'y aurait pas eu formation de classes. Prenant la théorie marxiste à rebrousse-poil, Althusser comprend « la primauté de la lutte des classes » indépendamment de toute prétendue nécessitée de dépasser l'antagonisme dans une synthèse.

En particulier, l'antagonisme social est complètement indépendant de cette espèce de « transition » téléologique (défendue par Marx dans la fameuse lettre à Joseph Weydemeyer du 5 mars 1852) de la lutte de classe à la dictature du prolétariat, puis à la société sans classes. À proprement parler, pour Althusser, la tradition marxiste, dans toutes ses variantes, n'a jamais été capable de penser l'antagonisme social, la lutte qui est le « mouvement réel » traversant toutes les relations sociales, sans aucune adjuvante et résolutoire synthèse. Althusser rompt avec cette tradition dans la mesure où, pour lui, il est impossible de totaliser l'antagonisme social et, par-là, de le résoudre en une synthèse : l'antagonisme social est permanent, il n'y a pas de « fin de l'histoire »[(40)].

La deuxième thèse interprétative suit de la permanence de l'antagonisme social. La politique, l'État et l'idéologie (auxquels, pris ensemble, je me référerai comme « au » politique) ne peuvent plus se concevoir seulement comme un reflet ou une expression des conditions sociales de production, à abolir une fois celles-ci transformées. Le politique doit avoir un statut propre et séparé : la permanence de l'antagonisme social requiert celle du politique. « L'État est bien veilleur, mais permanent (…) il veille (…) à ce

que la lutte de classe, c'est à dire l'exploitation, soit non pas abolie mais conservée, maintenue, renforcée ».

Dans le jugement d'Althusser, la théorie marxiste n'a jamais saisi la « superstructure » comme telle en raison de sa méconnaissance de la relation existante entre l'appareil légal et politique et sa soi-disant « base » (« rapports de production ») et ceci représente la « limite absolue » de la théorie .La théorie marxiste traditionnelle suit généralement la représentation de cette relation esquissée par Marx dans la Préface à la Critique de l'économie politique de 1859, selon laquelle une superstructure « juridico-politique » « surgit » [erhebt] de la « structure économique de la société, la base réelle ». Althusser montre de manière convaincante que Marx ne met jamais en question cette relation, ce moment d'émergence : l' « institution » et la « constitution » de la superstructure n'est jamais problématisée(41).

L'importance de « Marx dans ses limites » réside dans sa démonstration que le politique ne peut pas « surgir » ou être un « reflet » de la base productive, parce que, comme condition de son existence, le politique est radicalement séparé de la « lutte de classe ». Cette existence séparée du politique a pour tout objet la préservation de l'antagonisme social, la reproduction des rapports de production, au sein desquels se produit l'exploitation. Puisque c'est la séparation d'avec l'antagonisme qui caractérise le politique et puisque le politique est ce qui autorise l'antagonisme à se reproduire, il s'ensuit que cet antagonisme ne peut être cause de l'institution du politique.

En pensant à travers la thèse marxiste que l'État, afin de servir d' « instrument » de la classe dominante, doit être séparé de la lutte entre les classes, Althusser arrive à la conclusion, qui n'est peut-être plus marxiste, que le politique doit être auto-instituant. Le politique, loin d'être un effet de la lutte, ne peut en réalité « être affecté, ni même "traversé" par la lutte des classes »(41).

Dans le texte de 1977, Althusser radicalise sa théorie de la reproduction en regard de la formulation donnée dans l'article de 1970 sur les appareils idéologiques d'État : à présent, la thèse est que, sans la séparation du politique, il n'y aurait pas de « lutte de classe », parce que c'est uniquement en vertu de cet « être-séparé » que le politique tâche de reproduire les rapports de production. La théorie marxiste est critiquée parce qu'elle ne comprend pas dans quel sens l'État est un instrument séparé ou une « machine »(42).

Pour Althusser, l'État est la machine à reproduire les rapports de production, alors que Marx « n'envisage pas l'État sous le rapport de la reproduction des conditions sociales (et même matérielles) de la production ». La thèse d'Althusser est que le politique reproduit les rapports antagonistes de production (dans lesquels les travailleurs sont exploités par les propriétaires des moyens de production), ce qui en retour rend possible la production économique (. la réunion des forces productives et des moyens de production).

Cette lutte entre classes a la primauté par rapport à la production (par rapport à la division sociale du travail, par rapport aux classes) et, en retour, le politique à la primauté par rapport à la reproduction et par conséquent par rapport à l'existence de la lutte de classe elle-même. C'est pourquoi les conditions (rapports) de production ont une condition de possibilité politique, une cause politique à leur reproduction. Althusser renverse complètement le schéma marxiste de la base et de la superstructure et, ce faisant, le ruine. La lutte des classes est un fait de politique avant d'être une donnée économique ou sociale[(42)].

3- Apport de la théorie générale de Keynes :

Attaquant le libéralisme de ses prédécesseurs, Keynes démontre la possibilité d'un chômage involontaire (non provoqué notamment par un refus de travail des personnes estimant insuffisant le salaire versé) permanent qui ne se résoudra pas de lui-même, et proclame une nécessité de l'Etat dans la vie économique. Par opposition au modèle classique (et néoclassique), Keynes propose une analyse macro-économique en termes de flux globaux, où la monnaie joue un rôle primordial. Pour lui, le chômage provient d'une insuffisance la demande effective, qui engendre un équilibre de sous-emploi[(43)].

Il n'existe aucun correctif automatique au chômage. C'est pourquoi l'Etat doit assumer la responsabilité d'obtenir et de maintenir le plein emploi par une politique appropriée. Cette politique, directement opposée aux techniques déflationnistes utilisées jusqu'alors, est essentiellement monétaire, ce qui permet une intervention efficace de l'Etat sans porter atteinte à l'autonomie de l'entreprise privée.

Elle consiste avant tout en une baisse du taux de l'intérêt, destinée à rendre attrayants les investissements privés. Cependant, on doit envisager aussi l'accroissement des investissements publics, l'augmentation de la propension à consommer par redistribution des revenus au profit des classes aux ressources les moins élevées. Enfin le protectionnisme douanier apparaît comme un moyen légitime de relever le niveau de l'emploi. La pensée keynésienne innove tout particulièrement, en ce qui concerne la méthode de l'analyse économique, par son caractère général (opposé aux facilités des équilibres partiels), son emploi des quantités globales (opposé au point de vue micro-économique), son insistance sur certaines variables privilégiées (investissement, taux de l'intérêt) [(43)].

Enfin, c'est surtout dans le domaine de la politique économique que l'on peut parler de «révolution keynésienne ». La préoccupation du plein emploi s'impose à tous les gouvernements; elle apparaît dans le préambule de la Constitution française de 1946 et dans la Charte des Nations unies : Keynes a ouvert la voie à la « politique interventionniste rationnelle et quantitative ».

Alors qu'est-ce que la théorie keynésienne ?

La théorie de Keynes se développe pendant une période où le capitalisme libéral a atteint une limite et aboutit à une crise majeure, c'est la grande dépression des années 1930. Les économies nationales se referment sur elles-mêmes et l'État ne peut qu'intervenir pour essayer d'enrayer la spirale de récession, de faillites, de chômage massif ; c'est l'époque des politiques de relance mises en œuvre et financées par l'État[(44)].

Le keynésianisme est une école de pensée économique fondée par l'économiste britannique John Maynard Keynes. Pour les keynésiens, les marchés laissés à eux-mêmes ne conduisent pas forcément à l'optimum économique. En outre, l'Etat a un rôle à jouer dans le domaine économique notamment dans le cadre de politique de relance. Toutefois l'importance de ce rôle varie avec les courants keynésiens et avec les traditions étatiques des différents pays[(44)].

Les courants dominants actuels sont la synthèse néo-classique nommée aussi néo-keynésianisme et la nouvelle économie keynésienne. L'influence du post-keynésianisme est plus limitée mais non négligeable dans certains pays, notamment en France. Cette école se place en opposition radicale aux principaux courants actuels et veut conserver les aspects les plus contestataires et hétérodoxes du keynésianisme.

Pour Alan Blinder le keynésianisme s'articule autour de six principaux traits dont trois concernent le fonctionnement de l'économie et trois les politiques économiques. Les trois principes sur le fonctionnement de l'économie sont [(45)]:

1-la demande agrégée est erratique.

2-les inflexions de la demande ont une plus grande influence sur la production et l'emploi que sur les prix.

3-les prix et spécialement les salaires réagissent lentement au changement de l'offre et de la demande.

A partir de là, les keynésiens avancent trois principes de politique économique [(45)]:

1-le niveau usuel de l'emploi n'est pas idéal car il est sujet à la fois aux caprices de la demande et à des ajustements des prix trop lents.

2-d'où pour certains keynésiens la nécessité de politiques de stabilisation .

3-de façon encore moins unanime qu'au point précédent, les keynésiens préfèrent les politiques visant à soutenir l'emploi à celles visant à lutter contre l'inflation.

Les partisans de cette théorie s'intéressent à la situation de plein-emploi. Pour eux, si le taux de chômage est élevé c'est à cause de la faible demande (autrement dit de la faiblesse des dépenses), ce qui engendre une situation de sous-emploi qui peut être durable. Cette situation provient de trois facteurs[45]:

- la baisse relative des dépenses de consommation, qui résulte de l'inégale répartition des revenus.

- la baisse progressive de l'efficacité marginale du capital, liée à l'insuffisance de la consommation et aux rendements décroissants du capital.

- le niveau trop élevé du taux d'intérêt qui diminue l'incitation à investir.

Pour y remédier une intervention de l'état, visant à diminuer les impôts ou à augmenter ses propres dépenses, est nécessaire pour remettre l'économie sur la voie de plein-emploi. Par contre, ils sont contre la réduction de salaire car même si elle diminue les coûts de l'entreprise, elle limite également le pouvoir d'achat des travailleurs[46].

Ces politiques keynésiennes ont commencé à être appliquées dans la plupart des pays occidentaux à partir des années 1940 jusqu'à la fin des années 1970. L'État est intervenu en augmentant ses dépenses, en diminuant les impôts ou en diminuant le taux d'intérêt si le niveau de la demande était trop faible. Il agira à l'inverse pour un niveau élevé, en cas de tensions inflationnistes.

Ces politiques keynésiennes ont commencé à être appliquées dans la plupart des pays occidentaux à partir des années 1940 jusqu'à la fin des années 1970. L'État est intervenu en augmentant ses dépenses, en diminuant les impôts ou en diminuant le taux d'intérêt si le niveau de la demande était trop faible. Il agira à l'inverse pour un niveau élevé, en cas de tensions inflationnistes[46].

Dès le début des années 70, les keynésiens furent accusés de l'accélération de la hausse de l'inflation par les monétaristes dont le courant montait en puissance. La théorie keynésienne avait alors admis qu'à partir du moment où l'État assurait une situation de plein-emploi, il était difficile de stabiliser le niveau des prix dans la mesure où les syndicats étaient libres de revendiquer et les employeurs de concéder les hausses de salaire qu'ils souhaitaient. C'est pour cela qu'une série de politiques de revenus visant à limiter les hausses de salaire et de prix a été mis en œuvre dans la plupart des pays industrialisés[45].

Quelques points de la théorie keynésienne[48] :

- Une théorie macroéconomique dans un cadre national et à court terme : L'analyse économique libérale est essentiellement fondée sur l'étude de comportements d'agents individuels, c'est une approche dite micro-économique ; l'analyse keynésienne concerne

des données globales (emploi global, demande et offre globale, investissement global, etc.) et les relations qui existent entre elles, elle concerne un large domaine de l'économie, il s'agit de macro-économie. Keynes conçoit l'économie comme un système dans lequel circulent des flux. Il raisonne dans un cadre national, il s'intéresse aux équilibres entre des flux de biens, de revenus et de dépenses, à l'intérieur de l'économie nationale. Il raisonne à court terme parce que : "A long terme nous serons tous morts".

- Épargne égale investissement : la crise des années 1930 montre clairement que le problème de l'équilibre est plus complexe que ce qu'en disent les théories libérales. Keynes approfondit le problème de l'épargne, elle est une part de revenus qui n'est pas consommée, pour que le système puisse alors s'équilibrer cette épargne doit être investie, c'est à dire essentiellement prêtée contre intérêt ou cédée contre des droits de propriété (actions). Pour des raisons diverses (incertitudes devant l'avenir, financement d'un projet) la "propension à épargner" est variable mais en plus, si pour les économistes libéraux l'épargne était naturellement destinée à être investie, ce n'est pas le cas pour Keynes ; il existe une part de monnaie épargnée qui n'est pas investie, elle est fonction de "la préférence à la liquidité" qui peut concerner les divers acteurs économiques, cette préférence est motivée par diverses raisons qui peuvent concerner aussi bien la spéculation, que l'inquiétude devant un proche avenir économique incertain. Quoi qu'il en soit cette thésaurisation est un facteur de déséquilibre naturel du système[(46)].

L'œuvre novatrice de John Maynard Keynes est la Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (1936). Il y propose, dans le contexte de la crise économique de 1929, des solutions qui s'opposent radicalement à la pensée économique néoclassique (incarnée par voir Adam Smith, David Ricardo et Léon Walras).

Selon celle-ci, les crises doivent se réguler d'elles-mêmes. Elles sont caractérisées par une accumulation de l'épargne, ce qui entraîne une chute des taux d'intérêt et doit encourager les entreprises à investir et à relancer l'économie. L'enlisement dans la crise des années 1930 semble donc contredire l'existence d'un retour automatique au plein emploi[(46)].

Contrairement aux classiques et aux néoclassiques, John Maynard Keynes considère que l'épargne non utilisée prolonge la stagnation économique, et que l'investissement des entreprises est déterminé par d'autres facteurs importants, comme les nouvelles inventions, l'ouverture de nouveaux marchés, ainsi que d'autres facteurs indépendants du taux d'intérêt. L'investissement des entreprises est donc fluctuant ; il dépend en fait de la « demande effective », c'est à dire de la demande attendue par les entreprises.

Ces diverses prévisions déterminent le volume de l'emploi offert par les entreprises. Pour Keynes, les dépenses de l'État doivent compenser l'insuffisance des investissements des entreprises en temps de crise. La Théorie générale fournit dans une

certaine mesure une justification théorique a posteriori aux programmes testés alors au Royaume-Uni et aux Etats-Unis[47].

3-2 La politique keynésienne :

Le fait que certains mécanismes monétaires puissent aboutir à une crise oblige à une intervention publique en vue d'essayer d'y remédier, c'est à l'État de relancer l'économie si la croissance faiblit ou disparaît. Comment ? Pas comme les libéraux en relançant l'offre, mais en relançant la demande. L'État doit favoriser la demande de diverses manières, d'abord par des mesures sociales, le revenu joue chez Keynes un rôle régulateur et un minimum de redistribution sociale permet d'entretenir une consommation des ménages les plus défavorisés. Si non en cas de conjoncture difficile on peut favoriser la relance par de faibles taux d'intérêts, ou bien par un investissement de l'État financé par du déficit budgétaire, c'est la politique de "grands travaux"[48].

Ces dépenses entraînent du travail et des revenus qui sont, à court terme, aptes à relancer l'économie et à permettre un retour vers la croissance et le plein emploi. Ces méthodes de relance, ont été utilisées pour tenter de sortir de la dépression des années 30, puis pour relancer l'économie après la guerre jusqu'à la stagflation (stagnation de l'économie, avec inflation) des années 1970. C'est d'ailleurs sur ce point que s'appuient certains libéraux, détracteurs des méthodes keynésiennes, pour qui elles ne peuvent conduire qu'à la stagflation, et à un contrôle de plus en plus important de l'État sur l'économie conduisant vers un système de type socialisme étatique[48].

Les méthodes de relance keynésienne sont appliquées dans le Japon en crise depuis une dizaine d'années. Les taux d'intérêts sont proches de zéro mais les japonais n'empruntent pas pour autant vu qu'ils épargnent, les grands travaux ont abouti à une saturation de béton et les derniers prévus (barrages) rencontrent un rejet croissant de la population. Il n'y a pas d'inflation mais de la déflation, le système bancaire est chargé de créances insolvables, la dette publique dépasse les 130% du PIB, les entreprises délocalisent vers la Chine, le chômage augmente, et le pays s'enfonce dans la récession[48].

En guise de conclusion sur Keynes : en fait il n'existe pas vraiment de système keynésien, c'est le même système capitaliste que celui des libéraux dans lequel l'État joue un rôle pour essayer d'assurer la croissance et d'absorber certaines crises conjoncturelles. L'économie keynésienne est essentiellement une "économie de la croissance" [49].

- Si Keynes tient compte du facteur humain ce n'est pas dans un souci humaniste, car il n'utilise la psychologie des acteurs économiques (propension à consommer, à épargner) que pour expliquer les mécanismes économiques, et non pour adapter l'économie aux besoins de l'homme.

- Keynes reconnaît la possibilité de situation de sous-emploi, la possibilité de tomber dans certaines impasses monétaires et économiques (trappes à liquidités, quand le taux d'intérêt est tellement bas qu'on a avantage à thésauriser), sans pour autant pouvoir y apporter de véritable remède.

- Keynes se refuse à toute vision à long terme de l'économie, ce qui est un recul par rapport aux classiques (Ricardo) et à Marx.

-L'économie vue par Keynes s'apparente à celle d'un gouvernement qui doit essayer de concilier la recherche du profit personnel, le plein emploi, la croissance, la stabilité monétaire, le tout en fonction de la conjoncture et en raisonnant à court terme. On comprend que ce ne soit pas toujours facile.

Apports de la théorie keynésienne **(49):**

➢ Le retour au texte fondateur de la "Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt, et de la Monnaie" nous permet de prendre une distance par rapport aux politiques qui se réclament de Keynes. Nous n'avons pas trouvé l'idée d'une relance par la consommation. Nous n'avons trouvé aucune complaisance pour les déficits publics.

A fortiori, il n'y a pas de référence à la nationalisation des entreprises. Inversement, nous n'avons pas trouvé d'apologie des marchés boursiers et financiers. Keynes conteste leur capacité à connaître l'avenir. Le seul éloge permanent est celui de l'investissement. La critique la plus répétée est celle du taux de l'intérêt.

La politique préconisée par Keynes se résume à l'abaissement du taux de l'intérêt. En outre, l'Etat devrait réduire l'incertitude ou organiser la convergence des investissements. Il faut éviter que la monnaie ne soit un refuge devant le risque. La réduction du taux de l'intérêt est une lutte contre la spéculation et un encouragement à l'investissement productif. Elle vise la disparition progressive des rentiers et des capitalistes sans profession. Elle encourage l'emploi productif des compétences.

➢ La théorie keynésienne est une critique de la théorie classique de l'équilibre automatique sur tous les marchés. La détermination des prix sur les marchés n'est pas le reflet d'une fatalité de la production des marchandises par les marchandises. Il n'y a pas de loi naturelle des marchandises comme celle qui règle la gravitation des étoiles et des planètes. Tous les paramètres fondamentaux de la théorie keynésienne sont des paramètres psycho-sociologiques. Les autorités gouvernementales et monétaires n'ont pas de pouvoir sur les propensions. Keynes est à égal distance du déterminisme de la physique sociale et du volontarisme étatique. C'est dans cette marge étroite, du possibilisme, que se situent la liberté, la responsabilité et la philosophie de l'action.

➢ La théorie keynésienne n'est pas une justification des mécanismes de répartition inhérents à l'économie de marché. Keynes justifie le profit par le fait que seul

l'investissement peut procurer le plein emploi. Ni le consommateur ni l'épargnant ne peuvent se prévaloir d'un tel éloge.

Il explique l'intérêt par la rareté des capitaux. Il refuse de le justifier par le sacrifice d'une consommation. Il ne reconnaît au capital aucune vertu productive. Le capital rapporte plus qu'il ne coûte parce qu'il est rare. Cette rareté n'est ni naturelle, ni fatale ni définitive. La baisse prolongée du taux de l'intérêt peut mettre fin à cette pénurie circonstancielle.

➢ La monnaie joue un rôle considérable dans l'explication keynésienne. Mais il n'y a aucun fétichisme. La monnaie a plus de liquidité que toutes les autres marchandises. Son coût de détention et de conservation est le plus faible de tous (nous n'avons pas développé ce point). C'est la monnaie qui fait diverger le salaire nominal et le salaire réel. C'est dans cette faille que Keynes enfonce le coin. Il déconstruit la théorie classique dont il fut longtemps un enseignant zélé.

➢ Keynes révise la loi des débouchés de J B Say. Non pas au niveau de la théorie de la valeur, puisqu'il admet l'égalité du revenu et de la valeur de la production. Keynes n'est donc pas un malthusien. Il n'explique pas la crise par la sous-consommation. Le profit n'est pas la cause de la crise.

Mais Keynes réfute la loi de Say au niveau de la théorie des anticipations. Si les entrepreneurs attendent que la consommation suffise à justifier leurs investissements, leur prudence provoque la crise. Car la consommation productive (investissement) est partie intégrante de la consommation. Il n'y a pas réfutation de la loi des débouchés mais précision des conditions dans lesquelles on peut l'invoquer. C'est toute la différence entre le fatalisme prétendument physique et les paradoxes de la libre décision humaine.

➢ Tout comme les classiques, Keynes pense que la production et le revenu ne peuvent s'accroître sans que diminue le salaire réel. C'est une nécessité de la loi des rendements décroissants, au-delà des conditions optimales de production en courte période. Mais Keynes ne croit pas que les employeurs et les employés puissent stipuler des contrats d'embauche en termes de salaires réels. Les contrats concernent le salaire nominal. C'est la hausse du prix des biens de consommation qui fait baisser le salaire réel. Il est donc inutile de chercher à faire baisser le salaire nominal.

➢ Tandis que les classiques préconisent une politique de flexibilité (surtout baissière) des salaires nominaux, Keynes préconise une politique de flexibilité (surtout baissière) du taux de l'intérêt. Car sur le plan des salaires réels, le résultat final est le même. Par contre la flexibilité du taux de l'intérêt évite de réduire l'incitation à investir. Car l'emploi n'augmente qu'avec l'investissement. Et les entrepreneurs n'investissent que lorsque l'efficacité marginale du capital reste supérieure au taux de l'intérêt.

➢ Le développement des sociétés par action, des marchés boursiers et financiers augmente la liquidité du capital mais réduit l'horizon des anticipations. Contrairement au motif d'entreprise (point non développé ici) qui consiste à détailler les conditions concrètes de l'action prévue, le motif de spéculation se limite à avoir quelques jours ou quelques heures d'avance sur l'opinion grégaire des autres boursiers. Keynes regrette que les plus vives intelligences soient mobilisées par ce travail sans justification sociale. La baisse du taux de l'intérêt est le seul moyen de tourner les intelligences vers la construction de l'avenir.

➢ La théorie classique de l'emploi est une tautologie. Elle explique l'équilibre par un plein emploi qu'elle suppose réalisé. Elle se contente de montrer que puisque tout est déjà pour le mieux, rien ne pousse à sortir de cet Eden. Keynes montre que le plein emploi est un cas particulier peu probable et très éphémère.

Il y faudrait une configuration très particulière de la propension à consommer et de l'incitation à investir. En dehors de ce cas très improbable, le taux d'intérêt est le principal obstacle au plein emploi. Mais, pour réduire le taux d'intérêt et assurer le plein emploi, aucune manipulation monétaire n'est possible. Le seul remède est une convergence positive et sereine des anticipations.

Clicours.COM

section 2:

« Le renouveau de la théorie économique de la crise face à la mondialisation».

paragraphe1: Les théories contemporaines du cycle économique, et des crises : financiarisation de l'économie et déconnection par rapport à la sphère réelle.

paragraphe2 : Les apports à la théorie des crises : la synthèse des théories post-keynésiennes et de la théorie marxiste: les théories de la régulation.

paragraphe3: La théorie de Joseph Schumpeter et le renouveau de la théorie institutionnaliste comme apport à la théorie de la crise.

Introduction :

Crise économique, dans un cycle économique, période de ralentissement de l'activité économique faisant suite à une période d'expansion. Une crise économique est caractérisée par une diminution généralement brutale de la production et du taux de croissance, et par une augmentation du taux de chômage.

Les économistes décomposent les cycles de production en quatre phases successives. La première correspond à la phase de croissance ou d'expansion, qui s'accompagne d'une hausse de la production ; la deuxième correspond à la phase de crise proprement dite, caractérisée par un affaiblissement brutal du rythme d'accroissement de la production ; la troisième constitue une phase de dépression, marquée par une baisse de la production ; la quatrième, enfin, s'analyse comme une phase de reprise(1).

Au sens strict du terme, la crise économique est le moment précis où s'opère le retournement brutal de la conjoncture économique qui annonce la fin d'une période d'expansion. Le terme a aujourd'hui acquis une dimension plus large et inclut souvent l'idée de dépression elle-même(1).

L'apparition d'une crise signifie que l'économie est entrée dans une période de diminution de la production et d'augmentation du chômage. Les contractions ou baisses effectives de la production sont aujourd'hui peu fréquentes dans les pays occidentaux. L'entrée en crise passe plutôt par un ralentissement de la croissance et une réduction du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB), situation que l'on nomme récession (les spécialistes de la conjoncture donnent pour leur part un sens plus précis à ce terme en appelant récession toute période de plus de deux trimestres consécutifs durant laquelle une économie enregistre une croissance négative). La stagflation est pour sa part une situation caractérisée par la coexistence d'une stagnation de la production, d'une hausse du chômage et d'une hausse cumulative des prix, phénomène observé durant les années 1970(2).

LES CRISES DE SUBSISTANCE :

Sous l'Ancien Régime, les difficultés économiques se manifestaient avant tout dans le secteur alors dominant de l'agriculture. Les guerres et les aléas climatiques réduisaient brusquement les récoltes, ce qui entraînait une chute des revenus de la population agricole et une hausse du prix des céréales qui gagnait progressivement les secteurs de l'industrie et du commerce. En raison de la diminution du pouvoir d'achat de la paysannerie, la demande de produits industriels accusait alors une diminution. Le chômage se développait dans les villes, déterminant la multiplication des troubles sociaux(2).

Les économistes estiment que la crise de 1847-1848, marquée par la disette, fut la dernière grande crise de ce type dans les pays européens, et qu'elle représentait déjà par certains aspects (crise boursière, paralysie industrielle) l'entrée dans le type moderne des crises industrielles[2].

LES CRISES INDUSTRIELLES :

Les crises industrielles sont des crises de surproduction, à l'inverse des précédentes. Elles apparaissent lorsqu'il y a excès de l'offre par rapport à la demande solvable et non lorsqu'il y a insuffisance de marchandises par rapport à la demande. La crise économique de 1929 en constitue certainement l'exemple le plus frappant. Précédée d'un krach boursier, elle est née de l'insuffisance de la demande par rapport à la quantité de biens produits par les entreprises[3].

Des effets cumulatifs n'ont pas tardé à se manifester : inquiets de la mévente de leurs produits, les industriels ont réduit leurs activités et licencié des salariés, ce qui a entretenu un phénomène de surabondance des marchandises. Les crises industrielles ont souvent la particularité de se produire à la suite de perturbations boursières, puis bancaires. Le secteur commercial et le secteur industriel sont alors touchés et la production est affectée, les prix des produits s'effondrant avec les salaires tandis que le chômage s'accroît[3].

LES DEUX CHOCS PÉTROLIERS :

Le quadruplement des prix du pétrole décidé par l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP), a provoqué de nombreux déséquilibres dans les pays occidentaux, qui se sont manifestés notamment par une hausse des taux d'inflation, une aggravation des déficits commerciaux liés à la facture pétrolière, un ralentissement de la croissance imposé par la hausse des coûts de production et des déficits extérieurs, et par la montée du chômage. Mais l'augmentation des prix du pétrole n'a été que le facteur déclenchant de la crise ; en effet, les sources de déséquilibre étaient déjà visibles au début des années 1970, avec les dysfonctionnements du système monétaire international, la réduction de la profitabilité des entreprises et l'accélération de l'inflation[4].

La crise contemporaine, comme celle de 1929, a débuté avec un événement marquant (le krach boursier en 1929, le choc pétrolier en 1973). À l'image de la crise de 1929, on peut noter à propos de la crise contemporaine l'augmentation brutale du taux de chômage. Cependant, les deux crises présentent des différences essentielles. Après 1973, on a enregistré une réduction des taux de croissance (récession), et non une baisse de la production (dépression) ;

En 1929, les prix n'avaient cessé de baisser (déflation), alors que l'inflation s'est accrue depuis 1973 (elle s'est ralentie depuis le milieu des années 1980) ; sur le plan des

échanges commerciaux, il n'a pas été constaté une contraction du commerce qui serait due à un repli protectionniste ; enfin, la consommation a connu une progression, certes timide, mais réelle, depuis 1973, alors qu'elle s'était effondrée dans les années 1930. Si la crise de 1973 apparaît profondément différente de celle des années 1930, c'est qu'entre ces deux périodes l'État a accru sa participation et son rôle dans la vie économique et que des systèmes de protection sociale et de redistribution fiscale ont pu maintenir les revenus et la consommation[4].

LA THÉORIE DES CRISES :

Face aux crises industrielles, les économistes ont développé plusieurs types d'explications. Les théoriciens des cycles ont cherché l'origine des crises dans les phases d'expansion : son apparition ne traduit pas nécessairement l'existence de dysfonctionnements économiques, mais seulement l'alternance de périodes hautes et de périodes basses, ces dernières permettant à l'économie de connaître une certaine détente dans l'activité[5].

Les partisans de Schumpeter voient dans les crises courtes une conséquence de l'aspect destructeur du progrès technique à court terme, et dans les crises longues une conséquence de l'insuffisance de ce progrès technique. Les analyses des continuateurs de Keynes soulignent quant à elles le rôle de la faiblesse de la demande dans les crises et préconisent l'intervention de l'État, chargé de relancer la demande globale en particulier par l'investissement public, mais également par le biais d'une politique monétaire agissant sur les taux d'intérêt et la masse monétaire[5].

Les néoclassiques font de l'inobservance des mécanismes spontanés du marché la cause des crises. Ils s'opposent à une politique keynésienne de relance par les dépenses publiques, à une politique de soutien des industries en difficulté, et recommandent une politique favorisant la restauration de la concurrence, la flexibilité des salaires et le contrôle de la progression de la masse monétaire. Les oppositions entre ces courants de pensée ne sont plus aujourd'hui aussi nettes qu'elles pouvaient le paraître dans les années 1960-1970[4].

Des travaux macroéconomiques parviennent à concilier les apports keynésiens (le constat de l'impuissance du marché dans certaines circonstances, la nécessité de l'intervention de l'État pour débloquer cette situation, l'absence de neutralité de la monnaie) et les apports néoclassiques (la nécessité de laisser jouer le plus possible les mécanismes de marché) [5].

Certaines écoles de pensée ont tenté de décrire les crises économiques à partir de facteurs non seulement économiques mais également institutionnels et sociaux. Ainsi, l'école française de la régulation a-t-elle souligné l'importance des règles et des rapports sociaux dans l'analyse du fonctionnement de l'économie : les modalités de la fixation des salaires, le droit du travail, les formes de la concurrence entre les entreprises, le rôle de

l'État sont tour à tour mobilisés pour l'explication. Ces auteurs dessinent une opposition entre un mode de régulation concurrentielle, se développant durant la seconde moitié du 19eme siècle et s'effondrant avec la crise économique de 1929, et un mode de régulation monopoliste qui connut son apogée entre les années 1950 et 1970(5).

La régulation concurrentielle correspond à un capitalisme dur : le marché prédomine, les salaires ne s'accroissent que très modestement et la concurrence entre les entreprises est particulièrement sévère. Une crise prend la forme d'une baisse des salaires (en raison de la flexibilité parfaite sur le marché du travail) et d'une baisse de la production (les faillites sont immédiates et nombreuses car les débouchés diminuent avec les revenus) (4).

La régulation monopoliste est le fait des grandes institutions sociales (les oligopoles, l'État, la Sécurité sociale, les syndicats), et non seulement du marché. Les salaires sont indexés sur les gains de productivité et déterminés par la négociation collective. Les crises ont dans ce cas des conséquences beaucoup moins néfastes qu'autrefois, car la consommation se maintient grâce aux revenus de la protection sociale ; les récessions sont plus fréquentes que les dépressions(5).

Le fordisme est le modèle de croissance qui correspond au mode de régulation monopoliste. Il suppose des revenus en augmentation (sous la pression des institutions sociales) et une consommation de masse qui assure à son tour l'écoulement d'une production de masse, donc la possibilité pour les industriels d'obtenir des gains de productivité élevés. Il y a un cercle vertueux, car ces gains de productivité peuvent être répercutés sur les salaires. La crise actuelle dans ce contexte traduit le passage à un cercle vicieux : ralentissement des gains de productivité, saturation relative de la demande et stagnation des revenus(5).

La crise économique mondiale que nous vivons et pour certains d'entre nous très douloureusement n'est pas la première dans l'histoire de 1'ère moderne. Tout le monde a évoqué la crise de 1929 qui sert de modèle de référence à nos économistes.

Mais ceux-ci sont aussi familiers de la théorie des cycles qui veut que régulièrement la machine dérape, éprouvant un système qui n'attendait que cela pour rebondir en se réformant et en relançant un autre cycle de croissance(7).

Pourtant d'autres, notamment les penseurs révolutionnaires, attendent tout autre chose, rien moins que la crise finale qui sonnera le tocsin pour le monde ancien, puis annoncera un monde débarrassé des horreurs du capitalisme. On sait que Karl Marx était du nombre de ces révolutionnaires et qu'il avait les yeux fixés sur l'éventualité de la fameuse crise finale(7).

Les éditions Bartillat viennent de rééditer, dans leur collection Omnia, la biographie dudit Karl Marx écrit par un contemporain de Rosa Luxembourg, le dirigeant social-

démocrate Franz Mehring. Son livre se lit agréablement, même s'il suscite parfois des agacements par ses partis-pris pontifiants. On peut y observer précisément l'auteur de das Kapital aux prises avec la crise économique de 1857. Elle avait commencé aux Etats-Unis et frappé sévèrement la famille Marx qui vivait déjà dans un dénuement extrême(6).

Qu'importe ! Le révolutionnaire est tout revigoré : « Depuis l'effondrement de la spéculation à New York, je me sens d'excellente humeur », écrit-il à son ami Engels. Et il ajoute : « La crise va me faire autant de bien que le séjour dans une station balnéaire, je m'en aperçois déjà. En 1848, nous disions déjà : maintenant notre heure arrive et en un certain sens elle est déjà arrivée, mais, cette fois-ci elle est vraiment là. Maintenant, nous jouons le tout pour le tout. »(7)

Et Mme Marx, l'aristocratique Jenny von Westphalen, est au diapason. Elle est certes affectée pour son porte-monnaie - Karl gagne moitié moins ! - mais il a retrouvé toute l'aisance d'esprit qu'il avait perdue depuis des années. Pourtant, ce ne fut pas la crise finale et la révolution prolétarienne ne s'accomplit pas. C'est que, nous explique notre historien social-démocrate, la bourgeoisie sait très bien défendre ses intérêts, en faisant les alliances nécessaires pour écraser les aspirations populaires(6).

Mais laissons là l'Histoire sans vouloir trop la démêler. Et demandons-nous : notre crise actuelle, que remet-elle en cause ? S'inscrit-elle dans la théorie des cycles ? Ou est-elle plus fondamentale, réclamant comme le dit Martine Aubry après Nicolas Sarkozy qui avait eu recours pour cela à Edgar Morin une vraie politique de civilisation qui transforme les paramètres, redéfinit entièrement le contenu du développement économique et les relations à l'échelle mondiale ?

1) Les théories contemporaines du cycle économique, et des crises ; financiarisation de l'économie et déconnection par rapport à la sphère réelle :

Les fluctuations du taux de croissance de l'activité économique semblent présenter selon un schéma identifiable sous le terme de "cycle économique" aux caractéristiques clairement définies et donc la périodicité varie dans le temps selon un rythme relativement régulier. Une analyse plus fine de l'évolution de l'activité économique sur une longue période permet de plus de mettre en lumière l'existence de plusieurs types de cycles économiques qui s'emboîtent les uns dans les autres(9).

L'activité économique suit une évolution irrégulière, faite de ruptures dans le rythme de la croissance, ponctuée par des crises, parfois suivies de périodes d'instabilité économique et sociale, depuis le 19éme siècle, des auteures ont cherché à découvrir des lois d'évolution, en s'intéressant aux cycles économiques(9).

La succession plus ou moins régulière des périodes de prospérité et de dépression est un fait historique observé depuis longtemps, et particulièrement depuis la révolution industrielle : ainsi, la France a connu au dix-neuvième siècle des crises en 1825, 1836,

1847, 1857, 1866, 1873, 1882, 1890,1900. Si le vingtième siècle a été marqué plus par les grandes crises (1929-33, 1975) que par les crises moyennes périodiques, on peut néanmoins se demander si ces phénomènes de crises ne suivent pas une loi périodique ou quasi-périodique, c'est-à-dire si les variables économiques ne sont pas soumises à des cycles[9].

Dans cette hypothèse de fluctuations cycliques, le comportement de certaines variables économiques (ou toutes) serait soumis à des lois (plus ou moins complexes) qui se perpétueraient de manière quasiment permanente et qui constitueraient un cadre obligé de la vie économique. Si au contraire on rejette cette hypothèse, les fluctuations conjoncturelles sont considérées comme des accidents qui ne se répètent pas même s'ils se ressemblent, et la structure cyclique n'est au mieux qu'une illusion d'optique. Sans prendre parti entre ces deux hypothèses, on insistera cependant dans ce chapitre sur celle des cycles économiques, qui donne lieu des développements théoriques plus généraux et nombreux[9].

Alors qu'est-ce qu'un cycle ?

La notion de cycle en science économique:

Un cycle en économie est un concept qui définit les fluctuations de l'activité économique en les décomposant en une succession de phases clairement identifiables qui se répètent dans le temps de manière ordonnée[10].

Burns et Mitchell, en 1946, proposent cette définition : "Un cycle consiste en une phase d'expansion simultanée de nombreux secteurs d'activité, suivie d'une phase de contraction similaire puis d'une reprise qui débouche sur la phase d'expansion du cycle suivant. Cette séquence est récurrente mais non périodique; les cycles d'activité ont une durée variant entre un et dix ou douze ans; ils ne sont pas divisibles en cycles plus courts de caractéristiques semblables et d'amplitude équivalente"[10].

C'est une période d'une durée déterminée qui correspond plus ou moins exactement au retour d'un même phénomène. Un cycle présent deux caractéristiques [11] :

- **la périodicité** (axe des abscisses)
- **l'amplitude** (axe des ordonnées)

Les cycles économiques désignent des mouvements récurrents et alternés de l'activité économique, d'amplitude et de périodicité régulière. Un cycle est caractérisé par quatre phases : l'expansion, la crise, la récession, la reprise[11].

Les différentes phases d'un cycle économique :

On peut distinguer quatre phases successives dans un cycle économique qui sont la phase d'expansion, la crise, la dépression (qui peut devenir une récession) et enfin la reprise qui débouche sur la phase d'expansion du cycle suivant[12].

- ***L'expansion*** : Elle désigne une phase temporaire et réversible de l'activité économique : son taux de croissance est plus élevé que le trend (tendance annuelle moyenne) de longue période. Comme la production augmente, les entreprises ont d'importants besoins de main-d'œuvre et accordent des augmentations de salaire. Mais les entreprises veulent rattraper leurs coûts de production en hausse et gonflent leurs prix de vente. Les revenus augmentant, la demande croît rapidement, entretenant les tensions inflationnistes. La crise se prépare.

- ***La crise*** : Elle désigne le retournement de conjoncture : elle est marquée le plus souvent par un krach boursier. Celui-ci entraîne une brusque contraction des moyens de paiement, donc une évolution négative de la demande. Cette inversion brutale de la tendance se propage rapidement d'un pays à l'autre.

- ***La récession ou la dépression*** : La première désigne une phase du cycle économique marquée par un ralentissement de la croissance ou une croissance négative pendant deux trimestres consécutifs (définition américaine).

La seconde correspond à une phase plus ou moins longue de contraction cumulative de la production. La production et les prix baissent; les revenus diminuent et le chômage augmente. Comme la demande a fortement baissé, les entreprises du secteur des biens de consommation éprouvent des difficultés à écouler leur production, donc baissent leurs prix de vente en rognant sur leurs marges. Elles ne peuvent maintenir le même rythme d'investissement; les difficultés gagnent donc l'industrie des biens d'équipement. Les embauches diminuent et le chômage s'accroît. La demande des travailleurs privés d'emploi est plus faible que s'ils étaient en activité, de même, les entreprises adaptent à la baisse leurs demandes de matières premières et de biens d'équipement[12].

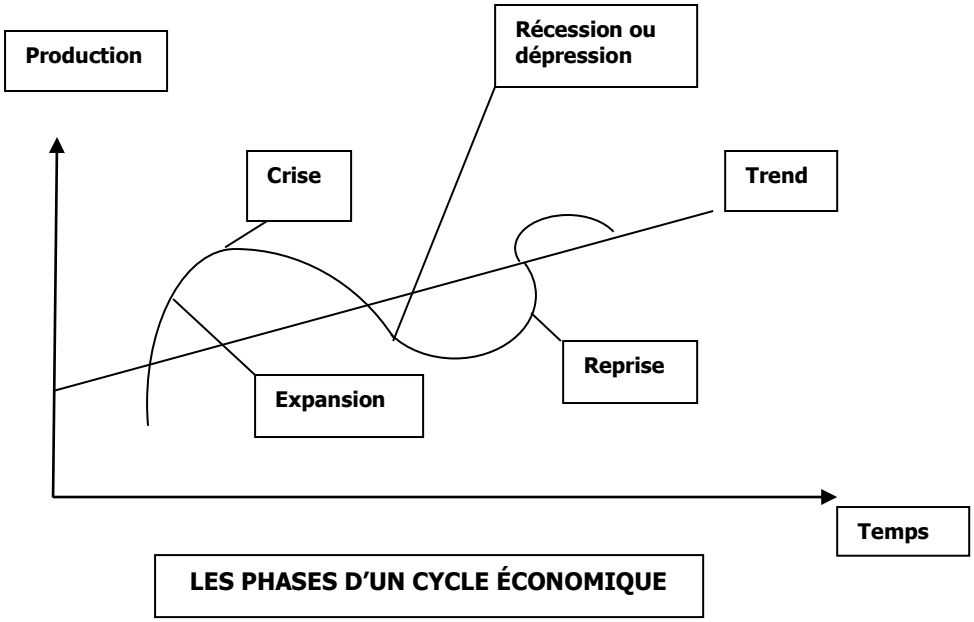
Donc la demande globale baisse encore; les entreprises les moins performantes ferment leurs portes, licenciant leurs salariés, et provoquant ainsi une nouvelle contraction de la demande globale, donc une nouvelle baisse de la production.

- ***La reprise*** : Elle marque l'entrée dans la période d'expansion d'un nouveau cycle. La reprise de l'activité correspond au point où les anticipations des entrepreneurs ne peuvent plus être pessimistes. Les entreprises survivantes ne peuvent tabler que sur une croissance de la production et se préparent en rachetant des concurrentes, en acquérant de nouvelles machines, en embauchant de nouveaux salariés… Ce faisant, elles

augmentent les moyens de paiement en circulation dans l'économie et créent les conditions d'une nouvelle phase d'expansion[12].

Représentation graphique d'un cycle économique :

On peut alors schématiser un cycle en économie de la manière suivante [13]:



LES PHASES D'UN CYCLE ÉCONOMIQUE

Deux types de cycles :

Ce n'est pas pour autant, cependant, que les théories économiques ont clairement expliqué la réalité des cycles. Au-delà des observations sur la longueur des cycles immobiliers, la « théorie » distingue deux types de cycles [14]:

- **ceux qui seraient le résultat d'un choc exogène**

Monétaire ou réel suivant les auteurs. Dans tous les cas, il s'agit de « cycle à l'équilibre », un processus de déséquilibres successifs venant alors permettre le retour à l'équilibre et les mouvements des grandeurs économiques concernées ne faisant que refléter les comportements d'optimisation des agents économiques. C'est l'approche qui se retrouve autant dans la tradition keynésienne du déséquilibre et qui va justifier, en général, la nécessité d'une intervention publique régulatrice du marché (puisque ce cycle est associé à une grande rigidité de l'offre, aux pratiques des acteurs et à des mouvements de prix qui provoquent toujours des distorsions dans les rendements des actifs et retardent les corrections de marché nécessaires à l'évitement du cycle).

C'est cette même approche que l'on retrouve chez les auteurs de la nouvelle économie classique, si peu ouverte à toute intervention de l'Etat, et qui « montrent » que des chocs sur une économie à l'équilibre (des dépenses gouvernementales, bien sûr,

mais aussi des perturbations dans la productivité du travail) suffisent à provoquer des fluctuations cycliques plus ou moins marquées(14)

- **ceux qui seraient l'expression d'une dynamique endogène :**

Telle une bulle par exemple ou le cycle de l'investissement. Le déroulement de ce cycle est bien connu par les économistes : l'enchaînement des causes et des phases de ce cycle a été largement analysé. Fruit de l'instabilité naturelle des marchés, des erreurs d'anticipation des agents économiques… il est déterminé par la dynamique particulière de toute décision d'investir.

Mais au-delà de ces analyses, la réalité des cycles est fragile, comme toutes les recherches économétriques « rigoureuses » ont pu l'établir : l'existence d'un cycle est rarement prouvée, elle relève d'ailleurs plus d'un artefact au sens statistique du terme (le « fameux » effet Slutky qui montra, il y a plus de soixante ans, qu'une composition habile de perturbations purement aléatoires permettait de construire des courbes semblables à des cycles) (14).

Morphologie des cycles économiques :

Ce paragraphe décrit le comportement des diverses variables dans le cycle économique. En effet, elles ne sont pas toutes, ni toujours synchrones. La variable considérée comme la plus importante pour le repérage de la conjoncture est soit la production industrielle, soit (éventuellement) le PIB qui apparaît cependant comme trop lisse(15).

Cette variable est considérée généralement comme centrale dans la définition des cycles. Étudier la morphologie des cycles, c'est donc étudier le comportement des variables économiques relativement à la variable centrale. L'observation montre que les différentes variables peuvent, soit se comporter exactement comme la variable centrale, soit présenter une amplitude différente, soit être décalées dans le temps relativement à elle, soit combiner ces deux différences(15).

A/ Variables présentant des différences d'amplitude :

Ce sont des variables connaissant des cycles soit amortis, soit amplifiés, relativement à celui de la production. Les principales variables présentant des différences d'amplitude sont les suivantes :

- La production des biens durables (automobiles, réfrigérateurs) varie avec plus d'amplitude que celle des biens non durables (vêtements, nourriture), qui elle-même est plus variable que la production de services.

Clicours.COM

– les ventes des producteurs varient plus fort que celles du commerce de gros, qui elles-mêmes varient plus que celles du commerce de détail.

– les prix industriels varient avec plus d'amplitude que les prix de gros, et a fortiori de détail. À noter que les prix ont eu pendant longtemps un comportement pro cyclique, comportement qu'ils ont perdu en apparence au moment des années de grande inflation (deuxième moitié du 20ème siècle).

– l'investissement privé connaît des fluctuations plus amples que celles de la production et de la consommation finale.

– les profits fluctuent de manière plus ample que les autres revenus : salaires, dividendes, intérêts.

– le taux de chômage (comportement anticyclique) a des fluctuations amorties relativement à celles de la production.

– les taux d'intérêt ont un comportement pro cyclique qui est amorti pour ce qui concerne les seuls taux long terme.

B/ Variables décalées dans le temps :

Une variable décalée dans le temps connaît un cycle qui est soit en avance, soit en retard sur celui de la production. Les principales variables en avance sur la production sont les suivantes :

– Les nouveaux projets d'investissement : création d'entreprises ; nouveaux contrats de construction.

– les commandes de biens d'équipement.

– les nouvelles émissions de capital à la bourse (par contre les réalisations d'investissements sont plus continues et présentent moins de décalages).

– les anticipations des agents semblent en avance sur la production.

– les profits unitaires sont en avance, surtout dans les phases de récession.

– les profits totaux aussi, mais avec une avance moindre.

– la productivité du travail présente une légère avance.

Au centre, synchronisé aux variations de la production, on trouve le taux de chômage (mais amorti). Les principales variables en retard sont :

– la durée moyenne du chômage.

– le chômage de longue durée.

– les stocks des entreprises.

– le coût réel unitaire du travail.

– la part du travail dans le revenu national (contra cyclique).

– les taux d'intérêt à court terme.

– la masse totale du crédit.

La notion de cycle économique s'applique dans la réalité à un ensemble de cycles qui varient en fonction de leur périodicité et qui s'imbriquent les uns aux autres. On distingue alors différents cycles économiques qui ont été mis en évidence par un certain nombre d'économistes [15]:

Les Différents cycles et leurs interprétations :

- ✓ Les cycles décrivant des tendances séculaires ou ***Trends*** d'une périodicité de 100 ans environ par référence aux travaux de ***Fernand Braudel*** [16].

- ✓ ***Les cycles Kitchin*** **:** En dehors des cycles saisonniers ou spécifiques à une activité, c'est le cycle le plus court (durée de trois à cinq ans), qui s'explique par le comportement des entreprises vis-à-vis des stocks. Il commence par une phase d'expansion pendant laquelle les entreprises reconstituent et augmentent leurs stocks, d'où une croissance de la production et des prix. Une fois atteint un niveau de stocks considéré comme optimal, les entreprises cessent d'accroître les stocks, d'où un ralentissement de la production. Elles peuvent même déstocker, provoquant en plus une baisse des prix [16].

- ✓ ***Les cycles Juglar*** **:** Liés au comportement d'investissement des entreprises, ils ont une durée de sept à onze ans. Juglar écrivait que « la seule cause de la dépression, c'est l'essor !». En d'autres termes, dans une période d'expansion, les entreprises investissent et se dotent de capacités de production considérables… qui deviennent des surcapacités dès que la demande croît moins vite, d'où un ralentissement de l'effort d'investissement, qui entraîne une réduction de la

production (effet multiplicateur négatif), d'où une montée du chômage, une nouvelle baisse de la demande, donc de l'investissement, etc.[16].

- ✓ ***Les cycles longs* :** On les appelle aussi **cycles Kondratieff**, du nom de l'économiste russe les ayant repérés au début du 20éme siècle. Ils sont composés d'une phase A d'expansion d'à peu près un quart de siècle, marquée par une croissance de la production et des prix, et d'une phase B, de baisse des prix et de croissance ralentie, d'une durée analogue. Plusieurs cycles de Kondratieff ont pu être identifiés[16].
- ✓ les cycles relatifs à des variations saisonnières de l'activité économique dans certains secteurs d'activité particuliers comme par exemple la production agricole[16].

Analyse des cycles économiques :

On attribue en générale trois sortes de raisons qui sont à l'origine des cycles économiques.

Une cause exogène :

Dans ce type de situation, le cycle économique est provoqué par une raison qui est indépendante de la sphère économique étudiée : un ralentissement de l'activité chez notre principal partenaire économique risque va se propager à l'économie nationale (cf. impact du ralentissement de la croissance américaine sur la croissance mondiale), l'instabilité politique peut favoriser un sentiment attentiste négatif pour la croissance économique...[17]

Une cause endogène :

Dans ce cas, les variations de l'activité économique sont liées à des causes d'ordre purement économiques. Les facteurs à l'origine d'une variation de l'activité économique sont multiples (Exemples effort d'accroissement du stock de capital suite à une baisse des taux d'intérêt, évolution du partage de la valeur ajoutée, mise en place d'une innovation technologique,...[17].

Une cause d'origine financière :

On parle alors parfois du cycle de l'endettement : la croissance de l'activité économique se traduit par une hausse des crédits accordés soit aux entreprises qui investissent, soit aux ménages qui consomment. Lorsque l'activité ralentie, les agents économiques mettent en place une stratégie de désendettement qui entraîne alors un approfondissement de la dépression. Ce type de raison montre l'importance prise par la sphère financière sur l'évolution de la sphère économique.

Les tentatives visant à expliquer les variations de l'activité économique et à les représentés sous la forme de cycles économiques visent à donner des arguments à l'intervention de l'Etat dans la sphère économique, qui par son action en terme de politique économique cherche à réguler l'activité économique issue du secteur privé afin de lisser les évolutions de la production dans le temps, soit pour éviter les périodes de sous-emploi, soit pour éviter les périodes de surchauffe qui risqueraient d'entraîner une augmentation importante des prix[17].

1-1) Les Théories économiques du cycle:

Les explications des cycles économiques se rangent en deux catégories : les unes sont exogènes, les autres endogènes. Les approches exogènes sont celles qui attribuent la cause des cycles ou des fluctuations à des éléments extra-économiques.

Les approches endogènes voient la cause dans la structure ou dans le fonctionnement du système économique lui-même. Il n'est pas toujours facile de ranger une théorie dans l'une ou l'autre de ces catégories, qui se recouvrent en partie (par exemple, pour ceux qui pensent que la politique économique peut causer les crises, il est difficile d'affirmer que cette politique est totalement exogène, ou qu'elle est totalement endogène)[18].

Théories exogènes :

Les théories exogènes peuvent se référer à des phénomènes purement naturels ou des phénomènes humains. Dans les phénomènes naturels, on a pu avancer comme cause des cycles la fertilité du sol, qui est elle-même parfois cyclique: alors, la production agricole est cyclique et l'ensemble de la production suit.

Une autre hypothèse célèbre est celle des taches solaires, phénomène périodique dont William Jevons au 19ème siècle avait constaté qu'il était bien corrélé, statistiquement, aux cycles de production. Comme facteurs humains, on cite : pour les cycles longs, les phénomènes de population, les "grappes" de progrès technologique (Schumpeter) ; pour les cycles courts et moyens, les phénomènes monétaires ou fiscaux - quand on les considère comme extra-économiques, les mécanismes politiques (élections) [18].

Toutes ces théories exogènes s'appuient nécessairement sur une cause extérieure, et sur un mécanisme économique, qui transforme l'impulsion extérieure en phénomène cyclique. Ce mécanisme doit lui-même être conforme aux lois économiques (par exemple, si un gouvernement relance les dépenses budgétaires peu avant les élections mais les freine juste après, il doit en résulter un effet expansionniste puis dépressionniste sur la production) [18].

Théories endogènes :

Ce sont les théories qui prennent comme cause des cycles des phénomènes internes au système économique. Il peut s'agir de mécanismes monétaires, liés à la production, la répartition du revenu[(18)].

Mécanismes monétaires : La théorie du cycle de Juglar (médecin français ; 1819-1905) est avant tout centrée sur le crédit bancaire, qui se développe de plus en plus rapidement durant l'expansion, jusqu'au moment où les banques sont incapables de rembourser leurs créanciers, c'est-à-dire les déposants, qui peuvent réclamer leur or à tout moment (nous sommes au 19ème siècle, sous le régime de l'étalonor), alors que les banques l'ont utilisé pour financer des crédits à court, moyen ou long terme, donc l'ont immobilisé ; l'or est indisponible et les déposants, inquiets, vont tous demander leur dû en même temps : d'où la faillite d'une banque, puis, par contagion (de la panique), d'autres banques parmi les moins solides. La théorie de Juglar peut paraître imparfaite dans la mesure même où elle repose sur le constat des crises bancaires, phénomène qu'on peut considérer comme propre au système d'étalon-or, qui n'est plus en vigueur, alors que les crises existent encore. Cette théorie reste cependant une des premières et des plus suggestives des théories endogènes[(18)].

Chez Hawtrey, le crédit bancaire est fondamentalement instable du fait de l'instabilité des réserves en or ; il en résulte des fluctuations de l'investissement qui se transmettent dans l'économie. Pour Wicksell, le déséquilibre monétaire est aussi la cause des cycles ; c'est la disparité entre le taux d'intérêt naturel et le taux d'intérêt monétaire qui est le phénomène central[(19)].

Le taux naturel est celui qui résulte des seules forces réelles de l'économie : les ressources, les techniques de production et les préférences des agents ; il égalise l'offre et la demande réelles de fonds sur les marchés de capitaux (on voit que le taux naturel n'est pas la même chose que le taux d'intérêt réel). Le taux monétaire est influencé, outre ces facteurs, par les facteurs monétaires : expansion de la masse monétaire, variation du taux de change, etc.

Mais c'est le seul taux sur les marchés, le taux naturel étant invisible. Les agents fixent donc leur conduite de prêt et d'emprunt sur le taux monétaire, mais s'il n'est pas égal au taux réel, l'offre et la demande de fonds ne sont pas égales, ce qui entraîne des déséquilibres cumulatifs sur les autres marchés, et donc la crise[(19)].

Utilisation du revenu : et donc une consommation insuffisante. Les théories de la sous-consommation ont été avancées au début du 19ème siècle par le suisse Sismondi, l'anglais Owen, puis par Hobson, un autre Certaines théories du cycle se fondent sur une mauvaise répartition de la dépense finale, et en particulier sur un excès d'épargne anglais, fin 19ème siècle et par Keynes et les keynésiens au 20ème.

De manière générale, cette approche ne constitue pas une théorie des cycles, mais une théorie des crises qui entend expliquer le chômage durable, les dépressions persistantes. On notera cependant qu'en combinant l'accélérateur et le multiplicateur keynésien, des auteurs comme Samuelson et Hicks ont pu élaborer un modèle mathématique de cycle (l'oscillateur) [19].

Structure de la production : Selon d'autres approches, souvent qualifiées de théories du surinvestissement, c'est un déséquilibre entre production de biens de consommation et production de biens d'investissement (ou dans la structure de production de biens d'investissement) qui joue le rôle moteur des crises. Un des phénomènes qui a pu amener cette théorie est celui de projets d'investissement qu'on n'arrive pas à terminer, faute de capitaux ; ce phénomène accompagne (et donc cause peut-être) les crises du 19ème siècle, particulièrement dans le secteur des chemins de fer où on a vu beaucoup de projets abandonnés. Il n'y avait donc pas assez d'épargne en face de projets d'investissement trop ambitieux. Sur-investissement signifie donc insuffisance d'épargne[18].

Le russe Tugan-Baranowski en 1894, pour les fluctuations longues, l'allemand Spiethoff en 1925, pour les cycles courts, ont avancé cette hypothèse. La théorie autrichienne du cycle, formulée par Ludwig von Mises (partir de 1916) et développée essentiellement par Friedrich Hayek (en 1931) constitue une élaboration de cette idée, voisinant avec la théorie monétaire de Wicksell[19].

Du fait d'un désajustement entre taux réel et taux monétaire, ce dernier étant trop bas, les investisseurs se lancent dans de nouveaux investissements, plus capitalistiques que précédemment (ils croient que le prix du capital relativement au travail a diminué, et changent donc la structure de leur équipement). Mais le taux naturel n'a pas changé, et ils ne pourront réaliser les investissements en excès de l'épargne que grâce à une baisse des salaires réels, qui constitue une épargne forcée.

Au fur et à mesure de l'expansion, les salaires réels reprennent leur niveau antérieur et le dépassent même, et l'épargne devient réellement insuffisante ; la réalité du sur-investissement apparaît alors à tous ; il faut revenir à des méthodes de production moins capitalistiques (ou moins longues, car les autrichiens identifient la durée de production avec son caractère capitalistique), c'est-à-dire liquider en partie les investissements précédents. C'est le début de la crise, et elle durera jusqu'à ce que la structure du capital corresponde à nouveau avec les données du marché des fonds[19].

Analyses modernes : La théorie des cycles tente de se renouveler depuis une quinzaine d'années. La théorie du cycle réel essaie ainsi d'élaborer une nouvelle approche fondée sur l'hypothèse que les marchés sont toujours en équilibre, Y compris pendant les cycles ; ceux-ci ne seraient alors pas des manifestations de déséquilibres économiques, mais de variation des anticipations des agents[19].

La récurrence des crises économiques au 19ème siècle a longtemps attiré l'attention des économistes. Clément Juglar (1860), fût l'un des premiers à analyser les crises économiques dans son ouvrage intitulé «Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats Unis ». La première moitié du 20ème siècle verra se développer une multitude d'études empiriques. Durant les années 1920, Kitchin, utilisant des séries financières et des indices de gros, distinguera les cycles majeurs (d'une durée de 10 ans) et les cycles mineurs d'une durée de 3 ans (cycle Kitchin). En 1925, Kondratieff mettra en évidence des cycles plus longs de prix de gros (durée de 50 ans). Schumpeter, systématisera le phénomène cyclique en présentant une synthèse des fluctuations en termes de cycles emboîtés : chaque cycle Kondratieff contenant 6 cycles majeurs (cycles Juglar ou cycle des affaires) et ce dernier se décomposant en 3 cycles mineurs (cycles Kitchin). L'étude empirique des fluctuations atteindra son apogée avec les travaux du National Bureau of Economic Research (NBER) auxquels sont associés les noms de Burn et Mitchell(20).

Pourtant l'analyse des fluctuations restera longtemps hors des champs de la théorie économique (les cycles sont alors exogènes). Ce sera cependant le prolongement dynamique de l'analyse keynésienne (Kalecki, Kaldor), initié par Samuelson et Hicks à la fin des années 40, qui sera la base des théories contemporaines des fluctuations économiques (les cycles sont alors endogènes). Ce sont les déséquilibres des marchés (c'est à dire le fait que les prix et les salaires n'égalisent pas les offres et les demandes de biens et de travail) qui seront à l'origine des fluctuations économiques(20).

L'accumulation du capital joue un rôle fondamental dans cette dynamique, puisque l'investissement est à la fois une composante essentielle de l'offre et de la demande. La dynamique des déséquilibres engendrés par l'accumulation du capital – multiplicateur et accélérateur – constitue l'un des aspects les plus caractéristiques du cycle économique. La dynamique des prix, en réponse aux déséquilibres des marchés, constitue la seconde composante du cycle, dans les modèles où les déséquilibres des marchés constituent le cœur de la dynamique. Si nous considérons trois marchés - biens, travail et financier (titres ou monnaie) -, trois dynamiques de type prix-quantité vont interférer avec le multiplicateur-accélérateur(20) :

- l'ajustement des prix en fonction des déséquilibres offre-demande du marché des biens (modèle cobweb).

- l'ajustement du salaire en fonction de déséquilibres du marché du travail (courbe de Phillips) et l'impact des variations de la répartition des revenus sur l'accumulation du capital (modèle de Godwin, 1967).

- l'ajustement du taux d'intérêt en fonction des déséquilibres des marchés financiers et sa rétroaction sur les déséquilibres du marché des biens (modèles IS-LM dynamiques).

Dans les années 70, à l'instar de la théorie de la croissance (et des développements de la théorie de la croissance endogène), la réflexion sur le cycle a connu de nouveaux développements. Rejetant la conception endogène du cycle (mis en avant par le courant post-keynésien), les nouveaux classiques vont insister sur une explication des cycles de conjoncture en termes de cycles à « l'équilibre » (c'est à dire des cycles qui s'expliqueraient par la réaction rationnelle et optimale de l'homo économicus dont les choix sont perturbés par des chocs environnementaux) [(20)].

Depuis les années 80, les économistes insistent surtout sur la théorie des chocs réels qui caractériserait l'analyse du cycle et de la dynamique économique. Les fluctuations économiques n'auraient plus à être expliquées par des chocs de type monétaire, mais bien par des causes réelles (la productivité notamment).

La théorie du cycle réel a connu une nouvelle dimension suite au passage en économie ouverte. Notons que le débat récurrent sur l'origine des cycles et les enjeux théoriques qui l'accompagnent (nouveaux classiques et nouveaux keynésiens), n'est pas terminé : les cycles sont-ils produits par la dynamique et le fonctionnement des marchés ou sont-ils le résultat de chocs externes ?

Approche traditionnelle des cycles (cycles exogènes) :

A) Le cycle Juglar et cycle Kitchin

Au 19ème siècle, l'économiste français Clément Juglar montra que l'activité économique est constituée d'une succession de phases : l'expansion, la crise, la dépression et la reprise. Clément Juglar est frappé par la régularité de ces phénomènes et il considère que la reproduction de ces phases se produit au cours des cycles d'une durée de huit ans en moyenne. De fait, 13 cycles Juglar se sont produits de 1825 à 1938[(21)].

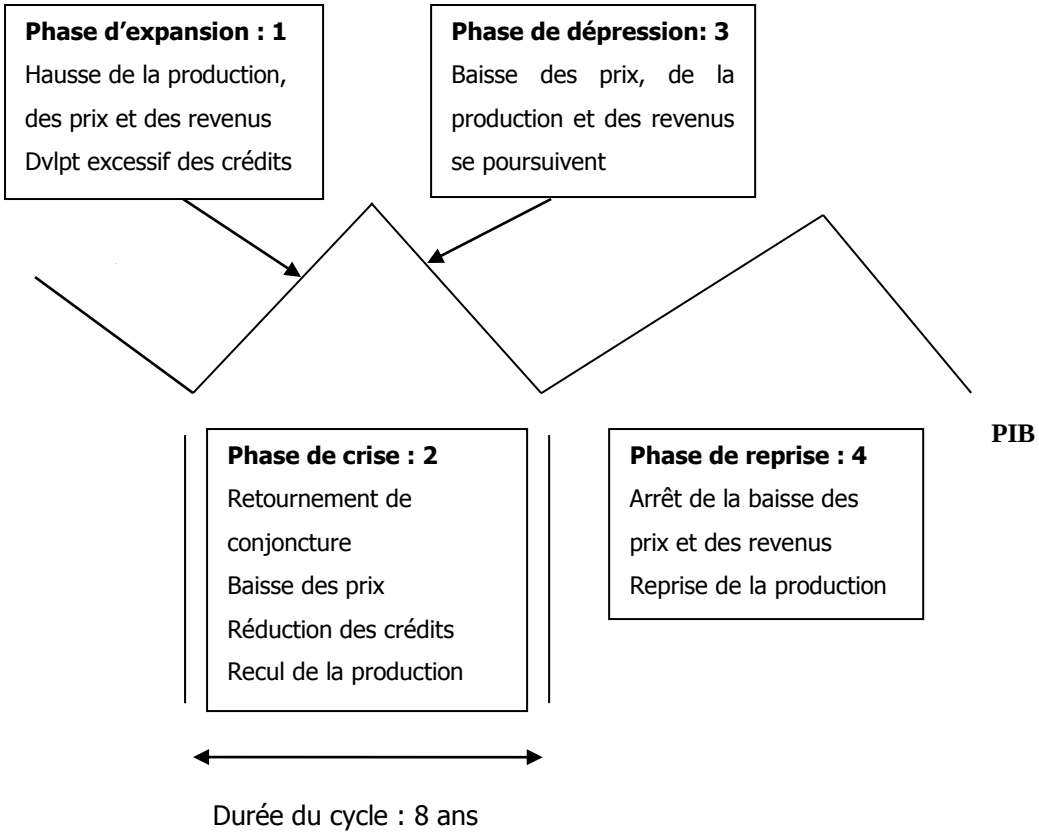


Fig. 1 : Cycle Juglar

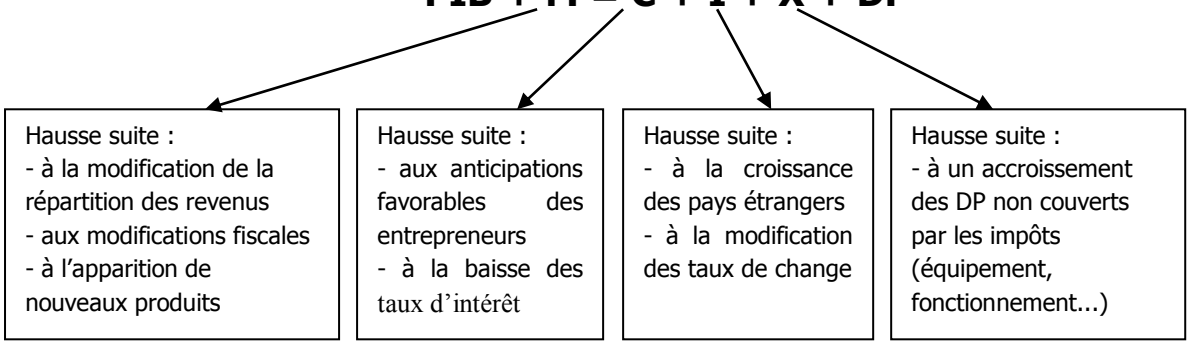
Parallèlement, d'autres cycles plus courts furent observés, les cycles mineurs ou cycles Kitchin d'une durée moyenne de 40 mois, ainsi que des cycles spécifiques à certaines activités: cycle de bâtiment, cycle agricole (cycle du porc).... Cependant à partir de 1945, le phénomène ne s'observe plus de la même manière dans les économies occidentales. Ainsi, aux périodes d'expansion, succèdent des périodes de récession caractérisées, non par la réduction de la production, mais par la réduction des taux de croissance. En outre, bien que des baisses de prix, notamment sur les produits de base, puissent se produire, il n'y a plus, au cours des phases de stagnation économique, de baisse du niveau général des prix. Au contraire, la persistance de l'inflation accompagne souvent la récession, on appelle ce phénomène la stagflation. Enfin, on n'observe plus de périodicité régulière des fluctuations(21).

- ***Le mouvement d'expansion*** :

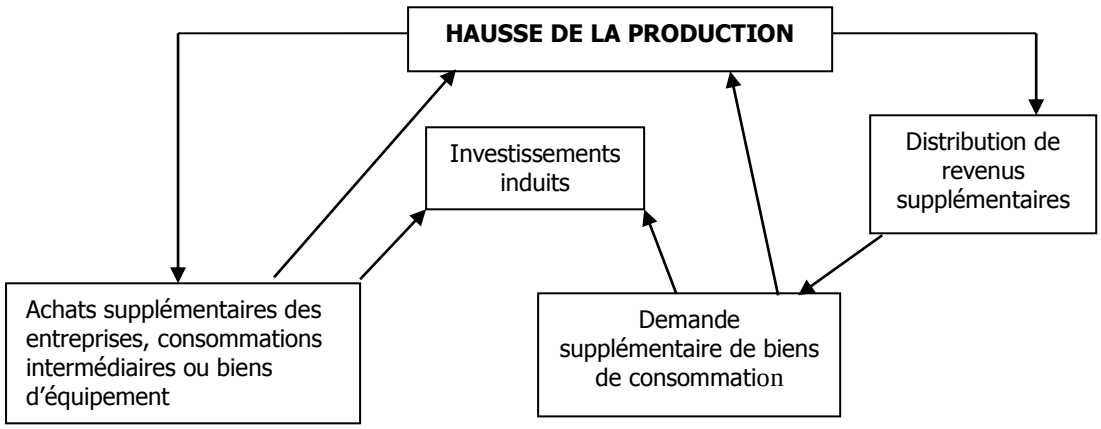
Une économie qui dispose de plusieurs facteurs de production disponibles (capital, travail, ressources naturelles) peut entrer en expansion à la suite de l'augmentation de l'une des quatre variables suivantes : consommation, investissement, exportation et dépenses publiques. Soit l'équation macroéconomique suivante(21) :

Offre = Demande

PIB + M = C + I + X + DP



Quel que soit l'origine des commandes supplémentaires adressées aux entreprises, ces dernières accroîtront leur production et un processus cumulatif d'expansion apparaîtra sous la forme suivante [21]:



Le mouvement d'expansion devient auto-entretenu en raison du fonctionnement de deux mécanismes [21]:

- le mécanisme de multiplication

Tout accroissement autonome de dépenses entraîne une distribution de revenus, ce qui génère de nouvelles dépenses ....

On retrouve la formule : $\Delta Y = \frac{1}{1-c} \Delta D$

- le mécanisme d'accélération

Clicours.COM

Lorsque les entreprises utilisent leurs capacités de production à 100%, tout nouvel accroissement du revenu et de la dépense entraîne la mise en œuvre d'investissements induits. Si on suppose que le coefficient de capital k = K/Y reste constant,

l'accroissement de capital DK nécessaire pour satisfaire un accroissement DY de production sera égal à : $\Delta K = k\ \Delta Y$

Cet accroissement de capital DK correspond à l'investissement induit. On observe qu'il y a amplification de la demande d'investissement, d'autant plus forte que le coefficient k est plus élevé.

- ***Le retournement de la conjoncture et la récession :***

De toutes les composantes de la demande, la consommation est celle qui progresse avec le plus de facilité, cependant, celle-ci peut se saturer pour tel ou tel produit. Si la saturation de la demande concerne une branche motrice (exemple de l'automobile), le ralentissement d'activité qui l'affecte se transmettra à d'autres branches et peut être à l'ensemble de l'économie. Le risque principal de retournement de la conjoncture provient d'un changement du comportement des entrepreneurs à l'égard des investissements. La hausse des coûts liée à l'expansion peut en effet réduire les taux de profit (profit/capital fixe) tandis que la hausse du niveau général des prix entraîne une hausse des taux d'intérêt nominaux. A ces deux facteurs de blocage de l'investissement pourront s'ajouter des anticipations moins optimistes des entrepreneurs relatives aux chances de poursuite de l'expansion(22).

Le mouvement d'expansion peut également se freiner de lui-même si, s'accompagnant d'inflation, il a progressivement fait perdre à l'économie sa compétitivité-prix, atteignant ainsi les exportations. Enfin, l'Etat peut jouer un rôle dans l'arrêt de l'expansion si, jugeant que la hausse des prix et le déficit extérieur sont excessifs, il décide de réduire le montant des dépenses publiques ou des crédits à l'économie(22).

B) De l'observation de Kondratieff aux travaux de J. Schumpeter

C'est dans les années 20 que l'économiste russe N.D Kondratieff a mis en évidence l'existence de cycles de prix d'une durée moyenne de 50 ans environ. On a pu observer qu'à ces variations de prix correspondaient des variations de même sens des profits et de l'activité économique. Du point de vue de l'analyse statistique, les phases ascendantes ou descendantes du cycle Kondratieff correspondent aux tendances autour desquelles se produisent les fluctuations conjoncturelles(23).

Pour J.Schumpeter, ce sont les innovations introduites par des entrepreneurs tant dans le domaine des produits que dans celui des méthodes de production ou d'organisation, qui sont à l'origine d'un processus de destruction créatrice et des fluctuations d'activité(23).

Les phases longues ascendantes (25 ans environ) sont liées à la mise en œuvre d'une ou de plusieurs grandes innovations : exemple de la machine à vapeur (1780 - 1810/1817), du chemin de fer et de l'acier (1844/1851), (1870/1875), de l'électricité, du

moteur thermique et de la chimie (1890/1896), (1914/1920). Les innovations majeures donnent naissance à des branches motrices, elles sont à l'origine de vagues d'innovations ou de grappes d'innovations qui sont copiées par les entrepreneurs en dehors même des branches d'origine. Elles sont en effet l'occasion de profits supplémentaires et elles déclenchent de nombreux investissements[23].

Les phases longues de déclin (25 ans environ) succèdent aux phases ascendantes lorsque les branches motrices liées aux innovations principales arrivent à maturité ou entrent en déclin et lorsqu'il n'y a plus de possibilités nouvelles d'exploitation de ces innovations. Il n'y a donc au cours de ces phases une raréfaction des occasions d'investissement et de profit tandis que la concurrence entre les entreprises se fait de plus en plus destructrice[23].

A la suite de ces travaux**,** Les américains Burns et Mitchell (1946) ont proposé une définition du cycle économique, qui a été très longtemps retenue par les économistes : **«** un cycle consiste en des phases d'expansion affectant quasi simultanément différentes activités économiques, suivies par des récessions puis des reprises, qui forment la phase d'expansion du cycle suivant **»**. A cette définition, on oppose souvent l'approche de Lucas (1975), chef de file du courant des cycles d'équilibre, qui avance que **«** les mouvements cycliques ne présentent pas d'uniformité dans leur amplitude ou dans leur périodicité ; les régularités observées concernent les covariations de différentes séries agrégées **»**[24]**.**

Cette dernière définition, qui insiste sur le phénomène de covariation entre séries macroéconomiques, est tout à fait symptomatique des réflexions sur la théorie du cycle. Celles-ci ne cherchent plus à distinguer les phases d'expansion et de dépression, de crise et de reprise, mais ont comme ambition d'expliquer la dynamique du système économique[24].

A côté de ces définitions, la théorie du cycle trouve ses origines dans les approches monétaires et financières. Hawtrey (1920) donne une interprétation purement monétaire des cycles antérieurs à la Première Guerre Mondiale. Ce seraient en effet des changements dans le mouvement de l'argent qui seraient la cause ultime de l'alternance des phases expansives puis dépressives. Hawtrey avance que le régime de l'étalon or serait même le grand responsable de la récurrence des cycles économiques[23].

Reprenant la distinction opérée par Wicksel entre taux d'intérêt du marché et taux d'intérêt naturel, Hayek considérera que les facteurs monétaires sont la cause déterminante de la rupture de l'équilibre économique. Selon Fisher, le surendettement et la déflation constitueraient deux éléments fondamentaux permettant de comprendre les crises et les cycles. Le surendettement (processus d'émergence puis de développement de la bulle de la dette qui implique un réajustement des anticipations des agents) perturberait l'équilibre économique et serait à l'origine des phénomènes de perturbations en cascade (baisse des taux d'intérêt nominaux et hausse des taux d'intérêt réels) [23].

2) Les apports à la théorie des crises : la synthèse des théories post-keynésiennes et de la théorie marxiste: les théories de la régulation.

La théorie de la régulation vise à remettre les rapports sociaux au centre de l'analyse économique et à renouveler ainsi l'économie politique. Pour caractériser les diverses phases du capitalisme et pour expliquer l'alternance de périodes de relative stabilité et de périodes de crise, l'approche de la régulation fait appel entre autres à la notion de mode de régulation(25).

Cette notion, qui est nouvelle dans les approches d'inspiration marxiste, désigne un ensemble cohérent de codifications des divers rapports sociaux (de formes structurelles telles que les institutions, les normes et la routine sociale) qui forment un système et assurent ainsi une certaine régularité à ces rapports dans une société donnée pour une période donnée(25).

Les périodes de croissance relativement stables sont celles où les formes des rapports sociaux sont en compatibilité entre elles et avec un régime d'accumulation qui peut être extensif ou intensif (c'est à dire centré sur l'investissement dans les moyens de production ou dans les moyens de consommation).

Les périodes de grande crise, de crise structurelle, seront celles où cette compatibilité n'existe plus. On entrevoit ainsi comment, pour les régulationnistes, les cadres sociaux généraux conditionnent l'activité économique de sorte qu'une grande crise, par exemple, est non seulement une crise économique mais aussi une crise politique et une crise culturelle, une crise des aspirations collectives et individuelles(25).

Les régulationnistes ont donc proposé un "ensemble hiérarchisé de notions intermédiaires" dont les plus importantes, les notions clé, sont celles de "régime d'accumulation", de "mode de régulation", de "forme institutionnelle", de "rapport salarial", de "bloc social hégémonique", de "paradigme sociétal", dont la conjonction définit un modèle de développement .Dans cette perspective, "le capitalisme devient une sorte de métasystème, plus large dans sa portée historique, plus malléable dans ses réalités concrètes .

Ces notions intermédiaires utilisées dans le but de donner la priorité aux rapports sociaux permettent de rendre compte aussi bien de "la diversité (d'une communauté à l'autre) que de la variabilité (d'une époque à l'autre)" de la configuration des formes sociales et donc des spécificités historiques et nationales de la croissance et des crises selon des périodisations plus précises que celles proposées jusqu'ici(25).

Elles ont également permis de mettre en évidence aussi bien la spécificité de la croissance de l'après-guerre (1945-1975), période caractérisée par un régime et accumulation intensif et un mode de régulation dit fordiste, que celle de la crise qui l'a suivie .Les régulationnistes donnent priorité non plus aux seuls rapports d'exploitation

des travailleurs mais au rapport marchand et au rapport salarial dont la reproduction n'est jamais assurée comme en témoignent le chômage, les faillites d'entreprise et plus généralement la surproduction.

Ce renouvellement de perspective, marqué par la conjoncture de la seconde moitié des années 1970, participe au changement de paradigme qui s'opère alors dans les sciences sociales. Si l'inspiration althussérienne est certaine, la rupture est non moins clairement affirmée. Alain Lipietz n'hésite pas à définir les régulationnistes comme des "fils rebelles des althussériens et Michel Aglietta ne craint pas d'écrire que la théorie de la régulation s'est constituée "en réaction contre la réduction du marxisme au structuralisme, son fétichisme de la reproduction et son idolâtrie des lois générales"[(25)].

Même si de telles affirmations exigeraient des explications et des réserves, elles permettent pour le moment d'indiquer qu'il existe à la fois une rupture et une continuité entre la notion de régulation et celle de reproduction. Un mode de régulation assure dans une certaine mesure la reproduction des rapports sociaux, mais cette reproduction ne va pas de soi puisque sa remise en cause par les divers groupes sociaux est toujours possible et qu'elle demeure ainsi ouverte.

Outre l'influence d'économistes tels John Maynard Keynes et François Perroux, il existe des convergences entre l'approche de la régulation et celle des économistes radicaux américains tant sur la question des compromis sociaux ayant caractérisé la période de croissance que sur le diagnostic de crise structurelle[(25)].

Une telle convergence existe également avec les analyses des relations industrielles et de la firme qui s'inspirent de l'approche institutionnaliste, notamment les travaux dirigés par Michael Piore sur le dualisme du marché du travail et la spécialisation flexible (la polyvalence du travail dans la production en séries restreintes).

Les sources d'inspiration dépassent cependant le domaine de l'économie politique. Ainsi les régulationnistes ont eux-mêmes identifié un certain nombre d'auteurs qui ont pu influer sur la formulation initiale de leur approche. Ils ont identifié certains historiens de l'École des Annales tels Georges Duby et Fernand Braudel et certains sociologues tels Alain Touraine, Anthony Giddens et Pierre Bourdieu avec lesquels il existerait une certaine proximité. Ainsi, comme pour la régulation, l'approche des nouveaux mouvements sociaux mettrait bien en lumière la "capacité des acteurs à modifier des systèmes trop statiques pour les conduire à un nouvel équilibre"[(25)].

De même, l'approfondissement des concepts d'habitus et de stratégie aurait conduit "l'école de Bourdieu à explorer les mêmes problèmes que l'école de la régulation", à savoir comment les individus arrivent par la socialisation à adopter librement des comportements correspondant aux normes sociales, par exemple. En somme, comme l'écrit Robert Boyer, l'approche de la régulation s'inscrit "à l'entrecroisement de diverses traditions en matière de recherche en sciences sociales.

Alors qu'est-ce que la théorie de régulation ?

C'est un courant de pensée économique, né en France dans les années 1970, « qui cherche à expliquer la reproduction du système capitaliste à travers des régimes d'accumulation du capital successifs, chacun caractérisé par un mode de régulation spécifique. » Ses fondateurs sont Michel Aglietta, Robert Boyer, Bernard Billaudot et Alain Lipietz[26].

La théorie de la régulation est une approche hétérodoxe de l'économie qui s'est développée en France dans les années 70 autour des travaux de Michel Aglietta, Robert Boyer et Alain Lipietz. Cette théorie se présente comme une concurrente directe de la théorie de l'équilibre général constitutive du paradigme néo-classique. Son ambition, héritière en cela de la tradition marxiste, est d'historiciser la théorie économique en réaffirmant le lien entre la sphère économique et la sphère des rapports sociaux, ainsi que de mettre l'accent sur les processus, les ruptures et les crises[26].

Dans cette théorie, le concept de régulation se substitue au concept d'équilibre qui repose sur l'hypothèse d'individus existant indépendamment de tout lien social et désigne les règles qui régissent l'organisation institutionnelle de la production. Par rapport à la tradition marxiste, l'analyse de la théorie de la régulation reprend l'idée que la dynamique du système capitaliste est fondée sur l'accumulation du capital et qu'il peut connaitre des modalités historiques différentes constituant ainsi différents régimes d'accumulation[25].

Ces régimes d'accumulation reposent sur des configurations institutionnelles historiques dépendant des formes nationales que revêtent les rapports de production. Ces configurations sont des codifications du rapport marchand et du rapport salarial, les deux rapports fondamentaux du capitalisme selon le marxisme. Alors que dans la théorie de l'équilibre néoclassique, les produits et le travail s'échangent de manière abstraite, indépendamment de leur nature, sur un marché, dans la théorie marxiste ils sont analysés à travers les figures de la marchandise et du salarié[25].

Ces figures sont inséparables d'une certaine organisation de la société : la division du travail, la distinction entre propriétaire et salarié, etc. Un rapport marchand correspond à une production séparée (mise en œuvre par des centres de décision indépendants les uns des autres, conformément à des stratégies autonomes), mais rendue possible par un état avancé de la division du travail. Dans la société capitaliste, les produits sont des marchandises, c'est à dire qu'ils sont placés sur le marché pour obtenir leur valeur d'échange[26].

C'est donc la logique marchande qui s'impose à la logique productive, car elle travaille sans cesse afin de la conformer aux exigences du marché. Un rapport salarial réalise la même marchandisation mais aux dépens du travailleur qui devient ainsi un salarié. Maos dans la théorie de la régulation le rapport salarial n'est pas réduit à un

simple rapport d'échange marchand, car elle s'intéresse aux configurations du rapport salarial dans son double aspect d'organisation de la production et de système de rémunération comme déterminant majeur de la productivité, du partage salaire-profit et du niveau d'emploi (qui sont des éléments d'analyse keynésien).

L'autre influence de la théorie de la régulation est le keynésianisme. Au keynésianisme, la théorie de la régulation reprend l'idée d'une répartition des revenus, en particulier celle entre salaire et profit, qui est fonction des anticipations des entreprises. La croissance dépend donc d'un **mode de régulation** qui représente les procédures et les comportements sociaux d'un régime d'accumulation(26).

L'alliance des influences keynésiennes et marxistes amène à lier configurations institutionnelles historiques et forme de croissance donnée, par la médiation de régimes d'accumulation et de modes de régulation spécifiques. Ces configurations institutionnelles sont des ensembles interdépendants fondés dans un cadre national à la suite de conflits et de compromis sociaux dépendants de l'histoire politique du pays(27).

Ces configurations institutionnelles sont au nombre de cinq et sont des codifications historiques des deux rapports fondamentaux du capitalisme (le rapport marchand et le rapport salarial) (27):

- les configurations du rapport salarial (organisation du travail, hiérarchisation au sein de l'entreprise, etc.) ;
- les formes de la contrainte monétaire (le régime monétaire et financier) ;
- les formes de la concurrence (régimes concurrentiel, monopoliste, etc.)
- les formes de l'Etat (Etat circonscrit, Etat inséré, etc.) ;
- l'insertion dans la division internationale du travail.

En se combinant, ces configurations institutionnelles caractérisent un mode de régulation spécifique. Un mode de régulation est aussi une capacité de reproduire les rapports sociaux. Sa fonction est de soutenir un régime d'accumulation ou autrement dit, un ensemble de régularités assurant une progression de l'accumulation du capital. Par exemple, le régime d'accumulation fordiste se fonde sur les cinq configurations institutionnelles suivantes composant son mode de régulation spécifique(27) :

- un rapport salarial marqué par une organisation du travail post-taylorienne, un partage des gains de productivité et une consommation de masse ;
- un régime monétaire fondé sur le crédit ;
- une forme de concurrence oligopolistique ;
- un Etat inséré avec une extension de la protection sociale ;
- un isolationnisme protectionniste.

Par sa conjugaison de la théorie économique et de l'histoire (notamment sous l'inspiration de l'école des Annales), la théorie de la régulation s'avère un moyen

pertinent d'analyse des crises et des changements. Tout au long de l'histoire, les régimes d'accumulation se succèdent en passant par des crises[27].

Robert Boyer dans La théorie de la régulation, une analyse critique (1986) montre que ces crises sont de deux sortes : soit conjoncturelles, soit structurelles. Les crises conjoncturelles apparaissent au sein du processus de régulation existant. Les crises structurelles constituent une remise en cause du mode de régulation. Cette dernière sorte de crise peut résulter de l'incapacité du mode de régulation à assurer la poursuite du processus d'accumulation (comme lors de la crise de 1929 par exemple) ou de l'épuisement du régime d'accumulation (comme le cas du fordisme qui conduit à l'épuisement des gains de productivité et à des normes de consommation fordienne) [28].

La théorie de la régulation repose sur un dépassement de la théorie marxiste (et althusseriste) du capitalisme et de ses transformations. La théorie de la régulation part de l'invalidation de la loi du déclin inéluctable du capitalisme énoncée par Marx (la baisse tendancielle du taux de profit), qui n'a pas été vérifiée dans les faits. Le capitalisme, au lieu de disparaître, comme l'avait prédit Marx, se renouvelle sans arrêt, adopte des formes inédites. Le capitalisme se régénère en quelques sortes pour continuer à exister[28].

Il s'agit alors, pour la théorie de la régulation, de comprendre comment le capitalisme parvient à surmonter ses crises et quels modes de régulation sont à l'œuvre. Selon cette école, chaque société a développé historiquement ses propres compromis institutionnalisés, issus pour partie de l'histoire et pour partie des rapports de force et du rôle des groupes sociaux. Ces compromis encouragent ou freinent la dynamique du capitalisme, selon que les règles qui en résultent (notamment celles qui régissent le partage des gains de productivité entre salaires et profits) sont ou non cohérentes entre elles. Comment le capitalisme, malgré les contradictions et les crises qui le caractérisent, a-t-il su s'adapter à un contexte économique et social en évolution constante, pour continuer de fonctionner ?

La théorie de la régulation repose sur un certain nombre de modes de régulation (rapport de forces entre les classes, type de concurrence intercapitaliste, rôle du crédit et de la monnaie, rapport entre les entreprises et rôle de l'État) qui régissent les rapports entre un certain nombre de formes institutionnelles (forme de la concurrence, forme de la monnaie, forme de l'État, forme du rapport salarial et forme d'insertion dans l'économie mondiale) et des régimes d'accumulation (extensif fondé sur l'accroissement du stock de facteur de production et intensif fondé sur d'importants gains de productivité)[27].

«Un mode de régulation est un ensemble de médiations qui maintient les distorsions produites par l'accumulation du capital dans des limites compatibles avec la cohésion sociale au sein des nations.**»**

En d'autres termes, un mode de régulation correspond à un ensemble des mécanismes et des institutions qui permettent à l'accumulation capitaliste de fonctionner pendant des périodes relativement stables. Le développement du capitalisme peut ainsi être analysé comme une série de modes d'accumulation ; la crise étant le moment où un mode de régulation atteint ses limites et un nouveau mode émerge pour le remplacer[(28)].

L'histoire du capitalisme (c'est à dire la succession des modes de régulation et des régimes d'accumulation) est ainsi expliquée de la manière suivante par la théorie de la régulation[(28)] :

1) Avant le 18^{éme} siècle, un mode de régulation à l'ancienne.

2) La Révolution Industrielle et le 19^{éme} siècle : une accumulation extensive, fondée sur une mobilisation massive de capitaux et de main d'œuvre, en régulation concurrentielle, où tout ajustement se fait sur la base du marché et de la concurrence. Michel Aglietta donne l'exemple du capitalisme américain du 19^{éme} siècle, marqué par un régime de développement intensif basé sur la plus-value absolue (entre autres par l'augmentation du temps de travail). Cela est caractérisé par la création de moyens collectifs de production, essentiellement l'industrie lourde, sans remodeler le mode de consommation[(27)].

3) La période de entre deux guerres : accumulation intensive sans consommation de masse (absence de régulation clairement définie). Selon Michel Aglietta, toujours aux Etats Unis, une nouvelle organisation du travail à l'usine, le "taylorisme", se développe entre 1914 et 1945 et rend possible une accumulation basée sur la plus-value relative, à travers l'introduction de nouvelles technologies pour la production de masse. Toutefois, un problème structurel de sous consommation mène aux crises des années 20 et 30.

4) Les Trente glorieuses : accumulation intensive avec consommation de masse, en régulation fordiste ou monopoliste (ce système repose notamment sur la transposition en hausses de salaire des gains de productivité très importants de la période). Cette nouvelle phase (le fordisme) a été caractérisé par "l'auto-entretien de la croissance » et par "la robustesse du régime de croissance face aux chocs conjoncturels". Dans le fordisme, l'accumulation intensive (la production de masse) arrive finalement à établir des formes institutionnelles qui garantissent une consommation de masse. Les hausses de productivité dues aux nouvelles technologies permettent la hausse des profits mais aussi celle des salaires. Celle-ci permet à son tour d'offrir des débouchés pour les biens de consommation avec une croissance qui s'auto-alimente.

5) Après deux décennies de croissance, ce mode de régulation entre dans une crise, dont les causes résident pour Aglietta à la fois dans l'épuisement des possibilités techniques de ce mode d'organisation du travail et dans la montée de la lutte des classes et de la contestation du fordisme dans les entreprises. On entre ainsi, dans le

dernier quart du 20éme siècle et au début du 21éme siècle, dans une nouvelle phase dénommée par Robert Boyer "Accumulation extensive avec consommation de masse", avec un mode de régulation (le post-fordisme) qui reste à définir. L'existence d'un mode de régulation fondé sur la prédominance de la finance a aussi longtemps semblé discutable(27).

Enfin, la théorie de la régulation a construit une typologie des crises qui rend compte de différents désajustements produits de manière endogène comme conséquence de la configuration institutionnelle (crises exogènes, crises endogènes, crise du mode de régulation, crise du régime d'accumulation et crise du mode de développement). Pour les tenants de la théorie de la régulation, les crises sont indispensables et indissociables du fonctionnement du capitalisme. Cette théorie, permettant d'expliquer la succession des équilibres nouveaux trouvés dans le fonctionnement du régime capitaliste et la survenance régulière de crises économiques et sociales, offre un apport intéressant, notamment lors de cette nouvelle crise économique et financière mondiale traversée en ces années 2007-2008. Que représente cette crise actuelle ?

1) Est ce que une crise exogène, dû à un événement extérieur au système, qui peut être très perturbante, mais ne met pas en danger le mode de régulation, et encore moins le régime d'accumulation ?

2) Est ce que une crise endogène, qui correspond plus ou moins à la période de dépression d'un cycle (Juglar), expression même du mode de régulation, qui "purifie" le système par la crise ? Ces crises permettent en effet de résorber les différents déséquilibres qui se sont accumulés pendant la phase d'expansion, sans altération majeure des formes institutionnelles.

3) Est ce que une crise du mode de régulation, où l'état et l'agencement des formes institutionnelles doivent être modifiés, lorsqu'elles s'avèrent incapables d'éviter une spirale dépressionniste ? Le meilleur exemple est celui de la crise de 1929 où le jeu de la concurrence n'a pas permis le retour de la phase d'expansion.

4) Est ce que une crise du régime d'accumulation, qui peut être entrainée par la non résolution d'une crise du mode de régulation, lorsqu'il est impossible de poursuivre la croissance à long terme sans bouleversement majeur des formes institutionnelles ? Là encore, la crise de 1929 est le meilleur exemple.

5) Enfin, est ce que une crise du mode de développement(ou effondrement du système)?

La théorie de la théorie est cependant dépassée dans ces explications et analyses historiques. Pour reprendre une critique de Toni Negri, la théorie de la régulation est un

enfant de la crise de 1968, et de la découverte du monde ouvrier par les intellectuels, de la classe ouvrière massifiée[29].

La théorie de la régulation trouve son origine dans une critique sévère et radicale du programme néoclassique qui postule le caractère autorégulateur du marché. Elle entend pour cela bénéficier des apports de disciplines voisines telle que l'histoire, la sociologie, les sciences politiques et sociales avec lesquelles elle entretient de multiples relations (emprunt et transformation de notions, importations d'hypothèses, exploration de quelques questions identiques ou voisines)[29].

Une hypothèse fondatrice de la théorie de la régulation concerne l'historicité fondamentale du processus de développement des économies capitalistes : dans ce mode de production, l'innovation organisationnelle, technologique, sociale, devient permanente et met en mouvement un processus dans lequel les rapports socio-économiques connaissent une transformation, tantôt lente et maîtrisée, tantôt brutale et échappant au contrôle et à l'analyse. Le pari de la théorie de la régulation est donc d'historiciser les théories économiques[29].

Enfin la théorie de la régulation se donne pour ambition d'expliquer avec le même ensemble d'hypothèses des problèmes tels que le chômage, le progrès technique, la construction européenne... Ses chefs de file sont R. Boyer, M. Aglietta..... Dans son ouvrage La théorie de la régulation : une analyse critique, Robert Boyer (1986) précise que la généralisation de l'échange marchand rend les crises possibles. Il introduit une notion intermédiaire, celle de régime d'accumulation, suggérant que de telles contradictions peuvent être surmontées: « On désignera sous ce terme l'ensemble des régularités assurant une progression générale et relativement cohérente de l'accumulation du capital, c'est à dire permettant de résorber ou d'étaler dans le temps les distorsions et déséquilibres qui naissent en permanence du processus lui-même » (1986, p. 46).

En ce sens, les crises économiques majeures sont des crises de mutation entre une régulation ancienne qui ne permet plus la croissance économique et une nouvelle régulation qui permettra de résoudre les causes profondes de la crise. L'origine même de ces régularités apparaîtra au travers des formes institutionnelles, définies comme la codification d'un ou plusieurs rapports sociaux fondamentaux. R. Boyer introduit cinq formes institutionnelles (la monnaie, le rapport salarial, la concurrence, les modalités d'adhésion au régime international, l'Etat) intervenant dans la détermination du régime d'accumulation. Cet ensemble de concepts intermédiaires permet à Boyer de définir la notion de régulation : « On qualifiera de mode de régulation tout ensemble de procédures et de comportements, individuels et collectifs, qui a la triple propriété de : reproduire les rapports sociaux fondamentaux à travers la conjonction de formes institutionnelles historiquement déterminées, soutenir et piloter le régime d'accumulation en vigueur, assurer la compatibilité dynamique d'un ensemble de décisions décentralisées » (1986, p. 54). Le mode de régulation décrit ainsi comment les formes

Cliccours.com

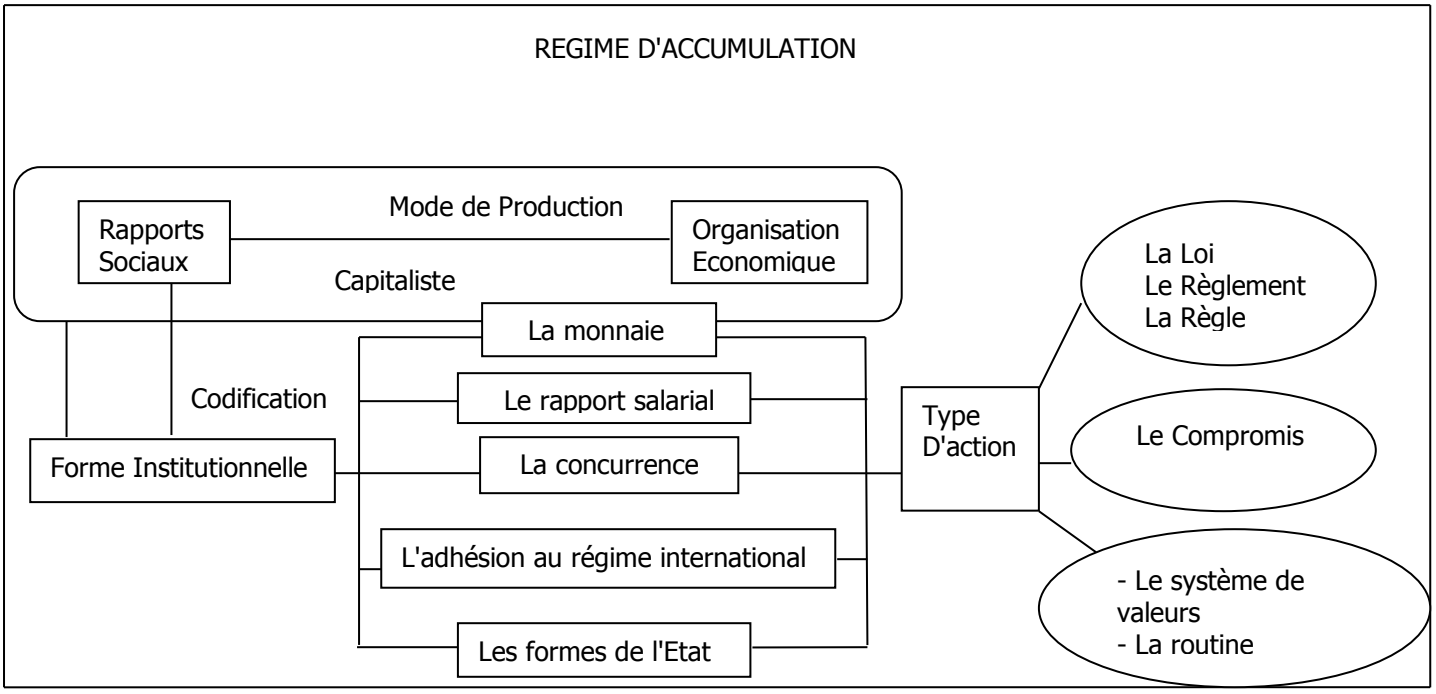
institutionnelles à travers leurs moyens d'actions, conjuguent et contraignent les comportements individuels tout en déterminant les mécanismes d'ajustement sur les marchés. Ces moyens d'action au nombre de trois, sont les suivants[29]:

- La loi, la règle ou le règlement, définis au niveau collectif, ont pour vocation d'imposer, par la coercition, directe ou symbolique et médiatisée, un certain type de comportement économique aux groupes et individus concernés.

- La recherche d'un compromis, issu de négociations, insistant sur le fait que ce sont les agents privés ou des groupes qui, partant de leurs intérêts propres, aboutissent à un certain nombre de conventions régissant leurs engagements mutuels.

- L'existence d'un système de valeurs ou de représentations suffisant " pour que la routine remplace la spontanéité et la diversité des pulsions et initiatives privés**.** De tels exemples se retrouvent dans les croyances religieuses, dans les règles de bonne conduite, dans les vues sur l'avenir selon Keynes.

- Le mode de régulation -



2-1) <u>La théorie de la régulation est proche de l'économie institutionnaliste</u> :

Courant de pensée d'origine américaine (début 20^{éme}) incarné par Veblen principalement. Analyse fondée sur les institutions et leur rôle dans l'économie : elles déterminent de manière forte les comportements collectifs. Les institutions sont des ensembles d'habitudes, de règles incarnées dans les communautés. Approche dynamique de l'économie, par opposition à la vision statique néo-classique[29].

2-2) ***La théorie de la régulation porte une critique sévère de l'école néoclassique* :**

Boyer (1986) montre que cette approche puise ses fondements dans deux grands courants : le marxisme et l'analyse keynésienne. Référence au marxisme pour le capitalisme, les luttes, l'accumulation … même si la théorie de la régulation est moins déterministe au regard des rôles individuels[(29)].

Référence à Keynes pour l'investissement, les rapports salariaux, les anticipations … La théorie de la régulation estime que les situations d'équilibre découlent d'arrangements institutionnels. Ce n'est pas la conséquence de comportements individuels optimaux. Les institutions en place dans une économie peuvent donc également être à l'origine de situations de crise.

Q : quelle sont la portée et les limites de cette école de pensée **?**

A\ *Les concepts fondamentaux* :

Pour la théorie de la régulation, le principal problème est que les dynamiques sont variables dans le temps et dans l'espace. Il faut donc disposer d'un appareil analytique commun pour théoriser les régulations économiques. En général, les concepts sont peu cohérents et varient en fonction des auteurs. Deux grandes synthèses : collectives par Boyer Saillard (1995) et Boyer (2004). Mais tardif ?

✓ **Les modes de production :**

Ce sont les rapports sociaux déterminés par la production (comme pour Marx). Cela permet de mettre en valeur les relations entre les rapports sociaux et l'organisation économique. Un mode de production est toute forme spécifique des rapports de production et d'échange. Les relations sociales régissent la production et la reproduction des conditions matérielles requises pour la vie des hommes en société. Boyer (1986) considère que cette notion reste très générale et qu'elle nécessite trois précisions [(30)]:

- le rapport d'échange est sous forme marchande. La monnaie joue donc un rôle essentiel dans les rapports sociaux (marchandisation).

- la séparation entre producteurs et moyens de production entraîne le développement du rapport salarial.

- la valeur d'échange prime sur la valeur d'usage.

✓ **Le régime d'accumulation :**

C'est l'ensemble des régularités assurant une progression générale et cohérente de l'accumulation du capital. Ex : le fordisme, Billaudot (2001) Cela permet de gérer dans le temps les déséquilibres inhérents au processus[30].

✓ **Les formes institutionnelles :**

Elles découlent d'un régime d'accumulation, ce sont les moyens d'en garantir la cohérence. Ex : Aglietta (1976) étudie par exemple les formes institutionnelles des USA : le marché du travail est très concurrentiel, l'immigration est forte. Cela fournit une armée industrielle de réserve[30].

Mais des crises de débouchés persistent. Après la seconde guerre mondiale, les salaires sont déconnectés de l'activité économique réelle. Le fordisme est caractérisé par ce rapport salarial non concurrentiel. Ex : Boyer dir. (1986) sur l'évolution des capitalismes nationaux face à la crise. On distingue cinq formes institutionnelles[31] :

- la contrainte monétaire : rapport social qui institue les sujets marchands.

  Ex : l'inflation découle de rapports sociaux, Boyer & Mistral (1978).

- le rapport salarial : c'est la mise en relation mutuelle entre différents types d'organisation du travail, de modes de vie et de modalités de reproduction des salariés. Ex : la division du travail, les revenus, la consommation ou la formation des salaires, Reynaud (2004).

- les formes de la concurrence : mode de formation des prix. Ex : mode concurrentiel ou monopoliste (rôle de l'Etat).

- la nature de l'Etat : c'est la lutte entre groupes d'intérêts qui débouchent sur des compromis institutionnalisés. Ex : passage de l'Etat circonscrit à l'Etat inséré, Delorme & André (1983).

- l'insertion dans le régime international : ouverture aux échanges commerciaux.

✓ **La régulation**

Le mode de régulation accorde les comportements individuels et collectifs avec le régime d'accumulation pour maintenir la cohérence. C'est donc un ensemble de procédures ayant trois caractéristiques [31]:

- reproduire les rapports sociaux fondamentaux.

- soutenir le régime d'accumulation en vigueur.

- assurer la cohérence des décisions.

B\ *La théorie des crises :*

✓ **Typologie des crises économiques :**

1- Les perturbations externes :

Ce sont des phénomènes mineurs pour l'école de la régulation : ces crises sont datées et localisées. Elles sont extérieures au régime d'accumulation. Ex: mauvaise récolte(32).

2-Les crises cycliques :

Ce sont des phénomènes normaux et périodiques. Ces crises ne concernent ni la régulation ni le régime d'accumulation. Elles sont liées aux cycles de développement du capitalisme. Ex : insuffisance de la demande(32).

3- Les crises du mode de régulation :

C'est la mise en cause des mécanismes qui assurent la compatibilité des différents éléments d'un régime d'accumulation. Ex : conflits sociaux pour le partage de la valeur ajoutée(32).

4- La crise du régime d'accumulation :

Le mode de développement d'un régime d'accumulation est nécessairement limité dans le temps car il repose sur des régularités (les formes institutionnelles). La reproduction du système économique va connaître des blocages du fait de ses contradictions. Ex : le fordisme reposait sur une organisation de la production, un partage de la valeur ajoutée et une demande sociale spécifiques. (32)

5- La crise du mode de production :

C'est la crise du capitalisme. Phénomène majeur et rare. Crise qui découle de contradictions qui ne sont plus soutenables. Ex : passage du féodalisme au capitalisme(32).

✓ ***Analyses empiriques :***

Cette typologie fournit une grille de lecture de l'histoire des crises. Applicable aux faits contemporains : de la crise pétrolière (perturbation) à l'effondrement soviétique (mode de production) en passant par la crise japonaise (régime d'accumulation). Ainsi Boyer (2002) montre que la « nouvelle économie » basée sur les technologies de l'information n'est pas un nouveau mode de régulation qui va assurer la croissance, mais une configuration institutionnelle parmi d'autres(32).

Pour Aglietta et Rebérioux (2004), la libéralisation financière déstabilise les régimes d'accumulation : la finance de marché ne propose pas de nouveau mode de régulation. L'instabilité qui découle de l'accumulation tirée par la finance est un facteur de propagation des crises. Ex : crise Argentine Les nombreux scandales financiers sont liés au développement du capitalisme financier, puisque la gestion dans l'intérêt des actionnaires nuit au bon contrôle des dirigeants. Voir dans cette logique les travaux de Lordon (2003) et (2008) (31).

3) La théorie de Joseph Schumpeter et le renouveau de la théorie institutionnaliste comme apport à la théorie de la crise :

Au-delà d'institutions comme la propriété privée, le contrat, la concurrence, « mais aussi tous les comportements que doivent suivre les individus sous peine de rencontrer une résistance organisée », Joseph Schumpeter (1883-1950) considère le mouvement comme consubstantiel à la société capitaliste. Il va l'identifier à une 'force' : l'initiative individuelle. Celle-ci se matérialise par la figure de l'entrepreneur devenue depuis canonique dans la théorie économique et qu'il développe dès 1911, dans Théorie de l'évolution économique(33).

L'entrepreneur schumpeterien prend la forme d'une action, l'entreprise c'est à dire l'innovation, et d'un agent, l'entrepreneur. Pour tenter de clarifier les propos de Schumpeter, nous qualifierons ce dernier d'entrepreneur-agent, en réservant le terme d'entrepreneur aux deux aspects conjugués (l'entreprise + l'entrepreneur-agent).L'entrepreneur-agent endosse plusieurs profils dont un des fondements est biologique(33).

Car, si Schumpeter décrit le capitalisme comme un système de sélection sociale qui se transforme, il couple à ce type de sélection une sélection empruntant aux thèses de l'eugénique : tout le monde ne peut devenir entrepreneur. Finalement, la théorie schumpeterienne, loin d'une neutralité ou d'une objectivité que certains lui prêtent, repose sur une vision de l'homme et des hommes : tout le monde ne peut prétendre à une action créatrice, la routine étant la norme pour la masse(33).

CONCEPTS A MAITRISER :

Innovation :

L'innovation, c'est à dire le progrès technique, est le principal moteur de la croissance. Pour Schumpeter, les innovations expliquent les cycles économiques longs, ou cycles « KONDRATIEV » d'une durée de 50 à 60 ans. Les innovations se diffusent par cycles et par vagues, à chaque innovations majeure est associée plusieurs innovations mineures, qui constituent une révolution technologique ou révolution industrielle(33).

Entrepreneur :

Au cœur du système capitaliste, se trouve pour J. Schumpeter, l'entrepreneur qui pour réaliser un profit, met en œuvre des innovations, (de produit, de procédés, organisationnelles, de marché ou énergétiques). En conséquence, la croissance est un processus permanent de création, de destruction et de restructuration des activités économiques(32).

Cycle long :

Les phases longues de la croissance s'expliquent par la diffusion de l'innovation majeure enclenchée au cours de la phase descendante du cycle par les entrepreneurs qui, pour développer leurs activités, assument les risques inhérents aux innovations. Ce cycle est composé de deux phases : une phase A, dite phase d'expansion, durant laquelle les prix et la production augmente, et une phase B, dite de récession, durant laquelle les prix baissent et la production diminue ou augmente faiblement(33).

Destruction créatrice :

Processus de destruction d'activités anciennes et de création d'activités nouvelles du fait des innovations. Elles sont caractéristiques du système capitaliste.

Rente de monopole :

Correspond aussi à la rente de situation pour désigner une entreprise qui occupe un pouvoir de marché, comme le monopole par exemple.

Capitalisme :

Système économique fondé sur la propriété privée des moyens de production qui conduit à une séparation entre ceux qui les possèdent et ceux qui ne disposent que de leur travail(33).

Capitaliste :

Individu qui possède des capitaux et des moyens de production.

Profit :

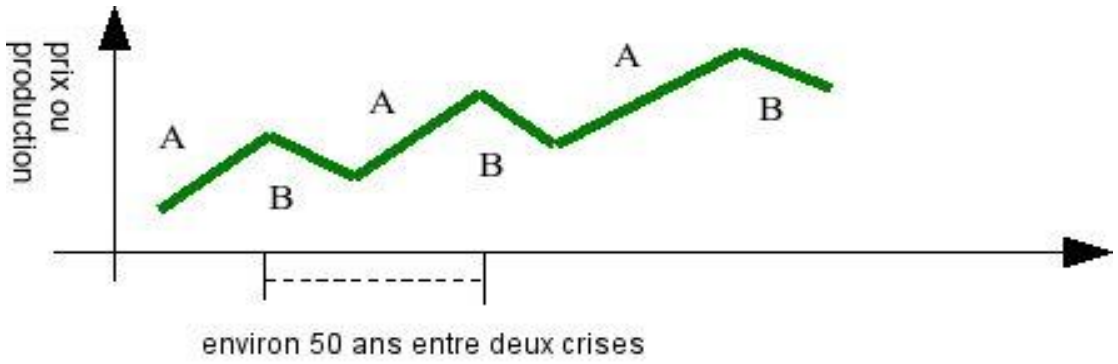
Le profit est selon J.Schumpeter, la récompense de l'entrepreneur dynamique et innovant, c'est grâce à cette motivation que l'entrepreneur est le moteur du progrès technique, source de la « destruction créatrice ».

1) L'analyse schumpetérienne de la croissance :

1-1) La théorie des cycles :

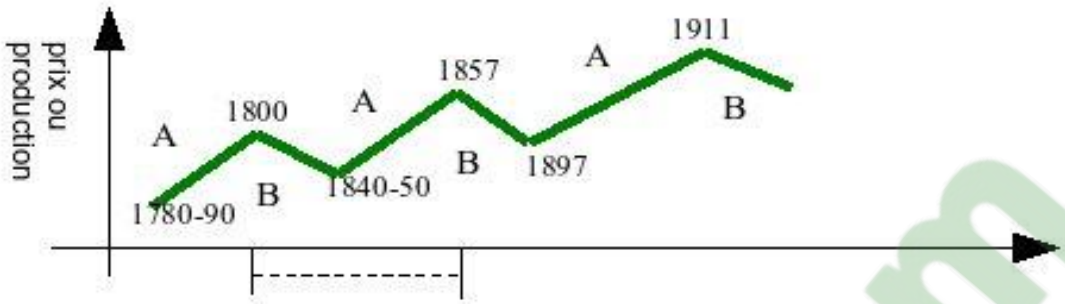
a) Principes :

La théorie de Schumpeter s'inscrit dans la même démarche que celle vulgarisée à partir des travaux de l'économiste soviétique Kondratiev. Ce dernier a tenté de démontrer l'existence de cycles longs du capitalisme (ondes longues / long waves). Un cycle se définit par l'enchaînement mécanique récurrent suivant : expansion / crise / dépression / reprise. On repère une phase d'expansion à l'accroissement durable de la production ou des prix (et inversement). La durée moyenne de tels cycles serait de 50 ans. Ils seraient **récurrents**, d'où le nom de cycles. Cela donnerait au capitalisme un caractère non stationnaire (remise en cause de la thèse libérale), et non déterminé (remise en cause de la thèse marxiste). Sous forme de schéma [34]:



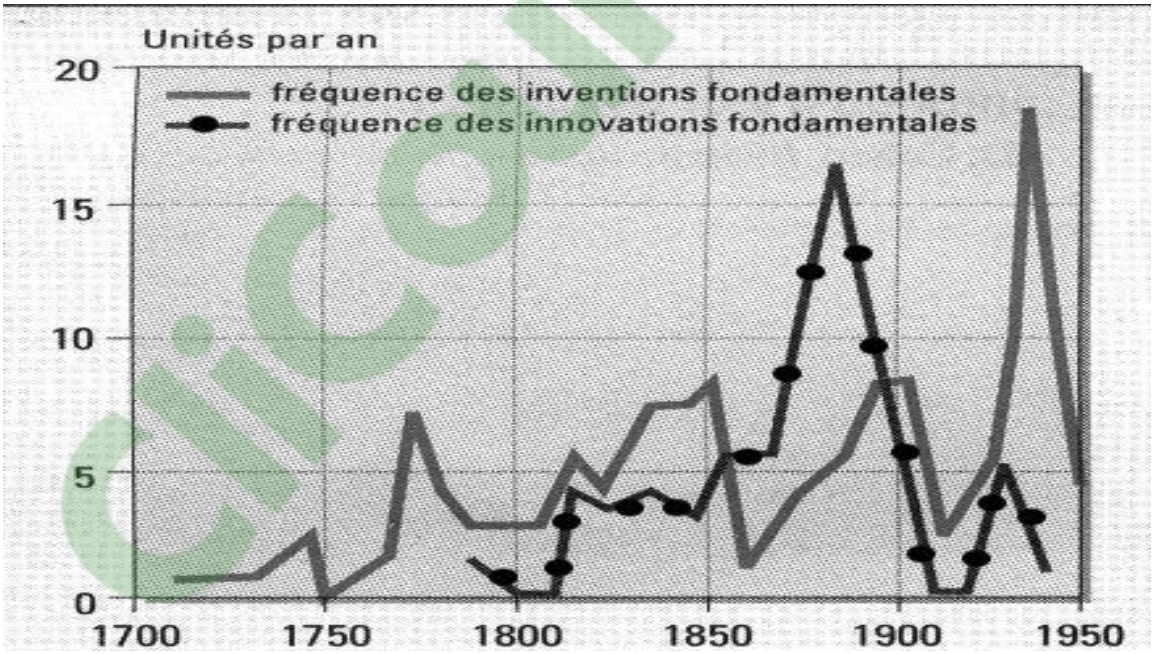
b) L'apport de Schumpeter :

Schumpeter lui-même a des difficultés à faire apparaître clairement ces cycles; la lecture de "capitalisme, socialisme et démocratie"(1942) indique qu'il reconnaît les cycles suivants [34]:



Note de lecture : selon Schumpeter, une crise majeure a eu lieu en 1857, mettant fin à une phase d'expansion longue commencée entre 1840 et 1850 ; la dépression dura selon lui jusqu'en 1897.

Les auteurs contemporains cherchent à leur tour à mettre en évidence des "cycles" d'inventions et d'innovations qui pourraient "coller" au schéma schumpetérien. Ainsi, l'**Expansion**, dans un numéro fameux de 1983, sous la plume de Ph. Lefournier, proposait le diagramme suivant :



-Source : Philippe Lefournier, « la fin d'un monde », dans deux siècles de révolution industrielle, Hachette-L'Expansion 1983-

Note de lecture : on comptait 17 innovations fondamentales vers 1890, et 8 inventions fondamentales vers 1900.

Le graphique montre évidemment des cycles, caractérisés par des «pics», comme par exemple en 1890, pour les innovations. On compte environ 50 ans entre ces sommets, ce qui confirmerait la périodicité de Kondratiev/Schumpeter. On peut, avec

certaines précautions, admettre l'existence d'un lien entre l'innovation et le rythme de la croissance. Tout se passe comme si les inventions atteignaient leur maximum au cours des phases de dépression. Préparées durant la phase B du cycle, elles suscitent alors une nouvelle phase d'expansion. Ce lien a été désigné par certains auteurs comme une « révolution technologique»= innovation exerçant des effets d'entraînement si importants qu'elle remodèle l'ensemble du système productif, l'organisation du travail, les rapports sociaux et les modèles socioculturels. Ch. Stoffaës distingue cinq «révolutions industrielles»(34).

périodes	**1789-1849**	**1849-1896**	**1896-1945**	**1945-1995**	**1995-2025**
cycles du ...	textile-charbon	sidérurgie-chemins de fer	automobile-électricité	pétrole, chimie, aéronautique	informatique, bio-technologies

Remarquons encore une fois que les périodes mises en évidence changent au gré des auteurs ...

1-2) La dynamique du capitalisme selon Schumpeter : la « destruction créatrice » :

La destruction créatrice est, selon Schumpeter, le processus par lequel des entreprises nouvelles, fondées sur des innovations, se substituent à des entreprises vieillies et routinières, ce qui provoque une disparition des firmes et branches anciennes, donc une « destruction », mais aussi l'apparition de nouveaux secteurs porteurs, la « création ». (34)

Elle a des effets ambivalents :

- elle a des effets **dépressifs** : la concurrence accrue pour les entreprises vieillies conduisant aux restructurations, au désinvestissement, au chômage.

- mais elle a également des effets **expansifs :** investissements forts et créations d'emplois dans les activités nouvelles, développement économique grâce à l'élévation du niveau de vie.

Démonstration :

Phase d'expansion :

en phase d'expansion, les innovations majeures permettent à ceux qui les maîtrisent de disposer d'un monopole temporaire => superprofits dans la branche innovante => attraction d'investisseurs attirés par ces profits => effets d'entraînement amont-aval (plus de commandes aux autres secteurs, par exemple) => plus

d'investissements => accélération croissance économique => créations d'emplois, surchauffe (la demande est trop forte hausse prix, hausse TXI car trop d'investissements à financer) => dégradation de la rentabilité des activités nouvelles.(35)

Phase de dépression:

Saturation de marché des innovations + destruction des activités anciennes => baisse des profits dans les secteurs innovants, restructurations dans les secteurs vieillis => désinvestissements, licenciements, restructurations => recul de l'activité => baisse Demande => dégradation de la conjoncture, baisse prix, baisse des TXI => capitaux disponibles pour financer les prochaines innovations (on retrouve le constat empirique du § précédent, à savoir la montée des inventions durant la phase B).

1-3) Le problème de la discontinuité des innovations :

Pour Schumpeter, les innovations n'apparaissent pas de manière continue, mais en "grappes". Une grappe d'innovations : apparition dans un cours laps de temps d'un ensemble d'innovations complémentaires, exerçant un effet d'entraînement sur l'économie. Exemple : fin 19ème siècle, le moteur à explosion, l'industrie pétrolière, le macadam, etc. ... Cette simultanéité résulte des effets d'entraînement que les entrepreneurs exercent les uns sur les autres(35).

Elle est indispensable pour créer des déséquilibres dans l'économie, amenant de nouveaux ajustements. Si les innovations apparaissaient de manière continue, leurs effets seraient absorbés par le système, donc très atténués. Si les innovations apparaissent en grappes, elles provoquent l'apparition de goulets d'étranglement nécessitant de remodeler le système technique. De plus, leur impact sur l'investissement devient suffisamment fort pour permettre aux entrepreneurs de réaliser des super profits et concurrencer des branches anciennes, précipitant leur destruction et, partant, le remodelage de l'économie. Au contraire, une innovation à rythme continu s'apparenterait à une innovation incrémentale, qui, par exemple, ne bouleverse qu'à la marge les comportements, et n'engendre pas un renouvellement des techniques productives. Exemple : four à micro-ondes(35).

On peut mettre en avant une explication « sociologique » de cette discontinuité : on retrouve la conception de Schumpeter selon laquelle les entrepreneurs forment une élite, capable de faire preuve de suffisamment de force de caractère pour vaincre la routine. Il leur faut donc d'abord briser des obstacles, vaincre des résistances inutiles avant de pouvoir imposer leurs idées (cf. Marcel Dassault et le Mirage I voulu par l'Armée de l'Air, absurdité technique, et M. Dassault imposant tout seul son concept de Mirage III, réussite absolue (35).

Clicours.COM

De même, il existe aussi une explication technique : même celui qui a des idées nouvelles ne peut pas toujours les mettre en pratique si le reste du système technique

n'atteint pas un niveau suffisant : la vapeur sous l'antiquité, le fardier de Cugnot, la voiture à explosion de Lenoir ... Ainsi,

L'apparition d'innovations viables n'est possible que lorsque le système technique s'est ajusté, c'est à dire à la suite de la mise en place d'un ensemble de techniques interdépendantes et complémentaires. Exemple de l'automobile : dans quel monde serions-nous aujourd'hui si ces deux types de véhicules avaient pu triompher ?

La première voiture à moteur à explosion (Lenoir, 1862) :

La deuxième voiture à avoir dépassé 100 km/h, en 1899, était électrique :

2) L'analyse schumpetérienne de l'innovation :

2-1) Une sociologie de l'entrepreneur :

Schumpeter essaye de magnifier le rôle de l'entrepreneur. Il le définit comme celui qui a assez de force pour introduire une innovation dans l'économie. Ex: Ford ou Citroën introduisant le travail à la chaîne. Malheureusement, l'immense majorité des dirigeants de firmes ne sont que des gestionnaires : comptables, financiers, ingénieurs de production. Ils ne font qu'appliquer de manière routinière des techniques apprises. Au total, Schumpeter montre que l'entrepreneur est un être isolé qui doit lutter contre le goût pour la routine et la tendance au bureaucratisme. Ces êtres, peu nombreux, capables de parvenir à leurs fins, forment ainsi une sorte d'élite (thèse de 1912) [(35)].

2-2) Sa conception de l'innovation :

Pour Schumpeter, une innovation va bien au-delà du simple aspect technique. Il distingue en effet cinq types d'innovations[(35)] :

- procédés de fabrication nouveaux
- innovations de produits
- innovations dans l'organisation
- innovations de marchés
- innovations dans les sources d'approvisionnement.

Exemples : voici quelques faits contemporains, correspondent-t-ils à des innovations au sens de Schumpeter ?

	OUI	NON	Justification
mise sur le marché du DVD	X		nouveau produit
mise en évidence du génome humain		X	invention pas encore commercialisée
tunnel sous la Manche.	X		nouveau produit
maïs transgénique	X		nouveau produit
exploration de Mars par un robot		X	sciences pures
nouveau packaging pour Pepsi-Cola		X	c'est une innovation « incrémentale »

2-3) Une vision critique de la concurrence :

Schumpeter est réservé sur la Concurrence Pure et Parfaite(CPP). En effet, il sait que l'innovation est certes le moteur de la croissance, mais c'est en même temps un acte risqué. Pour accepter cette prise de risque, l'innovateur doit pouvoir compter sur du temps pour imposer ses idées, ce qui va à l'encontre d'une concurrence trop forte. Il doit être « rassuré » en pouvant compter sur un certain flux de recettes lui permettant de rentabiliser sa « mise de fond » initiale. C'est dans ces conditions que Schumpeter est un défenseur de la concurrence monopolistique et des oligopoles. Ceux-ci permettent d'éviter une concurrence « sauvage » et une lutte trop dure portant uniquement sur les prix et les coûts de production(36).

Pourquoi ? Ces formes de marché non ou moins concurrentielles permettent de réaliser des superprofits. Ceux-ci permettent aux firmes innovatrices de bénéficier de rentes de situation (vendent à un prix supérieur à celui qui prévaudrait en CPP ; exemples contemporains : Microsoft avec Windows, la SNCF pour le TGV ...). Elles dégagent alors des capitaux pour financer leurs investissements, ce dont bénéficie alors l'ensemble de l'économie(35).

Mais ce tableau n'est pas idéal : quand la concurrence est insuffisante, on observe

- une hausse des prix défavorables aux consommateurs (cf. le pseudo marché français de la téléphonie mobile)

- risque de sclérose des entreprises avec le développement du bureaucratisme, freinant à terme la capacité d'innovation (IBM au début des années 1980 : la firme crée le PC, concept qui va lui échapper par manque de réactivité et erreurs stratégiques, à cause de sa "culture" de vente de gros systèmes à des clients plus ou moins captifs).

3) Prolongements contemporains :

3-1) Une théorie des cycles longs est-elle pertinente ?

La théorie des cycles longs ne résiste pas à l'examen de ses critères de scientificité : en effet, elle se révèle incapable de proposer des prévisions ; elle est toujours reconstruite après coup, avec bien des difficultés. On peut ainsi se rappeler du texte de Schumpeter tentant d'identifier lui-même ces périodes longues. Ainsi, aucun théoricien n'avait prévu la crise de 1973. Les prévisions faites voici près de 20 ans (l'Expansion : Automne 1989)

Se sont révélées pour le moins optimistes (nous ne tomberons néanmoins pas dans le piège de la condamnation des erreurs de l'Expansion, APRES-COUP !). De plus, en posant que ces cycles sont périodiques, on estime qu'ils devraient être réguliers et prévisibles. Cela pose deux problèmes : remet en cause les progrès de la science économique et de la régulation conjoncturelle qui permet justement d'échapper à la « fatalité » des cycles ; on en revient alors à un déterminisme de type marxiste, sauf qu'ici il est de nature technique et non sociale. D'autre part, les mouvements mis en évidence par ces économistes n'ont en aucune façon le caractère de cycles stables (cf. à ce sujet les durées fort variables des cycles « découverts » après-coup)[35].

3-2) Le paradoxe de la productivité :

Depuis les années 1970, nous assistons simultanément à une accélération du progrès technique (exemple : secteur informatique) et un ralentissement des gains de productivité. Par exemple: division des gains de productivité par deux sur la période dans les grandes économies contemporaines.

Ce paradoxe a été mis en évidence par Robert Solow. Il semble impossible de rendre compte d'une telle situation dans le cadre forgé par Schumpeter ...

Cependant, d'autres éléments maintiennent l'intérêt de l'analyse de Schumpeter[36] :

* les grappes d'innovations : on retrouve l'idée selon laquelle le progrès technique ne faire sentir ses effets positifs que dans la mesure où des innovations complémentaires sont en place. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles il semble sous-estimé.

* le progrès technique est sous-estimé (si l'on considère qu'il est mesuré par la productivité), par exemple à cause de la tertiarisation, qui concerne des activités où les gains de productivité sont mal mesurés. Les bureaux sont envahis de micro-ordinateurs, mais cette présence n'a que peu d'effets sur des activités souvent dédiées au domaine relationnel.

***** les rigidités structurelles (avantages acquis, par exemple) bloquent la destruction créatrice. La mort "lente" des secteurs anciens (disons l'automobile en France) empêche un réajustement rapide de l'économie qui permettrait de valoriser le progrès technique.

3-3) Le mode de fonctionnement réel des entreprises innovantes :

Contrairement à ce que disait Schumpeter, le fonctionnement des firmes modernes ne s 'appuie plus que rarement sur le « génie » d'entrepreneurs omniscients. En effet, la recherche elle-même s'est routinisée et s'appuie sur la division du travail. Il n'y a plus guère de véritables entrepreneurs, mais des équipes dirigeantes. Cette idée a été avancée par J.K. Galbraith dès les années 1960. Pourtant des firmes comme Microsoft ou Apple ont des histoires duales : crées initialement par des innovateurs charismatiques(le fameux MiniVan Volkswagen à l'origine de la firme Apple), elles se routinisent en grossissant, ce qui montre que le modèle de Schumpeter, critiquable, n'est pas forcément condamné(34).

4) Schumpeter et les cycles :

Les cycles de la demande chez Marx sont la manifestation des transformations dans les modes de production. Lorsque les crises de surproduction surviennent, les capitalistes sont incités à changer leur mode de production pour pouvoir baisser leurs prix. Une fois ce nouveau mode de production adopté, on repart pour un cycle, qui passe par une phase de concurrence, la nécessité de baisser ses prix, qui conduit à une nouvelle crise de surproduction. A terme, le capitaliste n'a plus la capacité de modifier une dernière fois son mode de production, et la crise de surproduction devient définitive. Rappelons ici le double discours marxiste sur le progrès technique, qui diminue la quantité de travail contenue dans un bien et donc sa valeur, mais qui permet de sauver le profit lorsqu'il baisse du fait de la concurrence(35).

Les autres théories économiques identifiant des cycles diffèrent notamment du cycle de Marx par le fait que le cycle est permanent et qu'il ne survient jamais de crise définitive. Modigliani a inventé la théorie des cycles de vie. L'individu jeune est censé épargner en prévision de ses vieux jours, tandis que l'individu âgé dépense ce qu'il a accumulé. La théorie est évidemment fausse, puisque les personnes âgées sont celles qui épargnent le plus. Beaucoup d'économistes prétendent également que la croissance obéit à des cycles. Il existe des cycles courts au niveau des entreprises, mais surtout des cycles longs, dits de Kondratieff, de l'ordre de 40 à 60 ans.

La phase ascendante voit la production augmenter, les salaires, l'emploi, les profits s'améliorer. Kondratieff explique que les industriels voyant la demande forte augmentent progressivement leur capacité de production, et les coûts de production augmentent. Les industriels répercutent ces coûts sur leurs prix, et la demande élevée de monnaie pour investir entraîne une hausse des taux d'intérêt(34).

Puis vient la phase descendante : du fait de la hausse des prix, la consommation diminue, tandis que l'offre constituée est élevée. Pour vendre, les industriels réduisent leur prix. Ils le font en réduisant leurs coûts de production et licencient, et ils arrêtent d'investir. Dans le même temps, les baisses de consommation et d'investissement réduisent les taux d'intérêt. Comme les prix sont alors bas et les taux d'intérêt peu élevés, la demande peut repartir(36).

D'autres économistes complètent la théorie de Kondratieff en observant que la reprise des investissements intervient plus tard que la reprise de la consommation, ce qui explique l'aspect séquentiel et cyclique du mécanisme économique.

D'autres encore nient un cycle investissement-désinvestissement et s'attachent à un cycle hausses salariales - baisses salariales. Le besoin de main d'œuvre entraîne un partage de la valeur ajoutée plus favorable au travail. Ainsi les coûts de production augmentent, les profits baissent, les entreprises réduisent leurs activités les moins rentables. Il y a des licenciements et des baisses de salaires. Il s'agit en général de démonstrations visant à réconcilier l'existence de cycles et la loi de Say qui dit que l'offre n'est pas limitée par la demande. Lors des politiques keynésiennes de relance, les hausses salariales et l'inflation étaient fortes, mais la phase descendante des cycles avait disparu, ce qui montre bien que cette théorie ne tient pas(35).

D'autres expliquent les cycles par l'inflation due à la création monétaire ; d'autres encore par l'influence des cycles boursiers. Nous avons vu que l'inflation ne crée pas de crise de demande puisqu'elle n'est qu'un transfert de pouvoir d'achat d'un secteur à l'autre. Nous avons vu également que les fluctuations de la Bourse n'ont pas d'impact sur la sphère commerciale. Aussi nous ne nous attarderons pas sur ces théories. Attardons-nous plutôt sur les théories de Kondratieff et de Schumpeter.

Le cycle du prix et de la demande *:*

La théorie de Kondratieff se préoccupe du niveau de la demande. Cependant la demande n'est limitée que par le niveau du pouvoir d'achat. Pour lui le fait que le bien soit diffusé partout ne sature jamais la demande ! Ainsi la demande de biens repart naturellement lorsque les prix ont baissé. L'abondance n'est pas un problème économique. Le progrès technologique n'est pas une nécessité ; le capitalisme est viable dans une société de technologie stationnaire(36).

Le cycle de l'innovation et de la demande *:*

Pour Schumpeter, c'est l'inverse. Il favorise une théorie de la demande limitée par la saturation des marchés, sans qu'une baisse de la demande soit possible du fait de la hausse des prix et des taux d'intérêt, un peu comme dans les théories de Say où le pouvoir d'achat ne manque jamais. Le facteur essentiel pour la relance est alors l'innovation.

Le progrès technique permet des gains de productivité et le renouvellement des produits, relançant ainsi le profit. Schumpeter ajoute que le profit est d'abord le fait d'un monopole temporaire ce qui permet un surprofit supplémentaire -, avant de se réduire aux gains de productivité et au renouvellement des produits(35).

D'autres auteurs considèrent que le surprofit lié au monopole temporaire est la part essentielle de la croissance mesurée. Ils le démontrent astucieusement en observant que les monopoles anglais au 19ème siècle et états-unien au 20ème siècle ont permis de fortes croissances mondiales. Toutefois, ils négligent un peu le rôle du protectionnisme qui permet de prolonger une situation intérieure de monopole même quand il existe des industries concurrentes ailleurs, sans parler des pratiques impérialistes de ces pays.

Il ne faut pas confondre ces monopoles temporaires liés à l'innovation avec la constitution de monopoles pour maintenir le profit chez Marx. L'innovation chez Schumpeter crée un mouvement du monopole à la concurrence lorsque le profit existe. La concentration du capital chez Marx crée un mouvement de la concurrence au monopole lorsque le profit n'existe plus(36).

Schumpeter considère les monopoles comme utiles, car ils permettraient de baisser les prix par les économies d'échelle et la vente à perte. Par ailleurs, les surprofits liés au monopole favoriseraient l'investissement et de nouvelles innovations. En réalité, l'observation montre qu'en situation de monopole, les prix montent en général. C'est d'ailleurs la source du surprofit observé, ce qui rend la démonstration de Schumpeter assez contradictoire. Et si les monopoles ont une capacité d'investissement supérieure, elle n'est guère utilisée, puisque on considère avec le recul que la concurrence est le moteur psychologique de l'investissement.

Le raisonnement de Schumpeter n'est pas très éloigné de celui des marxistes : lorsque les consommateurs sont tous équipés en un produit, la demande baisse, alors que la concurrence entre les entreprises est de plus en plus rude. Pour les marxistes, il s'agit d'une lutte permanente entre l'innovation et la baisse des profits. Pour Schumpeter, le fait que les cycles existent prouve que l'innovation est un phénomène spontané ! De plus, ces cycles nécessitent que les innovations surviennent toutes en même temps et dans tous les secteurs(35).

Lorsque les anciens modes de production et les produits partout diffusés ne permettent plus le profit, elle apparaît naturellement, ce qu'il nomme la « destruction créatrice ». Curieusement, Schumpeter ne souscrit pas aux théories de Marx sur la chute du profit dans une économie capitaliste stationnaire (sans progrès technologique), alors que sa démonstration l'exigerait. Il croit que ce sont les innovations qui génèrent elles-mêmes les cycles. Or il n'y a aucune raison d'observer une phase descendante si l'économie stationnaire est viable et que les innovations ne sont pas encore apparues(35).

Les cycles existent-ils ?

A première vue, les cycles observés apparaissent approximatifs et les statistiques choisies arbitraires. De plus, il existe des causes exogènes de crise : les guerres, les famines, les épidémies, ainsi que des causes exogènes de croissance comme les politiques économiques, qui altèrent la prévisibilité des cycles.

Ainsi la politique keynésienne des Trente glorieuses a permis une croissance continue, sans que des cycles s'observent. Ces cycles supposent également que sans politique économique l'inflation et la déflation cycliques sont une chose naturelle. Il n'y aurait donc aucune raison pour les Etats et les banques centrales de proposer des politiques de lutte contre l'inflation. D'ailleurs, dans le modèle de Kondratieff, la hausse des prix et des taux d'intérêt va de pair, alors que dans le modèle de la BCE, ils varient en sens inverse(37).

Il est donc difficile de faire cohabiter des politiques économiques avec ces cycles de croissance. La chute de la demande chez Kondratieff est due à la hausse des prix et des taux d'intérêt. Pour Schumpeter, elle est due à une saturation du marché. Chez Schumpeter, le caractère cyclique nécessiterait que les innovations surviennent spontanément en même temps dans tous les secteurs.

Les économistes classiques situaient l'origine du profit dans l'effort de production. Schumpeter ajoute l'innovation comme origine au profit. Mais ces deux affirmations sont des truismes. Il peut sembler évident que sans produire on ne fait pas de profit et que sans innover on réduit ses débouchés. Schumpeter pense que le prix donne une valeur objective de l'innovation comme les classiques pensent que le prix a un rapport avec la valeur travail. Et il pense comme eux que l'argent pousse dans les arbres pour venir augmenter les profits(37).

Les théories des cycles de croissance ont été utilisées pour lutter contre la croyance marxiste en une baisse définitive des profits. Or, s'il n'existe pas de baisse tendancielle des profits, ce ne sont pas les théories des cycles qui le prouvent.

La croyance en des révolutions technologiques qui viennent toujours en temps voulu sauver un capitalisme dont les profits s'effondrent est simplement une forme de pensée magique(37).

4) La fonction de l'entrepreneur ; l'innovation :

Schumpeter construit une théorie de l'entrepreneur qui ne correspond pas à l'acception usuelle. L'entrepreneur est à la fois une fonction et l'agent exerçant cette fonction. La fonction d'entrepreneur n'est pas la fonction de manager qui « dirige une firme sur une ligne établie », ni la fonction de capitaliste ou plus précisément du bailleur

de crédit qui supporte le risque ; il n'est pas non plus, en général, l'inventeur du bien ou du processus introduit[38].

De plus, la fonction endossée par l'entrepreneur-agent n'est ni unique ni durable : mettre en route une innovation requiert une fonction de management, de financement etc. L'entrepreneur-agent peut d'ailleurs accomplir plusieurs fonctions, mais seule l'innovation fait de lui un ... entrepreneur. La vie économique des hommes d'affaires se caractérise par deux attitudes. La première repose sur la routine. Une exploitation ordinaire, une réponse passive, bref une gestion quotidienne : la meilleure méthode, « la plus avantageuse parmi les méthodes éprouvées expérimentalement et habituelle ». La seconde, l'entreprise, correspond à l'innovation, à la création. Le plus important aux yeux de Schumpeter n'est pas l'existence de nouvelles connaissances, de nouvelles idées, mais leur utilisation dans le monde des affaires. La fonction d'invention et la fonction d'innovation sont séparées, avec la prééminence de cette dernière comme socle du dynamisme économique[38].

Plus généralement, agir conformément à la routine, à des habitudes, selon le canon de l'expérience constitue une norme, un comportement rationnel. Entreprendre, c'est rompre avec tout cela, c'est être capable de remettre en cause le poids du passé, c'est finalement être irrationnel. Or, pour l'individu le plus banal, celui de la foule, des masses, agir au quotidien en allant «contre le courant» s'avère quasiment impossible, puisqu'il faudrait alors réinventer le monde dans lequel nous agissons.

La limite cognitive des individus normaux les empêche de penser sous un angle neuf, en dehors des sentiers battus, en dehors du courant. Dès lors, la rationalité des économistes néoclassiques rime chez Schumpeter avec l'action quotidienne, le prévisible, le calculable non pas avec l'entreprise, l'innovation qui se déploie dans l'incertitude et l'opposition. Néanmoins, répétons-le, l'entreprise requiert d'autres fonctions, elle ne peut se déployer seule[38].

Face au peuple, aux prisonniers du quotidien, aux individus en cage, l'entrepreneur doit s'imposer. L'innovation requiert donc une manipulation des masses, notamment dans les «stades initiaux du capitalisme». Le consommateur est ainsi «éduqué» par des «techniques psychologiques élaborées de publicité».

Si Schumpeter développe peu cette thématique, John Kenneth Galbraith poursuivra cette voie dans « la théorie de la filière inversée » développée dans le Nouvel Etat industriel. Schumpeter rompt ainsi avec une image idyllique du 'marché' où les firmes traqueraient les besoins non satisfaits des consommateurs. Il s'oppose à l'hypothèse des « préférences révélées » : « Les chemins de fer n'ont pas émergé du fait de l'initiative de consommateurs qui aurait élaboré une demande effective en les préférant aux diligences. Les consommateurs n'ont pas non plus pris l'initiative de souhaiter des lampes électriques ou des bas en rayonne, ou des voyages en automobile, en avion, ou d'écouter la radio, ou le chewing gum »[37].

L'entrepreneur-agent :

Si Schumpeter cite peu d'exemples d'entrepreneurs-agents c'est tout simplement parce que ce n'est pas son objet. Finalement c'est à l'histoire de traquer à travers des biographies, l'acteur qui innove. Loin de se focaliser sur les grands pionniers, il considère que l'évolution a pour origine l'initiative individuelle, concrétisée par un «essaim », une «troupe» d'acteurs engendrant des «grappe » d'innovations. Au sein du capitalisme où prédominent des petites firmes, celui du 19^{éme}siècle, les entrepreneurs-agents s'identifient par leur qualité de fondateurs et appartiennent à des familles d'industriels(37).

Par contre, il est moins aisé de les repérer à l'intérieur des grandes organisations, et il est tout « aussi difficile de répondre à la question qui est le leader dans une armée moderne ou qui a réellement gagné la bataille ». Commençons dans une «première approximation» par évoquer la figure de l'entrepreneur schumpetérien. L'entreprise consiste dans le déploiement «d'un leadership économique» dans des «fonctions de chef». Or, cette fonction requiert des attitudes et des aptitudes peu fréquentes(38).

Schumpeter évoque ainsi la volonté, l'énergie et l'intelligence. Mais également un coup d'œil qui ne procède pas d'une rationalité qui est l'apanage, répétons-le, de la routine, de l'expérience commune, de la gestion quotidienne. L'action ne peut d'ailleurs pas toujours s'expliquer au moment où elle prend forme : « ici tout dépend du 'coup d'œil', de la capacité de voir les choses d'une manière que l'expérience confirme ensuite, même si elle ne saisit pas l'essentiel et pas du tout l'accessoire, même et surtout si on ne peut se rendre compte des principes d'après lesquels on agit ».

Bref, « Une dépense de volonté nouvelle et d'une autre espèce devient par-là nécessaire ; elle s'ajoute à celle qui réside dans le fait qu'au milieu du travail et du souci de la vie quotidienne, il faut conquérir de haute lutte de l'espace et du temps pour la conception et l'élaboration des nouvelles combinaisons, et qu'il faut arriver à voir en elles une possibilité réelle et non pas seulement un rêve et un jeu.

Cette liberté d'esprit suppose une force qui dépasse de beaucoup les exigences de la vie quotidienne, elle est par nature quelque chose de spécifique et de rare ». Pourquoi entreprendre ? L'entrepreneur schumpétérien, « animé d'une volonté de vainqueur, crée sans répit, car il ne peut rien faire d'autre ». Il rêve de «fonder un royaume privé». La joie de créer une nouvelle combinaison fait aussi partie de sa personnalité. Ce qui l'anime se compare avec les sensations ressenties par des sportifs (de haut niveau sans doute) comme au cours d'un combat de boxe, ou bien encore par les militaires(38).

Le profit ne constitue ici guère plus qu'un indice de réussite, d'ailleurs incertain et temporaire. Néanmoins, ce profil d'entrepreneur-agent ne s'avère pas exhaustif. En effet, les individus décrits ci-dessus sont les leaders d'un « essaim », d'une « troupe » qui fera basculer par agrégation, par la constitution d'une masse critique, le système économique vers autre chose. Plutôt qu'un entrepreneur génial, héroïque, à la Bill Gates, à la Henry

Ford bricolant dans leur garage, il faut comprendre l'entrepreneur-agent comme un ensemble d'individus non homogènes se déclinant du plus 'doué' au moins 'doué' (cf ci-dessous). Une fois la routine bousculée par quelques pionniers, la nouveauté peut s'étendre tout en étant copiée et améliorée. Pour les 'moins doués', l'appât du gain constitue un aiguillon non négligeable. Ces derniers peuvent d'ailleurs s'avérer les plus gros gagnants en termes de profits : il n'y a pas chez Schumpeter l'idée d'une rémunération au mérite pour l'entrepreneur(39).

L'influence de la biologie : une certaine conception de l'homme et de la société :

Si la théorie de Schumpeter procède d'un certain syncrétisme, en parfait représentant de son époque, l'Autrichien accueille d'une manière assez favorable l'eugénisme. Finalement, rien de vraiment original. André Pichot constate ainsi une « parfaite adéquation [des] théories socio-darwiniennes à l'esprit de l'époque ». Dans la théorie schumpeterienne, la stratification sociale procède d'une double sélection : sociale et biologique. Sociale parce que, selon les époques, certaines activités sont valorisées et permettent à des individus d'atteindre ou non des positions élevées(40).

Le capitalisme est un système ouvert. En effet, parmi les dominants, la bourgeoisie, la classe des affaires, ne constitue pas une classe fermée, une quasi caste. Au contraire, cette classe se pérennise non pas par une reproduction interne mais par un apport extérieur.

La structure de classes reste identique, mais les individus qui les composent changent. Le capitalisme engendre un déclin de certains individus, de certaines familles, par la concurrence de nouveauté, certaines firmes, certaines activités qui ne se transforment pas disparaissant. Dans l'autre sens, des entrepreneurs-agents venant de toutes les classes, peuvent en réussissant, devenir des bourgeois. Néanmoins, et c'est là qu'intervient la sélection biologique, pour réussir, pour entreprendre, un certain profil est requis. Les aptitudes à l'entreprise ne s'acquièrent pas selon Schumpeter par l'éducation, mais par l'hérédité biologique. Schumpeter s'inspire de la théorie eugénique. Reprenant une thématique biologisant le social, il n'hésite pas à utiliser (entre autres), sans toujours le citer, Francis Galton (1822-1911) et la thématique de la loi normale de distribution des talents. Il écrit ainsi, dans la Théorie de l'évolution économique, une longue note de bas de page, que nous reproduisons ici en partie, qu'« un quart de la population est si pauvre de qualités, disons pour l'instant, d'initiative économique que cela se répercute dans l'indigence de l'ensemble de la personnalité morale ; dans les moindres affaires de la vie privée ou de la vie professionnelle où ce facteur entre en ligne, le rôle joué par lui est pitoyable(40).

Cjcours.com

Nous connaissons ce type d'hommes et nous savons que beaucoup des plus braves employés qui se distinguent par leur fidélité au devoir, leur compétence, leur exactitude appartiennent à cette catégorie. Puis vient la' moitié' de la population, c'est-à-dire les

'normaux'. Ceux-ci se révèlent mieux au contact de la réalité que, dans les voies habituellement parcourues, là il ne faut pas seulement 'liquider', mais aussi ' trancher' et 'exécuter'. Presque tous les hommes d'affaires sont de ce nombre ; sans cela ils ne seraient jamais arrivés à leur position ; la plupart représentent même une élite ayant fait ses preuves individuelles ou héréditaires. (...) Montant de là plus haut dans l'échelle, nous arrivons aux personnalités qui, dans le quart le plus élevé de la population forment un type, que caractérise la mesure hors pair de ces qualités dans la sphère de l'intellect et de la volonté[39].

A l'intérieur de ce type d'hommes, il y a non seulement beaucoup de variétés (le commerçant, l'industriel, le financier), mais encore une diversité continue dans le degré d'intensité de l''initiative'. Dans notre développement nous rencontrons des types d'intensité très variée. Certain peut atteindre à un degré jusqu'ici inégalé ; un autre suivra là où il l'a précédé seulement un premier agent économique ; un troisième n'y réussit qu'avec un groupe, mais il sera là parmi les premiers. »[40].

Dès lors, comment s'étonner que « l'individu médian (modal) de la classe bourgeoise est, en ce qui concerne ses dons d'intelligence et de volonté, supérieur à l'individu médian de n'importe quelle autre classe de la société industrielle ».

Il n'est dès lors plus besoin d'invoquer un ordre divin, pour légitimer et faire accepter l'ordre social et tout ce qui va avec, puisque les entrepreneurs sont finalement 'doués'. Il existe donc un substrat biologique à la théorie schumpeterienne bien présent dans l'air du temps de la fin du 19^{éme} et de la première moitié du 20^{éme}siècle. Substrat qui persistera durant toute la vie de l'auteur : en clair, cette sympathie pour les auteurs eugénistes, notamment dans son aspect héréditariste, est une constante dans son œuvre et non une 'erreur' de jeunesse. Nous avons déjà mentionné son admiration pour Galton, la longue citation issue de La théorie de l'évolution trouve encore un écho dans celle-ci rédigée par un Schumpeter plus vieux : « On peut évidemment penser que l'éventail des variations individuelles est très étendu – qu'on songe par exemple aux immenses différences qu'on observe dans les dons mathématiques ou les talents musicaux – et même que la position d'un individu dans la distribution statistique est surtout affaire d'hérédité, sans pour autant penser que les caractères sociologiques pertinents diffèrent en fonction des races.»[40]

Si Schumpeter adopte une position d'observateur, un tel statut ne signifie pas une observation 'neutre'. Schumpeter est un ardent défenseur du capitalisme : il voit en lui un système engendrant un progrès social, une baisse de la pauvreté, la paix, propice à la science. Et puis, « Si un médecin prédit que son client va mourir sur l'heure, ceci ne veut pas dire qu'il souhaite ce décès.»[41].

Or, avec le déclin de l'initiative individuelle qu'il constate, le capitalisme pourrait bien disparaître. Cependant, il n'avance pas des recommandations qui pourraient s'inspirer, ou bien du darwinisme social en prônant un laisser-faire absolu, ou bien dans

une logique eugénique en sommant l'Etat de sélectionner les individus les plus aptes à la création économique, à l'innovation. Au contraire, il rejette vertement le recours à certains raisonnements comme caution de certaines politiques. Il ne croit pas à un retour possible du capitalisme du 19^{éme} siècle. On pourrait ainsi le rapprocher d'une position non finaliste (comme Darwin), constatant les transformations de la société pour des raisons où les valeurs, les mentalités jouent un rôle central[(41)].

Conclusion de la partie théorique :

Pour conclure cette partie théorique on révise que dit la différente école d'économie sur les crises .Les déséquilibres que sont les crises sont peut-être typiquement ceux qui amènent une demande de compréhension plus grande de nos concitoyens. Une crise se définit en général comme un retournement brutal de l'activité, qui passe d'une phase de croissance à une récession, et qui est marquée par une multiplication des faillites et une montée du chômage. Plus généralement, c'est une phase où l'accumulation du capital est stoppée, et même le capital dévalorisé. Il existe plusieurs théories des crises proposées par l'économie politique, pourtant la théorie néoclassique, autrement dit la main Stream, n'en possède pas vraiment. En effet, puisque le marché est considéré comme autorégulateur, la crise ne peut être au choix :

- ✓ une impossibilité.
- ✓ un événement temporaire que le marché par ses propriétés résorbera spontanément.
- ✓ ou encore être la conséquence d'un choc exogène…

Pourtant, les théories économiques hétérodoxes proposent d'autres explications (d'ailleurs multiples) des crises. On peut les classer en plusieurs catégories :

- ✓ les théories des crises exogènes.
- ✓ les théories des crises et des cycles monétaires.
- ✓ les théories des crises liées à la demande ou à la "sous-consommation"
- ✓ les théories "réelles" des crises.
- ✓ les théories financières.

Certaines théories peuvent être une combinaison des explications précédentes. Dans la Théorie néoclassique. Pour beaucoup d'hétérodoxes au moment du déclenchement de la crise actuelle, cette crise semblait démontrer la faillite de l'orthodoxie néoclassique et devait amener à un changement dans la science économique. Mais les crises de la dette publique accompagnées des plans de rigueur (des plans d'ajustement structurel pour les pays "riches"). Ayant succédées à la crise de la dette privée, l'orthodoxie ne s'est en aucun cas remise en question.

Dans l'ensemble, pour ces auteurs, comme d'ailleurs pour l'approche autrichienne la crise est vue soit comme événement passager exogène que le marché peut dépasser, soit encore comme un « accident » nécessaire qu'on ne peut éviter mais que le marché encore une fois dépassera, soit enfin comme la conséquence de l'action publique. Ces explications, bien que provenant d'approches relativement différentes, sont en général défendues par des auteurs libéraux, voire ultra-libéraux pour certains, puisqu'elles manifestent une grande confiance dans la capacité du marché à rétablir une harmonie "spontanée". Comme on va le voir, la théorie néoclassique des crises est une contradiction dans les termes.

D'ailleurs, les auteurs préfèrent parler de cycles, façon plus neutre de parler des mouvements de fluctuations relativement brutaux de l'activité. La théorie mainstream (ou encore orthodoxe ou néoclassique) se fonde sur l'idée d'un agent parfaitement rationnel, qui prend les décisions les meilleures possibles en fonction des prix observés sur le marché. Le problème que se pose en général l'économiste mainstream est de savoir si l'équilibre qui découle des décisions "décentralisées" sont optimaux ou pas. Cette étude est faite dans le cadre du modèle dit Arrow-Debreu, qui est une formalisation du modèle de Léon Walras d'équilibre général. Ce modèle, aussi étrange que cela puisse paraître, suppose que les agents sont tous preneurs de prix, autrement dit ni les consommateurs, ni les entreprises ne fixent les prix, ils considèrent les prix comme une donnée pour formuler leurs offres et demandes; une information parfaite sur le présent et l'avenir (qualité des produits, prix de l'ensemble des biens, connaissance des technologies présentes et futures) ; et que les échanges s'effectuent toujours à l'équilibre.

Si aucun agent ne fixe les prix, qui le fait? Eh bien, il faut une espèce d'agent bénévole, qui centralise les offres et demandes qu'on appelle le commissaire-priseur. Celui-ci "crie" les prix, puis enregistre les offres et demandes en fonction de ces prix et les réajustent en "criant" d'autres prix jusqu'à ce que le vecteur de prix soit tel que les offres soient égales aux demandes sur tous les marchés (on parle du tâtonnement walrassien).

En pratique, on va raisonner uniquement à l'équilibre et non en situation de déséquilibre. Il est inutile d'aller plus loin pour comprendre que dans un univers pareil, les problèmes de coordination n'existent pas puisque le commissaire-priseur les résout de lui-même. La notion de crise n'a d'ailleurs aucun sens puisque le modèle raisonnant dans un équilibre statique, il ne peut y avoir de rupture. D'ailleurs les néoclassiques adhèrent en général à la trop fameuse loi des débouchés de Jean-Baptiste Say, qui considère que "toute offre crée sa demande" et donc qu'aucune crise de surproduction n'est possible. Pourquoi une telle "loi" ? Parce que "les produits s'échangent contre les produits", la monnaie n'étant qu'un "voile des échanges". La crise apparaît alors impossible puisque s'il y a excès d'offre d'un produit, il y aura excès de demande d'un autre. Donc seules des crises de surproduction partielles peuvent exister, et non des crises générales.

Il faut montrer que l'équilibre du modèle Arrow-Debreu est optimal, donc efficace. Merveilleux! Mais comme on s'en doute, si on considère la crise comme impossible puisqu'on raisonne à l'équilibre et avec la loi de Say, on voit mal comment on peut expliquer les crises! Pourtant, même dans ce monde idéal, "l'équilibre" n'est absolument pas garanti : en effet, il a été montré que la convergence vers l'équilibre, qu'on croyait assurée par le mécanisme de tâtonnement, est très improbable.

En effet, un théorème (de Sonnenschein, Mantel et Debreu) explique que "les fonctions de demande nette du modèle Arrow-Debreu peuvent avoir n'importe quelle

forme", donc que l'équilibre n'est ni stable ni même nécessairement unique! Comme la plupart des néoclassiques sont libéraux, ce résultat a été considéré comme d'abord embarrassant, puis la stratégie a consisté à jouer les autruches en prétendant simplement qu'il suffisait de poser des hypothèses supplémentaires pour s'en sortir ou "de faire comme si" on pouvait raisonner toujours à l'équilibre... Bien que cette ligne d'argumentaire soit bien peu satisfaisante (démontrer un théorème puis faire comme si il n'existait pas ensuite, quand on défend une mathématisation totale de l'économie, voilà une belle preuve de mauvaise foi), les néoclassiques ont pu ainsi dormir sur leurs deux oreilles et continuer à dérouler leurs modèles sans trop s'en faire. D'ailleurs les modèles de croissance néoclassique (modèles de Solow, Romer; Lucas etc.) sont des modèles de croissance équilibrée, sans crise... Oui mais, comment expliquer les crises et les fluctuations, alors que logiquement elles ne peuvent exister et que de toute façon, le modèle d'équilibre général est statique? Il faut tout de même essayer d'expliquer la réalité...

C'est là qu'est apparue alors la littérature sur les "cycles réels" (real business cycles). On doit cette théorie à des auteurs comme Kydland, Prescott, Long ou Plosser. L'idée est la suivante : montrer que dans un équilibre général intertemporel avec des décisions parfaitement rationnelles il peut exister des fluctuations. Comme on suppose une absence de déséquilibre offre-demande, pour expliquer les fluctuations, il faut alors analyser les fluctuations de l'offre. Comment? En montrant les effets d'un "choc de productivité" sur le calcul intertemporel d'un agent rationnel, notamment ses décisions de consommation, d'épargne (consommation future), d'investissement et de travail. Ainsi, lors de chocs "positifs" de productivité, le PIB augmente, et lors de chocs "négatifs" de productivité, le PIB diminue et l'emploi également du fait d'un arbitrage intertemporel favorable au loisir...Autrement dit, on explique alors que le chômage rencontré dans la crise actuelle ou la crise de 29 ne serait qu'un chômage volontaire (une soudaine grande période de départ en vacances?). Outre l'absurdité du résultat, signalons aussi que l'argumentaire pour arriver à ce résultat est lui-même au minimum spécieux : on explique le cycle par des phénomènes purement exogènes, à savoir un progrès technique ou une régression technique qui tombent du ciel! Et voyons-nous souvent des régressions technologiques? Assurément non.

Certains prétendent alors que l'intervention de l'État peut être vue comme un choc de productivité négatif, que ce soit via les rigidités du marché du travail ou une politique budgétaire expansionniste... Est-il besoin d'argumenter pour rappeler qu'à partir du moment où on part d'une situation d'optimum (puisqu'on suppose des échanges à l'équilibre),

Il n'est guère surprenant "démontrer" (ce qui n'est pas fait dans ces modèles, mais peut être démontré dans d'autres modèles statiques néoclassiques) que l'intervention de l'État sera au mieux inutile ou au pire néfaste? Ajoutons au passage qu'il n'est pas du tout sûr qu'une régression technologique se traduise normalement par une baisse de

"l'emploi" : tout va dépendre des paramètres, à savoir l'effet net entre effet de substitution et effet revenu...

Mais plus fondamentalement, ces modèles sont des modèles macroéconomiques à un agent!!! Outre que cela soit une contradiction dans les termes, on voit mal comment un agent seul aurait du mal à se coordonner et en quoi on peut dire qu'il s'agit d'un "équilibre général"... Comme de plus on l'a supposé rationnel, il n'est pas atteint de schizophrénie, nous sommes rassurés. Certains développent quelques arguties pour prétendre qu'il s'agit en fait d'une simple métaphore mais qu'en fait on formalise bien un modèle à plusieurs agents, mais il s'agit d'un pur mensonge puisque tous les agents sont identiques et qu'on suppose résolu le problème d'agrégation. Peu importe de toute manière, l'explication apparaît bien mince.

Face à une telle "théorie", bien peu de libéraux se satisfassent de ce type de modèle, même s'ils sont en général toujours prêts à accepter l'idée de l'inefficacité de l'État et de l'optimalité du marché. Les plus "cohérents" d'entre eux, à savoir les libertariens (parfois appelés ultra libéraux ou anarcho-capitalistes) se tournent vers Hayek pour expliquer les crises (et parfois vers les monétaristes).

Puisque les crises existent, les ultra-libéraux proposent de l'expliquer par le biais de la monnaie et de la politique monétaire. On doit cette explication à l'école autrichienne, dont les auteurs principaux furent Menger, Böhm-Bawerk, Von Mises et Hayek. Il existe d'autres théories monétaires du cycle et des crises, mais celle-ci est la plus typique. Friedrich Hayek fait partie sans aucun doute possible des plus grands penseurs libéraux du 20ème siècle et des plus grands économistes. Même si on ne partage pas sa doctrine, il est probablement l'un des libéraux les plus cohérents sur le plan philosophique (seule sa "justification" du revenu minimum paraît douteuse du point de vue logique).

La théorie autrichienne dont est issu Hayek considère le capital comme un "détour de production" (Böhm-Bawerk) : pour produire plus de biens de consommation, il faut pouvoir faire un détour en produisant des moyens de production rendant le travail plus efficace. Pour rendre ce détour possible, il est nécessaire que l'agent renonce à la consommation présente, donc qu'il épargne, pour augmenter l'investissement, et donc que le taux d'intérêt augmente pour récompenser « l'abstinence ».

Ce taux d'intérêt représente alors le prix du temps, un taux subjectif de préférence pour le présent. Pour Hayek, le marché est un ordre spontané très complexe, qui permet de synthétiser efficacement toutes les informations au travers des prix : si des prix sont élevés, ils signalent une rareté relative, qui incite à diminuer la consommation et en même temps incite à produire plus. Ainsi, les signaux du marché assurent un processus d'apprentissage amenant vers l'harmonie spontanée des décisions. Notons ici que la vision du marché est dynamique : le marché est un processus de découverte, et pas un marché statique s'ajustant par un mécanisme. Mais cette harmonie peut être brisée par "l'ordre construit" qu'est l'Etat centralisateur-planificateur, qui n'a pas la possibilité de

recueillir et traiter l'ensemble de l'information de l'économie pour agir de façon cohérente. Les autrichiens ont été les principaux critiques de la planification pendant les débats des années 20 et 30. Mais outre l'Etat, la monnaie et le crédit, notamment via la politique monétaire de la banque centrale, peuvent déstabiliser le marché en amenant de mauvais signaux aux agents.

L'idée de Hayek est de partir de cette conception autrichienne du capital et du marché, et de la combiner à la vision issue Wicksell d'un taux d'intérêt "naturel", qui serait le "vrai" taux d'intérêt mesurant la préférence pour le présent et qui détermine l'épargne "volontaire", et un taux d'intérêt monétaire, déterminé par les banques. Selon lui, si le taux d'intérêt monétaire baisse en dessous du taux d'intérêt "naturel", le crédit va augmenter, car les entreprises vont se tromper de signal : le taux d'intérêt naturel qui détermine la consommation présente et futur n'a pas bougé, mais les firmes voyant une baisse du taux monétaire "croient" qu'il faut investir donc à accroître le détour productif. Donc des projets de production de plus long terme sont mis en œuvre, alors que les ménages n'ont pas modifié leurs plans de consommation présente et future. Comme pour Hayek et les néoclassiques en général, une variation du taux d'intérêt ne fait que modifier la composition de la demande globale et non son niveau, la baisse du taux monétaire non consécutive à une modification du taux naturel entraîne une pénurie de biens de consommation et une hausse de leur prix. Face à cette inflation et cette rareté des biens de consommation, les consommateurs sont obligés de diminuer leur consommation par le biais d'une épargne "forcée".

Autrement dit, le déséquilibre entre épargne ex ante et investissement ex ante est résolu par une épargne forcée ex post. On a donc un surinvestissement et une sous-consommation, qui ne peut se résoudre que par une récession. Face à la suraccumulation, on observe des faillites d'entreprises et de banques, et ces dernières sont obligées d'augmenter leur taux d'intérêt. Donc, ce sont les banques qui seraient responsables de la crise!

Mais pour Hayek, le vrai problème, ce ne sont pas les banques privés mais la banque centrale qui manipule inadéquatement le taux d'intérêt en utilisant des mesures agrégées trop simplificatrices (indice des prix à la consommation, agrégats de masse monétaire etc.) par rapport à la complexité du marché, qui serait la source des cycles.

Cette explication de la crise a été proposée pour expliquer la crise des subprimes : la politique monétaire de la Fed aurait été trop généreuse, alimentant ainsi un déséquilibre entre consommation et investissement, qui ne pouvait se résoudre que par la crise. Donc ce ne serait pas le marché qui est en cause, mais bien l'Etat au travers de la manipulation de la masse monétaire et du taux d'intérêt, en utilisant des agrégats comme le niveau général des prix, le PIB ou autre, qui ne permettent pas d'apprécier la complexité des décisions individuelles... Les crises récentes de la dette publique semblent donner raison aux ultra-libéraux autrichiens. Seul le marché étant capable de synthétiser

l'information, l'Etat doit cesser d'intervenir et la monnaie doit rester neutre (ne pas modifier les prix relatifs). A voir ici un très bon clip qui oppose Keynes et Hayek...

Cette théorie apparaît à première vue plus satisfaisante que les théories néoclassiques jusqu'ici évoquées. Pourtant, Sraffa et Keynes ont montré qu'elle était sujette à plusieurs contradictions internes. Tout d'abord, cette théorie suppose qu'il existe un taux d'intérêt naturel unique qu'il soit possible de déterminer pour que le taux monétaire s'y conforme. Sraffa a montré en 1932 (peu de temps après la publication de l'ouvrage de Hayek "Prix et production", qui était le fruit d'une conférence à la London School of Economics où il fut invité par Robbins pour critiquer la théorie keynésienne du Treatise on Money) qu'il peut exister autant de taux d'intérêt naturel que de marchandises! Ce qui fait dire à Sraffa que la maxime de politique monétaire que souhaite suivre Hayek est de faire en sorte que le taux d'intérêt monétaire soit égal à tous ces taux d'intérêt divergents en même temps!

Plus généralement, cela voudrait dire que la banque centrale devrait suivre une règle l'amenant à utiliser une moyenne des prix pour fixer son taux d'intérêt, chose que critique justement Hayek! Et si ce taux "naturel" est si difficile à trouver, comment les banques elles-mêmes détermineraient-elles un taux monétaire conforme au taux naturel? La théorie de Hayek revient à incriminer la monnaie et les banques (centrale et commerciales) à interférer avec le processus de marché...ce qui revient à dire que le marché serait efficace s'il fonctionnait sans monnaie et que les banques ne fonctionnaient pas comme de vraies banques capitalistes, ce qui est évidemment absurde.

Autre problème, au moins aussi important : Sraffa puis les cambridgiens ont montré le phénomène de reswitching ou retour des techniques : une baisse du taux d'intérêt peut amener une économie plus capitalistique, puis une nouvelle baisse une économie moins capitalistique, alors que les théories marginalistes supposent pour fonctionner une monotonie de la relation. Plus généralement, le concept de capital soit comme détour de production, soit comme il est utilisé aujourd'hui dans la théorie néoclassique est problématique car sa mesure et sa détermination apparaissent comme contradictoires.

Du coup, toute la théorie hayekienne et autrichienne des crises s'effondre... Ajoutons enfin pour que le niveau naturel (du taux d'intérêt, de la croissance ou autre) inconnu soit découvert par le marché, il faudrait être sûr que les agents, en situation de rationalité limitée et en information imparfaite (comme cela est supposé par les autrichiens) interprètent correctement les signaux du marché. Or, s'ils sont « subjectifs » comme cela est présupposé par les autrichiens, on ne verrait pas pourquoi ils ne pourraient pas collectivement se tromper, du fait de croyances par exemple (quand tous les investisseurs ont investi dans les valeurs Internet en passant à un nouvel Eldorado du fait de quelques mythes technologiques, ne s'agit-il pas là d'une erreur collective et « spontanée » du marché?). Ils répondront très certainement qu'une erreur est toujours possible, mais « au bout d'un certain temps », le marché corrigera cette erreur et on

retrouvera l'ordre naturel...Oui mais en combien de temps? Au final, bien qu'intéressante, la théorie autrichienne des crises apparaît entachée d'erreurs logiques fatales.

Par la suite, les approches néoclassiques se sont plutôt portées vers le monétarisme, qui lui aussi fait porter une grande responsabilité à l'Etat et à la banque centrale dans les dysfonctionnements de l'économie. Le monétarisme n'a pas à proprement parler de théorie des crises. Néanmoins il a tenté d'expliquer la crise de stagflation des années 70 (situation très différente de la crise actuelle comme d'ailleurs de celle de 1929). Pour Friedman, la demande de monnaie est stable et la théorie quantitative de la monnaie s'applique, autrement dit, toute hausse de la quantité de monnaie en circulation entraîne une hausse des prix. De plus, selon Friedman, on peut faire "comme si" la concurrence pure et parfaite s'appliquait, et donc que les échanges se font à l'équilibre. Cependant, les salariés sont victimes de myopie relative lorsqu'ils vendent leur travail (asymétrie d'information), parce qu'ils anticipent mal l'inflation. Au contraire, les entreprises demandent la quantité optimale de travail. Dès lors, si la banque centrale augmente la masse monétaire en circulation, les employés vont offrir "trop" de travail par rapport à leur plan d'équilibre car ils surestiment leur salaire réel. Donc temporairement, on observe une baisse du chômage, une hausse du PIB et de l'inflation. Puis, se rendant compte de leur erreur, ils réajustent leur offre de travail :

On observe alors une diminution de l'offre de travail de la part des salariés, provoquant une baisse du PIB et un retour progressif au taux de chômage "d'équilibre" ou naturel. En gros, la monnaie influence l'activité à court terme, mais pas à long terme. Ainsi, on peut expliquer les fluctuations du PIB par la manipulation de la masse monétaire par la banque centrale. Friedman expliquait la crise des 70 par l'utilisation trop importante de la politique monétaire expansionniste, et a contrario la crise de 29 par une restriction monétaire trop importante amenant une déflation. Cette approche apparaissait plus satisfaisante et avait permis de déboulonner le consensus "keynésien" des années 60.

Mais elle ne va pas sans difficultés importantes. Tout d'abord, elle suppose que la banque centrale contrôle la masse monétaire, donc que ce dernier est exogène. Or en pratique, la banque centrale contrôle le taux d'intérêt et répond (à peu près) à toute demande de monnaie supplémentaire des banques. Ce sont en fait les banques privées qui satisfont aux demandes de crédit des agents privés, puis les banques privées se refinancent auprès de la BC en fonction de leurs besoins en billets. Ce n'est donc pas la création de monnaie centrale qui engendre celle de la monnaie privée, mais plutôt la demande de crédits des agents qui pouce la BC à satisfaire les besoins en monnaie centrale des banques commerciales.

Ensuite, Friedman nous dit que l'inflation est l'ennemi, et que donc les BC doivent faire croître au même taux que le PIB la masse monétaire. Sauf qu'on ne voit pas en quoi l'inflation serait un problème si à long terme on revient au niveau d'équilibre! La chose est encore plus vraie chez les "nouveaux classiques" qui considèrent que la banque

Clicours.COM

centrale n'a aucun effet réel, qu'elle ne crée que de l'inflation à cause de l'hypothèse d'anticipations rationnelles. Certains auteurs ont alors cherché à montrer que l'inflation pouvait causer des problèmes réels, sans prendre garde au fait parfaitement illogique que les agents sont censés effectuer des calculs en fonction des prix relatifs puisqu'ils sont rationnels et en même temps de dire que la monnaie est neutre alors que l'inflation a un effet "négatif" sur la croissance réelle...

Autre problème de la vision monétariste : elle suppose que la théorie quantitative de la monnaie soit vérifiée, et donc une stabilité de la vitesse de circulation de la monnaie (qui est le nombre moyen de transactions par unité monétaire) et que l'on puisse facilement distinguer actifs monétaires et non monétaires. Or, avec le développement de la finance, la vitesse de circulation de la monnaie est devenue plus instable et la frontière entre monnaie et actifs financiers est devenue de plus en plus floue. D'ailleurs, ces dernières années, l'augmentation de la masse monétaire a plutôt été corrélée à une « inflation » de la valeur des actifs qu'une inflation des biens et services.

Peu de contributions en économie ont été plus controversées que celle de Marx (1816-1883). A la fois philosophe, historien, sociologue et économiste, Marx ne s'enfermait en général jamais dans une discipline. Marx d'ailleurs ne se contente pas de faire de l'économie politique, mais il cherche à construire une critique de l'économie politique. Par cela, il veut montrer que le mode de production capitaliste n'est qu'un mode de production parmi d'autres, issus de l'histoire de la lutte des classes et du développement des forces productives, et que les catégories que les économistes utilisent (salaire, profit, capital...) sont entièrement spécifiques à cette société. Mieux, il cherche à montrer que derrière les formes sociales du capitalisme et l'accumulation de marchandises se cache en fait l'exploitation des travailleurs par la classe capitaliste. La contribution de Marx à l'économie a été contestée sur plusieurs plans :

- sur sa théorie de la valeur-travail.
- sur sa représentation du changement social (le matérialisme historique);
- sur son analyse des crises.

Ici, on s'en tiendra à la théorie des crises capitalistes. Ces dernières ont une place particulière chez Marx : elles sont pour lui le révélateur du fonctionnement du capitalisme, mais également de ses contradictions internes. En effet, dans le cadre du matérialisme historique, le passage d'un mode de production à l'autre est la conséquence d'une crise (pas forcément capitaliste), dont l'origine se trouve dans la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports de production dominants. Lorsque les rapports de production (les règles qui organisent les relations entre les hommes et les moyens de production) finissent par contraindre le développement des forces productives, progressivement des crises éclatent et les classes dominées grâce à leurs luttes finissent par renverser le mode de production dominant et les rapports de production prévalant.

Mais comme le reste de son analyse économique, sa contribution à la théorie des crises du capitalisme a été contestée par les auteurs néoclassiques. Pourtant, Marx est largement un élève (critique) des Classiques, que les néoclassiques en général respectent...Cela s'explique en partie par les différences internes entre les Classiques. On considère parfois à tort l'école Classique comme un tout unifié, où les différences seraient marginales. Il faut dire que le terme « classique » a deux sens en économie :

- celui que lui donne Marx, qui décrivait ainsi les auteurs l'ayant précédé allant de Smith jusqu'à Mill, pour qui il avait un grand respect,
- et le sens que lui donnait Keynes, décrivant ainsi ceux qui adhéraient à la loi de Say, à savoir Say, Ricardo et les néoclassiques comme Jevons, Marshall ou Pigou

Certains néoclassiques se prétendent élèves de Smith et de sa main invisible, qui prouverait l'harmonie spontanée des marchés. Sauf que cette main invisible n'est qu'une métaphore et non une démonstration, et que Smith n'entendait certainement pas par là un mécanisme des prix permettant l'équilibre de l'ensemble des marchés... De fait, quand certains néoclassiques l'ont vraiment lu, certains n'ont pas hésité à considérer qu'il avait fait perdre du temps à la pensée économique avec sa théorie de la valeur... En réalité, les néoclassiques sont plutôt héritiers de Jean Baptiste Say.

La théorie marxienne de l'accumulation est en même temps, une théorie des crises, puisque la crise prend sa source dans une valorisation insuffisante du capital, et celle-ci à son tour dans la tendance à la baisse du taux de profit devenue manifeste. Cette sorte de crise procède en ligne directe de l'accumulation du capital, telle que la loi de la valeur en détermine le cours, et seul un redémarrage de la valorisation ou, en d'autres termes, le rétablissement d'un taux de profit adapté aux exigences de l'accumulation, est apte à la résorber. Elle recèle une distorsion entre le capital accumulé et la plus-value existante dont l'effet est de transformer la baisse latente du taux de profit en un manque réel de profit.

Marx a appelé suraccumulation cet état de crise, où l'accumulation se voit ainsi stoppée :
«Surproduction de capital ne signifie jamais que surproduction de moyens de production - instruments de travail ou moyens de subsistance - qui peuvent fonctionner comme capital, c'est-à-dire servir à l'exploitation du travail à un degré donné d'exploitation ; une baisse du degré d'exploitation au-dessous d'un certain point provoque, en effet, des perturbations et des arrêts dans le processus de production capitaliste, des crises, voire la destruction de capital. Il n'y a pas de contradiction dans le fait que cette surproduction de capital s'accompagne d'une surproduction relative plus ou moins considérable. Les circonstances qui ont augmenté la productivité du travail, accru la masse des marchandises produites, étendu les marchés, accéléré l'accumulation, du capital en valeur autant que dans sa masse et diminué le taux de profit, ces mêmes circonstances ont produit et produisent constamment une surpopulation relative, une surpopulation

d'ouvriers que le capital surabondant n'emploie pas à cause du faible degré d'exploitation du travail auquel il serait contraint de les employer, ou du moins à cause du faible taux de profit qu'ils rapporteraient au niveau donné d'exploitation» .

Sur la base de la théorie de la plus-value, la limite du mode de production capitaliste est donnée par le fait que « le développement de la productivité du travail engendre, dans la baisse du taux de profit, une loi qui, à un certain moment, se tourne brutalement contre ce développement et doit être constamment surmontée par des crises ». Cependant, tout cela n'épuise pas la question des crises. D'une part, la crise se présente comme une interruption de l'accumulation progressive du capital, qui s'achemine vers son effondrement du fait de la baisse tendancielle du taux de profit qui lui est inhérente et, d'autre part, elle se trouve accentuée par diverses autres contradictions qui procèdent du marché et ont évidemment pour ultime fondement le caractère socialement antagonique des rapports de production. Pas plus qu'on ne peut comprendre les crises partielles en dehors de la crise générale engendrée par le rapport Capital-Travail, on ne peut comprendre les mouvements du marché si l'on ne tient pas compte des rapports de production.

Pour concevoir les lois des crises immanentes au système, il importe avant tout de le considérer toujours dans sa dynamique, lequel exclut toute espèce d'état d'équilibre. Contrairement aux économistes classiques, théoriciens de l'équilibre qui confondaient le processus de circulation avec le troc immédiat et, par suite, s'imaginaient que tout achat signifie une vente et toute vente un achat, Marx soutenait que « cela n'a rien de bien consolant pour les détenteurs de marchandises qui n'arrivent pas à vendre, ni donc à acheter». Vu l'objectivation sous forme de monnaie de la valeur d'échange devenue autonome, la possibilité de crise est déjà donnée dans. La séparation de l'achat et de la vente. « Le fait que le processus (immédiat) de la production et le processus de la circulation ne coïncident pas augmente la possibilité de crise apparue lors de la simple métamorphose de la marchandise 16» Ainsi, la demande et l'offre peuvent être en décalage. Bien plus, selon Marx, « en fait, elles ne coïncident jamais; ou bien, si cela se produit, c'est par hasard; donc, du point de vue strictement scientifique, cette coïncidence doit être considérée comme nulle et non avenue ». Un facteur de crise est donc inhérent d'emblée à la production marchande elle-même, à la contradiction entre valeur d'usage et valeur d'échange que renferme, la marchandise. Les contradictions déjà contenues dans la circulation des marchandises et de l'argent, et donc les possibilités de crise, doivent néanmoins être expliquées sur la base de cette circulation capitaliste spécifique.

Les explications marxiennes de la crise sont riches et complémentaires, malgré des limites déjà évoquées. Comme on va le voir, la théorie keynésienne du circuit permet d'approfondir certaines de ces intuitions. Cependant, il est clair que Marx s'est lourdement trompé sur un point : il pensait que les crises capitalistes amèneraient à la chute inéluctable du capitalisme.

Or, primo les crises ne sont pas inéluctables même si elles sont toujours possibles, et surtout deuxio, les grandes crises économiques ne se sont pas traduites par la chute du système. Au contraire, celui-ci s'est transformé, complexifié, en particulier ses modes de régulation se sont adaptés (même si ils sont imparfaits). De plus, crise économique ne signifie pas toujours crise politique et révolte : il n'y a pas là de mécanique. C'est pour tenir compte de ces phénomènes que la Théorie de la Régulation proposera une théorie des crises et des modes de régulation.

Concernant la théorie de régulation (TR) le plus utile est peut-être de rappeler, à ce stade, la position de la TR par rapport aux différents courants théoriques qui se sont affrontés depuis le déclenchement manifeste de la crise, au milieu des années 1970. En assumant le risque d'une extrême simplification, on avancera les points suivants :

- Par rapport au néoclassiques. Sur le fond l'opposition est pratiquement totale. Nous pensons que le marché est instable, ils pensent que le marché est autorégulateur. Nous pensons que le marché a besoin d'institutions, ils pensent que les institutions sont génératrices de déséquilibres....

- Avec les keynésiens et les néo-keynésiens, il existe un point d'accord implicite et fondamental : le rôle central tenu par la régulation de la demande effective et du marché intérieur pour la stabilité d'un régime d'accumulation.

Mais la différence avec eux est que là où ils construisent un modèle général de croissance, nous construisons une variété de régimes d'accumulation socialement et historiquement déterminés, différents suivant les contextes nationaux.

Notre explication de la crise d'efficacité des politiques keynésiennes tient en un mot : la théorie keynésienne n'a pu être efficace que lorsque, à sa manière, elle permettait d'agir sur les relations clefs du régime fordien d'accumulation. La crise du fordisme est finalement ce qui amène la crise politique économique keynésienne. En ce sens, le keynésianisme a été l'instrument de pilotage d'un régime d'accumulation qui pour l'essentiel a cessé d'exister. Ainsi notre propre explication de la croissance passée n'est-elle pas fondée sur le rôle tenu par la politique économique keynésienne.

Au contraire, nous procédons à une sorte d'inversion : c'est parce que le keynésianisme à sa manière a su saisir les relations dynamiques en gestation dans le modèle fordien que la politique économique qu'il préconisait a pu être efficace. Aussi l'entrée en crise du régime fordien d'accumulation ne pouvait-elle que signifier l'entrée en crise corrélative de la politique économique keynésienne...

Par rapport aux écoles marxistes qui aujourd'hui continuent d'exister, et en ce qui concerne notamment la théorie conventionnelle - suraccumulation / dévalorisation -, nous pensons, que cette théorie a très largement survalorisé, c'est-à-dire qu'elle leur a

donné beaucoup trop d'importance dans l'explication des mécanismes d'accumulation et des crises, les formes de concurrence et le rôle de l'État. Nous avons de notre côté travaillé à identifier les catégories intermédiaires correspondant aux formes productives "réelles" ou institutionnelles qui se sont développées depuis Marx pour générer des formes structurelles originales à partir de quoi notre propre périodisation est basée sur le système productif et les arrangements institutionnels autour du système productif : ce que l'on a appelé le rapport salarial.

Enfin. Un dernier point, et qui constitue sans doute la contribution la plus importante de la Théorie de la Régulation. On dira de ce point de vue que ce qui nous paraît avoir constitué l'essentiel de notre approche, c'est d'avoir remis au centre de la dynamique capitaliste, comme chez Marx me semble-t-il, l'étude du rapport capital/travail, des conditions d'obtention et de partage des gains de productivité. Là finalement est le sens dernier de toutes les recherches menées autour des catégories de taylorisme et de fordisme et de leurs métamorphoses au cours du temps.

On a vu précédemment la critique marxienne de la loi de Say. Marx voulait étudier les crises pour dépasser le capitalisme et permettre le socialisme. John Maynard Keynes (1883-1946) lui voulait comprendre la crise et le chômage pour sauver le capitalisme du socialisme.

La théorie keynésienne est avant tout une critique radicale de la loi de Say. Il y a chez Keynes une explication du sous-emploi et de la crise. On verra même qu'il y en a plusieurs. Keynes contrairement aux néoclassiques, considère un univers d'incertitude radicale, c'est-à-dire un univers non probabilisable, où l'information et la connaissance du monde sont insuffisantes. Dans cet univers, Keynes considère que l'offre ne crée pas sa demande, mais plutôt que c'est la demande (anticipée) par les entrepreneurs qui détermine leur offre. Keynes considère également qu'une décision de non consommation présente n'équivaut pas à consommer demain et que les agents ont une tendance à la thésaurisation, car pour se couvrir de l'incertitude, les agents ont une préférence pour la liquidité.

Keynes pense contrairement aux classiques et néo-classiques pensent que les cries doivent s'autoréguler d'eux même. Pour lui, les dépenses de l'Etat doivent compenser l'insuffisance des investissements des entreprises en temps de crise. Contrairement à la main invisible des classiques et en l'enlisement dans la crise des années 30, semble donc contredire l'existence d'un retour automatique au plein emploi. Keynes considère que l'épargne non utilisée prolonge la stagnation économique, et que l'investissement des entreprises est déterminé par d'autres facteurs importants comme les novelles inventions, l'ouverture des nouveaux marchés, ainsi que d'autres facteurs dépendants du taux d'intérêts.

Ainsi dans sa Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (1936), il propose d'abord que l'équilibre économique peut être réalisé quelque soit le niveau de l'emploi. Autrement dit, le chômage est compatible avec l'équilibre, contrairement aux

enseignements des théories classiques à l'instar de la « loi des débouchés » de Jean Baptiste Say. Ensuite, le niveau de l'emploi dépend de deux facteurs : premièrement de la demande des ménages (consommation et le montant des investissements des entreprises). En second de la demande effective (la demande qui aura des effets sur le revenu rationnel et sur l'emploi nécessaire pour avoir ce revenu). Enfin, il propose que la demande des ménages dépende d'une part de leurs revenus, et d'autre part de leur propension à consommer.

Quant à la théorie de Schumpeter il distingue 3 types de cycles : les cycles courts de Kitchin (3 ans environ), les cycles de Juglar (7 à 11 ans) et les cycles longs de Kondratieff (environ 50 ans). Les cycles de Kondratieff marquent les grandes découvertes (vapeur, électricité etc...). Evidemment, ces cycles sont assez irréguliers puisqu'ils dépendent des grandes découvertes, qui arrivent de façon relativement aléatoire. On parle parfois d'ondes longues.

On voit donc que l'explication de Schumpeter combine donc des arguments réels et monétaires, même si on retient en général uniquement la destruction créatrice. Les néo-schumpeteriens et les évolutionnistes, comme Christopher Freeman et Carlota Pérez ou Giovanni Dosi par exemple, ont approfondi la vision des cycles technologiques, en considérant que les grandes innovations forment un nouveau « paradigme techno-économique »: de nouvelles technologies amènent ensuite des développements secondaires (on exploite un paradigme) mais également tout un système institutionnel.

Cette représentation de la dynamique économique, scandée par des grands mouvements de changements technologiques, est en partie partagée comme on le verra par certains marxistes ou des auteurs hétérodoxes proches du marxisme (Ernest Mandel par exemple...), mais aussi certains ultra-libéraux. Il est à noter pour finir que Schumpeter détestait Keynes, probablement car un peu jaloux de la popularité de ce dernier. Même si il n'était pas un opposant forcené de l'intervention de l'Etat, il restait un libéral qui s'inquiétait du risque du "crépuscule de la fonction d'entrepreneur" et de la convergence entre capitalisme et socialisme. Mais plusieurs auteurs ont tenté de faire le pont entre la pensée de Schumpeter et celle de Keynes, comme Dosi (même s'il y a pas mal de critiques à faire sur cette modélisation).

Concernant l'institutionnalisme (les théories institutionnel) qui sont selon le plus grand nombre des spécialistes des idées économiques, l'institutionnalisme est un courant de pensée spécifiquement américain. Il est né aux USA à l'extrême fin du 19ème siècle avec l'œuvre célèbre de Thorstein Veblen. Cette doctrine en réaction au courant néo-classique, met l'accent sur le rôle joué per les institutions dont les comportements sont un des éléments déterminants de l'évolution de l'activité économique. Ce courant professe une doctrine sociale, réformiste ou réformatrice, car il a continué à inspirer le courant radical américain, et son influence hors des USA est notable. Ces théories institutionnalistes ont expliqué à leur part aussi les crises

D'ailleurs En 2009 le prix Nobel d'économie a été attribué aux chercheurs qui ont fait le lien entre l'efficacité des institutions, la bonne gouvernance et le développement économique. En 2010 le prix Nobel a été attribué à des recherches sur le marché du travail. Et la crise économique, non encore terminée, parce que structurelle n'est pas étrangère à ces attributions.

Entre 2009/2011 plusieurs prix Nobel d'économie ont été attribués en relation avec les turbulences de l'économie mondiale. La crise économique, non encore terminée, parce que structurelle n'est pas étrangère à ces attributions. Et pourtant tant la théorie économique que les politiques économiques menées traversent une crise comme en témoigne la divergence des propositions de ces différents prix Nobel. Crise qui atteint également les institutions internationales comme le FMI et la banque mondiale qui font souvent des extrapolations que dément la réalité.

1-Les prix Nobel 2009 : l'efficacité des institutions et la bonne gouvernance :

Le prix Nobel 2009 a été attribué pour les travaux sur les institutions et la bonne gouvernance, ce terme « corporate governance », pouvant le traduire par gouvernance d'entreprises, ayant au départ été utilisé dans les milieux d'affaires américains. Par la suite, la notion de « urban governance » s'est généralisée dans l'étude du pouvoir local et a fait par ailleurs son apparition à la fin des années 80 dans un autre champ, celui des relations internationales. Le terme de " good governance " est employé par les institutions financières internationales pour définir les critères d'une bonne administration publique dans les pays soumis à des programmes d'ajustement structurel.

Mais le pas décisif de la recherche sur la bonne gouvernance date des années 1990 en réaction à la vision, jugée techniciste, du New Public Management où ont été mis en relief, à juste titre, que la crise de l'État ne connaît pas seulement une crise interne touchant à ses fonctions et à sa structure, mais concerne davantage la capacité de l'État à asseoir sa légitimité ainsi qu'à formuler des politiques publiques en phase avec les besoins socio-économiques. Ces théories ont pris en compte les agents économiques opérant dans la sphère informelle, qui dans leur conscience, fonctionnent dans un espace qui est leur droit avec des codifications précises entretenant des relations complexes avec la sphère réelle, nous retrouvant devant un pluralisme institutionnel/juridique contredisant la vision moniste du droit enseigné aux étudiants.

Comme consécration de la recherche du rôle fondamental des institutions, en octobre 2009, le jury du Prix Nobel en Sciences économiques de l'Académie Royale Suédoise des Sciences a choisi le travail d'une femme, Elinor Ostrom, pour « son analyse de la gouvernance économique, en particulier des biens communs » et d'Olivier Williamson pour « son analyse de la gouvernance économique, en particulier des frontières de la firme ». Ces apports théoriques à portées opérationnelles montrent que les institutions ont un rôle dans la société, déterminant la structure fondamentale

des échanges humains, qu'elles soient politiques, sociales ou économiques et qu'elles constituent un des facteurs déterminants du développement économique de long terme.

Sur le plan opératoire, la version actualisée de l'année 2009 des indicateurs de gouvernance dans le monde, établie par des chercheurs de la banque mondiale, montre que certains pays progressent rapidement dans le domaine de la gouvernance (D. Kaufmann,) tout en reconnaissant que les données font aussi apparaître des différences sensibles entre les pays. Les progrès sont en rapport avec les réformes dans les pays où les dirigeants politiques considèrent la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption comme des facteurs indispensables à une croissance durable et partagée.

2-Le prix Nobel 2010 : marché du travail et chômage :

Pour 2010 le prix Nobel d'économie a été attribué le 11octobre 2010 à deux Américains et à un Britannique d'origine chypriote pour leurs travaux sur l'influence de l'ajustement entre offre et demande sur certains marchés, travaux ayant largement influencé les politiques publiques. Ces prix Nobel sont Peter Diamond, 70 ans, est un ancien professeur de Ben Bernanke, l'actuel patron de la Federal Reserve. Dale Mortensen, 71 ans, enseigne à l'université de Northwestern. Il a publié des travaux reconnus sur les théories sur la recherche d'emploi et le chômage frictionnel. Christopher Pissarides, 62 ans enseigne à la London School of Economics étant un spécialiste des interactions entre le marché du travail et les décisions prises au niveau macro-économique. Pour situer ces apports, quoi ont une influence sur les politiques publiques dont les agences de travail, il est intéressant de relater brièvement les différentes théories de l'emploi.

Selon la théorie marxiste, l'exploitation provient du fait que le travailleur produit plus que ce qui est nécessaire à la reproduction de sa force de travail. Selon le courant néo-classique, le chômage provient des rigidités du fonctionnement du marché du travail. Le travail est un bien comme un autre qui s'échange sur un marché étant un arbitrage volontaire entre l'offre des salariés fonction du salaire réel qui acceptent un taux de salaire minimum à partir duquel un individu donné passe d'une offre de travail nul à une offre de travail positive et la demande de l'entrepreneur fonction décroissante du salaire réel.

Si les conditions de concurrence pure et parfaite sont respectées sur le marché du travail, il existe un niveau de salaire d'équilibre qui permet la satisfaction de l'offre et de la demande de travail. Si l'offre de travail est supérieure à la demande de travail, la baisse du salaire conduit certains offreurs à sortir du marché du travail et des demandeurs à entrer sur le marché. Il en résulte que le chômage est d'abord et avant tout volontaire. Selon Keynes et à sa suite les keynésiens, le chômage n'est pas due à un mauvais fonctionnement du marché du travail, les salariés ne pouvant offrir un travail en fonction d'un salaire réel puisqu'ils ne maîtrisent pas les prix des biens et des services, négocient le salaire nominal.

Le niveau d'emploi dépend des décisions des entrepreneurs qui cherchent à maximiser leur taux de profit en fonction d'un univers incertain où ils anticipent l'offre et la demande globale (consommation et investissement), pouvant ne pas correspondre au niveau du plein emploi (situation de sous-emploi d'où les plans de relance de la demande par le déficit budgétaire). Selon les théoriciens du déséquilibre, les prix des biens et des services ainsi que le salaire sont fixes et que tout déséquilibre sur les marchés qu'ils soient des biens et des services ou bien du travail entraîne un rationnement par les quantités, raisonnant en économie ouverte la compétitivité sur les marchés extérieurs influençant le niveau de la demande extérieure et le niveau du chômage expliquant que bon nombre de firmes préconisent une plus grande flexibilité du marché du travail et la délocalisation fonction du niveau du niveau de salaire, le coût du travail trop élevé nuisant à la rentabilité des investissements.

Les prix Nobel 2010 s'inscrivent dans le cadre de la théorie dite du job search développée par George Stigler dans les années 1960, qui permet d'expliquer la coexistence entre un chômage volontaire et un chômage involontaire, théorie qui a mis en relief la théorie du chômage prospectif, l'individu procédant à un calcul coût-avantage lors de sa recherche d'emploi. L'information étant imparfaite, il peut être avantageux pour lui de prolonger sa période de chômage afin d'acquérir le maximum d'information sur les postes disponibles. Le chômeur arbitrera entre, le coût, dont la perte de revenus pendant qu'il est au chômage, et la désincitation à reprendre un emploi du fait de l'existence de l'indemnisation du chômage qui conduit l'individu à augmenter sa durée au chômage et par la suite ses difficultés à être embauché.

Dans le prolongement de cette théorie, les prix Nobel 2010 ont montré que contrairement aux théories classiques qui stipulent que l'offre s'ajuste à la demande déterminant grâce à une information transparente, le prix du travail ne correspond pas à la réalité car existant des frictions qui empêchent des acheteurs de satisfaire leur demande et certains vendeurs d'écouler toute leur offre, pouvant exister un chômage « frictionnel » ou d'attente, même en situation de plein emploi. Cela suppose de comprendre en dynamique et à moyen et long terme, à la fois le comportement du chômeur(plus les allocations chômage sont importantes, plus le taux de chômage est élevé et la durée de recherche est longue) et le comportement des entreprises dans la gestion des ressources humaines(stabilité du collectif ou rotation) dont l'impact des mutations mondiales concernant l'adaptation à la compétitivité par l'émergence de secteurs dynamiques de croissance.

Ces auteurs essaient de répondre ainsi à plusieurs questions lancinantes : pourquoi y a-t-il autant de gens sans travail alors qu'au même moment il y a de nombreuses offres d'emplois ? Comment la politique économique influence-t-elle le chômage ? Aussi, l'importance de ces travaux est de mettre en relief les liens entre les politiques macro-économiques et macro-sociales et l'évolution du marché du travail y compris le niveau d'indemnisation du chômage. Ces analyses s'inscrivent plutôt dans le cadre des

théories du déséquilibre faisant le pont entre la théorie keynésienne et la théorie néo-classique, et non dans le cadre des théories de la régulation française suite aux travaux de Robert Boyer- Michel Aglietta, synthèse entre la théorie keynésienne et la théorie marxiste.

3- Les prix Nobel 2011 : l'analyse des chocs et des anticipations rationnelles

Le prix Nobel d'économie 2011, a été décerné à deux Américains, Thomas Sargent et Christopher Sims pour leurs travaux sur les relations entre les politiques économiques et leurs effets sur l'économie, théories élaborés entre 19710 et 1980. Une des tâches principales de la recherche en macroéconomie consiste à comprendre comment chocs (événements inattendus) et changements systématiques de politique affectent les variables macroéconomiques à court et à long terme. Comment le PIB et l'inflation sont affectés par une augmentation temporaire des taux d'intérêt ou d'une baisse d'impôts? Que se passe- t-il si une banque centrale modifie de façon permanente son objectif d'inflation ou si un gouvernement modifie son objectif d'équilibre budgétaire?», tel est le type de questions auxquelles les lauréats se sont attachés à répondre. L'économie est constamment affectée par des événements imprévus, dits «chocs». Dans ce cadre, les prix Nobel ont mis au point une méthode pour analyser le lien de causalité entre une politique budgétaire ou monétaire et différentes variables économiques comme le produit intérieur brut, le niveau de l'inflation, l'emploi et les investissements.

Christopher Sims, professeur à l'université de Princeton, a notamment appliqué cette méthode pour analyser les effets d'une augmentation du taux d'intérêt fixé par une banque centrale sur le PIB et l'inflation. Quant à Thomas Sargent, de l'université de New York, il est récompensé pour ses travaux sur les « anticipations rationnelles » qui désignent le comportement des agents économiques face aux initiatives publiques ou privées. Exemple : la faillite d'une grande banque d'affaire va-t-elle entrainer une réduction des dépenses ? Un endettement trop important de l'Etat va-t-il peser sur l'épargne ? L'économie est, en effet, fonction des anticipations, c'est-à-dire de la façon dont les agents économiques perçoivent certains évènements, tels que la flambée du prix du pétrole, et les politiques des pouvoirs publics. Ces changements, temporaires ou plus structurels, vont inciter tant les ménages que les investisseurs à revoir leurs anticipations comme cela est le cas en période de crise économique. Exemple face aux difficultés du marché, une tendance est de garder son argent en liquide un certain temps, pour réfléchir et non l'investir en Bourse.

Les divergences des prix Nobel d'Economie face à la crise :

Dans son rapport publié courant octobres 2010, la banque mondiale note que le pire de la crise financière est derrière nous et la reprise économique mondiale est en cours, mais que cette reprise est fragile, l'ampleur globale de la reprise et sa durabilité dépendant du redressement de la demande des ménages et des entreprises. Pour preuve, la faible reprise de la sphère réelle, le nombre de sans-emploi dans le monde

Cliccours.com

ayant atteint près de 212 millions en 2009, en raison d'une hausse sans précédent de 34 millions par rapport à 2007, à la veille de la crise économique mondiale, a annoncé le Bureau international du Travail (BIT) dans son rapport annuel sur les tendances mondiales de l'emploi publié fin janvier 2010.

S'appuyant sur les prévisions économiques du FMI, le BIT estime que le chômage devrait rester élevé en 2010, notamment dans les économies développées et l'Union européenne où un surcroît de 3 millions de personnes pourrait grossir les rangs des chômeurs en 2010. Qui dit chômage seul indicateur de la reprise de la sphère réelle, dit baisse de la demande solvable qui se répercute sur le niveau de l'appareil de production et l'Espagne le pays le plus frappé de l'Europe avec près de 20% du taux de chômage est un exemple significatif. Et le danger dans les années à venir est le risque de conjonction de bulles financières et de bulles budgétaires 2013/2015 à travers l'endettement excessif des Etats.

Pour l'Europe, à l'occasion de son séminaire européen qui s'est tenu à Namur (Belgique) du 22 au 24 mai 2010 ADTM, la dette publique européenne serait passée de 7300 à 8 700 milliards d'euros entre 2007 et 2009 et selon CMA DataVision, le G7, au 31 décembre 2009, totalise 30.000 milliards de dollars de dette publique depuis la crise, des déficits qui commencent à inquiéter les marchés, des marchés nerveux, inquiets de la situation excessive de l'endettement public de certains pays. Face à l'ampleur de la crise, les prix Nobel d'Economie, pour les solutions, sont divisés parfois avec des propositions contradictoires entre les partisans de l'orthodoxie monétaire et les partisans de la relance par le déficit budgétaire.

Et cela se constate à travers la lecture des revues internationales entre les différentes doctrines économiques ayant des impacts sur les politiques économiques entre les «keynésiens», les «marxistes», les «néo-libéraux» les «monétaristes» dont Milton Friedman(prix Nobel d'économie) et ses disciples , les Chicago Boys et les «Autrichiens» , chacune les événements économiques d'après leur conception de l'homme et du monde. Cependant, la grande majorité des économistes s'accorde aujourd'hui sur la nécessité d'asseoir la macroéconomie sur des fondements microéconomiques, que voir les phénomènes de bulles et de surendettement est une chose, anticiper les crises en est une autre et que les économistes sont mal armés pour analyser le systémique et les phénomènes d'anticipation collective qui provoquent une crise et que les économistes doivent avoir une approche pluridisciplinaire et travailler plus avec les sociologues et les spécialistes de l'opinion en intégrant les instituions et les forces sociales d'où la relecture des œuvres de Karl Marx théoricien avant tout du capitalisme.

C'est que de mon point de vue, l'émergence d'une économie et d'une société mondialisées et la fin de la guerre froide depuis la désintégration de l'empire soviétique, l'apparition des pays émergents qui bouleversent la carte géostratégique mondiale, remettent en cause la capacité des Etats- nations à faire face à ces bouleversements.

Les gouvernements à travers les Etats Nations – et la crise actuelle en est la démonstration, sont désormais dans l'impossibilité de remplir leurs missions du fait de la complexification des sociétés modernes, de l'apparition de sous-systèmes fragmentés, de l'incertitude liée à l'avenir et de la crise de la représentation politique, d'où l'exigence de s'intégrer davantage dans un ensemble plus vaste pour pouvoir répondre aux nouvelles préoccupations planétaires avec une nouvelle régulation mondiale.

L'Américain Paul Krugman néo-keynésien qui a obtenu, en 2008, le prix Nobel d'économie pour ses travaux sur le libre-échange et la mondialisation dans sa conférence le 10 août 2009 à Kuala Lampur (Malaisie) devant un forum international des chefs d'entreprise, à une question posée, il affirmera humblement que les gouvernants et les économistes sont désemparés faute d'un nouveau modèle tenant compte de la complexité du monde actuel.

Pour preuve de cette mésentente entre les économises des propositions qui ne s'attaquent pas à l'essentiel lors des différentes réunions du G20 tenues à Londres et à Pittsburg représentant 85% du PIB mondial et 2/3 de la population mondiale., ces réunions ont évité d'aborder des sujets qui fâchent comme la suprématie du dollar, la refonte des relations économiques et financières internationales.

Elles ne sont pas parvenus à avancer sur des sujets aussi complexes tel que la protection de l'environnement (suite logique du résultat mitigé de la réunion de Copenhague), la régulation des produits dérivés, le projet d'une taxe sur les transactions financières (divergence entre les USA et l'Europe à Toronto) et le rythme de retrait des plans de relance. Ces difficultés posent clairement la question de la méthode de gouvernance mondiale et du processus de prise de décision à vingt pays. Or, outre le fait de se poser la question si face à la crise mondiale qui est structurelle et non conjoncturelle, les politiques contradictoires en l'espace de deux années, des dépenses publiques dites néo-keynésiennes avec un rôle central à l'Etat régulateur courant 2009 et celles plus monétaristes depuis le début 2010 avec les restrictions budgétaire, s'avèreront-elles efficaces ?

Le prix Nobel d'économie de 2001 Joseph Stiglitz estime que ces actions ne sont qu'une solution à court terme les comparant à «une transfusion sanguine massive à une personne souffrant d'une grave hémorragie interne». Aussi, l'objectif stratégique est de repenser tout le système des relations économiques internationales et notamment le système financier mondial issu de Breeton Woods en 1945 en intégrant le défi écologique, car en ce début du 21ème siècle, des disparités de niveau de vie criardes font de notre planète un monde particulièrement cruel et dangereusement déséquilibré. Quand on sait que, dans les 25 prochaines années, la population mondiale augmentera de deux milliards d'individus - dont 1,94 milliard pour les seuls pays en voie de développement - on peut imaginer aisément le désastre qui menace cette partie de l'humanité si rien de décisif n'est entrepris.

Cette conclusion da la partie théorique nous permette de passer à la partie pratique pour voir es-que ces différentes théories des crises reflètent la réalité au moment actuelle.

deuxiéme partie pratique :

« La crise d'octobre 2008 dans le cas des pays développées»

SECTION 1: rappel de la crise de 1929.

SECTION 2: rappel de la crise d'octobre 2008.

SECTION 3: la crise de l'endettement «2010/2011».

SECTION 4: l'Algérie face à la crise mondiale.

Introduction :

En été 2007, au lendemain de l'éclatement de la crise des prêts hypothécaires et durant toute l'année 2008 avec le point culminant au mois d'octobre 2008(et comment ne pas rappeler la crise d'octobre 1929 avec des similitudes dominance de la sphère financière sur la sphère réelle, distorsion entre les salaires et les profits(endettement), mais également des différences du fait de l'interdépendance accrue des économies et de pays émergents, confirmé par un rapport, publié le 2 juin 2009 à Londres, le Centre for Economics and Business Research (CEBR) indiquant que l'Alena (Canada, États-Unis, Mexique) et l'Union européenne ne parviennent plus à produire la majorité du PNB mondial, la communauté transatlantique représentant 60 à 64 % de l'économie mondiale à son apogée, dans la période 1995-2004, mais ne représentera que 49,4 % en 2009, la chute devrait se poursuivre, pour tomber à 45 % en 2012. , plusieurs responsables Magrébins affirmaient, « nous n'avons rien à craindre. Grâce à la déconnection de notre système financier par rapport au système mondial, la non convertibilité intégrale de nos monnaies comme s'il fallait s'en réjouir, ,certains grâce à leurs réserves de change dues à des facteurs exogènes notamment les hydrocarbures, donc au sous-développement, nous sommes immunisés .Mais les discours politiques ont changé depuis la fin du premier semestre 2009 car à terme, la crise menace la majorité des pays du Maghreb d'autant plus que la croissance mondiale pour la première fois depuis 60 ans en 2009 sera négative , et sachant qu'un taux de croissance se calcule par rapport à la période précédente .

Nous devrions assister à une relative stabilisation entre 2010/2011 si les thérapeutiques s'avèrent efficaces avec la reprise de la sphère réelle déterminante ce qui n'est pas évident. En effet même si la crise a été lente à atteindre les rivages du Maghreb, nous savons tous qu'elle arrive et que son impact est sévère avec la chute drastique des échanges commerciaux et de services, une baisse des transferts de capitaux par la diaspora, l'amenuisement des investissements étrangers. Pour le cas Algérie, il ne faut pas être utopique, les hydrocarbures resteront encore pour longtemps la principale rentrée en devises si, un programme sérieux de production et d'exportation hors hydrocarbures tenant compte des nouvelles mutations mondiales se met en place en 2010, son effet ne le sera pas avant 2018/2020. Après avoir vue dans la partie théorique différentes théories économiques et les théories du cycle économique et des crises nous consacrant cette partie pratique sur la crise d'octobre 2008 et son impact sur l'économie des pays développés.

SECTION 1:

« Rappel de la crise de 1929».

paragraphe1: Le déclenchement de la crise.

paragraphe2 : Les causes de la crise.

paragraphe3: Les effets de la crise.

Paragraphe4: Les politiques appliquées pour mettre fin à la crise.

Paragraphe5: Les leçons tirées de cette crise.

Introduction :

La grande crise économique s'est déclenchée aux États-Unis le 24 octobre 1929 ("jeudi noir") par le krach boursier de Wall Street et qui se propagea rapidement au reste du monde, et le plongea dans la récession pendant les années 1930. Les profonds bouleversements sociaux et politiques qu'elle engendra favorisèrent l'arrivée au pouvoir en Europe de partis fascistes qui menèrent une politique expansionniste, cause directe de la Seconde Guerre mondiale. Dans cette section on fait un rappel de cette grande crise.

1) Le déclenchement de la crise:

Malgré la bonne santé affichée par l'économie américaine à la fin des années 1920, les bases de la croissance apparaissaient de plus en plus fragiles en raison de la surproduction industrielle, de la spéculation boursière, de l'endettement généralisé et de la persistance de la crise de l'agriculture(1).

À l'annonce de la baisse des prix et des bénéfices industriels, à la mi-octobre 1929, certains spéculateurs décidèrent de vendre leurs actions pour empocher une plus-value au moment où les cotations boursières de Wall Street (New York) étaient encore à un niveau élevé. Le cours des actions diminua rapidement, entraînant une panique qui culmina le 24 octobre, jour où 16 millions de titres furent proposés à bas prix sur le marché, sans trouver de preneurs. Après un temps d'arrêt, l'effondrement des cours s'étendit à toutes les valeurs et toucha même les symboles de l'industrie américaine. Des centaines de milliers de petits actionnaires se trouvèrent ruinés. Les banques, qui avaient multiplié les crédits depuis plusieurs années, ne purent récupérer leurs fonds auprès des personnes endettées, alors que, dans le même temps, ceux qui avaient de l'argent en dépôt se mirent à le retirer. Ne disposant pas des sommes nécessaires pour les rembourser, beaucoup de banques firent faillite. Ce manque de liquidités entraîna une diminution des investissements industriels et de la consommation de produits manufacturés et agricoles. En trois ans, la plupart des banques américaines fermèrent leurs portes(1).

La crise s'étendit au monde entier lorsque les banques américaines réclamèrent le remboursement de leurs prêts à l'étranger et rapatrièrent les capitaux qu'elles avaient investis. L'Autriche fut la première touchée, avec la faillite de la banque Kreditanstalt. En Allemagne, la faillite de la Danat Bank, en juillet 1931, provoqua l'effondrement du système bancaire. La baisse des prix des produits manufacturés, inégale selon les pays et les secteurs, fut un phénomène général(1).

Elle atteignit environ 30 % de 1929 et 1932. Dans l'agriculture, déjà en crise depuis une décennie, la baisse atteignit 65 % pour les prix de gros des denrées agricoles. Conséquence logique de la surproduction des années 1920, la production industrielle et agricole s'effondra. Des stocks entiers de blé sur pied et de voitures invendues furent détruits. Les pays dont la croissance avait été dépendante des investissements étrangers

(Allemagne, Pologne) et ceux où le crédit avait explosé (États-Unis, Canada) furent les premiers touchés[2].

Très endetté et ne pouvant rapatrier ses capitaux investis en Allemagne, le Royaume-Uni dut abandonner la référence de l'étalon-or pour sa monnaie qui fut dévaluée de 40 % en septembre 1931. La chute de la livre sterling provoqua par contrecoup celle d'une trentaine de monnaies qui lui étaient liées (Scandinavie, Portugal, Égypte, etc.). Les flux financiers internationaux étaient totalement désorganisés et le commerce mondial sombra dans le marasme. Le commerce international commença à décliner à partir de 1930 et atteignit son point le plus bas en 1932, les dévaluations monétaires et les mesures protectionnistes prises par les différents gouvernements ne faisant qu'accroître la récession[2].

Restée relativement à l'écart du marasme mondial en raison de sa faible insertion dans le système bancaire international, la France fut touchée par la crise en 1932, à cause de la dévaluation de la livre britannique qui mit à mal la stabilité du franc. La baisse des prix agricoles commencée en 1930 s'accéléra et la chute des exportations provoqua une baisse de la production industrielle. En 1933, le pays comptait déjà 1,5 million de chômeurs. Les mesures prises par les gouvernements radicaux (subventions aux entreprises en difficulté, barrières douanières, encouragement à la baisse de la production agricole) ne purent enrayer la crise, mais compromirent les finances publiques[2].

Sur le plan humain, l'accroissement du chômage, estimé à 30 millions de personnes à la fin de 1932 (sans doute sous-évalué), contre 10 millions trois ans plus tôt, fut l'aspect le plus tragique de la crise. Les ouvriers, mais aussi les employés, en furent les principales victimes. En Allemagne et en France, les classes moyennes (cols blancs, artisans, commerçants, petits industriels) s'appauvrirent et firent chuter la consommation. Le malaise social se répandit dans tous les pays. Au milieu des années 1930, on estimait qu'un cinquième de la population britannique était sous-alimentée. En 1934 eut lieu la plus célèbre des marches contre la faim, qui conduisit les chômeurs de Jarrow, au nord-est de l'Angleterre, à Londres. Aux États-Unis, la sécheresse frappa une partie des régions du Midwest et du Sud-Ouest, et la région devint célèbre sous le nom de Dust Bowl (désert de poussière) [1].

1-1) <u>Historique:</u>

Le jeudi noir et ses conséquences directes aux Etats-Unis :

Après le krach du 24 octobre 1929, aux États-Unis, l'un des problèmes principaux était, qu'avec la déflation, une même somme d'argent permettait d'acquérir de plus en plus de biens au fur et à mesure de la chute des prix. Dans ces conditions, les agents économiques ont individuellement intérêt à [3]:

- attendre le plus possible avant d'acheter : la consommation chute.
- garder leurs biens sous forme de monnaie plutôt que d'actifs productifs : l'investissement chute.

L'effet du krach de 1929 sur la Grande dépression a fait l'objet d'analyses diverses. Pour Paul Samuelson il n'est qu'un des facteurs, facteur d'ailleurs "fortuit" qui a conduit à la Grande dépression. Pour Rose et Milton Friedman ce n'est pas un élément important dans la survenue de la Grande dépression qui pour eux a été provoquée par une politique monétaire inadéquate[3].

Crise boursière et bancaire :

La population entre dans un cercle vicieux destructif, qui durera plusieurs années. La chute se traduit aussi dans les cours de bourse : l'indice Dow Jones perd pratiquement 90 % entre son plus haut de 1929 et son plus bas en 1932. Dans l'éclatement de la bulle spéculative, trop de plans d'investissements se sont avérés insolvables, voire frauduleux. La crise boursière dégénère très vite en crise bancaire. Prises en tenaille entre l'effondrement de la valeur de leurs actifs (parfois trop engagés dans des affaires douteuses, mais même des entreprises honorables et solides sont massacrées), les défauts de remboursement de leurs emprunteurs, et la réduction de leur activité de crédit, des banques font faillite au premier faux pas et finalement en 1932, le système bancaire s'effondre. Avec la déconfiture du système bancaire, et la population s'accrochant au peu de monnaie qu'elle possédait encore, il ne resta pas assez de liquidités sur le marché pour qu'une quelconque activité économique puisse inverser la tendance[3].

Chute de la production industrielle :

En 1933, la production industrielle américaine avait baissé de moitié depuis 1929. Entre 1930 et 1932, 773 établissements bancaires firent faillite[3].

Chômage et misère :

Aux États-Unis, le taux de chômage augmente fortement au début des années 1930 : il atteint 9 % en 1930. Le pays compte quelque 13 millions de chômeurs en 1932. En 1933, lorsque Roosevelt devient président, 24,9 % de la population active est au chômage et deux millions d'Américains sont sans-abri[2].

Les manifestations de la faim se multiplient. En mars 1930, 35 000 personnes défilent dans les rues de New York. En juin 1932, les Anciens Combattants réclament le paiement des pensions à Washington DC : ils sont violemment délogés par les soldats. Une grande grève dans le secteur du textile éclate en 1934. Dans les campagnes, la situation économique se dégrade, notamment à cause de la sécheresse et du Dust Bowl (1933-1935). En 1933, la diminution de 60 % des prix agricoles affecte durement les

agriculteurs (effet ciseaux). La ruine des fermiers des Grandes Plaines poussent des milliers de personnes à s'installer dans les États de l'Ouest. Face à la misère qui grandit, l'influence communiste progresse dans les milieux populaires[3].

Diffusion de la crise vers l'Europe et le reste du monde :

La diffusion de la crise se fera par deux canaux. Comme les banques américaines ont alors des intérêts dans de nombreuses banques et bourses européennes et qu'elles rapatrient d'urgence leurs avoirs aux États-Unis, la crise financière se propage progressivement dans toute l'Europe. Parallèlement, les échanges économiques internationaux subissent de plein fouet d'abord le ralentissement qui commence aux États-Unis, ensuite l'effet négatif des réactions protectionnistes, d'abord des États-Unis, puis de tous les autres pays quand ils sont touchés à leur tour ; la France et le Royaume-Uni tentent de se replier sur leurs colonies, mettant au point la « préférence impériale », interdite lors de la Conférence de Berlin (1885) mais largement pratiquée après 1914[3].

Les relations économiques étant à l'époque bien moindre qu'aujourd'hui, ces répercussions mettront du temps à se diffuser : par exemple la France sera touchée à partir du second semestre de 1930, soit six mois plus tard. L'Italie fasciste est touchée à partir de 1931. Les réactions gouvernementales en Europe ne seront pas plus adéquates que celles aux États-Unis. En France la crise sera aggravée par les mesures déflationnistes (baisse des prix et des salaires) des gouvernements Tardieu et Laval, bien que ceux-ci tenteront, de façon limitée, quelques grands travaux (dont l'électrification des campagnes)[3].

En Allemagne, le taux de chômage atteint des sommets (plus de 25 % de la population active en 1932), alimentant la désillusion et la colère de la population, et c'est en promettant de régler le problème de la crise qu'Adolf Hitler parvint au pouvoir le 30 janvier 1933[1].

En Amérique du Sud, en Asie et en Afrique, se produit la « crise des produits de dessert » liée à la forte baisse du pouvoir d'achat en Europe et en Amérique du Nord. Au Brésil, pour limiter la mévente et faire grimper les cours, le café est brûlé dans les locomotives. Le monde entier est touché excepté l'Union soviétique de Staline, protégée par son système économique autarcique[3].

1-2) Signes précurseurs de la crise de 1929 :

L'extraordinaire prospérité économique que connaissent les États-Unis dans les années 1920 est suivie d'une crise brutale et profonde aux conséquences mondiales. Malgré cette prospérité, le pays se referme sur lui-même. Les barrières douanières protectionnistes sont renforcées (tarif Fordney-McCumber, 1922) tandis que la énophobie (limitation de l'immigration, activités du Ku Klux Klan) et le mouvement de prohibition se développent. Vers 1925, développant une production industrielle de masse, les États-Unis

Cicours.com

fournissent 44% du charbon et 51% de l'acier mondial, grâce à une forte concentration de l'industrie et à de nouvelles méthodes de rendement et d'organisation du travail. La crise est certes brutale dans l'enchaînement des évènements, mais les premiers signes sont antérieurs à 1929[3].

• Le 2ème siècle débute sur une hégémonie américaine, à la suite du soutien logistique et en armement, à la première guerre mondiale, les États-Unis ont assuré la victoire aux Alliés. Les Américains sont confiants et consomment de plus en plus à crédit. Les résultats des entreprises s'envolent. Les titres boursiers montent inexorablement. Certains Américains investissent des milliards de dollars en Bourse, après avoir emprunté aux banques et gagé leur maison[3].

• A la suite du plan Dawes en 1924, l'Allemagne paie bien les réparations de 1925 à 1930, et la France utilise ces sommes pour rembourser les États-Unis. Le plan Young de 1929 détermine les paiements de l'Allemagne désormais échelonnés jusqu'en 1988 ; mais ce projet s'effondre du fait de la crise économique mondiale qui se déclenche le jeudi 24 Octobre 1929 à Wall Street[2].

• Depuis 1925, la mécanisation de plus en plus forte de l'agriculture, entraîne la réapparition d'une surproduction, qui de plus est concurrencée par de nouveaux pays producteurs. Les plus petits agriculteurs américains dont les salaires sont en baisse quittent leurs terres au rythme de 600.000 par an[2].

• Les banques se sont regroupées en trois grands groupes: Mellon, Morgan, Rockfeller. Cette concentration si elle est une preuve de dynamisme, montre également les faiblesses de l'économie américaine, en effet moins il y a d'établissements bancaires plus le risque est grand d'encourrir des difficultés financières[3].

• A partir de 1925, la production industrielle stagne, si le marché intérieur semble saturé, les exportations permettent aux entreprises de conserver un certain dynamisme. En 1928, l'industrie automobile est en surproduction[3].

• Dès 1926, la croissance trop rapide de la production, le développement anarchique du crédit, et une confiance excessive dans le libéralisme favorisent une importante spéculation[2].

• A partir de 1927, les taux d'intérêts montent de 4,06% à 7,6%. Cette hausse s'explique à la fois par la recrudescence des achats à crédit tant pour l'investissement en actions que pour l'achat de biens d'équipement. La seconde cause de cette hausse des taux est l'exportation par les États-Unis d'importantes masses de capitaux à l'étranger[3].

Même en 1929, après près d'une décennie de croissance économique, plus de la moitié des foyers américains vivent près ou sous le seuil de subsistance : ils sont trop pauvres pour prendre part au grand boom de la consommation des années 20, pour

acheter voitures, maisons et autres biens que l'économie industrialisée produisait, trop pauvres même pour se payer nourriture et logement minima. Tant que les entreprises étendent leur arsenal de production (usines, entrepôts, équipements lourds et autres investissements), l'économie est florissante. A la fin des années 20, cependant, les investissements ont créé plus d'espaces de production que nécessaire, et les usines produisent plus que les consommateurs ne peuvent acheter[(2)].

L'économie de la nation a commencé à montrer des signes de mauvaise santé plusieurs mois avant octobre 1929. Les stocks de produits de tous types étaient trois fois plus importants qu'une année avant (indication que le public n'achetait pas les produits aussi rapidement que par le passé); d'autres indicateurs - production industrielle, prix du gros, frêt - étaient à la baisse[(2)].

Entre 1926 et 1929, les dépenses en construction chutent de 11 milliards de dollars à moins de 9 milliards. Les ventes d'automobiles commencent à chuter plus tard, mais dans les neuf premiers mois de 1929, elles déclinent de plus d'un tiers. Une fois que ces deux industries cruciales commencent à faiblir, les autres secteurs ne sont pas assez forts pour absorber le manque de diversification[(3)].

Dans toutes ces industries, la surproduction tire les prix et les profits vers le bas. Les salaires ne montent pas assez vite pour permettre aux consommateurs d'acheter tous les nouveaux logements et produits domestiques disponibles. Le commerce extérieur est restreint par un protectionnisme grandissant dans le monde industrialisé. Le crack boursier retire toute la confiance restant aux consommateurs, et plus important, aux institutions financières. Celles-ci sont extrêmement réticentes à investir. Aussi, l'économie sombre dans une dépression très grave, connue par les Américains comme la "Grande Dépression"[(3)].

Elle est marquée par des niveaux extrêmes de chômage, des investissements négligeables, et des prix et salaires en chute libre. En réponse à la dépression, le Congrès et l'Administration Hoover déclenchent une politique douanière plutôt isolationniste et par décrets tente de maintenir les prix pour les fermiers, et de lancer un programme de grands travaux publics, pensant que le gouvernement fédéral se devait de maintenir le niveau de l'emploi. Ces efforts sont sans précédents, mais la Dépression en a raison: les indices des prix, profits, production, et chômage empirent[(3)].

1-3) Les évènements de la crise en dates :

- ✓ ***24 octobre 1929 : jeudi noir à Wall street.***

La bourse de new York s'effondre. En quelque heure, 12 millions de titres sont vendus sur le marché. Constatant la baisse des cours les spéculateurs cherchent à se débarrasser au plus vite de toutes leurs actions. Les cours chutent de 30%. Le "krach" se confirmera le mardi 29. Le "blck Thursday" est le commencement de ce qui sera la plus

grave crise économique de l'Histoire. Les Etats-Unis seront ruinés. Et le monde entier souffrira, tant au niveau économique que politique[2].

- ✓ ***11 mai 1931 : la creditanstalt se déclare en faillite.***

Suite au crach boursier de Wall street. Qui a provoqué une terrible crise économique aux Etats-Unis, la plus grande banque autrichienne est contrainte de se déclarer en faillite. Fondée en 1855, la Creditanstalt ferme donc ses portes, provoquant ainsi l'effondrement de la bourse autrichienne. Inexorablement, les troubles économiques atteindront l'Allemagne, plongeant le pays dans la crise[2].

- ✓ ***13 juillet 1931*** **: Banqueroute de la danat bank.**

La danat bank est obligée, comme sa consoeur autrichienne, de fermer ses portes. La banque allemande ne peut faire face aux terribles répercussions du krach boursier de Wall Street et de la crise économique qui en résulte. En effet, les banques américaines, pour tenter de sortir de la débâcle, récupère tous leurs capitaux investis à l'étranger, entraînant la ruine de nombreux établissements[2].

- ✓ ***21 septembre1931*** **: la livre sterling est dévaluée.**

Affecter par la crise économique provoquée par le krach boursier d'octobre 1929, le Royaume-Uni est contraint de dévaluer sa monnaie, la livre sterling, à près de 40%. Il abandonne également le système monétaire de l'étalon-or, utilisé depuis le 19^{e} siècle et dans lequel l'unité monétaire se réfère à un poids fixe en or[2].

Après elle, plusieurs dizaines d'autres monnaies liées au système devront faire de même, la France y compris. Epargnée jusqu'alors, elle se refusera à toute dévaluation du franc, prolongeant ainsi la crise sur son territoire.

- ✓ ***2 juillet 1932*** **:** ***Roosevelt fait mention du «New Deal».***

Lors d'un discours à la convention du parti démocrate à Chicago, le gouverneur de l'État de New York et futur président des Etats-Unis Franklin Delano Roosevelt, évoque pour la première fois la notion de "New Deal". Il s'agit d'une nouvelle donne économique et sociale mise en place par ses plus proches conseillers, des universitaires adeptes des théories de l'économiste britannique John Keynes. Le "New Deal" a pour objectif d'enrayer les effets dévastateurs de la crise de 1929 avec des mesures telles que la réforme du système bancaire, l'abandon de l'étalon or, la dévaluation du dollar, la limitation volontaire de la production agricole, les aides économiques et sociales et le lancement de grands travaux[2].

✓ ***20 juillet 1932 : ouverture de la conférence impériale économique 'Ottawa.***

Afin de s'extraire de la débâcle économique, le Royaume-Uni décide de signer des accords avec les territoires du Commonwealth. Le but de la conférence est alors de s'appuyer sur une politique protectionniste. Les négociations aboutiront, un mois plus tard, à l'adoption de tarifs douaniers réciproques très avantageux(1).

✓ ***4 mars 1933: Roosevelt lance le «New Deal».***

Elu en novembre 1932, le nouveau président des Etats-Unis, Franklin Delano Roosevelt, prend officiellement ses fonctions. Dans son discours d'investiture, il présente son nouveau programme de redressement économique : le "New Deal" (Nouvelle Donne). Depuis 1929, le pays fait face à une récession sans précédent.

Entouré d'une équipe de jeunes technocrates appelée "Brain Trust", Roosevelt met en place un programme de financements publics destiné à lancer des grands travaux. Le concept de "New Deal" vient du titre d'un ouvrage écrit par l'économiste américain Stuart Chase en 1932. Les réformes du New Deal ne permettront pas au pays de retrouver sa croissance d'autrefois mais bouleverseront l'histoire de la politique américaine. En effet, le capitalisme prend une tournure nouvelle avec le principe d'intervention de l'Etat dans les affaires économiques et sociales du pays(1).

✓ ***5 mars 1933: Roosevelt férme les banques américaines.***

Au lendemain de son investiture, le président américain ordonne la fermeture des banques pour une durée de quatre jours. Il espère ainsi mettre fin à la panique causée par les faillites successives. Dès le 9 mars, elles pourront de nouveau ouvrir leurs portes, à condition de pouvoir payer leurs créanciers(1).

✓ ***6 mars 1933:Embargo sur l'or décidé par Roosevelt.***

Les Etats-Unis mettent en place un embargo sur l'exportation de l'or afin de sortir du marasme économique qui handicape le pays depuis 1929. Dès le mois suivant, le système de l'étalon or sera abandonné(2).

✓ **12** ***mai 1933:Mesure du New Deal dans l'agriculture.***

Au cœur de son programme de redressement économique, Roosevelt fait adopter l'Agriculture Adjustment Act (AAA). La crise agricole s'est considérablement aggravée avec le krach boursier de 1929. Le but de la loi est d'accroître les prix des produits issus de l'agriculture et de mettre fin à une surproduction catastrophique. Ainsi, des compensations financières sont versées aux agriculteurs par l'État en échange de la diminution des surfaces cultivées. En outre, l'AAA s'efforce de faciliter le remboursement de leurs dettes. Les surplus et de nombreuses récoltes sont détruits, malgré la faim qui tenaille la majorité des Américains(1).

- ✓ **18*mai 1933:Création de la Tennessee valley authority.***

La compagnie gouvernementale de la Tennessee Valley Authority (TVA) est mise en place dans le cadre du New Deal de Roosevelt. Elle vise, par le biais de grands travaux, à diminuer le chômage. Plus de 12 millions d'Américains sont alors sans emploi. Ainsi, en aménageant le bassin du Tennessee, le gouvernement s'assure une valorisation économique de la région tout en diminuant les chiffres catastrophiques du

Chômage. Mettant fin aux fréquentes inondations, les barrages construits produiront suffisamment d'électricité pour subvenir aux besoins de plusieurs millions d'habitants(2).

- ✓ **16*juin1933:Vote de la National industrial Recovery Act.***

Dans la cadre du New Deal lancé par Roosevelt pour enrayer la crise économique, les Etats-Unis adoptent la NIRA, une loi pour le redressement industriel du pays. Elle a pour but d'améliorer le comportement des industries dans le domaine de la concurrence grâce à l'intervention de l'État. L'objectif est d'établir des accords entre les différents groupes, notamment sur les prix, la durée de travail et les salaires. Pour cela, la NRA (National Recovery Administration) est créée.

Les industries ne sont pas contraintes d'adhérer, mais celles qui acceptent de respecter les codes prescrits montrent leurs efforts en se dotant d'un logo représentant un aigle bleu et portant les initiales de la NRA(2).

- ✓ **30*janvier1934:Dévaluation du dollar.***

En conséquence de la crise économique de 1929, le dollar est dévalué de près de 41%(2).

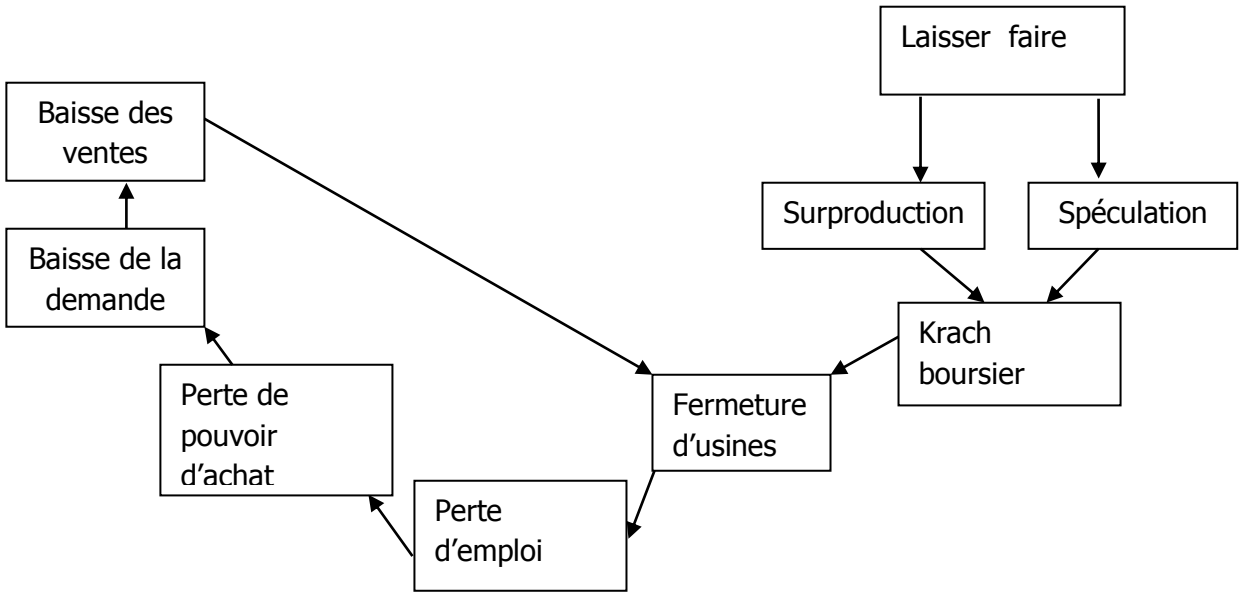
- ✓ **1 octobre*1936:la France dévalue le franc.***

Peu de temps après la victoire du Front Populaire aux élections législatives, la France décide de dévaluer le franc. Toutefois, le pays réagit bien trop tardivement à la crise économique qui a suivi le krach boursier de 1929. Lorsque, des années plus tôt, la livre et le dollar furent dévalués, le gouvernement s'acharna à maintenir les valeurs du franc Poincaré. La situation mena alors à un déséquilibre important entre les prix du marché français et ceux du marché étranger. La France, qui jusqu'alors échappait à la crise grâce à son autonomie financière, fut touchée à son tour. Cette action tardive ne permettra pas de redresser l'économie du pays, tandis que les autres nations commencent tout juste à sortir la tête de l'eau(1).

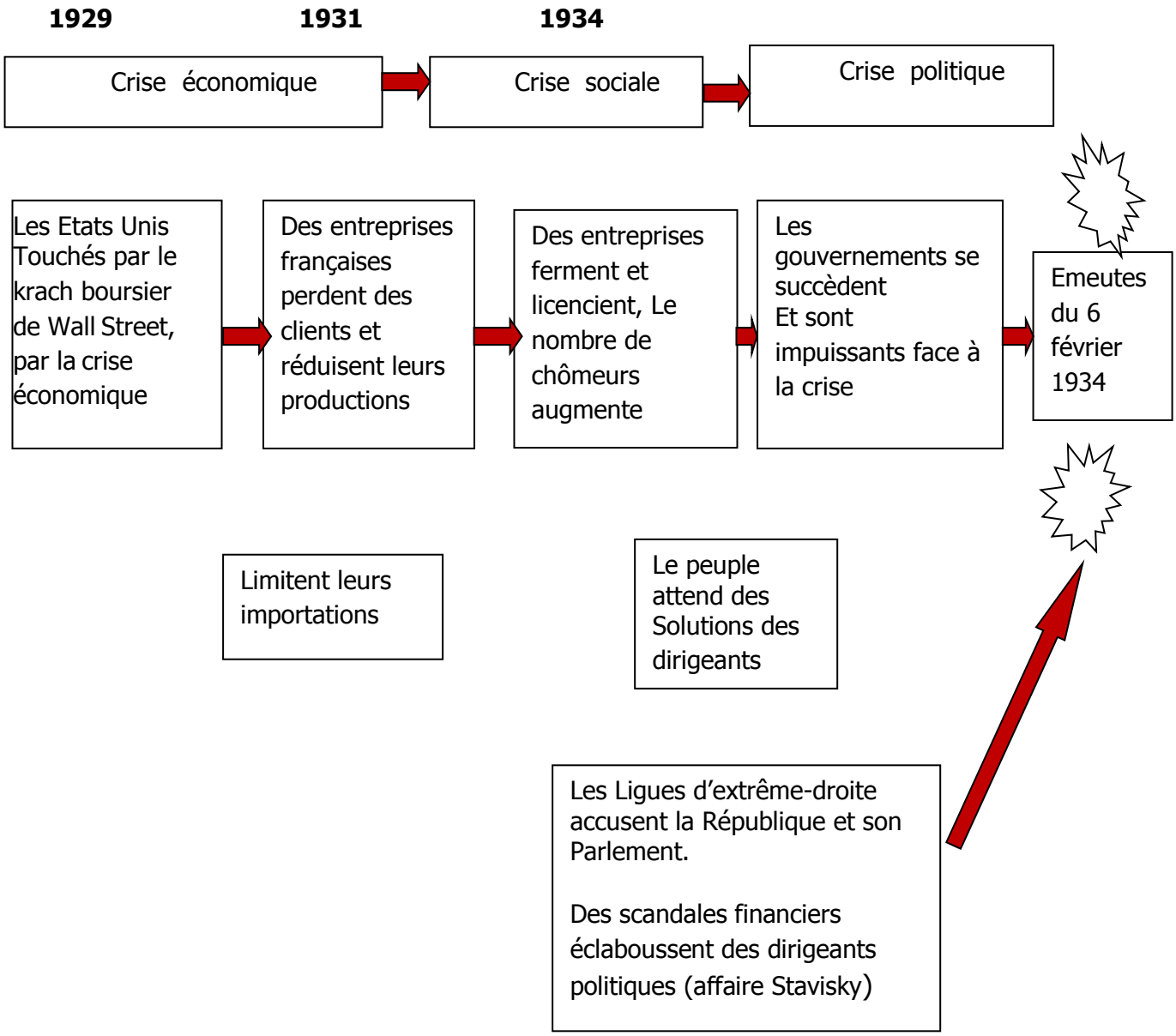
✓ **5 octobre*1936:Marche contre la faim de Jarrow.***

Les habitants de l'une des villes les plus touchées par la crise économique de 1929 se lancent dans une formidable marche contre la faim. Une foule de chômeurs se rassemble et prend la route en direction de Londres. Depuis le début de la crise, plusieurs marches semblables ont été organisées, mais celle de Jarrow restera la plus mémorable de l'Histoire(2).

1-4) Explication de la crise de 1929 en graphiques :



Graphique n° 1



Graphique n° 2

2) Les causes de la crise:

La réflexion économique a posteriori a porté d'une part sur les causes immédiates de la crise et d'autre part sur les raisons de la transformation de la récession en dépression. Mais les innombrables écrits sur la crise de 1929 n'ont pas permis de dessiner une explication généralement admise de sa survenue. Les ouvrages qui lui sont consacrés sont le plus souvent descriptifs, éventuellement normatifs, rarement explicatifs, à l'image de ceux qui se limitent à une explication, fondée par exemple sur l'excès de spéculation comme La Grande Dépression (1934) de Lionel Robbins ou La Crise économique de 1929 (1955) de John Kenneth Galbraith(3).

Du reste, chaque école de pensée économique a tiré la couverture en faveur de ses thèses générales. L'explication par surconcentration de richesse, à l'époque soutenue par des économistes marxistes et keynésiens, n'explique pas l'emballement de 1928-1929 ni les modalités détaillées de la crise. L'explication monétaire, dans sa version soutenue par Milton Friedman et Anna Schwartz dans Une Histoire monétaire des États-Unis (1963), sera elle aussi jugée partielle ; en revanche, la version plus tard avancée par l'économiste français Jacques Rueff dans Le Pêché monétaire de l'Occident (1971) couvre largement la période antérieure à la crise et explique la plupart des symptômes constatés. Enfin l'historien de l'économie Charles Kindleberger estime qu'il faut faire appel à plusieurs facteurs pour expliquer la crise. Les explications qui suivent doivent donc être regardées comme des hypothèses qui ont été avancées par des auteurs importants(3).

2-1) Explication par la spéculation :

L'origine de la crise serait la frénésie boursière et l'irresponsabilité des banquiers, qui ont prêté sans retenue aux spéculateurs. Mal régulée, l'activité des banques a conduit non plus à financer l'économie réelle mais la spéculation malsaine. La hausse boursière était intrinsèquement intenable. Lorsque la bourse a chuté, les prêts bancaires n'ont pu être remboursés, la panique s'est installée et la ruée vers les banques a provoqué le blocage du système monétaire et financier. 8000 banques feront faillites de 1929 à 1934. L'économie, privée de crédits, s'est brutalement arrêtée(3).

Cette théorie passe très vite sur les aspects internationaux, alors que la crise de 1929 a été mondiale. En effet, pourquoi une crise de spéculation s'est-elle développée à cette date et seulement aux États-Unis ? J.K Galbraith, qui a été le principal porteur de ces idées dans son livre la Crise économique de 1929, aurait selon certains plutôt une attitude descriptive et ironique que véritablement explicative(3).

2-2) ***Explication monétaire :***

L'École autrichienne d'économie soutient que c'est la création monétaire effrénée dans les années 1920 par le tout jeune système de Réserve fédérale qui a conduit à une bulle inflationniste, vouée fatalement à l'éclatement. D'après Ludwig von Mises, « l'effondrement fut l'aboutissement fatal des pressions exercées pour abaisser le taux d'intérêt au moyen de l'expansion du crédit. » Son explication est institutionnelle comme celle qui sera plus tard développée par Jacques Rueff, mais elle est quasi-exclusivement focalisée sur l'existence d'une banque centrale (les disciples de l'école autrichienne critiquent vivement les interventions des banques centrales et une partie prônent leur suppression)[(4)].

Les monétaristes, représentés par Milton Friedman, dénoncent la politique monétaire restrictive mise en place par la Réserve fédérale des États-Unis (la Fed), à partir de 1928. Cette politique entraîne une pénurie de crédits. Cette erreur serait à l'origine de la crise. La Fed aurait au contraire dû fournir des liquidités au système bancaire : le renchérissement du crédit a forcé les spéculateurs boursiers à retirer leur épargne, ce qui a entrainé la faillite de près de 5000 banques aux États-Unis. Ce serait donc un excès de régulation monétaire qui serait à l'origine de la crise[(4)].

L'économiste Jacques Rueff voit l'origine des difficultés dans l'établissement d'un système de Gold Exchange Standard par la conférence de Gênes au début des années 1920. Dans le système de l'étalon-or, tout déficit de la balance des paiements provoque une sortie d'or et une restriction proportionnelle du crédit. Cet effet sera stabilisateur et permettra un retour vers l'équilibre. Dans un système d'étalon de change or où une monnaie privilégiée peut être conservée comme réserve monétaire, le pays privilégié, lorsque sa balance est déficitaire, voit sa monnaie revenir chez lui et servir de base par l'intermédiaire du multiplicateur de crédit à de nouveaux crédits qui aggravent les déficits[(3)].

Le Gold Exchange standard a donc tendance à accroitre sans limite l'endettement du pays privilégié. Dans le cas des États-Unis avant 1929 l'endettement global s'est mis à grimper de plus en plus vite jusqu'à dépasser 370% du PIB. L'efficacité marginale du capital a baissé. La spéculation a remplacé l'investissement industriel. La bourse a connu une expansion aussi spectaculaire qu'intenable. Au final c'est toute la pyramide de dettes qui s'est écroulée, d'autant plus vite et fort qu'elle était plus haute. Comme cette pyramide avait ses racines dans les déséquilibres financiers mondiaux, c'est le monde entier qui a été atteint et les circuits économiques internationaux ont été électrocutés provoquant les sauve-qui-peut que l'on sait[(2)].

Cette explication donnée dans son livre Le Pêché monétaire de l'Occident se retrouvera dans l'explication des difficultés d'un autre système de Gold Exchange standard, celui de Bretton Woods et de la crise de 1974 et la période de stagflation

ultérieure. Certains économistes actuels voient le même mécanisme de double pyramide de dettes à la source de la crise économique de 2008-2009[2].

2-3) Explication par la sous-consommation :

Les États-Unis après une phase de très forte croissance depuis les difficultés d'avant-guerre ont accumulé la richesse du monde (l'Europe étant ruinée) et cette richesse n'a pas été assez diffusée dans la société malgré des théories comme le fordisme. La concentration de la richesse a réduit les possibilités de consommation que l'appareil de production permettait. John Maynard Keynes a donné une certaine caution à cette explication en expliquant que les riches dépensaient proportionnellement moins que les pauvres. Une concentration de la richesse provoquerait ainsi un équilibre de sous-emploi. Cette vision n'explique ni la mécanique d'emballement de 1928-1929 ni les modalités détaillées de la crise elle-même et en particulier ses dimensions internationales[3].

C'est évidemment la thèse des marxistes qui reprennent les thèses de Marx de la sur-accumulation du capital et de la baisse du taux de profit qui sont à l'origine des multiples crises survenant dans le système capitaliste : la sur-accumulation du capital entraîne une surproduction de biens de production par rapport aux biens de consommation. La crise de 1929 est vue comme "finale" par les Marxistes. Toutefois, l'économiste soviétique Nikolaï Kondratiev affirmait que cette crise n'était que cyclique et circonstancielle, et que par conséquent le capitalisme reprendrait son expansion après la crise. Cette théorie considérée comme "pro-capitaliste" par le régime soviétique vaudra à Kondratiev d'être fusillé par Staline lors des Grandes Purges[3].

Une explication proche est celle des « théoriciens de la régulation » qui pensent que les économies développées ont été déstabilisées par les progrès de l'organisation scientifique du travail. Le taylorisme a en effet permis une augmentation très importante de la production : Robert Boyer a ainsi calculé que la production par tête a augmenté en France de 6% par an entre 1920 et 1960. En revanche, les salaires réels ont progressé de seulement 2% par an en France sur la même période, ce qui explique l'apparition d'une situation de surproduction et le déclenchement de la crise. Ces thèses malthusiennes sont restées marginales[3].

2-4) Explication par le cycle économique :

Dans cette vision, la crise n'est qu'un épisode de plus du cycle économique d'une dizaine d'années. Il n'aurait pris son allure de dépression qu'à la suite de mauvaises réactions de la part de l'État Fédéral américain (attentisme : « la reprise est au coin de la rue ») ou de la nouvelle banque centrale, la FED, qui aurait restreint le crédit là où il fallait ouvrir les vannes. D'autres dans la même approche cyclique supposeront comme Kondratieff que la crise a été particulièrement longue et violente par l'effet de mouvements de longues périodes sur l'innovation. L'innovation se serait tarie alors que

Clicours.com

l'électrification et les chemins de fer avaient été les moteurs de la croissance précédente ils auraient fini par s'arrêter. Cependant, les observateurs modernes pensent plutôt la période comme ayant été riche en innovation : téléphonie fixe, TSF, début même de la télévision, automobile, aviation, électroménager, publicité, nouvelles idées de management, etc.[4].

2-5) ***Explications morales et sociologiques :***

Parmi de nombreux textes qui mettent l'accent sur des « fautes », on peut citer celle de l'économiste Lionel Robbins dans son ouvrage La Grande Dépression 1929-1934, Payot, 1935. La crise était inévitable à cause des excès commis dans la période précédente[3] :

- Excès des spéculateurs et de l'endettement.
- Excès des syndicats qui troublent le bon fonctionnement des marchés en imposant des salaires trop élevés.
- Excès de l'État et de la banque centrale.

Robbins avance qu'après les excès doit venir la "purge", qu'il faut laisser se dérouler sans entraves. La crise vient assainir la situation économique et lui permettra de repartir sur des bases plus solides[4].

2-6) ***L'absence d'une puissance capable d'imposer un jeu coopératif :***

C'est la thèse de Charles Kindleberger, un auteur qui tient l'analyse monétariste pour erronée car trop focalisée sur la politique monétaire aux États-Unis et négligeant des éléments importants tels que : le rôle de la spéculation sur les valeurs mobilières, la mise en œuvre tardive du Glass-Steagall Act, l'incapacité des États-Unis à se comporter en nation créancière, la dislocation de l'Europe après la Première Guerre mondiale. De façon plus générale, cet auteur refuse d'entrer dans la controverse des années 1970 entre monétaristes et keynésiens qui offrent, pour lui, deux explications uni-causales [3]:

les premiers pensant qu'une « croissance insuffisante de la masse monétaire a provoqué une baisse de la dépense », les seconds qu'une « baisse indépendante et autonome de la dépense a entraîné une diminution de la masse monétaire ». Ce qui va l'intéresser c'est de répondre à la question pourquoi l'impulsion initiale n'a pu être contenue ni par les forces automatiques (étalon-or) ni par des mécanismes de décision politique[4].

Pour lui si l'impulsion initiale n'a pu être maintenue cela tient à la « forte instabilité latente du système » liée à de nombreux facteurs tant financiers que monétaires ou relevant de l'économie réelle. Sa thèse principale, inspirée de la théorie des jeux, est qu'en l'absence d'un pays dirigeant capable de fixer des règles, de les faire respecter et éventuellement, de prendre plus que sa part de charges, les pays préfèrent adopter des solutions non coopératives cette éde court terme dont finalement tout le monde pâtit.

Pour les tenants de cette thèse qui sera plus tard connue sous le nom de théorie de la stabilité hégémonique, si la crise de 1929 a engendré une dépression si longue et si dure c'est que la Grande-Bretagne n'était plus en mesure d'assumer son ancien rôle dirigeant et que les États-Unis ne voulaient pas encore assumer leurs responsabilités à savoir[3].

1. Maintenir un marché ouvert pour les produits connaissant des problèmes d'écoulement.
2. Assurer un flux de prêts à long terme anti-cyclique.
3. Mettre en œuvre un système relativement stable de changes.
4. Assurer la coordination des politiques macro-économique.
5. Agir comme préteur en dernier ressort et proposer des liquidités pendant la crise financière.

2-7) La transformation de la récession américaine en dépression mondiale :

La longueur et la gravité de la crise qui verra la ruine de nombreuses familles, le développement d'un immense chômage, la faillite de milliers de banques et celle de dizaines de milliers d'entreprises a conduit à mettre en cause la manière dont les politiques économiques ont été conduites. Les certitudes qui se sont dégagées ont pu laisser croire qu'une crise de type 1929 ne serait plus possible aujourd'hui[3].

- *La mise en cause de l'inactivité du gouvernement américain :*

L'accusation d'aveuglement et de pusillanimité est bien prouvée par l'affirmation du Président de la Bourse de Wall Street qui s'exprime ainsi en septembre 1929 : « Bien des gens n'ont pas compris que c'en est apparemment fini des cycles économiques tels que nous les avons connus. Quant à moi, je suis convaincu de l'essentielle et fondamentale solidité de la prospérité américaine »[4].

Ensuite l'idée constamment répétée que la prospérité était « round the corner » et qui expliquait qu'on ne fit rien a été mise systématiquement en cause. La critique de Keynes à partir de son livre majeur expliquera que lorsqu'un équilibre de sous-emploi s'est installé, seul l'investissement public permet de retrouver le plein emploi. Ces idées n'étaient pas celles du temps où on attendait plutôt d'une baisse des prix et des salaires les conditions de la reprise[4].

- *La mise en cause des réactions de la Banque Centrale :*

Comme l'indiquent les thèses précédemment évoquées, les monétaristes pensent que la FED avait tout faux avant la crise. Cette grande banque centrale continuera à agir à contretemps après le déclenchement de la crise. Beaucoup d'auteurs comme notamment Ben Bernanke, l'actuel président de la FED, qui fera sa thèse universitaire sur ce thème, considèrent qu'elle aurait dû alimenter massivement les banques en monnaie-banque centrale au lieu de maintenir la ligne de conduite orthodoxe qui proposait moins de laxisme plutôt qu'une inondation de crédits. Cette pensée est devenue un credo

qu'Alan Greenspan puis Ben Bernanke ont mis en application avec détermination au cours de leur présidence de la FED à chaque crise américaine depuis le krach d'octobre 1987[3].

- *La mise en cause du protectionnisme :*

Des mesures protectionnistes (par exemple, la Hawley-Smoot Tariff Act) entraînèrent une augmentation des droits de douane sur les importations, afin de protéger les producteurs locaux (mis en danger par la compétition internationale). En réponse à cette politique, d'autres pays augmentèrent à leur tour leurs droits de douane, mettant en très mauvaise posture les sociétés américaines qui vivaient de l'exportation. Cela conduisit à une suite d'augmentations des droits de douane qui fragmenta l'économie mondiale. D'une façon plus générale les grands empires, britannique et français, se replient sur eux-mêmes et ne recherchent plus le commerce international devenu trop dangereux, faute de monnaie mondiale[4].

Pour Jacques Sapir, cette explication ne tient pas : il explique que « la chute du commerce international a d'autres causes que le protectionnisme ». Il fait remarquer que « la production intérieure des grands pays industrialisés régresse [...] plus vite que le commerce international ne se contracte. Si cette baisse avait été la cause de la dépression que les pays ont connue, on aurait dû voir l'inverse. » De plus, « si la part des exportations de marchandises dans le produit intérieur brut (PIB) passe de 9,8% à 6,2% pour les grands pays industrialisés occidentaux de 1929 à 1938, elle était loin, à la veille de la crise, de se trouver à son plus haut niveau, soit les 12,9% de 1913 ». Il ajoute[4] :

« Enfin, la chronologie des faits ne correspond pas à la thèse des libre-échangistes. [...] L'essentiel de la contraction du commerce se joue entre janvier 1930 et juillet 1932, soit avant la mise en place des mesures protectionnistes, voire autarciques dans certains pays, à l'exception de celles appliquées aux États-Unis dès l'été 1930, mais aux effets très limités. En fait ce sont les liquidités internationales qui sont la cause de la contraction du commerce. Ces liquidités s'effondrent en 1930(-35,7) et 1931 (-26,7%). Or on voit la proportion du tonnage maritime inemployé augmenter rapidement jusqu'à la fin du premier trimestre 1932, puis baisser et se stabiliser»[3].

➢ La mise en cause des dévaluations compétitives :

Indépendamment de la question du protectionnisme, l'explosion du système monétaire international défini à la conférence de Gênes conduit à des redéfinitions des valeurs en or des principales devises et à une suite de dévaluations qui faussent les termes de l'échange international et provoquent des troubles sur tous les marchés de biens et de services internationaux. On constatera que ces quatre contestations des politiques menées dans les années 1930 sont à la base des politiques suivies actuellement : gonflement des liquidités par la banque centrale, refus du

protectionnisme, refus (verbal mais acceptation de facto) des dévaluations compétitives, activisme d'État via des plans de relance massifs[4].

3) Les effets (conséquences) de la crise:

3-1) Effets économiques et sociaux (La crise alimente la crise):

Le krach aggrave la grave crise financière, puis industrielle en Europe, ce qui entraîne une forte hausse du chômage et par conséquent une baisse de la consommation qui à son tour alimente la crise financière et industrielle, etc.

Les Européens cessent d'acheter, les pays neufs se retrouvent sans débouchés, on est en situation de surproduction avec une offre largement supérieure à la demande. Certains cas particuliers aggravent la donne : en 1923, Tokyo est frappée par un terrible tremblement de terre qui détruit la ville et coûte la vie à plus de 100 000 personnes[5].

L'Allemagne voit son économie plombée par les premières demandes de réparations des Français et l'exploitation irrationnelle de ses ressources minières et sidérurgiques, en dédommagement de la première guerre mondiale. Elle doit dévaluer : le dollar valait 18 000 marks en janvier 1923. En novembre, il vaut 4200 milliards de marks[5].

L'euphorie des « roaring twenties » (années folles) perdure car les profits liés à la spéculation boursière masquent la réalité plus terne de l'économie réelle, au ralenti. Le fonctionnement de la bourse américaine encourage notamment la spéculation : un spéculateur peut emprunter auprès de son agent de change (broker) 90% des sommes dont il a besoin sous réserve qu'il laisse en dépôt 10% des titres qu'il a acquis. Les Anglais à la Conférence de Gênes essaie bien de fixer des cadres à cette économie chancelante, en mettant en place le Gold Exchange Standard (toutes les monnaies sont définie par rapport au cours de l'or, valeur refuge, et de la livre)[5].

Depuis l'été le cours des valeurs de matières premières industrielle chute, les secteurs de la mécanique et de l'automobile sont en crise, et les ordres de vente se multiplient. La banque Morgan essaie de créer un pool bancaire pour limiter ces ventes, mais il est trop tard, la panique s'empare des petits porteurs : 13M de titres sont venus le 21 octobre, plus de 16M le lendemain. A la fin de l'année les valeurs industrielles ont chuté entre 35 et 90%. Ayant acheté leurs titres à crédit, ces actionnaires sont endettés et ne peuvent rembourser leurs dettes. Les épargnants craignent la faillite et retirent leur argent aux guichets. 2300 banques font faillite en 1931. Elles sont contraintes faute de liquidités de refuser de nouveaux prêts bancaires à ceux qui dans un premier temps sont marginalement touchés par la crise (agriculteurs, commerçants). L'arrêt du crédit à la consommation provoque un cycle infernal où la crise nourrit la crise et où tout s'effondre comme un château de cartes : 30 monnaies doivent être dévaluées[6].

Le krach boursier et la surproduction déclenchent la crise économique de 1929 [6]:

Surproduction ⟶ Baisse des exportations ⟶ Fermetures d'usines ⟶ Chômage → Baisse de la demande locale ⟶ Baisse de l'emploi ⟶ fermetures d'usines etc.

Le principal produit touché par la baisse des exportations en Alberta et en Saskatchewan est le blé. Le transport est le domaine qui subit les conséquences de cette crise. Au Québec les mines et les pâtes et papier sont des secteurs particulièrement touchés[5].

Les répercussions de la crise américaine s'étendirent au monde entier. Tout d'abord l'augmentation des tarifs douaniers aux États-Unis frappa très durement les pays exportateurs de produits agricoles et de matières premières : le Japon, par exemple, perdit avec les États-Unis un marché fructueux pour ses exportations de soie, qui représentaient le revenu indispensable des paysans et des ouvriers du textile nippons. Au Brésil, des milliers de tonnes de café brûlèrent pour la même raison. De même, le Canada, l'Argentine, les pays d'Europe centrale et balkanique durent arrêter leurs exportations de céréales ou autres denrées. Par la suite, la récession économique entraîna un ralentissement progressif des affaires et le rapatriement des capitaux américains investis à l'étranger[5].

- *Ruines et conséquences :*

Pour l'Europe, le retrait des crédits entraîna la faillite de très nombreuses banques, à commencer par la Creditanstalt en mars 1931, la plus importante banque autrichienne. La panique qui s'ensuivit provoqua la ruée des épargnants sur les banques, et força ainsi beaucoup d'entre elles, surtout les petites, à fermer leurs guichets faute de pouvoir faire face à leurs obligations. Les efforts internationaux pour renflouer la Creditanstalt aboutirent en fait à tarir les liquidités encore disponibles pour d'autres banques. L'Allemagne fut atteinte à son tour ; après avoir été fortement touchée par l'effondrement du cours mondial des céréales, son industrie, recevant un coup fatal des retraits de capitaux américains, ne trouva plus de possibilités de crédit[6].

La crise financière toucha Londres en juillet 1931 ; et la Grande-Bretagne, pour sauver sa monnaie, abolit la convertibilité de la livre sterling en or au mois de septembre. Enfin, en 1932, la France limitera les effets désastreux de la crise grâce à son autonomie économique : avec une production agricole suffisante et des achats limités de matières premières, le franc Poincaré resta stable, et le nombre de chômeurs moins élevé que dans les pays voisins (450000 en 1935). En Europe, où les ruraux comme les salariés de l'industrie et du commerce ont été victimes de la crise, où les classes moyennes ont été souvent ruinées par les faillites et les dévaluations, les mouvements fascistes trouveront un champ d'expansion idéal[6].

- *Pauvreté et conséquences :*

L'ampleur du chômage en Grande-Bretagne, qui frappait plus de 2,5 millions de travailleurs en décembre 1930, provoqua bientôt des manifestations, puis des échauffourées. Pourtant, les chômeurs anglais étaient mieux protégés que ceux d'autres pays dans le monde, car ils bénéficiaient depuis 1911 d'une assurance chômage, réformée et améliorée en 1920. Commè1 23 % des assurés étaient sans travail, les finances publiques étaient soumises à une très rude épreuve[5].

3-2) Effets politiques(Les démocraties sont fragilisées) :

Les populations n'ont plus confiance en leurs gouvernements, ce qui favorise la montée du fascisme déjà installé en Italie depuis 1922 (dictature de Mussolini)[6].

4) Les politiques appliquées pour mettre fin à la crise économique :

4-1) Le « New Deal » (1933) :

En novembre 1932, les États-Unis élisent Franklin Delano Roosevelt (démocrate) pour remplacer Hoover à la tête de l'État. Le taux de chômage approchait alors les 25% de la population active. Roosevelt prit ses fonctions en mars 1933 et lança plusieurs programmes nationaux afin d'accroître le volume de liquidités et réduire le chômage (c'est ce que l'on nomma le New Deal) [7].

Cet interventionnisme économique très fort, conduira la cour suprême à des arrêt négatifs, immédiatement présentés par le gouvernement comme une opposition politique, cependant à partir de 1937, par l'arrêt West Coast Hotel Co. v. Parrish, la cour adapte sa jurisprudence et n'essuie plus guère cette critique. Le New Deal offrit une réponse politique forte aux attentes sociales nées du désastre humain de la crise dont témoignent par exemple Les Raisins de la colère de Steinbeck. Il redonne espoir aux Américains et Roosevelt sera réélu en 1936, 1940 et 1944. Il fournit aussi aux États-Unis des infrastructures - routes, aménagements hydroélectriques - encore utilisées à l'heure actuelle[7].

Le New Deal est souvent crédité d'avoir permis de surmonter la crise. Ce point de vue, généralement admis jusque vers les années 1960, est aujourd'hui contesté par les économistes. Lorsque survint la Seconde Guerre mondiale, soit 8 ans après les débuts du New Deal, les États-Unis étaient encore en pleine crise. Certains affirment que l'instabilité inhérente des marchés économiques causa une crise si profonde, que même les interventions du New Deal, aussi pertinentes qu'elles étaient, n'auraient pas pu rétablir rapidement la situation[7].

D'autres estiment que, la crise de 1929 correspondant à la période de l'histoire américaine où l'intervention du gouvernement fut la plus forte, on pourrait

raisonnablement penser que l'action du gouvernement n'a fait qu'accentuer la dépression, plutôt que d'y remédier. Ils tirent entre autres arguments le fait qu'après un redressement initial, l'économie a replongé à partir de 1937, à peu près au moment où la Cour suprême a permis au New Deal de prendre plus d'ampleur. La thèse moderne dominante est que la crise fut en fait causée par les interventions politiques ayant permis le développement d'une bulle spéculative qui éclata le "jeudi noir", aggravée par la politique monétaire trop restrictive de la Fed, et qu'elle prit fin lorsque cette politique cessa, pour redevenir plus accommodante. La Fed elle-même s'est ralliée à cette thèse et gère maintenant toutes les crises comparables en conséquence : elle fait largement crédit par des taux bas, crédit qu'elle résorbe ensuite par des taux croissants. La thèse n'est cependant pas universellement acceptée, Charles Kindleberger par exemple la refuse[7].

4-2) Glass-Steagall Act:

Les États-Unis tentèrent également d'assainir les pratiques bancaires en leurs donnant un cadre légal plus strict, afin de protéger et rassurer les clients. En 1933, le banking act ou Glass-Steagall Act est voté dans ce but. Il instaure une séparation entre les banques de dépôts (épargne et prêt) et les banques d'investissements (vente de valeurs mobilières diverses). Après avoir été largement contourné par l'ensemble de la profession bancaire, il a finalement été abrogé en 1999[6].

4-3) L'économie de guerre, explication de la sortie de crise :

L'Allemagne suivit dès le début des années 1930 une politique différente des recettes de l'orthodoxie de l'époque. Sous la responsabilité financière de Hjalmar Schacht elle se lance dans une politique d'investissement massif, avec des objectifs civils. Galbraith écrira dans son livre sur "la monnaie" que la politique allemande fut à cette époque une politique keynésienne complète avant l'heure. La doctrine de Keynes est en effet qu'il faut rétablir par une politique d'investissement public l'équilibre perdu entre épargne et investissement. C'est de cette époque que date le réseau d'autoroutes allemand (dont l'équivalent en France ne sera construit que trente ans plus tard). Cette politique est menée sans aucune inflation, ce qui vaudra une réputation durable au ministre des finances, malgré son rôle ultérieur dans l'appareil nazi. Le plein emploi est quasiment revenu avant même qu'Hitler n'oriente l'économie allemande vers la production militaire, qui d'ailleurs, pour contourner les traités, est largement réalisée... en Union Soviétique[6].

En Italie, où l'exemple allemand n'est suivi que très partiellement, les aventures coloniales extérieures absorbent une partie importante de l'énergie nationale et l'économie restera faible pendant toute la période[7].

La Grande Dépression en France ne commence qu'à l'automne 1931, lorsque les exportations s'arrêtent, suite à la dévaluation de la livre. La France se replie sur son

Empire et ne parvient pas à élaborer une politique constante. Au lieu de relancer la demande d'investissement public comme en Allemagne, on s'oriente vers une politique malthusienne sur l'offre de travail, avec les congés payés et surtout les "quarante heures", qui selon Alfred Sauvy, dans son "histoire économique de la France entre les deux guerres", bloque la reprise qui commençait à se manifester. L'effort de production militaire est tardif et n'a qu'une influence marginale sur l'activité(7).

La situation est peu ou prou la même au Royaume-Uni, qui a tenté de revenir à un taux de change en or intenable pour la Livre avant même 1929, et qui a connu une stagnation plus longue que les autres pays. La politique d'armement ne commence vraiment que très peu de temps avant la guerre et ne peut être considérée comme la méthode qui a permis de sortir de la crise(7).

Le Japon connait une période d'avant-guerre très différente des démocraties du fait de son expansionnisme militaire et de l'encadrement rigoureux de la population. Elle manque de pétrole pour ses entreprises. La guerre avec les États-Unis sera largement provoquée par l'embargo décidé par ce pays sur les exportations pétrolières vers le Japon(7).

En outre, tous ces pays furent ruinés par la guerre. Les États-Unis connurent une période de forte activité pendant la Seconde Guerre mondiale avec le retour au plein emploi, la mobilisation des hommes jeunes étant compensée par le recours massif à la main d'œuvre féminine dans les usines d'armement. D'énormes investissements furent faits dans beaucoup de domaines qui, après-guerre, donnèrent un avantage technologique au pays. Lorsque la guerre arriva à son terme, le retour des millions de soldats dans leurs foyers imposa une période de réajustement de l'économie. C'est cette transition qu'était censée faciliter le G.I. Bill. En fait, ce fut le seul pays important à ne pas sortir ruiner de la guerre. La guerre avait également permis à des économistes keynésiens, sous l'influence de Hansen, de peupler l'administration qui, pendant la période, se dote des moyens en hommes, en idées et en droit, de son action. La paix retrouvée, ils mirent en place une politique de dépense publique qui ne faiblira plus(8).

Ces exemples montrent que la montée vers la guerre ne sera nulle part le secret de la fin de la crise de 1929. La guerre marquera une rupture dans les mentalités, provoquera un besoin de reconstruction intense pendant une dizaine d'années, provoquera une concentration du pouvoir économique dans l'État qui est désormais partout chargé du droit au travail et à la sécurité sociale. La nouveauté Keynésienne devient la nouvelle orthodoxie et tous les gouvernements deviennent alors "keynésiens"(8).

5) <u>Les leçons tirées de cette crise:</u> Il y a quatre préceptes considérés comme des leçons majeures tirées de la crise de 1929 :

5-1) Il faut une politique monétaire active :

Les grosses bulles spéculatives sont toujours gonflées par le crédit, qu'elles portent sur les bulbes de tulipe au 17éme siècle, l'essor de l'Amérique au 18éme, les compagnies ferroviaires au 19éme, Internet au 20éme ou l'immobilier au 21éme. Quand la bulle éclate, ceux qui ont emprunté manquent d'argent. Les banquiers imprudents qui leur ont prêté sont aussi asphyxiés et l'économie tout entière finit par manquer d'air. C'est ce qui s'est passé en 1930, quand la Réserve fédérale des Etats-Unis a fermé le robinet monétaire. Cette fois-ci, la Banque centrale européenne et la Réserve fédérale ont fait l'inverse : baisse des taux d'intérêt, aujourd'hui encore voisins de 0 % aux Etats-Unis et d'à peine 1 % en Europe, prêts massifs aux institutions financières, puis achats d'actifs financiers en grande quantité - le bilan de la BCE s'élève à 2.000 milliards d'euros et celui de la Fed à plus de 2.300 milliards de dollars. Mais il ne suffit pas d'injecter de l'argent dans le système financier pour tout régler. Même si les banques centrales font tout ce qu'il faut faire, les particuliers et les entreprises qui ont trop emprunté restent toujours trop endettés. Et ils préfèrent rembourser avant de consommer ou d'investir(9).

5-2) Il faut une politique budgétaire active :

Après l'éclatement de la bulle, les consommateurs et les entrepreneurs dépensent beaucoup moins. Souvent parce qu'ils manquent d'argent, parfois parce qu'ils craignent d'en manquer. La demande s'effondre. Pour éviter le pire, l'Etat doit prendre le relais. Au début des années 1930, les pouvoirs publics font pourtant l'inverse. Partout, ils veulent réduire les dépenses pour rééquilibrer les comptes publics. Franklin Roosevelt lui-même est élu sur la promesse de réduire la dépense publique de 25 % ! Mais, ensuite, Keynes théorise l'intervention de l'Etat. Et les pays sont vraiment sortis de la crise avec l'effort de guerre, financé par un déficit budgétaire massif. Cette leçon-là a été bien apprise. Dès octobre 2008, les Etats touchés par la crise ont engagé des plans de relance. En 2009, ils ont versé plus de 3.000 milliards de dollars pour ranimer leurs économies. Mais ils n'avaient pas l'argent en caisse. Ils ont donc dû emprunter, au point de mettre en péril leurs finances. Les investisseurs ont refusé de prêter à l'Islande puis à la Grèce. Maintenant, ils se méfient de l'Irlande et du Portugal. Demain sûrement de l'Espagne. Et après-demain, du Royaume-Uni, de la France et même des Etats-Unis. N'en déplaise à ses partisans inconditionnels, la politique budgétaire a trouvé sa limite(9).

5-3) Il faut éviter la guerre monétaire :

Pour relancer l'activité quand une crise de la dette frappe un pays, il reste une solution efficace quand les leviers internes ne fonctionnent plus : affaiblir sa monnaie pour exporter plus facilement et freiner les importations. Le Royaume-Uni dévalue dès 1931, les Etats-Unis en 1933. Les pays du bloc or, dont font notamment partie la France et l'Italie, dévaluent plus tard - et leur activité repartira elle aussi plus tard. Mais la dévaluation est un jeu à somme nulle. Ce que les uns y gagnent, les autres le perdent.

C'est intenable. En 1944, à Bretton Woods, les délégués de 44 pays créent donc un nouveau système monétaire international, aux parités « fixes mais ajustables ». Mais au fil des décennies, le système s'est assoupli. Et, aujourd'hui, la monnaie redevient une arme pour protéger sa croissance au détriment des autres pays. C'est évidemment le cas en Chine, au Japon et dans les autres pays qui accumulent des montagnes de réserves de change. La tentation est forte aussi aux Etats-Unis. La pression des électeurs en souffrance est trop grande pour que leurs gouvernants puissent y résister longtemps. La « guerre des monnaies » ne fait sans doute que commencer(9).

5-4) Il faut éviter le protectionnisme :

La même logique est ici à l'œuvre : chaque pays cherche à limiter les importations pour préserver sa croissance et ses usines. Dès 1930, le Congrès américain vote une forte hausse des tarifs douaniers sur des milliers de produits. Tous les autres pays ripostent en fermant à leur tour les frontières. Le commerce international s'effondre. Plus jamais ça ! Après la guerre, à La Havane, les délégués de 23 pays signent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, qui se muera un demi-siècle plus tard en Organisation mondiale du commerce. Et au premier sommet du G20, fin 2008, les dirigeants prennent l'engagement solennel de maintenir le libre-échange. Mais face à une crise qui dure, les coups de canif se multiplient dans tous les pays pour préserver d'une manière ou d'une autre une industrie, une région, une entreprise. L'organisme Global Trade Alert en recense 1.339 depuis deux ans ! Comme pour la monnaie, la pression de l'opinion publique monte -et il sera difficile d'y résister(9).

L'on pourrait citer bien d'autres exemples -le sauvetage des banques, le rôle de la réglementation financière, la panique des gestionnaires d'actifs. La leçon de ces leçons impossibles est simple. Le problème essentiel, ce n'est pas tant la crise que ce qui l'a provoquée : une formidable accumulation de dettes. Un obèse réchappé d'un infarctus doit maigrir s'il veut survivre. Il en va de même en économie. Après l'infarctus Lehman, nous devons maigrir de toutes les dettes en excès. Il y en a pour des années(9).

Les deux principales leçons de la crise de 1929 ont été tirées dès les années 1930 par John M. Keynes et consolidées par la suite. Premièrement, la reconnaissance de l'instabilité intrinsèque de la finance, due à la difficulté d'ancrer la valeur des actifs financiers dans des valeurs «réelles » et aux comportements mimétiques que cette incertitude engendre. Avoir conscience de cette instabilité implique d'une part de réglementer les marchés financiers et, d'autre part, pour la banque centrale, de traiter rapidement et avec une grande énergie les menaces de crise des liquidités bancaires. Deuxièmement, la reconnaissance des cercles vicieux (crise économique/ crise financière) qui s'approfondissent réciproquement, qui a convaincu de la nécessité d'interventions publiques massives sur la sphère réelle, financées par Im accroissement de la dette publique(9).

cocours.com

À la fin de l'année 1989, quand a éclaté le double krach de la bourse et de l'immobilier qui devait plonger le Japon dans plus de 10 ans de stagnation, le gouvernement japonais ne semblait pas avoir bien compris la leçon concernant la nécessité, pour la banque centrale, d'agir très vite et très fort face à la menace d'une crise de liquidités, en donnant aux banques an accès instantané et illimité à la monnaie centrale. En effet, durant l'année 1990, alors que la bourse et l'immobilier s'effondraient, la banque centrale n'a cessé de relever son taux directeur, politique qui avait d'ailleurs déclenché les krachs. Elle a ainsi perdu un temps précieux dans le traitement d'urgence de la crise bancaire qui commençait à se déployer. Une des premières leçons de la crise japonaise fut donc que la crise de liquidités doit être prise très au sérieux, et si possible très en amont(10).

Mais deux autres leçons ont été tirées de cette crise, en particulier par l'actuel président de la Federal Reserve (FED), Ben Bernanke, qui a étudié de près la question. La première est la pratique de la «détente quantitative », soit l'augmentation rapide de l'actif du bilan de la banque centrale, qui admet en contrepartie de sa création monétaire des créances beaucoup moins sûres et beaucoup plus importantes en volume. La banque centrale se transforme ainsi en prêteur de dernier ressort, non seulement pour les banques mais, à travers elles, pour l'économie tout entière. La seconde leçon est qu'il est inutile, voire néfaste, de différer la purge nécessaire des créances et des titres très surévalués que détiennent les banques. Il faut, au contraire, épurer au plus vite le système financier de son «mistigri » et en profiter pour le restructurer en profondeur, afin qu'il puisse reprendre rapidement son rôle de financement de l'économie. C'est dans ce domaine que le gouvernement japonais a particulièrement hésité, répugnant à prendre des mesures dont la brutalité capitaliste «anglo-saxonne» rudoyait sa culture(10).

Cet ensemble de leçons issues tout autant de la crise de 1929 que de la crise japonaise concernent la politique économique intérieure. Elles ont été dans l'ensemble strictement appliquées par les gouvernements dans la crise actuelle. Dans le domaine du traitement de la crise d'illiquidité, on notera tout au plus une hésitation de la Banque centrale européenne (BCE) à baisser ses taux dès l'éclatement de la crise des subprimes en août 2007 puisqu'elle les a au contraire augmentés en juillet 2008. En revanche, lors de la paralysie totale du marché interbancaire qui a suivi la faillite de Lehman Brothers, les banques centrales ont agi de concert avec une rapidité et une efficacité remarquables. La leçon a été, dans ce cas, parfaitement comprise et appliquée(10).

Cette politique a été assumée et mise en œuvre d'après la méthode de la Banque centrale japonaise, qui avait réussi à sortir le pays de l'ornière en appliquant la détente «quantitative». Cette approche conduit cependant, comme on l'a dit, à bouleverser profondément le bilan des banques centrales. Ce dernier a triplé, voire quadruplé, et contient désormais des créances à risques sur l'ensemble de l'économie. La banque centrale devient ainsi porteuse d'une partie des risques de l'économie. Jusqu'où doit-elle continuer dans ce sens? Combien de temps doit-elle porter ces risques? On imagine mal

qu'il soit considéré comme «démocratique» de la laisser décider souverainement de questions d'une telle importance macro-économique. Certains y voient la fin de l'indépendance des banques centrales. Sur ce plan au moins, une période s'achèverait[10].

SECTION 2:

« Rappel de la crise d'Octobre *2008* ».

paragraphe1: Le dégonflement de la bulle immobilière.

paragraphe2 : Les causes de la crise.

paragraphe3: Les conséquences de la crise.

Paragraphe4: Les politiques contre la crise.

Paragraphe5: Les ressemblances entre la crise 1929 et la crise d'Octobre 2008.

Introduction :

Le thème de ce mémoire porte sur « la crise financière », un thème qui nous concerne tous et qui est dans l'air du temps. Le choix du thème est loin d'être le fruit d'un hasard. Crise économique, crise financière, crise bancaire, crise de crédit hypothécaire, crise mondiale, crise du "subprime", crise réelle, échec du capitalisme, Boom, bulle immobilière, krack, ce sont là autant d'appellations, autant de termes utilisés pour décrire la situation difficile que le monde traverse de nos jours. La crise financière actuelle est profonde qui ressemble en tous points à celle qui a touché le monde économique lors du crack boursier de 1929. Depuis un certain temps, on ne parle que de la crise financière d'octobre 2008 avec ses conséquences désastreuses pour les sociétés cotées en bourse et les grandes banques internationales. Mais pour dire vrai, peu sont les lecteurs qui comprennent les fondements de cette crise, ses causes et surtout leurs prévisibles conséquences. C'est ce que nous allons expliquer, à travers cette première section dans la partie pratique pour mieux comprendre la crise d'octobre 2008.

1) Le dégonflement de la bulle immobilière :

1-1) Chronologie de la crise des subprimes :

- ***Le préalable à la crise :***

- 2001 : Crises de confiance sur la Bourse américaine (Bulle Internet, Attentats du 11/09). La Fed réagit par des baisses des taux d'intérêts.
- 2002-2004 : Invention du subprime, crédit à taux bas pendant 2 ans, puis à taux variable en fonction du taux du marché, pour les ménages qui présentent beaucoup de risque de non remboursement. En cas de non remboursement, les biens immobiliers sont saisis par la banque.
- 2002-2004 : Le taux d'intérêt bas permet des achats sur le marché immobilier, dont les prix augmentent.
- 2004 : Inflation forte avec la hausse des prix du pétrole.
- 2004-2007 : Hausse des taux d'intérêt de la Fed.
- 2006 : Chute des prix de l'immobilier.
- 2007 : Augmentation des saisies immobilières aux États-Unis suite aux non remboursements des subprimes.

- ***La crise de 2008 :***

8 février 2007 : HSBC, banque d'investissement mondiale, annonce la première un problème de liquidité suite aux non remboursements des subprimes.

Juin 2007 : Bear Sterns, banque d'investissement américaine, ferme deux fonds d'investissement liés au marché immobilier.

29 octobre 2007 : Merrill Lynch, banque d'investissement américaine, annonce 2 milliards de $ de pertes. D'autres banques annonceront des pertes identiques dans les

mois qui suivent (l'américaine Bear Sterns, la française Société Générale, la suisse UBS, etc.).

16 mars 2008 : Bear Sterns est sauvée de la faillite par la banque JPMorgan avec l'aide de l'Etat américain.

13 juillet 2008 : Annonce par Paulson du refinancement probable de Freddie Mac et Fannie Mae, les deux fonds qui garantissent les hypothèques aux Etats-Unis.

7 septembre 2008 : Refinancement de Freddie Mac et Fannie Mae par la nationalisation des deux fonds.

15 septembre 2008 : Faillite, la première d'une longue liste, de Lehmann Brothers. Merrill Lynch, en faillite également, est rachetée par la Bank of America.

16 septembre 2008 : Faillite d'AIG, assurances américaines, rachetée par l'Etat américain.

26 septembre 2008 : Faillite de la première banque de détail, Washington Mutual, rachetée par JPMorgan.

30 septembre 2008 : Faillite de Dexia, refinancée par les pouvoirs publics belges et français.

3 octobre 2008 : Vote par le Congrès américain du Plan Paulson de sauvetage du marché financier.

6 octobre 2008 : Chute historique des cours du CAC40 et du Dow Jones, qui se poursuivra toute la semaine.

8 octobre 2008 : Les grandes Banques Centrales ont baissé leurs taux d'intérêt d'un commun accord.

12 octobre 2008 : Annonce par l'Union Européenne d'un plan de sauvetage du marché financier.

15 octobre 2008 : Vote par le Parlement français d'un plan de sauvetage des banques.

1-2) Pourquoi la crise a éclaté ? :

Alternatives économiques Septembre 2007 :

A/ *Comment la crise est née :*

L'histoire commence sur le marché américain des prêts immobiliers dits «subprime». Ce sont des crédits accordés aux ménages présentant de trop faibles garanties pour accéder aux emprunts normaux dits « prime », soit parce qu'ils ont déjà eu des difficultés financières par le passé, soit que la faiblesse de leurs revenus limite par trop leur capacité de remboursement. Ce type de crédit s'est fortement développé aux États-Unis, surtout à partir de 2004-2005. En 2006, il représentait 40% des nouveaux **crédits hypothécaires (*)**.

Les ménages qui en avaient les moyens avaient, eux, déjà abondamment profité de la longue période de taux d'intérêt bas pour acheter ou pour s'agrandir. Résultat : au moment où les taux d'intérêt ont commencé à remonter, c'est donc une clientèle moins solvable qui va être courtisée par le business du crédit immobilier pour continuer de faire des affaires(1).

Et tous les moyens sont bons pour la séduire : des formules de prêt de plus en plus exotiques se développent. Toutes ont en commun de prévoir des remboursements faibles dans les premières années, suivis au cours des années ultérieures d'un alourdissement parfois considérable de la charge de la dette(1).

Comment des établissements de crédit ont-ils pu prêter à des ménages aussi fragiles dans des conditions aussi hasardeuses ? La réponse réside dans un système qui allie l'absence de règles protectrices pour les emprunteurs à une extrême sophistication du traitement du risque du côté des prêteurs. Sur le moment, tout le monde y trouvait son compte : les ménages emprunteurs, souvent inconscients des conditions réelles de remboursement de leur prêt, trouvaient là l'occasion d'accéder à la sacro-sainte propriété ; les courtiers empochaient leurs commissions sur les contrats commercialisés ; Les établissements financiers pouvaient sortir ces créances quelque peu douteuses de leur bilan en les transformant en titres vendus sur les marchés financiers, Les Mortgage Backed Securities (MBS), c'est ce qu'on appelle la **«titrisation (*)**»des créances ; enfin, les investisseurs achetaient ces titres offrant une très confortable rémunération(2).

En effet, pour compenser la mauvaise qualité des créances sur lesquelles ils étaient adossés, ces titres offraient des taux d'intérêt nettement supérieurs au standard du marché. Mais dès la fin de l'année 2006, il est apparu qu'un nombre croissant de ménages ne pouvait faire face à leurs remboursements. Les taux de défaut sur les prêts subprime commencèrent à augmenter dans des proportions inquiétantes. Après les ménages, forcés de vendre leur maison sur un marché immobilier désormais complètement déprimé, ce fut au tour des établissements spécialisés qui leur avaient

prêté d'être touchés. Les premières faillites de prêteurs firent la une de l'actualité américaine au premier trimestre de cette année[2].

En quelques mois, une vingtaine d'établissements ont dû ainsi mettre la clé sous la porte. Mais ils n'étaient heureusement pas de taille à déstabiliser les grandes banques. Après tout, le total des prêts subprime ne représentait que 13 % du total des prêts hypothécaires. Les déboires des emprunteurs semblaient pouvoir être absorbés sans trop de remous. D'autant que le risque de défaut sur les titres émis par ces établissements de crédits était distribué entre une multitude d'investisseurs.

C'est l'avantage des opérations de titrisation : tout le monde détient un peu de risque, mais aucun grand établissement n'en porte suffisamment pour flancher. La suite des événements a cependant montré que cette large répartition des risques peut aussi conduire à aggraver la panique quand le marché ne sait plus les situer ni les quantifier[3].

B/ *Comment elle s'est étendue au monde entier :*

Au cours de cet été, la crise de la subprime a pris en effet une nouvelle dimension. Les dégâts se sont étendus aux investisseurs dont le portefeuille se révélait un peu trop chargé de titres adossés à des crédits subprime. Fin juillet, deux fonds spéculatifs, des **hedgefunds (*)** de la grande banque d'investissements américaine Bear Stern, en ont fait les frais les premiers. Il faut dire que les hedgefunds, toujours à la recherche de rendements élevés, étaient particulièrement friands de ces titres. Quand la contre-performance des subprimes s'est amplifiée, certains déposants ont demandé à retirer leurs fonds et des créanciers ont refusé de reconduire leurs crédits. Les fonds de Bear Stern n'ont pu alors faire face et ont fait défaut[3].

La crise n'a pas tardé à traverser l'océan. Bien qu'il n'y ait pas en Europe d'équivalent au marché subprime américain, ni de titrisation des prêts hypothécaires d'une telle ampleur, les banques ou des organismes de placement européens s'étaient amplement fournis en titres adossés à du subprime auprès des banques américaines[3].

C'est ce qui a placé en particulier la banque allemande IKB, spécialisée dans le crédit aux petites et moyennes entreprises, au bord du gouffre. A tel point que Jochen Sanio, à la tête du régulateur boursier allemand, la BaFin, a estimé que son pays était « menacé de la plus grave crise financière depuis 1931 ». Sous l'égide des pouvoirs publics, un consortium de banques allemandes a dû voler au secours de l'aventureuse IKB. En France, plusieurs gestionnaires de fonds ont aussi été touchés, tels AXA IM ou Oddo[3].

Si le poison de la subprime a pu se diffuser à ce point dans les vaisseaux du système financier, c'est qu'il était encapsulé non seulement dans les Mortgage Backed Securities, mais aussi dans beaucoup d'autres titres. En particulier dans les désormais fameux CDO, Collateralised Debt Obligations. Ils illustrent l'inventivité sans limite des

financiers, agglomérant toutes sortes de titres représentatifs de créances crédit à la consommation, aux entreprises, mais aussi crédit hypothécaire subprime combinés avec des dérivés de crédit (*), censés fournir une assurance contre le risque de défaut[2].

Le résultat est un produit dit «structurer», un feuilleté dont chaque couche présente un niveau de risque différent. Il y en a pour tous les goûts : les investisseurs prudents peuvent acheter les tranches les plus sûres, normalement prémunies contre la défaillance des emprunteurs, tandis que les hedgefunds, plus aventureux, prennent les tranches les plus risquées, exposées aux premières pertes, mais encore plus grassement rémunérées. Les CDO ont connu un véritable engouement de la part des investisseurs. Depuis 2001, l'encours de ces titres a doublé en moyenne chaque année[3].

Les **agences de notation(*)** ont une grosse part de responsabilité dans cette vogue, car elles ont accordé d'excellentes notations à ces produits. Au point que la Commission européenne a lancé une enquête à propos de leur rôle dans la crise. Un CDO peut fort bien contenir des titres adossés à du subprime tout en étant noté d'un « triple A » (la meilleure note) sur ses tranches les moins risquées, à l'égal des bons du Trésor émis par les États souverains (des titres de dette considérés comme les moins risqués). C'est ce qui a permis à des investisseurs soumis à des règles de prudence très strictes comme les fonds de pension d'en détenir dans leur portefeuille. Mais l'opacité de ces produits est à la mesure de leur sophistication. Et dès lors que la présence de subprime dans leur composition a été suspectée, la défiance s'est étendue à tous les CDO (**Collteralized Debt Obligation(*)**), et plus largement a quasiment tous les titres de dettes[2].

C/ *Pourquoi elle a été aussi grave :*

Une nouvelle étape a été franchie dans la deuxième semaine du mois d'août, quand la crise s'est transformée en crise de liquidité. La liquidité, c'est-à-dire la capacité à réaliser des opérations de vente et d'achat de produits financiers sans délai ni coût notable, est l'oxygène des marchés financiers[4].

Or, c'était le talon d'Achille des nouveaux produits structurés. En période normale, ces produits hautement sophistiqués, conçus quasiment sur mesure en fonction des demandes des investisseurs, étaient déjà peu liquides. Mais avec la suspicion croissante dont ils ont commencé à faire l'objet, les acheteurs ont cette fois complètement déserté[4].

Dans ces conditions, impossible de déterminer un prix. Même les modèles mathématiques utilisés par les gros investisseurs pour estimer la valeur de leurs titres n'arrivaient plus à les calculer pour ces produits. « L'évaporation complète de la liquidité sur certains segments de marché aux États-Unis a rendu impossible la valorisation adéquate de certains actifs », indiquait BNP Paribas le 10 août 2007, lorsqu'elle a suspendu le calcul de la valeur liquidative de trois de ses fonds (ce qui a pour effet de

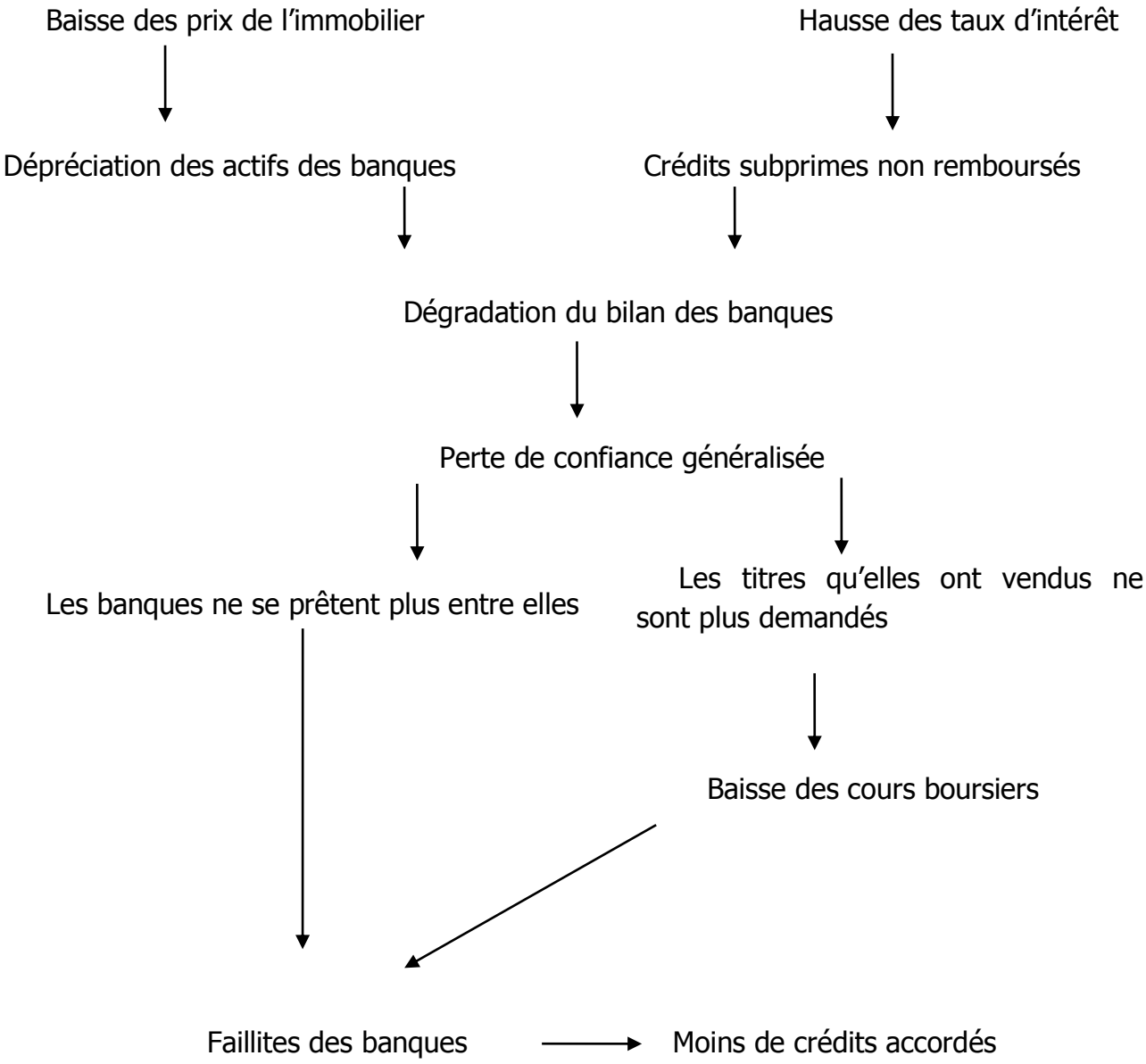
geler les avoirs qui lui sont confiés). L'annonce a fait l'effet d'un coup de tonnerre. Et ce, d'autant plus que la banque avait annoncé des résultats records une semaine auparavant et s'était vantée d'être à l'abri des éclaboussures de la crise du subprime[4] !

La réaction des autres banques au lendemain de cette annonce n'avait rien de rassurant. Leur méfiance les unes à l'égard des autres était telle que, dès l'ouverture du marché monétaire (le marché où elles se prêtent de l'argent entre elles), le taux au jour le jour a bondi à 4,7 %, contre 4 % habituellement. Ce qui suffit à bloquer les transactions, car compte tenu des taux d'intérêt pratiqués vis-à-vis de leurs propres clients, les banques ne pouvaient plus gagner d'argent en empruntant elles-mêmes à des taux aussi élevés. « Normalement, les banques s'échangent en permanence des liquidités sur le marché monétaire. Là, plus personne ne voulait prêter à personne », expliquait Philippe Weber, responsable des études économiques chez CPR-AM. « Quand la Société générale ne veut plus prêter à la BNP, cela devient très inquiétant», ajoutait un trader[5].

A cette situation exceptionnelle, la Banque centrale européenne a répondu en ouvrant sans restriction le robinet du crédit au jour le jour. Autrement dit, elle a autorisé les banques à emprunter auprès d'elle, pour la journée, tout ce dont elles avaient besoin, au taux de 4 %. Résultat : les banques se sont littéralement jetées sur les liquidités : 95 milliards d'euros ont été injectés ce jour-là, soit davantage qu'au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 (la BCE n'avait alors dû prêter « que » 69 milliards d'euros). Le lendemain, la BCE a de nouveau prêté 61 milliards, puis encore plusieurs dizaines de milliards d'euros les jours suivants... Dans le même temps, la Banque centrale des États-Unis (Fed) et celle du Japon intervenaient également, quoiqu'avec une moindre ampleur. De plus, le 17 août dernier, la réserve fédérale américaine a baissé son taux d'escompte de 0,5 %. Ramenant, au bout de deux semaines, un calme précaire sur les marchés[5].

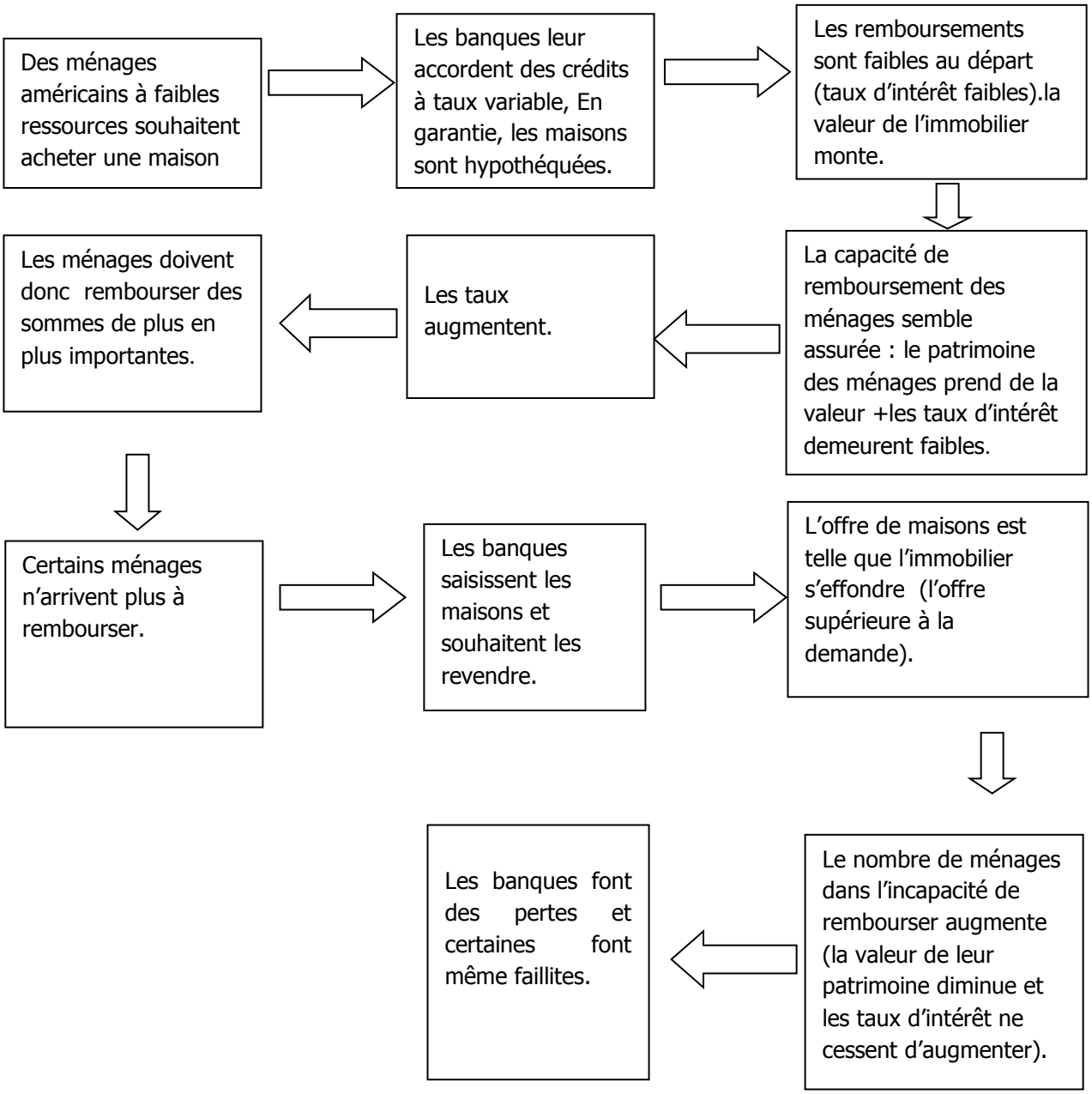
1-3) Explications schématiques :

A/ *Une première explication rapide :*

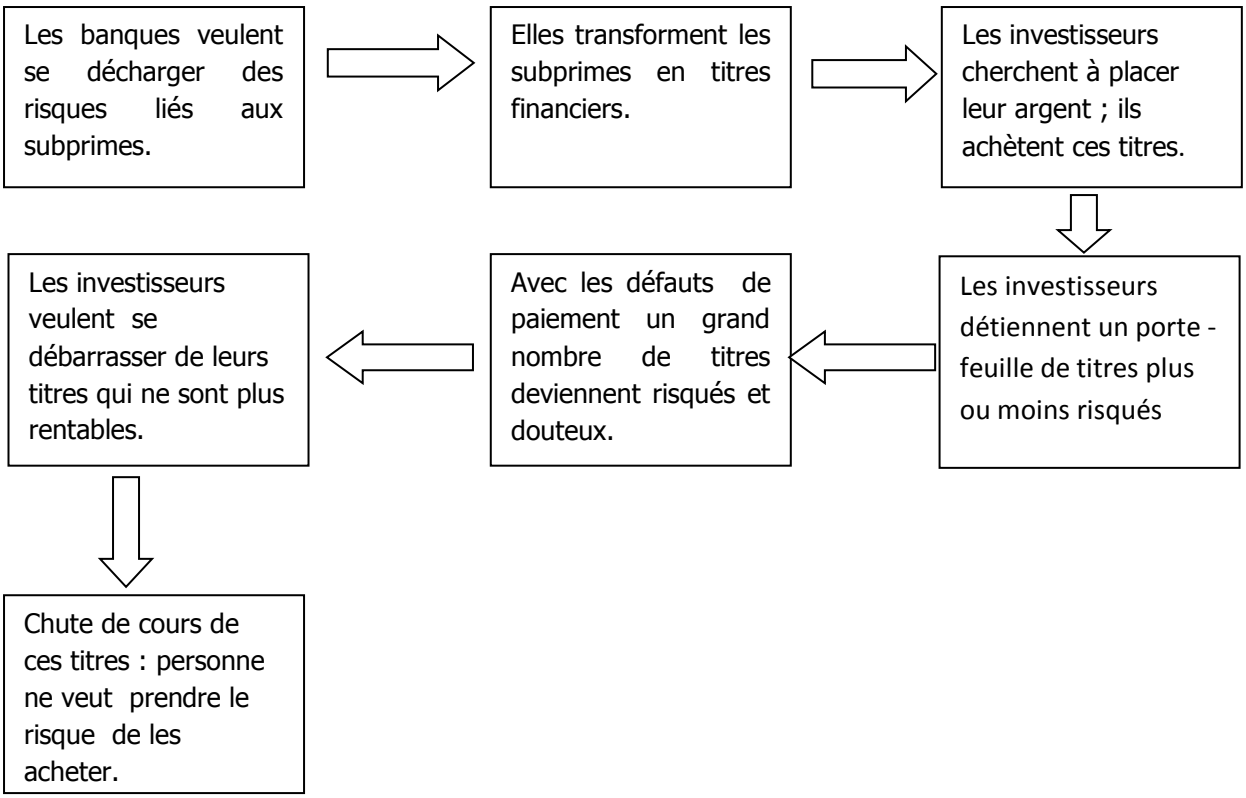


Clicours.COM

B/ *Ou, plus détaillée :*



C/***Le phénomène de « titrisation » :***



1-4) ORIGINE DE LA CRISE :

Avant d'essayer d'expliquer l'origine du phénomène de la crise des subprimes, il faut d'abord les définir puis présenter le contexte dans lequel ces crédits ont trouvé leur naissance.

A/ *Un contexte favorable à la distribution de crédits immobiliers :*

La crise américaine actuelle a pour origine les subprimes qui sont des crédits immobiliers fortement risqués accordés par les banques américaines à des ménages à revenus modestes peu solvables ou à l'historique de crédit difficile. Leurs taux d'intérêt sont variables et indexés sur la base de taux directeur de la **FED(*)**, majorés d'une prime de risque (dans les cas des subprimes elle est élevée). Les premières années du prêt (1, 3 ou 5 ans en général) sont couvertes par un taux d'intérêt fixe promotionnel de 1%, qui devient variable par la suite(4).

Ce type de crédits a été à la base soutenu par une législation de 1977 le CRA **(Community Reinvestement Act(*))** qui limitait le pouvoir des institutions américaines à refuser des crédits, par les décisions du Département of Housing and Urban Development **(HUD (*))** sans lesquelles de tels prêts ne seraient pas octroyés, mais aussi du fait que les emprunteurs hypothécaires ont la possibilité d'emprunter jusqu'à 110% de la valeur de l'immeuble objet du prêt et de ne rembourser que la partie intérêt de leur mensualité, lequel est complètement déductible d'impôts(4).

Les réductions de taux d'intérêt étaient aussi encouragées pour prévenir les perturbations dont l'économie américaine pouvait être victime suite au krach de la bulle technologique (Internet) à la fin 2000 et au lendemain des événements du 11 septembre 2001. Pour financer leur consommation et l'acquisition de logement, les ménages américains, souvent poussés par des intermédiaires payés à la commission, n'hésitaient pas à s'endetter à des niveaux qui dépasseraient largement les plafonnements européens. En contrepartie, les emprunteurs mettent leurs biens immobiliers en gage. Au total ces prêts hypothécaires représentent un montant de 1 200 milliards de dollars (806 milliards d'euros) [(4)].

Ces crédits « bon marché », dont la distribution a largement transgressé le respect des règles prudentielles, ont favorisé le gonflement de la bulle immobilière, qui s'est développée lentement soutenue par la demande spéculative que favorisaient les augmentations des prix de logements (elles étaient de plus de 10% l'an), mais aussi par les techniques de commercialisation de prêts plus offensives et les techniques de titrisation compliquées[(4)].

B/ *Mutualisation des risques excessifs (titrisation) :*

Certains établissements financiers américains ont fait des « crédits subprimes » leur spécialité et obtiennent des gains convenables grâce à ces crédits risqués. Pour démultiplier les risques, ces derniers sont découpés et insérés dans des produits financiers sophistiqués sous forme de titres (ABS, RMBS, CMBS, CDO), qui sont vendus aux banques et investisseurs institutionnels comme les Hedges funds (fonds spéculatifs), les assureurs, les OPCVM, les fonds de pensions, fonds d'investissement, les FCC, à travers le monde entier.

Ces produits jugés initialement à haut rendement, ont été particulièrement prisés par ces investisseurs, qui, croyant les rentabiliser, les achètent de manière considérable soit sous forme de créances spécifiquement hypothécaires (RMBS) soit dans des paquets de créances diversifiées (CDO et leurs variantes), parfois sans connaître les risques réels, qui s'avèrent être largement sous-estimés par les agences de notation, en l'occurrence, les agences Standard & Poors, Moody's, Fitch, qui ont donné avec largesse des notes AAA, (ces notes ont dû être par la suite revues à la baisse)[(6)].

Sans nul doute, le système a fonctionné mais pour qu'il puisse durer, il faut au moins deux conditions d'une part, que les taux d'intérêt soient relativement stables et de l'autre, que la valeur de l'immobilier reste appréciable[(6)].

C/ *Le départ de la crise : un choc exogène, la hausse des taux d'intérêt de la FED:*

Incontestablement, la crise des subprimes est née au second semestre 2006 justement lorsque l'accroissement des taux d'intérêt directeurs de la Federal Reserve (FED) a provoqué l'augmentation des taux d'intérêt des crédits immobiliers, qui passent

de 1% à 5,25% entre 2004 et 2006. Ceci déclenche par voie de conséquence la cessation de paiement des ménages à l'origine à faibles revenus, lesquels, faut-il le souligner, n'ont pas connu de majoration depuis quelques années. Le non remboursement s'est vite amplifié, en 2007 son taux avoisine les 15%, un site Internet spécialisé a fait état de 1 268 525 défauts de paiement constaté(7).

Une saisie par les banques des biens immobiliers et leur mise sur le marché, lequel bénéficiait depuis quelques années d'une hausse continue des prix, a fait exploser l'offre alors que la demande a baissé (à cause notamment de l'envolée des taux d'intérêt bancaire), entraînant dans le sillage l'effondrement des prix de l'immobilier à partir de 2006. Le déséquilibre sur ce marché a fait éclater la bulle immobilière et aggraver les conséquences de son éclatement. Le marché immobilier américain a perdu approximativement 20% les 18 derniers mois précédant la crise(7).

Outre, les conséquences directes sur le secteur immobilier qui connaît une crise aiguë, sur les ménages américains endettés (plus d'un million de familles s'est retrouvé sans toit du jour au lendemain), la faillite des établissements spécialisés dans les subprimes qui n'ont pas été remboursés comme le New Century Financial Corporation, il s'en est suivi une chaîne d'effets directs et indirects(7).

***D/** La transmission de la crise par les titres et les fonds d'investissement :*

La grande courroie de transmission de la crise est constituée par les titres adossés aux crédits hypothécaires acquis par les investisseurs institutionnels et les banques. Indéniablement ces spéculateurs se sont retrouvés dans de graves difficultés du fait de la chute de la valeur de ces produits dérivés acquis, qui deviennent désormais (compte tenu du nouveau contexte) des « titres toxiques » ou « titres pourris » dont il faut se « libérer ». Or, il se trouve que la plupart de ces fonds spéculateurs souvent opaques et enregistrés dans les « paradis fiscaux » (hedges funds et fonds d'investissement…) appartiennent ou sont financés par différentes banques au niveau international, autrement dit, pour se financer, ils font recours à l'effet de levier en utilisant peu de fonds propres mais beaucoup d'emprunts auprès de ces institutions. (Suite à quoi, les pays européens ayant pris connaissance de l'immoralité des fonds de spéculations ont interdit les placements à découvert)(8).

***E/** La crise de liquidité et la généralisation de la crise de confiance :*

L'ensemble du secteur bancaire américain et mondial, qui s'est directement ou indirectement impliqué dans les subprimes, doit triplement en supporter les risques : ceux reliés aux crédits immobiliers distribués (par les banques américaines) non remboursés, ceux découlant des fonds d'investissement financés par les banques internationales, mais aussi les risques des fonds d'investissement que celles-ci géraient(8).

On comprend alors que les incertitudes sur les engagements des banques et la crainte du ralentissement général de leurs activités, alors qu'elles furent durant les précédentes années de véritables moteurs de croissance, ont créé un climat de suspicion, les banques ne prêtent pas et ne se prêtent pas, conduisant ainsi à une véritable crise de liquidité. L'illiquidité du marché monétaire a fini par gripper le système financier(8).

Tous les intervenants de la finance, gagnés par la panique nourrie par l'asymétrie de l'information, adoptent des comportements moutonniers et, la crise de confiance se généralise. Considérée au départ par certains analystes dont Alain Minc11 comme une « crise grotesquement psychologique », la crise des subprimes a finalement pris une grande amplitude à partir de l'été 2007. Entretenue par le manque de confiance, par la pénurie de liquidité, par le resserrement de crédits (remontée des taux d'intérêt, sélection forte des emprunteurs) et par l'opacité de l'information, elle s'est transformée depuis octobre 2008 en « la crise la plus grave depuis la seconde guerre mondiale».

Le phénomène de contagion de la crise a des répercussions non seulement sur l'ensemble de l'économie américaine mais de plus en plus à l'échelle mondiale(9).

- *La crise des subprimes à l'origine d'un effondrement systémique* ***:***

	Avant 2007	**Après 2008**
1. Caractéristiques de la Finance :	Efficience des marchés financiers.	Myopie des marchés et inefficience dans l'allocation du capital.
2. Rôle de l'Etat :	Laissez-faire pour la finance.	Interventionnisme porteur de stabilité financière.
3. Organisation financière :	Supériorité de la finance directe, déclin des banques.	Instabilité de la finance, rôle crucial des banques.
4. Méthode de gestion :	▪ Pouvoir des modèles estimés sur les régularités passées. ▪ Recours à la juste valeur.	▪ Blocage des évaluations et des transactions internes au système financier. ▪ Spirale déflationniste due à la juste valeur.
5. Innovations financières :	▪ Complexité croissante dans la séparation entre financement et prise de risque. ▪ Explosion du nombre et de la variété des produits dérivés.	▪ Crise systémique de la formation du prix des produits dérivés. ▪ Retour vers des produits financiers de base, course à la sécurité et à la liquidité.
6. Régime de croissance :	Modèle de croissance tirée par la Finance.	Retour en force des facteurs réels de la croissance.
7. Trajectoires nationales de financiarisation :	Faible croissance de l'Europe et du Japon expliquée par le retard dans la financiarisation.	Crise financière systémique singulière aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

2) les causes de la crise:

La crise financière actuelle, que d'aucuns commencent à qualifier déjà de la plus grave depuis celle de 1929, est le résultat d'un processus cumulatif de facteurs.

2-1) Les causes théoriques :

A/ Pour l'économiste américain Milton Friedman, rien dans le système économique n'a autant d'importance que la quantité de monnaie. Partant de là, il estime que la régulation de la masse monétaire ne doit pas être abandonnée au jugement des autorités de l'institut central d'émission, comprenez par-là, de la banque centrale – malgré toute leur bonne volonté, dit-il, ces personnages ne parviendront jamais à adapter exactement la masse monétaire aux nécessités du moment(10).

Il affirme que de cette façon, la masse monétaire s'adaptera au besoin d'augmentation des salaires, des stocks et prêts d'une part ; et d'autre part, la régularité de son augmentation permettra de maintenir l'économie dans la voie de la croissance.

Tel est, en substance, ce que préconise le prix Nobel d'économie, bien écouté du Parti Républicain aux USA. On est en plein cœur d'un libéralisme guidé par les politiques monétaires avec la bénédiction du marché. L'Etat n'a aucun rôle à jouer.

B/ La seconde cause qui découle bien entendu de la première est les subprimes ou les prêts immobiliers qui ont été accordés de façon inconsidérée aux Etats-Unis par les banques. Comment en est-on arrivé à la construction d'un système aussi incertain ou pour parler comme le Secrétaire au Trésor américain de « risque systémique ». Motivés par les profits, les organismes de crédits hypothécaires ont prêté à un secteur de la population déjà fortement endetté(10).

Il faut cependant retenir que les conditions de ces prêts à haut rendement (pour les banques) constituent une véritable arnaque comme le soulignent Millet D. et Toussaint D. (30 mars 2008). En fait, le taux est fixe et raisonnable au cours des deux premières années ; puis, augmente fortement ensuite. Par ailleurs, les institutions financières (prêteurs) affirmaient aux emprunteurs que le bien qu'ils achetaient, gagnerait rapidement de la valeur au regard de l'augmentation de son prix.

Le résultat, c'est que la bulle du secteur a fini par exploser en 2007, et les prix ont commencé à baisser. Attendu que le nombre d'incapacités de paiement s'est substantiellement accru, les institutions de crédits hypothécaires se sont retrouvées dans des difficultés de remboursement de leurs dettes. Il faut rappeler que les deux principales banques en faillite au début de la crise ont une longue histoire. En effet, la Fannie Mae, créée en 1968, d'origine publique, avait pour objectif, lorsque la décision fut prise de la coter en bourse, de financer la guerre du Vietnam. En 1980, est créée la Freddie Mac qui est venue compléter le rôle de la première.

L'objectif de ces deux banques était d'assurer la transparence du marché immobilier en garantissant les prêts immobiliers ou en les rachetant aux banques. Ainsi que le rapporte le journal Le Monde Diplomatique, en 1990, les deux institutions détenaient 740 milliards de dollars de crédit. Dans les prévisions, ce chiffre devait atteindre 1250 milliards de dollars en 1995 et dépasser 2000 milliards de dollars en 2005. A la veille de leur nationalisation récente, leur portefeuille était de 5 400 milliards de dollars soit 45% de l'encours total du crédit immobilier aux Etats-Unis.

Dans le même temps, les deux sociétés soutenaient 97% des titres adossés à des prêts hypothécaires. Avec le soutien d'Alain Greenspan, ancien directeur de la Réserve fédérale américaine (Fed) qui affirmait en 2004 qu'« une baisse sévère du marché immobilier était peu probable aux Etats-Unis… ».

Cet enthousiasme et ces déclarations ont soutenu l'investissement dans les actions et obligations des deux banques qui connurent un âge d'or sans précédent. Mais cette croissance était déjà entachée de nombreuses irrégularités et fraudes qui ont conduit dans les années 2004-2006 à la condamnation de chacune d'elles à des amendes. En réalité, d'un rôle qui devait permettre au plus grand nombre d'américains d'avoir accès à la propriété immobilière, les deux géants ont plutôt cherché à maximiser les revenus de leurs actionnaires et principalement de leurs dirigeants.

Elles étaient devenues tellement puissantes qu'elles influaient sur les décisions du Congrès en matière réglementaire. C'est dans ce contexte que les deux banques ont accumulé les dettes, et les « marchés » constatèrent la « catastrophe » : d'où la crise. En effet, en 12 mois, les deux sociétés avaient accumulé des pertes de 14 milliards de dollars et dans le même temps leurs actions avaient perdu plus de 90% de leur valeur. Elles devaient rembourser une dette de 1600 milliards de dollars dont 230 milliards venaient à échéance fin septembre(10).

Les grandes banques, par souci de protection, ont refusé de leur octroyer de nouveaux crédits ou tout simplement ont préconisé le relèvement des taux d'intérêt. Il y a eu d'autres opérations plus complexes dans le même secteur immobilier qui ont fini par saper l'ensemble du système financier américain. C'est dans ce contexte que le Trésor américain est intervenu, début septembre, pour leur injecter 200 milliards de dollars. Ce fut les premières nationalisations qui ont fait dire au sénateur républicain du Kentucky, Jim Bunning, dans son interpellation du Secrétaire au Trésor, ceci : « Quand j'ai ouvert mon journal hier, j'ai cru que je m'étais réveillé en France. Mais non, il s'avère que le socialisme règne en maître en Amérique ».

C/ La troisième cause est la hausse du prix du pétrole qui a renchéri les coûts de production des entreprises industrielles, entraînant une baisse de compétitivité ; l'augmentation des prix ; une baisse de la consommation des biens durables des ménages ; une « chute libre » de l'investissement résiduel et l'accumulation de stocks invendus par les entreprises. Toutes choses qui ont réduit la croissance économique du

pays. Inexorablement, on s'est acheminé vers une réduction des emplois. On sait que depuis 2001, environ 30% de l'augmentation des emplois aux Etats-Unis est liée à [10]:

- Le renforcement des oligopoles et monopoles au détriment de la concurrence.
- La forte concentration mondiale des fortunes entre les mains d'une minorité.
- Le développement de la spéculation financière qui a pris une ampleur sans Précédent dans l'histoire du système capitaliste mondial, favorisé par un système libéral sans gouvernail.

2-2) La théorie de dominos, la théorie des jeux et le jeu des casinos :

En 2007, la 5ème banque américaine, la banque Bear Steans, tombe en faillite et plusieurs grandes banques comme Merrill Lynch, Washington Mutual, Wachovia, doivent se faire racheter afin de sauver leur activité[11].

Le gouvernement américain ne bouge pas et laisse le marché faire sa loi et provoque ainsi une crise de confiance sans précédent. Mais avec la faillite de ces banques, c'est tout le système bancaire qui s'effondre comme un château de carte. Les banques centrales américaine et européenne n'ont cessé depuis l'été 2007 d'injecter massivement des liquidités dans le marché interbancaire. Mais la crise est profonde et les dizaines de milliards de dollars injectés par les gouvernements n'ont pas réussi à stopper l'hémorragie[11].

La contagion traverse lentement, mais sûrement, l'Atlantique pour atteindre les plus grandes banques en Europe (France, Angleterre, Allemagne, Espagne,..). Toutes les banques qui ont joué dans le grand casino des produits financiers, qui est la bourse américaine, ont été atteintes à des degrés variables. Mais le malheur des uns fait le bonheur des autres. Dans le jeu boursier, c'est comme au casino, quand il y a un perdant, il y a nécessairement un gagnant et certains joueurs ont bien rempli leurs comptes avec les pertes encaissées par d'autres joueurs. C'est la théorie de vases communicants. Pour les spéculateurs, la crise financière est le moment idéale pour réaliser des bénéfices. Ainsi commence la manipulation des cours des actions et autres placements[12].

En 2008, un autre géant bancaire américain, la banque Lheman Brothers, tombe à son tour en faillite à cause des dépréciations d'actifs au niveau de son portefeuille de crédits immobiliers. La perte s'élevait à près de 4 milliards de dollars. En activité depuis plus de 150 ans, Lehman Brothers était une banque d'investissement multinationale proposant des services financiers diversifiés et avait réalisé 4 milliards de dollars de profit en 2006. Avec l'effondrement de Lehman, et par effet dominos, les actions des autres banques ont plongé entraînant, dans une spirale infernale, de fortes baisses des principales places financières internationales. Une panique générale s'est emparée du secteur bancaire international. Pourtant, les banques ont réalisé des centaines de milliards de dollars de profits au cours des dix dernières années. Elles ont donc constitué

des réserves et provisions pour risques et charges considérables pour tenir un siècle. Où sont donc passés tous ces milliards de dollars ? Avec la faillite de la banque Lehman, la méfiance s'est installée au sein du secteur bancaire. Les banques se méfient des particuliers et révisent à la hausse leurs conditions d'octroi de crédit(11).

Toutes les banques qui avaient parié sur les portefeuilles de crédits à risque ont enregistré des pertes et souffrent de problèmes de liquidités de solvabilité. Mais personne ne sait qui sont les banques les plus touchée et quelle l'ampleur des pertes subies. La confiance disparaît de plus en plus et la crise s'aggrave du jour en jour(11).

La crise de confiance s'installe et se propage comme de la foudre : Les banques refusent de se prêter de l'argent entre elles (dans le cadre du marché interbancaire) comme aux particuliers et aux entreprises. On nationalise les pertes et on privatise les profits Les problèmes de solvabilité et de liquidités ont atteint des degrés tels qu'il est devenu impossible pour les banques les plus affectées de garder le secret et de continuer à cacher leur situation financière désastreuse au public. Du jour au lendemain, les actions de certaines grandes banques ont perdu 90% de leur valeur. Les clients qui ont placé leur épargne en achetant des actions se trouvent aujourd'hui ruinés et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) craint une recrudescence du nombre de suicide et des troubles mentaux parmi les victimes des turbulences financières(12).

En Europe, la banque Fortis, première banque belge, un géant de la finance européenne, qui compte des millions de clients, s'est effondrée en septembre 2008. Ses pertes ont dépassé 20 milliards d'euros ! Les responsables de la banque appellent l'Etat belge au secours. Il faut une première injection immédiate de plus de 10 milliards d'euros pour réanimer Fortis. Les gouvernements belge, néerlandais et luxembourgeois ont décidé en urgence d'injecter une première dose de 11,2 milliards d'euros dans les différentes filiales bancaires du groupe Fortis(12).

Le gouvernement belge investira 4,7 milliards d'euros dans Fortis Banque en échange d'une participation de 49%. Le gouvernement néerlandais investira 4 milliards et le Luxembourg 2,5 milliards sous forme d'obligations convertibles. Ces milliards ont permis de sauver quelques passagers mais le bateau Fortis continue à couler. Le fleuron des banques privées belges a été nationalisé à la hâte pour être ensuite bradé au groupe Français BNP Parisbas. Fortis avait acheté la banque Hollandaise ABN Amro pour plus de 24 milliards d'euros. L'Etat néerlandais entre dans l'opération de sauvetage de Fortis mais il ne sauve que ses intérêts. Finalement le gouvernement hollandais a décidé de sauver sa propre banque pour 10 milliards d'euros. Ce qui signifier pour Fortis une perte de 14 milliards d'euros. Excellente opération pour les hollandais, ils réalisent un bénéfice de 14 milliards d'euros dans un temps record sans débourser un seul euro de leur poche: ils prélèvent 10 milliards d'euros de la recette de la vente d'ABN Amro (24 milliards d'euros) pour racheter le même ABN Amro à 10 milliards d'euros(12).

Une autre banque importante franco-belge manifeste à son tour les mêmes symptômes de la grippe financière. C'est la banque Dexia spécialisée dans le crédit aux communes. Sa filiale américaine (FSA) a enregistré des pertes importantes qui se sont répercutées sur les actions de Dexia qui ont chuté de plus de 30% en un jour. Les dirigeants ont été remerciés, les cours ont continué à s'effondrer, c'est la panique générale et de nouveau les Etats Belge et Français et Luxembourgeois sont appelés au secours de Dexia(11).

Les gouvernements de ces trois pays se sont engagés à garantir les financements interbancaires de la banque Dexia de manière à ce qu'elle puisse disposer de suffisamment de liquidités pour faire face aux engagements pris auprès des clients. Le secteur bancaire et les partis politiques libéraux sont historiquement et idéologiquement contre l'intervention de l'Etat dans la vie économique. Aujourd'hui, ces mêmes secteurs et mêmes acteurs font appel au parapluie de l'Etat(12).

• Le gouvernement américain qui a injecté des dizaines de milliards pour soutenir le dollar et la bourse a voté un budget colossal de 700 milliards de dollars pour aider les voyous de la finance(11).

• Le Japon vient d'annoncer qu'il a injecté le 9 octobre, un total de 4000 milliards de Yen (30 milliards d'euros) sur le marché bancaire. C'est la fois qu'il injecte une telle quantité d'argent en une seule journée depuis le début de la crise financière(12).

2-3) Les causes militaro-financières :

Dans son discours d'adieu du 17 janvier 1961, le président (et ancien général) Dwight Eisenhower avertit les américains que le lobby militaro-industriel pourrait faire planer un jour une menace sur la liberté et la démocratie. Il disait en substance : « La présence simultanée d'un énorme secteur militaire et d'une vaste industrie de l'armement est un fait nouveau dans notre histoire. Cette combinaison de facteurs a des répercussions d'ordre politique, économique et même spirituel, perceptibles dans chacune de nos villes, dans les chambres législatives de chacun des Etats qui constituent notre pays, dans chaque bureau de l'administration fédérale(13).

Certes, cette évolution répond à un besoin impérieux. Mais nous nous devons de comprendre ce qu'elle implique, car ses conséquences sont graves. Notre travail, nos ressources, nos moyens d'existence sont en jeu, et jusqu'à la structure même de notre société. Dans les organes politiques, nous devons veiller à empêcher le complexe militaro-industriel d'acquérir une influence injustifiée, qu'il l'ait ou non consciemment cherchée. Nous nous trouvons devant un risque réel, qui se maintiendra à l'avenir : qu'une concentration désastreuse de pouvoir en des mains dangereuses aille en s'affermissant(13).

Clicours.COM

Nous devons veiller à ne jamais laisser le poids de cette association de pouvoirs mettre en danger nos libertés ou nos procédures démocratiques. Nous devons nous garder contre le risque de considérer que tout va bien parce que c'est dans la nature même des choses[13].

Seul un ensemble uni de citoyens vigilants et conscients réussira à obtenir que l'immense machine industrielle et militaire qu'est notre secteur de la défense nationale s'ajuste sans grincement à nos méthodes et à nos objectifs pacifiques, pour que la sécurité et la liberté puissent prospérer ensemble ».De façon concrète, cela s'est traduit au début de ce 21e siècle par un excès de financement des guerres contre le terrorisme (Irak, Afghanistan, etc.). Le déficit budgétaire des USA en 2003 était de 455 milliards de dollars. L'occupation de l'Irak coûte aux contribuables américains, 1 milliard de dollars par semaine. En extrapolant, nous avons 52 milliards de dollars par an, soit 260 milliards de dollars durant les cinq premières années de la guerre[13].

A l'actif de ces lobbys militaro-financiers, il faut noter les boucliers antimissiles en Europe, et dont les experts en la matière s'accordent à reconnaître le coût très élevé de l'opération. Il en est résulté comme solde de tout compte, des conséquences désastreuses sur l'économie mondiale et le développement de dizaines de nations démunies de tout instrument de protection et de réplique. En conclure dans ce chapitre après avoir présenté des explications des termes tels que la subprime et le phénomène de titrisation marqués comme les principales cause de cette crise ; que il y a des deux types des causes qui ont contribué à cette situation néfaste, des causes théoriques et des causes militaro financière[13] .

3) <u>Les conséquences de la crise au niveau mondiale:</u>

Dans un système financier international caractérisé par une connexion très forte entre les différentes places financières du monde et une mobilité accrue des flux de capitaux, il est facile d'imaginer que cette crise n'aura des répercussions que sur le secteur de l'immobilier et sur les banques américaines[14].

L'effet papillon (*) (un battement d'aile d'un papillon à Paris provoquerait quelques semaines plus tard une tempête à New York) amplifiant les conséquences, la crise immobilière américaine mute en une crise mondiale. Autrement dit, l'effet d'un tremblement dans la première puissance mondiale s'est transformé en un tsunami pour le reste de la planète, qui ne peut être que nuisible. Frédéric Lefébre illustre ce cataclysme en disant « le ciel nous est tombé sur la tête ! »[14].

La crise traverse l'atlantique à travers plusieurs canaux de transmission : les détenteurs des titres, les mouvements de capitaux, le commerce extérieur et occasionne des dégâts infinis sur les systèmes financiers et l'économie de manière générale[15].

3-1) L'effet contagion et l'altération des systèmes financiers :

La prise de risque excessive par les banques a donc conduit à de **la crise liquidité(*)** mais pas seulement, certaines sont confrontées à des problèmes d'insolvabilité voire même des faillites. Agents de propagation, elles transmettent la tourmente aux places boursières[(16)].

A/ *Pertes colossales et faillites des banques ayant pris part aux titres :*

Les grandes banques mondiales ayant directement ou indirectement pris part aux titres « toxiques » se retrouvent avec des situations comptables complètement détériorées. En plus des banques américaines, qui, sensées retrouver l'équilibre de leurs bilans en vendant les habitations hypothéquées, n'ont pu couvrir leurs dégâts, ensemble elles enregistrent en 2007, comme le montre le tableau ci-dessous, des pertes colossales à cause[(16)] :

- Pertes directes sur les crédits subprimes.

- Dépréciations d'actifs dérivés des subprimes (créances titrisées).

- Ralentissement de leurs activités, qui pourtant engendraient d'énormes bénéfices dans les périodes antérieures.

Du fait de l'application des normes de comptabilisation IAS – IFRS, les dépréciations d'actifs pour les banques sont évaluées de l'été 2007 à l'été 2008 à 500 milliards de dollars. Cela a fait chuter d'autant leurs capitaux propres. Elles ont dû se recapitaliser pour au moins 300 milliards de dollars entre la mi-2007 et la mi- 2008. Suite à quoi, les normes IAS- IFRS basées sur la valeur marchande ont été contestées et remises en cause par les pays européens[(15)].

Le tableau des Pertes des principales banques internationales :

PAYS	Résultat net 2007en milliards	Variation par rapport à 2006	Pertes estimées en milliards
Allemagne (en euros) :			
- Deutsche Bank	6.5	+6.6%	4.8
- Commerzbank	1.9	+20%	0.8
- Dresdner Bank	0.366	-59%	1.3
France (en euros) :			
-Crédit Agricole	4.04	- 16.8%	3.3
-Société Générale	0.947	- 82%	2.6
- BNP Paribas	7.8		1.2
- Natixis	1.1	- 45%	1.72
Benelux (en euros) :			
- ING	9.2	+20.1%	0.194 (T4-2007)
- Fortis	4	-8.2%	1.7
Espagne/Italie (en euros) :	21.76		
Royaume-Uni (livres) :			
- HSBC (en dollars)	16	+21%	17
- HBOS	4.05	+4.3	0.227
- Royal Bank of Scotland		---	1.6
- Barclays	-7.1	-1%	1.6
- Northern Rock	- 0.168	+0.63Mds (en 2006)	0.894
Suisse :			
- UBS	- 2.72 (en euros)	+7.6Mds (en 2006)	18.1 (en dollars)
- Crédit Suisse	---	---	5.45 (en dollars)
Etats unis (en dollars) :			
- Bank of America	15	-29%	5.28
- Citigroup	3.62	---	22.4
- JP Morgan Chase	15.4	---	2.4
- Morgan Stanley	1.5 (T1-2008)	-42% (T1-2007)	11.7
- Merrill Lynch			24.5
Japon (en yens) :	---	---	475

- Source : Les Echos, La tribune. -

B/ *Des krachs boursiers :*

Pour se refinancer, les établissements financiers rétrocèdent d'autres titres sur les Bourses, ce qui engendre des baisses observables à travers l'évolution des cours et indices boursiers, il y a eu une série de mini krachs boursiers et des baisses répétées des principaux indices particulièrement au mois d'octobre 2008. Ainsi, « du 01/01/2008 au 24/10/2008, le Cac 40 baisse de 43,11%, le Dax (Allemagne) de 46,75%, le FTSE 100 (Royaume Uni) 39,86%, le Nikkei (Japon) de 50,03% et le Dow Jones (Etats Unis) de 36, 83% »(16)

La quasi-totalité des places boursières ont perdu des parts importantes de leur capitalisation. Les valeurs financières bancaires ont été les plus touchées du fait de la titrisation. Il s'agit de banques américaines, européennes (françaises, anglaises, irlandaises, suisses, portugaises…) asiatiques (japonaises.)(15).

Ensuite, venait la chute des valeurs boursières industrielles du fait du spectre de la récession : baisse des indices boursiers des grandes entreprises américaines (Général Motors, IBM..). En France, le titre du groupe Renault avait baissé au point où la valeur des stocks de Renault était plus importante que sa capitalisation à la Bourse de Paris. Idem pour Air France dont la capitalisation financière était inférieure à la valeur des avions….

3-2) **Perturbations économiques *:***

A l'évidence les défaillances en cascade des banques et du système financier en général affectent l'économie par les restrictions de crédits et autres effets.

A/ *Une récession aux Etats Unis et un ralentissement en Europe et au Japon :*

En effet, la conséquence fatidique est l'installation du ralentissement ou la récession selon les pays, qui a vu les pays développés et émergents réviser à la baisse leurs prévisions économiques et leur demande en matières premières dont les produits énergétiques entraînant inéluctablement la chute de leur prix. Ainsi, le pétrole dont le prix était de 140 $ à fin juillet 2008 est à moins de 60$ en septembre 2008 puis à moins de 40% au début février 2009, il enregistre un effondrement de plus de 50%. Les USA considérés comme les premiers importateurs et exportateurs du monde et les pays européens ont contribué au ralentissement des exportations des pays émergents sensés tiré la croissance mondiale(17).

C'est aussi une crise sans précédent en termes d'effondrement de l'emploi en Amérique et en Europe. Suivant le rapport publié en février 2009 par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) le secteur financier mondial a supprimé au moins 325 000 emplois depuis août 2007, 40% de ces suppressions soit 130 000 emplois concernent la

seule période d'octobre 2008 au 12 février 2008. Il s'agit notamment de 45 000 par la Bank of American et 75 000 chez Citigroup…

Les baisses de l'emploi sont accentuées par les difficultés rencontrées par les firmes notamment celles du secteur de l'automobile (Ford, Chrysler, Générals Motors aux USA, Renault, Peugeot en France…), les fermetures, les délocalisations et les relocalisations d'entreprises dans bon nombre de pays(17).

A titre d'exemple, suite aux plans sociaux et compressions d'effectifs dans les entreprises, en Espagne les pertes d'emplois se chiffrent à 200 000 entre janvier et début février 2009 (ce pays enregistre un cumul de 3 300 000 chômeurs, nombre qui risque d'atteindre 4 millions à la fin de l'année 2009), les statistiques du mois de janvier indiquent 90 200 chômeurs en France, 400 000 en Allemagne(18).

En définitive, tous ces facteurs ont non seulement un impact direct et indirect sur les investissements des entreprises mais pèsent lourdement sur la consommation des ménages. Ces effets conjugués à d'autres insuffisances provoquent subséquemment une réduction de la croissance notamment aux Etats unis et en Europe. Le FMI a dû revoir le taux de croissance mondiale à 0, 5% en janvier 2009 alors qu'il l'avait prévu à 2,2% quelques mois auparavant, les pays de la zone euro les plus touchés sont l'Allemagne avec une baisse du PIB de 2,5%, la France prévoit une croissance négative et un déficit budgétaire important, en Grande-Bretagne la baisse du PIB serait de 2,8%(17).

La réaction de ces pays ne se fait pas attendre et se concrétise à travers des plans de relance de l'économie : par la consommation aux USA, par l'investissement en France, en Allemagne le plan préconisé est plutôt mixte. Il est indéniable que la crise n'a épargné ni les autres pays développés, ni les pays émergents, et encore moins l'Algérie qui est touchée à deux reprises(17).

Lorsqu'une crise apparaît, elle pénètre dans les structures de l'économie et la déstabilise. Une crise financière s'accompagne toujours de poussées inflationnistes et d'une contraction du crédit préjudiciable à l'investissement, à l'activité économique et à l'emploi. Les pertes bancaires liées à l'exposition au marché américain des prêts hypothécaires à haut risque et aux titres connexes, ainsi que les pertes sur d'autres types de crédits américains pourraient être de l'ordre de 440-510 milliards de dollars sur un coût total estimé de la crise financière à 945 milliards dollars (FMI, 2008)(18).

Dans sa dernière publication sur les Perspectives Economiques Mondiales (actualisées) parue le 28 janvier 2009, le FMI prévoit une croissance mondiale quasi-nulle de 0,5% en 2009 contre 3,4% en 2008. Le taux de croissance du PIB agrégé des pays développés sera de -2,0% en 2009 contre 1,0% en 2008. Les prévisions de croissance du PIB aux Etats-Unis sont de -1,6% en 2009 contre 1,1% en 2008; et les prévisions de croissance du PIB pour la zone euro sont de - 2,0% en 2009 contre 1,0% en 2008(19).

Les pays émergents et les pays en voie de développement tireraient donc à eux seuls la croissance mondiale en 2009 avec 3,3% contre 6,3% en 2008: la Chine en tête (6,7%), Inde (5,1%), Moyen-Orient (3,9%), Afrique (3,4%) et Afrique Subsaharienne (3,5%). Le ralentissement de l'économie mondiale aura des répercussions sur l'inflation, qui devrait se modérer, même si elle reste relativement élevée pour les pays émergents et pays en développement. Pour les pays développés, les prévisions du taux d'inflation sont de 0,3% en 2009 contre 3,5% en 2008, et pour les pays émergents et pays en voie de développement ces prévisions sont de 5,8% et de 9,2%, respectivement[19].

B/ *Qu'en est-il pour l'Algérie ? :*

En premier lieu, la baisse de l'activité économique américaine et mondiale a provoqué le ralentissement des importations des produits énergétiques ce qui a fait chuter, comme dit auparavant, le prix du baril du pétrole, l'Algérie étant mono exportateur des hydrocarbures, il est facile d'imaginer la réduction de ses entrées de devises. Ajoutant à cela le risque d'une inflation importée du fait de la cherté des produits achetés à l'extérieur[20].

En deuxième lieu, ce pays qui a misé la sécurité et la liquidité de ses réserves de changes sur des bons de trésor américain risque de subir des pertes si leur rendement venait à subir l'effet d'une baisse du dollar ou les conséquences d'un éventuel éclatement de bulle des bons de trésor américain. Par panique, en effet, de grands pays détenteurs de fonds souverains importants : Chine, Corée et les pays exportateurs de pétrole, qui fonctionnent comme des « warning », peuvent retirer à tout moment leurs fonds[20].

4) <u>Les politiques contre la crise</u> :

Face au spectre de la récession et l'effondrement des économies mondiales, les décideurs ont laissé tomber leur casquette d'ultra libéraux et de défenseurs du système capitaliste basé sur l'autorégulation du marché pour faire appel à un homme pourtant disparu il y a plus de cinquante ans, J. M. Keynes. En effet, la crise financière américaine a montré la limite du capitalisme et l'importance de l'Etat en tant que régulateur des marchés financiers[21].

Ainsi, et à coups de baisse de taux d'intérêt, d'injections massives de liquidité par les banques centrales, de recapitalisations et nationalisations, de plans de soutien et autres stratégies de politiques publiques, les gouvernements des pays développés sont venus au secours de leurs banques et de leurs places boursières mais aussi de certaines entreprises[21].

4-1) Injection de liquidités et baisse de taux d'intérêt pour relancer l'activité de crédit :

D'abord ayant cru à une crise de liquidité, les Banques centrales (dont la BCE qui était jusqu'à ce grave événement réfractaire à telle conduite) ont baissé leur taux d'intérêt (il est de 1% à partir du 28/10/2008 pour la FED, 3,25% pour la BCE à partir 6/11/08) et injectent de manière massive des fonds sur les marchés monétaires pour permettre aux banques de respecter les ratios prudentiels et partant garantir la continuité de l'exploitation. Des fonds de garantie ont été créés pour garantir les dépôts et les prêts interbancaires(22).

4-2) De grands plans de sauvetage étatiques :

Toutefois, les baisses d'intérêt de la FED et de la BCE et les autres mesures n'ont pas limité les risques et les baisses d'activité. Le scénario d'une crise d'insolvabilité s'étant imposé, les Etats particulièrement concernés ont alors résolu de passer à de grands plans de sauvetage d'abord aux USA en septembre 2008 puis en Europe en octobre 2008(22).

Le plan Paulson de 700 milliards de dollars (qui fait passer ainsi la dette nette des USA de 10 600 à 11 300 milliards de dollars) permet entre autres de mettre en place une structure de défaisance qui achète aux institutions financières pour les gérer à son niveau les actifs toxiques comptabilisés dans leur portefeuille(23).

Les différents plans nationaux proposés par les pays européens totalisent 1700 milliards d'euros comprennent des garanties de refinancement et des mesures de recapitalisations et de nationalisations. Les principaux sont les suivants (23):

- Allemagne : 480 milliards d'euros
- Grande Bretagne : 380 milliards d'euros
- France : 360 milliards d'euros.

Des révisions de ces montants généralement à la hausse ont été apportées de part et d'autre.

4-3) Recapitalisations, rachats, nationalisations de banques et établissements financiers :

Une suite de nationalisations, de rachats, de recapitalisations bouleverse le paysage bancaire international particulièrement aux USA ou les nationalisations ont touché au cours de l'année 2008 des établissements comme Freddy Mac et fanny Mae et des assurances comme AIG(24).

En Europe, les banques britanniques Northen Rock et la Bradford & Bingley, spécialisées dans le crédit immobilier et bien d'autres banques sont nationalisées, la banque du Bénélux Fortis l'est partiellement le 19/09/08 par les trois Etats du Bénélux, la banque allemande Hypo Real Estate est sauvée par un plan d'urgence de 35 milliards d'euros….

Des investisseurs étatiques étrangers tels les fonds souverains d'Asie et du moyen Orient ont dû venir à leur secours pour financer « les points d'air » du système financier américain et prendre des participations dans les grandes banques américaines(24).

4-4) La problématique de régulation en débat :

Des débats ont lieu sur la question de régulation de la crise à savoir sur la structure et les mécanismes à mettre en œuvre au sein des banques et au niveau des marchés financiers, tant au rang national qu'à l'échelle internationale. Ces préoccupations fondamentales ont fait l'objet d'un sommet du G20 regroupant les pays les plus industrialisés élargi aux pays émergents (les pays riches ont finalement pris conscience de l'important rôle de ces pays pour leur économie) ayant eu lieu à Washington le 15/ 11/ 2008, un second round s'est tenu le 02 avril 2009 à Londres. Il en est ressorti un ensemble de propositions(24):

- Instauration de la taxation sur les mouvements des capitaux ;
- Renforcement de la réglementaires et des systèmes de surveillance des banques ;
- Interdire la spéculation aux banques de dépôts ;
- Améliorer la surveillance des marchés ;
- La révision des règles comptables afin d'adapter la comptabilité aux turbulences des marchés ;
- La levée du secret bancaire ;
- Le démantèlement des paradis fiscaux….

En ce qui concerne l'identité du prêteur en dernier ressort au niveau international beaucoup préconise le FMI. Ce dernier a déjà joué ce rôle dans le cas de la crise asiatique, s'agissant de la crise actuelle, il a aidé la Finlande et l'Ukraine à faire face à la cessation de paiement (du fait de leur endettement en monnaie étrangère alors que leur monnaie est fortement dévaluée). Mais des réformes doivent être engagées au sein de cette institution. La liste de mesures proposées ci-dessus n'est pas exhaustive, d'autres propositions notamment budgétaires et monétaires sont faites, beaucoup sont en cours

d'étude au niveau de pays ou de groupe de pays. Des décisions seront prises lors de prochaines rencontres[25].

5) Les ressemblances entre la crise 1929 et la crise d'Octobre 2008 :

Il existe quelques points de comparaison entre les deux crises. D'abord leur dimension mondiale; la crise de 1929 a commencé aux Etats-Unis et s'est propagée à toutes les grandes économies de la planète. Aujourd'hui le phénomène est encore plus mondialisé en raison d'une tradition de plus d'un demi-siècle d'ouverture des échanges, du commerce et de progrès des communications sous toutes leurs formes[25].

Deuxième point de comparaison : la crise de 1929 commence par une crise financière qui s'étend dans l'économie toute entière avec des conséquences sociales et politiques très graves (notamment en Allemagne) [25].

Mais la comparaison ne peut pas être prolongée au-delà de ces deux points (dimension financière de la crise au départ, puis extension mondiale).

5-1) les similitudes entre les krachs de 1929 et de 2009 :

Le premier point commun est la nature économique du choc, à savoir une déflation par la dette dont l'origine réside dans une politique monétaire laxiste ayant encouragé la constitution d'une bulle spéculative sur les marchés d'actions américains à la fin des années 1920, sur l'immobilier et le crédit dans les années 2000[26].

Ensuite, il y a eu des limites de production de masse face à la saturation de la demande et désordres monétaires et financiers issus de la Première Guerre mondiale dans les années folles. La divergence fut explosive entre les pays s'endettant pour consommer et importer (USA, Royaume-Uni, Espagne et Irlande) et les pays épargnant pour investir et exporter (Chine, Japon, Allemagne) au début du 21ème siècle[26].

Elles se sont toutes les deux propagées mondialement, des Etats-Unis vers l'Europe et ensuite, vers les pays émergents[25].

La crise actuelle et la crise de 1929 ont une cause essentielle commune l'excès d'endettement des ménages qui a provoqué l'écroulement du système financier[26].

Il y a un point commun entre la crise actuelle et la crise de 1929 l'effondrement du système financier dû à l'endettement des ménages[26].

Enfin, ces crises actent non seulement le changement de donne du capitalisme mais aussi des bouleversements historiques : blocage de la norme de l'État minimal, incertitudes autour du leadership américain, antagonisme entre la démocratie et les totalitarismes dans l'entre-deux-guerres ; basculement du centre de gravité de la

mondialisation vers l'Asie, déclin relatif des États-Unis et fin du monopole de l'Occident dans la régulation du capitalisme et l'histoire aujourd'hui[25].

5-2) la différence majeure entre les krachs de 1929 et de 2009 :

La différence majeure entre les deux chocs tient à la politique économique, qui ménage en 2009 la possibilité d'une reprise progressive de l'activité et d'une sortie de crise pacifique[26].

En 1929, le krach de Wall Street fut transformé en grande dépression américaine par le durcissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale et la stratégie de retour à l'équilibre budgétaire poursuivie par l'Administration Hoover, qui se traduisirent par la faillite de 10 000 banques. Il s'élargit en déflation mondiale du fait du protectionnisme des États-Unis (loi Smoot Hawley de 1930), de l'échec de la conférence de Londres de 1933, puis de l'enchaînement des dévaluations compétitives qui provoquèrent une chute des trois quarts du commerce mondial au cours de la décennie[25].

La grande différence, c'est d'abord que la surproduction, aujourd'hui, est très supérieure à celle de 1929. Dix ans d'accumulation (1919-1929), ce n'est pas 60 ans d'accumulation (1945 - 2008). Donc il y a des chances que cette crise, annoncée par toute une série de crises cycliques et/ou périphériques, soit d'une ampleur comme on n'en a jamais vu. Si les mécanismes de formation de la crise sont les mêmes qu'autrefois, la crise actuelle est plus grave que la crise de 1929, qui était elle-même plus grave que celle de 1873. Cela ressemble donc aux précédentes, mais en plus grave et cela nécessite l'intervention des peuples pour trouver la solution la plus rapide, compte tenu de ce qui risque de se passer[26].

Fin 2008, au lendemain de la faillite de Lehman Brothers, les enseignements issus de la tragédie des années 1930 furent pleinement tirés. La politique économique a été mobilisée au plan mondial autour de trois priorités : le sauvetage des banques, le soutien de l'activité et de l'emploi par la dépense publique, la condamnation du protectionnisme et la recherche de solutions coordonnées à travers le G20[26].

Il est vrai que la crise de 1929 a été également mondiale, après avoir trouvé son origine aux Etats-Unis, déclenchée par une spéculation boursière s'appuyant sur un crédit bancaire abondant et une économie florissante, en partie artificiellement, car prolongeant la période de reconstruction qui avait suivi la première guerre mondiale[26].

L'inversion des anticipations à la suite du «jeudi noir» (24 octobre 1929) entraîna un effondrement boursier, comme en 2008, mais dans des proportions encore plus importantes. Toutefois, en 1929, le déclencheur fut bien une surélévation de la valeur des entreprises cotées en bourse, alors qu'en 2008, les PER d'avant la crise n'étaient pas

Cicours.com

excessifs (aux alentours de 15). Le déclencheur de celle-ci, c'est bien l'immobilier américain, surévalué et financé d'une façon excessive[25].

5-3) 1929-2008 : un contexte semblable :

***A/** L'économie américaine est florissante :*

Dans les années 1920, l'économie américaine jouit d'une économie prospère. Le président républicain Herbert Hoover, investi en mars 1929, déclarait alors : «la paix va régner pendant de nombreuses années » et « le monde est sur le seuil d'une grande expansion commerciale. » Certes, il y avait de quoi être optimiste. La production industrielle, surtout automobile, était en plein essor[27].

Les chiffres de l'économie américaine de ces dernières années sont également bons. Le PIB a enregistré une croissance de 2,2 % en 2007 (2,9 % pour l'Union européenne), de 3,4 % en 2006 (contre 3,0 % dans l'Union européenne) et 3,2 % en 2005[27].

Mais, note Olivier Pastré, professeur à Paris 8, l'économie américaine -et donc mondiale- avait ralenti dès le milieu des années 1920, avant même le krach boursier. Or actuellement, fait-il remarquer, la croissance des pays asiatiques environ 10% attendus en Chine en 2008 est en mesure de tirer la croissance américaine et mondiale[26].

***B/** Cette croissance s'est accompagnée d'une frénésie spéculative, dans les années 1920 comme dans les années 2000 [27] :*

En 1927, 577 millions d'actions sont échangées à la Bourse de New York. L'année suivante, 920 millions d'actions circulent à Wall Street.

Les volumes échangés sont nettement plus importants aujourd'hui (plus de 2 milliards de titres s'échangent quotidiennement sur le seul marché du Nasdaq). Mais la variation des volumes entre 2007 et 2008 est sensiblement la même qu'entre 1927 et 1928. En juin dernier, le nombre de titres échangés par jour sur le marché du NASDAQ avait augmenté de 49% par rapport à juin 2007[27].

***C/**Le crédit facile :*

Dans les années 1920, la prospérité de l'économie rend plus facile la possibilité de contracter des crédits. La spéculation boursière attire beaucoup de citoyens. Surtout qu'il est possible de payer seulement 10% d'une action et de prendre une créance pour les 90% de la valeur restante. Ces 90% restants faisaient l'objet d'une spéculation boursière. Lorsque la machine boursière s'est grippée en octobre 1929, les courtiers ont réclamé leur dû à ces petits actionnaires qui se sont ruinés à essayer de rembourser leurs dettes[26].

La situation est curieusement similaire aujourd'hui. Les crédits « douteux » ne portent pas sur les titres boursiers, mais sur les prêts immobiliers. Ce sont les fameux « subprimes » : des prêts à taux variables accordés en grand nombre, et sur lesquels les marchés financiers ont spéculé. « Les mécanismes sont les mêmes », explique Jacques Attali sur le site lemonde.fr le 17 septembre dernier. « On a laissé les gens s'endetter en donnant comme actifs des valeurs fictives de biens qui n'étaient qu'artificielles. En 1929 c'étaient les titres boursiers, aujourd'hui c'est l'immobilier. »[(26)]

5-4) 1929-2008 : Des paniques boursières et bancaires similaires :

Dans les deux cas, le séisme boursier est parti du marché new-yorkais (contrairement par exemple à la crise de 1997, partie des pays émergents asiatiques et sud-américains)[(25)].

L'ampleur des baisses boursières est comparable. Selon Robert Parker, vice-président de Crédit Suisse Asset Management, la baisse des actions depuis l'été 2007 est aussi rapide, sinon plus, qu'en 1929. « À l'époque, les marchés avaient perdu 49% en quatorze mois, nous en sommes à 45 % en dix mois », dit-il au Figaro, le 10 octobre dernier[(26)].

Passé le "jeudi noir" du 24 octobre 1929, plusieurs paniques boursières de moindre ampleur se sont succédées dans les années 1930-1933. En trois ans ont disparu 9000 banques, soit 15% des dépôts du système bancaire (source : Crises financières, Economica, 2001) [(27)].

Depuis l'été 2007, les établissements bancaires sont également les premiers touchés : Fannie Mae et Freddie Mac, Lehman Brothers, Northern Rock… Aux Etats-Unis, en Asie et en Europe, les annonces de nationalisations partielles ou totales de banques par l'Etat se multiplient depuis la mi-septembre[(25)].

5-5) 1929-2008 : des solutions politiques différentes :

Là où la comparaison est la plus intéressante, c'est au sujet de l'après-crise. La question taraude les acteurs économiques : est-ce que les leçons de 1929 ont été tirées ?

Oui, si l'on regarde l'activisme actuel des banques centrales et des gouvernements : autant le plan Paulson aux Etats-Unis que ceux annoncés le 13 octobre par les gouvernements du Royaume-Uni, de France et de l'Allemagne proposent d'injecter des milliards pour soutenir les banques et encourager la liquidité sur les marchés des crédits. Depuis un an, la Fed veille à garantir une certaine liquidité du marché financier en assurant des taux d'intérêt peu élevés. Une attitude suivie par l'ensemble des banques centrales européennes et asiatiques, qui ont abaissé, début octobre, leurs taux directeurs[(27)].

Or en 1929, une seule tentative de sauvetage a été opérée par la Banque de réserve fédérale de New York, peu après le krach boursier d'octobre. Cela a permis aux marchés financiers de rebondir momentanément. Mais la morosité boursière a duré trois ans et l'argent s'est au contraire raréfié : les taux directeurs des banques centrales sont restés élevés, et les possibilités de crédit se sont restreintes, asséchant l'économie. C'est bien ce qui a été reproché au président Herbert Hoover, et permis l'élection de Franklin Delano Roosevelt en 1932. Ben Bernanke note, dans son Essai sur la Grande Dépression (paru en 2000), que ce sont les pays qui ont abandonné les premiers l'étalon or et relancé l'offre de monnaie qui se sont relevés le plus vite : ils ont réussi à casser la spirale déflationniste et à faire remonter les prix(27).

Autre différence : l'économie mondialisée actuelle est beaucoup plus ouverte que dans les années 1930. Les gouvernements avaient alors favorisé une politique protectionniste, en pensant relancer l'économie de l'intérieur. Les échanges commerciaux mondiaux avaient chuté. Un problème qui semble être évité aujourd'hui, notamment grâce au boom industriel et consumériste des pays émergents comme la Chine, l'Inde et le Brésil(26).

La comparaison entre 1929 et 2008 s'arrête là. La récession américaine s'est surtout manifestée à partir de 1930 jusqu'en 1935, avec un chômage massif. Il est donc trop tôt pour savoir si les pays industriels vont échapper à la « grande dépression ». Il faut seulement espérer que le plus grand spécialiste de la crise de 1929, qui n'est autre que Ben Bernanke, actuel président de la Fed, prendra les bonnes décisions…

5-6) 1929-2008 des leçons à tirer similaires :

les deux évènements mettent en évidence un profend désèquilibre entre la sphére financiére ;dominée par les banques et les spéculateures en bourse ; qui se développe très rapidement et en déconnection avec le sphére réelle ; c'est-à-dire des producteurs industriéle qui eux dépendent plutot des consommateurs de classe moyenne ; de moins en moins riches et obligés de vivre grace aux crédits.au centre des crises il ya donc une asymetrie de développement entre le monde de la haute finance et de l'économie réel(25).

la sphére financiére a connue une telle expansion et une telle diversification de spéculateures en bourse (banques , sociétés immobiliéres,firmes de gestion , sociétes d'assurances ,etc)qu'elle a finit par imposer ses régles,y compris la dérègulation des marchés aussi bien au plan nationale qu'au plan intérnationale(25).

les deux crises financiéres ont pérmis de mettre a nue la fragilités des économie industrialisées ; comme en témoigne les chutes des valeurs technologiques ; l'ébranlement de leur industrie automobile peu compétitive et mal gérée, mais soutenue par un niveau de demende elle-même fortement dépandante des crédits bancaires.

comme en 1929 ; la profande crise financiére actuelle s'accompgne d'une grave crise économique,mais a la difference de la crise de 1929 a la suite de quelle les gouvernements s'étaient lancés dans des mesures protectionnistes ;en 2008 les états ont manifesté plutot une nette volonté commune d'une meilleure régulation de l'économie mondiale, comme en témoigne le plan d'action décidé le 15 novembre 2008 a washington,lors de la réunion de G20 composé des huit pays les plus industrialisés et des pays émergents(26).

SECTION 2:

« Les effets de la crise d'octobre 2008: La crise de l'endettement».

paragraphe1: La crise d'endettement dans le cas des Etats-Unis.

paragraphe2 : La crise d'endettement dans le cas des pays D'Europe «D_{27}».

paragraphe3: Les solutions contre la crise d'endettement.

Introduction :

La crise mondiale d'octobre 2008 a vu trois phases se succéder : une crise financière, une crise économique, une crise des finances publiques. A chaque étape de cette crise, les États ont su réagir par une approche coopérative au niveau international, et en particulier européen. C'est dans ce contexte général difficile pour l'Europe qu'est survenue la crise des finances publiques et de l'euro. Les prêts à l'économie, les mesures de relance budgétaire, et la diminution des recettes fiscales due à la crise, ont dégradé dangereusement la situation des finances publiques. La France, par exemple, a terminé l'année 2009 avec un déficit budgétaire de 8 % du PIB et sa dette publique a dépassé le seuil de 80 % (les règles du pacte de stabilité budgétaire prévoyant respectivement 30% et 60 %).

Tous les États développés sont concernés par cette dérive brutale de l'endettement public, et sont confrontés à une situation très difficile. L'augmentation des impôts n'est pas facile à faire admettre pour les gouvernements, en particulier ceux de droite, majoritaires en Europe. La diminution des dépenses publiques a un coût social et risque de replonger les économies européennes dans la crise, alors qu'elles sont encore convalescentes. Mais les pays nordiques, plus rigoureux dans la gestion de leurs finances (cf. l'Allemagne, qui a inscrit la limitation de son déficit budgétaire dans sa « loi fondamentale », ou le Royaume-Uni), et la Commission européenne, qui s'appuie sur les traités, ont rapidement insisté sur la discipline budgétaire qui fonde le pacte de la monnaie unique. Tous les États de l'UE ont dû ainsi s'engager à revenir dans les clous du pacte de stabilité à l'horizon 2013.

Si la crise des dettes souveraines concerne tous les États développés, il s'y est ajouté une crise spécifique à la zone euro. La cohésion de l'union monétaire est mise à l'épreuve à cause de certains pays fragilisés par la dérive des comptes publics (dette et déficit élevés) autant que par leur mauvaise santé économique (retards de compétitivité, déficit commercial). Les marchés financiers les appellent les « PIGS » (Portugal, Grèce, S pour Spain, et I pour Irlande plutôt que pour Italie, bien que celle-ci soit aussi observée avec inquiétude).

La Grèce s'est trouvée dans un cas tout à fait particulier, non seulement du fait de son évolution macro-économique (une dérive des prix et des salaires, une dégradation de la compétitivité du pays dans le commerce mondial), mais aussi par la falsification de ses comptes publics (sous-estimation de ses déficits et de sa dette, évasion fiscale et importance de l'économie informelle).

Ce qui rend l'ajustement particulièrement douloureux dans ce pays. Dès la fin 2009, la Banque centrale européenne puis les agences de notation dégradaient la note du pays, entraînant une élévation des coûts de refinancement de l'État grec sur les marchés, et précipitant le pays davantage dans la crise : quand l'État allemand se refinance sur les marchés à un taux d'intérêt de 3 % par an, les marchés imposent à

l'État grec des taux bien supérieurs, en raison du risque de faillite, et celui-ci se trouve ainsi menacé par un effet « boule de neige » de la dette (les intérêts élevés accroissent le déficit qui accroît l'endettement qui accroît les intérêts...).

On parle de crise, c'est parce que non seulement les dettes sont énormes, considérables et importantes en quantité, mais surtout à cause de la suspicion qu'on a à l'égard de la capacité de remboursement de dettes par les gouvernements. A l'heure actuelle dans plusieurs pays développés, dont les Etats-Unis, le Japon et la Grande-Bretagne, le déficit budgétaire gouvernemental représente environ 10% de leur PIB, mais la crise n'est pas apparue chez eux. Quant à des pays de la zone euro, dont l'Irlande et la Grèce, la raison pour laquelle ils ont été mis sur la « liste noire » de la crise, c'est en raison des problèmes innés qui existent dans leur structure sociale et économique qui font que les investisseurs n'ont plus confiance dans leur capacité de remboursement de dette. Les difficultés de la réorganisation de la structure économique de ces pays sont étroitement liés au fond du problème de la crise de la dette en zone euro

1) La crise d'endettement dans le cas des Etats unis:

La crise financière, déclenchée par la faillite de la banque Lehman Brothers en septembre 2008, est bel et bien derrière nous, comme l'indique la normalisation des taux interbancaires à trois mois. Les marchés d'actifs se sont stabilisés : les marchés d'actions ont rebondi depuis leur point bas de mars 2009 et les marchés immobiliers ont encaissé une forte baisse des ventes et un ajustement des prix. Bien qu'aucune régulation nouvelle n'ait vu le jour, et bien que l'état du système financier soit impossible à connaître avec certitude, on constate que les tensions sur le marché interbancaire se sont apaisées. Pour autant, la crise n'est pas encore terminée. La reprise prévue en 2010- 2011 ne permettra pas de retrouver le niveau d'activité de 2008 dans les grands pays industrialisés. En prenant comme référence la trajectoire de croissance jusqu'au début 2008, l'écart qui est apparu à la suite de la crise est tout juste stabilisé, sauf pour le Royaume-Uni où il continue de se creuser. En outre, le chômage atteint dans l'ensemble des pays développés des niveaux élevés(1).

L'ajustement du marché du travail et la résorption des surcapacités productives, combinés à la fin des dispositifs d'allocation chômage ou de soutien exceptionnel à l'emploi, empêcheront une reprise franche de l'activité et induiront un ralentissement du revenu des ménages à partir de 2010. L'un des défis en 2010-2011 est la hausse des dettes publiques. Tous les pays industrialisés sont confrontés à un dilemme. Certes, le niveau élevé de chômage ou les fortes capacités inutilisées plaident pour une stimulation supplémentaire, d'autant que plane un risque déflationniste. Une restriction budgétaire aurait un effet dépressif inévitable, surtout si elle est menée de concert dans les grands pays, et retarderait de quelques années le processus de sortie de crise. Cela étant, la crainte d'une sanction des marchés financiers, via une hausse des taux d'intérêt publics,

pourrait entraîner le choix de l'austérité budgétaire, à l'heure où la crise de la dette grecque cristallise les peurs. Autant les stratégies nationales divergent pour 2010, autant le scénario de la restriction budgétaire pourrait dominer en 2011 dans les pays développés[1].

La crise économique américaine déclenchée en décembre 2007 a été la pire que les Etats-Unis aient connue depuis les années trente, partant du marché de l'immobilier puis s'étendant à l'ensemble de l'économie. La hausse des défauts de paiements des ménages surendettés a alimenté la baisse continue de la valeur des actifs et l'augmentation des saisies des biens hypothéqués. L'insolvabilité d'établissements financiers a conduit la FED à intervenir massivement, notamment pour faire face à l'assèchement des liquidités sur le marché interbancaire et tenter de restaurer la confiance[1].

Les interventions de la FED, notamment le programme d'achat de bons du Trésor pour un montant de 600 Mds USD, et le second plan de relance adopté par le Congrès américain d'un montant de 787 Mds USD, ont permis à l'économie américaine de sortir de la récession. La FED continue à avoir une politique monétaire souple (quantitative easing) et l'administration veut continuer à soutenir la consommation des ménages et l'investissement des entreprises en 2011. L'OCDE et le FMI prévoient respectivement une croissance de 2,2% et 2,3% en 2011. Pour autant, les Etats-Unis sont confrontés à un chômage structurel de longue durée. D'après le Département au Travail américain, le taux de chômage des Etats-Unis resterait élevé, à 9,1%. Après quatre mois de baisse, le taux de chômage, qui était tombé à 8,8% en mars, son plus bas niveau en deux ans, reste bloqué à ce niveau pour l'instant. Le secteur privé aurait créé 179.000 emplois de plus qu'il en a détruit en avril. Malgré une certaine reprise, le taux de croissance en rythme annuel est passé de 3,1% au 4ème trimestre 2010 à 1,8% au 1er trimestre 2011, ce qui marque encore des difficultés[1].

L'économie américaine se caractérise également par un niveau élevé d'endettement vis-à-vis de l'étranger. Le déficit budgétaire (1294 Mds USD en 2010), malgré les efforts de l'administration, provoque un besoin de financement extérieur auquel ont jusqu'à maintenant répondu principalement les banques centrales des pays asiatiques (Chine, Japon) en acquérant des titres américains (la Chine en détient plus de 1152 Mds USD, le Japon, 906 Mds USD) grâce aux excédents dégagés du commerce avec les Etats-Unis. Après les nouvelles mesures de relance annoncées par le Président en septembre 2010 (plan de rénovation et de développement des infrastructures de transport d'un coût de 50 Mds USD pour six ans, autorisation donnée aux entreprises de déduire entièrement de leurs impôts le coût de leurs investissements en 2011)[2].

Le déficit est au cœur des débats parlementaires, avec la question du relèvement du plafond de la dette qui doit être réglée avant le 2 août 2011 pour éviter un défaut de paiement**.** Le président Obama a présenté au Congrès son projet de budget pour l'exercice fiscal 2012. Le déficit se réduirait sensiblement, revenant à 1 100 Mds USD

contre 1 645 pour l'exercice en cours. Il ressortirait à 7 % du PIB. Au-delà de 2012, le déficit continuerait de se réduire, revenant à 3,2 % du PIB en 2015, grâce à une gestion serrée des dépenses et à l'estimation d'un retour de la croissance(2).

Timothy Geithner(Le secrétaire au Trésor) a insisté sur le fait que la résorption des déficits ne pouvait pas résulter exclusivement d'une baisse des dépenses. Le Sénat a rejeté le 25 mai le plan budgétaire proposé par P. Ryan pour 2012 .Ce projet impliquait notamment de transformer le programme Medicare en un système subventionnant simplement l'acquisition d'une assurance médicale privée. La Chambre des Représentants va devoir se prononcer sur une augmentation du plafond de la dette de 2400 Mds USD sans contrepartie. Le bras de fer entre républicains, qui veulent associer des coupes budgétaires importantes à tout relèvement du plafond de la dette, et l'administration se poursuit. Du fait de ce contexte de lutte budgétaire, l'indice de confiance des consommateurs (publié par le Conférence Board) s'est replié en juin, la baisse des marchés actions et les anticipations pessimistes des ménages sur le marché du travail ayant également joué(2).

1-1) <u>Quelle est la situation actuelle de l'endettement des Etats-Unis ?:</u>

Bien que l'indicateur du développement humain IRH prenant en compte l'éducation et la santé soit plus fiable, l'indicateur produit intérieur brut en termes courants défini comme la valeur de tous les biens et services produits, moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création, pour un PIB mondial évalué selon les statistiques du FMI en 2010 à 61 963, 429 milliards de dollars US, selon la FED américaine la dette publique US dépasse les 14 251 milliards de dollars, soit 97% du PIB évalué à environ 14 624,184 milliards de dollars Pour le cas américain(2),

Cette dette est supportée par des créanciers principalement japonais, chinois, européens et arabes notamment les pays du Golfe. Le risque d'insolvabilité, américain combinée avec l'actuelle crise européenne serait catastrophique tant pour l'économie mondiale entrainant une récession généralisée pire que celle d 'octobre 1929 et celle 2008 du fait des interdépendances des économies et donc sur l'économie algérienne. La reprise économique mondiale en cours, étant encore fragile, on ne peut pas exclure l'hypothèse d'une rechute dans les prochaines années, s'il advenait que la dépense publique se ralentisse et que la croissance ne soit pas reprise par l'entreprise privée, et ce à mesure de l'atténuation de l'impact des mesures de relance budgétaires et monétaires sur la croissance(2).

1-2) <u>y a-t-il une éventuelle cessation de paiement tant européenne qu'américaine ?:</u>

Selon les informations qui me parviennent de Washington, il semble que l'on s'oriente vers un minima entre les Républicains et les Démocrates. Comme il y aura forcément une entente minimale entre les pays européennes afin d'éviter que la crise

grecque fasse boule de neige à l'ensemble de l'Europe. Il y a lieu de préciser que l'économie américaine reste en tant qu'Etat la première puissance économique mondiale, que le dollar représentant entre 2010/2011, 60% des transactions mondiales contre 27% pour l'euro(3).

La politique de dépréciation du dollar correspondant à une politique volontaire de baisse du dollar afin d'essayer de réduire le déficit commercial et de limiter la valeur réelle des USA de leur endettement mondial libellé en dollars. Une forte remontée du dollar face aux principales monnaies mondiales, supposerait une forte hausse des taux d'intérêts de la Fed et une baisse de la création monétaire, en contradiction avec le programme du nouveau président US dans la mesure où toute appréciation aurait pour conséquence le frein du marché immobilier (crédits inabordables du fait d'une hausse des intérêts sur les ménages endettés à taux variables), la consommation américaine pouvant être freinée avec le risque d'accélération des faillites des entreprises. Au vu des perspectives tant de l'économie mondiale que de l'économie américaine, il est attendu que la Fed relève dans un proche avenir son taux d'escompte mais d'une manière graduelle comme cela a été le cas récent pour la Banque centrale européenne(3).

Cette politique monétaire des USA est intiment lié au fonctionnement actuel du système monétaire international. Avant 1971, date à laquelle ou existait une relations directe entre la parité du dollar et le stock d'or (parité fixe contenu dans les accords de Breeton Woods) cette parité ayant été remplacée par des taux de change flexible par la suite. L'endettement net extérieur a été la résultante des déficits de la balance commerciale américaine accumulés depuis les années 1980(3).

Cependant il ne faut pas avoir une vision de sinistrose vis à vis de l'économie américaine car nous sommes à l'ère de la mondialisation. Sur les 7 000 milliards de dollars de placements américains dans le monde reçoivent plus de dividendes de leurs investissements à l'étranger que le pays ne paie d'intérêts sur leurs dettes, les avoirs américains à l'extérieur étant essentiellement composés d'actions alors que les créances étrangères correspondent à des titres obligatoires sur le Trésor américain. La différence de rendement entre des actions et des obligations explique que les États-Unis restent, en dépit de leurs déficits, des investisseurs bénéficiaires(3).

1-3) **Peut-on continuer dans cette voie ?**

La situation actuelle est insupportable et dangereuse et conduira au chaos si l'on n'entreprend pas de réformes profondes des finances publiques tant en Europe qu'aux Etats-Unis d'Amérique. Si l'Europe et les Etats-Unis ne mettent pas de l'ordre dans leur budget et ne font pas davantage d'économies, ils vont au-devant de problèmes douloureux avec pour risque d'accentuer la récession mondiale(4).

Clicours.COM

Pour l'Europe, des pays comme la Grèce, l'Italie, le Portugal et l'Espagne seront tôt ou tard menacés d'insolvabilité et l'Union européenne redoutera tôt ou tard que ces

pays ne sombrent dans un chaos semblable à celui de l'Argentine en 2002 et de l'Islande en 2008. Ces chocs vont bouleverser une nouvelle fois l'économie mondiale. D'où l'urgence d'une refonte du système monétaire international avec de nouvelles institutions de régulation. En effet, l'émergence d'une économie et d'une société mondialisées et la fin de la guerre froide depuis la désintégration de l'empire soviétique, remettent en cause la capacité des États- nations à faire face à ces bouleversements(4).

Les gouvernements à travers les États-Nations – et la crise actuelle en est la démonstration, sont désormais dans l'impossibilité de remplir leurs missions du fait de la complexification des sociétés modernes, de l'apparition de sous-systèmes fragmentés, de l'incertitude liée à l'avenir et de la crise de la représentation politique, d'où l'exigence de s'intégrer davantage dans un ensemble plus vaste pour pouvoir répondre aux nouvelles préoccupations planétaires. Cette régulation mondiale est rendue d'autant plus urgente avec cette financiarisation accrue car il s'échange chaque jour 4.000 milliards de dollars de devises sur les marchés des changes, trois fois plus qu'il y a une décennie, selon l'enquête triennale publiée fin aout 2010 par la Banque des règlements internationaux(4).

Nous assistons à l'entrée du dollar australien, le won coréen, la lire turque, la roupie indienne, ces monnaies qui progressent, au détriment du billet vert et l'introduction du yuan chinois sur ce marché dans un proche avenir devrait entrainer de profonds bouleversements. Cependant il faut éviter toute illusion comme si c'est la Chine actuellement qui sauverait l'économie mondiale(3).

Certes le pays est devenu la deuxième puissance économique mondiale en termes de PIB selon le FMI de 5 745 milliards de dollars mais reste le 1/3 de celui des USA. Et en prenant en compte la totalité de la population qui dépasse le milliard l'écart se creuse, écart accentué en prenant en compte l'indice de développement humain. La Chine accuse actuellement un fort déficit budgétaire selon, le New York Times de juillet 2011 qui dépasse les 70% si l'on prend en compte la dette des collectivités locales avec un retour à l'inflation qui commence à inquiéter sérieusement les dirigeants chinois. Aussi tout dépendra de l'élargissement de la couche moyenne déterminant la demande solvable et la dimension du marché intérieur. D'une manière générale, en l'absence d'institutions internationales réformées tenant compte des nouvelles mutations mondiales et notamment des pays émergents, capables de prendre le relais de la souveraineté étatique défaillante, le risque est que le seul régulateur social demeure les forces du marché à l'origine d'ailleurs la crise mondiale actuelle(4).

Les dernières mesures du G20 ne se sont pas attaquées aux causes la crise avec de fortes ressemblances semblable à celle de 1929, qui est la déconnection entre la sphère réelle en diminution et la sphère financière spéculative en domination, les distorsions entre les profits spéculatifs en hausse et les salaires en baisse avec la détérioration du pouvoir d'achat. L'actuel système économique mondial et profondément injuste, donc à réformer pour éviter cette bipolarisation Nord/Sud préjudiciable à l'avenir de l'humanité, la responsabilité de certains dirigeants du Sud est entière comme l'a

montré concrètement le printemps arabe où les dirigeants avec leurs proches et prêtes noms ont transféré des fortunes colossales l'étranger(certains dirigeants du Nord ayant contribué à ce processus) au lieu de consacrer ces montants faramineux au développement de leur peuple(3).

1-4) Face à cette situation ne risque–t-il pas d'avoir une dépréciation des bons de trésor ?:

Justement, concernant les bons de trésor, face à cette situation, la Fed américaine pourrait envisager d'accroître sa capacité d'échange de bons du Trésor contre des produits obligataires dépréciés et ce afin de trouver les fonds nécessaires pour continuer de nettoyer le bilan des établissements financiers des actifs "toxiques". Néanmoins, le risque est que plus la Fed engrange des positions de moindre qualité, plus l'avantage des T-Bonds en termes de sécurité se réduit par rapport aux emprunts émis par des entreprises disposant d'un bon matelas de cash et de revenus récurrents(3).

Ainsi, les investisseurs qui cherchent refuge dans les bons du Trésor US pour se prémunir des risques, ne feront qu'accélérer le transfert du bilan des banques du secteur privé vers celui du prêteur en dernier ressort avec l'accélération du déficit budgétaire. Ce qui se répercutera sur le dollar dans la mesure où la création monétaire ex-nihilo et la baisse de la qualité de la devise se traduit par une baisse simultanée de la rémunération, les placements dans les bons du Trésor US s'apparentant à épargner plus pour gagner moins. Dès lors du fait du manque de confiance, l'on pourrait assister à une chute du dollar américain qui entraînera une vente massive des bons du Trésor US(4).

Quant à la part chinoise, elle représente environ 45 % de la dette totale externe des Etats-Unis, étant concentrés surtout au niveau de la banque centrale de Chine. Courant 2010, sur 2450 milliards de dollars de réserves de change chinois une grande partie est libellée en dollars. A fin août 2010, la Chine détenait un total de 868,4 milliards de dollars de bons du Trésor américains, selon des chiffres officiels américains et 1000 milliards de dollars courant 2011 selon d'autres sources(3).

Ce que Pékin redoute par devant tout : une véritable explosion de la dette américaine, laquelle aurait pour conséquence un affaiblissement accru du dollar entraînant de facto une dévalorisation des bons du Trésor détenus par la Chine. Et la note négative en juillet 2011 du Standard and Poor's semble ainsi alerter la Chine sur l'incapacité des politiques américains à endiguer la situation, contexte de nature à impacter grandement la valeur des investissements chinois en dollars. Pourtant, malgré certaines déclarations contre l'hégémonie du dollar, la Chine continue à être un gros acheteur de bons du Trésor(4).

Ainsi, la crise a rendu de facto l'économie américaine encore plus dépendante de la Chine des Etats Unis et la Chine plus dépendante des USA car toute contraction de la demande affecte les exportations chinoises. Mais est ce que cette situation pourra

continuer à l'avenir ? Tout dépendra de l'attitude de la Chine, premier créancier des Etats-Unis et tout le problème est le suivant : les chinois continueront-ils à acheter des bons du Trésor des Etats Unis ? Qu'en sera-t-il si la dépréciation du dollar devait continuer dans le temps et l'achat récent des droits de tirages spéciaux (DTS) émis par le FMI par la Chine mais également par l'Inde, n'inaugure t –elle pas un changement de la politique monétaire et une refonte du système monétaire international? (3)

1-5) Quelles incidences cet endettement sur l'économie algérienne ? :

Il convient de préciser que souvent l'on ne différencie pas exactement ente le déficit budgétaire (flux) de la dette publique (stock), le déficit budgétaire étant la situation dans laquelle les recettes du budget de l'État sont inférieures aux dépenses, donnant un solde négatif et pour financer son déficit, l'État est obligé d'emprunter. Ces deux données, bien que différentes, sont liées : le flux du déficit budgétaire vient alimenter l'encours de dette, qui en retour agit sur le niveau de déficit par l'augmentation des intérêts versés, qui sont une charge (dépense) budgétaire, la succession des déficits favorisant l'apparition de nouveaux déficits(5).

En effet, le gonflement de la dette provoque un effet "boule de neige" selon un processus auto-entretenu, la charge d'intérêt qu'elle produit conduisant à augmenter le déficit et donc à accroître encore l'endettement de l'État et la charge des intérêts. Pour le cas Algérie, cette crise a des incidences stratégiques, car toute contraction de l'économie mondiale signifierait moins d'exportations d'hydrocarbures comme en 2008/2009 où les recettes ont chuté de 45%(5).

pour notre cas, le gouvernement a épongé la dette extérieure, la dette intérieure, pratiqué des assainissements répétées des entreprises dont plus de 80% sont revenues à la case de départ avec des versements de salaires sans contreparties productives pour une paix sociale fictive, fait de la rente des hydrocarbures et non du travail et de l'intelligence sans s'attaquer à l'essence du mal qui ronge le corps social faute de vision et de management stratégique(5).

Ayant eu à diriger une audit sur les salaires pour les pouvoirs publics entre 2007/2008, j'avais mis en garde(dit M^{er} Mebtoul) le gouvernement algérien que n'existe pas de politique salariales mais des distributions de rente pénalisant les créateurs véritables de richesses dans le cadre concurrentiel mondial, pouvant conduire le pays à une dérive dangereuse car antinomie du développement, les salaires représentant moins due 20% du produit intérieur brut contre une moyenne mondiale dépassant les 50%(5).

L'Algérie exporte 98% en hydrocarbures et importe 75% des besoins des entreprises et des ménages étant presque en syndrome hollandais. Rappelons le déficit budgétaire uniquement pour l'année 2011 dépasse 62 milliards de dollars, soit plus de 33% du PIB et plus de 60% hors hydrocarbures, également les effets de la crise de 1986

avec les ondes de chocs en 1994 (cessation paiement), la chute de près de moitié (45%) des recettes en devises entre 2008/2009[5].

L'économie algérienne est mono exportatrice dont le prix des hydrocarbures est dépendant de l'extérieur, d'où l'importance de prévisions avec une cohérence et visibilité dans la politique socio-économique et d'une bonne gouvernance évitant de naviguer à vue, espérant que l'orage passera car il y va de la sécurité nationale. Ces débats ouverts doivent poser l'opérationnalité et non des discours creux, d'une transition d'une économie de rente à une économie hors hydrocarbures fondée sur l'innovation continue dans un cadre concurrentiel mondial, supposant de briser les liens entre la logique rentière et la logique de la sphère informelle contrôlant 40% de la masse monétaire en circulation et plus de 65% des segments de biens première nécessité, existant des liens dialectiques entre la logique rentière et celle de la sphère informelle dans un cadre de monopole. Cela renvoie à la réhabilitation du savoir et de l'entreprise donc de profonds réaménagements du pouvoir politique[4].

Par ailleurs, selon le Ministre algérien des finances 80% des 157 milliards de dollars à janvier 2011 sont déposés à l'étranger, (160 milliards de dollars de réserves de change annoncé le 21 juillet 2011) soit 125,6 milliards de dollars, une fraction dans les banques internationales dites cotées AAA, les autres en bons de trésor US et dans des banques centrales européennes ventilées, 45% en dollars, 45% en euros, le reste en yen et livre sterling[5].

Toute dépréciation combinée à l'inflation mondiale donnerait un rendement négatif. Aussi je suis sceptique pour les 80% des réserves de change algérien placées à l'étranger quant aux déclarations du gouverneur de la Banque d'Algérie, lequel affirme que le rendement de ces réserves est de l'ordre de plus de 4%, ramenant presque 5 milliards de dollars d'intérêts par an. Avec le taux d'inflation et le faible taux d'intérêt de la FED mais également de la banque centrale européenne le rendement est bien en de çà[5].

1-6) Les réserves de change algérien peuvent-ils avoir un meilleur rendement ?:

Au préalable, je tiens (dit M^{er} Mebtoule) à souligner que la monnaie est un rapport social qui traduit les relations entre l'Etat régalien et le citoyen, la confiance. Avoir un niveau d'endettement extérieur très faible et des réserves de change importants est avant tout un signe monétaire et non un facteur de développement[5].

Rappelons le cas roumain communiste où la dette était égale à zéro et le pays en ruine. L'endettement bien utilisé peut être facteur de croissance et permettre de rembourser à terme les emprunts. L'expérience montre que ce ne sont pas les pays qui ont des réserves de change les plus importants qui sont les plus développés[5].

L'important est de synchroniser la sphère réelle et la sphère financière, la

dynamique économique et la dynamique sociale. Dans ce cadre, il serait intéressant de savoir la ventilation exacte avant et après la crise d'octobre 2008 des réserves de change entre les banque internationales et les placements en bons de trésor car certaines banques dites AAA ont été déclassées après la crise d'octobre 2008 avec des pertes considérables comme cela a été le cas de plusieurs centaines de milliards de dollars des pays du Golfe. Par contre pour les bons de trésor ils sont garantis par les Etats. C'est que l'utilisation des réserves de change pose un véritable stratégique engageant l'avenir du pays. Doit-on, continuer à privilégier la sécurité des placements même si le rendement est faible, voire négatif ce qui équivaudrait que l'Algérie finance le développement d'autres pays et pourquoi alors continuer à épuiser les réserves d'hydrocarbures reconvertis en bons de trésor ?(5)

Peut–on les placer en fonds souverains par l'achat d'actions et d'obligations afin d'avoir un rendement beaucoup plus élevés supposant la ressource humaine ; et dans ce cas c'est comme dans le casino, avec des risques de gains et de pertes ? Un exemple si l'Algérie avait placé ses réserves de change au moment où l'once d'or était coté à 800 dollars, et comme l'once est actuellement à 1600 dollars on aurait doublé les réserves de change de l'Algérie c'est à dire plus de 300 milliards de dollars en termes de parité de pouvoir d'achat ? Cela aurait pu s'appliquer à d'autres actions en bourse dévalorisées en 2009 dont les cours ont remonté depuis(4).

Autre axe, investir dans un partenariat ciblé dans des segments dans le cadre de la logique des valeurs internationales afin de préparer l'après hydrocarbures. Mais est cela est possible avec le retour à une gestion administrée des années 1970, avec la bureaucratisation extrême de la société algérienne qui freine l'initiative de tout entrepreneur, surtout depuis scandales financiers de bon nombre d'entreprises y compris Sonatrach, peut-on dès se mette au diapason des mutations de l'économie mondiale, les opérateurs attendant des ordres d'en haut qui souvent ne viennent pas ou avec des mois en retard ?(5)

1-7) Quelles perspectives pour le développement de l'Algérie ?:

Les ajustements futurs tant économiques que sociaux dans les très prochaines années, comme c'est le cas actuellement en Grèce, seront très douloureux avec des risques de tensions sociales vives, et il est temps de dire la vérité dans le cadre d'un sacrifice partagé supposant une lutte sans faille contre la corruption qui prend une dimension dangereuse. Plus on, retarde les réformes plus les ajustements seront plus douloureux car en économie le temps ne se rattrapant jamais. D'où l'importance d'un discours de vérité afin d'éviter le divorce Etat Citoyens(5).

Selon les experts avertis et sans démagogie, dans 16 ans pour le pétrole et 25 ans pour le gaz tenant compte du nouveau modèle de consommation énergétique mondial qui se met en place progressivement, de la forte consommation intérieure et de la rentabilité financière (coûts élevés en Algérie) seront épuisés à moins d'un miracle, la

population algérienne étant actuellement de 36 millions et sera alors de 50 millions sans hydrocarbures. Mais ce ne sera pas un drame. Pour preuve l'Indonésie était un pays exportateur important les années passées et est devenu un pays émergent bien qu'importateur net. Mer Mebtoule à une grande confiance en le génie algérien qui évolue favorablement à l'étranger, donc le blocage est d'ordre systémique. Pour peu que des réformes hardies politiques, économiques, sociales et culturelles soient menées dans le cadre d'une large concertation, la transition peut se réaliser. Mais je ne peux concevoir cette transition dans un cadre fermé(5).

Au moment de la consolidation des grands espaces, je ne puis concevoir l'émergence de pôles de savoir et d'entreprises compétitives sans l'intégration maghrébine au sein de l'espace euro-méditerranéen et africain Pourquoi ne pas dynamiser une université maghrébine, une banque d'investissement maghrébine, une banque centrale maghrébine qui préparerait la monnaie maghrébine. C'est pourquoi M^{er} Mebtoule a lancé une initiative avec mon ami le docteur Camille Sari de la Sorbonne , expert financier international où nous dirigerons un ouvrage collectif pluridisciplinaires intitulé « le Maghreb face aux enjeux géostratégiques » auquel collaboreront 35 experts (intégrant 28 Magrébins (algériens, marocains, tunisiens, libyens et mauritaniens) ainsi que 7 importantes personnalités et experts européens .Cet ouvrage d'environ 1000 pages à paraitre courant janvier 2012 sera scindé en deux volumes, l'un traitant du volet politique, social et culturel, l'autre du volet économique et financier dans tous ses aspects. Ce n'est pas le devenir d'une ou de plusieurs personnes qui m'intéresse mais les intérêts supérieurs de l'Algérie (dit M^{er} Mebtoule) (5).

Espérons une transition démocratique pacifique, car imagions une crise politique en Algérie à l'instar d'autres pays arabes. Dans ce cas les 125,6 milliards de dollars, autant que les avoirs des dirigeants à l'étranger et de leurs proches seront gelés immédiatement. Aussi, la rente des hydrocarbures n'étant pas éternelle et de surcroit propriété de tout le peuple algérien d'où l'importance d'un débat démocratique sur sa gestion ainsi que celle de l'utilisation des réserves de change(5).

2) La crise d'endettement dans le cas des pays D'Europe:

La zone Euro connaît aujourd'hui une crise historique. Elle résulte de la montée des dettes souveraines dans les pays de la Zone mais aussi, et plus généralement, des défauts intrinsèques de cette dernière. Cette crise a provoqué depuis le début de l'année 2010 des écarts sur les taux d'intérêts (spreads) des pays de la zone Euro. Après une période où les écarts de taux ont atteint plus de 300 points de base (avec un pic de 399 points sur la dette irlandaise), nous connaissons sur ce front une accalmie même si les taux Grecs restent très élevés. Cet éclatement avait résulté de la dégradation de la note sur la dette Grecque, puis, de proche en proche, sur l'Espagne, le Portugal, l'Irlande et l'Italie(4).

Aujourd'hui, les écarts entre le taux d'intérêt de l'Allemagne et celui des pays « à risques » restent élevés et le processus de convergence semble bien avoir été brisé par la crise. L'Euro reposait et dans une certaine mesure repose toujours sur le compromis passé entre l'Allemagne et les autres pays, comme la France, l'Italie et l'Espagne(5).

L'Allemagne « gagne » le droit à l'accès aux marchés de ces pays sans avoir à craindre une dévaluation compétitive et ces pays « gagnent » l'accrochage de leurs taux d'intérêts sur ceux de l'Allemagne. C'est pourquoi les écarts de taux par rapport à l'Allemagne, ou spreads, jouent un rôle aussi important. L'émission de dérivés au futur sur la dette italienne au début de septembre 2009, alors que cette pratique avait été suspendue depuis 1999 justement avec l'introduction de l'Euro, nous indique bien que les opérateurs anticipent de nouveaux troubles sur ce marché des titres publics. Le fait que l'Italie ait été contrainte de procéder à nouveau à ce type d'émission montre que l'Euro a cessé de jouer son rôle de bouclier(5).

Ce rôle a été mis en exergue par les défenseurs de l'Euro dans le cours de la crise. Ils ont indiqué, et ceci est parfaitement exact, que l'Euro avait évité aux pays membre de la zone de voir leur monnaie fluctuer les unes par rapport aux autres. Mais, et ils ont soigneusement omis de la préciser, de telles fluctuations ne pouvaient avoir lieu que dans la mesure où avait été adopté le principe d'une totale convertibilité des monnaies. L'introduction de contrôle des capitaux, ce qui est aujourd'hui recommandé par le FMI, aurait elle aussi évité des fluctuations erratiques(5).

2-1) Quel est le fond du problème de la crise d'endettement en zone euro ?:

On parle de crise, c'est parce que non seulement les dettes sont énormes, considérables et importantes en quantité, mais surtout à cause de la suspicion qu'on a à l'égard de la capacité de remboursement de dettes par les gouvernements. A l'heure actuelle dans plusieurs pays développés, dont les Etats-Unis, le Japon et la Grande Bretagne, le déficit budgétaire gouvernemental représente environ 10% de leur PIB, mais la crise n'est pas apparue chez eux(6).

Quant à des pays de la zone euro, dont l'Irlande et la Grèce, la raison pour laquelle ils ont été mis sur la « liste noire » de la crise, c'est en raison des problèmes innés qui existent dans leur structure sociale et économique qui font que les investisseurs n'ont plus confiance dans leur capacité de remboursement de dette. Les difficultés de la réorganisation de la structure économique de ces pays sont étroitement liés au fond du problème de la crise de la dette en zone euro(6).

L'une des principales raisons qui font que la zone euro s'enfonce et s'enlise dans la présente crise de la dette c'est qu'elle ne dispose pas d'un organisme unifié de contrôle du budget public et qu'elle n'a aucun moyen ni pouvoir de mobiliser la capacité financière de ses pays membres. Les emprunts d'un quelconque pays ne peuvent être garantis que

par les Finances du pays en question. Aux Etats-Unis, c'est le gouvernement fédéral qui se charge de façon unifiée de la perception fiscale et des dépenses publiques, alors que les dettes publiques américaines et le crédit du dollar US sont garantis par les capacités financières nationales. L'UE éprouve des difficultés pour résoudre les problèmes de ses marchés : en ce qui concerne la Banque centrale européenne, elle n'envisage pas pour le moment un programme d'aide à la Grèce. Mais, même si elle décide d'apporter son aide à ce pays, elle rencontrera des obstacles juridiques difficiles à surmonter.[6]..

2-2) La Grèce : un cas limite, et un test :

Le quatrième acte de la crise mondiale vient de s'ouvrir : c'est celui, annoncé, de l'endettement public. La crise de la Grèce, dont les banques sont elles-mêmes surendettées et qui frôle l'insolvabilité avec un déficit de près de 30 milliards (12,7 % du PIB), et une dette évaluée à 300 milliards d'euros, provoquera-t-elle une déstabilisation générale de la zone euro ?[6]

Le quatrième acte s'ouvre donc avec la crise grecque. Pourtant l'État grec n'a pas été le plus impliqué, loin s'en faut, dans les mesures de sauvetage prises par les Occidentaux ; mais c'est l'un des plus fragiles. Les raisons en sont connues. D'un côté certes, le taux de chômage se situe dans la moyenne européenne (10%) ; la dette publique, à 113% du PIB, est proportionnellement supérieure à celle de ses voisins, mais pas de façon démesurée ; le déficit du budget de l'État (12,5% du PIB) est comparable à celui de la France ou de l'Espagne[6].

Mais de l'autre, les faiblesses grecques sont anciennes, profondes et structurelles : le pays est miné depuis longtemps par la fraude et la corruption, d'où il résulte qu'il n'a en réalité aucune capacité d'accroissement de ses recettes fiscales (à la différence de l'Irlande par exemple) ; son économie, peu développée et centrée sur le tourisme et les apports externes, demeure très vulnérable et n'a pas de marge propre de croissance ; elle est en outre paralysée par l'ampleur et la généralité des transferts sociaux et des aides distribuées tous azimuts, ainsi que par une administration inefficace ; enfin, et ce n'est pas le moins inquiétant, le pays s'avère fragile politiquement et socialement comme en témoignent les récentes manifestations «contre l'austérité». La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est celle de la défiance générale envers un pays qui a trop souvent et trop longtemps triché ; petit pays sur lequel il est tentant de faire un exemple, précisément pour toutes ces raisons[6].

Cela fait plus d'un an que l'État grec emprunte à des taux nettement supérieurs à ceux de la France ou de l'Allemagne. Mais la spirale dangereuse s'est amorcée à l'automne dernier : en trois mois le taux de ses emprunts est passé de 4,5% environ à 7% ; encore que, à ce niveau, les prêteurs ne rechignaient pas tant ils sont à la recherche de rendements élevés. Cette brutale accélération s'est accompagnée d'une série de signaux négatifs : dégradations successives de la note de l'État grec par les agences spécialisées, rappel européen des exigences du traité de Maastricht, plan de

rigueur critiqué pour son insuffisance tant il est vrai que la division du déficit actuel par quatre en trois ans est irréaliste avec les seuls moyens annoncés, mise sous surveillance renforcée, déclarations contradictoires et vindicatives à son encontre[6].

Derrière elle, la Grèce entraîne les autres pays méditerranéens : l'Espagne dont le déficit budgétaire est aussi grand (même si le stock de dettes publiques est sensiblement moins élevé) mais qui souffre d'une récession très violente en raison de l'implosion brutale de la bulle immobilière sur laquelle sa croissance antérieure s'était en partie fondée, avec pour conséquence un taux de chômage record dans un pays européen (il approche 20%) ; et le Portugal qui n'a même pas réussi à placer la totalité de sa dernière émission, pourtant limitée (sur une offre de 500 millions d'euros, 300 seulement ont trouvé preneur). D'où la chute de l'euro dont le cours est rapidement revenu de 1,5 USD en novembre aux alentours de 1,35 USD ; et une question sur l'avenir de la monnaie unique elle-même[6].

Le problème d'endettement de la Grèce a été très vite mis au grand jour dès après la formation du nouveau gouvernement socialiste. En décembre dernier, le nouveau gouvernement a révélé que le déficit budgétaire de la Grèce en 2009 sera de 12,7% de son PIB, et non pas 5% comme l'a prévu le précédent gouvernement. Cette révélation a jeté un pavé dans la mare et s'est fait sentir durement sur le marché des capitaux. Le déficit colossal est dû à plusieurs facteurs qui ont causé de graves problèmes : les dépenses financières du gouvernement au-delà de ses moyens ; le gigantisme du contingent des fonctionnaires d'Etat ; la fraude, la fuite et l'évasion fiscales ; la sclérose du mécanisme de rémunération ; la perte de la capacité compétitive des entreprises industrielles, ... etc.[6].

Pour le moment, le nouveau gouvernement travaille toujours activement pour élaborer un programme détaillé permettant de réduire l'endettement. Toutefois, l'UE et les investisseurs continuent à avoir des inquiétudes à l'égard du gouvernement grec quant à l'insuffisance de moyens pour appliquer les mesures politiques élaborées. Par exemple, le gouvernement opte pour la retraite mécanique des fonctionnaires d'Etat et ne prévoit aucunement une mesure énergique en vue de la baisse immédiate et profonde du salaire. De plus à l'heure actuelle, sur le marché des obligations, le taux d'intérêt des dettes publiques de l'Etat continue à grimper, alors que la chose primordiale la plus important pour le gouvernement grec, c'est de gagner le plus vite possible la confiance des investisseurs[7].

L'Europe ne peut pas laisser tomber la Grèce et ne le fera pas. Pourquoi ne pas recourir au FMI dont les équipes expérimentées savent traiter de telles situations, avec efficacité sinon sans douleur, et qui dispose de 1 000 milliards de dollars de réserves pour accorder des prêts d'ajustement en substitution des marchés défaillants ?

Bien des Européens, notamment parmi les petits pays ou ceux qui ont dû passer sous les fourches caudines de cette institution, ne se sont pas privés de le déclarer ; en

dernier lieu cette semaine, le Premier ministre belge lui-même, peu enclin à ouvrir sa bourse pour la Grèce alors que son propre pays est en grande difficulté. Ils ne se sont pas privés d'évoquer les précédents survenus au cours des deux dernières années : Lettonie, Hongrie, Roumanie, trois pays membres de l'Union européenne. Oui, mais ces trois pays ne faisaient précisément pas partie de la zone euro et pouvaient donc recourir à certains remèdes préconisés par le FMI sans enfreindre les traités (dévaluation, rachats de dette)[7].

À la vérité, ce serait l'aveu d'une faiblesse majeure et d'une incapacité de l'Europe à se gouverner, ce qui sonnerait sans doute le glas de l'euro : le recours au FMI est donc politiquement inacceptable en dépit des faiblesses intrinsèques de la construction monétaire. De ces faiblesses, c'est-à-dire la déconnection entre la monnaie et le pouvoir politique, la déconnection entre de l'union monétaire et la politique économique d'ensemble, la vision monétariste qui fonde la politique de la BCE, tout le monde a conscience ; et en premier lieu les spéculateurs. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils parient contre la Grèce, non sans moyens pour gagner tant les masses de manœuvre qu'ils peuvent engager dépassent toute capacité de résistance : en témoigne l'envolée du prix des CDS relatifs à la dette grecque, ces produits financiers construits comme des assurances sur le défaut d'un émetteur, mais qui peuvent être aussi utilisés, non plus en instrument de couverture mais en levier d'accélération s'ils sont achetés ou vendus indépendamment du sous-jacent[7].

En pratique la victoire de la spéculation se déroulerait de la façon suivante : une envolée des taux telle qu'elle rendrait impossible le service de sa dette par l'État grec ou qui le contraindrait à renoncer d'émettre, par conséquent cessation des paiements qui rendrait inéluctable une dévaluation, et avec elle de facto une sortie de la zone euro. Cette première chute serait probablement suivie de celle du Portugal et de l'Espagne, les mêmes causes produisant les mêmes effets. N'imaginons pas que l'on s'arrêterait là : que dire ensuite de la Belgique, de l'Italie, voire de la France ?… La question de savoir si on était pour ou contre l'euro au moment de la ratification du traité de Maastricht est aujourd'hui dépassée et inopérante : la réalité s'impose, aussi dure soit-elle[8].

Les conséquences économiques seraient désastreuses pour tous en termes d'austérité imposée par les marchés, tandis que la perte d'autonomie économique et financière des États européens dépasserait très largement leur apparent regain de souveraineté. Donc les Européens sauveront la Grèce, et n'y mettront que le minimum de formes, en lui accordant les crédits nécessaires ; quitte à lui imposer en contrepartie des mesures au moins aussi sévères que la pharmacopée du FMI. Leur problème ne sera pas juridique (on saura tourner l'interdiction posée par les traités), mais technique, financier et politique[8].

Clicours.COM

L'article 123 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres d'accorder tout type de crédit aux institutions publiques et d'acquérir directement auprès d'elles des instruments de leur

dette. Qu'à cela ne tienne : depuis un an et demi, au titre des « mesures non-conventionnelles » de politique monétaire, on a mis en place des mécanismes de rachat indirect qui ont porté sur des centaines de milliards d'euros. L'article 122 du même traité ne permet d'accorder des aides directes à un État membre que si celui-ci connait des difficultés ou une menace sérieuse de difficultés graves dans son approvisionnement ou dans le domaine de l'énergie, ou en raison de catastrophes naturelles ou d'événements exceptionnels échappant à son contrôle : l'expression «circonstances exceptionnelles», quoique destinée à un autre usage et en dépit du fait que la Grèce est l'auteur de ses propres maux, fournira le point d'appui juridique voulu(8).

La difficulté technique provient de l'absence de savoir-faire de l'Union européenne, notamment la Commission, en la matière : à tel point, et le communiqué du sommet informel réuni ce jeudi 11 février le concède, qu'il lui faudra recourir aux experts du FMI pour juger des mesures proposées par le gouvernement grec et en assurer le suivi. L'obstacle financier est sérieux(8).

Si le traité interdit les prêts directs de l'Europe à un État membre, on procédera par voie de prêts bilatéraux consentis sur base intergouvernementale. Mais où trouver les 30 à 40 milliards d'euros correspondant aux besoins actuellement estimés de l'État grec alors que ni la BCE ni les autres États n'ont les réserves correspondantes ? Sans parler du surcroît d'endettement qui pèsera ensuite sur les prêteurs déjà mal en point et qui, eux-mêmes, n'en peuvent plus : encore un transfert de dettes !

Quant à l'aspect politique, il comporte un enjeu considérable dans la mesure où le traitement imposé à la Grèce servira de précédent. Il est évident que, pour surmonter les profondes réticences de ceux qui, plus vertueux, ne veulent pas payer l'ardoise des fautifs, et pour se dédouaner de toute complaisance, on lui imposera des remèdes de cheval, fût-ce au risque d'y déclencher une explosion sociale. Ce pas franchi, malheur à ceux qui suivront. Car après la Grèce il sera impossible de ne pas traiter de la même façon les autres États surendettés sans se décrédibiliser, fussent-ils de gros morceaux comme l'Espagne, l'Italie et la France, s'ils ne font pas eux-mêmes leur propre ménage(8).

Ce qui nous ramène à la question initiale : comment sortir du surendettement généralisé, seule issue durable et réelle à la crise ? Et comment le faire sans attendre l'accident majeur ? Mieux vaudrait se saisir du problème à bras le corps tant qu'il est encore temps. Plus on tardera, plus le coût politique, social et humain, de la remise en ordre sera élevé(8).

La crise grecque est exemplaire à plusieurs titres : elle met en cause la finance et la spéculation, mais aussi les politiques économiques menées à l'échelle de l'Union européenne depuis deux décennies. La crise grecque est, en quelques sortes, une confirmation cinglante des analyses développées par Attac depuis sa création... C'est pourquoi nous avons souhaité revenir, en quelques questions, sur ses origines et ses

enjeux, et montrer que cette crise européenne est avant tout celle du néolibéralisme et de la finance. La crise provient en grande partie des difficultés que rencontre l'État grec pour financer son budget en déficit, et faire face à une dette publique importante. La dette grecque a plusieurs origines ; en premier lieu, la crise financière de 2007 et le renflouement des banques en 2008. Afin subvenir à ses difficultés, l'Etat grec doit emprunter sur les marchés financiers. Ceux-ci le considèrent comme un mauvais emprunteur, et lui imposent des prêts à taux très élevés… Avec la crise actuelle, la spéculation a fait bondir les taux d'intérêts, qui viennent peser encore davantage sur le déficit grec. La crise grecque représente à la fois une forme de faillite de la zone euro, et illustre la soumission des États aux marchés financiers. Il aurait été possible de prendre de véritables mesures pour mettre en place une solidarité européenne, et s'attaquer aux causes de la crise grecque : la spéculation,…(8)

-la Grèce, l'Irlande, le Portugal ne rembourseront jamais leurs dettes. Le faire, estime-t-on, serait pour ces pays assumer un fardeau équivalent au poids des réparations imposées aux pays vaincus lors de la première guerre mondiale, dont Keynes avait prophétisé les conséquences désastreuses.

-des pays normalement présentables comme l'Espagne et l'Italie peuvent être réduits à l'insolvabilité par la hausse des taux sur leurs emprunts. Celle-ci résulte de la spéculation intense dirigée contre eux ; dans cette mesure la vision des spéculateurs est auto-réalisatrice. Récemment la France elle-même a été frôlée par la vague -et l'énumération de mesures présentées il y a quelques jours par le Gouvernement, si bien intentionnées soient-elles, n'est pas forcément de nature à dissuader les éventuels spéculateurs.

- des politiques de restriction budgétaire peuvent entraîner des effets secondaires systémiques, autrement dit : si plusieurs grands pays occidentaux réduisent simultanément leurs dépenses tout en relevant les taux d'imposition, à l'image de la Grande-Bretagne, une récession généralisée devient probable. Elle provoquerait naturellement un tarissement des recettes fiscales et un alourdissement des charges sociales. La pratique généralisée de la vertu peut mener au désastre.

Les fondements de l'euro sont remis en cause, alors même que les gouvernements européens répètent haut et fort que la citadelle sera défendue, quoi qu'il advienne. L'idée fondatrice, selon laquelle la monnaie commune survivrait à des divergences financières entre les pays membres, paraît dévaluée. Le souvenir des échecs des unions monétaires du 19^{e} siècle ne peut plus être refoulé. A contrario l'exemple des treize colonies américaines du 18^{e} siècle s'impose : le choix d'une monnaie commune, le dollar, a été pour elles le bon parce qu'elles se sont fédérées en un état. Parlez d'une gouvernance. d'une union financière plus forte de l'Europe, et une objection s'élèvera: ce n'est pas en absorbant les pays malades que l'on va régénérer le tissu économique européen ! Avant de souscrire à cette sentence, il faut s'interroger à la fois sur les causes de la pathologie

qui affecte certains membres de la zone euro et sur la capacité de celle-ci à produire des anti-corps.

Un des aspects de la maladie est son caractère contagieux. On peut comprendre que la Grèce, l'Irlande, le Portugal provoquent la méfiance des investisseurs. Mais on s'étonne que par la suite des pays plus sains et mieux armés pour se défendre, comme l'Espagne ou l'Italie soient attaqués avec virulence. C'est que les spéculateurs manquent d'imagination. Inspirés par une notion implicite de bi-polarité au sein de l'euro, ils s'en prennent à tous les pays susceptibles d'être classés parmi les mauvais.

Ils y sont encouragés par la faiblesse de la réponse donnée par les gouvernements européens à chaque vague spéculative: les pompiers courent après chaque foyer, mais l'incendie continue sa progression. Les défenseurs de l'euro, prisonniers de leur doctrine, se battent avec des seaux d'eau contre des pyromanes à qui le marché financier et les systèmes informatiques donnent des moyens d'action considérables pour amplifier toute tendance baissière.

Ces spéculateurs sont peu imaginatifs, mais ils ne sont pas stupides. Ce n'est pas sur le marché de l'euro qu'ils interviennent. La monnaie européenne n'a pas de peine à se maintenir à un niveau stable contre le dollar, sinon contre le franc suisse. La lire et la peseta n'étant plus disponibles, la spéculation agit sur les marchés des *emprunts d'état nationaux.* Il est logique que l'euro se tienne mieux que ces emprunts. Ceux-ci sont faibles parce que les pays qui les émettent ne sont pas jugés à leur place dans l'euro. La qualité de l'un fait la faiblesse des autres.

En somme les pays vulnérables de la zone euro le sont pour deux types de raisons. Les premières tiennent à eux-mêmes : mauvaise gestion budgétaire, endettement excessif, systèmes bancaires fragiles, économies peu compétitives ou trop spécialisées. Les secondes viennent plutôt de l'appartenance de ces pays à une association avec des pays plus forts. En d'autres temps de crise leur monnaie eût été fortement dévaluée et ils auraient pu retrouver de la croissance. Dans l'euro cette possibilité n'existe pas et les efforts valeureux qu'ils peuvent faire pour rétablir leur situation ont d'autant moins de chances de succès que leurs partenaires plus fortunés, à commencer par l'Allemagne, mènent eux-mêmes une politique déflationniste.

Si l'on pouvait supprimer les effets externes négatifs qui s'exercent sur les pays les plus faibles de la zone, ceux –ci seraient-ils capables de rétablir leur situation tout en restant dans l'euro ? Il faudrait d'abord qu'ils aient pris chez eux des mesures d'assainissement suffisantes : réduire le nombre de fonctionnaires et le niveau des pensions, comme en Grèce, est courageux. On peut craindre pourtant que le remède ne tue le patient. Il faut donc en plus tenter de rétablir les conditions de la croissance : alléger dès que possible le fardeau fiscal, favoriser les investissements les plus productifs. Une idée complémentaire a été émise: en l'absence de dévaluation, il faut que les Grecs réduisent leurs coûts, par exemple dans le secteur du tourisme.

Leur gouvernement pourrait prendre à sa charge une partie des salaires des employés d'hôtels et de restaurants; les établissements correspondants pourraient donc baisser leurs prix et les touristes allemands reviendraient en masse. Les hôteliers de la Costa del Sol réclameraient alors un traitement semblable…

Une autre mesure d'assainissement serait la vente d'actifs publics, telle que la projette la Grèce. Comme des commentaires l'ont suggéré, Il faut ici éviter d'agir sous la pression des événements et de brader ces actifs. Ceux-ci valent plus cher si l'on annonce qu'ils seront cédés sur une période de plusieurs années. Ils peuvent donc intéresser des investisseurs, qui financeraient un fonds auquel ces actifs seraient apportés. L'état grec pourrait percevoir maintenant l'argent dont il a besoin ; les investisseurs récupéreraient leurs fonds au gré des cessions qui seraient pratiquées en fonction des opportunités de marché. On aurait ainsi reconstitué de la valeur-temps.

2-3) L'Irlande :

L'Irlande est le pays le plus tôt touché par la crise de la dette, mais qui a fait preuve d'une grande résolution et d'une grande détermination en adoptant des mesures énergiques de réforme et à qui les investisseurs ont très vite rendu confiance. Le principal problème de ce pays c'est l'éclatement de la bulle sur le marché immobilier,

Ce qui a produit des effets néfastes quant à la perception fiscale du gouvernement et à la capacité de consommation des masses populaires. A cet effet, le gouvernement irlandais a adopté des mesures énergiques qui ont permis d'améliorer la situation financière, telles que perception d'impôt sur la pension de retraite, la baisse de salaire dans les organismes publics, … etc. Puis, en décembre dernier, il a fait preuve de courage et de détermination en décidant d'appliquer le programme de diminution de salaire à l'encontre des fonctionnaires d'Etat. Toutes ces mesures ont été peu à peu acceptées sur le marché des capitaux et ont rendu confiance aux investisseurs. Début 2010, l'émission à plusieurs reprises d'emprunts publics s'est déroulée normalement et sans accroc, tandis que le taux d'intérêt de ces emprunts s'est stabilisé petit à petit.[9]

2-4) Le Portugal :

Il est fort possible que le Portugal soit le troisième domino qui s'est effondré dans la zone euro. Et la raison c'est que comparaison faite avec l'Italie et l'Espagne, ses dettes publiques sont d'une ampleur beaucoup moindre et qu'il est plus vulnérable face aux spéculations sur le marché. Pour ce qui est de sa structure économique, la sclérose de son mécanisme de rémunération a provoqué la coexistence du marasme économique et de la hausse salariale, ainsi que la baisse de la productivité du travail. Depuis le début de février dernier, le taux d'intérêt des emprunts publics a commencé à grimper petit à petit, ce qui est un indice significatif de la crise[9].

2-5) L'Espagne :

L'Espagne de son côté a gagné « plusieurs maladies » qui font qu'elle se trouve au bord de l'abime. Tout comme l'Irlande, la bulle immobilière a crevé également en Espagne et la masse populaire, chargée du lourd fardeau des prêts immobiliers, a pratiquement perdu sa capacité de consommation ; tout comme le Portugal, son mécanisme de rémunération est également sclérose, car le mécanisme de négociation du salaire, complexe, interrégional et intersectoriel, ne permet pas aux entreprises de diminuer le salaire des travailleurs ; tout comme l'Italie, elle souffre de l'insuffisance d'ouvriers qualifiés et spécialisés et les travailleurs temporaires et occasionnels sont toujours les premiers à être licenciés, ce qui fait qu'il est apparu en Espagne le phénomène de « miracle mondial » de taux de chômage de près de 20%. Mais, le gouvernement espagnol a toujours le moyen de répéter sans cesse dans les lieux publics que la situation n'est pas tellement mauvaise dans le pays et comparé au gouvernement grec, il n'a pas encore une idée claire et précise sur l'urgence de la réforme(9).

2-6) L'Italie :

En tant que troisième pays du monde quant à l'importance de son marché des obligations, l'Italie, qui a une énorme liquidité, connaît une situation un peu plus meilleure. Mais, sa structure économique n'aucun avantage comparé à ses voisins de l'Europe méridionale. Son système d'embauche de travailleurs temporaires qui existe depuis longtemps fait que ses entreprises relâchent le perfectionnement de ces derniers. L'insuffisance d'ouvriers qualifiés et spécialisés diminue beaucoup la compétitivité des entreprises industrielles et ses marchés d'exportations sont arrachés par les autres puissances économiques européennes qui les occupent de force.

Les raisons qui font que la zone euro est profondément enfoncée dans la crise de la dette. L'une des principales raisons qui font que la zone euro s'enfonce et s'enlise dans la présente crise de la dette c'est qu'elle ne dispose pas d'un organisme unifié de contrôle du budget public et qu'elle n'a aucun moyen ni pouvoir de mobiliser la capacité financière de ses pays membres. Les emprunts d'un quelconque pays ne peuvent être garantis que par les Finances du pays en question. Aux Etats-Unis, c'est le gouvernement fédéral qui se charge de façon unifiée de la perception fiscale et des dépenses publiques, alors que les dettes publiques américaines et le crédit du dollar US sont garantis par les capacités financières nationales. Dans le cas où la zone euro sortirait de la crise de la dette(9).

- **Idée une : Compter sur l'Allemagne.**

L'hebdomadaire « Business Week » publiera le 1er mars prochain en plat supérieur un article qui indique que le sort de l'euro est détenu par l'Allemagne. La Chancelière allemande Angela Merkel et son pays font face actuellement à la crise

provoquée par le déclin de l'économie grecque. En tant que dirigeante de la plus grande entité économique européenne et du principal pays qui soutient l'UE, elle est devenue une personnalité clé qui joue un rôle important quant à l'aide apportée à la Grèce pour surmonter la crise de la dette, ce qui empêchera l'apparition d'attaque contre l'euro dans les marchés d'obligations, ainsi que l'introduction d'un mécanisme de contrôle financier au sein des pays membres faibles et moroses de la zone euro(9).

- **Idée deux : Mener en profondeur le réajustement de la structure économique et sociale.**

Compte tenu qu'il manque dans la zone euro un organisme de contrôle unifié du budget, ce qui fait que la seule restriction imposée à ses pays membres c'est que leur déficit budgétaire ne doit pas dépasser le plafond de 3% de leur PIB respectif et cela constitue le plus important fondement du crédit de l'euro. Maintenant, cette restriction est à peu près s'est presque écroulée, c'est pourquoi si la zone euro désire vraiment se débarrasser de la crise de la dette, l'aide extérieure ne constitue pas une mesure radicale permettant de couper le mal à sa racine. Le plus important pour les pays concernés c'est qu'ils doivent compter sur leurs propres efforts pour entreprendre en profondeur le réajustement de leur structure économique et sociale et pour reconstruire la compétitivité de leurs industries(9).

- **Idée trois : Réformer le système financier de la zone euro.**

L'actuelle crise de la dette en zone euro montre de façon évidente la différence de la base de crédit de l'euro et du dollar américain et dévoile en même temps la faiblesse du système financier de la zone euro. Mieux vaut tard que jamais, les mesures à appliquer ne visent aucunement à secourir provisoirement et la zone euro est confrontée à un choix qui concerne son système fondamental : ou bien maintenir la situation actuelle qui fait que l'euro continuera à être soumis à une menace latente ; ou bien réformer le système financier afin que les pays membres cèdent une partie de leur droit financier, ce qui leur permettra de se servir de leur force financière commune pour garantir ensemble le crédit de l'euro(9).

3) <u>Les solutions contre la crise d'endettement :</u>

Est-ce des solutions durables ou du replâtrage ne s'étant pas attaqué à l'essence de la crise ? La crise de l'endettement des Etats largement évoquée au niveau mondial en mois de juillet 2011, et notamment le risque de l'insolvabilité de l'économie américaine première puissance économique mondiale, pose la problématique de l'urgence d'une nouvelle régulation de l'économie mondiale(10).

Ce risque d'insolvabilité, combinée avec l'actuelle crise européenne serait catastrophique pour l'économie mondiale et entrainerait une récession généralisée pire que celle d 'octobre 2008. Elle aurait des répercussions négatives sur l'économie

algérienne fortement imbriquée dans l'économie mondiale à travers les hydrocarbures et ses placements à l'étranger[10].

1-En effet, suite à la crise d'octobre 2008, les trois espaces les plus puissants du monde à savoir les Etats Unis d'Amérique, l'Europe et la Chine ont lancé des plans de relance importants. Si l'on s'en tient à la Chine et aux USA, le Conseil des affaires d'Etat a annoncé, lors de sa réunion du 9 novembre 2008, un plan budgétaire de 4 000 Mds RMB (environ 590 Mds USD), pour relancer l'économie chinoise, en voie de ralentissement suite à la crise d'octobre 2008(source Bulletin économique Chine n°7 - novembre 2008). Pour le Plan de relance économique des États-Unis de 2009 il s'établit ainsi Infrastructure et science: 111 Milliards de dollars US ; Protection sociale: 81 Milliards de dollars US ; Santé: 59 Milliards de dollars US ; Enseignement et formation: 53 Milliards de dollars US ; Energie: 43 Milliards de dollars US et autres: 8 Milliards de dollars US soit au total 355 milliards de dollars US. Pour les infrastructures un plan additionnel de 50 milliards de dollars est nécessaire selon le président Barack Obama ce qui donnerait 405 milliards de dollars US (Source FED US décembre 2009) , Pour l'Europe Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, avait proposé, le 26 novembre 2008, un plan de relance représentant 1,5 % du produit intérieur brut (PIB) des vingt-sept Etats membres pour un montant de 280 milliards de dollars notamment travers la dynamisation du " fonds social européen ", consacré à des programmes ciblés pour le marché de l'emploi (formation des salariés et performance des entreprises) et du " fonds d'ajustement à la mondialisation ", destiné à la réinsertion professionnelle des travailleurs[10].

2-Cela explique les tensions budgétaires actuelles depuis fin 2010 tant aux USA en Europe qu'en Chine. Ainsi Le PIB mondial est évalué selon les statistiques du FMI en 2010 à 61 963 milliards de dollars US et selon la FED américaine la dette publique US dépasse les 14. 251 milliards de dollars soit 97% du PIB pour une population estimée à 310 millions. Pour l'ensemble de la communauté économique européenne des 27, selon Eurostat la dette publique représente 80%, du PIB soit 12.885 milliards de dollars pour une population d'environ 500 millions. USA et Europe 12% de la population mondiale estimé à 6,8 milliard d'âmes en 2010, concentrent 27136 de milliards de dollars de dettes publiques soit 45% du PIB mondial. Cela démontre une concentration excessive du PIB près de 50% pour une population ne dépassant pas 900 millions d'habitants alors que la planète approche 7 milliards d'habitants[10].

Car pour la chine pourtant deuxième puissance économique mondiale depuis 2010, pour une population de 1,33 milliard d'habitants le PIB totalise seulement 5745 milliards de dollars soit 9,5% du PIB mondial qui connait une explosion de sa dette publique et un retour à l'inflation 5,4% au premier semestre 2011 selon les statistiques officielles chinoises. Selon les statistiques récentes de la banque mondiale, inclus les dettes contractées par les provinces, les municipalités et les districts qui ont atteint l'an dernier 27 % du produit intérieur brut , 1160 milliards d'euros résultat des mesures des

effets de la crise mondiale d'octobre 2008 où en 2009 et 2010 ce qui fait grimper le total de la dette chinoise à plus de 80% de son PIB. Autant qu'il faille s'attendre à un retour à l'inflation mondiale en cas de la déconnection de la sphère réelle et financière, tant en Europe qu'aux USA(10).

3-C'est qu'à court terme comme démontré précédemment, l'économie américaine reste et restera entre 2011/2015/2020 la première puissance économique mondiale, le dollar représentant 60% des transactions mondiales contre 27% pour l'euro. La politique de dépréciation du dollar correspondant à une politique volontaire de baisse du dollar afin d'essayer de réduire le déficit commercial et de limiter la valeur réelle des USA de leur endettement mondial libellé en dollars. Une forte remontée du dollar face aux principales monnaies mondiales, supposerait une forte hausse des taux d'intérêts de la Fed et une baisse de la création monétaire, en contradiction avec le programme du nouveau président US dans la mesure où toute appréciation aurait pour conséquence le frein du marché immobilier (crédits inabordables du fait d'une hausse des intérêts sur les ménages endettés à taux variables), la consommation américaine pouvant être freinée avec le risque d'accélération des faillites des entreprises. Au vu des perspectives tant de l'économie mondiale que de l'économie américaine, il est attendu que la Fed relève dans un proche avenir son taux d'escompte mais d'une manière graduelle comme cela a été le cas récent pour la Banque centrale européenne en avril 2011. Cette politique monétaire des USA est intiment lié au fonctionnement actuel du système monétaire international qu'il s'agit impérativement de réformer. Cependant comme M^{er} Abderrahmane mebtoule viens le souligner dans une interview au quotidien public Horizon (en date du 30 juillet 2011) il ne faut pas avoir une vision de sinistrose vis à vis de l'avenir de l'économie américaine car nous sommes à l'ère de la mondialisation. Sur les 7 000 milliards de dollars de placements américains dans le monde reçoivent plus de dividendes de leurs investissements à l'étranger que le pays ne paie d'intérêts sur leurs dettes, les avoirs américains à l'extérieur étant essentiellement composés d'actions alors que les créances étrangères correspondent à des titres obligatoires sur le Trésor américain. La différence de rendement entre des actions et des obligations explique que les États-Unis restent, en dépit de leurs déficits, des investisseurs bénéficiaires(10).

Par ailleurs, à la différence de bon nombre de pays, les USA peuvent monétiser leur dette faire tourner la planche à billets du fait du dollar comme monnaie internationale représentant 60% des transactions mondiales en 2010 contre 27% pour l'euro , expliquant les réticences à réformer le système monétaire international caractérisé par la non synchronisation entre la sphère financière dominante et la sphère réelle, la dynamique économique et la dynamique sociale (distorsion entre les salaires et les profits spéculatifs). Sa refonte s'impose pour éviter des turbulences cycliques préjudiciables à l'avenir de l'économie mondiale comme en témoigne la bipolarisation croissante entre le Nord et le Sud et les remous sociaux également croissants au niveau de la zone Nord(10).

4-L'Algérie qui ne vit pas en vase clos est interpellée pour avoir une vision stratégique face à ces mutations mondiales , pour une transition à travers une libéralisation maîtrisée grâce à l'Etat régulateur stratégique en économie de marché, transition qui traine en longueur du fait de rapport de fores contradictoires pour le partage de la rente, depuis au moins 1986, ni économie de marché concurrentielle, ni économie administrée expliquant les difficultés de la régulation politique, sociale et économique. Cela explique notamment la difficulté de passage d'une économie de rente à une économie hors hydrocarbures dans le cadre des valeurs internationales. A court terme, l'urgence est une gestion active et raisonnée de la gestion des hydrocarbures et des réserves de change pour éviter une mauvaise utilisation. En effet, 98% des exportations sont le fait des hydrocarbures libellées en dollars, rente éphémère à la différence de la rente agricole, et important 70/75% dont 60% en euros des besoins des ménages des entreprises. Comme il y a urgence d'une gestion active des réserves de change déposées à l'étranger (80% selon la déclaration officielle du Ministre des Finances soit plus de 125 milliards de dollars) sur un total déclaré officiellement par la Banque d'Algérie de 157 milliards de dollars fin 2010 et fin juillet 2011 de 160 milliards de dollars(10).

M^{r} Abderrahmane mebtoule précise comme c'est démontré en annexe du tableau statistique , qu'avoir des réserves de change est une condition nécessaire, sécuriser l'investissement et surtout éviter un dérapage plus important de la valeur du dinar par rapport aux devises où existe une corrélation d'environ 70% entre la valeur actuelle du dinar et ce stock de devises via la rente des hydrocarbures, sinon le dinar flotterait à plus de 300 dinars un euro. Mais ce n'est pas une condition suffisante d'un développement durable et surtout provenant d'une rente, solution de facilité de la dépense monétaire sans impacts pouvant conduire au syndrome hollandais avec une corruption généralisée(11).

D'où l'urgence d'une bonne communication de la banque d'Algérie seule habilitée à gérer les réserves de change et les transferts de capitaux, relevant de la présidence de la république et non du Ministre des Finances pour éviter les rumeurs dévastatrices tant au niveau international qu'interne d'une population qui ne comprend pas ce divorce entre l'importance de ses réserves et son pouvoir d'achat en diminution. Comme ces récentes publications internationales que l'Algérie aurait 176,63 milliards de dollars de réserves de change largement les 28/29 juillet 2011, soit une différence énorme de 16,63 milliards de dollars par rapport aux déclarations officielles qui pose la question sur l'opacité de l'information et donc sur l'urgence d'une réaction de la Banque d'Algérie et d'un large débat national entre Algériens(11).

L'Union européenne, forte de 490 millions d'habitants, représente en 2008 un produit intérieur brut de 19.000 Milliards de dollars soit 30% du produit mondial. Elle devance les USA (14.000 Milliards) et n'a donc aucune raison de se situer à leur remorque (1). En raison de son poids déterminant, elle doit imposer ses propres règles

du jeu sur la scène mondiale. Pour sortir de la crise, il faut donc abandonner les lubies mondialistes et se recentrer sur l'Europe(11).

Il faut lancer un vrai débat qui permettrait de dépasser cette crise financière et de relancer la sphère réelle au niveau mondial car du fait de l'interdépendance des économies, l'accentuation de la crise, surtout de la première puissance économique mondiale, ne peut être que planétaire. Il s'agit de repenser le fonctionnement du système économique mondial par une nouvelle gouvernance mondiale. L'émergence d'une économie et d'une société mondialisées et la fin de la guerre froide depuis la désintégration de l'empire soviétique, remettent en cause la capacité des États-nations à faire face à ces bouleversements.

Les gouvernements à travers les États-Nations – et la crise actuelle en est la démonstration- sont désormais dans l'impossibilité de remplir leurs missions du fait de la complexification des sociétés modernes, de l'apparition de sous-systèmes fragmentés, de l'incertitude liée à l'avenir et de la crise de la représentation politique.

En l'absence d'institutions internationales réformées tenant compte des nouvelles mutations mondiales et notamment des pays émergents, capables de prendre le relais de la souveraineté étatique défaillante, le risque est que le seul régulateur social demeure les forces du marché à l'origine d'ailleurs de la crise mondiale actuelle. Aussi s'agit-il de prendre au sérieux ces turbulences en prenant des décisions d'ordre structurelles au risque d'un krach mondial pire que celui de 1929. Faute d'une remise en ordre énergique des finances publiques notamment aux USA et en Europe, il y a un fort risque d'aggravation de l'économie mondiale.

Pour le cas Algérie, le vrai débat doit porter sur une transition d'une économie de rente à une économie hors hydrocarbures dans le cadre des valeurs internationales renvoyant à l'approfondissement de la réforme globale. L'Algérie dans le cadre d'une intégration Magrébine qui est une nécessité historique et économique, par une libéralisation maitrisée, le renouveau de la gouvernance, la valorisation de la ressource humaine, richesse bien plus importante que toutes les ressources en hydrocarbures, grâce à l'Etat régulateur stratégique et un dialogue soutenu, privilégiant uniquement les intérêts supérieurs du pays, entre les différentes forces politiques, sociales et économiques, a d'importantes potentialités pour devenir un vecteur actif au niveau de l'espace euro-méditerranéen et arabo –africain, son espace social naturel.

3-1) <u>solutions européennes</u>:

- Rétablir une protection communautaire à l'égard des marchandises, des capitaux et des travailleurs immigrés :

Clicours.COM

Le rétablissement d'une protection communautaire est la condition préalable à toute réduction du chômage et de la paupérisation. La globalisation a entraîné une

diminution relative de la part des salaires qui a été compensée soit par un surendettement excessif des ménages, soit par des allocations étatiques. Pour rétablir la demande globale sur des bases saines, il faut laisser les salaires augmenter spontanément, en rétablissant la préférence communautaire[(12)].

En ce qui concerne le commerce des biens et services, la pratique des changes flottants rend tout tarif inopérant. La meilleure solution consisterait à équilibrer la balance courante grâce à des accords de clearing négociés annuellement avec chaque grande zone économique. Négociés sur une base bilatérale, ils donneraient à l'Union, en raison de son poids économique, une position prédominante lui permettant de privilégier les intérêts exclusifs de ses populations (consommateurs, travailleurs et industriels). S'agissant des capitaux, les délocalisations à l'extérieur de l'Union européenne seraient soumises à autorisation préalable. On devrait notamment limiter les exportations de savoir-faire et de technologies sensibles d'une part, et les investissements étrangers prenant le contrôle de filières stratégiques, d'autre part[(12)].

La compression des salaires a aussi été réalisée au moyen d'une immigration massive dont les coûts induits (sécurité, intégration) ont été mis à la charge des contribuables. La prohibition de l'immigration et le rapatriement des travailleurs étrangers extra communautaires réduiraient le chômage, favoriseraient l'augmentation des salaires et le redémarrage de l'économie. Le retour de ces étrangers dans leurs pays pourrait faire partie des conditions figurant dans les accords de clearing précités. Cette protection communautaire devrait aussi nous mettre à l'abri des conflits que la crise risque de provoquer. Rappelons que la dépression des années 30 a débouché sur la guerre et à l'holocauste de 38 millions d'européens (dont notamment 20 millions de russes, 7 millions d'allemands et 5 millions de polonais) [(12)].

- Résoudre la crise bancaire à l'échelon européen :

Depuis le G20 de Washington, la crise bancaire n'a pas été surmontée et nous ne sommes pas à l'abri de nouveaux chocs. Certains envisagent la création de « bad banks » qui rachèteraient les actifs toxiques. Sachant que le marché est incapable de fixer un prix pour ces actifs, un tel rachat risque de se réaliser à l'aveuglette au détriment des contribuables. D'autres proposent une nationalisation qui aurait le mérite de la clarté. Dans ce contexte d'incertitudes, la prochaine réunion de G20 de Londres s'annonce d'autant plus mal que la nouvelle direction américaine ne veut pas remettre en cause la globalisation financière[(12)].

Il importe donc d'agir dès à présent dans un cadre européen. Quelque soit la solution technique retenue, elle devrait imposer aux banques européennes un contrôle public renforcé, la clôture de leurs opérations avec les paradis fiscaux et l'obligation de réguler leurs contrats dérivés par le biais d'une chambre unique de compensation. Il faudrait aussi rétablir la distinction entre banques de dépôts et banques

d'investissements afin de préserver la sécurité des déposants. Seules, de telles mesures rétabliraient la confiance du public dans les marchés financiers.

- Lancer des grands travaux : la filière charbon-essence :

Certains économistes considèrent que les grands travaux lancés par Roosevelt n'ont eu aucun effet sur la reprise. Pourtant, c'est bien la commande publique d'armements qui a fait sortir les USA et l'Allemagne de la grande dépression. Il est vrai que dans le contexte actuel, de grands travaux n'auraient qu'un effet limité puisqu'un euro consacré à la construction d'une route serait dépensé de la manière suivante [(12)]:

30% pour importer des matériels de travaux publics du Japon, 15 % pour importer des bitumineux du moyen orient, 10% pour des gravillons de Chine et 45% pour payer la main d'œuvre immigrée. En bref, le contribuable dépenserait 1 euro pour le Roi de Prusse!

Dans le cadre de la préférence communautaire, les fournitures et le travail seraient d'origine européenne et de grands investissements pourraient donc jouer un rôle utile pour favoriser la relance. Alors qu'il existe de nombreux besoins, les programmes dorment dans les cartons de Bruxelles depuis la présidence de Jacques Delors en 1993! Toutefois, pour éviter le saupoudrage, il serait préférable de se mobiliser sur un seul programme. Compte tenu des pénuries prévisibles de matière premières, l'Europe devrait investir en vue de transformer la houille en essence synthétique**.** En effet l'Europe, pauvre en pétrole et en gaz, est riche en charbon et en lignite. La fabrication d'essence synthétique à partir du charbon et le développement du nucléaire pour la fourniture d'électricité, permettraient à l'Union européenne de regagner son indépendance énergétique.

Cette perspective serait renforcée si l'Union s'élargissait vers la Russie et l'Ukraine. La Russie dispose des premières réserves mondiales de gaz et reste un producteur de pétrole important. De plus la fonte du permafrost sibérien grâce au réchauffement pourrait libérer d'immenses ressources agricoles et minières. Dans ce contexte, l'Union européenne élargie redeviendrait la première puissance mondiale et constituerait le nouvel empire du 21 siècle.

3-2) <u>solutions françaises</u> :

- Augmenter les salaires en abolissant le monopole de la sécurité sociale :

On peut dès à présent augmenter tous les salaires en abolissant le système prédateur de la sécurité sociale. Pour ce faire, il suffit de reverser aux salariés l'essentiel des cotisations salariales et patronales prélevées au titre de la maladie et de la retraite afin qu'ils puissent s'assurer auprès des compagnies de leur choix[(12)].

Comme l'indique Claude Reichman « les français perçoivent 689 milliards d'euros en salaires. Pour la seule assurance maladie on leur en prélève 151 milliards. Les simulations effectuées permettent d'estimer à 113 milliards ce qu'ils devraient dépenser pour contracter une assurance maladie auprès d'une société d'assurance, d'une mutuelle ou d'une institution de prévoyance. Autrement dit une assurance maladie privée coûte en moyenne 25% de moins que celle de la sécurité sociale**.** Voilà un plan de relance de 38 milliards qui ne coûte rien au contribuable »

- Réformer l'assistanat :

Il est délicat en période de crise de diminuer les allocations servies aux ménages (allocations familiales, indemnités logement, indemnités de chômage, RMI etc.). Pour autant, il ne nous parait plus possible de maintenir le régime d'assistanat actuel. La solution consisterait à coupler les allocations à une mission d'utilité publique. Sachant que le rapatriement des étrangers extra communautaires risque d'occasionner des troubles à l'ordre public, on pourrait instituer une garde nationale ouverte à tous les chômeurs français. Les citoyens impliqués dans ces fonctions recevraient une rémunération financée par la suppression du RMI et des indemnités de chômage. Ce transfert présenterait deux avantages: d'une part, tout chômeur aurait bien comme aujourd'hui une allocation, d'autre part, nos compatriotes ne resteraient pas oisifs et auraient le sentiment de participer au redressement national(12).

- Encourager l'investissement privé :

Certes, le gouvernement a eu raison de privilégier l'investissement au détriment de la consommation dans son plan de relance: on ne peut pas s'endetter pour financer des dépenses courantes, comme le demandent le parti socialiste et les syndicats. Cela étant, le contenu des investissements, à l'exception des infrastructures nucléaires, ne parait pas pertinent. Ici encore, laissons la parole à Claude Reichman " La France n'a aucun besoin d'investissements dans ses infrastructures, qui sont excellentes. Il s'agirait de ce que les économistes appellent une mauvaise allocation des ressources et que les gens sensés rejettent comme des dépenses inutiles qui les empêcheront de faire celles dont ils ont vraiment besoin. Quant aux dépenses de recherche et de formation, elles ne sont, dans les structures actuelles, qu'argent dilapidé."

L'état devrait donc se limiter à favoriser la relance de l'investissement privé en adoptant les mesures suivantes: réduction de l'impôt sur les sociétés de 30% à 20%; suppression de l'ISF et d'une manière générale toute la fiscalité sur l'épargne; privatisation des hôpitaux, des universités et des HLM ; suppression des réglementations obsolètes qui découragent les investisseurs ou les écartent de marchés protégés au profit de corporations déjà installées(12).

La cause fondamentale de la crise de la zone euro est l'existence d'un excédent structurel de la balance courante de l'Allemagne (et des plus petits pays d'Europe du Nord) et d'un déficit courant structurel des pays du « Sud » (Espagne, France, Italie, Grèce, Portugal) ; ces déséquilibre extérieurs sont essentiellement dus à la spécialisation de l'Allemagne dans l'industrie et à la spécialisation des pays du Sud dans les services non exportables. Tant que ces déséquilibres extérieurs durent, la crise continue puisque les pays du Sud doivent continuer à s'endetter pour financer leur déficit courant. Les seules solutions durables à la crise entrainent donc la disparition de l'excédent de la balance courante de l'Allemagne et corrélativement des déficits courants des pays du Sud ; la restructuration des dettes sans élimination des excédents et déficits extérieurs n'est donc pas une solution durable(13).

Une solution durable à la crise peut être un de ces trois scénarios :

- le fédéralisme (transferts de revenu des pays excédentaires vers les pays déficitaires) ;
- la solution retenue aujourd'hui qui est la compression de la demande intérieure dans les pays du Sud de la zone euro, et qui élimine les excédents de l'Allemagne en réduisant ses exportations ;
- La sortie de l'euro et la dévaluation pour les pays du Sud de la zone euro, qui éliminent les excédents de l'Allemagne par la perte de sa compétitivité.

La compression de la demande intérieure pourra être un jour rejetée par les opinions. Pour échapper aux coûts énormes de la sortie de l'euro (pertes de change sur les dettes extérieures des pays qui dévaluent pour les détenteurs de ces dettes), l'Allemagne serait alors forcée d'accepter le fédéralisme(13).

Les pays du « Sud » de la zone euro (Espagne, Italie, France, Portugal, Grèce, Irlande) sont dans une situation difficile parce qu'ils ont connu d'abord une hausse de leur taux d'endettement du secteur privé puis une hausse de leur taux d'endettement public. Mais il faut comprendre que le besoin structurel d'endettement vient du déficit chronique de la balance courante de ces pays. Si un pays a un déficit de sa balance courante, il doit s'endetter (il accumule de la dette extérieure), ce qui veut dire qu'un groupe d'agents économiques du pays (dans la zone euro d'abord le secteur privé puis le secteur public) doit s'endetter continûment

Lorsque cet endettement atteint sa limite tolérable, il y a crise financière, ce qui s'est d'abord produit (2007-2008) pour le secteur privé puis aujourd'hui pour le secteur public. Pourquoi les pays du « Sud » ont-ils des déficits extérieurs structurels ? Une partie des déficits peut être due à leur mauvaise gestion (hausse trop rapide des coûts salariaux, dépenses publiques inefficaces) mais les déficits extérieurs viennent surtout de

la spécialisation productive : le « Nord » de la zone euro (c'est-à-dire essentiellement l'Allemagne) s'est spécialisé dans l'industrie, le « Sud » de la zone euro

Ceci a fait apparaître un excédent commercial structurel de l'Allemagne et un déficit commercial structurel des pays du Sud de la zone euro, (sauf en Irlande en raison de la localisation en Irlande de profits par les prix de transfert, mais l'Irlande a un déficit courant,) que les échanges de services exportables (tourisme, services financiers, services divers aux entreprises…) ne compensent pas, d'où les déficits des balances courantes de ces pays[(13)].

La zone euro dans son ensemble a des comptes extérieurs à peu près équilibrés

Ceci montre que le problème de la zone euro est essentiellement interne, entre les pays à excédents extérieurs (Allemagne) et les pays à déficits extérieurs (« Sud »). Tant que les pays du « Sud » ont un déficit extérieur, ils ont le besoin de s'endetter davantage, et la crise continue. Ceci montre qu'une restructuration des dettes de ces pays ne serait pas une solution durable à la crise : s'ils conservent leur déficit de balance courante, ils recommenceront à s'endetter après la restructuration. Les seules solutions durables à la crise impliquent donc la disparition des déficits des balances courantes des pays du Sud, donc la disparition de l'excédent de la balance courante de l'Allemagne.

Nous envisageons 3 scénarios, qui sont des solutions durables à la crise et qui entraînent la disparition des déficits courants des pays du « Sud » et des excédents courants de l'Allemagne [(13)]:

Scénario 1 : **Fédéralisme**

Le fédéralisme consiste en un transfert de revenu des pays ayant l'excédent extérieur vers les pays ayant un déficit extérieur ; il fait disparaître les déséquilibres des balances courantes, c'est-à-dire qu'il compense les déséquilibres des balances commerciales. On se rappelle qu'on a :

Balance courante = Balance Commerciale + Solde des revenus et des transferts courants.

Ces transferts de revenus liés au fédéralisme peuvent prendre plusieurs formes :

- mise en commun d'impôts ou de certains systèmes de protection sociale ;
- transferts réalisant de la péréquation de revenus, comme en Allemagne ;
- retraités allemands s'installant dans le Sud…

Ils coûteraient à l'Allemagne en pertes de revenus le déficit courant total du Sud soit à peu près 6 % de son PIB.

Scénario 2 : **compression de la demande intérieure dans les pays du Sud de la zone euro**

C'est le scénario qui est en train de se dérouler aujourd'hui avec la hausse de la pression fiscale, la baisse des dépenses publiques le freinage des salaires, la baisse des investissements, les pays en difficulté réduisent leur déficit extérieur en comprimant leur demande intérieure, de manière massive en Espagne, en Grèce, en Irlande.

Scénario 3 : **sortie de l'euro et forte dévaluation pour les pays du « Sud » de la zone euro**

Les pays du « Sud » de la zone euro pourraient décider (malgré le coût énorme lié à la hausse induite des taux d'intérêt) de sortir de l'euro et déprécier fortement leur taux de change. Ils amélioreraient alors leur commerce extérieur, et la disparition de l'excédent commercial de l'Allemagne viendrait de sa perte de compétitivité vis-à-vis des pays du «Sud» de la zone euro, comme cela avait été le cas après l'explosion du Système Monétaire Européen en 1992-93.

Nous avons vu qu'une solution durable à la crise des dettes publiques des pays du « Sud » de la zone euro passait nécessairement par la disparition des déficits de balance courante de ces pays, donc de l'excédent courant de l'Allemagne. Tant que ces pays ont un déficit courant, ils doivent continuer à s'endetter, et la crise continue.

Pour faire disparaître le déficit de la balance courante des pays du Sud de la zone euro (France, Espagne, Italie, Portugal, Grèce, Irlande)…On peut penser à trois scénarios :

Scénario 1 : Fédéralisme, transferts continus de revenus de l'Allemagne vers les pays qui ont des déficits extérieurs. Ce scénario est fortement rejeté par l'Allemagne aujourd'hui compte tenu de son coût.

Scénario 2 : Réduction de la demande intérieure dans les pays du « Sud » de la zone euro jusqu'à ce que leur déficit de balance courante s'annule ; c'est le scénario qui se déroule aujourd'hui.

Scénario 3 : Sortie de l'euro et forte dépréciation du change pour plusieurs pays du «Sud ».

Peut-on « probabilisé » ces 3 scénarios ?

1 – Le scénario 2 est en train de réussir en Irlande .Mais il rencontre une forte résistance de l'opinion en Espagne, au Portugal, en Grèce, potentiellement en France. Certains de ces pays vont peut-être alors dans le futur sortir du scénario 2, compte tenu de son coût en termes d'emplois.

2 – La menace d'utiliser le scénario 3 (dévaluation) par ces pays est alors très puissante et efficace. Compte tenu de la taille des dettes extérieures brutes de ces pays. Ces pertes pour les détenteurs non-résidents en cas de dévaluation (les dettes passant dans la monnaie de ces pays) seraient gigantesques. Regardons par exemple la taille de la détention des dettes publiques des pays du «Sud» en Allemagne. Il faut bien sûr ajouter les pertes de change qui seraient occasionnées sur les dettes des banques, des entreprises.

3 – Cette menace forcerait certainement l'Allemagne à accepter le scénario 1, de fédéralisme, pour échapper au scénario 3, de dévaluation, des pays qui rejettent le scénario 2 de compression de la demande.

Pour réussir le sauvetage de ces pays- et de l'euro- il faut transformer la précarité de l'attelage européen en avantage compétitif. L'observation de quelques données montre que la solution est à portée de main. La zone euro est une entité économique dont les ratios financiers se comparent favorablement à ceux du pays de référence, les Etats-Unis. Ainsi le ratio dette publique/ PIB est de 88% pour la zone Europe, de 99% pour les U.S. De même, le déficit budgétaire euro s'élève à 4,4% du PIB celui des U.S. à 10%. L'émetteur public euro serait donc plus que présentable !

Autre argument, que l'Europe n'a pas encore su utilise : l'effet de taille. Le marché de la dette publique euro a une taille très comparable à celui des plus grands marchés obligataires : d'après l'économiste Gavyn Davies (FT 20.7), l'ensemble des obligations d'Etat de la zone euro capitalise environ 5 500 Mrd EUR, le marché U.S. 6 600 Mrd EUR, le Japon 7 900 Mrd EUR. Un grand marché obligataire bénéficie de taux moins élevés, car les grandes institutions sont forcées d'y investir ; d'autre part, la liquidité qu'il offre réduit les coûts de transactions, en même temps qu'elle limite la volatilité, i.e. le risque pour les investisseurs.

Ainsi, là où les pays de l'euro sont faibles individuellement, l'union serait forte La zone euro en tant que telle peut attirer les investisseurs et refinancer ses membres à un coût inférieur et pour des montants supérieurs à ceux qu'ils peuvent obtenir séparément aujourd'hui.

Mais l'Allemagne rejette cette communauté de destins. L'électeur allemand trouve sans doute qu'il en a assez fait pour la Grèce et les autres pays faibles. Il est particulièrement hostile à l'idée d'engagements nouveaux qui ne pourraient pas être quantifiés. Il regrette peut-être la mésalliance qu'il a commise en abandonnant le DM pour l'euro.

En France l'idée européenne est depuis longtemps devenue impopulaire : la bureaucratie bruxelloise, si forte pour réglementer la fabrication du fromage, arrose de notre épargne durement acquise des pays qui se moquent d'elle et de nous. Pour un candidat à des élections, *vendre plus d'Europe* paraît suicidaire.

Les électeurs des pays vertueux voient les inconvénients qu'il y a à soutenir les pays les plus endettés, mais sont peu conscients de la somme d'avantages qu'a apportés l'Europe: d'abord un grand marché unifié, facteur de croissance par le stimulant interne qu'il constitue et par la masse d'investissements non-européens qu'il attirés. La monnaie unique a réduit le coût des transactions. La concurrence intra-européenne pèse sur les prix à la consommation, en même temps qu'elle élargit l'offre.

L'Allemagne a bénéficié d'une monnaie sous-évaluée par rapport à ce que vaudrait le DM isolé. Les Français pensent-ils aux attaques dont serait l'objet le franc aujourd'hui sous l'effet du lourd déficit commercial et des déficits publics ?

Peut-être un autre argument en faveur de l'euro serait-il mieux compris par les électeurs européens : les gouvernements des pays les plus prospères, ainsi que leurs banques, sont lourdement engagés auprès des pays les plus endettés. La veuve de Carpentras, ou bien de Sindelfingen, est-elle prête à accepter une baisse de sa pension ou de son assurance-vie si l'on coupe les vivres aux Grecs, ou aux Portugais ? C'est là un argument qui, à défaut de rendre l'Europe populaire, convaincrait peut-être l'électeur que, *au point où on en est…*

Il faut présenter à l'électeur réticent une politique européenne qui lui paraisse limiter son risque patrimonial propre et avoir des chances de succès. Les nombreuses idées émises récemment permettent d'esquisser ce que serait un appareil institutionnel convaincant. Tout d'abord il faut pouvoir contrôler l'usage des fonds qui sont distribués aux pays endettés.

Il faut donc créer un organisme de supervision financière doté de pouvoirs étendus de contrôle et de police, dont les décisions s'imposeraient, en temps de crise, aux pays membres.

Il faut aussi faire accepter une règle d'or à tous les membres, autrement dit faire inscrire dans leur constitution l'exigence d'un retour à l'équilibre des finances publiques. Ainsi les gouvernements dépensiers seraient en théorie privés de fonds. Une règle n'est pas nécessairement respectée, mais elle permet au point de désigner le contrevenant à l'opprobre public.

La zone euro doit pouvoir faire profiter ses membres de son crédit et donc émettre, sous sa signature ou sa garantie, des *Euro bonds,* cela dans des limites strictement définies. A ce propos on a suggéré de créer deux catégories d'emprunt : jusqu'à un niveau d'endettement représentant 60% de leur PIB les membres pourraient émettre des obligations bénéficiant de la garantie européenne. Au –delà leur papier ne bénéficierait plus que de leur propre garantie. Cette méthode rassurerait les Allemands, mais présenterait deux inconvénients : elle segmenterait le marché et elle renchérirait le coût du financement pour les pays les plus endettés, créant une possibilité d'arbitrage et donc de spéculation entre le bon et le mauvais papier.

Le fonds européen de soutien (EFSF) devrait être doté de fonds supplémentaires, afin qu'il puisse créer sur le marché un avantage psychologique à son profit. En contrepartie ses règles de fonctionnement seraient rigoureuses : les prêts qu'il consent aux membres bénéficieraient d'une séniorité de rang par rapport à la dette de ceux-ci et l'allocation de ces prêts, au-delà d'un certain montant supposerait l'approbation d'une majorité qualifié de son conseil d'administration.

De plus, l'EFSF pourrait se refinancer auprès de la BCE. Le rôle de celle-ci serait renforcé dans une Europe financière unifiée. Dans un pays-type la banque centrale peut financer indéfiniment l'Etat, quitte à prendre le risque de provoquer la baisse de la monnaie et/ou de stimuler l'inflation. En Europe, comme l'a fait remarquer P. De Grauwe, tout se passe comme si les pays membres empruntaient en monnaie étrangère : en cas de crise les gouvernements étaient jusqu'ici incapables de se refinancer. En cela la politique d'achats d'emprunts de pays en difficulté que mène la BCE depuis cet été est franchement novatrice. Elle vise à éviter que les taux auxquels doivent émettre la Grèce, mais aussi l'Espagne et l'Italie, n'atteignent des niveaux insupportables.

Dans ce genre d'opération la BCE intervient en somme a posteriori en monétisant une dette existante, et non pas en prêtant directement aux états. Dans une Europe régie par un gouvernement financier unifié, la BCE pourrait mener l'action d'une banque centrale classique. Il est vrai que le modèle Bundesbank serait alors jeté aux orties, mais celui-ci convenait à un pays riche et aux finances équilibrées, auquel l'Europe de 2011 ressemble assez peu. Comme la Fed aux Etats-Unis, la BCE n'aurait plus seulement pour mission de défendre la monnaie, mais aussi de soutenir la croissance.

La réforme institutionnelle ainsi accomplie ne porterait ses fruits que si le quasi-gouvernement économique et financier de l'Europe mettait en œuvre une politique appropriée visant à l'équilibre financier, mais aussi et plus encore à la croissance. L'austérité généralisée ne peut mener qu'à l'échec et aux difficultés politiques. Comme le disent le FMI et d'autres observateurs, il faut tenter de rétablir les finances publiques à moyen terme tout en prenant dans l'immédiat des mesures susceptibles de nous éviter une récession. Une réforme de la fiscalité doit encourager l'effort des entrepreneurs, les investissements productifs, la recherche et l'éducation. Comme chacun sait, la crise apporte avec elle à la fois des dangers et des opportunités. Dans des démocraties les grandes décisions ne se prennent que sous la contrainte. Dans une somme de démocraties comme l'Union européenne la pression doit être encore plus forte pour que la réaction se produise.

En créant l'euro l'Union s'est engagée plus qu'elle ne le pensait sur la voie du fédéralisme .Quoi qu'on pense de celui-ci, revenir en arrière serait économiquement ruineux et politiquement désastreux. Pourtant le poids des oppositions à un projet fédéralisant est énorme. Que va-t-il se passer ? Les pères fondateurs Jean Monnet et Robert Schuman pensaient qu'il fallait créer des mécanismes d'intégration économique; la politique suivrait le mouvement. Aujourd'hui on déplore le déficit démocratique de

l'Europe. Faut-il donc faire évoluer l'Europe sans trop le dire aux citoyens, ou au contraire leur expliquer qu'on n'a pas le choix ? Il faudra encore quelques convulsions sur les marchés pour que la démarche institutionnelle aboutisse, mais on se rappelle le principe: quand quelque chose doit arriver, cela va arriver.

Conclusion :

Dans la zone euro, le choix de la solidarité interne et de la logique de « souveraineté partagée » serait économiquement plus pertinent et démocratiquement plus légitime que la combinaison du « souverainisme » budgétaire et de règles rigides complétée par l'affirmation du seul principe de responsabilité nationale face aux errements des politiques économiques. A condition d'accepter cette mise en commun de la souveraineté, il est possible aujourd'hui d'adopter des mécanismes qui doteraient la zone euro d'un véritable « gouvernement économique ».

Une telle évolution verrait la zone euro se doter d'un dispositif institutionnel crédible - car doté des incitations appropriées - pour gérer ses propres déséquilibres internes, prévenir et gérer les crises de toutes natures et mener une politique économique cohérente. Son adoption rendrait crédible les engagements des Etats membres en matière de consolidation des finances publiques et permettraient donc de l'étaler davantage dans le temps afin de ne pas nuire à la croissance à court terme. En effet, la crise des dettes souveraines dans la zone euro, alors que d'autres grands pays ont des niveaux de déficit public et d'endettement supérieurs, s'explique aussi par la crise d'un système de gouvernance qui, en dix ans, a été constamment contourné et a perdu toute crédibilité aux yeux des marchés financiers.

Au-delà des seules questions de stabilisation conjoncturelle, il est essentiel que les Etats membres de la zone euro mènent des politiques permettant de rehausser leur croissance potentielle, qui allègeraient d'autant le poids de l'endettement public. Ils devraient ainsi s'engager tout particulièrement à atteindre les objectifs de la stratégie « UE 2020 » en investissant dans la connaissance et le capital humain, ce qu'ils n'ont pas assez fait pendant les 10 premières années d'existence de l'Union économique et monétaire.

Clicours.COM

SECTION A:

« L'Algérie face à la crise mondiale».

paragraphe1: L'Algérie une économie rentière.

paragraphe2 : Les réserves de change de l'Algérie.

paragraphe3: Problématique de taux d'intérêt et l'inflation mondiale.

Introduction :

Le budget de l'État est le budget annuel que l'État tient, c'est-à-dire l'ensemble des comptes décrivant les recettes et les dépenses de l'État pour une année civile. L'État l'équilibre au moyen de l'endettement (si nécessaire), ou en plaçant ses excédents. Les impôts sont les principales recettes de l'État. Ils sont composés : des impôts directs : versés directement par les contribuables à l'état et des impôts indirects : incorporés au prix d'un bien ou d'un service et payés à un intermédiaire qui les reversent à l'état. Pour le cas Algérie la dominance est la fiscalité pétrolière. Quant aux dépenses et les dépenses d'intervention dans les domaines social, économique et international. Un budget est dit en équilibre si les recettes sont égales aux dépenses et le déficit budgétaire doit être financé soit par des emprunts qui augmente la dette de l'Etat avec un cout dans la mesure où il faut payer les intérêts, soit par le recours à des réserves préalablement accumulées à partir d'excédents budgétaires soit par une hausse d'impôts soit enfin par une émission monétaire (« planche à billet »), avec le risque d'un processus inflationniste si l'offre de biens et de marchandises produite intérieurement ne s'accroit pas qui ne déplace. Cela peut entrainer un dérapage de la valeur de la monnaie. Qu'en est –il de la réalité de la loi de finances complémentaire 2011 ? Elle a été établi sur la base de 37 dollars du marché du baril de pétrole et pour le taux de change 90 dollars 74 dinars pour 1 dollar prévoit une forte aggravation du déficit budgétaire à 33,9% du produit intérieur brut. Les dépenses de fonctionnement prévues sont de 4 291 milliards de dinars dont 856,8 milliards de dinars additionnels, en hausse de 24,9% et les dépenses d'équipement de 3 981 milliards de dinars dont 797,26 milliards de dinars additionnels, en hausse de 25%.

Quant aux recettes budgétaires elles sont de 3 198 milliards de dinars (en hausse de 6,8%), dont 1669 milliards de dinars de fiscalité ordinaire, en hausse de 11%, et 1 529 milliards de fiscalité pétrolière, en hausse de 3,8% et le Fonds de régulation des recettes (FRR) est évalué à 4842,8 milliards à fin 2010. Cela résulterait des revalorisations salariales , l'extension du soutien aux produits alimentaires subventionnés, des mesures afin de permettre la relance de la PME , les subventions pour préserver le pouvoir d'achat des ménages, une forte réduction des charges patronales relatives aux cotisations à la Sécurité sociale, une imposition progressives aux micro-entreprises et aux activités créées pour résorber l'informel ainsi que des avantages fiscaux et domaniaux pour le développement touristique. En conclusion du document, il est prévu un taux de croissance de 6%, un taux d'inflation 4%, un produit intérieur brut (PIB) : 13 900 milliards de dinars (valeur courante), mais en volume plus significatif une baisse de 3,9% ; des exportations d'hydrocarbures de 67,5 milliards de dollars et des importations de marchandises : 41,3 milliards de dollars.

En conclusion le déficit budgétaire s'établirait à 4693 milliards de dinars. Comment dès lors affirmer que le déficit budgétaire réel serait de 10% au lieu de 33,3%, que l'on ne touchera pas aux fonds de régulation des recettes en invoquant des mesures

transitoires qui ne se répéteraient pas dans le temps. Quels segments économiques et couches sociales ciblées transitoires ? Excepté les reliquats des salaires avec effet rétroactif depuis le 01 janvier 2008, les autres augmentations se feront dans le temps et ne pas transitoires. Le gouvernement peut-il dans la situation actuelle, au risque d 'une explosion sociale, supprimer les subventions comme nous assistons chaque jour à des revendications salariales qui sont satisfaites ? Comme si l'Algérie aurait par enchantement et en 2012 /2015 une production hors hydrocarbures afin de créer des emplois durables, permettre des augmentations de salaires grâce à une productivité croissante afin de calmer le front, social qui comblerait la fiscalité pétrolière dont est issu le fonds de régulation des recettes.

Or du fait du blocage systémique, (gouvernance mitigé, dévalorisation du savoir et de l'entreprise créatrice de richesses qu'elle soit publique, privée locale ou internationale dans le cadre des avantages comparatifs mondiaux) ; il ne faut pas s'attendre dans un proche avenir à une dynamisation de la production et des exportations hors hydrocarbures qui nécessitent de profonds réaménagements structurels à la fois d'ordre politique et économique. Le ministre des finances fait un pari hasardeux sur un cours du pétrole supérieur à 110/120 dollars à prix constants seuil minimum pour combler l'actuel déficit budgétaire et comprimer artificiellement l'inflation par des subventions, devant être attentif également aux fluctuations monétaires tant du dollar (exportation) que de l'euro plus de 60% de nos importations. Ces propos contredisent l'ABC des fondements de l'économie publique qui a ses propres lois applicables à tous les pays sans exceptions comme en témoigne récemment la crise grecque, portugaise ou espagnole et les politiques d'austérité budgétaire de l'ensemble des pays développés ou émergents .

Que serait l'économie algérienne sans hydrocarbures ?

L'économie algériennes est une économie totalement rentière avec 98% d'exportation d'hydrocarbures et important plus de 70% des besoins des ménages et des entreprises. Tout est irrigué par la rente des hydrocarbures donnant ainsi des taux de croissance, des taux de chômage et de taux d'inflation fictifs. La richesse nationale créée puise sa source dans la relation du triptyque: stock physique (stock ressources naturelles d'hydrocarbures) – stock monétaire (transformation: richesse monétaire) – répartition (modalités et mécanismes de répartition: investissement-consommation-fonds de régulation).

La monnaie est avant tout un rapport social traduisant la confiance entre l'Etat et le citoyen, et se pose cette question pour quoi ce dérapage du dinar depuis six mois sur le marché parallèle avec une distorsion de plus de 45% par rapport cours officiel de la banque d'Algérie (1 euro coté entre 140/150 dinars), pouvant d'ailleurs démonter qu'existe une corrélation statistique entre le cours des hydrocarbures et la valeur du dinar algérien de plus de 70%. En 2011 sans hydrocarbures qui contribue à l'épongement artificiel (ne s'étant pas aux causes tant de la dette extérieure qu'intérieure via les assainissements répétées des entreprises publiques et des services

collectifs ,des bonifications des taux d'intérêts , et donc directement et indirectement à 80% du produit intérieur brut via le couple dépenses publiques/hydrocarbures, le dinar flotterait avec un cours qui dépasserait 450 dinars un euro soit une dévaluation de 300%, et le taux d' inflation non comprimé serait supérieur à 15% en référence au taux officiel. La société des hydrocarbures ne créait pas de richesses ou du moins très peu, transforme un stock physique en stock monétaire (champ de l'entreprise) ou contribue à avoir des réserves de change qui du fait de la faiblesse de capacité d'absorption sont placées à l'étranger (80% des 157 milliards de dollars selon la déclaration de 2010 du Ministre des finances), dont avec le taux d'inflation et les taux directeurs des banques centrales très bas donnent un rendement très faible voire négatif. De plus en plus d'économistes avertis se demandent alors pourquoi continuer à épuiser les réserves sachant qu'à ce rythme l'on ne dépassera pas 15 ans pour le pétrole et 25 ans pour le gaz tenant compte de la forte consommation intérieure pouvant découvrir des milliers de gisements mais non rentables économiquement.

L'Algérie n'étant pas un pays pétrolier (épuisement prévu par les instances internationales dans au maximum 16 ans), le département d'Etat à l'Energie US vient en ce mois de mai 2011 dans un rapport estime que l'Algérie détient 2,37% des réserves mondiales prouvées de gaz naturel conventionnel avec des réserves estimées à 4502 milliards de mètres cubes , loin de la Russie, classée première, qui détient plus de 47570 milliards de mètres cubes, l'Iran, le Qatar, (ces trois pays totalisant plus de 50%) , le Turkménistan, l'Arabie Saoudite, les Etats-Unis, les Emirats Arabes Unis, le Nigeria et le Venezuela et il faudra compter à l'avenir sur la Lybie. L'Algérie couvre 37,67% de la demande du continent noir, mais devant cependant connaître une légère baisse à l'horizon 2015 pour atteindre 36,74%, selon le dernier rapport du Business Monitor International (BMI).

Le calcul de la durée des réserves est fonction du coupe, cout(les couts algériens sont élevés) du prix international, qui doit être supérieur à 9/10 dollars le milliard de BTU pour le gaz naturel par canalisation(GN) et 14 dollars pour le gaz naturel liquéfié, dont les contrats à moyen terme arrivent en 2012/2014 à expiration.

Or au vu de la concurrence du gaz non conventionnel qui se commerce actuellement à 4/5 dollars le milliard de BTU, entraînant avec la technique du forage horizontal une révolution dans le domaine gazier des exportations prévues de 85 milliards de mètres cubes gazeux et 60/70 de milliards de mètres cubes de consommation intérieure , si l'on maintient tous les projets prévus et le bas prix actuel, n'ayant pas découvert depuis 8 ans de grands gisements, mondial malgré des dépenses de recherche colossales de la part de Sonatrach , l'épuisement prévu des réserves est à moins de 25 ans et moins de 20 ans si le cours international entre 2011/2020 est en dessous de 9 dollars.

En conclusion, que sera alors l'Algérie avec population en 2011 de 36 millions et en 2020/2025 dépassant les 40 millions et horizon 2030 plus de 50 millions sans

hydrocarbures? Peut-on continuellement assister à une redistribution passive de la rente des hydrocarbures pour calmer le front social en hypothéquant l'avenir du pays qui implique l'approfondissement de la réforme globale en panne ? Cela pose toute la problématique de la sécurité nationale, du passage d'une économie rentière à une économie hors hydrocarbures tenant compte des importants bouleversements géostratégiques du monde que les responsables algériens évitent d'aborder sereinement assistant à des replâtrages conjoncturels au lieu de s'attaquer à l'essentiel.

1) L'Algérie une économie rentière:

L 'Algérie possède des ressources naturelles très importantes capables de lui permettre d'assurer une croissance rapide et soutenue et de soigner son excédent commercial. Elle a également assuré une libéralisation de son économie par la mise en place du processus de privatisation engagé déjà depuis 1995, et la réforme de son système financier loin encore d'être finalisé. Le secteur des hydrocarbures constitue encore la base de l'économie du pays en assurant 52 % des revenus budgétaires, 25 % du Pib et 98 % des recettes d'exportations. L'Algérie dispose de la 5^{e} importante réserve de gaz naturel au niveau mondial. Elle est en 14^{e} position au niveau des réserves pétrolières. L'économie reste tributaire des fluctuations du marché pétrolier et du cours du dollar, c'est ce qui explique pourquoi l'Algérie s'efforce de diversifier son économie par une politique d'encouragement de l'investissement étranger et local en dehors des hydrocarbures(1).

L'économie algériennes est une économie totalement rentière avec 98% d'exportation d'hydrocarbures et important plus de 70% des besoins des ménages et des entreprises. Tout est irrigué par la rente des hydrocarbures donnant ainsi des taux de croissance, des taux de chômage et de taux d'inflation fictifs.

La richesse nationale créée puise sa source dans la relation du triptyque: stock physique (stock ressources naturelles d'hydrocarbures) - stock monétaire (transformation: richesse monétaire) - répartition (modalités et mécanismes de répartition: investissement-consommation-fonds de régulation). La monnaie est avant tout un rapport social traduisant la confiance entre l'Etat et le citoyen, et se pose cette question pour quoi ce dérapage du dinar depuis six mois sur le marché parallèle avec une distorsion de plus de 45% par rapport au cours officiel de la banque d'Algérie (1 euro coté entre 140/150 dinars), pouvant d'ailleurs démonter qu'existe une corrélation statistique entre le cours des hydrocarbures et la valeur du dinar algérien de plus de 70%. En 2011 sans hydrocarbures qui contribue à l'épongement artificiel (ne s'étant pas attaqué aux causes) tant de la dette extérieure qu'intérieure via les assainissements répétées des entreprises publiques et des services collectifs, des bonifications des taux d'intérêts, et donc directement et indirectement à 80% du produit intérieur brut via le couple dépenses publiques/hydrocarbures, le dinar flotterait avec un cours qui

dépasserait 450 dinars un euro soit une dévaluation de 300%, et le taux d'inflation non comprimé serait supérieur à 15% en référence au taux officiel[1] .

La société des hydrocarbures ne créée pas de richesses ou du moins très peu, transforme un stock physique en stock monétaire (champ de l'entreprise) ou contribue à avoir des réserves de change qui du fait de la faiblesse de capacité d'absorption sont placées à l'étranger (80% des 157 milliards de dollars selon la déclaration de 2010 du Ministre des finances), dont avec le taux d'inflation et les taux directeurs des banques centrales très bas donnent un rendement très faible voire négatif. De plus en plus d'économistes avertis se demandent alors pourquoi continuer à épuiser les réserves sachant qu'à ce rythme l'on ne dépassera pas 15 ans pour le pétrole et 25 ans pour le gaz tenant compte de la forte consommation intérieure pouvant découvrir des milliers de gisements mais non rentables économiquement[1].

L'Algérie n'étant pas un pays pétrolier (épuisement prévu par les instances internationales dans au maximum 16 ans), le département d'Etat à l'Energie US vient en ce mois de mai 2011 dans un rapport estime que l'Algérie détient 2,37% des réserves mondiales prouvées de gaz naturel conventionnel avec des réserves estimées à 4502 milliards de mètres cubes, loin de la Russie, classée première, qui détient plus de 47570 milliards de mètres cubes, l'Iran, le Qatar, (ces trois pays totalisant plus de 50%), le Turkménistan, l'Arabie Saoudite, les Etats-Unis, les Emirats Arabes Unis, le Nigeria et le Venezuela et il faudra compter à l'avenir sur la Lybie[1].

Le calcul de la durée des réserves est fonction du couple, cout(les couts algériens sont élevés) du prix international, qui doit être supérieur à 9/10 dollars le milliard de BTU pour le gaz naturel par canalisation(GN) et 14 dollars pour le gaz naturel liquéfié(GNL), dont les contrats à moyen terme arrivent en 2012/2014 à expiration. Or au vu de la concurrence du gaz non conventionnel qui se commerce actuellement à 4/5 dollars le milliard de BTU, entraînant avec la technique du forage horizontal une révolution dans le domaine gazier, des exportations prévues de 85 milliards de mètres cubes gazeux et 60/70 de milliards de mètres cubes de consommation intérieure, si l'on maintient tous les projets prévus et le bas prix actuel, n'ayant pas découvert depuis 8 ans de grands gisements, malgré des dépenses de recherche colossales de la part de Sonatrach, l'épuisement prévu des réserves est à moins de 25 ans et moins de 20 ans si le cours international entre 2011/2020 est en dessous de 9 dollars[2].

En conclusion, que sera alors l'Algérie avec une population en 2011 de 36 millions et en 2020/2025 dépassant les 40 millions et horizon 2030 plus de 50 millions sans hydrocarbures? Le sacrifice devant être partagé, et avec cette concentration excessive du revenu national au profit d'une minorité rentière, peut-on continuellement assister à une redistribution passive de la rente des hydrocarbures, des distributions de revenus sans contreparties productives, pour calmer le front social en hypothéquant l'avenir du pays qui implique l'approfondissement de la réforme globale en panne ? Cela pose toute la problématique de la sécurité nationale, du passage d'une économie rentière à une

économie hors hydrocarbures tenant compte des importants bouleversements géo stratégiques du monde que les responsables algériens évitent d'aborder sereinement assistant à des replâtrages conjoncturels au lieu de s'attaquer à l'essentiel[2].

1-1) Une énorme rente gazière :

La première chaîne mondiale de transport de GNL est celle qui achemine en 1963, le gaz naturel de Hassi R'Mel à l'usine de liquéfaction d'Arzew puis le GNL en Angleterre à Canvey Island (jusqu'en 1985) et en France à Fos-sur-Mer où il est regazéifié et injecté dans le réseau de distribution. 40 ans plus tard, près de 66 % du gaz commercialisés par Sonatrach proviennent toujours du gisement gazier géant de Hassi R'Mel. Quant au développement du pôle gazier du Sud-Ouest (Reggane, Touat, Timimoune, Hassi-Mouina), les champs développés en partenariat entre Sonatrach et quatre compagnies européennes (Gaz de France, Total, Repsol, et Statoil), vont entrer en production en 2011-2012…. juste à la fin du prochain mandat présidentiel. C'est dire l'énorme enjeu du potentiel gazier algérien[2].

Sonatrach prévoit d'exporter 85 Gm3/an d'ici à 2012 et plus de 100 Gm3/an à partir de 2020 vers l'Europe. À ce titre, la compagnie s'est engagée à 36% dans la réalisation de deux gazoducs sous-marins devant relier l'Algérie à l'Espagne (projet Medgaz) et à l'Italie (projet Galsi), privant le Maroc et la Tunisie de gagner une infime partie de la rente gazière en évitant les droits de passage par leur territoire. Par contre le mégaprojet gazier GNL intégré de Gassi Touil, initialement confié aux firmes espagnoles Repsol et Cepsa, a été carrément saboté. Les espagnols voulaient retarder sa réalisation tant que le gazoduc Medgaz ne serait pas opérationnel et les contrats de livraison sécurisés[2].

Sonatrach a annoncé un programme d'investissement 2007-2011 de 45 milliards de dollars (?), soit 9 milliards de $/an, dont 67% seront consacrés à l'amont pétrolier et gazier. L'effet d'annonce répété par Chakib Khelil sonne comme un rappel aux puissants de ce monde pour un soutien au troisième mandat de Bouteflika. Personne, ni expert, ni université, ni contrôle parlementaire, ni parti, ni syndicat n'aient jamais songé à vérifier la fiabilité de ces montants astronomiques que s'arrogent un nombre restreint de sociétés comme Halliburton. Le récent scandale de la société mixte Algéro-américaine Brown Root et Condor (BRC) a révélé à quel point les contrats du secteur étaient des pompes à fric prenant des avances colossales sur nos rentes pétrolière et gazière avant même l'entrée en production des puits[2].

Il faut savoir qu'à Sonatrach, même une simple plaquette de présentation du rapport annuel est sous-traitée en devises fortes à une société étrangère. En passant de 8 exportateurs en 1991 à 15 en 2007, et un prix de marché supérieur à 4 $/MBtu, la chaîne de liquéfaction du gaz est devenue rentable et concurrentielle. Grâce à ce développement du GNL des mécanismes entre offre et demande se sont mis en place dans des marchés spot et peuvent justifier la fin des relations bilatérales à bas prix[2].

1-2) Une politique de carburant réaliste :

L'Algérie est un pays gazier et non pétrolier devant éviter l'épuisement de cette rente éphémère. La politique des prix doit être revue d'éviter le gaspillage intérieur et les fuites hors des frontières comme le démontre la forte consommation de gaz qui selon les prévisions du CREG au départ devait représenter 70% des exportations algériennes entre 2015/2020 avant d'être révisé à la baisse par l'abandon de bon nombre de projets restructurant à 50%, ce qui laisse supposer que l'on a privilégié l'exportation du gaz brut au détriment de sa transformation au niveau du marché intérieur(2).

Mais comme le note le FMI dans son rapport de juillet 2011cela est une solution transitoire avec un rythme effrénée de la dépense publique (500 milliards de dollars entre 2004/2013), 70% allant aux infrastructures et très accessoirement au savoir et à l'entreprise, pourtant pilier du développement avec des impacts mitigés sur le développement réel et durable(2).

En effet, à moins d'un miracle de découvertes rentables financièrement, pour 4500 milliards de mètres cubes gazeux de réserves (2,5% des réserves mondiales de gaz conventionnel contre 30% Russie, 15% Iran et 10% Qatar) et au vu de la révolution du gaz non conventionnel notamment aux USA à travers le forage horizontal qui permet de diminuer les couts, le prix de cession sur le marché libre fluctuant actuellement à 4/5 dollars le MBTU alors que pour l'Algérie, du fait des couts élevés et la déperdition des cadres, Medgaz et Galsi nécessitent une cession minimum de 9/10 dollars et 14 dollars pour les GNL et tenant compte également des nouvelles mutations énergétiques mondiales, nous aurons une durée de vie ne dépassant pas 25 ans(contre 16 ans pour le pétrole), la durée de vie des réserves se calculant selon le couple dialectique cout intérieur/prix international(2).

Affirmer récemment par certains soi-disant experts induisant en erreur tant les décideurs que l'opinons publique, mais pas les spécialistes en la matière, des potentialités importantes de gaz conventionnel (aucune découverte substantielle depuis 5/7 ans selon les organisations internationales, faits confirmés par le FMI en juillet 2011) .ou réserves de gaz non conventionnel identiques à ceux des USA, selon nos informations constitue un leurre, un mythe(2).

D'ailleurs cette exploitation, comme d'ailleurs toute production de valeur ajoutée est lié à un bon management stratégique et à la ressource humaine, richesse à mes yeux(dit doc Abderrahmane Mebtoul) bien plus importante que toutes les ressources en hydrocarbures, comme en témoigne le poste services (assistance étrangère) qui est passé de 4 milliards de dollars en 2004 à plus de 11 milliards de dollars en 2010, Sonatrach (à l'instar d'autres secteurs) ayant perdu entre 2004/2010 plusieurs centaines de ses meilleurs cadres et techniciens (plus de 1000 selon certaines sources(1).

Du fait du blocage systémique, cela montre une faiblesse évidente de la politique énergétique nationale, intimement liée au manque de visibilité et de cohérence de la réforme globale. Cela renvoie à l'urgence d'une bonne gouvernance au profit exclusif de l'Algérie, pour réaliser une véritable transition politique pacifique et économique, trainant en longueur depuis 1986, ni économie de marché concurrentielle avec un rôle stratégique à l'Etat régulateur, ni économie administrée expliquant, du fait de rapport de forces contradictoires, les difficultés de conduire une réforme globale maitrisée tenant compte tant des mutations sociales internes(l'élément culture étant déterminant) que mondiales(1).

1-3) Une grave crise interne de gaz guette l'Algérie à partir de 2014 :

L'Algérie aura du mal à honorer ses engagements gaziers avec l'étranger en raison de l'augmentation de sa consommation interne d'ici à 2018. Cette demande pourrait évoluer entre 50,48 milliards de m^3 et près de 63 milliards de m^3 à l'horizon 2018, selon programme indicatif d'approvisionnement du marché national en gaz pour la période 2009-2018 publié par la Commission nationale de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) sur son site internet(2).

La CREG a évalué cette demande selon trois hypothèses: une faible augmentation de la demande, une évolution modérée et une augmentation forte de la demande interne en gaz. "Le scénario fort prévoit un développement socio-économique haut avec l'intégration de plusieurs projets industriels. Dans ce scénario, la demande globale en 2018 atteindra 62,96 milliards de mètres cubes, soit une évolution annuelle moyenne de 9%", a expliqué la CREG. Les hypothèses du scénario faible "donnent un rythme de croissance annuel moyen de 6,6%, soit une demande en gaz de 50,48 milliards de mètres cubes en 2018", a-t-elle ajouté. Enfin, la demande interne en gaz peut progresser selon le scénario moyen "à un rythme annuel moyen de 7,4%, passant de 26,6 milliards de mètres cubes en 2008 pour atteindre les 54,22 milliards de mètres cubes en 2018", selon la même source(2).

La CREG prévoit une évolution importante de la demande nationale en gaz naturel entre 2009-2010 et 2013-2014. Elle devrait passer de 28,37 milliards de m^3 en 2009 pour dépasser 40 milliards, selon le scénario faible ou atteindre 60 milliards de m^3, selon le scénario fort. Après la demande évoluera très lentement jusqu'en 2018. Les quatre prochaines années s'annoncent donc décisives pour la satisfaction de la demande nationale en gaz naturel alors que les investissements de Sonatrach dans le domaine n'avancent pas(2).

L'Algérie pourrait faire face à une grave crise interne de gaz dans les quatre prochaines années et aura du mal à maintenir à 64 milliards de m^3 ses exportations annuelles, si la production nationale actuellement de 100 milliards de m^3 n'évolue pas rapidement. Le déficit pourrait atteindre 50 milliards de m^3 en 2014 si Sonatrach maintient son projet de porter ses exportations à 85 milliards de m^3 dans quatre ans(1).

1-4) Quelle est la situation actuelle des réserves de gaz en Algérie ?

En dépit d'un redressement de la situation en 2010 (55,28 milliards de mètres cubes de gaz naturel exportés contre 52,67 milliards de mètres cubes en 2009). L'Algérie peine toujours à maintenir le niveau des volumes exportés au-dessus de 60 milliards de mètres cubes, un seuil qui était bien conservé entre 2001 et 2008. La production à un rythme rapide des gaz non conventionnels aux USA et en Europe explique en partie cette situation alors que l'Algérie tablait sur des exportations de l'ordre de 85 milliards de mètres cubes pour 2011/2012, ce qui devient une impossibilité pour le moment. Le temps étant de l'argent l'Algérie ne risque-t-elle pas de perdre des parts de marché au profit d'autres concurrents ? (2)

Par ailleurs, le prix du gaz non conventionnel, encore qu'existe un problème de la dégradation de l'environnement, grâce à la technique du forage horizontal est actuellement de 4/5 dollars donnant les USA exportateur de gaz horizon 2020, ce qui pourrait freiner l'importation de gaz algérien pour ne pas dire l'annuler. Selon les statistiques internationales, le gaz non conventionnel devrait représenter environ 25% de la production mondiale en 2020. Concernant l'approvisionnement de l'Europe, et cela n'est pas propre à Sonatrach mais également pour le géant russe Gazprom, il faudra tenir compte de la donne polonaise membre de l'Europe des 27 qui pourrait bouleverser la donne énergétique européenne. D'après l'Agence américaine de l'énergie (rapport 2010) la Pologne aurait une réserve de quelque 5300 milliards de mètres cubes de gaz de schiste dans ses sous-sols d'une valeur de 1380 milliards d'euros. (3)

Est-ce que la bulle gazière s'arrêtera horizon 2015 ou au-delà lorsque les contrats à moyen terme de l'Algérie arriveront à expiration, ce qui influencera le niveau d'entrée en devises sachant que le gaz représente plus de 40% des entrées en devises ? Et donc un sérieux problème de financement au-delà de 2014 si l'on maintient le rythme de la dépense publique ou le déficit budgétaire déjà élevé dans la loi de finances 2011 (33,9% du PIB) dépassera les 40% selon la loi de finances prévisionnelle 2012 ?

Comme se pose le problème si ce prix bas du gaz non conventionnel sur le marché libre est tenable à terme, il doit fluctuer pour une extension de l'investissement dans ce segment selon les experts entre 8 ou 9 dollars. Selon le dernier rapport du FMI (2011), il y aurait eu pour l'Algérie une baisse de 10% des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) en 2010. Le gazoduc Medgaz, opérationnel depuis le début de l'année en cours, ne pourra compenser de sitôt les pertes sur le marché américain compte tenu des craintes qui pèsent sur la reprise des européennes et notamment les économies espagnole et italienne(3).

1-5) L'Algérie pourrait devenir importatrice en 2020 :

Clicours.COM

Le risque face à la déconnexion du prix du gaz par rapport à celui du pétrole est que l'Algérie accélère l'épuisement de ses réserves de pétrole. Dans la Revue statistique

sur l'énergie dans le monde datée de juin 2004 de British Petroleum, le groupe anglo-américain réputé pour ses analyses et ses données chiffrées sur le secteur indique que la durée de vie des réserves pétrolières de l'Algérie serait de 16 /18 ans. De façon plus précise, pour cette revue, les réserves prouvées de brut du pays auraient été en 2004, de 11,3 milliards de barils, soit environ 1,6 milliard de tonnes, représentant 1% des réserves mondiales. L'Algérie ayant produit en 2004 pour 1,8 million de barils/ jour de liquides, rapportée au niveau d'extraction du pays, la durée des réserves serait selon cette source de 16 ans, donc reste à la date de 2011 environ 10 ans. Cela pose un vrai problème : entre-temps, y a-t-il eu des découvertes significatives ou de réévaluations à la hausse des accumulations de brut dans les gisements ? Dans le cas contraire, l'Algérie sera un importateur net de pétrole à partir de 2020[(3)].

Concernant le gaz, du fait du bas prix de cession au niveau du marché intérieur, et du programme du gouvernement d'aller vers plus de 90% d'utilisation du gaz dans les foyers, et des projets prévus, selon le rapport de la CREG, la demande globale intérieure en gaz atteindra 62,96 milliards de m3, soit un rythme d'évolution annuel moyen de 11,3% entre 2008 et 2013 et de 6,7% entre 2013 et 2018. Pour l'hypothèse moyenne, cela approche 50 milliards de mètres cubes gazeux[(3)].

La crainte pèse sur la capacité de l'Algérie à honorer ses engagements gaziers envers l'étranger en raison de l'augmentation de sa consommation interne d'ici à 2018. Les économies d'énergie supposant une politique des prix plus rationnelle et le développement de sources alternatives d'énergie (le solaire) pour les besoins du marché national permettrait d'alléger la pression de la demande sur l'offre de gaz et donc pour l'Algérie d'honorer ses engagements internationaux. Concernant le calcul de la durée de vie des réserves de gaz, il y a lieu de préciser que pour l'Algérie, selon mes calculs, la rentabilité des installations de Medgaz et Galsi nécessite un prix de cession entre 9/10 dollars et pour le GNL 14/15 dollars. Le calcul des réserves et quel que soit le pays est fonction de l'évolution de la concurrence des énergies substituables, du coût et du prix international et non de découvertes de gisements physiques qui peuvent être non rentables. Ne pouvant pas compresser la demande intérieure en deçà de 50 milliards de mètres cubes gazeux entre 2011/2020, au risque de freiner le développement, compte tenu des exportations prévues et de la consommation intérieure (scénario moyen du CREG), [(3)]

Plus de 85 milliards de mètres cubes d'exportation soit une production totale de 135 milliards de mètres cubes gazeux et presque 150 pour l'hypothèse forte du CREG, 10/15% des gisements marginaux selon les experts gaziers étant à soustraire car non rentables. Dans l'hypothèse d'un prix fixe de 14/15 dollar le MBTU pour le GNL et selon les scénarios variables pour la cession du prix du gaz par canalisation nous aurons les prévisions suivantes :- prix du gaz 9/10 dollars le million de BTU par canalisation : 25 années de réserves ; – prix du gaz 4/5 dollars : entre 15/16 ans de durée de vie des réserves ; – en cas d'un prix supérieur à 15 dollars : la durée serait supérieure à 30 ans,

les gisements marginaux devenant alors rentables. La durée de vie des réserves sera moins longue si les prévisions du ministère de l'Energie d'exporter plus de 100 milliards de mètres cubes gazeux horizon 2020 se réalisent et si la consommation intérieure est plus importante que prévue du fait du bas prix de cession du gaz[3].

1-6) Les perspectives de production du gaz :

Il est entendu que la demande extérieure des hydrocarbures pour l'Algérie d'une manière générale sera fonction d'une reprise ou pas de l'économie mondiale et de l'évolution du cours du dollar. Cependant, il faut éviter la sinistrose, 25 ans étant la moyenne maximale et c'est déjà appréciable tout en étant conscient, à moins d'un miracle, l'Algérie n'ayant pas découvert de gisements substantiels de gaz entre 2000/2011 mais des gisements marginaux, ce qui se pose le problème du coût élevé de l'extraction. Selon le gouvernement, la production de gaz naturel de l'Algérie, qui a connu en 2010 un recul de 2,4 % par rapport à 2009, devrait croître nettement d'ici à 2014[3].

Les exportations peuvent en effet être renforcées par la mise en production de nouveaux gisements qui devraient renforcer les capacités de production de gaz naturel de près de 25 milliards de mètres cubes d'ici à 2014 ce qui nous donnerait 80 milliards de mètres cubes gazeux pour 2014. En résumé, l'Algérie exporte 98% en hydrocarbures brut et semi brut et important 75% des besoins des entreprises et des ménages. Surtout qu'actuellement avec la crise mondiale un débat national pose la problématique du rendement des placements dans des banques centrales occidentales, asiatiques et même au niveau de certains pays du Golfe, soit 80% des réserves de change estimées à 162 milliards de dollars au 1er janvier 2011 selon la Banque d'Algérie et à 173 milliards de dollars fin juillet 2011 selon les statistiques internationales, résultante des exportations des hydrocarbures à des rendements faibles voire nuls ? [2]

Donc tout débat sur les réserves de change en Algérie renvoie au débat sur la rente des hydrocarbures, car pourquoi continuer à épuiser cette ressource éphémère pour les placer ensuite à l'étranger ? Aussi, un débat objectif ne peut dissocier l'analyse des rendements des réserves de change des réserves d'hydrocarbures, puisque provenant de cette sphère, ainsi que de la stratégie future du développement au sein d'un espace de plus en plus mondialisé, afin de transformer cette richesse virtuelle en richesse réelle. L'objectif stratégique pour l'Algérie est la transition rapide d'une économie de rente à une économie hors hydrocarbures supposant une gouvernance renouvelée, la valorisation de l'entreprise et son support la ressource humaine (le savoir et combien de cadres valables algériens marginalisés se sont expatriés), richesse bien plus importante que toutes les ressources des hydrocarbures. Une nation sans son élite est comme un corps vidé de son sang. [3]

1-7) la rente pétrolière :

Les hydrocarbures occupent depuis des décennies une place très importante non seulement dans le développement économique des pays producteurs mais aussi dans les relations géopolitiques internationales. Le pétrole brut ne constitue que 20 % des recettes d'exportations générées par les hydrocarbures : or, c'est le produit le plus sensible à la conjoncture mondiale et le seul sur lequel l'Algérie soit tenue aux restrictions quantitatives décidées par l'OPEP. Les autres hydrocarbures exportés le sont sans quotas et si leurs prix sont aujourd'hui indexés, selon des formules variées, au pétrole, l'Algérie cherche à rompre cette indexation (qu'elle avait, par ailleurs, contribué à imposer au moment où le prix de pétrole brut était très élevé). Les capacités de production et d'exportation supplémentaires de l'Algérie en ce qui concerne le pétrole brut, le gaz et les condensats sont considérables. (4)

L'Algérie pays rentier vit de son pétrole, mais il est établi que le pétrole est appelé à disparaître. Celle-ci a toujours compté sur le pétrole pour son essor. Et le matelas d'argent décrié en cette décennie 2000-2010 est dû à l'exportation de nos hydrocarbures et la hausse du prix du baril sur le marché mondial. (4)

L'importance du pétrole étant avérée ; historiquement lors de sa découverte en 1956, en pleine guerre d'Algérie, la France coloniale a intensifié ses efforts de guerre pour garder l'Algérie et ses richesses (la France recherchant son indépendance énergétique pour demeurer une puissance mondiale). L'Algérie détient environ 1% des réserves mondiales de pétrole, au quinzième rang avec 9,2 milliards de barils, et 2,5% des réserves mondiales de gaz, soit 4250 milliards de mètres cubes (l'Europe absorbe 97% des exportations algériennes d'hydrocarbures(4).

Le brut algérien, le Saharan Blend est l'un des meilleurs au monde : sa faible concentration en soufre le rend particulièrement facile à raffiner. Les principaux marchés des hydrocarbures algériens sont, dans l'ordre : l'Italie, l'Allemagne, la France, les Pays Bas, l'Espagne et le Royaume-Uni. Le gaz algérien assure 25% de la consommation de gaz de l'Union européenne. C'est dire l'importance pour l'Algérie des réserves de son sous-sol. Et l'on ne peut rester indifférent aux menaces qui pèsent sur cette énergie non renouvelable, sang de l'économie mondiale. les inquiétudes des experts tirent la sonnette d'alarme depuis des décennies quant à la raréfaction prochaine de cet excrément du diable qu'est le pétrole durant la décennie 2020-2030. La presse nationale algérienne traite tout le temps du sujet. Et la conscience du problème juste dans les chaumières les plus isolées d'Algérie. Si notre argent vient juste des exportations de nos hydrocarbures et que le pétrole est appelé à disparaître, pourquoi ramons-nous dans le sens contraire de ce qu'il faut faire ? (4)

Les réserves pétrolières économiquement récupérables de l'Algérie sont estimées à 12,3 milliards barils (Gbls), et au rythme de la production actuelle leur durée de vie serait de 16,8 ans. Même si les avis des experts en hydrocarbures sont divisés au sujet de la durée de vie des réserves de pétrole en Algérie, il n'en demeure pas moins que tous s'accordent à dire qu'il est grand temps que les pouvoirs publics commencent à réfléchir sérieusement à la période d'après-pétrole. En effet, parmi les experts pétroliers

qui ont fait cette remarque, Mourad Preure sans vouloir faire dans « l'alarmisme » et en se basant sur des études publiées par la « BP Statistical Review of World Energy », a indiqué, lors d'une conférence de presse tenue à l'hôtel « Le Mouflon d'Or » d'Alger, que « les réserves pétrolières économiquement récupérables de l'Algérie sont estimées à 12,3 milliards barils (Gbls), et au rythme de la production actuelle leur durée de vie serait de 16,8 ans » et non de 40 ans comme l'avaient avancé des cadres du ministère de l'Energie et des Mines, qui s'étaient basés entre autres sur les pronostics de l'analyste et professeur à l'Institut français du Pétrole (IFP France), Jean Pierre Favennec, comme quoi « l'Algérie disposerait de 42 ans de réserve » [(4)] .

Quant aux réserves gazières de l'Algérie, elles sont, selon Mourad Preure, estimées à 4,5 billions m3 (Tm3). Au rythme de la production actuelle, la durée de vie de cette énergie fossile serait de 53,3 ans. Toujours selon Preure, qui avait remis un rapport au Sénat dans lequel il s'appuie sur des pronostics de l'« US Geological Survey », a fait savoir que « les réserves prouvées ou P1 en Algérie sont de 1,7 Gbls. Mais ce qui inquiète le plus c'est que le taux de reconstitution des réserves reste très faible avec 25,2% en 2005 et 51,1% en 2006[(4)].

En outre, il semble que les découvertes faites soient de très petite taille, souligne le Docteur Preure et il faudrait à ce moment-là s'interroger si la majorité d'entre-elles sont économiquement exploitables. « Dans le cas contraire, le taux de récupération des réserves consommées devrait être revu à la baisse », a-t-il estimé. Au classement de 37 pays qui détiennent des réserves de pétrole répertoriées par la BP Statistical Review, l'Algérie se positionne à la 16e place, devancée par certains pays du Golfe (Arabie saoudite : 264,1 Gbls, Iran : 136,2, Irak : 115), des Amériques (Venezuela : 81Gbls, Canada : 25,2, Etats-Unis : 21,3), d'Afrique (Libye : 36,5, Nigeria : 36,2 Gbls) et de la Chine avec 15,5 Gbls[(4)] .

L'Algérie est un modeste producteur de pétrole mais un important producteur de gaz (quatrième mondial) ; ce pays est depuis longtemps un mono-exportateur d'hydrocarbures (97% de ses exportations), en direction de l'Union Européenne, du Maghreb et des Etats-Unis (cas isolé dans la région), qui achètent une partie non négligeable de son GNL (gaz naturel liquéfié). Bien que l'Algérie soit un modeste producteur par rapport aux pays du Moyen Orient, son pétrole, et surtout son gaz, occupent une place importante dans les relations géopolitiques et économiques méditerranéennes[(4)].

L'importance des hydrocarbures algériens est due à plusieurs facteurs [(5)] :

- le pétrole algérien est de très bonne qualité;

- l'Algérie à d'importantes réserves de gaz naturel, source d'énergie moins polluante que le pétrole ou le charbon ;

- les liens traditionnels de l'Algérie avec les pays du nord de la Méditerranée, dont la consommation en gaz augmente de plus en plus (l'Algérie est le troisième fournisseur en gaz de l'Union européenne, précédée par la Russie et la Norvège);

- les pays importateurs doivent pouvoir compter sur des sources fiables d'approvisionnement, ce qui est le cas de l'Algérie, au contraire d'autres pays, comme l'Iraq, le Nigeria, le Venezuela ou l'Iran…;

S'il est vrai que le pétrole nord-africain ne pourra jamais remplacer celui du Moyen Orient dans l'approvisionnement de l'Europe, le gaz par contre est susceptible de devenir une source importante d'énergie et une véritable arme politique, comme le fut le pétrole dans les dernières décennies. Ainsi, la création d'une OPEP du gaz est à l'ordre du jour, alors que jusqu'à présent le prix du gaz est indexé sur celui du pétrole(4).

Le pétrole reste la raison d'être de l'Etat algérien, plus de 98% de ses revenus proviennent de cette matière première, jusqu'à nos jours les tentatives d'indépendance par rapport à cette matière stratégique se sont avérées vaines ; ni le pouvoir, ni le peuple sont prêts pour une telle aventure. L'Algérie d'aujourd'hui ne peut pas vivre sans pétrole, elle se drogue par cette matière première et prend le plaisir en se tuant. (4)

2) Les réserves de change de l'Algérie :

Les réserves internationales d'un pays sont, généralement, l'ensemble des disponibilités composant le portefeuille des actifs que sa Banque centrale détient (devises, or, droits de tirages spéciaux (DTS) (5).

2-1) Quelles sont les réserves d'or en Algérie ?

Selon les statistiques du FMI de 2009, l'Algérie disposait, courant 2009, de 173,6 tonnes d'or avec une valeur en termes de lingots de 6,07 milliards de dollars, soit 4,3% des réserves de change de l'époque, et au cours d'août 2011 un montant de 9,11 milliards de dollars, soit un gain net de plus de 3 milliards de dollars entre mars 2009 et août 2011(5).

Depuis le montant a vraisemblablement augmenté mais le ratio global stable ou en très légère augmentation puisque les réserves de change sont estimées à 160 milliards de dollars en juillet 2011 officiellement et plus de 173 milliards de dollars selon les statistiques internationales, posant d'ailleurs le problème de la transparence de la gestion des réserves de change(5).

2-2) Quelles sont les réserves de change actuel?

Les réserves de change de l'Algérie étaient de 162,2 mds USD fin 2010, contre 148,9 mds USD à la fin2009, cela ne justifie pas les données internationales qui annoncent 173 milliards de dollars fin juillet 2011.environ 98% de ces placements selon le gouverneur sont répartis entre les Etats-Unis et l'Europe, effectués en portefeuille de titres souverains (valeurs d'Etat) que l'Algérie avait achetés entre les années 2004 et

2007.ces placement des réserves de change à l'étranger ont rapporté 4,60 milliards de dollars en 2010,contre un rendement de 4,74 milliards de dollars en 2009, contre 5,13 milliards de dollars (mds USD) en 2008,3,81 mds USD en 2007 et 2,42 mds USD en 2006.ces titres sont soumis à un taux d'intérêt moyen fixe de 3% en 2010,un rendement légerment inférieur à celui de 2009 et 2008[5] .

Et contrairement aux années précédentes ou les dépôts constituaient 20% des placements de l'Algérie à l'étranger, 2% seulement des réserves de change sont actuellement déposées dans les banques privées internationales soit 3,24 milliards de dollars un rendement presque négatif. Suite à ces informations stratégiques il faut en déduire les conséquences. Avoir un rendement de 4,60 milliards de dollars pour un taux d'intérêt de 3% (tous juste le taux d'inflation mondiale actuel 2010\2011 soit un rendement presque négatif) suppose que l'Algérie à placer non pas à court terme mais à moyen et long terme en 2010 un montant de 153,33 milliards de dollars sur 162 y compris les réserves d'or, soit 94,65% de ces réserves de change[5].

Pour les taux de court terme, ils ne peuvent être supérieurs au taux d'escompte des banques centrales. car les taux directeurs sont depuis 2009\2010 pour la FED entre 0-0,25%,1,25% en 2010 avec un relèvements de la BCE de 1,5% depuis avril 2011,ceux de la banque d'Angleterre 0,5%.Par ailleurs le ministre des finances a déclaré officiellement devant les députés, déclaration reprise par l'APS courant 2009,que 80% des réserves de change sont placées à l'etranger.si l'on s'en tient aux deux déclarations officielles, il y aurait eu entre temps 14,65% d'augmentation et ce malgré la crise d'octobre 2008[5].

D'une manière générale si le stock en principe, à moins d'une faillite généralisée de toute l'économie mondiale ou d'une grave crise politique en Algérie, ce qui entrainerait le gel des avoirs algériens à l'étranger, est garanti par les Etats ne risque rien, cela pose le problème des rendements, le taux d'intérêt étant de plus en plus élevé si les placements se font à moyen et long terme afin de couvrir le taux d'inflation mondiale. Pour ceux à moyen terme le retrait avant terme entraine une perte pour l'Algérie du fait de la décote et sur le marché libre et de la perte des intérêts pour non-respect du contrat et il est préférable d'attendre le terme actuellement avant de prendre une décision hative. Ce qui n'est pas le cas pour les placements des avoirs algériens dans des banques privées dites AAA qui a été décotées. Dans cette situation, en cas de difficultés bancaires, si elle n'est pas soutenue par leurs Etats, il y a perte déche pour l'Algérie[5].

Comme on le constate, le problème est complexe, donc comment on dépasse largement l'aspect monétaire, est de relancer la sphère réelle afin de créer des emplois créateurs de valeur ajoutée afin de diminuer les tension sociales pour une population qui passera de 36 millions d'habitants en 2011 à 50 millions d'habitants dans 25 ans sans hydrocarbures entendu en terme de rentabilité. Et ce ,afin de réaliser la transition d'une économie de rente à une économie hors hydrocarbures dans le cadre des valeurs

internationales renvoyant à de profondes réformes politiques, économiques et sociales se fondant une meilleure gouvernance et un Etat de droit[5].

2-3) la gestion des réserves de changes :

Les experts tirent à nouveau la sonnette d'alarme quant aux placements de réserves de changes algériens à l'étranger, notamment aux Etats-Unis qui sont actuellement affectés par une grave crise d'endettement public. Selon Karim Djoudi, ministre des Finances, 80% des 157 milliards de dollars sont déposés à l'étranger en bons de Trésor, dont 45% aux USA, 45% en euros à la Banque centrale européenne, le reste, soit 10%, partagé entre le yen japonais et la livre sterling à des taux de rendement estimés presque à 0%. Selon le gouverneur de la Banque d'Algérie, qui, pour rappel, est la seule autorité habilitée à gérer ces fonds de placements à l'étranger, le rendement de ces réserves est de l'ordre de plus de 4%, ramenant presque 5 milliards de dollars d'intérêts par an. Or, pour le docteur Abderrahmane Mebtoul, «le rendement est bien en deçà de ces chiffres» avancés par le gouverneur de la Banque d'Algérie. Pour étayer son appréciation, le Dr Mebtoul l'explique par «le taux d'inflation alarmant actuel et le faible taux d'intérêt accordé par la FED mais également par la Banque centrale européenne» [5].

En d'autres termes, le Dr Mebtoul aborde encore une fois la question de la transparence de la gestion des réserves de changes, notamment en ces temps de crise, même si la rente actuelle a mis à l'abri, à court terme, l'Algérie des effets néfastes de la crise qui secoue les Etats-Unis et l'Europe. Ni la Banque d'Algérie, encore moins le ministère des Finances ne donnent des éclairages sur la manière avec laquelle les fonds sont placés, à moyen ou à court termes, sachant que les taux d'intérêt sont variables selon les formules choisies et négociées[6].

L'Algérie a misé, selon le Dr Mebtoul, sur «la sécurité» en plaçant l'argent dans des bons de Trésor à la réserve américaine et européenne, alors que si l'Algérie avait pris des risques, par exemple en convertissant l'argent en or, le pays aurait aujourd'hui profité de l'envolée des cours de l'or sur le marché mondial, le prix de l'once étant passé de 800 dollars en 2009 à 1600 dollars actuellement, et les réserves de changes auraient doublé passant à plus de 300 milliards de dollars. Mais la Banque d'Algérie semble observer ce qui se passe à l'étranger, sans «aucune réaction» en attendant que l'instabilité s'estompe. Même si cela risque de coûter cher à l'Algérie en cas de crise politique grave. On l'a vu avec nos voisins où les avoirs et les placements à l'étranger ont été gelés[6].

2-4) Les réserves dépendent de l'inflation et des taux d'intérêts :

On estime que le grand problème des réserves de change placées à l'étranger qui doivent être rentables et être utilisées à des fins de développement au niveau interne ,dépendent d'ailleurs du niveau d'inflation, des taux d'intérêts, de la cotation du

dollar et du rendement des bons de trésor. Ces derniers demeurent également tributaire de la stratégie chinoise et japonaise qui sur, 3400 milliards de dollars de réserves de change en 2011 à 1150 milliards placées en bons de trésor américains et les japonais 1000 milliards de dollars et qui eux aussi dépendent de l'évolution de l'économie américaine pour leurs exportations(6).

Les réserves algériennes sont placées à 80% à l'étranger comme l'affirme le ministre des Finances devant les députés courant 2010. Cet expert a indiqué les monnaies dans lesquelles sont placées ces réserves. «En dollars, euros, yen, livres sterling 45%, en dollars, 45% en euros, 5% en livres sterling, 5% en yen selon certaines sources ou 80% en dollars selon d'autres sources sachant que 98% des exportations en devises (économie de rente) se font en dollars , important 75% des besoins des ménages et des entreprises dont 60% se font en euros », explique-t-il. Dans quelles proportions ? « Entre bons de trésor américains, dans des banques centrales européennes, asiatiques, dans des banques internationales privées dites AAA dont certaines ont été décotées posant la problématique de la crise de l'endettement des Etats et d'une manière générale de la crise mondiale sur l'économie algérienne », souligne-t-il(6).

On conclue « Les réserves de change (en, Algérie ne provenant pas de la création de la valeur) , sont certes une condition nécessaire mais non suffisante pour un développement durable , la monnaie semblable au sang dans le corps humain permettant de dynamiser la production comme moyen d'échange ou la freinant en cas de thésaurisation ou d'émission de la monnaie sans contreparties productives générant d'ailleurs l'inflation qui pénalise l'investissement (hausse des taux d'intérêt) et les couches les vulnérables »(6).

3) Problématique de taux d'intérêt et l'inflation mondiale :

Avec la hausse des pressions inflationnistes et des taux d'intérêt début d'année 2011, le rallye de 30 ans des marchés obligataires semble toucher à sa fin. Les investisseurs peuvent se demander si les marchés financiers ne se trouvent pas à l'aube d'une nouvelle époque. Ils peuvent également s'inquiéter de savoir quels investissements offrent la meilleure protection contre le risque inflationniste et la hausse des taux d'intérêt(7).

3-1) l'inflation :

L'inflation est une situation de hausse généralisée et durable des prix des biens et des services. Cette situation correspond à une baisse du pouvoir d'achat de la monnaie. En clair, avec la même somme d'argent, on peut acheter moins de choses qu'auparavant. Des hausses de prix de certains biens et services se produisent constamment (pétrole, autres sources d'énergie par exemple ces dernières années).

Tant qu'elles sont plus ou moins compensées par des baisses de prix d'autres produits et services (ordinateurs, vêtements…) on ne parle pas d'inflation. C'est ce qui s'est passé ces dernières années dans la plupart des pays industrialisés. Pour qu'il y ait situation d'inflation, il faut une hausse du niveau général des prix. Dans cette situation, le phénomène aura tendance à s'auto entretenir ou à s'accélérer. Un niveau trop élevé d'inflation est jugé négatif ou dangereux pour le pouvoir d'achat de certaines catégories sociales (ceux qui ne peuvent obtenir une bonne indexation de leurs revenus) et pour la croissance économique. Les banques centrales sont en règle générale chargées d'empêcher que l'inflation s'installe. Nos gouvernants et notre société en général ont encore à l'esprit le souvenir de l'Allemagne de Weimar, juste après la première guerre mondiale, où l'inflation était telle qu'il fallait des brouettes pour transporter les billets nécessaires à l'achat d'un pain ; cette inflation et l'appauvrissement d'une partie de la population qui s'en est suivi sont une des causes de la montée du nazisme(7).

C'est sans doute ce souvenir collectif qui explique que la Banque Centrale Européenne ait une telle hantise de l'inflation. Pour certains, cette crainte est excessive. L'inflation aurait certaines vertus : elle favorise les emprunteurs et va souvent de pair avec un certain niveau de croissance. Les critiques de la BCE font valoir que les politiques mises en place pour lutter contre l'inflation ont pour effet de limiter la croissance. La plupart du temps, pour évaluer le taux d'inflation on utilise l'indice des prix à la consommation(IPC). Mais on regarde également l'indice des prix à la production. Le problème est que ces indicateurs n'intègrent pas l'évolution des prix des actifs financiers(7).

3-2) Taux d'intérêt :

Le taux d'intérêt est un élément primordial de régulation de l'économie. Le niveau des taux d'intérêt établit le coût du crédit qui commande l'activité. D'une manière générale, le taux d'intérêt est la rémunération que l'on est en droit d'attendre pour la renonciation à une consommation immédiate. Autrement dit, si l'on préfère placer l'argent que l'on possède plutôt que de le dépenser immédiatement, cela signifie que l'on y renonce pour un temps donné. Plus cette renonciation n'est longue, plus le taux d'intérêt offert sur un placement est important(7).

Le taux d'intérêt et l'inflation sont donc intimement liés. Par exemple, si l'on place 10 000 dollars sur votre compte et que l'inflation annuelle est de 5 %, à la fin de l'année, vous aurez toujours ces 10 000 dollars. Néanmoins, en termes de pouvoir d'achat, ils ne vaudront que 9500 dollars. Par conséquent, lorsque l'inflation augmente, les taux d'intérêt augmentent et vice-versa. Les taux d'intérêt se répercutent directement sur les décisions d'achat des consommateurs, des entreprises et des gouvernements, ce qui les aide à déterminer le type et le moment de l'achat. Une augmentation des taux d'intérêt est négative pour le marché des actions(7).

3-3) l'origine d'inflation :

L'inflation mondiale est indirectement d'origine américain.la reprise américaine alimente des tensions sur les besoins en ressources naturelles diffusant ainsi l'inflation mondiale. Cette régularité historique que l'on observe depuis 1969 la rend d'autant plus prévisible. Les théoriciens se partagent pour savoir si l'inflation est d'origine monétaire (courant monétaristes) ou réelle (courant keynésien). L'actualité nous incite à penser qu'elle est d'origine pétrolière, ou à la base liée à la demande chinoise. Des périodes de tensions sociale (années 70) ont incité à privilégier la piste de tension inflationniste liées à la couse salaire-profit. Tranchons net le débat : l'inflation est d'origine électorale .ou plus exactement elle est orientée à la hausse à l'approche des élections présidentielles américaines. C'est-à-dire exactement la période que nous vivons(8).

3-4) La progression de l'inflation mondiale :

L'inflation mondiale a atteint 4,1 % sur un an en janvier 2011 (dans la suite tous les % font référence au glissement annuel), contre 3,9 % le mois précédent. Il s'agit du plus haut niveau depuis l'été 2008 et est une conséquence de la forte hausse des cours des produits agricoles et du pétrole. Aux Etats-Unis, l'inflation est remontée à 1,6 % en janvier tandis que dans la zone euro l'inflation s'installe au-dessus de la cible de 2 %, à +2,3 %. On note que le Royaume-Uni a désormais un taux d'inflation totale à 4 %, soit le niveau le plus élevé observé au sein des pays de l'OCDE(8).

Au final, pour la zone OCDE, l'inflation est passée à +2,2 % en janvier 2011 après +2,1 % en décembre. La poussée est réelle mais reste limitée comparée aux niveaux de mi-2008. Le précédent choc pétrolier avait fait atteindre près de 5 % à l'inflation totale dans l'OCDE. On en est encore loin. Dans les grands pays émergents, les hausses de prix en janvier 2011 sont nettement plus importantes, une conséquence logique du poids plus important de l'alimentation et de l'énergie dans les prix. L'inflation atteint +4,9 % en Chine, +6 % au Brésil et +8,2 % en Inde (WPI) (8).

En Russie, le retour de l'inflation a été rapide et brutal, avec +9,2 % en janvier. Au total, dans les grands pays émergents, l'inflation en janvier progresse à +6,3 %. Le dérapage, limité précédemment à l'Inde, commence à devenir une source d'inquiétude au Brésil, en Russie et en Indonésie. Les hausses de taux directeurs vont continuer. L'inflation sous-jacente dans l'OCDE bouge beaucoup moins. Elle progresse aussi, à +1,4 % en janvier 2011, mais reste très basse. La progression est principalement provoquée par les USA (à +1 %) et l'UK (+4,0 %). On remarque une hausse progressive un peu partout à partir des niveaux très bas de mi-2010(8).

Clicours.COM

- ***L'inflation s'établirait à 2,2 % en 2011 en moyenne annuelle sous l'effet de la hausse passée du prix des matières premières.***

La hausse de l'inflation totale en 2011 traduit la progression très marquée des prix des produits pétroliers et du cours des matières premières alimentaires. La poursuite de la hausse des cours du baril de pétrole, qui ont atteint un pic de 127 USD en avril 2011 pour ensuite se stabiliser autour de 110 USD, pèse toujours fortement sur l'inflation totale. L'inflation énergétique contribue ainsi pour 1,0 point à l'inflation totale en 2011.La flambée des cours des matières premières agricoles (blé, maïs, sucre) a provoqué une accélération des prix alimentaires à la consommation à partir de mars 2011. L'inflation des produits transformés issus de l'industrie agro-alimentaire est ainsi passée de 0,8 % en mars 2011 à 3,3 % sur un an en août 2011[(8)].

Cette tendance devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année 2011, compte tenu de l'ampleur de la hausse des prix à la production déjà observée (7,3 % en glissement annuel au mois de juin) et de son délai de diffusion aux prix à la consommation. Au final, après une contribution nulle en 2010, l'inflation des produits alimentaires « hors-frais » atteindrait 2,5 % en moyenne annuelle en 2011, soit une contribution de 0,4 point à l'inflation totale. Hors énergie et alimentaire, les pressions sur l'inflation apparaissent faibles, et l'inflation «sous-jacente» resterait modérée en moyenne annuelle en 2011 (1,2 %) : l'inflation importée via les prix des matières premières n'a pas entraîné de hausse généralisée des prix et des salaires (effets dits de«second tour»). Ainsi, les prix dans les services ne devraient que modérément accélérer, en lien avec le raffermissement progressif de la demande intérieure, tandis que les prix des biens manufacturés demeureraient stables[(8)].

- ***En 2012, l'inflation diminuerait à 1,7 % grâce au repli de l'inflation énergétique et à une inflation sous-jacente modérée.***

En 2012, l'inflation diminuerait. Sous l'hypothèse conventionnelle d'une stabilisation du prix du pétrole en prévision, l'inflation énergétique serait beaucoup plus faible qu'en 2011, seulement portée par les revalorisations du prix des tarifs administrés. Malgré la récente détente des cours de matières premières agricoles et industrielles (cuivre, aluminium), l'inflation (en moyenne annuelle) des produits alimentaires et manufacturés resterait à un niveau élevé, illustrant ainsi une diffusion plus tardive d'une hausse du prix des produits de base dans ces secteurs que dans le secteur de l'énergie. Sous l'effet de l'accélération très progressive des salaires, l'inflation dans le secteur des services continuerait d'augmenter mais resterait encore sous sa moyenne de long terme. L'inflation sous-jacente se redresserait ainsi graduellement (1,4 %), dans un contexte de raffermissement de l'activité[(8)].

3-5) L'inflation est–elle la solution pour éponger la dette publique ? :

Concernant la situation spatio-temporelle de la dette publique, les différents Etats au cours de leur histoire ont souvent eu recours à la dette pour faire face à de fortes

dépenses, comme les guerres par exemple, mais après des périodes de fortes augmentations, la part de la dette dans le PIB a été rapidement réduite, principalement en raison d'une forte hausse de l'inflation qui réduit la valeur réelle de la dette et d'une croissance forte du PIB. Le recours à la dévaluation a également été pratiqué, y compris à des moments de l'histoire où la monétisation des échanges n'était pas forcément la règle. En effet, les Etats développés misent sur une forte croissance pour pouvoir réduire les déficits budgétaires et diminuer l'endettement public(8).

Mais si la croissance ne dépasse pas 2% par an en termes réels dans les années à venir, comment rembourser la dette? Certes existant d'autres options pour réduire la dette publique comme la pression fiscale ; mais le risque est la récession à la lumière de l'expérience nipponne de 1996 de la réduction des dépenses publiques et se heurtant aux mouvements sociaux. Alors certains évoquent le recours à l'inflation comme une solution. Selon l'INSEE (2009) pour la France un point d'inflation en plus donne autant de recettes fiscales qu'un point de croissance supplémentaire et dans sa note de conjoncture de mai 2010 la Deutsche Bank note qu'une accélération de l'inflation de 2 à 8% entraînerait une baisse de 21% de la valeur de la dette publique mais avec le risque d'une inflation élevée compte tenu d'une hausse inévitable du taux d'intérêt des nouvelles obligations(8).

Mais l'inflation ne se décrète pas et est le produit de la régulation Or, à la différence de la période historique des Etats Nations, l'économie actuelle est globale et surtout l'introduction des pays émergents à très forte population comme la Chine, l'Inde, le Brésil dont le cout salarial est extrêmement bas , explique que les banques centrales ont beau injecter des centaines de milliards de liquidité contribuant certes à des bulles d'actifs détruisant ainsi la liquidité injectée mais ayant un impact limité sur le processus inflationniste. Et le risque de l'hyperinflation évoquée précédemment par Jacques Attali ne peut se produire que si les couts salariaux des pays émergents approchent le niveau des pays développés et ce dans le cadre de l'hypothèse d'une croissance faible nous renvoyant à la fameuse théorie des années 1970 de l'échange inégal d'Emmanuel .Dès lors, l'inflation afin de réduire l'endettement ne peut provenir que de la mise en place des taxes à l'importation expliquant les mesures récentes d'une taxe carbone, des droits et taxes des USA et de l'Europe(9).

Comme conséquence, si le scenario du repli sur soi se réalise, l'on pourrait assister à plus d'inflation, de croissance mais à court terme dans le cadre d'Etats Nations pris individuellement , permettant une dette publique maîtrisée et ce durant une courte période , mais avec le risque d'une implosion de l'endettement à moyen et long terme, la période pouvant être rallongée pour le cas de la Chine ou l'Inde du fait de l'importance de leur marché intérieur mais avec des pertes de gain de compétitivité. Ces mesures protectionnistes et certaines dévaluations ou réévaluations par zones ne pouvant se faire que lorsque la monnaie est autonome -dollar, livre sterling, yen , Yuan, mais pas individuellement au niveau de chaque pays de la zone euro puisque la monnaie est

commune expliquant le dilemme grecque, s'ils ont un impact sur la relance de l'économie interne à chaque zone (ré- localiser du travail quitte à ce que les produits soient plus chers), ne feront que diminuer la taux de croissance à l'échelle mondiale pénalisant d'ailleurs les pays pauvres et émergents à moyen terme. Or, même la Chine connaissant un déficit budgétaire important ce qui explique le retour depuis 2010 à l'inflation qui inquiète les dirigeants chinois, la Banque centrale de Chine ayant annoncé le 11 février 2010 un nouveau relèvement du taux de réserves obligatoires des banques et les autorités souhaitent renforcer le contrôle du crédit(9).

3-6) La problématique de l'inflation et du pouvoir d'achat en Algérie :

S'agissant d'un problème aussi complexe que celui de l'inflation, il me semble utile de préciser que ces phénomènes doivent tenir compte de la structure et des particularités de l'économie à laquelle ils sont appliqués, les aspects de structures de l'économie internationale, de l'économie interne résultant de l'option de la stratégie de développement économique, aux schémas de consommation générés en son sein pour des raisons historiques, d'influences socioculturelles et aux composantes des différentes forces sociales pour s'approprier une fraction du revenu national. L'inflation depuis fin 2007 est de retour en Algérie, risquant de remettre en cause les équilibres macro-économiques qui ont nécessité d'importants sacrifices de la population algérienne depuis 1994 date du rééchelonnement, , car ayant accusé un retard dans les réformes micro-économiques et institutionnelles, et ce, bien que le niveau des réserves de change de 140 milliards de dollars US , le stock de la dette tant intérieure qu'extérieure, ce dernier est en nette baisse, selon la Banque centrale d'Algérie, de 4,9 milliards de dollars, non pour des raisons de gouvernance interne, mais grâce à l'envolée du cours du pétrole(9).

L'Algérie risque de revenir à la case départ si l'on a cette vision du passé que le développement s'assimile aux dépenses monétaires et aux réalisations physiques sans se préoccuper des impacts et des coûts. Et surtout, si l'on continue dans cette voie hasardeuse de l'assainissement répété des entreprises publiques, plus de 40 milliards de dollars US entre 1991/2008 et l'inefficacité des dépenses publiques conséquence d'un manque de cohérence et de visibilité dans la politique économique et sociale, avec la corruption socialisée qui engendre une démobilisation générale se répercutant sur la productivité globale(9).

Pour preuve, une enquête réalisée au niveau d'une thèse de magister durant l'année 2007, montre qu'à la question : allez-vous travailler ou au travail ? La réponse pour plus de 80 % des personnes sondées était la suivante ; je vais au travail. -Pour le gouvernement, le taux d'inflation a été de 1,6 % en 2005, 3% en 2006, à 3,5 % en 2007 et 4,5% en 2008 (selon l'officiel pour cette dernière période des raisons essentiellement externes dues à l'envolée des prix comme le blé, la farine sur le marché international), ayant prévu des subventions pour la farine, la semoule et le lait et une somme colossale des transferts sociaux représentant plus de 10 % du PIB pour assurer la paix sociale et une inflation selon l'ONS de plus de 6,1% au premier semestre 2009(9).

Or, selon un document important relatif à une étude sur l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, du centre de recherche américain, Casey Research en date du 6 mars 2008, le taux d'inflation en Algérie serait 12 % en 2007 et supérieur pour l'année 2008 selon cette étude, contre une moyenne de 7/8% au niveau de la région Mena. Car le besoin est historiquement daté et doit tenir compte de la structuration sociale, les ménages algériens ne mangeant pas des chiffres erronés mais étant confrontés à la dure réalité quotidienne(9).

Ce processus inflationniste est amplifié par l'emprise de la sphère informelle, produit de la bureaucratie centrale et locale qui entretient des relations diffuses de corruption avec cette sphère, (expliquant que les rapports internationaux des trois dernières années 2005/2008 classent l'Algérie à un niveau de corruption élevé), qu'il s'agisse d'intégrer intelligemment, loin des mesures bureaucratiques peu efficaces, contrôlant 40 % de la masse monétaire en circulation avec une intermédiation financière informelle. Tout se traite en cash, alors que la base de l'économie moderne se fonde sur le crédit, et qu'au-delà de 100 dollars, la carte de crédit est souvent exigée(10).

Cette sphère contrôle quatre segments-clefs : celui des fruits et légumes, de la viande, celui du poisson pour les marchandises locales et pour l'importation, le textile - chaussures (posant le problème du contrôle de la douane). Cette domination de la sphère informelle contraste avec le niveau de la salarisation entre 2000/2008 en nette baisse, accusant une régression au profit des emplois rentes passant, selon mes calculs, moyenne 2006/2008 de 22,10% en 1991 à 20% en 2001 et à moins de 19%, ce ratio étant supérieur à 30% au Maroc et 37% en Tunisie, et varie entre 40/60% selon les pays développés, oubliant ainsi que le salaire est un prix et que le travail est la seule source de richesse permanente(10).

Le constat en Algérie est l'absence d'une véritable concurrence, avec une tendance à la substitution d'un monopole d'Etat un monopole privé plus néfaste , faisant que les circuits entre le producteur et le consommateur (les grossistes informels) ont tendance à se rallonger, la marge commerciale pouvant représenter 2 à 3 fois le prix de production (surtout dans le domaine agricole), ce qui ne peut que décourager le producteur immédiat et l'orienter vers des activités spéculatives et fait que la politique d'encadrement des prix peut s'avérer d'une efficacité limitée, en fonction des moyens mis en œuvre, dans la mesure où le contrôle des prix repose sur le détaillant qui ne fait que répercuter ces surcroîts de distribution(10).

On ne peut invoquer, pour expliquer l'inflation, uniquement les effets des augmentations au niveau de la Fonction publique en 2008 , (le montant étant estimé à environ 170 milliards de dinars annuellement, soit environ 1,8 milliard d'euros, somme dérisoire) , la baisse du cours du pétrole , pour preuve, le cours du pétrole a atteint un cours entre 110 /140 dollars , les salaires ayant stagné à une période et l'inflation relativement maîtrisée, ou l'extérieur car avec la crise mondiale nous constatons une

déflation (baisse de l'activité, chômage, baisse des prix) alors qu' en Algérie nous assistons à une stagflation (récession , chômage et hausse des prix) [(10)].

Dans les pays émergents, certes le taux d'inflation est relativement élevé comme en Chine, Inde, Brésil ou la Russie, mais le taux de croissance est supérieur à la moyenne mondiale. Se pose la question face à la déflation (baisse des prix au niveau mondial,) pourquoi le consommateur algérien n'en bénéfice pas ? La raison essentielle de la non répercussion de cette baisse des prix au niveau mondial est que la banque centrale d'Algérie a dévalué simultanément (et c'est un paradoxe puisque la cotation de ces monnaies n'évolue pas dans le même sens) le dinar par rapport à la fois au dollar et à l'euro, mais comme le montre les dernières statistiques douanières d'avril 2009 n'ayant pas eu d'impact évident sur la valeur des importations[(10)].

La raison du processus inflationniste, liée profondément à la logique de l'accumulation, en Algérie est structurelle. Car depuis 1986, l'Algérie est dans une interminable transition n'étant ni une économie étatisée, ni une véritable économie de marché concurrentielle, expliquant le peu d'efficacité tant de la régulation politique, sociale et économique. Si le processus inflationniste continue à ce rythme entre 2009/2010, cela aura des incidences sur le taux d'intérêt des banques qui devraient le relever au moins de deux à trois points par rapport aux taux d'inflation réel, si elles veulent éviter la faillite. Où, alors l'Etat devra recourir à nouveau à leur assainissement qui a coûté entre 2002/2008 au Trésor plus de 5 milliards de dollars US. Cela freinerait à terme le taux d'investissement utile, la plupart des opérateurs économiques préférant se réfugier soit dans les activités et spéculatives à court terme actuellement dominantes[(10)].

Cela explique la faiblesse du pouvoir d'achat, le Smig étant à 120 euros contre une moyenne de 150/200 au Maroc et en Tunisie. Lié à l'aspect précédent , doit être pris en compte l'analyse des couches moyennes productives pilier de tout développement en voie de disparition , des enquêtes sur le terrain montrant en comparaison au Maroc et à la Tunisie (il existe des disparités par strates du fait que la politique salariale dans ces deux pays favorise les couches moyennes productives et non les rentières comme en Algérie), que le niveau de vie des fonctionnaires algériens en termes de parité du pouvoir d'achat (tenant compte qu'en moyenne 80/90 dinars = 1 euro, avec la dévaluation récente) est plus élevé au Maroc et beaucoup plus en Tunisie[(10)].

Et que la mensualité d'une manière générale d'un enseignant du primaire au supérieur supposé former les cadres de demain, en fin de carrière, est environ d'un tiers de celles de ses collègues marocain et tunisien, avec les nouvelles augmentations de 2008(moins du un tiers par rapport au salaire d'un simple député ou sénateur pour un professeur d'université) et 80% de ce montant en retraite,(donnant un écart de un quart du fait que retraite des hauts cadres est de 100%) sans compter les conditions de travail bien plus meilleures et surtout la considération (statut de l'élite au niveau de la société en Algérie dévalorisé). Et, phénomène nouveau, il s 'agit de prendre en compte les crédits à la consommation, où on assiste à l'endettement constant des

ménages pour certains biens durables (prêts voiture, logement par exemple), un prêt de 100 millions de centimes algériens en 2009 traduit un remboursement, tenant compte des intérêts composés, de 150 en 2012 dont l'effet à terme est une détérioration du pouvoir d'achat ce qui implique d'analyser les liens dialectiques entre la concentration du revenu source d'injustice sociale au profit de couches spéculatives au détriment à la fois des producteurs de richesses et de la majorité des ménages algériens et le processus d'accumulation du capital(11).

Paradoxalement, la crise du logement (même marmite, même charges) et des distributions de revenus sans création de valeur au nom de la solidarité (bien que la destination des transferts sociaux ne concerne pas toujours les plus défavorisées) permettent à une famille de disposer de plusieurs revenus reportant dans le temps provisoirement les tensions sociales dans la mesure où toute Nation ne distribue que ce qui a été préalablement produit. Avec un taux de croissance de 2/3% peut-on créer 3 millions d'emplois entre 2009/2013 et améliorer le pouvoir d'achat ?

Le rapport en date du 22 avril 2009 du FMI , outre qu'il révise à la baisse la croissance de l'économie mondiale qui ne devrait retrouver son niveau antérieur à la crise que dans trois à quatre années entre 0 et 1% en 2010, calculant le taux de croissance par rapport à l'année antérieure 2009 qui est négative, donc pas avant 20013/2014 (c'est comme un corps gravement malade, la convalescence prend du temps), et ce sous réserve que les thérapeutiques s'avèrent efficaces, influant sur la demande d'hydrocarbures, dont les recettes en devises sont de 98%, est inquiétant pour l'Algérie pour trois raisons fondamentales (11):

Première raison, la croissance de la population active, c'est-à-dire que le flux annuel de demandes d'emplois et une réduction du taux de chômage actuel implique un taux de croissance selon l'avis unanime des organismes internationaux entre 7/8% sur plusieurs années cumulées, taux d'ailleurs confirmé officiellement à maintes reprises par le gouvernement algérien, pour atténuer à terme les tensions sociales. En effet la population en âge de travailler augmente chaque année de près de 3,4%. La pression sur le marché du travail est le fait des jeunes qui représentent 50% de la population active. La production et les exportations hors hydrocarbures y compris les services marchands, liées à l'approfondissement de la réforme globale sont la condition sine qua non pour la création d'emplois durables existant d'ailleurs un sureffectif au niveau des administrations et de certaines sphères économiques étatiques en comparaison avec des pays semblables(11).

Deuxième raison, le taux de croissance de 2,1% en 2009 et 3% en 2010, selon le FMI pour l'Algérie est extrêmement faible comparé à la dépense publique. Comparé aux dépenses sur la population, des pays similaires en voie de développant dépensant le 1/3 de l'Algérie ont des taux de croissance plus importants. Ces dépenses ont été rendues possibles essentiellement grâce aux recettes exceptionnelles des hydrocarbures entre 2007/2008 dont le cours moyen pour 2007 a été de 75/77 dollars et 100/110 dollars pour

2008. Qu'en sera-t-il si le cours stagnent à 60/65 dollars à prix constants au cours *un euro 1,28 dollar car avec le dérapage du dollar à plus e 1,42 70 dollars donne par rapport au 01 janvier 2009 moins de 59 dollars, 80% de nos importations se faisant hors zone dollars dont 60% pour la zone euro(11).

Sonatrach et Sonelgaz absorbant pour ses nouveaux investissements entre 2009/2013, à un cours de 50/60 dollars 50% de ses recettes des hydrocarbures laissant 50% pour le reste de l'économie. Comme cela rendrait non rentables certains projets gaziers et pétrochimiques hautement capitalistiques alors que dans d'autres pays, elles traversent une crise de demande bien que déjà amorties. 3 Troisième raison. Il existe des lois économiques universelles applicables à tous les pays : le taux d'emploi dépend du taux de croissance et des structures des taux de productivité. On ne crée pas des emplois par des lois et décrets : c'est l'entreprise qui crée l'emploi. Il s'ensuit qu'avec un taux de croissance de 3%, l'Algérie évitera les licenciements massifs, comme cela se passe de par le monde (plus de 20 millions en Chine depuis la crise) (10).

Or, Sonatrach ne créant pas d'emploi est déjà en sureffectifs, pour créer trois millions d'emplois, il faudra un taux de croissance entre 2009/2013 de 6/7% minimum par an. Avec les taux de croissance 2/3%, l'on pourrait créer moins de 50% du programme à moins que le gouvernement ait des solutions innovatrices loin des actions de distribution de salaires fictifs au nom de la solidarité ou des milliers de jeunes s'adonnent temporairement à désherber les routes ou à faire et refaire des trottoirs. C'est dans ce cadre que je juge utile d'analyser le dernier rapport de l'ANDI (agence nationale de l'investissement) qui a annoncé pour 2008 un volume des investissements enregistrés en 2008 de 2 402 milliards de dinars , le montant global des IDE en partenariat, en Algérie, étant passé de 145,7 milliards de dinars en 2007, à 897,6 milliards de dinars , le tout en 2008 avec 16 925 projets et la création de 196 754 postes d'emploi(10).

C'est que le bilan de l'ANDI ne tient pas compte de l'impact de la crise mondiale qui verra inéluctablement , confirmé par l'ensemble des rapports internationaux, une contraction des investissements directs étrangers et une baisse de la demande tant locale qu'internationale, -Par ailleurs ces déclaration sont en contradiction avec le bilan dressé à la réunion du Conseil national de l'investissement (CNI), fin mai 2008 où il a été établi que sur 11 400 projets d'investissements nationaux et étrangers enregistrés en 2007 par l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), pas moins de 8000 concernent un seul secteur plus de 70% : les transports de personnes et de marchandises. Et que sur les 11 400 projets agréés par l'ANDI - donc ouvrant droit à d'importantes mesures de soutien de l'Etat- sont concentrés au niveau d'une dizaine de wilaya du nord du pays. Plus inquiétant, sur tous les dossiers présentés, seuls 136 sont des investissements étrangers se concentrant surtout au niveau BTPH et les services avec une rentabilité à court terme, et donc étant attiré par les réserves de change étant sur d'être payé. Ainsi, les résultats des organismes chargés de l'emploi (ANDI l'ANSEJ, le CNAC-) sont mitigés malgré les nombreux avantages accordés(10).

En conclusion, il y a donc risque de tensions sociales croissantes en cas d'amenuisement des ressources financières, les dépenses 2008/2009 étant à hauteur de 78 dollars le baril selon le FMI ,ne posant pas de problèmes pour deux années 2009/2010 (mais que sont 140 milliards de dollars de réserves de change ,une goutte dans l'océan des bulles financières mondiales dont les pertes en sous-capitalisation sont estimées depuis la crise à plus de 52.000 milliards de dollars fin février 2009, et ce n'est que provisoire) du fait que les tensions budgétaires devaient se manifester, si le cours du pétrole est entre 55/60dollars courant 2012, et pour un cours entre 40/45 dollars fin 2010 début 2011. Avec en plus le risque d'un retour à l'inflation, principalement due à l'inefficacité de la dépense publique, vecteur de concentration des revenus au profit de couches spéculatives, qui ne peut qu'entraîner une détérioration plus poussée du pouvoir d'achat des Algériens et impliquant la hausse des taux d'intérêts des banques primaires, si elles veulent éviter la faillite, (ou à des recapitalisations de l'Etat) afin d'éviter de décourager l'investissement productif(10).

Cependant existent des possibilités pour augmenter le taux de croissance en Algérie qui recèlent d'importantes potentialités malgré la crise, d'au moins deux points, supposant une nouvelle gouvernance stratégique des institutions et des entreprises. Cela suppose une profonde mutation systémique loin des intérêts de la rente, le blocage essentiel de l'investissement local et étranger source de création de valeur, comme je l'ai montré dans une interview (fin 2008) au quotidien économique français les Echos, étant le terrorisme bureaucratique, l'instabilité juridique, produit de la démarche administrative autoritaire, qui se nourrit du manque de visibilité et de cohérence dans la réforme globale. On ne crée pas d'emplois par décrets ou des actes administratifs(11).

C'est l'entreprise et son fondement la valorisation du savoir (loin de la rente) tenant compte des nouvelles mutations technologiques et d'un changement structurel des postes de travail, qui est la dynamique de la croissance et donc de la création d'emplois à valeur ajoutée. Aussi le bilan fait par le gouverneur de la Banque d'Algérie doit être nuancé, une analyse financière étant forcément limitée sans la replacer au sein de la dynamique économique et sociale, elle-même tributaire de facteurs politiques(10).

Conclusion :

Pour le cas Algérie, le vrai débat doit porter sur une transition d'une économie de rente à une économie hors hydrocarbures dans le cadre des valeurs internationales renvoyant à l'approfondissement de la réforme globale. L'Algérie dans le cadre d'une intégration Magrébine qui est une nécessité historique et économique, par une libéralisation maitrisée, le renouveau de la gouvernance, la valorisation de la ressource humaine, richesse bien plus importante que toutes les ressources en hydrocarbures, grâce à l'Etat régulateur stratégique et un dialogue soutenu, privilégiant uniquement les intérêts supérieurs du pays, entre les différentes forces politiques, sociales et économiques, a d'importantes potentialités pour devenir un vecteur actif au niveau de l'espace euro-méditerranéen et arabo –africain, son espace social naturel.

En fait, c'est toute la problématique du passage d'une économie de rente à une économie hors hydrocarbures car, selon les statistiques officielles, 98% des exportations relevant des hydrocarbures à l'état brut et semi-brut, l'Algérie important 70/75% des besoins tant des entreprises que des ménages (voyez le gonflement de la facture alimentaire entre 2010/2011), le taux d'intégration des entreprises publiques et privées ne dépassant pas 10/15%. En conclusion, notre seul objectif, les intérêts supérieurs de l'Algérie loin de toute vision personnalisée. L'Algérie a toutes les potentialités pour devenir un vecteur actif au sein du bassin euro-méditerranéen et arabo-africain pour peu que des réformes politiques et économiques courageuses soient menées grâce à un dialogue rassemblant l'ensemble des forces vives de la Nation.

L'Algérie qui ne vit pas en vase clos est interpellée pour avoir une vision stratégique face aux mutations mondiales , pour une transition à travers une libéralisation maîtrisée grâce à l'Etat régulateur stratégique en économie de marché, transition qui traine en longueur du fait de rapport de fores contradictoires pour le partage de la rente, depuis au moins 1986, ni économie de marché concurrentielle, ni économie administrée expliquant les difficultés de la régulation politique, sociale et économique. Cela explique notamment la difficulté de passage d'une économie de rente à une économie hors hydrocarbures dans le cadre des valeurs internationales.

Comment dépasser ce syndrome hollandais où tout est irrigué par la rente des hydrocarbures, avec un environnement des affaires qui se détériore, une corruption qui se socialise, des taux de croissance, de chômage d'inflation officiels artificiels, démobilisant la majorité de la population algérienne qui ne croit plus aux institutions actuelles et des hommes chargés de les diriger ? Pour cela, il s'agit de privilégier une bonne gouvernance en investissant dans des institutions démocratiques tenant compte des anthropologies culturelles, dans le savoir en misant sur la qualité et non la quantité, richesse bien plus importante que toutes les richesses d'hydrocarbures fondement d'entreprises compétitives. Cela suppose de profonds réaménagements politiques, Etat

de droit, démocratie et développement dans le moyen et long terme étant dialectiquement liés.

Il y a urgence d'un changement de la mentalité bureaucratique des dirigeants algériens et donc d'un changement culturel. En ce 21ème siècle ce ne sont pas les États qui investissent, jouant le rôle de régulateur, mais les opérateurs qui sont mus par la logique du profit. L'important est d'avoir tant pour l'Europe que l'Algérie une autre vision des relations internationales impliquant les opérateurs et la société civile dont l'élite et d'établir de nouveaux réseaux pour une prospérité partagée loin de tout esprit de domination, tenant compte des nouvelles mutations dans le monde arabe.

La mise en place de mécanismes transparents dans la gestion des affaires, l'implication de l'ensemble des segments pour une société plus participative et citoyenne, la valorisation du savoir, une bonne gouvernance, sont les conditions fondamentales pour d'éviter que la puissance publique soit utilisé à des fins d'enrichissement privés. Aussi, pour pouvoir attirer les investissements porteurs, le gouvernement algérien devrait donc mettre en place des mécanismes de régulation évitant des changements périodiques de cadres juridiques, des actions administratives bureaucratiques non transparentes source de démobilisation et qui risquent de faire fuir les investisseurs sérieux qu'ils soient locaux ou étrangers. L'essence du blocage réside en Algérie au système bureaucratique que je qualifie de terrorisme bureaucratique, qui produit d'ailleurs la sphère informelle fonctionnant dans un État de non droit qui accapare 40% de la masse monétaire en circulation, de la sclérose du système financier lieu de distribution de la rente, de la faiblesse d'un marché foncier libre et enfin d'un système socio-éducatif inadapté, les universités actuellement étant une usine à produire des chômeurs.

Tout cela renvoie au manque de cohérence et de visibilité dans la démarche de la politique socio-économique qui freine pas seulement les investisseurs étrangers mais également les investisseurs locaux sérieux qui peuvent accroître la valeur ajoutée interne et pas seulement se focaliser dans des investissements spéculatifs à court terme comme actuellement qui ne contribue pas à une croissance durable. En bref, il faut reconnaître que l'objectif stratégique de l'Algérie est de diversifier son économie. Et ce dans le cadre d'une politique de substitution à l'importation, la dynamisation de l'agriculture, du tourisme, des PMI/PME afin de densifier le tissu industriel algérien sans oublier les services qui ont un caractère de plus en plus marchands, mais en étant réaliste en tenant compte des avantages comparatifs mondiaux car nous sommes à l'ère de la mondialisation.

D'où d'ailleurs l'importance de l'intégration maghrébine pour un marché fiable au moment de la consolidation des grands ensembles, notre espace naturel étant l'espace euro Magrébin, euro-méditerranéen tout en n'oubliant pas le continent d'avenir l'Afrique, étant suicidaire pour chaque pays du Maghreb de faire cavalier seul. L'aspect sécuritaire s'étant nettement amélioré, l'Algérie doit créer des conditions favorables au

Clicours.com

développement en levant les contraintes d'environnement devant favoriser l'épanouissement de l'entreprise seule source de création de richesses permanentes et son fondement la valorisation du savoir. Cela renvoie à l'urgence d'une gouvernance rénovée donc à la refonte de l'Etat dont les fonctions nouvelles tenant compte d'une économie ouverte ne peuvent être celles d'un État jacobin (centralisation bureaucratique), impliquant une réelle décentralisation avec une participation plus citoyenne au sein d'un État de droit. En fait il s'agit de lier les réformes et la démocratie solidaires au sein d'un monde de plus en plus globalisé tenant compte des anthropologies culturelles.

Conclusion de la partie pratique :

Dans cette conclusion on site les leçons tirer des trois crises qu'on a déjà parlé : crise économique de 1929, crise d'octobre 2008, et la crise d'endettement à ce jour-là.

1-Les leçons de la crise économique mondiale d'octobre 1929 *:*

Le krach d'octobre 1929 est consécutif à une bulle spéculative, dont la genèse remonte à 1927. La bulle fut amplifiée par le nouveau système d'achat à crédit d'actions, les investisseurs pouvant acheter des titres avec une couverture de seulement 10 %, le taux d'emprunt étant fonction du taux d'intérêt à court terme et la pérennité de ce système dépendant donc de la différence entre le taux d'appréciation des actions et ce taux d'emprunt.

C'est le 24 octobre 1929 que la fameuse crise se déclencha aux Etats-Unis ; on appela ce jour le « jeudi noir » ou Black Thursday. A la mi-octobre 1929, l'annonce de la baisse des bénéfices des industries poussa les spéculateurs à vendre leurs actions pendant que le cours de Wall Street était encore élevé. Cette vente entraîna une chute encore plus rapide des actions, plus de 16 millions de titres seront bradés sur le marché, sans trouver toutefois preneur. Les épargnants paniquent et se précipitent auprès de leurs banques pour retirer leur argent. Bientôt des centaines de milliers d'actionnaires se trouvèrent ruinés.

Un grand nombre de banques n'ayant pas les moyens de rembourser leurs clients firent faillites. Pour s'en sortir, le seul moyen des banques furent de stopper les prêts à l'étranger et de réclamer le remboursement de ceux déjà effectués. De plus les capitaux américains cessèrent de circuler autour de la planète. La conséquence inévitable fut l'expansion de la crise à l'ensemble des pays industrialisés. Entre le 22 octobre et le 13 novembre 2009, l 'indice Dow Jones passe de 326,51 à 198,69 (39 %), ce qui correspond à une perte virtuelle de 30 milliards de dollars, dix fois le budget de l'État fédéral américain de cette époque. Par un effet de dominos, c'est l'ensemble de la Bourse qui s'effondre, et la chute de 1930 à 1932 est supérieure à celle de l'année 1929. Le 8 juillet 1932, le Dow Jones tombe à 41,22, son plus bas niveau depuis sa création en 1896. La baisse des prix fut générale et atteint environ 30% de1929 à 1932. Suite à la hausse des taux d'intérêt en avril 1929, lorsque survient la première stagnation des cours, le remboursement des intérêts devient supérieur aux gains boursiers et l'économie réelle montre des signes de faiblesses dont notamment la chute drastique de la production automobile qui était le levier de la dynamique industrielle. Ce ralentissement est en partie dû à un phénomène d'asphyxie : les capitaux disponibles accourent à la bourse plutôt que vers l'économie « réelle ».

La perte de confiance due à la crise boursière affecte la consommation et les investissements lors des mois suivant le krach. Les crédits se tarissant, la consommation, l'investissement et la production continuent de chuter, le chômage explose (de 1,5 millions à 15 millions en 1933), et la crise bancaire devient une crise économique en 1931. Les mesures protectionnistes, t- elles que la loi Hawley-Smoot de 1930 sur les

droits de douane, les différentes dévaluations des monnaies (les politiques de cette époque privilégiant les Etats nations) favorisent la propagation de la crise à toutes les économies occidentales à partir de 1931. Début 1933, les profondes crises sociales et économiques favorisèrent les interventions publiques. Début 1933 la crise était au plus haut aux Etats-Unis, le nouveau président, fraîchement élu, Franklin D. Roosevelt, lança le New Deal caractérisé par l'intervention accrue de l'Etat, les investissements dans les infrastructures pour lutter contre le chômage et ce au moyen du déficit budgétaire.

La dépression recula un peu, mais c'est surtout l'entrée en guerre des Etats-Unis grâce aux commandes dépenses militaires qui l'atténua en 1941. En Allemagne et en France on adopta aussi les théories de Keynes : les dépenses publiques devaient compenser le manque d'investissements privés. Sur le plan politique, l'extrême droite française s'était renforcée, mais le Front Populaire face à cette crise remporta les élections en 1936. En Allemagne la situation ne se stabilisa pas vraiment et avec l'hyperinflation la crise avait permis à un homme de parvenir au pouvoir, Adolf Hitler. Il en fut de même en Italie avec l'arrivée de Mussolini. Aussi, l'histoire économique des crises nous enseigne qu'existe un lien dialectique entre crise financière, crise économique, crise sociale et crise politique, favorise des réflexes protectionnistes néfastes à l'expansion de l'économie mondiale et parfois des guerres.

2- Les leçons de la crise d'octobre 2008 (impact sur la sphère réelle) :

Il est utile au préalable de résumer l'origine de la crise des prêts hypothécaires d'aout 2007, où des titres ont été adossés qu'à des entrées virtuelles, qui s'est faite en cinq étapes :

- **a-** les banques ont fait des prêts immobiliers à des ménages insolvables ou présentant peu de garanties, à des taux d'intérêts élevés ;
- **b-** diffusion des mauvaises créances dans le marché : pour évacuer les risques, les banques «titrisent» leurs créances, c'est-à-dire qu'elles découpent leur dette en produits financiers pour la revendre sur le marché. La mondialisation a fait le reste, en diffusant ces titres à risque dans les portefeuilles d'investisseurs de toute la planète. Les fonds spéculatifs (hedge funds) ont été de gros acheteurs de subprimes, souvent à crédit pour doper leurs rendements (jusqu'à 30 % par an), et faire jouer l'effet de levier, les hedge funds empruntant jusqu'à 90 % des sommes nécessaires ;
- **c-** retournement du marché immobilier américain : vers fin 2005, les taux d'intérêts américains ont commencé à remonter alors que le marché financier s'essoufflait. Des milliers de ménages ont été incapables d'honorer leurs remboursements entraînant des pertes pour les banques et les investisseurs qui ont achetés les titres obligataires ont vu leur valeur s'effondrer ;
- **d-** crise de confiance : les banques se sont retrouvées dans une situation ou comme dans un jeu de poker , elles savent ce qu'elles ont dans leur bilan , mais pas ce qui se trouve dans celui des autres car ces mauvais crédits immobiliers ont été

achetés un peu partout dans le monde et on ne sait pas quelle est la répartition du risque d'où une grave crise de confiance et cette situation paralyse le marché inter- bancaire, les banques ne se prêtant plus ou très peu craignant que leurs homologues soient dans une ligne rouge ;

e- intervention des banques centrales : face à la paralysie du marché, les banque centrales sont intervenus début août 2007 en injectant plusieurs centaines de milliards de dollars et d'euros de liquidités, les actifs toxiques continuant de produire leurs effets comme en témoigne la récente semi -faillite immobilière d'Abu Dhabi et la crise grecque démontrant que les ondes de chocs ne sont pas encore terminés.

3-Crise et accroissement de l'endettement des États :

* Perspectives de l'économie mondiale:

Dans son rapport publié courant janvier 2010, la banque mondiale (BM) note que le pire de la crise financière est derrière nous et la reprise économique mondiale est en cours, mais que cette reprise est fragile, l'ampleur globale de la reprise et sa durabilité dépendant du redressement de la demande des ménages et des entreprises sur les prochains trimestres 2010/2011. Selon le scénario de base de la BM, la croissance mondiale devrait atteindre 2,7 % en 2010 et 3,2 % en 2011 après s'être contractée de 2,2 % en 2009. Les hausses les plus marquées sont à signaler dans les pays en développement d'Asie de l'Est, reflétant, du moins en partie, le programme de relance de 4 000 milliards de yuans (soit 12 % du PIB) mis en place par les autorités chinoises jusqu'en 2010 (au titre duquel environ la moitié des dépenses ont déjà été réalisées). Selon la BM, on ne peut cependant pas exclure l'hypothèse d'une rechute en 2011, s'il advenait que la dépense publique se ralentisse et que la croissance ne soit pas reprise par l'entreprise privée, et ce à mesure de l'atténuation de l'impact des mesures de relance budgétaires et monétaires sur la croissance.

Certes, après leur stabilisation, les marchés financiers se redressent mais ils restent fragiles. La liquidité interbancaire, telle que mesurée par l'écart entre les taux d'intérêt appliqués entre banques et ceux dont elles doivent s'acquitter auprès des banques centrales, a reculé d'un sommet historique de 366 points de base sur les marchés en dollars à moins de 15 points de base. Aussi, face à cette situation, la reprise pour 2010 sera relativement molle en Europe et aux USA, et une reprise beaucoup plus dynamique de la Chine est prévue. Pour preuve, la faible reprise de la sphère réelle, le nombre de sans-emploi dans le monde ayant atteint près de 212 millions en 2009, en raison d'une hausse sans précédent de 34 millions par rapport à 2007, à la veille de la crise économique mondiale, a annoncé le Bureau international du Travail (BIT) dans son rapport annuel sur les tendances mondiales de l'emploi publié fin janvier 2010.

S'appuyant sur les prévisions économiques du FMI, le BIT estime que le chômage devrait rester élevé en 2010, notamment dans les économies développées et l'Union

européenne où un surcroît de 3 millions de personnes pourrait grossir les rangs des chômeurs en 2010. En outre, le nombre de jeunes au chômage a augmenté de 10,2 millions entre 2007 et 2009, soit la plus forte hausse enregistrée depuis au moins 1991. Le rapport souligne que, même si les mesures de relance coordonnées semblent avoir éviter une catastrophe économique et sociale bien plus grave, des millions de personnes de par le monde sont toujours privées d'emplois, d'allocation chômage ou de toute autre forme viable de protection sociale.

Pour le BIT, la proportion de travailleurs en situation d'emplois vulnérables dans le monde est évaluée à plus de 1,5 milliard, soit plus de la moitié (50,6 %) de la main-d'œuvre mondiale. Et ce nombre est susceptible d'avoir augmenté de plus de 100 millions entre 2008 et 2009. Le rapport indique également que 633 millions de travailleurs et leurs familles vivaient avec moins de 1,25 dollar par jour en 2008, avec pas moins de 215 millions d'autres travailleurs vivant à la limite et courent le risque de tomber dans la pauvreté en 2009. Ainsi, le taux de chômage mondial a atteint 6,6 % en 2009, en hausse de 0,9 point de pourcentage par rapport à 2007. Cependant, il diffère considérablement selon les régions.

Contre fin 2007 de 5,7%, le taux de chômage moyen dans la zone OCDE est à son «plus haut niveau» depuis la seconde guerre mondiale selon le rapport de l'OCDE 2010 intitulé perspectives de l'emploi. Il a atteint 8,7% en moyenne avec des disparités(le chômage en Espagne et l'Irlande explose alors qu'il recule en Allemagne du fait de la reprise de la croissance) son plus haut niveau depuis 1945. «Le taux de chômage de la zone OCDE pourrait encore dépasser les 8% à la fin de 2011.

Etant donné la gravité du ralentissement du marché du travail et les risques sociaux et économiques que cela implique, il est important de continuer d'allouer des fonds appropriés aux politiques du marché du travail», écrit l'OCDE. Même avec la reprise, «fragile», il manquera fin 2011 environ 15 millions d'emplois pour revenir au taux d'emploi d'avant la crise, notamment dans certains pays comme l'Espagne, l'Irlande ou les Etats-Unis.

Or, qui dit chômage seul indicateur de la reprise de la sphère réelle, dit baisse de la demande solvable qui se répercute sur le niveau de l'appareil de production et l'Espagne le pays le plus frappé de l'Europe avec près de 20% du taux de chômage est un exemple significatif. C'est pourquoi, le Forum de Davos a clôturé le 31 janvier 2010 dans une ambiance loin d'être euphorique. Le rapport final insiste que si la croissance est légèrement repartie, les problèmes budgétaires d'Etats comme la Grèce suscitent beaucoup d'inquiétudes, tandis que le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn a prévenu lors de ce forum que le rétablissement du système financier sur des bases plus saines et des finances publiques serait l'un des principaux problèmes pour l'économie mondiale et qu'il fallait rester prudent. Avis partagé par M. Neil Barofsky, inspecteur indépendant du plan public de sauvetage de la finance aux Etats- Unis qui a affirmé, dans un rapport publié dans le Waal Street Journal

du 31 janvier 2010, qu'une nouvelle crise financière restait possible, sauf réforme importante du système financier américain, étant donné sa faiblesse et les risques qu'il prend.

Aussi, selon bon nombre d'experts internationaux, on ne peut malheureusement pas s'attendre à une reprise miraculeuse après une crise aussi grave, car il faudra des années pour reconstruire les économies et redresser la situation de l'emploi. Par ailleurs, au cours des 5 à 10 prochaines années, du fait de l'aversion accrue pour le risque, une réglementation plus prudente et la nécessité d'adopter des pratiques de prêt moins libérales que pendant la période d'expansion qui a précédé la crise se traduiront probablement par une raréfaction et un renchérissement des capitaux destinés aux pays en développement. Toutes les formes de financement étant affectées par la crise, les sociétés mères seront moins en mesure de financer le développement de nouveaux produits car leurs coûts d'équipement vont augmenter. Il s'ensuit que selon une étude de l'assureur- crédit Euler Hermes SFAC publiée le 11 juin 2009 que la crise économique et financière va durablement peser sur la croissance mondiale et la demande intérieure des pays émergents reste trop faible pour compenser la récession des pays développés, on cite : « Depuis dix ans, la dynamique mondiale a été portée par la demande des pays de l'OCDE, poussée par le crédit, et cette demande était aussi le moteur extérieur des pays émergents, leur demande intérieure, encore trop faible, ne pouvant pas servir de locomotive de la croissance mondiale à ce stade ».

Aussi, selon cette étude, la croissance mondiale devrait rester inférieure à sa tendance de 4% pendant quelques années avant de revenir à l'équilibre. Dans la même lignée, dans un rapport, publié le 2 juin 2009 à Londres, le Centre for Economics and Business Research (CEBR) indique que l'Alena (Canada, États-Unis, Mexique) et l'Union européenne ne parviennent plus à produire la majorité du PNB mondial. La communauté transatlantique représentait 60 à 64 % de l'économie mondiale à son apogée, dans la période 1995-2004. Elle ne représentera que 49,4 % en 2009. La chute devrait se poursuivre, pour tomber à 45 % en 2012. Avis partagé la déclaration en date du 5 juin 2009 du président russe Dmitri Medvedev, lors du Forum économique international de Saint-Pétersbourg qui pense que la crise financière et économique internationale provoquera un « reformatage » du monde et modifiera le peloton de tête du développement économique. « En fin de compte, les leaders du développement économique changeront, tout comme le modèle de comportement dans la sphère économique et les modes de fonctionnement des marchés économiques. Il est vrai, les nouveaux modèles qui verront le jour au cours des prochaines années, devront prouver leur efficacité ».

* Risque de conjonction de bulles financières et de bulles budgétaires 2013/2015 :

Souvent l'on ne différencie pas exactement ente le déficit budgétaire (flux) de la dette publique (stock), le déficit budgétaire étant la situation dans laquelle les recettes du budget de l'État sont inférieures aux dépenses, donnant un solde négatif et pour financer

son déficit, l'État est obligé d'emprunter. La dette de l'État se définit quant à elle comme l'ensemble des emprunts effectués par l'État, dont l'encours (montant total des emprunts) résulte de l'accumulation des déficits de l'État. Aussi, elle ne doit pas être confondue avec la dette extérieure, (là aussi à ne pas confondre le principal qui est un stock avec le service de la dette qui est un flux), constituée de l'ensemble des engagements des agents économiques d'un pays (particuliers, entreprises..), et non seulement de l'État, vis-à-vis de prêteurs étrangers.

Ces deux données, bien que différentes, sont liées : le flux du déficit budgétaire vient alimenter l'encours de dette, qui en retour agit sur le niveau de déficit par l'augmentation des intérêts versés, qui sont une charge (dépense) budgétaire, la succession des déficits favorisant l'apparition de nouveaux déficits. En effet, le gonflement de la dette provoque un effet « boule de neige » selon un processus auto-entretenu, la charge d'intérêt qu'elle produit conduisant à augmenter le déficit et donc à accroître encore l'endettement de l'État et la charge des intérêts. Dans ce cadre, le président de la Réserve fédérale Ben Bernanke déclare (Reuters 03 juin 2009) que l'augmentation de la dette américaine contribue à faire monter les taux d'intérêt à long terme et qu'il est temps de commencer à travailler aux moyens permettant de réduire les déficits, rejoint par la présidente de la Banque de Réserve fédérale de Cleveland, Sandra Pianalto,

À l'occasion d'une conférence devant des investisseurs et chefs d'entreprise le 8 juin 2009, on cite : «l'Etat américain, confronté à un important déséquilibre budgétaire, ne pourra pas poursuivre indéfiniment son soutien à l'économie. Il n'est ni possible ni souhaitable que les dépenses fédérales se maintiennent à un niveau aussi élevé ». Mais cela n'est pas propre aux USA comme en témoigne l'explosion des déficits budgétaires pour l'ensemble des pays européens sans compter les déficits des pays émergents. La reprise permettra t- elle d'absorber cette importante injection monétaire sans précédent dans l'histoire du capitalisme comme le postule la théorie keynésienne raisonnant au sein de structures élastiques et d'Etats Nations (relance de la demande globale, consommation et investissement) et le blocage n'est-il pas mondial (fait nouveau - interdépendance des économies), donc d'ordre structurel ? La solution ne pouvant qu'être globale et le risque n'est-il pas de s'orienter vers une hyperinflation à la Weimar à l'échelle planétaire, mais fait nouveau, conséquence à la fois de la combinaison cette fois de bulles financières et de bulles budgétaires ?

C'est dans ce sens que les avertissements adressés aux banques centrales par la chancelière allemande Angela Merkel, les alertant contre le danger d'une politique inflationniste et surtout l'intervention de l'économiste Jacques Attali, connaissant fort bien le fonctionnement du système monétaire international, montrent des signes d'inquiétudes qui contrastent avec les déclarations rassurantes de bon nombre de dirigeants. Pour Jacques Attali devant le Forum international économique et financier (FIEF), en avril 2009 à Paris, le danger d'une hyperinflation semblable à celle de l'Allemagne en 1923 est réel. On cite Jacques Attali : «depuis que le système de réserve

fédérale (la FED) a perdu, en 1971, l'étalon de change-or, la garantie de l'Etat et tous les engagements relatifs à la masse monétaire qui leur sont liés, ses propriétaires privés ont vu la masse monétaire se multiplier par quarante en 30 ans seulement alors que la croissance des biens n'était que de quatre fois.

Le scénario du pire est vraisemblable, celui d'une grave dépression et d'une inflation importante. On le dit comme on le pense : le monde n'est pas loin de s'engager sur le chemin d'un Weimar planétaire. Si le pire n'est pas certain, il n'en demeure que le scénario du pire est le plus probable ». Selon cet économiste, la dette totale des Etats-Unis, quand on additionne les acteurs privés et publics représentent en janvier 2008 l'équivalent de 350% du PIB américain, plus élevée qu'en 1929, quand elle n'a jamais dépassé les 300%. Un an plus tard, en janvier 2009, cette dette représente 500% du PIB et atteint 54.000 milliards de dollars. L'auteur énonce un autre chiffre inquiétant qui est le lien entre les encours et les fonds propres des banques. Les encours montent à environ 84.000 milliards et les fonds propres ne représentent que 4.000 milliards, c'est-à-dire un ratio de vingt.

Cette proportion ne doit jamais dépasser les 15%, alors que pour certaines banques le ratio dépasse les 50. C'est que les difficultés du système bancaire s'expriment par la différence entre la valeur des banques en bourse et la valeur qu'ils affichent sur le papier, la valeur de certaines banques occidentales étant à peu près la moitié de leurs fonds propres, possédant des actifs toxiques qu'elles refusent de faire apparaître dans leurs comptes.

Dans une intéressante contribution au journal financier les Echos en date du 07 mai 2010 Mathieu Delouvrier président de Swensee sous le titre « les chiffres nous trompent sur l'endettement des Etats » on le cite : « l'information est souvent incomplète et peu fiable alors que l'Etat est chargé de tenir ses propres opérations et de tenir à jour les comptes de la nation, identifier ses ressources afin de mobiliser pour rembourser sa dette. Il s'agit principalement des impôts et taxes, excluant les revenus du secteur privé, qui sont déjà taxés, mais aussi ceux des collectivités locales ou des organismes de sécurité sociale.

Dans la présentation budgétaire, les nouveaux emprunts sont la plupart du temps présentés en net, c'est-à-dire après déduction des remboursements. Cette analyse de l'opacité de l'information relative à la dette est argumentée pour les USA, dans une étude fouillée de Onubre Einz dans http://criseusa.blog.lemonde.fr/2010/05/01/ sous le titre « les Usa-sont insolvables ? ». Selon cet auteur, « les chiffres concernant la dette souveraine américaine ont une particularité, leurs citations s'accompagnant souvent des plus grandes confusions. La dette fédérale souveraine des USA était de 12.311 milliards de dollars (Md de $) au 31-12-2009, soit 86 % du PIB, la dette de marché constituée de titres négociables et non-négociables étant de 7.811 Md de $, soit 54% du PIB.

C'est souvent elle qui est utilisée pour calculer le poids dépenses publique en % de PIB, alors que la part de la dette couverte par les excédents des fonds sociaux (Funds et Trust funds américaines) était de 4.500 Md de $ soit 31 % du PIB. Mal connue, cette partie de la dette souveraine étant souvent occultée, il s'ensuit que la dette des administrations étatiques et locales » (state and local governments) est de 2362 Md de $, soit 16 % et devrait être intégrée à la dette souveraine des USA car elle est un élément de l'endettement public du pays ». Et pour cet auteur de conclure : le chiffre de l'endettement public est donc de 14.673 soit 103 % du PIB. D'autres sources avancent pour éviter cette confusion que face à une dette extérieure grecque de 300 milliards d'euros, mais inclus la dette interne des industries et des institutions publiques envers les banques privée de l´ordre de 200 milliards €, celle des ménages de 400 milliards €, nous aurons 900 milliards d'euros soit plus de 1100 milliards de dollars, au moment du déclenchement de la crise, alors que le produit intérieur brut n'est que de 290 milliards de dollars.

Cependant, il faut comparer le comparable pour calculer le niveau de la dette publique. Ainsi, en 2009, la France a cinq (5) millions de fonctionnaires pour 64 millions d'habitants, contre en Allemagne 3 millions de fonctionnaires pour 83 millions d'habitants. Mais attention à ce que l'on met dans la rubrique fonctionnaire du point de vue statistique : exemple en Suède sont considérés comme fonctionnaires seulement l'Armée, la police, la justice et une infime segments des services publics , tout le reste étant externalisé, donnant la priorité à la flexibilité de l'emploi , avec une exigence la qualité du service public du fait que le citoyen considère que le fonctionnaire est rémunéré grâce à ses impôts à la différence du modèle français où un fonctionnaire est supposé garder son emploi à vie. Toujours en termes de comparaison le niveau de la dépense publique varie selon que l'on externalise comme aux USA où l'épargne des ménages est relativement faible (dominance des assurances privées et retraites par capitalisation à travers les fonds de pension) ou les internalise comme en France (dominance du système de répartition) où l'épargne des ménages est relativement élevée.

* Risque d'amplification de la crise mondiale par l'endettement public des États :

Selon la Fed américaine dans son rapport de juin 2010, le déficit US représentera 10% du produit intérieur brut (PIB) en 2010, se donnant pour objectif de le ramener à 5% du PIB d'ici 2013. Aussi, les analystes s'attendent à ce que la prévision de déficit soit légèrement inférieure aux 1.560 milliards prévus. Mais, si le déficit est révisé à 1.450 milliards de dollars fin 2010, il restera supérieur au record de 1.410 milliards enregistré en 2009. Mais beaucoup d'observateurs jugent que ce montant relève de la théorie compte tenu de l'ampleur de la récession dont le pays sort avec difficulté.

Clicours.COM

Pour l'Europe, à l'occasion de son séminaire européen qui s'est tenu à Namur (Belgique) du 22 au 24 mai 2010, pour l'organisation CADTM, la dette publique européenne serait passée de 7300 à 8 700 milliards d'euros entre 2007 et 2009. Le bloc

des cinq pays jugés fragiles de la zone euro Portugal, Irlande, Grèce, Espagne, Italie souffre de difficultés financières aigües. Quant au G7 pour CMA DataVision, au 31 décembre 2009, il totalise 30.000 milliards de dollars de dette publique depuis la crise. Des déficits qui commencent à inquiéter les marchés, des marchés nerveux, inquiets de la situation excessive de l'endettement public de certains pays Au-delà de la question économique, le dossier est devenu, avec le sauvetage en urgence d'Athènes, un enjeu politique majeur de la gouvernance et un danger pour la cohésion tant européenne que mondiale.

La Grèce, pays de la zone euro, est devenue le deuxième pays le plus risqué au monde en matière de dette souveraine en 2010, juste derrière le Venezuela. Selon les statistiques données par le journal « Frankfurter Allgemeine début mai 2010, le ratio actifs / retraités est en forte baisse dans les pays industrialisés et si rien n'est fait, (supposant le retour à une croissance solide), au Japon, la dette publique représentera 300% du PIB en 2020, 200% au Royaume Uni, 150% en France, et pour des pays comme la Belgique, l' Irlande, la Grèce, l'Italie et pour les Etats-Unis atteindrait 500% du PIB en 2040. A court terme, pour l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) dans son rapport de mars 2010, les trente pays les plus avancés du globe verront leur dette grimper jusqu'à 100 % de leur richesse produite en 2010, signalant le quasi-doublement de leur endettement en vingt ans, passant d'une crise des banques à une crise de l'endettement des Etats. Pourtant à la différence de bon nombre de pays, les USA peuvent monétiser leur dette « faire tourner la planche à billets du fait du dollar comme monnaie internationale expliquant les réticences à réformer le système monétaire international. Alors que la BCE voit cette possibilité interdite par ses statuts, encore que la dernière réunion du 11 mai 2010 consacrée à la dette grecque permet à la BCE d'acheter la dette publique dans la zone euro, une initiative sans précédent qui marque un revirement de la stratégie de la Banque centrale européenne, jusqu'alors opposée à une telle mesure.

Certes, pour toute comparaison fiable ,il faut relativiser en ramenant d'abord le PIB sur la population totale , le produit intérieur global de l'Europe étant de plus de 17.000 milliards de dollars moyenne 2009/2010 en 2010 contre 14.000 aux USA et qu'un taux de croissance se calcule à prix constants par rapport à la période antérieure donnant un taux de croissance faible si le taux de croissance antérieur était faible devant raisonner à prix constants et d'introduire un indicateur beaucoup plus fiable que le PIB , qui est l'indice du développement humain (IRH) .D'où l'importance d'éviter le mythe, du moins à court terme que la résolution de la crise mondiale proviendrait de la Chine, en étant conscient d'un bouleversement géostratégique horizon 2015/2020, des pays émergents (Brésil, Chine, Inde Russie) qui ont misé sur la maitrise de la connaissance pilier du développement du 21ème siècle, avec une meilleure gouvernance. Certes, la Chine est devenue depuis fin juillet 2010 la deuxième puissance économique mondiale dépassant de peu le Japon confronté à un nouveau ralentissement de sa croissance, alors qu'en 2005 le PIB chinois était équivalent à la moitié, seulement, de celui du Japon. Mais

attention aux illusions de court terme, le PIB par tête d'habitant qui avec 3 600 dollars (2 800 euros) en janvier 2010, représente moins de 10% de celui des Américains avec 46 000 dollars (36000 euros) et l'indice du développement humain donne encore un écart plus important.

Le Quotidien du Peuple, organe du parti communiste chinois, faisait observer en novembre 2009 que moins de 1% des familles chinoises disposaient d'un revenu équivalent ou supérieur au revenu moyen des familles américaines, tandis que des dizaines de millions d'autres sont encore sous le seuil de la pauvreté. La Chine, avec ses 1,3 milliard d'habitants, se retrouve avec le PIB par habitant du niveau des pays pauvres de la planète, avec de profondes disparités de richesse : les trois décennies de réformes économiques ont en effet creusé le fossé social. Certes, la Chine a un marché intérieur potentiellement important mais réellement encore limité avec un taux de croissance tiré par la dépense publique dépendante fortement pour ses exportations d'une reprise économique de l'Europe et des USA. Donc, tout dépendra à l'avenir de l'évolution du pouvoir d'achat (extension de la demande solvable) fonction de l'extension des couches moyennes d'où l'importance face à la crise d'analyser la stratégie américano-chinoise, la stratégie des pays à fonds souverains et de la finance islamique.

D'une manière générale, pour résumer cette partie, les thérapeutiques sur les perspectives de sortie d la crise sont contradictoires entre les partisans de l'orthodoxie monétaire et les partisans de la relance par le déficit budgétaire. Ainsi, «la grande majorité des économistes s'accorde aujourd'hui sur la nécessité d'asseoir la macroéconomie sur des fondements microéconomiques». selon Valérie Mignon professeur de sciences économiques à l'université Paris-X et conseiller scientifique au Cepii., on cite : « voir les phénomènes de bulles et de surendettement est une chose, anticiper les crises en est une autre ; les économistes sont mal armés pour analyser le systémique et les phénomènes d'anticipation collective qui provoquent une crise », reconnaît Patrick Artus, directeur des études économiques de Natixis, bien que la crise a modifié les comportements par une prise de conscience que la boîte à outils doit changer, que les modèles mathématiques ne permettent pas de prévoir les crises, les économistes devant avoir une approche pluridisciplinaire et travailler plus avec les sociologues et les spécialistes de l'opinion ».

Et selon Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision de l'OFCE, «nous ne sommes pas mieux armés, alors que l'Europe, fin 2008, le message était encore de dire que l'Europe serait peu touchée, alors qu'elle était déjà entrée en récession à l'été, en même temps que les Etats-Unis. » La crise a également relancé le débat sur la façon de mener les politiques conjoncturelles prédit Xavier Timbeau. Mathilde Lemoine, directrice des études économiques chez HSBC France. L'Américain Paul Krugman néo-keynésien qui a obtenu, en 2008, le prix Nobel d'économie pour ses travaux sur le libre-échange et la mondialisation, a dénoncé dans sa colonne quotidienne du New York Times le 19 aout 2010 le culte de « dieux invisibles » dans les appels à

réduire les dépenses budgétaires pour contrer la hausse de la dette publique dans les pays occidentaux. Les dieux invisibles sont selon M. Krugman les investisseurs sur le marché des emprunts d'Etat, dont il trouve l'influence exagérée, invoquant selon lui les conséquences catastrophiques des programmes d'austérité en Grèce et en Irlande. Toujours selon le même économiste, dans sa conférence le 10 août 2009 à Kuala Lampur (Malaisie) devant un forum international des chefs d'entreprise « le monde a échappé à une grande dépression mais cela va prendre au moins deux ans minimum sinon plus avant que l'économie mondiale ne se redresse totalement sous réserve de thérapeutiques efficaces ce qui n'est pas évident et que même si le pire de la crise financière soit passé, le monde fait face maintenant à un ralentissement économique durable ». Et à une question posée, il affirmera humblement que les gouvernants et les économistes sont désemparés faute d'un nouveau modèle tenant compte de la complexité du monde actuel.

Ces conflits des doctrines ayant des impacts sur les politiques économiques est résumé par Nouriel Roubini économiste professeur d'économie à l'Université de New York qui avait prédit avec précision en 2006 la crise d'octobre 2008, dans son dernier ouvrage (2010) en collaboration avec Stephen Mihm, professeur d'histoire à l'Université de Géorgie qui redoute qu'un retour prématuré à la discipline budgétaire n'étouffe la reprise économique qui s'amorce, mais le problème des dettes publiques excessives n'étant pas la solution, et ce à partir d'une analyse poussée des différentes doctrines économiques entre les «keynésiens», les «marxistes», les «néo-libéraux» les «monétaristes» dont Milton Friedman et ses disciples , les Chicago Boys et les «Autrichiens» donc une profonde divergence de la théorie économique face à la crise, interprétant chacune les événements économiques d'après leur conception de l'homme et du monde et de conclure , on le cite : « seule une méthode globale permet de comprendre la crise. «Il nous faut déposer notre idéologie au vestiaire et considérer le problème calmement.

Les crises peuvent prendre des formes très diverses et ce qui est adéquat dans une situation déterminée peut ne pas fonctionner dans une autre. La situation actuelle est insupportable et dangereuse et conduira au chaos si l'on n'entreprend pas de réformes profondes. Si les Etats-Unis ne mettent pas de l'ordre dans leur budget et ne font pas davantage d'économies, ils vont au-devant de problèmes douloureux. Pour l'Europe, des pays comme la Grèce, l'Italie, le Portugal et l'Espagne seront tôt ou tard menacés d'insolvabilité et l'Union européenne redoutera tôt ou tard que ces pays ne sombrent dans un chaos semblable à celui de l'Argentine en 2002 et de l'Islande en 2008. Ces chocs vont bouleverser une nouvelle fois l'économie mondiale. Mais en comparaison du ‹grand séisme› que représenterait un effondrement rapide et incontrôlé du dollar, ces événements paraissent anodins.»

Pour preuve de cette mésentente entre les économises, des propositions qui ne s'attaquent pas à l'essentiel lors des différentes réunions du G20 tenues à Londres et à Pittsburg entre 2009/2010 composées du G8 et des 12 autres pays dont l'Espagne en

tant qu'invité, de l'Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Mexique, Turquie représentant 85% du PIB mondial et 2/3 de la population mondiale. Certes, les actions concrètes proposées se sont articulées autour de cinq objectifs :

-premièrement de dégager une réponse commune à la crise financière ;

-deuxièmement ouvrir les pistes d'une réforme en profondeur du système financier international par un « code de bonne conduite »;

-troisièmement prendre de nouvelles initiatives pour parer à d'éventuelles faillites bancaires et imposer aux banques de nouvelles normes comptables ;

-quatrièmement des règles plus strictes sur les agences de notation, la titrisation et les parachutes dorés ;

-et enfin cinquièmement accroître les dépenses publiques à travers des déficits budgétaires coordonnées/ciblés et enfin le renforcement du système de régulation qui ne saurait signifier protectionnisme, en attendant la reprise par l'entreprise privée.

Mais, ces réunions ont évité d'aborder des sujets qui fâchent comme la suprématie du dollar, la refonte des relations économiques et financières internationales. Elles ne sont pas parvenus à avancer sur des sujets aussi complexes tel que la protection de l'environnement (suite logique du résultat mitigé de la réunion de Copenhague), la régulation des produits dérivés, le projet d'une taxe sur les transactions financières (divergence entre les USA et l'Europe à Toronto) et le rythme de retrait des plans de relance. Ces difficultés posent clairement la question de la méthode de gouvernance mondiale et du processus de prise de décision à vingt pays.

Or, outre le fait de se poser la question si face à la crise mondiale qui est structurelle et non conjoncturelle, les politiques contradictoires en l'espace de deux années, des dépenses publiques dites néo-keynésiennes avec un rôle central à l'Etat régulateur courant 2009 et celles plus monétaristes depuis le début 2010 avec les restrictions budgétaire, s'avèreront-elles efficaces ? Le prix Nobel d'économie de 2001 Joseph Stiglitz estime que ces actions ne sont qu'une solution à court terme les comparant à «une transfusion sanguine massive à une personne souffrant d'une grave hémorragie interne».

Comme le note avec pertinence l'économiste Jean Marc Vittori dans le financier français les Echos en date du 10 juin 2009, je cite ; «il flotte comme un étrange parfum d'irréalité. Alors que le monde entier affronte une profonde récession après avoir encaissé un choc financier colossal, tout se passe comme si la page avait déjà été tournée. Même s'il serait plus agréable de proclamer que la crise est finie, force est de

constater qu'elle ne fait que commencer. La dette fait des trous partout, dans les comptes des entreprises, des particuliers, des Etats. Nous nous comportons comme un malade qui sortirait de l'hôpital juste après avoir réchappé d'un infarctus, sans avoir changé ni son régime alimentaire ni son mode de vie, sans même avoir fait les examens nécessaires pour vérifier qu'il ne court plus de risque à court terme. Nous n'avons pas tiré les leçons de la crise. Au risque de subir très vite un choc encore plus grand ». Car les gouvernements n'ont pas voulu examiner les origines de la crise, et d'autre part, ils ne sont pas prêts à renoncer aux « instruments financiers novateurs (LBO, dérivés, titrisations,) qui sont en partie à l'origine de la crise ». Ce retour aux parachutes dorés est mis en relief par Günther Bräunig, membre du conseil de la Banque de reconstruction allemande (KfW), lors d'une conférence sur la finance à Francfort, le 06 juin 2009, pour qui les banques recommençant à nouveau offrir des titrisations, c'est-à-dire la vente d'obligations de crédit qui leur sont liés, en faisant miroiter de fortes rémunérations, qui ne sont offertes que sur les marchés à très hauts risques.

conclusion générale :

Dans ses différents rapports 2010/2011, la banque mondiale et le FMI notent que le pire de la crise financière est derrière nous et la reprise économique mondiale est en cours, mais que cette reprise est fragile, l'ampleur globale de la reprise et sa durabilité dépendant du redressement de la demande des ménages et des entreprises. Pour preuve, le faible reprise de la sphère réelle, le nombre de sans-emploi dans le monde et les tensions sociales persistantes. S'appuyant sur les prévisions économiques du FMI, le BIT estime que le chômage devrait rester élevé entre 2012/2014, notamment dans les économies développées.

Qui dit chômage seul indicateur de la reprise de la sphère réelle,(le cas récent américain de baisse du taux de chômage ayant été permis par l'important déficit budgétaire avec le risque de tensions inflationnistes) dit baisse de la demande solvable qui se répercute sur le niveau de l'appareil de production et l'Espagne le pays le plus frappé de l'Europe avec près de 20% du taux de chômage est un exemple significatif. Et le danger dans les années à venir est le risque de conjonction de bulles financières et de bulles budgétaires 2013/2015 à travers l'endettement excessif des Etats.

Face à l'ampleur de la crise, les prix Nobel d'Economie, pour les solutions, sont divisés parfois avec des propositions contradictoires entre les partisans de l'orthodoxie monétaire et les partisans de la relance par le déficit budgétaire. Et cela se constate à travers la lecture des revues internationales entre les différentes doctrines économiques ayant des impacts sur les politiques économiques entre les «keynésiens», les «marxistes», les «néo-libéraux» les «monétaristes» dont le fondateur est Milton Friedman (prix Nobel d'économie) et ses disciples , les Chicago Boys et les «Autrichiens» , chacune les événements économiques d'après leur conception de l'homme et du monde. Cependant, la grande majorité des économistes s'accorde aujourd'hui sur la nécessité d'asseoir la macroéconomie sur des fondements microéconomiques, que voir les phénomènes de bulles et de surendettement est une chose et anticiper les crises en est une autre. Les économistes sont mal armés pour analyser la systémique et les phénomènes d'anticipation collective qui provoquent une crise.

Les économistes doivent avoir une approche pluridisciplinaire et travailler plus avec les sociologues et les spécialistes de l'opinion en intégrant les institutions et les forces sociales d'où la relecture des œuvres de Karl Marx théoricien avant tout du capitalisme. C'est que de notre point de vue, l'émergence d'une économie et d'une société mondialisée et la fin de la guerre froide depuis la désintégration de l'empire soviétique, l'apparition des pays émergents qui bouleversent la carte géostratégique mondiale, remettent en cause la capacité des Etats- nations à faire face à ces bouleversements.

Les gouvernements à travers les Etats Nations – et la crise actuelle en est la démonstration, sont désormais dans l'impossibilité de remplir leurs missions du fait de la complexification des sociétés modernes, de l'apparition de sous-systèmes fragmentés,

de l'incertitude liée à l'avenir et de la crise de la représentation politique, d'où l'exigence de s'intégrer davantage dans un ensemble plus vaste pour pouvoir répondre aux nouvelles préoccupations planétaires nécessitant une nouvelle régulation mondiale. L'Américain Paul Krugman néo-keynésien qui a obtenu, en 2008, le prix Nobel d'économie pour ses travaux sur le libre-échange et la mondialisation dans sa conférence le 10 août 2009 à Kuala Lampur (Malaisie) devant un forum international des chefs d'entreprise, à une question posée, il affirmera humblement que les gouvernants et les économistes sont désemparés faute d'un nouveau modèle tenant compte de la complexité du monde actuel.

Pour preuve de cette mésentente entre les économistes des propositions qui ne s'attaquent pas à l'essentiel lors des différentes réunions du G20 représentant 85% du PIB mondial et 2/3 de la population mondiale, ces réunions ont évité d'aborder des sujets qui fâchent comme la suprématie du dollar, la refonte des relations économiques et financières internationales. Elles ne sont pas parvenus à avancer sur des sujets aussi complexes tel que la protection de l'environnement (suite logique du résultat mitigé de la réunion de Copenhague), la régulation des produits dérivés, le projet d'une taxe sur les transactions financières (divergence entre les USA et l'Europe à Toronto) et le rythme de retrait des plans de relance.

Ces difficultés posent clairement la question de la méthode de gouvernance mondiale et du processus de prise de décision à vingt pays. Or, outre le fait de se poser la question si face à la crise mondiale qui est structurelle et non conjoncturelle, les politiques contradictoires en l'espace de deux années, des dépenses publiques dites néo-keynésiennes avec un rôle central à l'Etat régulateur courant 2009 et celles plus monétaristes depuis le début 2010 avec les restrictions budgétaire, s'avèreront-elles efficaces ?

Le prix Nobel d'économie de 2001 Joseph Stiglitz estime que ces actions ne sont qu'une solution à court terme les comparant à «une transfusion sanguine massive à une personne souffrant d'une grave hémorragie interne». Aussi, l'objectif stratégique est de repenser tout le système des relations internationales tant politiques renvoyant à une meilleure représentativité du Sud au niveau du conseil de sécurité qu'économiques et notamment le système financier mondial issu de Breeton Woods en 1945 ,(Ré-mondialisation) devant reposer sur de nouveaux mécanismes de régulation et nouvelles institutions suppléant à la déficience des marchés spéculatifs en intégrant le défi écologique.

C'est qu' en ce début du 21ème siècle, des disparités de niveau de vie criardes font de notre planète un monde particulièrement cruel et dangereusement déséquilibré tant imputable à l'actuelle gouvernance mondiale pilotée par le Nord qu'à la gouvernance de nombre de dirigeants du Sud avec une corruption qui prend une ampleur inégalée. Quand on sait que, dans les 25 prochaines années, la population mondiale augmentera de deux milliards d'individus - dont 1,94 milliard pour les seuls

pays en voie de développement, on peut imaginer aisément le désastre qui menace cette partie de l'humanité si rien de décisif n'est entrepris devant réhabiliter la morale c'est à dire revenir aux classiques de l'économie (qui est politique) à savoir le travail comme fondement de la richesse des Nations. Car comme l'a démontré avec clarté le grand sociologue maghrébin Ibn Khaldoun dans ses ouvrages sur le cycle des civilisations, lorsque l'immoralité atteint les dirigeants qui gouvernent la Cité, c'est la décadence de toue société et civilisation.

Les théories de rente peuvent expliquer :

- Une crise de morale qui remise en cause la théorie économique notamment classique et marxiste.
- les théories de rente permet de faire progresser l'analyse mais en tenant compte de la spécifié de la crise financière actuelle qui contredit la théorie de rente.

La crise mondiale actuelle explique que la théorie keynésienne est en vogue de relance de la demande globale (consommation et investissement à travers le déficit budgétaire, mais difficilement transposable en pays sous-développés où c'est surtout une question de rigidité de l'offre du fait de la faiblesse de la production locale, cet octroi de crédits dynamisant les importations et donc créant des tensions au niveau de la balance des paiements. Lié à cet aspect, c'est un modèle de court terme, l'Etat n'intervenant que transitoirement en période de crise donc se situant dans le cadre d'actions conjoncturelles (postulant l'élasticité des facteurs de production, équipement , travail notamment) et non structurelles notamment dans les pays en voie de développement comme l'Algérie qui souffre d'une rigidité structurelle à tous les niveaux Ainsi, s'impose une autre analyse et démarche tenant compte des nouvelles mutations mondiales, reposant sur la concertation et le dialogue, une lutte contre la bureaucratie pouvoir numéro un en Algérie, renvoyant à la bonne gouvernance et le savoir par sa nécessaire revalorisation, pilier du développement du 21ème siècle et plus généralement la refonte de l'Etat sur des bases démocratiques, du système financier sclérosé, dont la bourse (hérésie économique, bourse étatique) le système socio-éducatif et le système foncier afin de dépasser le statut quo actuel suicidaire pour le pays.

Toutes ces conclusions, mises en relief d'ailleurs par bon nombre d'experts nationaux que les pouvoirs publics n'ont pas voulu écouter, s'enfermant dans une autosatisfaction inexplicable, contredisent donc les certitudes du gouvernement algérien qui pense, au contraire, qu'il faille continuer dans l'actuelle politique économique sans corrections. Se pose cette question : les hydrocarbures bénédiction ou malédiction pour l'Algérie, l'économie algérienne étant une économie totalement rentière ? La faute est-elle imputable uniquement à l'extérieur ou l'origine du mal n'est-il pas avant tout en l'actuelle gouvernance ?

La crise risque de toucher à terme l'Algérie qui n'est pas une île déserte, non pas par le biais du système financier sclérosé et déconnecté de l'économie mondiale, et il ne faut

pas s'en réjouir, mais indirectement. Aussi la période 2009/2014 sera aune période de gestion de la crise dont la faiblesse du taux de croissance, malgré des dépenses monétaires sans précédents n'est que le reflet d'un blocage systémique. Mais cette crise peut être une occasion d'encourager un consensus national en faveur de réformes, dont l'Algérie a cruellement besoin, si l'on veut éviter à terme une dérive sociale et politique liant instauration de l'économie de marché concurrentielle loin de tout monopole qu'il soit public ou privé , justice sociale , Etat de droit par la réforme des institutions et une lutte contre la corruption qui s'est socialisée (bonne gouvernance) , la garantie des libertés, la valorisation du savoir pilier du développement du 21ème siècle et la démocratie participative par une réelle décentralisation, cette dernière étant le but suprême. Pour analyser l'impact de la crise financière actuelle sur l'économie algérienne. D'une manière générale, l'objectif stratégique n'est pas de rappeler des évidences connues, mais de dépasser le statut quo actuel par un véritable développement s'adaptant aux mutations mondiales afin de combattre, efficacement, le chômage et la pauvreté par une croissance durable. Car, c'est une erreur d'approche de prendre les réserves de change et les diviser par les importations.

C'est une vision fausse, en politique économique, ignorant les interactions des différentes variables et paramètres de l'économie nationale, en mouvement, qui doivent tenir compte tant des mutations internes que des mutations mondiales, étant une analyse passive, étant attentive uniquement au relèvement miracle du cours du pétrole et du dollar Comme Mer Mebtoul vient de le déclarer dans trois interviews, diffusées début janvier 2009, respectivement à la télévision algérienne Canal Algérie, à la télévision internationale Al Djazeera et à l'hebdomadaire parisien, Jeune Afrique, face à cette situation le plan de développement de Sonatrach prévoit un montant de plus de 63 milliards de dollars, entre 2009/2013, montant auquel il conviendra d'ajouter les 15 milliards de dollars pour Sonelgaz soit, au total, 78 milliards de dollars, donc un montant annuel approchant 20 milliards de dollars, le tout reposant sur l'autofinancement,

Comme le prévoient les nouvelles directives gouvernementales. En effet, le chiffre d'affaires à l'exportation (gaz et pétrole, bilan officiel) pour 2008 a été d'environ 77 milliards de dollars (pour un cours du baril, moyen, de 110 dollars), en précisant que le manque à gagner 2009, du fait de la réduction du quota OPEP par l'Algérie, sera d'environ 5 milliards de dollars US. En matière de fiscalité, pour l'année 2007 Sonatrach a versé 2 700 milliards de dinars, et pour l'année 2008, 3 700 milliards de dinars soit, au cours de 2008 (moyenne 63 dinars un dollar, le taux de change jouant au yoyo, après avoir été de 103 dinars un euro, fin décembre 2008, depuis le 20 janvier 2009 à, environ, 93 dinars, et le dollar, Dont sont libellées les exportations d'hydrocarbures, son appréciation permettant de gonfler artificiellement le fonds de régulation et la fiscalité pétrolière, dont la cotation était 63 dinars, puis 78 fin décembre 2008 et, depuis le 20 janvier 2009, à 71 dollars) plus de 58 milliards de dollars, donc un autofinancement qui approche les 20 milliards de dollars.

Cours.COM

Qu'en sera-t-il si le cours est de 50, 40 et 30 dollars ? Les recettes seront, pour 50 dollars, environ 35 milliards de dollars moins 20 milliards d'autofinancement Sonatrach/Sonelgaz, restant à verser au Trésor 15 milliards de dollars qui s'ajoutent aux réserves de change. Pour 40 dollars le baril (le prix du gaz étant indexé sur celui du pétrole) les recettes, pour 40 dollars, seront d'environ 28 milliards de dollars moins 20 milliards de dollars restant au Trésor, 8 milliards de dollars. Pour 30 dollars le baril, il y aurait égalité entre les recettes de Sonatrach/Sonelgaz et l'autofinancement, c'est à ne dire rien pour le Trésor.

Or, les importations ont été en 2008 de 40 milliards de dollars plus, environ, 10 milliards de dollars de transferts des dividendes plus services, y compris les associés de Sonatrach, soit 50 milliards de dollars de sorties devises. Du fait que l'Etat algérien doit être majoritaire dans tout investissement, ce qui conduit à une marginalisation du privé, national et international (confondant étatisme, suicidaire pour le pays, et régulation stratégique de l'Etat), si l'on veut créer des segments hors hydrocarbures (ces fameux champions industriels, au moment où existe une crise manufacturière mondiale, sans précédent, nécessitant, au minimum sur 5 années, 20/25 milliards de dollars annuellement, hors Sonelgaz /Sonatrach (si l'on veut dynamiser la production locale) le besoin en devises sera entre 60/70 milliards de dollars par an. Mais, pour éviter un double emploi comptable, l'on doit retirer du montant des 40 milliards d'importation, entre 7/10 10 milliards de dollars, qui proviennent de Sonatrach/Sonelgaz, s'agissant de raisonner en termes de flux et non de stocks. Comme il y a lieu d'éviter, au niveau macro-économique, de faire une double comptabilité car le montant du fonds de régulation (environ 4 200 milliards de dinars) inclut, déjà, une partie des réserves de change convertie en dinars devant, surtout, être attentifs à la balance des paiements.

Donc, on déduit que l'Algérie n'aura pas de problèmes de financement pour 2009, et pour une bonne partie de l'année 2010 mais, attention ! La crise actuelle n'est pas conjoncturelle, mais structurelle. Des tensions budgétaires se manifesteraient début 2011, pour un cours de 50 dollars, supposant toujours la stabilité du dollar, avec plus d'intensité fin 2010, pour un cours 40 dollars, et une extrême gravité pour un cours de 30 dollars (l'équivalent de 15 dollars, au cours de 2000). Si la crise persiste, existent deux solutions, pour laisser un minimum de réserves de change et éviter le rééchelonnement de 1994 (cessation de paiement), qui a été dramatique pour la population algérienne et qui serait plus dramatique, fin 2011 début 2012.

La crise actuelle étant structurelle, et non conjoncturelle, comme déjà dit, pouvant durer au-delà de 2014, la réforme globale qu'il faut impérativement relancer loin des politiques actuelles volontaristes, devant se fonder sur des relations contractuelles, étant en panne, ne devant pas s'attendre à des miracles d'une production et exportations hors hydrocarbures avant 5 années minimum : première solution, diminuer la part de l'autofinancement de Sonatrach, mais ce qui reviendrait à freiner les recettes futures, et

à perdre des parts de marché : deuxièmement, exporter plus de gaz, si l'on veut éviter de puiser, massivement, dans les réserves de change, car non limité par le quota OPEP.

Mais, en précisant la contrainte des réserves algériennes (environ 3% des réserves mondiales) et que, selon les prévisions du ministère de l'Energie, les exportations pourraient représenter 85 milliards de mètres cubes gazeux (2012), mais la consommation intérieure de gaz pourrait aller à plus de 63 milliards de mètres cubes gazeux (2016/2017), une production totale annuelle de 148 milliards de mètres cubes gazeux, ce qui nécessitera d'importants investissements. Les spécialistes de l'énergie estiment que sur les réserves algériennes (2,5% des réserves mondiales, contre plus de 60% pour la Russie, l'Iran, le Qatar) initiales prouvées, environ 4 600 milliards de mètres cubes, 80% d'entre elles sont récupérables, alors que 15% ont déjà été exploitées, environ 1 000 milliards de mètres cubes supplémentaires étant considérés comme réserves probables, ce qui donnerait une durée de vie, moyenne, pour 5 000 milliards de mètres cubes gazeux entre 30/35 ans pour le gaz, contre moins de 30 années pour le pétrole.

Par ailleurs, il faut être attentifs à l'évolution du cours du dollar qui représente, toujours, environ 60% des transactions mondiales, avec l'importance des dépenses publiques et le primat au marché intérieur (retour au protectionnisme profitable, à court terme, certes aux USA, mais préjudiciable, à moyen et moyen terme, à l'expansion de l'économie mondiale, pouvant paradoxalement accélérer la crise), certains instituts stratégiques mondiaux prévoient sa dépréciation courant 2009/2010.

Car l'appréciation, durant les derniers mois, par rapport au cours de l'euro, a été le fait, comme cela s'est passé en 1929, des rapatriements des capitaux américains et non par l'attrait du taux d'intérêt de la FED, allant vers zéro, à l'instar des autres Banques centrales européennes, qui d'ailleurs réduit, pour l'avenir, sa marge de manœuvre sur le plan de la politique monétaire. Aussi, en cas d'un fléchissement, à la fois, du cours du pétrole (le prix du gaz étant indexé sur le cours du pétrole, mais à un prix 50%, environ, inférieur pour le même volume, remettant en cause la rentabilité des investissements gaziers, très capitalistiques et dont la marge bénéficiaire est réduite, par rapport au pétrole) et du dérapage du dollar, l'effet baisse serait double, avec un impact négatif sur la partie importation et les réserves de change libellées en dollars, dont les bons de Trésor américain placés à l'étranger.

En résumé, existe un lien dialectique entre crise financière, crise économique, crise sociale et crise politique et, récemment, l'Algérie en a fait l'amère expérience après une décennie tragique, au moment où, en 1986, les responsables déclaraient, comme maintenant, que la crise ne concernait pas l'Algérie. La crise étant très profonde, ne devant pas être prise à la légère, posant un problème de sécurité nationale, la Commission de surveillance des effets de la crise sur l'Algérie ne doit pas être au niveau d'un département ministériel, mais au niveau de la présidence de la République. Cela éviterait, d'ailleurs, les cacophonies et des déclarations irresponsables, comme ces bilans

pompeux, contraires à la réalité, confondant les dépôts de dossiers avec les réalisations, en matière d'investissements, avec un écart de plus de 80%, et que le taux de chômage baisserait pour aller, fin 2009, moins de 10%. D'où l'importance, à l'avenir, de la maîtrise de l'information, qui s'est totalement effritée, d'une cohérence dans la démarche de la politique globale, n'étant, depuis 1986, ni dans une économie administrée ni dans une véritable économie de marché, cette interminable transition, d'où les difficultés de régulation politique, sociale et économique.

Aussi, un changement de politique socio-économique s'impose, supposant une profonde mutation systémique et, donc, l'approfondissement de la réforme globale, avec un rôle important pour l'Etat régulateur, dans le cadre d'un Etat de droit, une meilleure gestion et une révision des choix budgétaires. La crise économique, avec des incidences sociales, devant durer au-delà de 2012, la période 2009/2014 en Algérie impose, justement, une autre gouvernance, donc une autre politique socio-économique par un discours de vérité, seule à même de mobiliser la population, et non des déclarations utopiques, source de démobilisation populaire et de névrose collective, renforçant le divorce Etat/citoyens ; et ce pour atténuer les effets de la crise et de préparer les bases d'un développement durable au profit des générations futures, loin des intérêts de la rente.

Ce qui concerne les leçons de la crise doivent également être tiré :

- en assurant la transparence des engagements des banques et de leur exposition aux risques liés à la titrisation ;

- en structurant mieux les marchés dérivés ;

- en modifiant les règles applicables aux agences de notation ;

- en renforçant la supervision bancaire au niveau communautaire, en particulier pour les établissements opérant dans plusieurs États membres de l'Union européenne (UE).

La première leçon importante de la crise actuelle est l'effondrement du fondamentalisme du marché. Elle montre que l'Empereur est nu. Les fondamentalistes du marché font valoir que les marchés devraient être laissés à eux-mêmes parce que, quoi qu'il arrive, ils disposent de mécanismes d'autorégulation et que les défaillances du marché sont moins coûteuses que les échecs des Etats. Mais la réalité démontre le contraire. Les ravages causés par la crise financière sont énormes, comme en témoignent les milliers de milliards de dollars nécessaires pour nettoyer le gâchis qu'ils ont étendus à l'ensemble du globe. Et ces coûts seront finalement supportés par le contribuable, c'est-à-dire l'Etat!

Même les plus zélés des fondamentalistes du marché doivent avoir perdu leurs illusions quant à la capacité des marchés à s'auto-discipliner et à corriger leurs propres erreurs. Les marchés ne sont pas des forces impersonnelles, dotées de puissance et placé au-dessus des humains. Ils sont des constructions humaines dont les forces sont influencées par des intérêts égoïstes! Avec l'effondrement du fondamentalisme du marché, c'est la légitimité de l'ensemble du système néolibéral qui est en cause. Même certains de ses plus fervents idéologues sont désormais en proie au désarroi. Certains de ses mythes et dogmes les plus sacrés s'écroulent. Ce qui était impensable il y a seulement quelques mois est devenu une réalité quotidienne.

Nationalisations des banques et institutions financières, des plans de sauvetage pour les entreprises industrielles, une forte intervention de l'État partout dans le monde et des attaques contre le "capitalisme sauvage", c'est ce qu'on observe en Europe et même aux Etats-Unis ! Les fantômes de Keynes, et même de Marx sont en train de revenir hanter les dirigeants occidentaux et les idéologues néo-libéraux !

Il devient urgent de mettre en place une régulation appropriée. Actuellement, les États sont impuissants. De nombreuses banques ont une dimension supranationale. Le risque systémique est plus important. Nous devons avoir une réflexion sur la taille de ces établissements bancaires. Si une banque de dimension européenne fait faillite, qui va payer ? La question mérite d'être posée. Même s'il faut noter qu'en Europe, la crise a été atténuée, grâce à la Banque centrale européenne (BCE), qui a su insuffler les liquidités nécessaires dans le système.

Les autorités américaines, très réactives en cas de crise, ont du mal à intervenir a priori. Les marchés ont la mémoire courte et aiment croire que les arbres peuvent monter jusqu'au ciel. Les crises russe ou asiatique avaient des explications relativement simples, liées à la dette ou au change. On ne connaissait alors pas cet excès de liquidités ou cette sophistication des produits financiers. Les changements : Pour ne pas favoriser la formation de nouvelles bulles, il faudrait mieux réguler l'activité des banques d'investissements. C''est compliqué car le régulateur a tendance à courir après l'innovation dont sont capables les marchés. Il ne faudrait pas aussi que l'activité se déplace encore plus vers les fonds spéculatifs (hedge funds), qui sont moins contrôlées. «Certains produits financiers sont trop sophistiqués»Hugues Puel Dominicain, économiste.

Parmi les leçons que nous pouvons en tirer, il y a le fait que les gens ne sont pas suffisamment formés à regarder loin, à se poser les questions structurelles qui comptent pour l'avenir. La formation actuelle très caractérisée par le zapping est un problème. Nous devons apprendre à prendre du recul et du temps. Pour cela, la formation est capitale : il n'est jamais trop tard. Il est évidemment fort tôt pour tirer toutes les leçons de cette crise et il ne fait nul doute que du recul apportera un regard plus critique sur les

événements que nous vivons aujourd'hui. Il n'empêche que certains enseignements peuvent être glanés dès à présent :

I. Comme toutes les crises financières que nous connaissons depuis des siècles, celle-ci est le résultat du mariage explosif de l'appât effréné du gain et d'un taux d'endettement exagéré. Les banques sont "sur-leveragées", aidées en cela par les accords de Bâle 2. Comme on l'a dit, les fonds propres des banques sont calculés en fonction du risque encouru par les actifs. Les accords de Bâle ont laissé les banques fortes libres dans l'estimation de leurs risques. Ils ont en plus laissé ces banques s'appuyer sur les agences de notation pour calculer certains de ces risques. Ces règles doivent être absolument revues. Aujourd'hui, les banques, ayant sous-estimé leurs risques, s'endettent à tour de bras. On devrait pouvoir envisager de fixer, de manière intelligente, un taux maximal d'endettement des banques;

II. La structure de financement des banques s'est profondément modifiée au cours des dernières années. Plus de la moitié de leur financement provient du marché interbancaire (à nouveau ceci est d'autant plus vrai en Europe). Le rapport prêts/dépôts est fréquemment supérieur à 1 dans de nombreuses institutions financières, signifiant que la source de financement des banques est tributaire du bon vouloir de la concurrence à leur prêter. Cette structure de financement est manifestement trop fragile. Ici aussi, des ratios prudentiels doivent être fixés;

III. Les banques, lourdement "leveragées", ont investi massivement dans des produits eux-mêmes logés dans des véhicules endettés, créant ainsi un effet d'endettement en cascade. On a recréé ainsi des conditions similaires à celles prévalant dans les années 1920-30 et on en connaît l'issue. Il faut pénaliser les institutions investissant dans de tels instruments quel que soit le rating de ceux-ci;

IV. Les conseils d'administration des banques partagent la responsabilité avec le management de la fixation de la stratégie et de la santé financière d'une entreprise. Ces conseils sont souvent mal constitués : ils privilégient trop les personnalités ayant un carnet d'adresses au détriment de ceux qui ont les compétences techniques et de "business" nécessaires à la bonne gestion d'une banque ou d'une assurance. On devrait imposer que les banques aient des spécialistes de la finance dans leur conseil. Cette mesure est déjà imposée pour les comités d'audit des firmes cotées : pourquoi ne pas la généraliser aux conseils d'administration des banques et assurances ?

V. Sans vouloir pointer du doigt les contrôleurs prudentiels de nos institutions financières force est de reconnaître que le contrôle fut parfois lacunaire au cours des dernières années. Au-delà du fait que l'instauration d'un contrôleur européen s'impose, des mesures internes aux commissions bancaires doivent être prises. Pourquoi les autorités de contrôle américaines ont-elles laissé les banques d'affaires s'endetter au-delà de toutes mesures ? Pourquoi la Financial Services Autorité (FSA) britannique a-t-elle laissé la banque Northern Rock s'enliser dans une crise de financement avant

d'intervenir ? Comment l'assureur Ethias, a-t-il pu continuer à opérer jusqu'à la disparition de ses fonds propres alors qu'il était communément admis que sa politique commerciale et d'investissement étaient très agressives ? Comment se fait-il que les banques françaises Société Générale et Caisses d'Epargne, et donc indirecte ment l'autorité de contrôle de l'Hexagone, ont laissé des traders outre passer leurs limites occasionnant des pertes considérables à leur institution en 2008 alors que les marchés étaient déjà sous haute tension ? Il nous faut revoir la composition et le modus opérande de nos instances de contrôle.

Il ne s'agit pas ici de chercher des coupables ou de couper des têtes mais bien de réfléchir sereinement à la manière dont ces organismes peuvent mieux fonctionner. Il apparaît déjà évident que la plupart des contrôleurs de par le monde ont été entraînés dans l'aveuglement général régnant sur les marchés depuis des années mais aussi, et surtout, qu'ils se sont souvent trouvés fort éloignés du terrain. Ne faudrait-il pas dès lors encourager la présence d'anciens professionnels du secteur financier au sein des instances de contrôle ? Ne dit-on pas que les braconniers font souvent les meilleurs garde-chasses…;

VI. Enfin, une nouvelle plaie règne sur les marchés financiers, à savoir les hedge funds. Les marchés financiers ont besoin des spéculateurs. Il est toujours bon de rappeler que face à un acteur financier qui cherche à couvrir une position, il faut une contrepartie qui soit prête à prendre la position inverse. Néanmoins, depuis 20 ans les hedge funds mettent à mal et déstabilisent le système financier international en accélérant (et probablement en suscitant parfois) d'énormes mouvements des capitaux. Or, ces fonds sont littéralement moins contrôlés qu'une machine à sous d'un casino de Las Vegas. Notons que la présidence allemande de l'Union européenne avait en son temps tenté de réguler ces fonds mais n'avait pu mener ses efforts à bien contrecarrés en cela par les réticences de certains (essentiellement le Royaume-Uni) : il serait bon de remettre ce dossier sur la table.

VII. Les agences de notation portent une lourde part de responsabilité dans la crise actuelle en ayant sous-estimé les risques de certains produits de titrisation. En perpétuel conflit d'intérêts (elles sont payées par les émetteurs de dettes), elles ont également manqué de transparence dans leurs modèles et leurs pratiques. Il faut revoir soit leurs structures soit leur mode de rémunération. Celle-ci ne pourrait-elle être forfaitaire et couvrir une gamme de services ? Ou bien, ne pourrait-on rémunérer les agences en fonction de l'exactitude des ratings (notations) qu'elles allouent, les associant à leurs prévisions ?

VIII. Il faut revoir certaines des normes IAS et à tout le moins prévoir des règles d'évaluation particulières pour les actifs dont le marché est devenu totalement illiquide. Un des problèmes majeurs rencontré au cours de la crise actuelle est en effet l'assèchement soudain du marché pour les actifs issus de la titrisation. Le prix observé pour ceux-ci ne reflète pas leur véritable valeur, mais est bien la conséquence de

circonstances exceptionnelles. Les normes IAS exigeant la valorisation des actifs à leur valeur de marché, les banques ont dû comptabiliser des pertes ne reflétant probablement pas une véritable diminution de valeur mais bien une perte de confiance du marché dans certaines classes d'actifs.

Enfin, les mesures qui ont été adoptées au cours des derniers mois pour contrecarrer la crise portent les germes d'autres crises ou bulles spéculatives. Il faudra donc veiller dans les mois et années à venir à la manière dont ces germes évoluent. Il y en a au-moins trois :

IX. A nouveau les banques centrales, et les Etats, ont injecté des montants considérables de liquidités dans le système financier : il ne fait nul doute que ces liquidités, une fois que le calme sera revenu sur les marchés financiers, trouveront un endroit où se reloger risquant ainsi de recréer une nouvelle bulle spéculative;

X. La décision de la majeure partie des gouvernements européens d'augmenter la garantie qu'ont les déposants auprès d'une banque de 20.000€ à 50.000€ (et en Belgique d'y associer les produits de la branche 21 des assurances-vie) est socialement très louable mais augmente considérablement l'aléa moral 5 des organismes chargés de gérer l'épargne. Il en va de même en ce qui concerne les garanties qu'offrent aujourd'hui différents Etats sur les prêts interbancaires. Le danger est de voir ces organismes adopter une gestion d'autant plus risquée qu'ils savent que quoi qu'il advienne, les avoirs de leurs clients sont – forts – bien couverts par la société. Si je ne pense pas que nous devons craindre de tels comportements dans un avenir immédiat (les banques et assurances sont trop traumatisées que pour accroître leur niveau de risque maintenant), soyons sûrs que ce problème se présentera à l'avenir. Nos instances de contrôle devront donc se montrer encore plus vigilantes que d'ordinaire pour prévenir des comportements de prise de risque exagérée par certaines institutions;

XI. Les 5 grandes banques d'affaires américaines (Bearn Stearns, Goldman Sachs, Lehman Brothers, Merrill Lynch et Morgan Stanley) ont aujourd'hui disparu, soit qu'elles soient tombées en faillite, soit qu'elles aient été rachetées par des banques de dépôt, soit encore qu'elles aient adopté le statut de banque commerciale. La crise des années 30 avait débouché sur l'obligation de scinder les activités de banques d'affaires et de banques de dépôt arguant du danger pour les petits épargnants de voir leurs dépôts servir à financer des activités risquées. On constate aujourd'hui le mouvement inverse. "Plus ça change, plus c'est la même chose" diront les plus cyniques, mais il n'empêche que les dépôts de clients de détail vont financer des activités à haut risque. Est-ce bien là le type de banques commerciales que nous voulons avoir à l'avenir ? De même, il faut se poser la question de savoir si les firmes de gestion d'actifs filiales de banques commerciales servent au mieux les intérêts des clients de celles-ci.

Ne vaudrait-il pas mieux au contraire que ces sociétés soient indépendantes et que les banques offrent à leurs clients une gamme de produits d'investissements dans un contexte "d'architecture ouverte" ? Nous pensons qu'il faut réexaminer de près la réglementation portant sur les conglomérats financiers. Ces leçons Qu'on a essayé de les tirer de la crise financière mondiale nous aidera plu tard à trouver des futures stratégies pour sortir de la crise (dans le monde, en Algérie) et se sera le travail de notre future thèse de doctorat.

cliCours.com

ANNEXES

-La liste des vocabulaires

- La liste des définitions utiles

-La bibliographie

LISTE DES VOCABULAIRES (ACRONYMES ET ABREVIATIONS):

FED (Federal reserve deposit) : Banque centrale des USA.

CRA (Community Reinvestement Act) : encourage les établissements de crédit à prêter à des personnes à des revenus modestes.

Le HUD : Département of Housing and Urban Development ; ce département a imposé des cibles aux banques de façon à ce que les clients modestes aient accès aux prêts hypothécaires.

MENA : la région du moyen orient et d'Afrique du nord.

FRR : Fonds de régulation des recettes.

Cpp : concurrence pure et parfaite.

ONS : l'Office national des statistiques.

OMS : organisation mondiale de la santé.

NRA : national recovery administration.

BCE : banque centrale européenne.

CDO : collteralized debt obligation.

OIT : organisation internationale du travail.

PIB : produit intérieure brute.

FMI : le fond monétaire international.

EFSF : fond européen de soutien.

GNL : gaz naturel liquéfié.

IPC : indice des prix à la consommation.

CNI : conseil national de l'investissement.

ANDI : agence nationale de développement de l'investissement.

IDE : investissement direct étranger.

Clicours.COM

OPEP : organisation des pays exportateurs de pétrole.

DGI : la direction générale des impôts.

IRG : impôt sur le revenu global.

IBS : impôt sur le bénéfice social.

TIC : taxe intérieure de consommation.

TVA : taxe sur la valeur ajoutée.

CREG : la commission nationale de régulation de l'électricité et du gaz.

IDH : l'indice du développement humain.

PNUD : Programme des Nations unies pour le développement.

CRTF : la cellule de traitement du renseignement financier.

D.I : la déclaration d'importation.

D.A : la déclaration contre acceptation.

D.P : la déclaration contre paiement.

PME : petites et moyennes entreprises.

DWP : Dubaï World Port.

AfDB : la Banque africaine de développement.

CNIS : Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes.

ENIP : Entreprise Nationale de l'Industrie Pétrochimique.

NRA: National Recovery Administration.

CEBR: le Centre for economics and business research.

DEFINITIONS UTILES :

Crédits hypothécaires : crédits accordés à des particuliers pour l'achat d'un bien immobilier associés à une hypothèque sur ce bien. En cas de non remboursement, la banque peut saisir le bien sans avoir besoin d'engager des démarches judiciaires complexes.

Subprime : Le « subprime » est un crédit hypothécaire à taux variable dont le recours est extrêmement fréquent aux USA. Il s'adresse aux ménages les plus démunis et leur permet l'accession à la propriété. L'établissement de crédit étant peu regardant sur la solvabilité de leurs emprunteurs. Ce type de crédit s'adresse aux ménages dont la notation-crédit est inférieure à 620 (notation FICO aux USA) lorsque la moyenne US est de 650. Dans 35% des cas, le subprime est utilisé pour un achat de bien immobilier mais sert de refinancement dans 45% des cas : l'emprunteur diffère le montant de ses remboursements en ne payant plus que les intérêts dans un premier temps. Ce genre de crédit est donc très rentable pour les banques : en moyenne 50% de rendement supplémentaire.

Hedge Funds ou fonds d'arbitrage : fonds spéculatifs qui prennent des paris sur l'avenir à l'inverse des tendances dominantes du marché.

Produits dérivés : contrat entre un acheteur et un vendeur, qui prévoit un échange d'actifs dans le futur à des conditions prévues dès le départ. Il peut s'agir de monnaies, de taux d'intérêt, d'or, de blé ou… de titres de dettes de subprime.

Agence de notation : agences spécialisées qui attribuent des notes (des ratings en anglais) aux différents titres financiers émis par les différents acteurs, en fonction du niveau de risque de défaillance supposé de chacun de ces acteurs. Ces notes vont de AAA (très peu de risque) à C (très risqué).

Titrisation : instrument financier permettant de transformer une créance, par exemple un prêt, en actif pouvant être vendu sur un marché.

Collteralized Debt Obligation(CDO) : Dans le processus de financiarisation actuel, le volume global de la dette des subprime est « titrisé » sur les marchés financiers. Autrement dit, la dette est placée sur le marché et devient négociable à l'image des états et du marché obligataire. La titrisation devient alors le CDO et est compartimentée en 4 tranches de risque distinctes, de la plus risquée, « equity », n'est pas notée par les agences de notation jusqu'à la plus sûre, « super seniors », notées AAA.

L'effet papillon : Cette image décrit l'effet papillon tel qu'il a été mis en évidence par le météorologue Edward Lorenz. Il a découvert que dans les systèmes

météorologiques, une infime variation d'un élément peut s'amplifier progressivement, jusqu'à provoquer des changements énormes au bout d'un certain temps. Cette notion ne concerne pas seulement la météo, elle a été étudiée dans différents domaines.

La crise de liquidité : Une crise de liquidité (ou crise d'illiquidité) désigne un phénomène au cours duquel un État ou une entreprise ne dispose pas des liquidités nécessaires pour faire face à ses engagements. Dans une crise de solvabilité, les entreprises ou les États ne peuvent pas faire face non à cause de difficultés temporaires de trésorerie mais parce qu'ils présentent des déficits structurels entre recettes et dépenses. Dans le domaine bancaire, on parle de crise de liquidités lorsque les banques et autres établissements financiers refusent de se prêter mutuellement de l'argent (c'est-à-dire des liquidités) entre eux. La raison est une perte de confiance : les autres établissements sont susceptibles de détenir des créances douteuses ou de faire faillite et donc de ne pas pouvoir faire face à leurs engagements. Le phénomène de l'effet multiplicateur du crédit amène alors à un cercle vicieux, et la crise est auto-entretenu. Pour éviter cela, les banques centrales peuvent intervenir sur le marché en prêtant de l'argent (on parle d'*injection de liquidités*).

Syndrome hollandais ou Mal hollandais : Comme la production de pétrole et de gaz naturel est pour une bonne part exportée, les recettes d'hydrocarbures rapportent d'importantes sommes en devises étrangères. L'utilisation accrue des recettes provenant des exportations d'hydrocarbures se traduit généralement par une appréciation du taux de change réel, laquelle n'est d'aucune manière liée à une hausse de la productivité des activités hors hydrocarbures au sein de l'économie. L'appréciation de la monnaie nationale rend les biens fabriqués au pays moins concurrentiels, ce qui accroît les importations et réduit les exportations. On donne à ce phénomène le nom de mal hollandais.

CREDOC : Le crédit documentaire c'est un moyen de paiement selon la loi des finances complémentaire 2010. Il est lié au paiement de factures relatives à une importation et peut être à l'import ou à l'export.

REMDOC : la remise documentaire un moyen de paiement par lequel une banque assure l'encaissement du montant de crédit contre remise des documents selon les instructions stipulées sur l'ordre d'encaissement, à la demande de son client (donneur d'ordre).

Taux d'intérêt : prix du crédit exprimé en termes de pourcentage. Les taux d'intérêt élevés incitent à l'épargne. Les taux d'intérêt élevés bas incitent à investir.

Taux directeur : Ces taux sont ainsi appelés parce qu'ils jouent un rôle déterminant sur le taux de l'argent au jour le jour. Pour ceux qui concernent l'Europe, la Banque Centrale Européenne dispose de trois taux directeurs. Le plus important est celui des opérations principales de refinancement : c'est le principal outil de pilotage de la BCE et

c’est vers lui que tous les regards se portent lorsqu’une décision de hausse ou de baisse est attendue ou espérée. L’organe qui fixe ces taux directeurs est le Conseil des Gouverneurs de la BCE. (Source : lexique de la banque et des marchés financiers, éd. Dalloz).

Crise économique : La crise économique est caractérisée par un profond retournement de la situation économique d'un pays, d'une nation ou d'une zone géographique plus importante. Une crise économique débute souvent par un krach, mais ses répercussions sont plus larges : la période de récession alors engagée se traduit souvent par une montée du chômage, de nombreuses faillites, des tensions sociales et souvent par des baisses de salaire et de pouvoir d'achat.

Crise financière : une crise financière concerne les acteurs en difficultés financières, ayant du mal à payer leurs engagements à leurs créanciers. Les agents économiques concernés sont souvent proche de l'état de cessation de paiement. C'est donc un problème de fonds pour l'entreprise, cela peut traduire d'une mauvaise gestion ou d'un environnement économique très défavorable, pesant sur l'activité de l'entreprise. Les raisons peuvent être nombreuses. Une crise financière peut être d'échelle différente. Elle peut être régionale, nationale, mondiale, ou se limitée à un seul secteur d'activité. Elle peut même concerner un seul et unique agent, l'entreprise. Mais, cela dépend de la taille de l'acteur économique et de son rôle dans l'activité économique d'une place. Si celui-ci est de taille importante, l'impact sur les autres acteurs sera d'autant plus fort. En effet, il y a un effet de contagion. Une société traversant une crise financière ne peut plus tenir ses engagements financiers. Ces créanciers peuvent eux même se retrouver en difficulté financière. Ainsi, l'ampleur de la crise financière grandit et peut atteindre l'échelle mondiale. Par ailleurs, si l'acteur est coté en bourse, la crise financière peut se coupler avec une crise boursière. Si l'entreprise va mal, ses résultats vont être mauvais et leur publication fera chuter le cours de bourse. Là encore, la part de la société dans l'indice ou elle est cotée est très important. Une grosse entreprise peut de par son poids dans l'indice et par effet de contagion, entraîner la chute de l'indice.

Référance bibliographique

1-Partie théorique :

- ***Section 1 :***

Ouvrages Généraux :

(43) : **ALAIN BERAUD**, Keynes et Pigou sur le salaire monétaire et l'emploi : une synthèse du débat Théma Université de Cergy-Pontoise.

(46) : **ARNAUD PARIENTY**, Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie John Maynard Keynes, Alternatives Economiques Pratique n° 021 - novembre 2005.

(02): **BERNARD ROSIER**, Croissance et crise capitalistes P.U.F 1975.

(41): **BENTTI**, Economie classique, économie vulgaire P.U.G 1975.

(28) : **Céline Saint-Pierre,** De l'analyse marxiste des classes sociales dans le mode de Production capitaliste 1974.

(01): **DENIS**, Histoire de la pensée économique P.U.F 1970.

(17) : **DOSTALER**, Valeur et prix : histoire d'un débat P.U.G 1978.

(12): **FURTADO** théories du développement économique Ed P.U.F.1970.

(35): **MOROSHIMA, Marx's** economics, Cambridge University press 1973.

(40): **MOROSHIMA SETON**, What the remains of Marxism, in economic essays Oxford University press vol III 1960.

(16) : **PARETO**, Manuel d'économie politique Ed Droz Genève 1966 Cours d'économie politique Droz 1969.

(13) : **WALRAS**, Eléments d'économie pure, Lausanne 1874.

Ouvrages Spécialisés :

(42):**ANDRE GLUCKSMANN**, Critique et défense du marxisme, 1975.

(04):**B. Guerrien**, La Théorie économique néo-classique, coll. Repères, La Découverte, Paris, 1999.

(03):**C. Calvet et A. Cotta**, Les Quatre Piliers de la science économique, Fayard, Paris, 2004.

(31) : **Cf. J. Russ**, Les chemins de la pensée, Bordas pp.337-338.

(19) : **FOIS,** Fluctuations et croissance économique Ed Daloz 1976.

(44): **HARROD**, theory of competition revised; in economic essays, Cambridge 1952.

23) : **J. A. Schumpeter**, History of Economic Analysis (1954), Histoire de l'analyse monétaire, trad. sous la direction de J. C. Casanova, 3 t. Gallimard, Paris, 1983.

(14) : **JOAN ROBINSON**, Développement et sou-développement, ed.économica 1980.

(47):**KEYNS**, Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie Ed Mayot 1971.

(26) : **MARREK, Introduction** à l'analyse du capital de Marx Ed Calmann-Lévy 1975.

(27) : **MARX,** Œuvres complètes Ed ouvrières.

(18) : **MEBTOUL**, La problématique de l'accumulation du capital chez les classiques tome 1 Ed O.P.U1980.

(06):**ROBERT L.Heilbroner**, Les grandes économistes, éditions du seuil 1971.

(35): **SEN,** The theory of interest rates, Mac Millan 1965.Choice of technique Ed Mac Millan 1968.

Articles en français :

(24) : **ALAIN BARRERE**, Déséquilibres économiques et contre révolution keynésienne, économica 1979.

(36) : **ANNIE SORIOT**, Le capitale, Karl Marx 1867.

(08):**C.Gide et C. Rist**, Histoire des doctrines économiques, Recueil Sirey, Paris, 1947.

(22):**DE BERNIS**, Les limite de l'analyse en termes d'équilibre générale Revue économiue1976.

(32) : **ERNEST MANDEL**, Initiation à la théorie économique marxiste - 3. Ed. Rev. Et augm. - Paris : Etudes et Documentation Internationales, 1983 - 125 pp.

(49) : **ETIENNE MANTOUX** (1913-1945), "La «Théorie générale» de M. Keynes" Un article publié dans la Revue d'économie politique, vol. 51, no 6, novembre-décembre 1937.

(07) : **G. Deleplace**, Histoire de la pensée économique, Dunod, Paris, 1999.

(33) : **H .HOUDOY**, A la Recherche des Déterminations Économiques de la Valeur, article publié en Décembre 1976 dans les Cahiers "Analyse, Épistémologie, Histoire" de la Faculté des Sciences Économiques de l'Université Lyon 2.

(45) : **OLIVIER BROSSARD**, Économie Histoire de la pensée économique – Keynésianisme.

Articles en Anglais:

(21): **E.ROLL**, a History of Economic Thought, Faber and Faber, 1938, Landers.

(11) **JEVONS**, the theory of political economy Landers 1972.

(09) :**M. Blaug**, Economic Theory in Retrospec, 1978 ; La Pensée économique, trad. par A. et C. Alcouffe, Economica, Paris, 1981.

(37):**MOROSHIMA\SETON**, Aggregation in Leontief matrix and the labour theory of value, Ed econometrica 1971.

(10):**R. Ekelund ET R. Hebert**, a History of Economic Theory and Method, McGraw-Hill, Singapore, 1983

(15): **ROBINSON**: capital theory up to date, in Canadian journal of économics1970.

NBER working paper series (Site internet: www.nber.org):

(20) : **C. Rist**, Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie depuis John Law jusqu'à nos jours, Recueil Sirey, Paris, 1938.

(48) : **Document Attac18** : http://www.local.attac.org/18.

(25) : **Futur Rouge**, Définition Marxiste 7 février 2009.

(34) : **JACQUES ELLUL**, La pensée marxiste. Cours professé à l'Institut d'études politiques de Bordeaux de 1947 à 1979, La Table Ronde, 2003.

(05) : Economie Histoire de la pensée économique - Théorie néo-classique Article écrit par **Jean-Marc DANIEL** « internet ».

(38) : **JEAN-YVES MARTIN**, "Karl Marx ou l'esprit du monde",25 août 2005.

(30) : **Karl MARX,** Contribution à la critique de l'économie politique, 1859.

(29) : **Michael Löwy**, Karl Marx et Friedrich Engels comme sociologues de la religion, Archives des sciences sociales des religions, Année 1995, Volume 89, Numéro 1 p 41- 52.

(39) : **SEKEL LASLO**, les critiques adressés aux marxistes, samedi 14 mai 2005.

- ***Section 2 :***

Ouvrages Généraux :

(43) : **ALAIN BERAUD**, Keynes et Pigou sur le salaire monétaire et l'emploi : une synthèse du débat Théma Université de Cergy-Pontoise.

(46) : **A. Pichot**, La société pure. De Darwin à Hitler, Paris, Flammarion, 2000, p 81.

(41):**BENTTI**, Economie classique, économie vulgaire P.U.G 1975.

(17) : **Cooley, Thomas**. F. 1995. Frontières de recherche de cycle économique. Pression d'université de Princeton.

(28) : **Coriat Benjamin** (1994), «La théorie de la régulation. Origines, spécificité et perspectives» In Ecole de la régulation et critique de la raison économique, Futur Antérieur-L'Harmattan.

(13) : **Jean Magnan de Bornier** ; Cycles et Fluctuations Économiques.

(35): **MOROSHIMA, Marx's** economics, Cambridge University press 1973.

(40): **MOROSHIMA SETON**, What the remains of Marxism, in economic essays Oxford University press vol III 1960.

(16) : **René Teboul**, Temporalistes, n° 5, pp. 5-11. Université d'Aix Marseille II La théorie des cycles et le temps économique.

(01): **Romer D**. (1997) Macroéconomie approfondie, (sup, plus particulièrement les chapitres 4, 5 et 6)

(02): **Samuelson-Nordhaus** (1998) Economie Economica, 16ème édition.

Ouvrages Spécialisés :

(05):**AFTALION ;** les crises périodiques de surproduction, Ed Marcel Riviéres paris 1974-2 vol.

(31) : **AGIETA ;** régulation et crise du capitalisme ; Ed calmann lévy 1977.

(26) : **Aglietta Michel** (1976), Régulations et crises du capitalisme, Calmann-Lévy Réédition en 1997 chez Odile Jacob.

(42):**ANDRE GLUCKSMANN**, Critique et défense du marxisme, 1975.

(14) : IUFM D'Auvergne, Croissance et cycle, **Arnaud Diemer**, avril 2004.

(03): Macroéconomie de **Blanchard et Cohen**, Ed Pearson Education, 2001.

(27) : **Boyer Robert et Saillard Yves** (1995), Théorie de la régulation, l'état des savoirs, La Découverte.

(07) : **GANOU** ; croissance et crise Ed petite coll. Maspero 1979.

(44): **HARROD**, theory of competition revised; in economic essays, Cambridge 1952.

(23) : **J.A. Schumpeter**, History of Economic Analysis (1954), Histoire de l'analyse monétaire, trad. sous la direction de J.C. Casanova, 3 t. Gallimard, Paris, 1983.

(18) : **Jean-Jacques GRANELLE** Les cycles économiques : présentation et analyse.

(47): **J. Schumpeter**, Théorie de l'évolution économique..., op. Cit. Note 1, p 117.

(48) : **J. Schumpeter**, Capitalisme, socialisme et démocratie, [1947a deuxième édition], Payot, 1990, p 32.

(04): **Muet** (1994) Croissance et cycle, Economica (Sup).

(35): **Philippe Béraud** Débats autour du *spectre* de la théorie économique.

(19) : **Pierre Robert** Fluctuations en crises.

Articles en français :

(32) : **Bernard Rosier ;** les théories des crises économiques.

(08): **C.Gide et C. Rist**, Histoire des doctrines économiques, Recueil Sirey, Paris, 1947.

(49) : **Combemale Pascal**, « Joseph Aloïs Schumpeter », in Nouveau manuel de sciences économiques et sociales.

(24): **HASSEN**; business cycles and national income, New -York 1951.

(21): **IUFM D'Auvergne**, Croissance et cycle, Arnaud Diemer, avril 2004.

(34) : **Joseph Schumpeter** (1911), Théorie de l'évolution économique : chapitres IV à VI.

(36) : **J. Schumpeter**, Histoire de l'analyse économique. Tome 3 : l'âge de la science, [1954], Gallimard

(22): **LESCURE** ; les crises générales et périodiques de surproduction 2 vol. Ed Montcharestien 1938.

(45) : **OLIVIER BROSSARD**, Économie Histoire de la pensée économique – Keynésianisme.

Articles en Anglais :

(25) : **Boyer Robert et alii** (1987) Aspects de la crise Tome III : Les économies au milieu du gué, Plan/Cepremap.

(30) : **BOYER, Robert & MISTRAL, Jacques :** Accumulation, inflation, crises, Puf, 1978

(10): **CANOVA**, Fabio (1998), « Detrending and business cycle facts », Journal of Monetary Economics, vol. 41

(09): **DELLAS** (1993) "Recessions and Ability Discrimination" University of Mary-land Mimeo".

(48) : **Document Attac18** : http://www.local.attac.org/18.

(38) : **JEAN-YVES MARTIN**, "Karl Marx ou l'esprit du monde",25 août 2005.

(20) : **Kydland, Finn E. et Edouard C. Prescott**. 1982. « Temps pour établir et agréger des fluctuations. » Econometrica, 50, 1345-70.

(15): **M. Ayhan Kose, Christopher Otrok et Eswar Prasad** Cycles économiques : découplage ou convergence?

(37):**MOROSHIMA\SETON**, Aggregation in Leontief matrix and the labour theory of value, Ed econometrica 1971

(29) : **Paul-R. Bélanger et Benoît Lévesque,** " La "théorie" de la régulation…" (1991).

(11): **STADLER** (1990) "Business Cycles Models with Endogenous Technology" American Economic Review.

(50) : **WALRAS L**. (1874), Eléments d'économie pure, réédition Economica (1988), tome VIII.

NBER working paper series (Site internet: www.nber.org):

(12): http://www.pdfmail.com (Copyright RTE Multimedia).

(33): http://www.revue-interrogations.org.

(39) : **SEKEL LASLO**, les critiques adressés aux marxistes, samedi 14 mai 2005.

2-Partie pratique:

- ***Section 1 :***

Ouvrages Généraux :

(01): **BERSTEIN** (Serge), **MILZA** (Pierre), Histoire du 20e siècle, tome 1, 1900-1945, Paris, Hatier, 2004, 501 pages.

(02): **COCHET** (François), La Grande Crise 1929-1939, Paris, **Dunod**, 1998, 126 pages.

Cours.COM

Ouvrages Spécialisés :

(03): **GALBRAITH** (John Kenneth), La Crise économique de 1929, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1961, 219 pages.

(04)**: GIRAULT** (René), FRANK (Robert), Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941, Paris, Petite bibliothèque Payot, 2004, 514 pages.

(06): **Jacques BARIÉTY** et **Jacques DROZ**, République de Weimar et Régime hitlérien, 1918-1945, Tome 3. L'Allemagne. Paris, Hatier, 1973.

Articles en français :

(09): **André KASPI**, Les Américains, tome 1. Naissance et essor des États-Unis, 1607-1945. Paris, Seuil, 1986.

(08): **John Kenneth GALBRAITH**, La crise économique de 1929, anatomie d'une crise financière, Paris, Payot, 1961 (traduction française).

(07) **: Serge BERSTEIN** et **Pierre MILZA**, L'Allemagne, 1870-1987, Paris, Masson, 1988 (2e édition).

NBER working paper series (Site internet: www.nber.org):

(05): **VINCENT (**Bernard), (dir.), Histoire des Etats-Unis, Paris, Flammarion, 1997, 466 pages.

(10):http://www.lalsace.fr/fr/article/2122168,207/Bernard-Gazier-On-a-oublie-une-partie-de-la-lecon-de-1929.htm

- ***Section 2 :***

Ouvrages Généraux :

(16) : **Aglietta M., Rigot S., [2008]**, "La réglementation des hedge funds face à la crise financière. Une contribution au débat", Document de recherche, EconomiX, UMR 7166, CNRS – Université de Paris X – Nanterre, mars.

(01): **Brender A. et F. Pisani**, 2007, Les déséquilibres financiers internationaux, Éditions La découverte.

(02): **Brender A. et F. Pisani,** 2009, La crise de la finance globalisée, Éditions La Découverte.

(17) : **Simon Y., [2008**], "Les hedge funds, la titrisation et la crise de l'été 2007", in B. Jacquillat (Dir.), Hedge funds, private equity, marchés financiers : les frères ennemis, Le Cercle des économistes, PUF, Descartes & Cie, Paris.

(12): **Tirole J., 2008**, « Les leçons d'une crise », Note Toulouse School of Economics, n° 1.

(13): Colloque International « Crise financière internationale, Ralentissement économique Mondial et Effets sur les économies euro-maghrébines », Faculté des Sciences Economiques, des Sciences de Gestion et des Sciences Commerciale, Laboratoire Economie et Développement Université de Bejaïa Algérie les Bejaïa 11 & 12 Octobre 2009.

Ouvrages Spécialisés :

(23) : **Amenc N. et Sender S.** [2008], « Les mesures de recapitalisation et de soutien à la liquidité du secteur bancaire. Européen », Décembre, Edhec Business School.

(27) : **Allais, Maurice** : La crise mondiale aujourd'hui : pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires, éd. C. Juglar, 1999 BJ 3 ALL.

(03): **CAE, 2008**, La crise des subprimes, La Documentation française.

(18) : **F. William Engdahl, Global Research,** « La crise des subprimes n'est que la première vague annonciatrice d'un grand tsunami financier » http://www.alterinfo.net/La-crise-des-subprimes-n-est-que-la-premiere-vague-annonciatrice-d-un-grand-tsunami-financier_a14231.html.

(19) : **Jacques Attali**, « Pour l'économie, la crise est un tsunami qui approche », in L*e* Monde, 9 août 2008.

(04)**: Revue d'économie financière, 2008**, Crise financière : analyses et propositions.

(06): **Revue de la Stabilité Financière, 2007,** Hedge funds, avril.

(14) : **Z. Mehdaoui**, Le Quotidien d'Oran, 19 mars 2008.

(26) : La crise financière, in Sociétal, n° 59, **janv. 2008**, pp. 68-106

Articles en français :

(22): **Pastré, Olivier et Sylvestre, Jean-Mar**c : Le roman vrai de la crise financière, Perrin, 2008, 300 p BJ 3 PAS.

(24) : **Plihon, Dominiqu, dir** : Les désordres de la finance, crises boursières, corruption, mondialisation, éd. Universalis, 2004 (Le tour du sujet), 195 p. BJ 3 DES

(07) **: Revue de la Stabilité Financière**, 2008, Liquidité, février.

(08): **Revue de la Stabilité Financière**, 2008, Valorisation et stabilité financière, octobre.

Articles en Anglais :

(09): **Allen F. ET D. Gale,** 2007, Understanding Financial Crises, Clarendon Lectures in Finance.

(10): **Caballero R. J., E. Farhi ET P.-O. Gourinchas**, 2008, « Financial Crash, Commodity Prices And Global Imbalances », Brookings Papers on Economic Activity, Fall.

(11): **Gerardi K., A. Lehnert, S. M. Sherlund ET P. Willen, 2008,** « Making Sense of the Subprime Crisis », Brookings Papers on Economic Activity, Fall.

(15): **Reinhart C. ET K. Rogoff, 2008**, « Is the 2007 US Sub-Prime Financial Crisis so Different? An International Historical Comparison », American Economic Review, vol. 98 n°2.

(21): **Shiller R. J., 2008**, the Subprime Solution, Princeton University Press.

NBER working paper series (Site internet www.nber.org):

(20): **Gorton G., 2008**, « The Subprime Panic », NBER Working Paper, n° 14398, October.

(05): http://www.lemaghrebin.com/brnderra/index.html

(25):http://www.vigile.net/IMG/pdf/La_crise_mondiale_d_aujourd_hui_Maurice_Allais_1998.pdf.

- ***Section 3 :***

Ouvrages Généraux :

(12): Crise : l'heure de vérité par **Isaac Johsua**.

(02): Comment l'endettement des ménages américains pèse sur la dette publique des Etats-Unis par **Jérôme Lefilliatre**.

(13) : Crise de l'endettement Par **Marie-Hélène Miauton.**

(01): **São Paolo** (BRT) : 17 juin 2011, Washington (EDT) : 17 juin 2011 perspectives dès l'économie mondiale mise ajour des principales projections.

Ouvrages Spécialisés :

(10): Les effets de la crise mondiale d'octobre 2008 : la crise de l'endettement des Etats par M^er^ **Abderrahmane MEBTOUL**.

(09): La prochaine crise du crédit aux USA Par **Bertrand LAFORGE**.

(03): Au-delà de la Grèce : déficits, dettes et monnaie par **chatoine nihle.**

(08): La dette américaine a atteint son plafond légal par **David Wyss.**

(11): Quel est le fond du problème de la crise d'endettement en zone euro ? Par **jeromet**

(06): Comprendre la crise de la dette américaine par **Louis Imbert.**

(04): Et si l'administration américaine fermait pour payer la dette Par **Pierre-Yves Dugua**.

Articles en français (et sites):

(05): Course contre la montre pour sauver le budget américain « Etats-Unis : la dette sous pression**»** Par **Olivia Derreumaux.**

(07): PANIQUE SUR LES BOURSES ORIENTALES (Lefigaro.fr – 07.08.11 – 11:44) http://www.lefigaro.fr/marches/2011/08/07/04003-20110807ARTFIG00048-panique-sur-les-bourses-orientales.php

- ***Section 4 :***

Ouvrages Généraux :

(02): **Histoire secrète du pétrole algérien**, par **Hocine Malti**. La Découverte, septembre 2010, 360 pages, 21 €.

Ouvrages Spécialisés :

(06): M^er^ **Abderrahmane Mebtoul** el khabar**.**

(08): Professeur **Dr Abderrahmane MEBTOUL** Expert International Le 30 août 2011.

(09): éviter les rumeurs dévastatrices par **Dr Abderrahmane MEBTOUL**.

(11): Le monde au bord du précipice par **Dr Abderrahmane MEBTOUL**.

(03): Géopolitique du pétrole, de Cédric de Lestrange**, Christophe-Alexandre Paillard** et **Pierre Zelenco** aux éditions Technip et La face cachée du pétrole de Eric Laurent, éditions Plon.

Articles en français :

(04)**: El Haj Zouaimia**, correspondant à New York du Quotidien d'Oran.

(05)**: Hassan Haddouche**, Alger.

(01): **Rabah Reghis**, consultant et économiste pétrolier.

(07): le soir d'Algérie « journal économique ».

(10): Par **Xavier Denis** Économiste/Stratégiste chez Société Générale Private Banking 22/06/11

Résumé:
La crise financière qui s‟est déclenchée en août 2007 est exceptionnelle par son ampleur et déjà par ses répercussions économiques et sociales. Début 2009, elle est loin d‟être terminée, et personne ne peut raisonnablement prédire le calendrier de sortie. C‟est la crise la plus grave depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le but de ce travail et de faire comprendre cette crise ainsi que ça gravité sur le monde entier. Et pour cela on a partagé notre travail en deux grandes parties, la première partie théorique on la consacrer aux théories économiques des crises là où on a analysé les théories (néo-classiques, classiques, marxistes, Keynésiennes, Les théories contemporaines du cycle économique et des crises, les théories de la régulation, La théorie de Joseph Schumpeter et la théorie institutionnaliste). Dans la deuxième partie pratique on a fait un rappel sur la crise économique de 1929 ainsi que celle de 2008. On a parlé de la crise d‟endettement actuelle et finalement on a parlé de l‟Algérie face à cette crise économique de 2008 mais d‟une façon léger car ce sera le travail de notre future recherche de thèse de doctorat. Et pour conclure ce modeste travail on a indiqué si les théories économiques des crises sont appliquées dans la réalité, et on a tiré quelque leçon de cette crise.

Mots-clés :

Crise Economique; Crise Financière; Crise D’ endettement; Subprime; Crédits Hypothécaires; Titrisation; Défaut De Paiement; Crise De Confiance; Agence De Notation; Plan De Sauvetage.